



Bulletin

de la

Banque Nationale de Belgique

LXII^e Année

Tome II N^o 3 - Septembre 1987

Publication mensuelle

SOMMAIRE :

- 3 Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale. Résultats du mois de juillet 1987.
- 5 La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1985 sur la base des transactions.
- 1 Statistiques.
- 167 Législation économique.
- 181 Bibliographie relative aux questions économiques et financières intéressant la Belgique.

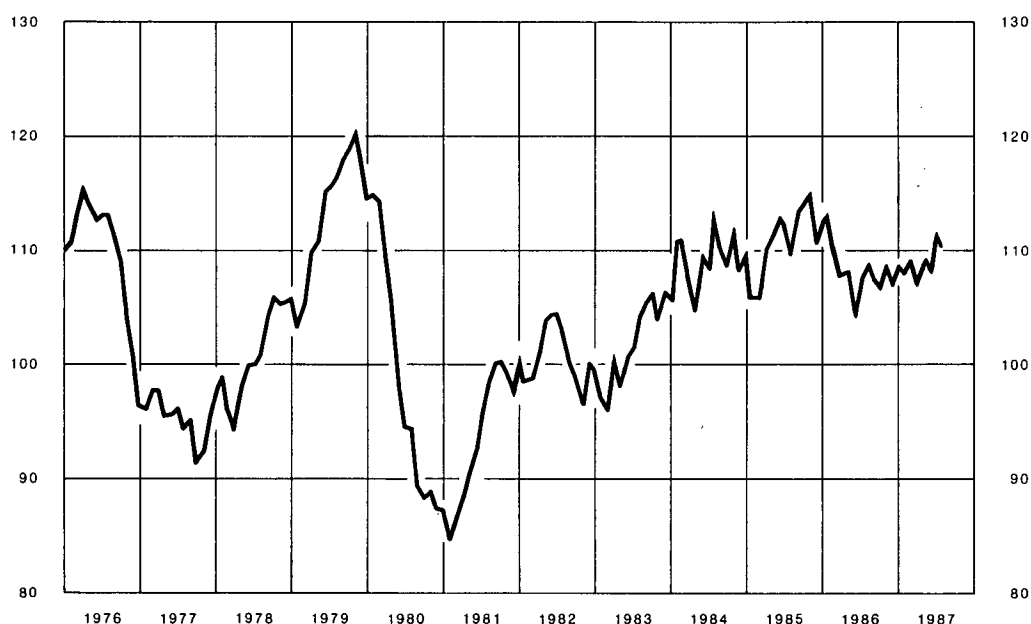
Les articles signés traduisent les opinions de l'auteur et n'engagent pas la Banque.

Les opinions exprimées dans les articles non signés ont l'accord du Comité de Direction de la Banque.

La reproduction d'extraits de ce *Bulletin* est autorisée, à condition que la source soit indiquée.

**COURBE SYNTHETIQUE
DES PRINCIPAUX RESULTATS DE L'ENQUETE MENSUELLE
DE LA BANQUE NATIONALE SUR LA CONJONCTURE**

RESULTATS DU MOIS DE JUILLET 1987
(juillet 1974 - juin 1981 = 100)



Commentaire

La valeur chiffrée de la courbe synthétique de la Banque a baissé en juillet de 0,97 point et s'établit dès lors à 110,57 points, effaçant de la sorte en partie la hausse enregistrée en juin. Ainsi se prolonge le mouvement en dents de scie sans tendance marquée qui caractérise la courbe depuis plus d'un an.

Le recul de juillet trouve son origine essentiellement dans l'industrie de la construction et dans le commerce. Le climat conjoncturel ne s'est par contre guère modifié dans l'industrie manufacturière.

LA BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE EN 1985 SUR LA BASE DES TRANSACTIONS

L'article précédent consacré à la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise (U.E.B.L.) sur la base des transactions¹, reprenait les données les plus récentes relatives aux années 1981, 1982, 1983 et 1984 et commentait brièvement celles de cette dernière année. Depuis la publication de cet article, des modifications ont été apportées à certaines données concernant l'année 1984, certains chiffres définitifs n'étant disponibles qu'avec un retard important. Le présent article publie les données définitives pour les années 1982, 1983, 1984 et 1985, celles de cette dernière année étant commentées de façon succincte.

Pour les raisons exposées ci-après, les données définitives de la balance des paiements sur la base des transactions ne sont disponibles qu'avec un retard important (de 15 à 16 mois). C'est pourquoi l'on établit aussi des données provisoires sur la base des transactions (voir infra, section 2.A); au moment de la rédaction de cet article, ces données provisoires sont disponibles jusqu'au troisième trimestre de 1986 inclus; elles sont publiées régulièrement dans le *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, partie « Statistiques », tableaux IX-1, IX-2 et IX-3. Le tableau IX-4 de la même partie du *Bulletin* contient les données de la balance des paiements sur base de caisse; lorsque cet article a été rédigé, ces données étaient disponibles jusqu'au mois d'avril 1987 inclus. Enfin, le tableau IX-5 fournit les données les plus récentes, sur la base tant des transactions que sur celle de caisse.

Cet article comprend trois parties.

La section 1 « Aperçu d'ensemble des opérations de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise avec l'étranger » comprend le tableau I « Balance générale des paiements », établi conformément aux tableaux IX-1 à 3 du *Bulletin*, le tableau II « Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme », établi conformément au tableau IX-5 du *Bulletin* (rubrique 1 bis « Opérations courantes sur base de caisse » exceptée), et le tableau III « Trois présentations synthétiques de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise ».

¹ La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1984 sur la base des transactions, *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, tome II, n° 3, septembre 1986.

Tableau I

Balance générale des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
(soldes en milliards de francs)

	1982	1983	1984	1985
1. Transactions sur biens et services :				
1.1 Transactions sur marchandises :				
1.11 Exportations et importations ¹	- 156,3	- 94,2	- 73,9	- 24,1
(dont : produits énergétiques ²)	(- 339,1)	(- 283,5)	(- 313,5)	(- 353,9)
1.12 Travail à façon	+ 54,2	+ 58,7	+ 58,9	+ 56,1
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 24,2	+ 31,6	+ 25,5	+ 12,8
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises ³	+ 16,2	+ 16,2	+ 14,5	+ 26,2
1.3 Autres frais de transport	+ 6,8	+ 8,1	+ 3,0	+ 5,1
1.4 Déplacements à l'étranger	- 28,0	- 19,5	- 16,8	- 23,0
1.5 Revenus de placements et d'investissements	- 9,6	- 8,8	- 3,5	- 7,9
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ⁴	+ 43,1	+ 50,0	+ 54,6	+ 62,0
1.7 Autres :				
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 2,2	+ 4,6	+ 5,4	+ 4,9
1.72 Autres	- 6,7	- 9,4	- 19,4	- 18,8
<i>Total 1</i>	- 53,9	+ 37,3	+ 48,3	+ 83,1
2. Transferts :				
2.1 Transferts privés	- 11,0	- 9,2	- 10,0	- 7,4
2.2 Transferts publics	- 45,3	- 50,2	- 40,9	- 34,4
<i>Total 2</i>	- 56,3	- 59,4	- 50,9	- 41,8
Opérations courantes (Total 1 + 2)	- 110,2	- 22,1	- 2,6	+ 41,3
3. Mouvement des capitaux ⁵ des pouvoirs publics :				
3.1 Etat ⁶ :				
3.11 Engagements	+ 124,6	+ 36,6	+ 88,1	+ 21,5
3.12 Avoirs	- 5,7	- 7,2	- 6,7	- 5,3
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 10,3	- 0,5	+ 1,7	- 2,7
<i>Total 3</i>	+ 129,2	+ 28,9	+ 83,1	+ 13,5
4. Mouvement des capitaux des entreprises ⁷ et particuliers :				
4.1 Crédits commerciaux ⁸	- 5,5	- 18,0	- 1,9	- 28,1
4.2 Autres ⁵ :				
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 13,9	+ 2,4	+ 7,0	- 4,6
4.22 Intermédiaires financiers du secteur public	+ 1,8	- 9,3	+ 1,9	- 12,8
4.23 Secteur privé :				
4.231 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :				
4.2311 Valeurs mobilières	- 57,6	- 90,4	- 110,5	- 122,1
4.2312 Investissements directs	+ 3,5	- 18,3	- 16,3	- 13,7
4.2313 Immeubles	- 0,9	- 0,4	- 0,8	- 0,9
4.2314 Autres	- 35,0	+ 12,5	- 5,8	+ 4,0
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :				
4.2321 Valeurs mobilières	+ 8,8	+ 4,7	- 1,2	+ 20,5
4.2322 Investissements directs	+ 63,5	+ 65,0	+ 20,8	+ 56,9
4.2323 Immeubles	+ 5,7	+ 3,0	+ 3,0	+ 3,9
4.2324 Autres	- 6,6	+ 8,0	+ 18,8	- 7,2
<i>Total 4</i>	- 8,4	- 40,8	- 85,0	- 104,1
5. Erreurs et omissions	- 11,9	- 20,9	- 9,5	- 7,4
<i>Total 1 à 5</i>	- 1,3	- 54,9	- 14,0	- 56,7
6. Financement du total :				
6.1 Crédits commerciaux ⁹ refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 3,5	+ 5,0	+ 0,9	- 10,1
6.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires ⁵ :				
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :				
6.211 Crédits commerciaux ⁹	- 5,3	+ 3,6	+ 20,8	- 7,0
6.212 Autres :				
6.2121 Francs belges et luxembourgeois	- 16,1	+ 40,8	- 33,4	- 29,2
6.2122 Monnaies étrangères	+ 54,4	- 84,6	- 48,1	- 6,6
6.22 Organismes divers :				
6.221 Crédits commerciaux ⁹	- 0,4	+ 4,3	- 2,7	+ 0,1
6.222 Autres	- 0,3	+ 0,1	+ 0,2	- 0,4
6.23 B.N.B. :				
6.231 Crédits commerciaux ⁹	+ 0,4	- 2,0	- 18,9	+ 4,9
6.232 Autres (réserves de change nettes)	- 37,5	- 22,1	+ 67,2	- 8,4
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations :	(-)	(-)	(-)	(-)

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris l'or non monétaire et les dépenses de matériel militaire.

² Règlements bancaires, corrigés pour tenir compte de la variation estimée des créances et dettes commerciales des sociétés pétrolières vis-à-vis de l'étranger ainsi que des opérations de ces sociétés réglées par compensation. Chapitre 27 de la nomenclature douanière de Bruxelles.

³ Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte et est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations » (cf. note ¹).

⁴ Non compris les dépenses de matériel militaire (cf. note ¹).

1984				1985			
1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
- 27,4	+ 2,2	- 12,0	- 36,7	+ 9,5	+ 0,5	- 6,1	- 28,0
(- 73,0)	(- 81,3)	(- 55,4)	(- 103,8)	(- 111,3)	(- 83,0)	(- 69,2)	(- 90,4)
+ 14,5	+ 21,2	+ 6,3	+ 16,9	+ 12,1	+ 13,5	+ 12,0	+ 18,5
+ 1,3	+ 7,8	+ 1,8	+ 14,6	+ 3,5	+ 0,7	+ 8,8	- 0,2
+ 3,2	+ 3,7	+ 3,3	+ 4,3	+ 5,5	+ 5,6	+ 7,6	+ 7,5
+ 1,6	+ 1,4	+ 0,4	- 0,4	- 1,0	- 0,5	- 1,8	- 1,8
- 3,8	- 3,5	- 12,1	+ 2,6	- 4,3	- 2,5	- 15,6	- 0,6
- 4,5	- 11,3	+ 1,3	+ 11,0	- 9,9	- 5,7	+ 4,3	+ 3,4
+ 13,1	+ 13,2	+ 13,9	+ 14,4	+ 14,7	+ 15,9	+ 14,5	+ 16,9
+ 0,8	+ 2,0	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,2	+ 1,3	+ 1,5	+ 0,9
- 5,3	- 4,8	- 2,3	- 7,0	- 5,5	- 7,4	- 3,0	- 2,9
- 6,5	+ 31,9	+ 1,7	+ 21,2	+ 25,8	+ 21,4	+ 22,2	+ 13,7
- 2,5	- 3,3	- 3,4	- 0,8	- 0,6	- 2,1	- 2,2	- 2,5
- 11,9	- 10,5	- 8,3	- 10,2	- 9,9	- 7,5	- 5,0	- 12,0
- 14,4	- 13,8	- 11,7	- 11,0	- 10,5	- 9,6	- 7,2	- 14,5
- 20,9	+ 18,1	- 10,0	+ 10,2	+ 15,3	+ 11,8	+ 15,0	- 0,8
+ 56,7	+ 33,8	+ 12,1	- 14,5	+ 22,6	- 22,0	- 3,5	+ 24,4
- 1,0	- 1,7	- 2,8	- 1,2	0,0	- 0,8	- 0,5	- 4,0
+ 0,2	0,0	+ 1,2	+ 0,3	- 0,1	+ 0,3	- 1,5	- 1,4
+ 55,9	+ 32,1	+ 10,5	- 15,4	+ 22,5	- 22,5	- 5,5	+ 19,0
- 3,3	- 34,1	+ 23,7	+ 11,8	- 18,1	- 22,6	+ 2,9	+ 9,7
- 0,3	+ 0,1	+ 3,0	+ 4,2	- 0,2	- 3,5	- 1,4	+ 0,5
+ 1,6	- 2,1	+ 4,7	- 2,3	- 15,2	+ 5,5	- 1,1	- 2,0
- 35,5	- 27,5	- 19,8	- 27,7	- 21,6	- 34,1	- 38,6	- 27,8
+ 2,8	- 7,7	- 7,7	- 3,7	+ 9,0	+ 1,7	- 11,7	- 12,7
- 0,1	- 0,2	- 0,2	- 0,3	+ 0,1	- 0,3	- 0,4	- 0,3
- 3,3	+ 3,1	- 9,0	+ 3,4	- 8,2	- 3,6	+ 4,9	+ 10,9
0,0	- 2,4	+ 0,2	+ 1,0	+ 3,2	+ 7,1	+ 1,7	+ 8,5
- 0,6	- 2,7	+ 7,6	+ 16,5	+ 16,3	+ 9,3	+ 5,8	+ 25,5
+ 0,9	+ 1,0	+ 0,2	+ 0,9	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,6	+ 0,4
+ 14,7	+ 9,4	- 2,1	- 3,2	+ 7,0	+ 20,2	- 26,9	- 7,5
- 23,1	- 63,1	+ 0,6	+ 0,6	- 26,8	- 19,3	- 63,2	+ 5,2
- 17,1	- 2,1	+ 2,2	+ 7,5	- 2,6	- 5,8	+ 14,6	+ 13,6
- 5,2	- 15,0	+ 3,3	+ 2,9	+ 8,4	- 35,8	- 39,1	+ 9,8
- 3,4	- 1,1	+ 0,7	+ 4,7	+ 5,1	- 9,1	- 0,3	- 5,8
- 1,3	- 0,8	+ 12,4	+ 10,5	- 6,5	+ 0,1	- 3,5	+ 2,9
+ 6,9	- 21,1	- 15,2	- 4,0	- 15,7	- 41,1	+ 24,2	+ 3,4
+ 21,3	- 36,1	- 27,3	- 6,0	+ 19,2	- 0,2	- 28,7	+ 3,1
- 4,7	0,0	+ 10,7	- 8,7	- 2,0	0,0	+ 1,4	+ 0,7
+ 0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,4
+ 12,6	- 6,0	- 24,6	- 0,9	+ 0,5	+ 4,0	- 5,8	+ 6,2
- 36,8	+ 50,1	+ 46,6	+ 7,3	+ 7,8	+ 10,5	- 26,4	- 0,3
(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)	(-)

⁵ Les mouvements des avoirs et engagements en monnaies étrangères des divers secteurs vis-à-vis de l'étranger ont été calculés en convertissant en francs aux cours moyens du mois, les mouvements mensuels de ces avoirs et engagements exprimés en unités de monnaies étrangères.

⁶ Y compris le Fonds des Routes.

⁷ Autres que les organismes principalement monétaires.

⁸ Non compris les crédits commerciaux mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises, lesquels sont comptabilisés à la rubrique 6.

⁹ Les crédits commerciaux qui font l'objet des diverses sous-rubriques de la rubrique 6 sont les traites représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises. Ces traites sont comptabilisées aux sous-rubriques 6.211, 6.221, 6.231 ou 6.1 selon qu'elles sont restées dans le portefeuille des banques ou qu'elles ont été refinancées respectivement auprès des organismes monétaires divers, auprès de la B.N.B. ou auprès du secteur non monétaire résident.

La section 2 « Notes méthodologiques et tableaux de détails » comprend les tableaux IV à XIII ; ces tableaux fournissent une approche détaillée de certaines rubriques du tableau I et des données trimestrielles relatives à ces rubriques pour les années 1984 et 1985. Outre ces brèves notes méthodologiques relatives aux tableaux I et II, cette section contient des considérations plus détaillées au sujet de l'évolution de certaines rubriques, pour autant que cela s'avère nécessaire.

La section 3 présente la répartition géographique des paiements de 1984 (tableau XIV) et 1985 (tableau XV).

SECTION 1

APERCU D'ENSEMBLE DES OPERATIONS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE AVEC L'ETRANGER : Tableaux I à III

Cette section reprend brièvement les grandes lignes des évolutions de 1985, tandis que la section 2 contient un résumé des explications d'ordre méthodologique relatives aux rubriques des tableaux I et II, ainsi que des considérations plus détaillées.

L'amélioration du solde des opérations courantes, en cours depuis 1982, s'est poursuivie en 1985, année au cours de laquelle le solde est redevenu positif, de 41,3 milliards.

En 1985, cette amélioration a résulté, en majeure partie, d'une forte progression de l'excédent des opérations sur marchandises et services, qui est passé de 48,3 milliards en 1984 à 83,1 milliards en 1985 (rubrique 1) et, dans une moindre mesure, d'une réduction du déficit traditionnel des transferts, de 50,9 à 41,8 milliards (rubrique 2).

L'amélioration des opérations sur marchandises et services a découlé, presque exclusivement, de celle des premières, dont l'excédent a atteint 44,8 milliards, contre 10,5 milliards en 1984 (rubriques 1.11 à 1.13).

Au sein des opérations sur marchandises, seules les importations et exportations proprement dites se sont améliorées, leur déficit revenant de 73,9 à 24,1 milliards (rubrique 1.11), malgré une nouvelle détérioration, de plus de 40 milliards, des échanges de produits énergétiques ; par contre, les excédents traditionnels du travail à façon (rubrique 1.12) et de l'arbitrage (rubrique 1.13) se sont réduits.

Les opérations sur services considérées dans leur ensemble (rubriques 1.2 à 1.7) ont dégagé un excédent, qui n'a été que légèrement supérieur à celui enregistré en 1984 ; l'amélioration constatée en ce qui concerne les frets et assurances pour le transport de marchandises et les transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs, a, en effet, été largement compensée par la

détérioration enregistrée dans les « Autres frais de transport », les « Déplacements à l'étranger » et les « Revenus de placements et d'investissements ».

La diminution du déficit des transferts a résulté, dans une large mesure, de la baisse des transferts nets des pouvoirs publics à l'étranger et, dans une moindre mesure, de la réduction de ceux des particuliers.

Aux erreurs et omissions près, l'excédent des opérations courantes a pour contrepartie une exportation de capitaux, c'est-à-dire un accroissement des avoirs financiers nets de l'U.E.B.L. sur l'étranger. A des fins de présentation et d'analyse, les divers mouvements des avoirs et engagements financiers vis-à-vis de l'étranger peuvent être regroupés de plusieurs façons.

Le tableau I (comme les tableaux IX-1 à 4 du *Bulletin*) reprend les opérations en capital des pouvoirs publics, des entreprises non bancaires et des particuliers avec l'étranger « au-dessus de la ligne » ; les opérations en capital des organismes principalement monétaires avec l'étranger (c'est-à-dire la variation de leurs avoirs extérieurs nets) y sont recensées « au-dessous de la ligne ». La « Balance des opérations non monétaires » ainsi obtenue (total des rubriques 1 à 5) met en évidence l'incidence des opérations avec l'étranger sur les liquidités des organismes principalement monétaires.

Les opérations en capital reprises dans ce tableau « au-dessus de la ligne » (somme des rubriques 3 et 4) se sont soldées, en 1985, par un déficit de 90,6 milliards, ce qui, compte tenu de l'excédent de 41,3 milliards dégagé par l'ensemble des opérations courantes et du solde de la rubrique « Erreurs et omissions », a donné lieu à une diminution de 56,7 milliards des avoirs extérieurs nets.

Cette diminution a été plus importante qu'en 1984, année au cours de laquelle la baisse avait atteint 14 milliards. Cela a résulté entièrement des opérations en capital enregistrées « au-dessus de la ligne », dont le déficit a atteint, comme on l'a dit précédemment, 90,6 milliards contre 1,9 milliard seulement en 1984, en raison principalement de la diminution, de 83,1 milliards en 1984 à 13,5 milliards, du recours net des pouvoirs publics à l'étranger (rubrique 3) ; toutefois, le déficit du mouvement des capitaux des entreprises et particuliers s'est aussi accru, de 85 milliards en 1984 à 104,1 milliards (rubrique 4).

Contrairement au tableau I, le tableau II reprend « au-dessus de la ligne » les opérations des banques belges et luxembourgeoises avec l'étranger ainsi que leurs opérations en monnaies étrangères avec les autres résidents de l'U.E.B.L. La balance obtenue de la sorte met l'accent sur les répercussions que les opérations avec l'étranger et celles en monnaies étrangères entre les résidents ont sur les réserves de change nettes de la Banque.

Or, en 1985, ces réserves ont diminué de 8,4 milliards, alors qu'elles avaient encore augmenté de 67,2 milliards l'année précédente. En 1984, en effet, le déficit peu important des opérations courantes avait été plus que compensé par une forte importation nette de capitaux. En 1985, par contre, le surplus des opérations courantes a été absorbé, et au-delà, par une exportation nette de

Tableau II

Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents
avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme *

(milliards de francs)

	1982	1983
1. Opérations courantes (rubriques 1 et 2 de la balance générale des paiements)	- 110,2	- 22,1
2. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :		
2.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	+ 129,2	+ 28,9
2.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	+ 103,9	+ 92,4
2.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	0,0	0,0
3. Mouvement des crédits commerciaux :		
3.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des traites représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises	+ 1,8	- 10,9
3.2 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des crédits consentis à des importateurs non résidents sur les crédits reçus par des importateurs résidents, et qui n'ont pas été mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises	- 2,6	- 20,5
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des autres crédits consentis à des non-résidents sur les crédits reçus par des résidents	- 2,9	+ 2,5
4. Mouvement des capitaux des entreprises ¹ et particuliers :		
4.1 Rubrique 4.2 de la balance générale des paiements	- 2,9	- 22,8
4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :		
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :		
4.211 Créances en monnaies étrangères	- 8,8	- 74,2
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	+ 9,5	- 79,3
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :		
4.221 Endettement en monnaies étrangères	- 25,7	+ 93,6
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	- 13,1	+ 98,9
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des autres organismes principalement monétaires :		
5.1 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les engagements au comptant ³	+ 16,4	- 40,9
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourgeois à livrer à terme	- 26,5	- 2,0
6. Position de change ² des banques belges et luxembourgeoises :		
6.1 Augmentation (-) ou diminution (+) de la position au comptant ³	- 115,2	- 19,8
6.2 Augmentation (-) ou diminution (+) de la position à terme	+ 30,1	- 17,6
7. Erreurs et omissions :		
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	- 11,9	- 20,9
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant en monnaies étrangères avec les résidents	- 8,6	- 7,4
Total 1 à 7	- 37,5	- 22,1
8. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [augmentation (+); diminution (-)] :		
8.1 Encaisse en or	0,0	0,0
8.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I. ⁴	- 0,8	- 4,6
8.3 Avoirs nets sur le F.E.C.O.M. :		
8.31 Ecus	+ 48,5	+ 34,2
8.32 Autres	- 14,3	- 32,6
8.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :		
8.41 Avoirs nets au comptant ⁵	- 73,8	- 19,2
8.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	0,0	0,0
8.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :		
8.51 Avoirs au comptant ⁶	+ 2,9	+ 0,1
8.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme	0,0	0,0

* Les mouvements des avoirs et des engagements, au comptant et à terme, en monnaies étrangères ont été calculés en convertissant en francs aux cours moyens du mois, les mouvements mensuels de ces avoirs et engagements exprimés en unités de monnaies étrangères.

¹ Non compris les organismes principalement monétaires.

² Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

1984	1985	1984				1985			
		1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
- 2,6	+ 41,3	- 20,9	+ 18,1	- 10,0	+ 10,2	+ 15,3	+ 11,8	+ 15,0	- 0,8
+ 83,1	+ 13,5	+ 55,9	+ 32,1	+ 10,5	- 15,4	+ 22,5	- 22,5	- 5,5	+ 19,0
+ 68,1	+ 26,1	+ 25,3	+ 17,6	+ 2,8	+ 22,4	- 0,4	+ 12,5	+ 4,8	+ 9,2
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,2	+ 0,2	- 5,9	+ 5,9
- 0,1	+ 12,1	- 3,2	+ 7,9	+ 0,8	- 5,6	+ 2,9	+ 5,0	+ 8,2	- 4,0
+ 1,1	- 23,3	- 4,0	- 24,4	+ 12,9	+ 16,6	- 16,3	- 24,8	+ 2,4	+ 15,4
- 3,0	- 4,8	+ 0,7	- 9,7	+ 10,8	- 4,8	- 1,8	+ 2,2	+ 0,5	- 5,7
- 83,1	- 76,0	- 19,8	- 29,0	- 23,1	- 11,2	- 8,7	+ 3,3	- 66,1	- 4,5
-280,0	- 16,7	-123,1	- 85,1	- 40,5	- 31,3	-101,5	- 18,1	+ 71,9	+ 31,0
- 7,8	-210,6	-135,8	+ 78,4	+110,7	- 61,1	-148,1	+120,5	- 71,3	-111,7
+279,2	+ 28,0	+ 72,6	+102,2	+ 46,7	+ 57,7	+ 97,6	+ 20,6	- 79,5	- 10,7
+ 27,1	+238,4	+157,9	- 72,3	- 97,0	+ 38,5	+147,4	-128,3	+ 86,0	+133,3
+ 33,2	+ 29,6	- 7,1	+ 21,1	+ 15,2	+ 4,0	+ 15,7	+ 41,1	- 24,2	- 3,0
+ 12,2	- 25,5	- 27,3	+ 33,6	+ 12,0	- 6,1	- 17,2	+ 22,0	- 4,3	- 26,0
- 32,9	- 39,8	- 12,9	+ 3,5	+ 21,1	- 44,6	- 21,4	- 16,6	+ 31,6	- 33,4
- 31,5	- 2,3	+ 5,2	- 39,7	- 25,7	+ 28,7	+ 17,9	- 14,2	- 10,4	+ 4,4
- 9,5	- 7,4	- 17,1	- 2,1	+ 2,2	+ 7,5	- 2,6	- 5,8	+ 14,6	- 13,6
+ 13,7	+ 9,0	+ 16,8	- 2,1	- 2,8	+ 1,8	+ 6,5	+ 1,8	- 0,1	+ 0,8
+ 67,2	- 8,4	- 36,8	+ 50,1	+ 46,6	+ 7,3	+ 7,6	+ 10,7	- 32,3	+ 5,6
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
+ 3,1	- 8,3	- 0,7	+ 0,3	+ 0,6	+ 2,9	+ 0,1	- 4,5	- 1,6	- 2,3
+ 26,1	+ 32,2	- 32,7	- 38,0	+ 58,2	+ 38,6	+ 32,2	0,0	0,0	0,0
+ 48,7	0,0	- 31,3	+ 68,0	+ 12,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- 11,3	- 31,6	+ 28,0	+ 19,6	- 24,3	- 34,6	- 25,6	+ 15,5	- 24,7	+ 3,2
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,2	+ 0,2	- 5,9	+ 5,9
+ 0,6	- 0,7	- 0,1	+ 0,2	+ 0,1	+ 0,4	+ 1,1	- 0,5	- 0,1	- 1,2
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0

³ Non compris les traites représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques, lesquelles sont déjà recensées à la rubrique 3.1 du présent tableau; non compris l'immobilisé (essentiellement les participations des banques dans leurs filiales étrangères), qui, étant considéré dans la balance des paiements comme un investissement direct, est déjà recensé à la rubrique 4.1 de ce tableau.

⁴ Non compris le mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations.

⁵ Y compris le concours financier à moyen terme C.E.E.

⁶ Autres que les traites représentatives d'exportations qui figurent sous la rubrique 3.1.

Tableau III

Trois présentations synthétiques de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise
(soldes en milliards de francs)

	1982	1983	1984	1985	1984				1985			
					1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
A. Présentation du tableau I : Balance générale des paiements :												
1. Opérations courantes (rubriques 1 et 2 du tableau I)	- 110,2	- 22,1	- 2,6	+ 41,3	- 20,9	+ 18,1	- 10,0	+ 10,2	+ 15,3	+ 11,8	+ 15,0	- 0,8
2. Opérations en capital du secteur non monétaire résident avec l'étranger (rubriques 3 et 4)*	+ 120,8	- 11,9	- 1,9	- 90,6	+ 32,8	- 31,0	+ 11,1	- 14,8	- 4,3	- 41,8	- 68,7	+ 24,2
3. Erreurs et omissions (rubrique 5)	- 11,9	- 20,9	- 9,5	- 7,4	- 17,1	- 2,1	+ 2,2	+ 7,5	- 2,6	- 5,8	+ 14,6	- 13,6
4. = 1 à 3. Opérations en capital des organismes principalement monétaires avec l'étranger ¹ (rubrique 6)**	- 1,3	- 54,9	- 14,0	- 56,7	- 5,2	- 15,0	+ 3,3	+ 2,9	+ 8,4	- 35,8	- 39,1	+ 9,8
B. Présentation du tableau II : Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises, et opérations de change à terme :												
1. Opérations courantes (rubrique 1 du tableau II)	- 110,2	- 22,1	- 2,6	+ 41,3	- 20,9	+ 18,1	- 10,0	+ 10,2	+ 15,3	+ 11,8	+ 15,0	- 0,8
2. Opérations en capital des secteurs autres que la B.N.B. ² (rubriques 2 à 6)*	+ 93,2	+ 28,3	+ 65,6	- 51,3	- 15,6	+ 36,2	+ 57,2	- 12,2	- 11,6	+ 2,9	- 61,8	+ 19,2
3. Erreurs et omissions (rubrique 7)	- 20,5	- 28,3	+ 4,2	+ 1,6	- 0,3	- 4,2	- 0,6	+ 9,3	+ 3,9	- 4,0	+ 14,5	- 12,8
4. = 1 à 3. Mouvement des réserves de change nettes et des avoirs nets à terme de la B.N.B. (rubrique 8)**	- 37,5	- 22,1	+ 67,2	- 8,4	- 36,8	+ 50,1	+ 46,6	+ 7,3	+ 7,6	+ 10,7	- 32,3	+ 5,6
C. Balance des opérations courantes et des opérations en capital du secteur privé :												
1. Opérations courantes ³	- 110,2	- 22,1	- 2,6	+ 41,3	- 20,9	+ 18,1	- 10,0	+ 10,2	+ 15,3	+ 11,8	+ 15,0	- 0,8
2. Opérations en capital du secteur privé ^{4*}	- 162,5	- 86,1	- 94,5	- 80,6	- 98,1	- 11,5	+ 36,2	- 21,1	- 20,3	+ 4,5	- 51,4	- 13,4
3. Erreurs et omissions ⁵	- 20,5	- 28,3	+ 4,2	+ 1,6	- 0,3	- 4,2	- 0,6	+ 9,3	+ 3,9	- 4,0	+ 14,5	- 12,8
4. = 1 à 3. Total	- 293,2	- 136,5	- 92,9	- 37,7	- 119,3	+ 2,4	+ 25,6	- 1,6	- 1,1	+ 12,3	- 21,9	- 27,0
Financement du total** :												
4.1 Opérations en capital du secteur public ⁶	- 255,7	- 114,4	- 160,1	- 29,3	- 82,5	- 47,7	- 21,0	- 8,9	- 8,7	+ 1,6	+ 10,4	- 32,6
4.2 Mouvement des réserves de change nettes et des avoirs nets à terme de la B.N.B. ⁷	- 37,5	- 22,1	+ 67,2	- 8,4	- 36,8	+ 50,1	+ 46,6	+ 7,3	+ 7,6	+ 10,7	- 32,3	+ 5,6

* Signe (+) = augmentation d'engagements ou diminution d'avoirs.

** Signe (+) = augmentation d'avoirs ou diminution d'engagements.

¹ Y compris le mouvement des crédits commerciaux refinancés auprès du secteur non monétaire résident.

² Y compris le mouvement des crédits commerciaux financés par la B.N.B.

³ Cf. rubrique A.1 et rubrique B.1 de ce tableau.

⁴ Rubrique 4.23 du tableau I, plus rubrique 3 du tableau II (la totalité du mouvement des crédits commerciaux est attribuée au secteur privé), plus rubrique 4.2 du tableau II, à l'exclusion des opérations en monnaies étrangères des entreprises publiques avec les banques belges et luxembourgeoises, plus rubriques 5 et 6 du tableau II.

⁵ Rubrique 7 du tableau II.

⁶ Non compris le mouvement des crédits commerciaux. Y compris les opérations en monnaies étrangères avec les banques résidentes et les opérations de change à terme. Cette rubrique correspond à la somme des rubriques 3, 4.21 et 4.22 du tableau I (avec signe opposé) et des rubriques 2.2 et 2.3 du tableau II (avec signe opposé), plus les opérations en monnaies étrangères des entreprises publiques avec les banques belges et luxembourgeoises.

⁷ Rubrique 8 du tableau II.

capitaux : la dette des pouvoirs publics, tant celle envers l'étranger (rubrique 2.1) que celle en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises (rubrique 2.2), a augmenté moins qu'en 1984. Il en a été de même, mais dans une moindre mesure, des avoirs nets en francs des non-résidents auprès des banques belges et luxembourgeoises (rubrique 5); par contre, les avoirs nets en devises des entreprises et particuliers résidents auprès de ces banques ont diminué davantage en 1985 qu'en 1984 (rubrique 4.2).

Le tableau III reprend, sous une forme résumée, le schéma des tableaux I et II. Il comprend, en outre, un autre type de regroupement dans lequel les opérations en capital considérées comme relativement « autonomes » figurent « au-dessus de la ligne », afin de pouvoir distinguer, « au-dessous de la ligne », les opérations en capital dont le caractère « compensatoire » est évident. Ces dernières comprennent, non seulement, la variation des réserves de change nettes de la Banque, mais aussi, les opérations en capital du secteur public — pouvoirs publics, entreprises publiques et intermédiaires financiers du secteur public — avec l'étranger et en monnaies étrangères avec les banques résidentes. Par contre, les opérations en capital du secteur bancaire — qui comprennent la variation de la position de ce secteur en monnaies étrangères (rubrique 6 du tableau II), celle de ses avoirs nets en francs sur des non-résidents (rubrique 5 du tableau II) et celle des crédits commerciaux (rubrique 3.1 du tableau II) — sont enregistrées « au-dessus de la ligne ». De la sorte, toutes les opérations en capital du secteur privé apparaissent « au-dessus de la ligne ».

Le déficit de la balance globale des opérations courantes et des opérations en capital du secteur privé considérées comme « autonomes » s'est encore réduit en 1985 et n'a plus atteint que 37,7 milliards (rubrique C.4 du tableau III). Cette amélioration a permis au secteur public de diminuer son recours aux emprunts en monnaies étrangères, diminution qui s'est réalisée en partie aux dépens des réserves nettes de change, qui ont diminué en 1985, alors qu'elles avaient augmenté sensiblement en 1984.

SECTION 2

NOTES METHODOLOGIQUES ET TABLEAUX DE DETAIL

A. NOTES METHODOLOGIQUES ET TABLEAUX DE DETAIL RELATIFS AU TABLEAU I

Rubrique 1.1 « Transactions sur marchandises » : Tableau IV

Rubrique 1.11 « Exportations et importations »

Sous cette rubrique sont enregistrés les transferts de propriété, entre résidents et non-résidents, de la plupart des biens meubles — y compris l'or, sauf s'il s'agit d'une transaction sur or entre la Banque et un non-résident (« or monétaire »)¹.

¹ Les achats ou ventes d'or couverts par des ventes ou achats d'or à terme contre devises, effectués par des banques résidentes, ont toutefois été assimilés à des mouvements des avoirs extérieurs en devises des banques.

Les montants figurant sous cette rubrique sont obtenus par l'addition des éléments suivants :

— les règlements bancaires relatifs aux exportations et importations (y compris celles d'or et de diamants), recensés par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change et ajustés afin d'éliminer l'incidence des délais de paiement. Les contreparties de ces ajustements apparaissent à la rubrique 3.1 du tableau II pour les crédits commerciaux qui sont mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises (et partiellement refinancés auprès d'autres intermédiaires résidents, y compris la Banque Nationale) et aux rubriques 3.2 et 3.3 du tableau II pour les crédits non mobilisés ;

— à partir de 1977, les exportations et importations réglées par compensation. Des compensations peuvent être opérées aussi bien entre exportations et importations qu'avec des transactions recensées sous d'autres rubriques¹ ;

— les dons en nature. Il s'agit essentiellement, en l'occurrence, des fournitures effectuées par le Gouvernement belge dans le cadre de l'aide alimentaire aux pays en voie de développement. En contrepartie de la valeur de ces fournitures, un montant équivalent est inscrit, en dépenses, à la rubrique 2.2 « Transferts publics » ;

— les achats et ventes de marchandises réglés au moyen de billets de banque ;

— les achats de marchandises en U.E.B.L. par les institutions européennes.

En ce qui concerne le premier élément cité, l'enregistrement par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change porte, par définition, sur les paiements auxquels les transactions donnent lieu et non sur ces transactions elles-mêmes. Pour la majeure partie des paiements, on connaît la date du dédouanement correspondant, supposée proche de celle du transfert de propriété. Il est donc possible de « reclasser » les paiements selon le mois des transactions correspondantes. Ceci se fait en reclassant les paiements bancaires selon le mois de la transaction sur la base de la date du dédouanement mentionnée par les pièces justificatives communiquées à l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change et en remplaçant, pour chaque période statistique, les paiements qui ont été effectués au cours de cette période, par ces « paiements reclassés ».

Ce reclassement concerne tant les paiements anticipés que les paiements différés. Toutefois, la faible importance des premiers (en moyenne, 2 à 3 p.c. du total des paiements) et leur terme très court autorisent, pour ceux-ci, une simplification de la méthode : la totalité des paiements anticipés est censée se rapporter à des dédouanements effectués le mois suivant, c'est-à-dire, que ces paiements sont supposés n'être anticipés que d'un mois. Ils sont comptés comme transactions du mois suivant.

¹ De la sorte, les opérations réglées par compensation affectent diverses rubriques de la balance des paiements ; au niveau des soldes, les données statistiques sont généralement peu modifiées mais leur importance est surtout sensible en ce qui concerne les recettes et les dépenses séparément.

En ce qui concerne les paiements différés, le procédé de reclassement requiert évidemment qu'ils aient eu lieu : les transactions d'une période ne peuvent, en principe, être reconstituées intégralement selon cette méthode que si elles ont été toutes payées, c'est-à-dire, compte tenu de l'existence de transactions payables à moyen et à long terme, parfois après plusieurs années.

En pratique, cependant, la quasi-totalité (99 p.c. environ) des transactions dont le règlement est différé, est payée dans les douze mois suivant la date du dédouanement. De plus, les variations des délais de paiement à caractère spéculatif affectent essentiellement les transactions assorties d'un délai de paiement

Tableau IV

Rubrique 1.1 « Transactions sur marchandises »

(milliards de francs)

	1.11 Exportations et importations			1.12 Travail à façon			1.13 Opérations d'arbitrage	Total		
	Recettes ¹	Dépenses ¹	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Solde	Recettes ²	Dépenses	Solde
1982	2.169,9	2.326,2	- 156,3	100,9	46,7	+ 54,2	+ 24,2	2.295,0	2.372,9	- 77,9
1983	2.402,8	2.497,0	- 94,2	98,3	39,6	+ 58,7	+ 31,6	2.532,7	2.536,6	- 3,9
1984	2.747,4	2.821,3	- 73,9	102,9	44,0	+ 58,9	+ 25,5	2.875,8	2.865,3	+ 10,5
1985	2.882,5	2.906,6	- 24,1	108,1	52,0	+ 56,1	+ 12,8	3.003,4	2.958,6	+ 44,8
1984 1 ^{er} trimestre .	706,9	734,3	- 27,4	23,5	9,0	+ 14,5	+ 1,3	731,7	743,3	- 11,6
2 ^e trimestre .	686,6	684,4	+ 2,2	31,6	10,4	+ 21,2	+ 7,8	726,0	694,8	+ 31,2
3 ^e trimestre .	628,6	640,6	- 12,0	21,2	14,9	+ 6,3	+ 1,8	651,6	655,5	- 3,9
4 ^e trimestre .	725,3	762,0	- 36,7	26,6	9,7	+ 16,9	+ 14,6	766,5	771,7	- 5,2
1985 1 ^{er} trimestre .	773,3	763,8	+ 9,5	24,9	12,8	+ 12,1	+ 3,5	801,7	776,6	+ 25,1
2 ^e trimestre .	717,8	717,3	+ 0,5	28,3	14,8	+ 13,5	+ 0,7	746,8	732,1	+ 14,7
3 ^e trimestre .	657,6	663,7	- 6,1	24,6	12,6	+ 12,0	+ 8,8	691,0	676,3	+ 14,7
4 ^e trimestre .	733,8	761,8	- 28,0	30,3	11,8	+ 18,5	- 0,2	763,9	773,6	- 9,7

¹ Pour une partie des exportations et importations, les chiffres sont c.i.f., c'est-à-dire qu'ils comprennent les frets et assurances pour le transport de marchandises. Y compris l'or non monétaire et les dépenses de matériel militaire.

² Y compris le solde des opérations d'arbitrage.

inférieur à six mois. C'est pourquoi, il a été convenu de calculer une première fois les transactions d'une période donnée à partir des paiements effectués dans un délai de six mois suivant cette période. De la sorte, environ 92 p.c. des paiements d'une période peuvent être reclassés selon les dates de transactions correspondantes et la quasi-totalité du termaillage peut être éliminée.

Les données définitives relatives aux transactions d'une période déterminée sont obtenues par le reclassement des paiements qui sont effectués dans les douze mois qui suivent cette période.

Les transactions restantes — celles qui n'ont pas donné lieu à paiement dans les douze mois qui suivent la période considérée — sont évaluées sur la base des paiements de la période considérée qui n'ont pu être reclassés¹, en ajoutant, toutefois, aux transactions d'exportation, la variation, durant la période, des encours de Creditexport, qui comprennent la plus grande partie des crédits à l'exportation de plus d'un an. Cette ultime correction permet de réduire encore la fraction, déjà minime, des paiements d'exportation non reclassés. A l'importation, les paiements non reclassés sont encore moins importants. La simplification introduite en considérant ces paiements comme des transactions de la période considérée — qui ne serait source d'erreurs importantes que si les montants en cause varient fortement d'une année à l'autre — ne fausse donc guère la statistique.

En ce qui concerne les compensations, les données, tant pour la balance sur base de caisse que pour celle sur base des transactions, ont, jusqu'en 1981, été enregistrées au moment où l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change les obtenait. Il est toutefois apparu que certaines de ces données n'étaient communiquées qu'avec beaucoup de retard. Aussi, pour obtenir des résultats plus précis, ces données sont reclassées, depuis 1982, d'après leur date de compensation.

L'élaboration des données, suivant les principes décrits plus haut, implique certaines imprécisions. Ainsi, il n'est pas possible de tenir compte du troc, des dons en nature (les données nécessaires pour les compter n'étant pas disponibles) et, en général, des opérations sur marchandises, qui ont été payées en dehors des banques de l'U.E.B.L. ou qui ont été financées par des crédits commerciaux, qui n'ont pu être recensés. De même, la valeur des opérations est déterminée par les prix stipulés dans les contrats; ces prix peuvent, toutefois, différer du prix du marché, c'est-à-dire, le prix auquel une transaction dans laquelle n'intervient que des considérations commerciales, se fait entre des parties indépendantes l'une de l'autre et qui, selon les recommandations du Fonds Monétaire International (F.M.I.), doit être utilisé dans l'élaboration d'une balance des paiements².

La méthode de reclassement des importations et exportations a automatiquement pour conséquence que les données sur la base des transactions ne sont disponibles qu'avec beaucoup de retard. Les données définitives pour le mois de décembre 1985, et, par conséquent aussi pour l'année 1985, n'ont pu être établies qu'après qu'on ait pu disposer des statistiques relatives aux règlements bancaires des exportations et importations de décembre 1986. Ces règlements bancaires, qui sont relevés par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change, ne sont disponibles sous forme définitive qu'avec un décalage de deux à trois mois. Compte tenu

¹ C'est-à-dire qu'on suppose que les transactions de la période, assorties de délais de paiement supérieurs à un an, sont équivalentes à celles du passé assorties de délais de paiement aussi longs et réglées dans la période.

² Pour un aperçu de toutes les imprécisions découlant de la méthode appliquée, il y a lieu de se référer à l'article sur la « Méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise », *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIII^e année, tome I, n^o 6, juin 1978, plus précisément aux pp. 28 à 30.

de ce qui précède et du temps nécessaire au traitement des données, on peut dire que les données définitives sur la base des transactions ne sont établies qu'avec un délai de quinze à seize mois environ.

La réduction, de près de 50 milliards en 1985, du déficit des opérations d'importations et d'exportations proprement dites (de 73,9 milliards en 1984 à 24,1 milliards) a résulté d'une croissance plus forte des recettes d'exportations que des dépenses d'importations : les premières ont augmenté de 4,9 p.c. et les secondes, de 3,0 p.c.

Cette hausse nominale plus forte des exportations provient, pour la majeure partie, d'une amélioration des termes de l'échange et, dans une faible mesure, de mouvements en volume.

Des calculs effectués par la Banque sur la base de données du commerce extérieur provenant de l'Institut National de Statistique montrent que les termes de l'échange se seraient améliorés de 1 p.c. environ, après être demeurés stables en 1984. L'augmentation de la valeur unitaire moyenne à l'importation aurait atteint 2,2 p.c., contre 7,7 p.c. en 1984. Ce ralentissement sensible des hausses de prix s'explique surtout par la dépréciation du dollar et par une baisse des cours internationaux des matières premières exprimés en dollars. La valeur unitaire moyenne à l'exportation aurait augmenté beaucoup moins rapidement en 1985 que l'année précédente, passant de 7,8 p.c. en 1984 à 3,1 p.c. en 1985. Cette diminution, qui est en partie liée à l'évolution des prix des matières premières importées, exprimés en francs belges, dont il a déjà été question, a concerné la plupart des produits, mais a été accentuée par les baisses de prix des exportations dans les secteurs des métaux non ferreux, de l'agriculture et des produits alimentaires.

En bref, étant donné que les prix des matières premières, exprimés en francs, ont baissé, tandis que les produits manufacturés ont renchéri et que la part des matières premières est, en U.E.B.L. et dans la plupart des pays industrialisés, plus élevée dans les importations que dans les exportations, il devait nécessairement en résulter une amélioration des termes de l'échange.

La réduction des volumes importés nets est attribuable uniquement à l'évolution relative des dépenses intérieures en U.E.B.L. et à l'étranger. En 1985, les dépenses intérieures, estimées à prix constants, ont augmenté de 1,3 p.c. en Belgique, alors que la croissance moyenne des dépenses intérieures de nos partenaires commerciaux était estimée à quelque 3,4 p.c. par l'Organisation de Coopération et de Développement Economiques.

En effet, sur base des indicateurs disponibles, il semblerait, qu'après plusieurs années de gains, au début des années quatre-vingt, l'U.E.B.L. ait perdu des parts de marché tant à l'exportation que sur son propre marché intérieur. Ceci pourrait être mis en rapport avec l'évolution défavorable, en 1984 et en 1985, des coûts salariaux de l'industrie manufacturière de l'U.E.B.L. par rapport à ceux de ses sept principaux partenaires commerciaux, alors que, pendant les années précédentes, une amélioration de ce facteur important de notre position compétitive avait encore été enregistrée.

Rubrique 1.12 « Travail à façon »

Sont comptabilisées sous cette rubrique toutes les transactions relatives à la transformation — en U.E.B.L., pour le compte de non-résidents et, à l'étranger, pour le compte de résidents — de marchandises n'ayant pas fait l'objet d'un transfert de propriété entre résidents et non-résidents.

Les flux figurant sous cette rubrique sont obtenus en ajoutant, aux règlements bancaires et aux opérations réglées par compensation, la variation des créances ou dettes commerciales nettes vis-à-vis de l'étranger au titre de ces opérations, estimée d'après des enquêtes trimestrielles effectuées auprès de firmes résidentes.

En 1985, les dépenses au titre du travail à façon ont, en pourcentage, augmenté plus rapidement que les recettes ; en raison de l'effet de niveau, le solde est toutefois resté quasi inchangé.

Rubrique 1.13 « Opérations d'arbitrage » (nettes)

Il s'agit de marchandises achetées et revendues à l'étranger par des résidents, sans considérer le fait que ces marchandises passent ou non par le territoire de l'U.E.B.L.

Le solde de cette rubrique est égal à la différence entre, d'une part, le montant des ventes à l'étranger de marchandises achetées à l'étranger par des résidents et, d'autre part, le prix d'achat de ces marchandises, augmenté des dépenses à l'étranger que ces transactions occasionnent aux résidents. Il couvre, par conséquent, la marge bénéficiaire des transitaires belges et luxembourgeois et les frais qu'ils ont payés à d'autres résidents.

Les règlements bancaires et compensations relatifs à cette catégorie d'opérations sont ajustés, pour éliminer l'incidence des délais de paiement, de la même manière que les données relatives au travail à façon.

Rubriques 1.2 à 1.7 « Transactions sur services » : Tableau V

Rubrique 1.2 « Frets et assurances pour le transport de marchandises »

Les recettes et les dépenses au titre de cette rubrique ne comprennent qu'une partie des frets et assurances perçus et payés pour le transport de marchandises ; l'autre partie n'a pu être dissociée des exportations et des importations auxquelles elle se rapporte, et elle se trouve donc englobée dans les recettes et les dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations ».

Par ailleurs, la rubrique 1.2 comprend, en recettes, certains frets et assurances payés à des résidents à l'occasion d'importations (qui auraient dû normale-

ment être déduits des dépenses de la rubrique 1.11 précitée)¹ et, en dépenses, certains frets et assurances payés à des étrangers à l'occasion d'exportations (qui auraient dû pareillement être déduits des recettes de la rubrique 1.11)².

Les recettes et dépenses de fret ayant, les unes, augmenté de 10,1 milliards et, les autres, diminué légèrement en 1985, le solde positif de la rubrique a atteint 27,4 milliards cette année, contre 15,5 milliards l'année précédente.

Rubrique 1.3 « Autres frais de transport »

Cette rubrique comprend tous les règlements bancaires et les opérations réglées par compensation afférents à des activités de transport, autres que le transport de marchandises proprement dit : transport de personnes, location de navires et d'avions, frais d'entretien et de réparation de navires et d'avions, achat et vente de provisions de bord pour navires et avions, frais et droits de douane, d'entrepôt, de chargement et de déchargement, de manutention, de dédouanement, de port et frais de remorquage.

En 1985, cette rubrique s'est soldée par un léger déficit, alors qu'elle était encore excédentaire en 1984, principalement en raison de la diminution du solde positif des droits de port et de douane et des paiements plus élevés au titre de la location de navires.

Rubrique 1.4 « Déplacements à l'étranger »

Cette rubrique retrace l'évolution des recettes et des dépenses de tourisme. Les chiffres comprennent les règlements et compensations recensés au titre des frais de voyage (à l'exclusion des frais de transport comptabilisés sous la rubrique 1.3), de séjour, de cure, d'études, ainsi que des opérations réglées en billets. Ces dernières opérations sont ajustées de façon à éliminer, dans la mesure du possible, les utilisations de billets liées, notamment, à des achats et ventes de marchandises, des paiements de salaires de travailleurs frontaliers, des encaissements de revenus de placements et d'investissements et des mouvements de

¹ Les dépenses d'importation, en effet, peuvent comprendre le remboursement, par des importateurs, de certains frets et assurances payés par les exportateurs étrangers à des transporteurs et assureurs résidents. Cette surestimation des dépenses d'importation est compensée, au niveau du solde de l'ensemble des transactions sur biens et services, par le fait que la rubrique « frets et assurances pour le transport de marchandises » comprend, en recettes, les montants perçus par les transporteurs et assureurs résidents.

² Les recettes d'exportation, en effet, peuvent comprendre le remboursement, par des importateurs étrangers, de certains frets et assurances payés par les exportateurs résidents à des transporteurs et assureurs étrangers. Cette surestimation des recettes d'exportation est compensée, au niveau du solde de l'ensemble des transactions sur biens et services, par le fait que la rubrique « frets et assurances pour le transport de marchandises » comprend, en dépenses, les paiements effectués par les exportateurs pour le compte des importateurs étrangers en faveur des transporteurs et assureurs étrangers.

Tableau V

Rubriques 1.2 à 1.7 « Transactions sur services »

(milliards de francs)

	1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises ¹						1.3 Autres frais de transport			1.4 Déplacements à l'étranger			1.5 Revenus de placements et d'investissements			1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs ²			1.7 Autres			Total		
	Frets			Assurances			Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde																		
1982	120,0	103,0	+ 17,0	2,9	3,7	- 0,8	74,0	67,2	+ 6,8	72,1	100,1	- 28,0	1.021,6	1.031,2	- 9,6	59,0	15,9	+ 43,1	208,1	212,6	- 4,5	1.557,7	1.533,7	+ 24,0
1983	122,8	106,0	+ 16,8	3,0	3,6	- 0,6	80,1	72,0	+ 8,1	87,6	107,1	- 19,5	912,3	921,1	- 8,8	63,9	13,9	+ 50,0	226,1	230,9	- 4,8	1.495,8	1.454,6	+ 41,2
1984	152,0	136,5	+ 15,5	2,8	3,8	- 1,0	78,3	75,3	+ 3,0	96,1	112,9	- 16,8	1.072,1	1.075,6	- 3,5	68,9	14,3	+ 54,6	249,2	263,2	- 14,0	1.719,4	1.681,6	+ 37,8
1985	162,1	134,7	+ 27,4	2,5	3,7	- 1,2	76,1	81,2	- 5,1	98,7	121,7	- 23,0	1.209,6	1.217,5	- 7,9	78,8	16,8	+ 62,0	276,6	290,5	- 13,9	1.904,4	1.866,1	+ 38,3
1984 1 ^{er} trim.	35,5	32,2	+ 3,3	0,7	0,8	- 0,1	20,0	18,4	+ 1,6	16,5	20,3	- 3,8	244,7	249,2	- 4,5	17,1	4,0	+ 13,1	60,6	65,1	- 4,5	395,1	390,0	+ 5,1
2 ^e trim.	36,6	32,5	+ 4,1	0,7	1,1	- 0,4	19,2	17,8	+ 1,4	26,0	29,5	- 3,5	248,5	259,8	- 11,3	16,8	3,6	+ 13,2	60,4	63,2	- 2,8	408,2	407,5	+ 0,7
3 ^e trim.	38,1	34,6	+ 3,5	0,7	0,9	- 0,2	19,3	18,9	+ 0,4	31,4	43,5	- 12,1	277,7	276,4	+ 1,3	17,0	3,1	+ 13,9	59,9	61,1	- 1,2	444,1	438,5	+ 5,6
4 ^e trim.	41,8	37,2	+ 4,6	0,7	1,0	- 0,3	19,8	20,2	- 0,4	22,2	19,6	+ 2,6	301,2	290,2	+ 11,0	18,0	3,6	+ 14,4	68,3	73,8	- 5,5	472,0	445,6	+ 26,4
1985 1 ^{er} trim.	39,8	33,9	+ 5,9	0,7	1,1	- 0,4	16,9	17,9	- 1,0	18,3	22,6	- 4,3	333,1	343,0	- 9,9	19,4	4,7	+ 14,7	66,8	71,1	- 4,3	495,0	494,3	+ 0,7
2 ^e trim.	41,0	35,1	+ 5,9	0,7	1,0	- 0,3	20,5	21,0	- 0,5	27,7	30,2	- 2,5	312,6	318,3	- 5,7	19,7	3,8	+ 15,9	65,2	71,3	- 6,1	487,4	480,7	+ 6,7
3 ^e trim.	41,2	33,3	+ 7,9	0,5	0,8	- 0,3	19,6	21,4	- 1,8	30,8	46,4	- 15,6	284,4	280,1	+ 4,3	19,5	5,0	+ 14,5	70,0	71,5	- 1,5	466,0	458,5	+ 7,5
4 ^e trim.	40,1	32,4	+ 7,7	0,6	0,8	- 0,2	19,1	20,9	- 1,8	21,9	22,5	- 0,6	279,5	276,1	+ 3,4	20,2	3,3	+ 16,9	74,6	76,6	- 2,0	456,0	432,6	+ 23,4

¹ Cette rubrique ne comprend, en recettes et en dépenses, qu'une partie des frets et assurances perçus ou payés pour le transport de marchandises. L'autre partie n'a pu être dissociée des exportations ou importations auxquelles elle se rapporte, et elle est donc englobée dans les recettes et dépenses de la rubrique 1.11 « Exportations et importations ».

² Non compris les dépenses de matériel militaire.

capitaux. En outre, la présente rubrique comprend, en recettes, la partie des dépenses d'assistance technique du Gouvernement belge destinée à la formation intellectuelle (bourses d'études) ou professionnelle (stages) en U.E.B.L. de ressortissants de pays en développement ; on considère, en effet, que ces fonds ont été dépensés en U.E.B.L., au cours de leur séjour, par les étudiants et stagiaires bénéficiaires de cette forme d'assistance technique. On retrouve la contrepartie de cette adaptation, en dépenses, sous la rubrique 2.2 du tableau VII « Transferts publics ».

Le déficit traditionnel de la rubrique « Déplacements à l'étranger », qui s'était réduit chaque année depuis 1982, s'est à nouveau accru en 1985, en raison d'une croissance plus forte des dépenses que des recettes. En ce qui concerne les dépenses, la progression s'explique, dans une certaine mesure, peut-être par une nouvelle appréciation du cours de change du franc par rapport aux monnaies des pays méditerranéens, ces derniers ayant bénéficié davantage des faveurs des touristes belges et luxembourgeois. En ce qui concerne les recettes, on notera que le nombre global des nuitées des touristes américains et allemands a augmenté en 1985 ; par contre, le nombre de celles des touristes français et anglais a diminué.

Rubrique 1.5 « Revenus de placements et d'investissements »

Sont comptabilisés sous cette rubrique les revenus de placements et d'investissements effectués par des résidents à l'étranger et par des non-résidents en U.E.B.L.

Il convient de souligner que, tant pour les dépenses que pour les recettes, l'enregistrement statistique ne couvre pas la totalité des revenus considérés. Ainsi, pour les dépenses, c'est-à-dire les paiements à des non-résidents, seule la partie des revenus non réinvestie dans les entreprises dont ils émanent est enregistrée ; les recettes, quant à elles, ne comprennent que la partie des revenus de placements et d'investissements belges et luxembourgeois à l'étranger, qui est rapatriée en U.E.B.L. sous des formes permettant d'identifier la nature de la transaction. Les bénéfices non distribués des sociétés étrangères en U.E.B.L., ceux des sociétés belges et luxembourgeoises à l'étranger et les intérêts capitalisés par les résidents à l'étranger ne sont donc pas comptabilisés, faute de collecte de ces informations.

En 1985, le déficit au titre des revenus de placements et d'investissements s'est légèrement accru, de 3,5 milliards en 1984 à 7,9 milliards. Les intérêts payés par les pouvoirs publics ont augmenté, en raison de la forte croissance de la dette en monnaies étrangères de ce secteur, en 1984 ; il en a été de même des dividendes payés par des sociétés belges à des maisons-mères étrangères, tandis que les revenus perçus par les banques sur leurs opérations en euro-devises se sont réduits par suite, sans doute, du rétrécissement de leur marge d'intermédiation sur ce type d'opérations ; l'incidence de ces facteurs sur le solde de la rubrique « Revenus de placements et d'investissements » a toutefois été compen-

sée, en partie, par une augmentation des coupons et dividendes encaissés par les particuliers belges, dont les placements à l'étranger ont fortement progressé au cours des années antérieures.

Rubrique 1.6 « Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs »

Il s'agit d'une rubrique résiduelle destinée à l'enregistrement des transactions des pouvoirs publics en biens, services et revenus non classés ailleurs. C'est ainsi que les transactions portant sur le matériel militaire ou concernant les intérêts de la dette extérieure du secteur public sont enregistrées sous les rubriques appropriées (marchandises, revenus de placements et d'investissements).

Sous cette réserve, la présente rubrique comprend tous les paiements effectués à l'étranger ou à des institutions internationales ou reçus de l'étranger ou d'institutions internationales par les gouvernements belge et luxembourgeois et les paiements en faveur, ou en provenance, de gouvernements étrangers ou d'institutions internationales. Il s'agit, notamment, en recettes, des dépenses courantes de fonctionnement des institutions internationales établies en U.E.B.L. — comprenant surtout des revenus de travail¹ — et, en dépenses, des dépenses militaires autres qu'en matériel.

La hausse continue des recettes, recensées sous cette rubrique, s'est aussi poursuivie en 1985. L'augmentation de 9,9 milliards a résulté, comme les années précédentes, de l'accroissement des recettes des représentations diplomatiques étrangères, de la progression des dépenses du S.H.A.P.E. et de l'O.T.A.N. et surtout de la hausse des frais de fonctionnement des institutions européennes. Face à ce gonflement des recettes, on a relevé une progression des dépenses des représentations diplomatiques de l'U.E.B.L. à l'étranger et, dans une moindre mesure, des forces armées stationnées à l'étranger. Ces divers mouvements se sont soldés, en 1985, par un excédent qui a dépassé de 7,4 milliards celui de 1984.

Rubrique 1.7 « Autres services » : Tableau VI

Il s'agit également d'une rubrique résiduelle comprenant tous les paiements pour biens et services et les revenus qui n'ont pas été classés ailleurs. Une ventilation de cette rubrique par principaux groupes de transactions est donnée au tableau VI.

Par rapport à l'article précédent, deux nouvelles rubriques ont été introduites dans le tableau ; il s'agit des « Frais et commissions bancaires » et des « Services techniques » ; en effet, en raison de leur importance croissante, elles ne pouvaient plus être simplement confondues dans le poste « Services divers ».

¹ Les institutions internationales établies en U.E.B.L. sont des « non-résidents », alors que leurs fonctionnaires résident sur le territoire économique de l'Union.

Tableau VI

Rubrique 1.7 « Autres » des transactions sur services

(milliards de francs)

	Travailleurs frontaliers			Contrats d'entreprise			Redevances pour films cinématographiques, brevets et droits d'auteurs		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1982	20,6	18,4	+ 2,2	13,5	14,8	- 1,3	8,6	19,1	- 10,5
1983	23,2	18,6	+ 4,6	11,3	12,8	- 1,5	10,9	20,6	- 9,7
1984	24,4	19,0	+ 5,4	11,7	11,7	0,0	12,5	23,7	- 11,2
1985	25,4	20,5	+ 4,9	10,8	13,1	- 2,3	11,4	24,8	- 13,4
1984 1 ^{er} trimestre	5,2	4,4	+ 0,8	2,7	3,3	- 0,6	2,9	5,9	- 3,0
2 ^e trimestre	6,8	4,8	+ 2,0	3,7	2,9	+ 0,8	2,8	5,3	- 2,5
3 ^e trimestre	5,7	4,6	+ 1,1	2,4	2,7	- 0,3	3,3	5,9	- 2,6
4 ^e trimestre	6,7	5,2	+ 1,5	2,9	2,8	+ 0,1	3,5	6,6	- 3,1
1985 1 ^{er} trimestre	6,0	4,8	+ 1,2	2,2	2,9	- 0,7	2,8	7,3	- 4,5
2 ^e trimestre	6,3	5,0	+ 1,3	2,7	3,6	- 0,9	2,5	5,7	- 3,2
3 ^e trimestre	6,3	4,8	+ 1,5	2,6	3,4	- 0,8	3,0	5,3	- 2,3
4 ^e trimestre	6,8	5,9	+ 0,9	3,3	3,2	+ 0,1	3,1	6,5	- 3,4
	Courtages, commissions et frais commerciaux divers			Primes et indemnités d'assurances ¹			Frais et commissions bancaires		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1982	87,9	81,5	+ 6,4	22,8	23,2	- 0,4	14,7	9,8	+ 4,9
1983	98,2	95,9	+ 2,3	24,7	24,8	- 0,1	17,2	10,5	+ 6,7
1984	102,3	107,3	- 5,0	28,3	30,3	- 2,0	21,1	13,4	+ 7,7
1985	108,4	118,4	- 10,0	33,1	33,3	- 0,2	27,1	18,1	+ 9,0
1984 1 ^{er} trimestre	26,4	27,2	- 0,8	6,3	6,4	- 0,1	5,4	3,1	+ 2,3
2 ^e trimestre	23,6	25,2	- 1,6	6,8	7,4	- 0,6	4,6	3,2	+ 1,4
3 ^e trimestre	23,7	24,2	- 0,5	7,1	8,0	- 0,9	5,3	2,9	+ 2,4
4 ^e trimestre	28,6	30,7	- 2,1	8,1	8,5	- 0,4	5,8	4,2	+ 1,6
1985 1 ^{er} trimestre	28,2	30,3	- 2,1	7,5	7,7	- 0,2	6,5	4,0	+ 2,5
2 ^e trimestre	25,7	30,4	- 4,7	8,0	8,0	0,0	5,9	3,7	+ 2,2
3 ^e trimestre	26,3	26,5	- 0,2	8,2	8,9	- 0,7	7,3	5,1	+ 2,2
4 ^e trimestre	28,2	31,2	- 3,0	9,4	8,7	+ 0,7	7,4	5,3	+ 2,1
	Services d'assistance technique			Services divers ²			Total		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1982	18,9	16,4	+ 2,5	21,1	29,4	- 8,3	208,1	212,6	- 4,5
1983	20,6	17,7	+ 2,9	20,0	30,0	- 10,0	226,1	230,9	- 4,8
1984	26,3	24,0	+ 2,3	22,6	33,8	- 11,2	249,2	263,2	- 14,0
1985	31,8	26,6	+ 5,2	28,6	35,7	- 7,1	276,6	290,5	- 13,9
1984 1 ^{er} trimestre	6,5	5,9	+ 0,6	5,2	8,9	- 3,7	60,6	65,1	- 4,5
2 ^e trimestre	6,3	5,4	+ 0,9	5,8	9,0	- 3,2	60,4	63,2	- 2,8
3 ^e trimestre	6,3	5,8	+ 0,5	6,1	7,0	- 0,9	59,9	61,1	- 1,2
4 ^e trimestre	7,2	6,9	+ 0,3	5,5	8,9	- 3,4	68,3	73,8	- 5,5
1985 1 ^{er} trimestre	6,6	5,3	+ 1,3	7,0	8,8	- 1,8	66,8	71,1	- 4,3
2 ^e trimestre	7,6	6,1	+ 1,5	6,5	8,8	- 2,3	65,2	71,3	- 6,1
3 ^e trimestre	7,3	6,6	+ 0,7	9,0	10,9	- 1,9	70,0	71,5	- 1,5
4 ^e trimestre	10,3	8,6	+ 1,7	6,1	7,2	- 1,1	74,6	76,6	- 2,0

¹ A l'exclusion des assurances pour le transport de marchandises (incluses dans la rubrique 1.2), des assurances-vie, des assurances de capitalisation et des assurances-crédit (incluses dans les rubriques 4.2314 et 4.2324).

² Notamment abonnements et cotisations, paiements effectués par l'intermédiaire de la Régie des Postes et paiements en devises entre régionales.

Le déficit de la rubrique 1.7, qui s'était élargi de 9,2 milliards en 1984, s'est légèrement contracté en 1985 de 0,1 milliard. Cette amélioration résulte de mouvements divers. Soulignons, d'une part, l'augmentation du déficit laissé par les « Courtages, commissions et frais commerciaux divers » et, d'autre part, la réduction de celui laissé par les « Services divers », les paiements nets effectués par la Régie des Postes ayant diminué de 2,7 milliards.

Rubriques 2.1 et 2.2 « Transferts » : Tableau VII

Sont regroupées sous ce titre les inscriptions formant la contrepartie comptable de prestations gratuites (c'est-à-dire sans contrepartie économique) enregistrées ailleurs dans la balance des paiements : ressources réelles (biens, services)¹ et avoirs financiers cédés ou acquis, sans obtenir ou donner en échange ni ressources réelles ni avoirs financiers ; c'est le cas, par exemple, des dons en nature ou en espèces.

Rubrique 2.1 « Transferts privés »

Cette rubrique comprend les transactions entre agents économiques du secteur privé exclusivement, à savoir, essentiellement, les envois de fonds des travailleurs migrants dans leur pays d'origine, les paiements de salaires, traitements et pensions (non gouvernementales) en provenance ou à destination des pays non limitrophes², les rémunérations dont disposent en Belgique les Belges exerçant des activités d'assistance technique dans les pays en voie de développement, ainsi que les dons et secours privés de natures diverses.

Rubrique 2.2 « Transferts publics »

Cette rubrique est réservée aux transactions :

— soit entre un des gouvernements de l'U.E.B.L. et le gouvernement d'un pays tiers (ou entre un gouvernement résident et une organisation internationale) ;

— soit entre un gouvernement résident et des non-résidents, autres que des gouvernements et des organisations internationales ;

— soit entre des gouvernements non-résidents (ou des organisations internationales) et des résidents privés.

Ainsi, sous cette rubrique sont recensés, notamment, les ressources mises par l'Etat belge à la disposition des différentes institutions européennes et internatio-

¹ Y compris les services des facteurs de production (revenus de facteurs).

² Les paiements de salaires, traitements et pensions (non gouvernementales) par ou à des pays limitrophes sont classés à la rubrique 1.7 (deux premières colonnes) du tableau VI.

nales, l'assistance technique aux pays en voie de développement et les versements du Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole aux agriculteurs résidents.

Sont aussi recensés sous cette rubrique, les impôts (y compris les droits de succession) et amendes dus à l'Etat belge ou l'Etat luxembourgeois, ou aux Etats étrangers, ainsi que les dons reçus ou accordés par l'Etat belge ou l'Etat luxembourgeois.

Le déficit de cette rubrique, qui était de 40,9 milliards en 1984, a régressé de 6,5 milliards en 1985. Cette amélioration est due essentiellement à l'évolution des opérations de l'U.E.B.L. avec la Communauté Economique Européenne et plus particulièrement à une nette augmentation des recettes en provenance du Fonds Social Européen et, surtout, du Fonds Européen d'Orientation et de Garantie Agricole. En effet, les restitutions effectuées sur les exportations de céréales, de graines oléagineuses et de produits laitiers ont été plus importantes, en raison de la baisse des prix mondiaux et du cours du dollar; par ailleurs, le Fonds a accordé un soutien financier pour le stockage de la viande de porc, rendu nécessaire par la réduction temporaire de la demande causée par l'apparition, en Belgique, de la peste porcine africaine. En revanche, les paiements de contributions et de prélèvements à la Communauté Economique Européenne se sont accrus légèrement, le montant des prélèvements agricoles à l'importation ayant été plus élevé par suite de la baisse du cours du dollar, qui a provoqué une diminution des prix de certains produits importés, prix qui étaient déjà inférieurs à ceux pratiqués en Europe.

Tableau VII

Rubriques 2.1 et 2.2 « Transferts »

(milliards de francs)

	2.1 Transferts privés			2.2 Transferts publics			Total		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1982	27,0	38,0	- 11,0	27,0	72,3	- 45,3	54,0	110,3	- 56,3
1983	29,3	38,5	- 9,2	31,0	81,2	- 50,2	60,3	119,7	- 59,4
1984	31,4	41,4	- 10,0	40,6	81,5	- 40,9	72,0	122,9	- 50,9
1985	36,5	43,9	- 7,4	49,8	84,2	- 34,4	86,3	128,1	- 41,8
1984 1 ^{er} trimestre .	7,0	9,5	- 2,5	9,3	21,2	- 11,9	16,3	30,7	- 14,4
2 ^e trimestre .	7,0	10,3	- 3,3	10,0	20,5	- 10,5	17,0	30,8	- 13,8
3 ^e trimestre .	7,7	11,1	- 3,4	8,5	16,8	- 8,3	16,2	27,9	- 11,7
4 ^e trimestre .	9,7	10,5	- 0,8	12,8	23,0	- 10,2	22,5	33,5	- 11,0
1985 1 ^{er} trimestre .	9,8	10,4	- 0,6	12,6	22,5	- 9,9	22,4	32,9	- 10,5
2 ^e trimestre .	9,3	11,4	- 2,1	13,3	20,8	- 7,5	22,6	32,2	- 9,6
3 ^e trimestre .	8,2	10,4	- 2,2	11,2	16,2	- 5,0	19,4	26,6	- 7,2
4 ^e trimestre .	9,2	11,7	- 2,5	12,7	24,7	- 12,0	21,9	36,4	- 14,5

Rubrique 3 « Mouvements des capitaux des pouvoirs publics » :
Tableau VIII

Les pouvoirs publics sont définis comme l'ensemble constitué par le pouvoir central, les pouvoirs subordonnés, les organismes de sécurité sociale (à l'exception des fonds de pension) et ceux ayant pour but le financement des secteurs en difficulté. La rubrique 3.1 donne les opérations de l'Etat au sens strict, c'est-à-dire le Trésor, et la rubrique 3.2, celles des autres pouvoirs publics.

Les opérations enregistrées à la rubrique 3 comprennent essentiellement les emprunts des pouvoirs publics, les prêts à des Etats étrangers et les participations au capital d'organismes financiers internationaux autres que le F.M.I.

On notera que le mouvement des engagements de l'Etat envers l'étranger ne doit pas être confondu avec celui de la dette publique en monnaies étrangères. D'une part, les engagements de l'Etat envers l'étranger comprennent la dette publique en francs, que l'on sait être logée à l'étranger. D'autre part, la dette publique en monnaies étrangères ne représente pas, à due concurrence, un engagement de l'Etat envers l'étranger, car une partie de cette dette est logée dans les banques résidentes. Un engagement de l'espèce correspond à une transaction entre résidents (l'Etat, d'un côté, et les banques, de l'autre) et n'est donc pas recensé comme tel dans la balance des paiements. Toutefois, pour financer leur portefeuille de titres de la dette publique en monnaies étrangères, les banques résidentes contractent normalement des engagements en devises envers leurs correspondants étrangers.

Dans la balance des paiements, ce recours indirect de l'Etat aux marchés étrangers, du fait qu'il implique un endettement des banques envers l'étranger, se traduit par une diminution de leurs avoirs extérieurs nets, qui trouve, toutes autres choses restant égales, sa contrepartie dans une progression de ceux de la Banque Nationale (l'Etat cède, en effet, à la Banque les monnaies étrangères qu'il a acquises des banques). En d'autres termes, la souscription par les banques résidentes à une dette en monnaies étrangères de l'Etat ne se traduit, dans la balance des paiements, que par une modification de la répartition des avoirs extérieurs nets entre les banques et la Banque, c'est-à-dire par un déplacement entre deux postes « au-dessous de la ligne ». Un des apports du tableau IX-5 du *Bulletin* est précisément de faire apparaître la variation de la dette en monnaies étrangères de l'Etat, avec celle des autres pouvoirs publics, envers les banques résidentes¹.

En 1985, les pouvoirs publics ont accru leurs engagements nets de 13,5 milliards seulement, contre 83,1 milliards en 1984. Cette progression limitée s'explique principalement par l'évolution favorable des opérations courantes et des opérations en capital du secteur privé (cf. commentaire du tableau III, rubri-

¹ Cf. tableau II du présent article.

Tableau VIII

Rubrique 3 « Mouvement des capitaux des pouvoirs publics »¹

(milliards de francs)

	1982	1983	1984	1985	1984				1985			
					1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
3.1 Etat :												
Engagements envers l'étranger :												
A plus d'un an :												
Tirages sur emprunts ²	+ 93,0	+ 32,2	+ 117,6	+ 150,2	+ 31,0	+ 31,1	+ 14,3	+ 41,2	+ 54,6	+ 32,4	+ 42,7	+ 20,5
Remboursements	- 16,8	- 6,9	- 43,8	- 88,0	- 1,8	- 1,7	- 0,6	- 39,7	- 16,8	- 29,8	- 27,8	- 13,6
A court terme	+ 48,4	+ 11,3	+ 14,3	- 40,7	+ 27,5	+ 4,4	- 1,6	- 16,0	- 15,2	- 24,6	- 18,4	+ 17,5
Avoirs sur l'étranger :												
Prêts à long terme à des Etats étrangers	- 2,4	- 3,2	- 2,9	- 2,3	- 0,8	- 1,4	- 0,1	- 0,6	0,0	- 0,8	- 0,5	- 1,0
Participations	- 3,3	- 4,0	- 3,8	- 3,0	- 0,2	- 0,3	- 2,7	- 0,6	0,0	0,0	0,0	- 3,0
3.2 Autres pouvoirs publics :												
Engagements envers l'étranger :												
A plus d'un an :												
Tirages sur emprunts	+ 17,6	+ 0,4	+ 1,9	+ 7,8	+ 0,2	0,0	+ 1,3	+ 0,4	0,0	+ 1,7	+ 3,4	+ 2,7
Remboursements	- 7,1	- 0,4	- 0,2	- 10,5	0,0	0,0	- 0,1	- 0,1	- 0,1	- 1,4	- 4,9	- 4,1
A court terme	- 0,2	- 0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total (3.1 + 3.2)	+ 129,2	+ 28,9	+ 83,1	+ 13,5	+ 55,9	+ 32,1	+ 10,5	- 15,4	+ 22,5	- 22,5	- 5,5	+ 19,0

¹ Signe (+) : constitution d'engagements ou liquidation d'avoirs ; signe (-) : constitution d'avoirs ou liquidation d'engagements.² Y compris les acquisitions par l'étranger d'obligations émises par les Etats belge et luxembourgeois.

que C). En ce qui concerne l'Etat, il a marqué une préférence pour un endettement à long terme, au détriment de celui à court terme, dont l'encours s'est réduit de 40,7 milliards.

**Rubriques 4.1, 6.1, 6.211, 6.221 et 6.231 « Crédits commerciaux » :
Tableau IX**

Sont enregistrées sous ces rubriques les variations nettes de créances et dettes commerciales vis-à-vis de l'étranger qui résultent des délais séparant les transactions des paiements.

Les variations des créances commerciales sur l'étranger, qui ont fait l'objet de traites mobilisées auprès des banques résidentes¹, sont enregistrées à la rubrique 6 « Financement du total », « au-dessous de la ligne »². Les variations des autres créances commerciales et celles des dettes commerciales sont inscrites à la rubrique 4.1 « Crédits commerciaux (non mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises) », « au-dessus de la ligne »³. Il est impossible d'y distinguer les opérations des entreprises publiques de celles du secteur privé⁴.

Le mouvement des traites représentatives de créances sur l'étranger, qui ont été mobilisées auprès des banques résidentes, est enregistré aux sous-rubriques 6.211, 6.221, 6.231 ou 6.1, selon que ces traites sont restées dans le portefeuille des banques ou ont été refinancées respectivement auprès de l'Institut de Réescompte et de Garantie, auprès de la Banque ou auprès du secteur non monétaire résident⁵.

L'ensemble des créances commerciales nettes sur l'étranger a augmenté de 16 milliards en 1985, alors qu'il n'avait progressé que de 2 milliards en 1984. Cette évolution globale recouvre, toutefois, deux mouvements en sens opposés : au premier semestre, l'ensemble des créances commerciales nettes a augmenté fortement, tandis qu'il a diminué au deuxième semestre. En 1985, d'importants mouvements ont également été relevés dans le montant des créances commerciales mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises et dans la contribution des diverses catégories d'intermédiaires à leur financement. Ces mouvements s'expliquent, essentiellement, par l'évolution des taux d'intérêt y afférents.

¹ Il s'agit des traites représentatives de ventes de biens et services à l'étranger, même si le bénéficiaire juridique en est un exportateur résident.

² Où un signe (+) indique une constitution et un signe (-), une liquidation de créance sur l'étranger.

³ Où un signe (-) indique une constitution de créance ou une liquidation de dette et un signe (+), une constitution de dette ou une liquidation de créance.

⁴ Dans le tableau III du présent article, on a assimilé l'ensemble du mouvement des crédits commerciaux non mobilisés auprès des banques résidentes à des opérations du secteur privé.

⁵ Dans la logique d'une « balance des opérations non monétaires », le mouvement des traites représentatives de créances sur l'étranger refinancées auprès du secteur non monétaire résident devrait être comptabilisé « au-dessus de la ligne ». On l'a cependant inscrit à la rubrique 6.1 « au-dessous de la ligne », car des déplacements importants se produisent à court terme entre cette catégorie de traites et celle des traites qui demeurent dans le portefeuille des banques.

Tableau IX

Mouvement des crédits commerciaux

(soldes en milliards de francs)

	1982	1983	1984	1985	1984				1985			
					1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
1. Augmentation (–) ou diminution (+) de l'excédent des crédits consentis à des importateurs non-résidents et non mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises, sur les crédits reçus par des importateurs résidents (cf. rubrique 4.1)	-5,5	-18,0	- 1,9	-28,1	- 3,3	-34,1	+23,7	+11,8	-18,1	-22,6	+ 2,9	+ 9,7
2. Augmentation (–) ou diminution (+) des traites représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises :												
2.1 Crédits refinancés auprès du secteur non monétaire résident (cf. rubrique 6.1, avec signe opposé)	-3,5	- 5,0	- 0,9	+10,1	+ 3,4	+ 1,1	- 0,7	- 4,7	- 5,1	+ 9,1	+ 0,3	+ 5,8
2.2 Crédits logés auprès des banques (cf. rubrique 6.211, avec signe opposé)	+5,3	- 3,6	-20,8	+ 7,0	+ 1,3	+ 0,8	-12,4	-10,5	+ 6,5	- 0,1	+ 3,5	- 2,9
2.3 Crédits logés auprès des organismes monétaires divers (cf. rubrique 6.221, avec signe opposé)	+0,4	- 4,3	+ 2,7	- 0,1	+ 4,7	0,0	-10,7	+ 8,7	+ 2,0	0,0	- 1,4	- 0,7
2.4 Crédits logés auprès de la B.N.B. (cf. rubrique 6.231, avec signe opposé)	-0,4	+ 2,0	+18,9	- 4,9	-12,6	+ 6,0	+24,6	+ 0,9	- 0,5	- 4,0	+ 5,8	- 6,2
Total 2	+1,8	-10,9	- 0,1	+12,1	- 3,2	+ 7,9	+ 0,8	- 5,6	+ 2,9	+ 5,0	+ 8,2	- 4,0
3. Total général (= 1 + 2)	-3,7	-28,9	- 2,0	-16,0	- 6,5	-26,2	+24,5	+ 6,2	-15,2	-17,6	+11,1	+ 5,7

**Rubriques 4.21 et 4.22 « Mouvement des capitaux des organismes publics d'exploitation et des intermédiaires financiers du secteur public »¹ :
Tableau X**

La rubrique 4.21 « Organismes publics d'exploitation » couvre les organismes non financiers exerçant une activité d'entrepreneur, mais qui sont placés sous la tutelle ou l'autorité de l'Etat ou des pouvoirs subordonnés (par exemple, la Société Nationale des Chemins de Fer Belges, la Sabena, la Régie des Télégraphes et des Téléphones).

La rubrique 4.22 « Intermédiaires financiers du secteur public » vise :

— les organismes publics de crédit non monétaires, c'est-à-dire les intermédiaires financiers de statut public exerçant des fonctions non monétaires dont l'objet est essentiellement d'accorder des crédits spécifiques (par exemple, la Société Nationale de Crédit à l'Industrie);

— les placeurs institutionnels du secteur public, c'est-à-dire les intermédiaires financiers de statut public, dont la mission principale est de recueillir et de gérer des fonds de façon à leur allouer une rémunération (par exemple, la Caisse Générale d'Epargne et de Retraite);

— le Fonds des Rentes, organisme chargé de la régularisation du marché des titres du secteur public et de celui de l'argent au jour le jour.

Les opérations recensées aux rubriques 4.21 et 4.22 concernent essentiellement, en recettes, le produit d'emprunts contractés par ces organismes à l'étranger et, en dépenses, les remboursements de ces emprunts.

En 1985, contrairement aux années précédentes, les organismes publics d'exploitation ont réduit (de 4,6 milliards) leurs engagements nets envers l'étranger; ce mouvement a affecté exclusivement les engagements à long terme (la dette à court terme de ces organismes étant traditionnellement inexistante) et a été réparti de manière assez égale sur l'année. Tout au long de celle-ci, les intermédiaires financiers du secteur public ont aussi pu rembourser une partie de leur dette à long terme.

Rubrique 4.23 « Mouvement des capitaux du secteur privé »² : Tableau XI

Les opérations en capital enregistrées sous cette rubrique sont celles des entreprises privées autres que les banques³ et des particuliers résidents avec

¹ Non compris les crédits commerciaux.

² Non compris les opérations des organismes principalement monétaires et les opérations sur crédits commerciaux.

³ Les banques y sont toutefois assimilées en ce qui concerne les investissements directs et les achats et ventes d'immeubles.

Tableau X

Rubriques 4.21 et 4.22 « Mouvement des capitaux des organismes publics d'exploitation et des intermédiaires financiers du secteur public »¹
(milliards de francs)

	1982	1983	1984	1985	1984				1985			
					1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
4.21 Organismes publics d'exploitation :												
Engagements envers l'étranger :												
A plus d'un an :												
Tirages sur emprunts ²	+ 19,5	+ 6,2	+ 11,9	+ 13,0	+ 0,8	+ 0,7	+ 3,8	+ 6,6	+ 0,9	+ 7,2	+ 3,1	+ 1,8
Remboursements	- 5,6	- 3,8	- 4,9	- 17,6	- 1,1	- 0,6	- 0,8	- 2,4	- 1,1	- 10,7	- 4,5	- 1,3
A court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
4.22 Intermédiaires financiers du secteur public :												
Engagements envers l'étranger :												
A plus d'un an :												
Tirages sur emprunts ²	+ 8,2	+ 1,4	+ 3,3	+ 1,1	+ 0,2	+ 0,5	+ 1,1	+ 1,5	+ 0,3	+ 0,4	+ 0,2	+ 0,2
Remboursements	- 4,6	- 3,4	- 1,7	- 10,2	- 0,3	- 0,7	- 0,2	- 0,5	- 2,9	- 2,0	- 1,4	- 3,9
A court terme	- 7,0	- 2,3	+ 5,0	+ 29,1	+ 1,6	+ 0,6	+ 2,9	- 0,1	+ 1,2	+ 4,7	+ 3,2	+ 20,0
Avoirs sur l'étranger :												
A court terme	+ 5,2	- 5,0	- 4,7	- 32,8	+ 0,1	- 2,5	+ 0,9	- 3,2	- 13,8	+ 2,4	- 3,1	- 18,3
Total (4.21 + 4.22)	+ 15,7	- 6,9	+ 8,9	- 17,4	+ 1,3	- 2,0	+ 7,7	+ 1,9	- 15,4	+ 2,0	- 2,5	- 1,5

¹ Non compris les crédits commerciaux. Signe + : constitution d'engagements ou liquidation d'avoirs; signe - : constitution d'avoirs ou liquidation d'engagements.

² Y compris les acquisitions par l'étranger d'obligations émises par ces entreprises publiques.

l'étranger. Elles comprennent, d'une part, les investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger — constitutions et liquidations d'avoirs extérieurs du secteur privé, comptabilisées à la rubrique 4.231 — et, d'autre part, les investissements et placements étrangers en U.E.B.L. — constitutions et liquidations d'engagements extérieurs du secteur privé, comptabilisées à la rubrique 4.232¹.

Ne sont recensés dans la présente rubrique, faute de données statistiques, ni les flux de capitaux au titre d'opérations d'investissement direct imputées, correspondant aux bénéfices non distribués des sociétés, ni la constitution de dépôts à l'étranger au moyen de la capitalisation d'intérêts (voir rubrique 1.5 « Revenus de placements et d'investissements »).

Rubrique 4.2311 « Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger : Valeurs mobilières » et rubrique 4.2321 « Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. : Valeurs mobilières »

Ces rubriques regroupent les investissements de portefeuille. Cette catégorie de placements comprend tous les achats et souscriptions, ventes et remboursements de titres (actions et obligations) étrangers (rubrique 4.2311) ou belges et luxembourgeois (rubrique 4.2321), mentionnés comme tels par le résident qui est partie à la transaction. Si des opérations en valeurs mobilières sont déclarées être une acquisition ou une cession de participations, elles sont incluses dans les rubriques 4.2312 et 4.2322 « Investissements directs ».

Les chiffres des transactions en valeurs mobilières sont des chiffres nets. En effet, les recettes et les dépenses brutes sont considérablement influencées par les arbitrages de titres (opérations simultanées d'achats et de ventes de titres différents) que l'on ne peut assimiler ni à des placements nouveaux ni à des rapatriements de capitaux. Il s'ensuit que, sauf peut-être si l'on veut apprécier le chiffre d'affaires en valeurs mobilières, seuls les soldes doivent retenir l'attention.

Rubrique 4.2312 « Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger : Investissements directs » et rubrique 4.2322 « Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. : Investissements directs »

Ces rubriques comprennent les transferts de fonds auxquels ont donné lieu les constitutions ou liquidations de sociétés, les acquisitions ou cessions de participations dans des sociétés, ainsi que les octrois de prêts et d'avances ou le remboursement de ceux-ci.

¹ Les immeubles et les entreprises, situés dans une autre économie que celle où réside leur propriétaire, sont assimilés à des avoirs financiers dans la balance des paiements.

Selon les recommandations du F.M.I., tous les investissements destinés à créer ou à accroître une forme d'intérêt durable dans une entreprise doivent être considérés comme des investissements directs. L'investissement direct est donc caractérisé par le fait que l'investisseur jouit d'un certain contrôle sur la gestion de l'entreprise dans laquelle est effectué l'investissement.

Les constitutions ou liquidations de sociétés, ainsi que les acquisitions ou cessions de participations, entrent indubitablement dans cette catégorie. En ce qui concerne les prêts, le F.M.I. considère comme capital d'investissement direct tout capital fourni par l'investisseur direct, de façon immédiate ou par l'intermédiaire d'autres entreprises qui lui sont affiliées¹. Avant 1979, il n'était pas possible d'établir la distinction entre ce type de prêts et ceux qui ne concernent pas des firmes liées entre elles par un même investisseur direct. Depuis lors, on a pu isoler les prêts de type financier, c'est-à-dire ceux accordés par un organisme financier et non par une entreprise associée (maison mère, filiale ou succursale, etc) : ces prêts financiers ont été enregistrés aux rubriques 4.2314 et 4.2324 « Autres » au lieu des rubriques 4.2312 et 4.2322 « Investissements directs ».

Les flux d'investissements directs, recensés dans la balance des paiements, ne constituent qu'un mode de financement — qui peut se substituer à d'autres — des activités des entreprises situées sur le territoire d'une économie, autre que celle du détenteur du pouvoir de décision.

Rubrique 4.2313 « Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger : Immeubles » et rubrique 4.2323 « Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. : Immeubles »

Sont comptabilisés sous ces rubriques tous les achats et ventes d'immeubles sis à l'étranger (rubrique 4.2313) et en U.E.B.L. (rubrique 4.2323), sans distinction quant au caractère commercial ou non commercial de ces immeubles.

Rubrique 4.2314 « Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger : Autres » et rubrique 4.2324 « Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. : Autres »

Les autres mouvements de capitaux du secteur privé, recensés sous ces rubriques, comprennent essentiellement les opérations suivantes : les constitutions et rapatriements de dépôts (à l'exclusion de dépôts auprès de banques en U.E.B.L.), les souscriptions d'assurances-vie, d'assurances de capitalisation et d'assurances-crédit ainsi que les capitaux et valeurs de rachat de telles assurances, les avals, cautions et garanties se rapportant aux opérations en capital et les prêts d'organismes financiers (autres que les banques belges et luxembourgeoises). En

¹ Sauf dans le cas de flux intervenant entre institutions monétaires affiliées.

Tableau XI

Rubrique 4.23 « Mouvement des capitaux du secteur privé »¹

(milliards de francs)

	1982			1983			1984			1985			1 ^{er} trimestre		
	Re-	Dé-	Solde	Re-	Dé-	Solde	Re-	Dé-	Solde	Re-	Dé-	Solde	Re-	Dé-	Solde
	cettes	pen-		cettes	pen-		cettes	pen-		cettes	pen-		cettes	pen-	
4.231 Investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger	31,3	121,3	-90,0	36,0	132,6	- 96,6	32,5	165,9	-133,4	46,1	178,8	-132,7	11,9	48,0	- 36,1
4.2311 Valeurs mobilières (chiffres nets)	—	57,6	-57,6	—	90,4	-90,4	—	110,5	-110,5	—	122,1	-122,1	—	35,5	-35,5
Actions	(8,6)	(—)	(+ 8,6)	(—)	(0,4)	(- 0,4)	(3,7)	(—)	(+ 3,7)	(—)	(5,2)	(- 5,2)	(0,2)	(—)	(+ 0,2)
Obligations	(—)	(66,2)	(-66,2)	(—)	(90,0)	(-90,0)	(—)	(114,2)	(-114,2)	(—)	(116,9)	(-116,9)	(—)	(35,7)	(-35,7)
4.2312 Investissements directs	27,4	23,9	+ 3,5	19,1	37,4	-18,3	28,8	45,1	- 16,3	38,2	51,9	- 13,7	10,8	8,0	+ 2,8
Constitutions et extensions ou liquidations de sociétés ..	(2,8)	(9,0)	(- 6,2)	(3,5)	(12,1)	(- 8,6)	(1,9)	(10,5)	(- 8,6)	(6,6)	(17,7)	(-11,1)	(0,1)	(2,1)	(- 2,0)
Acquisitions ou cessions de participations dans des sociétés	(9,3)	(10,2)	(- 0,9)	(4,9)	(17,9)	(-13,0)	(6,8)	(14,6)	(- 7,8)	(10,3)	(16,8)	(- 6,5)	(3,2)	(3,3)	(- 0,1)
Prêts (chiffres nets) .	(10,6)	(—)	(+10,6)	(3,3)	(—)	(+ 3,3)	(0,1)	(—)	(+ 0,1)	(3,9)	(—)	(+ 3,9)	(4,9)	(—)	(+ 4,9)
4.2313 Immeubles	3,9	4,8	- 0,9	4,4	4,8	- 0,4	3,7	4,5	- 0,8	3,9	4,8	- 0,9	1,1	1,2	- 0,1
4.2314 Autres (chiffres nets) dont :	—	35,0	-35,0	12,5	—	+12,5	—	5,8	- 5,8	4,0	—	+ 4,0	—	3,3	- 3,3
constitutions ou liquidations de dépôts .	(—)	(34,1)	(-34,1)	(13,8)	(—)	(+13,8)	(—)	(5,8)	(- 5,8)	(8,2)	(—)	(+ 8,2)	(—)	(3,8)	(- 3,8)
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L.	86,5	15,1	+71,4	105,5	24,8	+80,7	83,6	42,2	+ 41,4	112,6	38,5	+ 74,1	27,0	12,0	+15,0
4.2321 Valeurs mobilières (chiffres nets)	8,8	—	+ 8,8	4,7	—	+ 4,7	—	1,2	- 1,2	20,5	—	+20,5	—	0,0	0,0
Actions	(5,4)	(—)	(+ 5,4)	(2,6)	(—)	(+ 2,6)	(—)	(1,1)	(- 1,1)	(15,8)	(—)	(+15,8)	(—)	(0,6)	(- 0,6)
Obligations	(3,4)	(—)	(+ 3,4)	(2,1)	(—)	(+ 2,1)	(—)	(0,1)	(- 0,1)	(4,7)	(—)	(+ 4,7)	(0,6)	(—)	(+ 0,6)
4.2322 Investissements directs	70,4	6,9	+63,5	88,0	23,0	+65,0	59,6	38,8	+ 20,8	85,2	28,3	+56,9	10,9	11,5	- 0,6
Constitutions et extensions ou liquidations de sociétés ..	(46,1)	(1,3)	(+44,8)	(66,0)	(6,5)	(+59,5)	(45,7)	(17,9)	(+ 27,8)	(48,6)	(11,6)	(+37,0)	(9,4)	(5,7)	(+ 3,7)
Acquisitions ou cessions de participations dans des sociétés	(15,4)	(3,0)	(+12,4)	(20,7)	(2,9)	(+17,8)	(8,5)	(5,8)	(+ 2,7)	(15,5)	(5,2)	(+10,3)	(1,5)	(0,2)	(+ 1,3)
Prêts (chiffres nets) .	(6,3)	(—)	(+ 6,3)	(—)	(12,3)	(-12,3)	(—)	(9,7)	(- 9,7)	(9,6)	(—)	(+ 9,6)	(—)	(5,6)	(- 5,6)
4.2323 Immeubles	7,3	1,6	+ 5,7	4,8	1,8	+ 3,0	5,2	2,2	+ 3,0	6,9	3,0	+ 3,9	1,4	0,5	+ 0,9
4.2324 Autres (chiffres nets) dont :	—	6,6	- 6,6	8,0	—	+ 8,0	18,8	—	+ 18,8	—	7,2	- 7,2	14,7	—	+14,7
prêts financiers	(15,0)	(—)	(+15,0)	(—)	(2,1)	(- 2,1)	(9,6)	(—)	(+ 9,6)	(7,1)	(—)	(+ 7,1)	(1,9)	(—)	(+ 1,9)
solde des opérations en capital effectuées par les sociétés holdings luxembourgeoises	(—)	(14,2)	(-14,2)	(3,5)	(—)	(+ 3,5)	(16,4)	(—)	(+ 16,4)	(—)	(2,7)	(- 2,7)	(12,9)	(—)	(+12,9)
Total (4.231 + 4.232)	117,8	136,4	-18,6	141,5	157,4	-15,9	116,1	208,1	- 92,0	158,7	217,3	-58,6	38,9	60,0	-21,1

¹ Non compris les opérations des organismes principalement monétaires et les opérations sur crédits commerciaux. Les signes (+) signifient une constitution d'engagements ou une liquidation d'avoirs du secteur privé résident (« entrée de capitaux ») et les signes (-), une constitution d'avoirs ou une liquidation d'engagements (« sortie de capitaux »).

1984									1985											
2 ^e trimestre			3 ^e trimestre			4 ^e trimestre			1 ^{er} trimestre			2 ^e trimestre			3 ^e trimestre			4 ^e trimestre		
Re-cettes	Dé-pen-ses	Solde	Re-cettes	Dé-pen-ses	Solde	Re-cettes	Dé-pen-ses	Solde	Re-cettes	Dé-pen-ses	Solde	Re-cettes	Dé-pen-ses	Solde	Re-cettes	Dé-pen-ses	Solde	Re-cettes	Dé-pen-ses	Solde
8,7	41,0	-32,3	5,1	41,8	-36,7	13,3	41,6	-28,3	14,5	35,2	-20,7	14,8	51,1	-36,3	8,2	54,0	-45,8	20,4	50,3	-29,9
—	27,5	-27,5	—	19,8	-19,8	—	27,7	-27,7	—	21,6	-21,6	—	34,1	-34,1	—	38,6	-38,6	—	27,8	-27,8
(0,1)	(—)	(+ 0,1)	(1,4)	(—)	(+ 1,4)	(2,0)	(—)	(+ 2,0)	(5,3)	(—)	(+ 5,3)	(—)	(2,5)	(- 2,5)	(—)	(4,3)	(- 4,3)	(—)	(3,7)	(- 3,7)
(—)	(27,6)	(-27,6)	(—)	(21,2)	(-21,2)	(—)	(29,7)	(-29,7)	(—)	(26,9)	(-26,9)	(—)	(31,6)	(-31,6)	(—)	(34,3)	(-34,3)	(—)	(24,1)	(-24,1)
4,8	12,5	-7,7	4,2	11,9	-7,7	9,0	12,7	-3,7	13,6	4,6	+9,0	13,8	12,1	+1,7	2,4	14,1	-11,7	8,4	21,1	-12,7
(0,5)	(1,8)	(-1,3)	(0,7)	(2,4)	(-1,7)	(0,6)	(4,2)	(-3,6)	(0,6)	(0,9)	(-0,3)	(0,7)	(5,1)	(-4,4)	(0,9)	(2,7)	(-1,8)	(4,6)	(9,2)	(-4,6)
(1,7)	(4,2)	(-2,5)	(0,9)	(3,4)	(-2,5)	(3,2)	(5,9)	(-2,7)	(3,1)	(3,7)	(-0,6)	(2,8)	(7,1)	(-4,3)	(1,5)	(3,9)	(-2,4)	(3,8)	(3,0)	(+0,8)
(—)	(3,9)	(-3,9)	(—)	(3,5)	(-3,5)	(2,6)	(—)	(+2,6)	(9,9)	(—)	(+9,9)	(10,4)	(—)	(+10,4)	(—)	(7,5)	(-7,5)	(—)	(8,9)	(-8,9)
0,8	1,0	-0,2	0,9	1,1	-0,2	0,9	1,2	-0,3	0,9	0,8	+0,1	1,0	1,3	-0,3	0,9	1,3	-0,4	1,1	1,4	-0,3
3,1	—	+3,1	—	9,0	-9,0	3,4	—	+3,4	—	8,2	-8,2	—	3,6	-3,6	4,9	—	+4,9	10,9	—	+10,9
(3,3)	(—)	(+3,3)	(—)	(9,4)	(-9,4)	(4,1)	(—)	(+4,1)	(—)	(8,2)	(-8,2)	(—)	(0,7)	(-0,7)	(5,6)	(—)	(+5,6)	(11,5)	(—)	(+11,5)
22,3	17,0	+5,3	13,0	7,1	+5,9	27,8	12,6	+15,2	33,7	6,3	+27,4	45,8	8,2	+37,6	15,2	33,0	-17,8	45,1	18,2	+26,9
—	2,4	-2,4	0,2	—	+0,2	1,0	—	+1,0	3,2	—	+3,2	7,1	—	+7,1	1,7	—	+1,7	8,5	—	+8,5
(—)	(2,3)	(-2,3)	(0,9)	(—)	(+0,9)	(0,9)	(—)	(+0,9)	(1,9)	(—)	(+1,9)	(4,0)	(—)	(+4,0)	(1,0)	(—)	(+1,0)	(8,9)	(—)	(+8,9)
(—)	(0,1)	(-0,1)	(—)	(0,7)	(-0,7)	(0,1)	(—)	(+0,1)	(1,3)	(—)	(+1,3)	(3,1)	(—)	(+3,1)	(0,7)	(—)	(+0,7)	(—)	(0,4)	(-0,4)
11,3	14,0	-2,7	12,0	4,4	+7,6	25,4	8,9	+16,5	22,1	5,8	+16,3	17,0	7,7	+9,3	11,2	5,4	+5,8	34,9	9,4	+25,5
(9,7)	(6,5)	(+3,2)	(5,3)	(2,7)	(+2,6)	(21,3)	(3,0)	(+18,3)	(13,5)	(2,5)	(+11,0)	(10,3)	(2,0)	(+8,3)	(6,5)	(2,1)	(+4,4)	(18,3)	(5,0)	(+13,3)
(1,6)	(1,3)	(+0,3)	(2,4)	(1,7)	(+0,7)	(3,0)	(2,6)	(+0,4)	(2,2)	(0,9)	(+1,3)	(4,3)	(1,3)	(+3,0)	(2,0)	(0,9)	(+1,1)	(7,0)	(2,1)	(+4,9)
(—)	(6,2)	(-6,2)	(4,3)	(—)	(+4,3)	(—)	(2,2)	(-2,2)	(4,0)	(—)	(+4,0)	(—)	(2,0)	(-2,0)	(0,3)	(—)	(+0,3)	(7,3)	(—)	(+7,3)
1,6	0,6	+1,0	0,8	0,6	+0,2	1,4	0,5	+0,9	1,4	0,5	+0,9	1,5	0,5	+1,0	2,3	0,7	+1,6	1,7	1,3	+0,4
9,4	—	+9,4	—	2,1	-2,1	—	3,2	-3,2	7,0	—	+7,0	20,2	—	+20,2	—	26,9	-26,9	—	7,5	-7,5
(4,2)	(—)	(+4,2)	(4,8)	(—)	(+4,8)	(—)	(1,3)	(-1,3)	(0,8)	(—)	(+0,8)	(2,0)	(—)	(+2,0)	(2,8)	(—)	(+2,8)	(1,5)	(—)	(+1,5)
(6,2)	(—)	(+6,2)	(—)	(5,2)	(-5,2)	(2,5)	(—)	(+2,5)	(7,3)	(—)	(+7,3)	(16,6)	(—)	(+16,6)	(—)	(24,0)	(-24,0)	(—)	(2,6)	(-2,6)
31,0	58,0	-27,0	18,1	48,9	-30,8	41,1	54,2	-13,1	48,2	41,5	+6,7	60,6	59,3	+1,3	23,4	87,0	-63,6	65,5	68,5	-3,0

outre, la rubrique 4.2324 comprend le solde des opérations de transit de capitaux, effectuées par le canal des sociétés holdings établies au Grand-Duché de Luxembourg, ainsi que les opérations en capital des intermédiaires financiers privés non monétaires considérés comme banques agréées par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change.

En 1985, les mouvements de capitaux du secteur privé, à l'exclusion des mouvements de capitaux du secteur bancaire et des crédits commerciaux, se sont soldés par un déficit de 58,6 milliards, nettement inférieur à celui de 1984, qui avait atteint 92 milliards. Les exportations nettes de capitaux au titre des investissements et placements de l'U.E.B.L. à l'étranger ayant dégagé pour ainsi dire le même solde qu'en 1984, cette évolution a résulté entièrement des investissements et placements des étrangers en U.E.B.L., pour lesquels une importation nette de capitaux de 74,1 milliards a été recensée en 1985, contre 41,4 milliards en 1984.

Cette augmentation de l'importation nette de capitaux, au titre des investissements et placements des étrangers en U.E.B.L., s'est produite sous la forme tant d'achats de titres — surtout d'actions — que d'investissements directs étrangers. Les opérations en capital des holdings luxembourgeois, qui, en 1984, avaient donné lieu à une importante entrée de capitaux, se sont, par contre, soldées, en 1985, par une sortie nette de capitaux.

Les placements et investissements des résidents à l'étranger n'ont, de leur côté, guère varié en 1985; on notera, toutefois, que dans l'ensemble de ces placements et investissements, ceux sous la forme de valeurs mobilières étrangères ont progressé par rapport à 1984, tandis que ceux sous la forme de dépôts ont diminué en 1985, alors qu'ils avaient augmenté en 1984.

Rubrique 5 « Erreurs et omissions »

Il s'agit d'une rubrique d'ajustement qui assure l'équilibre comptable entre, d'une part, le total des transactions recensées « au-dessus de la ligne » (opérations courantes et mouvement des capitaux des secteurs non monétaires) et, d'autre part, les postes de financement de ce total (opérations des organismes monétaires belges et luxembourgeois). Cette rubrique recouvre, à côté des écarts comptables et des erreurs et omissions proprement dites, diverses opérations qui, faute de pouvoir être identifiées d'une manière suffisamment précise, n'ont pu être ventilées entre les rubriques appropriées de la balance des paiements.

Rubrique 6 « Financement du total »

Les opérations en capital sont enregistrées, sous cette rubrique, avec des signes opposés à ceux qu'il est convenu d'affecter aux opérations en capital inscrites « au-dessus de la ligne ».

Bien que les rubriques 6.211, 6.221 et 6.231 « Crédits commerciaux » aient déjà fait l'objet d'un commentaire ci-avant (de même que la rubrique 6.1), les tableaux XII et XIII reprennent une décomposition de l'ensemble de la rubrique 6.2.

Rubriques 6.21 « Mouvement des avoirs extérieurs nets des banques belges et luxembourgeoises » et 6.22 « Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes monétaires divers » : Tableau XII

Les opérations en capital avec l'étranger recensées sous ces rubriques ont été décomposées au tableau XII en variations d'avoirs et variations d'engagements extérieurs.

Les variations d'avoirs et d'engagements en monnaies étrangères prises en considération sont celles qui résultent d'opérations converties en francs aux cours de change sur le marché réglementé prévalant au moment de ces opérations¹, et non celles qui proviennent des changements dans l'évaluation des encours existants.

Les créances extérieures des banques comprennent des traites représentatives de ventes de biens et services (« crédits commerciaux » : voir ci-avant), des titres d'emprunts étrangers à long terme (« obligations ») et d'autres créances, parmi lesquelles les avoirs sur des banques, maisons mères, succursales et filiales étrangères ont une importance prépondérante.

Parmi les engagements extérieurs des banques, on distingue ceux envers des autorités monétaires étrangères (gouvernements, banques centrales, offices des changes...). Les engagements vis-à-vis des banques, maisons mères, succursales et filiales étrangères constituent une partie importante des autres engagements extérieurs.

Les créances extérieures des « organismes monétaires divers » sont constituées par les traites en francs représentatives d'exportations financées par l'Institut de Réescompte et de Garantie au moyen de ressources empruntées à des organismes monétaires.

Les engagements extérieurs de ces organismes sont constitués par les avoirs en francs du Fonds Européen de Développement de la Communauté Economique Européenne auprès de l'Office des Chèques Postaux.

¹ En fait, on utilise les cours de change moyens de chaque mois. Cette remarque est également valable pour d'autres mouvements de capitaux.

Tableau XII

Rubriques 6.21 et 6.22 « Mouvement des avoirs extérieurs nets des banques belges et luxembourgeoises et des organismes monétaires divers »¹

(milliards de francs)

	1982	1983	1984	1985	1984				1985				
					1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	
6.21 Banques belges et luxembourgeoises :													
A. Créances extérieures :													
1. Crédits commerciaux (cf. rubrique 6.211) :													
1.1 En monnaies étrangères	- 6,2	+ 1,9	+ 3,7	- 1,3	+ 0,2	- 2,0	+ 1,7	+ 3,8	- 4,0	- 0,9	- 0,4	+ 4,0	
1.2 En francs belges et luxembourgeois	+ 0,9	+ 1,7	+ 17,1	- 5,7	- 1,5	+ 1,2	+ 10,7	+ 6,7	- 2,5	+ 1,0	- 3,1	- 1,1	
2. Obligations :													
2.1 En monnaies étrangères	+ 48,1	+ 95,9	+ 126,6	+ 238,7	+ 18,7	+ 24,3	+ 18,7	+ 64,9	+ 51,1	+ 52,2	+ 31,7	+ 103,7	
2.2 En francs belges et luxembourgeois	- 1,0	+ 10,4	+ 3,8	+ 2,1	+ 1,9	+ 0,2	+ 2,7	- 1,0	- 0,3	- 0,5	+ 2,4	+ 0,5	
3. Autres :													
3.1 En monnaies étrangères	+ 1.199,2	+ 124,3	+ 1.650,6	+ 3.035,7	+ 535,0	+ 640,9	+ 271,3	+ 203,4	+ 1.518,7	+ 220,1	+ 538,5	+ 758,4	
3.2 En francs belges et luxembourgeois	+ 28,2	+ 51,8	+ 40,8	+ 27,2	+ 25,6	+ 8,1	+ 0,8	+ 6,3	+ 14,9	- 6,4	+ 8,1	+ 10,6	
4. Total	+ 1.269,2	+ 286,0	+ 1.842,6	+ 3.296,7	+ 579,9	+ 672,7	+ 305,9	+ 284,1	+ 1.577,9	+ 265,5	+ 577,2	+ 876,1	
B. Engagements extérieurs (-) :													
1. Envers des institutions officielles :													
1.1 En monnaies étrangères	+ 5,7	+ 6,8	- 33,4	+ 29,6	+ 4,0	- 21,4	- 26,7	+ 10,7	+ 27,6	+ 15,2	- 19,9	+ 6,7	
1.2 En francs belges et luxembourgeois	- 0,4	- 5,8	+ 1,0	- 0,5	+ 2,0	+ 0,3	- 0,3	- 1,0	+ 2,7	- 1,6	+ 0,5	- 2,1	
2. Autres :													
2.1 En monnaies étrangères	- 1.198,6	- 311,6	- 1.791,9	- 3.310,6	- 536,4	- 679,9	- 290,6	- 285,0	- 1.578,2	- 287,7	- 579,0	- 865,7	
2.2 En francs belges et luxembourgeois	- 42,9	- 15,6	- 79,0	- 58,0	- 22,6	- 29,7	- 18,4	- 8,3	- 33,0	- 32,6	+ 13,2	- 5,6	
3. Total	- 1.236,2	- 326,2	- 1.903,3	- 3.339,5	- 553,0	- 730,7	- 336,0	- 283,6	- 1.580,9	- 306,7	- 585,2	- 866,7	
C. = A + B Avoirs extérieurs nets ..	+ 33,0	- 40,2	- 60,7	- 42,8	+ 26,9	- 58,0	- 30,1	+ 0,5	- 3,0	- 41,2	- 8,0	+ 9,4	
6.22 Organismes divers :													
A. Créances extérieures :													
Crédits commerciaux en francs belges (cf. rubrique 6.221)	- 0,4	+ 4,3	- 2,7	+ 0,1	- 4,7	0,0	+ 10,7	- 8,7	- 2,0	0,0	+ 1,4	+ 0,7	
B. Engagements extérieurs (-) :													
En francs belges envers des institutions internationales non monétaires	- 0,3	+ 0,1	+ 0,2	- 0,4	+ 0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,4	
C. = A + B Avoirs extérieurs nets ..	- 0,7	+ 4,4	- 2,5	- 0,3	- 4,5	0,0	+ 10,7	- 8,7	- 2,0	0,0	+ 1,4	+ 0,3	

¹ Signe (+) : augmentation des créances ou diminution des engagements ; signe (-) : augmentation des engagements ou diminution des créances.
Les mouvements des avoirs et engagements en monnaies étrangères ont été calculés en convertissant en francs, aux cours moyens du mois, les mouvements mensuels de ces avoirs et engagements exprimés en unités de monnaies étrangères.

Rubrique 6.23 « Mouvement des avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique » : Tableau XIII

Les opérations en capital de la Banque ont été décomposées au tableau XIII en variations d'avoirs et variations d'engagements vis-à-vis de l'étranger.

Les variations des avoirs et des engagements libellés en monnaies étrangères, en droits de tirage spéciaux et en Ecus et celles des avoirs en or¹ prises en considération, sont celles qui résultent d'opérations converties en francs aux cours de change et aux prix de l'or prévalant au moment de ces opérations, et non, celles qui proviendraient de l'incidence des variations des cours de change et du prix de l'or sur la contre-valeur des encours existants. En outre, on a éliminé les variations comptables résultant de l'allocation de droits de tirage spéciaux en 1979, 1980 et 1981, ainsi que celles résultant des opérations de crédit croisé, effectuées à la suite de l'instauration du Système Monétaire Européen².

Ci-après, sont passés en revue les postes bilantaires de la Banque, dont les variations, résultant de transactions, sont comptabilisées dans la balance des paiements.

A.1 « Or »

Sont comptabilisées sous cette rubrique les variations de l'encaisse en or de la Banque, à l'exclusion de la cession initiale et des rachats et cessions trimestriels d'or — conjointement à des dollars, contre Ecus — au Fonds Européen de Coopération Monétaire.

A.2.1 « Participation au Fonds Monétaire International »

En vertu de la loi du 9 juin 1969, la Banque est autorisée à comptabiliser dans ses écritures, comme avoirs propres, les droits que possède l'Etat belge comme membre du F.M.I., au titre de la partie de sa quote-part dans le Fonds qui excède les avoirs en francs belges de celui-ci, c'est-à-dire, au titre de la tranche de réserve. Ce procédé de comptabilisation est conforme aux instructions du F.M.I., qui considère toutes les opérations d'un pays, avec lui, comme du ressort des organismes monétaires.

Bien qu'ils s'accompagnent d'encaissements et de souscriptions à des certificats de trésorerie belges par le Fonds, les prélèvements opérés par cet organisme

¹ Les avoirs en or de la Banque sont assimilés à des avoirs financiers extérieurs.

² Ces opérations sont renouvelées tous les trois mois depuis le 13 mars 1979 : voir « Le Système Monétaire Européen », *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome II, nos 1-2, juillet-août 1979, pp. 27 à 31. La convention adoptée implique notamment qu'on n'enregistre à la rubrique A.3 du tableau XIII que les utilisations et remboursements d'Ecus par la Banque, non les acquisitions d'Ecus contre or et dollars, couvertes à terme, et les restitutions d'Ecus contre or et dollars, qui ont lieu lors du dénouement des contrats à terme.

Tableau XIII

Rubrique 6.23 « Mouvement des avoirs extérieurs nets de la Banque Nationale de Belgique »¹
(milliards de francs)

	1982	1983	1984	1985	1984				1985			
					1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre
A. Créances extérieures :												
1. Or	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. F.M.I. :												
2.1 Participation	- 0,8	+ 10,8	+ 1,7	- 2,8	- 0,3	+ 0,7	0,0	+ 1,3	- 1,5	+ 0,1	- 1,2	- 0,2
2.2 Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2.3 Droits de tirage spéciaux ...	+ 2,2	- 15,6	+ 3,5	- 7,6	- 0,4	- 0,3	+ 0,6	+ 3,6	+ 0,3	- 4,5	- 1,4	- 2,0
2.4 Avances	- 2,2	+ 0,2	- 2,1	+ 2,1	0,0	- 0,1	0,0	- 2,0	+ 1,3	- 0,1	+ 1,0	- 0,1
3. Ecus	+ 48,5	+ 34,2	+ 26,1	+ 32,2	- 32,7	- 38,0	+ 58,2	+ 38,6	+ 32,2	0,0	0,0	0,0
4. Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Crédits commerciaux (cf. rubrique 6.231)	+ 0,4	- 2,0	- 18,9	+ 4,9	+ 12,6	- 6,0	- 24,6	- 0,9	+ 0,5	+ 4,0	- 5,8	+ 6,2
6. Autres :												
6.1 En monnaies étrangères	- 73,8	- 19,2	- 11,3	- 31,6	+ 28,0	+ 19,6	- 24,3	- 34,6	- 25,6	+ 15,5	- 24,7	+ 3,2
6.2 En francs	+ 0,1	+ 0,2	+ 0,2	- 0,2	- 0,1	- 0,1	+ 0,5	- 0,1	+ 0,1	- 0,5	+ 0,6	- 0,4
7. Total	- 25,6	+ 8,6	- 0,8	- 3,0	+ 7,1	- 24,2	+ 10,4	+ 5,9	+ 7,3	+ 14,5	- 31,5	+ 6,7
B. Engagements extérieurs (-) :												
1. Envers le F.M.I.	0,0	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
2. Envers le Fonds Européen de Coopération Monétaire	- 14,3	- 32,6	+ 48,7	0,0	- 31,3	+ 68,0	+ 12,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
3. Envers d'autres institutions internationales non monétaires	+ 2,4	+ 0,8	0,0	- 0,4	+ 0,1	- 0,1	- 0,8	+ 0,8	- 0,3	+ 0,6	- 0,1	- 0,6
4. Envers d'autres institutions officielles	+ 0,4	- 0,8	+ 0,7	- 0,3	- 0,1	+ 0,4	+ 0,6	- 0,2	+ 1,1	- 0,6	- 0,5	- 0,3
5. Autres	0,0	0,0	- 0,3	+ 0,2	0,0	0,0	- 0,2	- 0,1	+ 0,2	0,0	- 0,1	+ 0,1
6. Total	- 11,5	- 32,7	+ 49,1	- 0,5	- 31,3	+ 68,3	+ 11,6	+ 0,5	+ 1,0	0,0	- 0,7	- 0,8
C. = A + B Avoirs extérieurs nets ..	- 37,1	- 24,1	+ 48,3	- 3,5	- 24,2	+ 44,1	+ 22,0	+ 6,4	+ 8,3	+ 14,5	- 32,2	+ 5,9

¹ Signe (+) : augmentation des créances ou diminution des engagements ; signe (-) : augmentation des engagements ou diminution des créances. Les mouvements des avoirs et engagements en monnaies étrangères ont été calculés en convertissant en francs, aux cours moyens du mois, les mouvements mensuels de ces avoirs et engagements exprimés en unités de monnaies étrangères.

sur ses avoirs en francs et la reconstitution de ceux-ci, apparaissent donc dans la balance des paiements de l'U.E.B.L., non comme des mouvements de capitaux de l'Etat, mais comme des variations de créances de la Banque. Celle-ci supporte les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le Fonds et reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions à des certificats par celui-ci.

Les variations du compte « Participation » représentent celles de la contreva-leur des droits de tirage dans la tranche de réserve.

A.2.2 « Prêts du Fonds Monétaire International »

Sous cette rubrique apparaissent les variations des montants nets prêtés par la Banque au F.M.I. à la décharge de l'Etat belge, en application des Accords Généraux d'Emprunt.

A.2.3 « Droits de tirage spéciaux »

En vertu de la loi du 9 juin 1969, la Banque est autorisée à comptabiliser dans ses écritures, comme avoirs propres, les droits de tirage spéciaux que possède l'Etat belge en sa qualité de participant au compte de tirage spécial du F.M.I., moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant de ce fait à l'Etat belge.

Dans la balance des paiements, c'est parmi les opérations de la Banque que les mouvements de ce type d'avoirs sont enregistrés. Toutefois, seules les varia-tions des avoirs en droits de tirages spéciaux, qui ne sont pas dues aux allocations reçues du Fonds, sont prises en considération. Ces allocations ne sont mention-nées que pour mémoire au bas de la balance générale des paiements (tableau I), afin de faire apparaître le renforcement des réserves de change, sans qu'il soit nécessaire de prévoir une contrepartie. En effet, si celle-ci figurait « au-dessus de la ligne » elle fausserait la signification du solde de la balance et, si elle était inscrite « au-dessous de la ligne », elle risquerait d'être interprétée comme com-pensant l'incidence de l'augmentation des droits de tirage spéciaux sur les avoirs extérieurs nets.

A.2.4 « Avances au Fonds Monétaire International »

Aux termes d'un accord conclu avec le F.M.I. et approuvé par le Gouverne-ment belge, la Banque s'est engagée à participer au financement du « mécanisme pétrolier » et de la « facilité de financement supplémentaire », mis en œuvre, respectivement, en 1975 et en 1979. La participation de la Banque prend la forme d'avances octroyées pour son compte propre au Fonds. En 1980, s'y sont ajoutés, le financement du compte de subvention de la « facilité de financement supplé-mentaire » et la contribution à la politique d'accès élargi aux ressources du Fonds.

A.3 « Ecus »

L'échange d'Ecus contre or et dollars entre le Fonds Européen de Coopération Monétaire et la Banque, renouvelé tous les trois mois depuis le 13 mars 1979, n'est pas recensé sous cette rubrique parce que, couvert à terme par une opération en sens inverse, il est considéré comme variation comptable. Par conséquent, seules sont enregistrées sous cette rubrique les utilisations nettes des Ecus ainsi attribués.

A.4 « Créances sur le Fonds Européen de Coopération Monétaire »

Ce Fonds, créé par un règlement du Conseil des Communautés Européennes du 3 avril 1973, est entré en activité le 1^{er} juin 1973.

Les créances, sous rubrique, sont liées au mécanisme de financement intra-communautaire et ne comprennent pas les Ecus.

A.5 « Crédits commerciaux »

Il s'agit du portefeuille de traites en francs représentatives d'exportations, financées par la Banque¹.

A.6.1 « Autres créances en monnaies étrangères »

Les créances, sous rubrique, comprennent les prêts accordés par la Banque, à la décharge de l'Etat belge, dans le cadre du concours financier à moyen terme de la Communauté Economique Européenne et les avoirs en devises en compte auprès de correspondants de la Banque à l'étranger ou ayant fait l'objet de placements à court terme à l'étranger.

Toutefois, la cession initiale, au 13 mars 1979, d'avoirs en dollars des Etats-Unis — conjointement à de l'or, contre Ecus — au Fonds Européen de Coopération Monétaire et les rachats et cessions trimestriels effectués ensuite dans le cadre du Système Monétaire Européen ne sont pas comptabilisés.

¹ Si l'on soustrait ce portefeuille des « avoirs extérieurs nets » de la Banque, on obtient les « réserves de change nettes » reprises sous la rubrique 6.232 des tableaux IX-1 à 4 du *Bulletin*. Si l'on y ajoute les opérations de change à terme ainsi que les opérations à terme en francs avec des non-résidents (rubriques 8.42 et 8.52 du tableau IX-5), on obtient les données de la colonne (13) du tableau XIII-5b qui contient également les encours des réserves de change nettes au comptant et à terme de la Banque.

A.6.2 « Autres créances en francs »

Sont comptabilisées sous cette rubrique, les avances en francs consenties par la Banque, en vertu d'accords de paiements, à des pays non membres de la Communauté Economique Européenne.

B.1 « Engagements envers le Fonds Monétaire International »

Il s'agit de la variation de la partie de la souscription en francs de la Belgique au F.M.I. qui doit être maintenue par celui-ci en compte à la Banque¹.

B.2 « Engagements envers le Fonds Européen de Coopération Monétaire »

Les engagements, sous rubrique, proviennent du recours par la Banque au mécanisme de financement intercommunautaire (voir rubrique A.4 pour les créances correspondantes).

B.3 « Engagements envers d'autres institutions internationales non monétaires »

Sous cette rubrique, sont comptabilisées les variations d'engagements de la Banque envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. et le Fonds Européen de Coopération Monétaire.

B.4 « Engagements envers d'autres institutions officielles »

Sont recensés ici les engagements de la Banque envers des banques centrales et institutions officielles étrangères ainsi que ceux contractés au titre des accords internationaux².

B.5 « Autres engagements »

Il s'agit des engagements de la Banque en francs envers des banques privées étrangères essentiellement.

¹ Au cours de la période sous revue, cette partie est restée fixée à 0,25 p.c. de la quote-part de la Belgique dans le Fonds.

² Sont comptabilisées à ce titre les variations des avoirs en francs des institutions des pays avec lesquels il existe des accords de paiement.

Les avoirs extérieurs nets de la Banque ont diminué de 3,5 milliards en 1985. En ce qui concerne la composition de ces avoirs, on notera que la Banque a entièrement reconstitué (en janvier) ses avoirs en Écus grâce à des achats contre monnaies étrangères; par ailleurs, les avoirs détenus auprès du F.M.I. ont diminué de 8,3 milliards en raison, principalement, de cessions de droits de tirage spéciaux faites à d'autres membres contre dollars; influencés, notamment, par les opérations précitées, les avoirs en monnaies étrangères ont enfin diminué de 31,6 milliards.

B. NOTES METHODOLOGIQUES RELATIVES AU TABLEAU II

Les principes méthodologiques, qui ont été suivis dans l'établissement du tableau II, ont fait l'objet d'un commentaire dans la section 1 ci-avant.

La correspondance des tableaux I et II est établie selon ce qui suit :

— la somme des montants inscrits sous les rubriques 1 et 2 du tableau I, c'est-à-dire les opérations courantes, se retrouve à la rubrique 1 du tableau II;

— les montants des rubriques 3, 4.2 et 5 du tableau I se retrouvent respectivement aux rubriques 2.1, 4.1 et 7.1 du tableau II;

— le montant de la rubrique 4.1 « Crédits commerciaux » du tableau I est ventilé dans le tableau II sous les rubriques 3.2 et 3.3;

— la somme des montants repris sous les rubriques 6.1, 6.211, 6.221 et 6.231 du tableau I (mouvement des crédits commerciaux mobilisés auprès des banques) se retrouve avec signe opposé, parce que placée « au-dessus de la ligne », à la rubrique 3.1 du tableau II;

— la somme des montants inscrits sous les rubriques 6.2121 et 6.222 du tableau I (mouvement des autres avoirs extérieurs nets en francs des organismes principalement monétaires autres que la Banque) se retrouve, avec signe opposé, à la rubrique 5.1 du tableau II;

— le montant de la rubrique 6.2122 du tableau I (mouvement des autres avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères des banques), majoré du montant des avoirs nets en monnaies étrangères des banques sur les résidents — qui n'est pas comptabilisé dans le tableau I —, se retrouve, avec signe opposé, à la rubrique 6.1 du tableau II;

— le mouvement des avoirs nets en monnaies étrangères des secteurs non monétaires résidents sur les banques belges et luxembourgeoises — qui n'est pas comptabilisé dans le tableau I — est recensé sous les rubriques 2.2, 4.211, 4.221 et 7.2 du tableau II (augmentation = -)¹;

¹ De la sorte, la somme des montants figurant sous les rubriques 2.2., 4.211, 4.221, 6.1 et 7.2 du tableau II est égale au montant inscrit, avec signe opposé, sous la rubrique 6.2122 du tableau I.

— le montant inscrit sous la rubrique 6.232 du tableau I (mouvement des réserves de change nettes de la Banque) est ventilé dans le tableau II sous les rubriques 8.1, 8.2, 8.3, 8.41 et 8.51 ;

— les opérations à terme, qui ne sont pas comptabilisées dans le tableau I, sont recensées sous les rubriques 2.3, 4.212, 4.222, 5.2, 6.2, 8.42 et 8.52 du tableau II. Elles s'équilibrent.

SECTION 3

BALANCE GEOGRAPHIQUE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE : Tableaux XIV et XV

Les données statistiques actuellement disponibles ne permettent pas d'établir une ventilation géographique de la balance des paiements de l'U.E.B.L. sur la base des transactions. Telles qu'elles figurent aux tableaux XIV et XV, les balances des paiements par pays ou zones restent donc élaborées, comme antérieurement, sur une base mixte (ainsi, les règlements sont corrigés pour tenir compte des exportations assorties de crédits commerciaux mobilisés auprès des banques belges, mais non pour tenir compte des autres crédits commerciaux). Le total de ces balances a été ajusté de manière à ce qu'il corresponde aux chiffres de la balance générale des paiements du tableau I, établie sur la base des transactions. A cet effet, les opérations assorties de crédits commerciaux non mobilisés auprès des banques belges et les opérations réglées par compensation (qui sont connues globalement, mais sans qu'il soit possible de les ventiler par pays) ont été comptabilisées dans la colonne XXV « Opérations non ventilées » des tableaux XIV et XV considérés.

Le critère utilisé pour ventiler géographiquement la balance des paiements de l'U.E.B.L. a été, en règle générale, le pays de résidence de l'étranger qui a reçu ou ordonné le paiement. Toutefois, les exportations et les importations ont été ventilées selon le pays de destination et celui de provenance, et, les opérations en billets de banque étrangers et en chèques de voyage étrangers, selon le pays de la banque débitrice finale. Les paiements, pour lesquels on ne disposait d'aucune indication valable concernant le pays de résidence des étrangers qui les avait reçus ou ordonnés, ont été groupés dans la colonne XXV « Opérations non ventilées ».

Les mouvements de capitaux ont été ventilés selon la règle générale exposée ci-dessus, c'est-à-dire selon le principe de la partie à la transaction plutôt que selon le principe du créancier ou du débiteur final. Or, une telle ventilation perd de plus en plus de sa signification au fur et à mesure de l'internationalisation des marchés financiers, le pays du donneur d'ordre ou du bénéficiaire du paiement n'étant pas nécessairement celui de l'origine ou de la destination finale des fonds, mais pouvant être celui d'un intermédiaire.

C'est ainsi, par exemple, que le déficit enregistré vis-à-vis d'un pays au titre des « investissements et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger : valeurs mobilières », ne signifie pas nécessairement que ce pays ait bénéficié d'un apport de fonds ni même que des résidents de l'U.E.B.L. aient souscrit à des valeurs de ce pays à due concurrence. Il peut, en effet, avoir été influencé considérablement par le mode de versement des fonds récoltés à l'occasion de l'émission d'emprunts internationaux. Une réserve analogue vaut pour les autres placements et pour les investissements directs en raison, par exemple, des relations financières qui existent entre les différentes filiales d'une maison étrangère ou encore parce que les sociétés à portefeuille ont tendance à s'établir dans certains pays ayant un régime fiscal avantageux. La répartition géographique du mouvement des capitaux, qui figure aux tableaux XIV et XV, doit donc être interprétée avec beaucoup de circonspection, car elle ne constitue, au mieux, qu'une indication partielle sur l'origine ou la destination des capitaux. Lorsque la discordance entre l'origine ou la destination apparente et l'origine ou la destination réelle des fonds était manifeste, on a préféré ne pas effectuer de répartition géographique et inclure ces capitaux dans la colonne XXV « Opérations non ventilées ».

Rubrique 1.13 « Opérations d'arbitrage »

Le chiffre de cette rubrique n'a pas été ventilé par zones géographiques. En principe, le bénéfice résultant d'une transaction d'arbitrage peut être considéré comme étant réalisé vis-à-vis du pays qui a acheté la marchandise. Mais cette affectation suppose que l'on puisse dégager le bénéfice réalisé sur chaque vente, c'est-à-dire, déduire des recettes brutes enregistrées par l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change, le montant des marchandises achetées ainsi que des autres paiements effectués à l'étranger. En l'absence de renseignements de la sorte, on a repris la totalité des recettes nettes sur opérations d'arbitrage à la colonne XXV « Opérations non ventilées ».

Rubrique 3.1 « Mouvement des capitaux de l'Etat »

Il n'est pas possible de ventiler géographiquement la totalité des émissions et remboursements d'effets publics à court terme en monnaies étrangères souscrits à l'origine par des banques situées en U.E.B.L. ; on les répartit, dès lors, par monnaie.

Les prélèvements et remboursements sur emprunts à plus d'un an sont ventilés géographiquement, dans la mesure où l'on connaît le pays de résidence du premier souscripteur étranger.

Balance géographique des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1984

(milliards de francs)

XIII. Espagne			XIV. Autriche - Finlande - Islande - Norvège - Suède - Suisse			XV. Portugal			XVI. Gibraltar - Malte - Afrique du Sud - Yougoslavie			XVII. Australie - Nouvelle-Zélande			XVIII. Comecon ⁶			XIX. Autres pays à économie centralement planifiée ⁷			XX. O.P.E.P. ⁸			XXI. A.C.P. ⁹			XXII. Autres pays			XXIII. Institutions européennes			XXIV. Autres institutions internationales			XXV. Opérations non ventilées ¹⁰			Total					
Re- cettes	Dé- pen- ses	Solde	Re- cettes	Dé- pen- ses	Solde	Re- cettes	Dé- pen- ses	Solde	Re- cettes	Dé- pen- ses	Solde	Re- cettes	Dé- pen- ses	Solde	Re- cettes	Dé- pen- ses	Solde	Re- cettes	Dé- pen- ses	Solde	Re- cettes	Dé- pen- ses	Solde	Re- cettes	Dé- pen- ses	Solde	Re- cettes	Dé- pen- ses	Solde	Re- cettes	Dé- pen- ses	Solde	Re- cettes	Dé- pen- ses	Solde									
19,6	30,1	-10,5	141,1	168,2	-27,1	9,3	9,3	0,0	18,9	17,5	+1,4	9,9	9,4	+0,5	50,8	91,6	-40,8	10,3	5,1	+5,2	104,2	75,3	+28,9	41,7	44,3	-2,6	157,1	120,6	+36,5	0,5	0,3	+0,2	0,7	0,0	+0,7	417,0	395,1	+21,9	2.747,4	2.821,3	-73,9			
0,3	0,1	+0,2	12,2	0,7	+11,5	0,0	0,2	-0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,6	-0,6	0,0	0,0	0,0	0,4	0,1	+0,3	2,9	0,0	+2,9	0,4	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	19,4	20,6	-1,2	102,9	44,0	+58,9			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	25,5	—	+25,5	25,5	—	+25,5			
0,6	1,0	-0,4	14,3	10,1	+4,2	0,3	0,1	+0,2	2,5	0,6	+1,9	1,5	0,4	+1,1	2,3	1,9	+0,4	0,5	0,2	+0,3	1,0	1,9	-0,9	5,0	3,0	+2,0	2,8	4,4	-1,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,5	9,9	-4,4	154,8	140,3	+14,5			
0,1	1,4	-1,3	5,6	4,6	+1,0	0,1	0,2	-0,1	0,4	0,3	+0,1	0,1	0,1	0,0	0,2	0,2	0,0	0,0	0,1	-0,1	1,2	0,5	+0,7	1,5	0,4	+1,1	1,6	1,9	-0,3	0,0	0,2	-0,2	0,7	0,3	+0,4	18,5	14,8	+3,7	78,3	75,3	+3,0			
1,7	13,8	-12,1	5,2	11,6	-6,4	0,4	0,8	-0,4	0,5	1,1	-0,6	0,1	0,1	0,0	0,2	0,6	-0,4	0,0	0,0	0,0	1,4	0,8	+0,6	3,1	1,1	+2,0	4,6	8,0	-3,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,7	-0,4	96,1	112,9	-16,8			
23,0	9,0	+14,0	84,5	195,9	-111,4	6,7	2,2	+4,5	14,2	3,4	+10,8	9,9	2,0	+7,9	32,4	14,2	+18,2	0,8	13,5	-12,7	28,2	22,4	+5,8	14,3	15,9	-1,6	151,0	98,3	+52,7	14,4	23,9	-9,5	9,1	10,7	-1,6	93,2	43,1	+50,1	1.072,1	1.075,6	-3,5			
0,2	0,1	+0,1	0,4	0,2	+0,2	0,2	0,1	+0,1	0,2	0,0	+0,2	0,1	0,1	0,0	0,3	0,2	+0,1	0,1	0,1	0,0	0,7	0,2	+0,5	1,0	0,3	+0,7	1,6	0,8	+0,8	46,7	0,2	+46,5	10,7	0,0	+10,7	0,0	0,0	0,0	68,9	14,3	+54,6			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	24,4	19,0	+5,4			
2,6	2,3	+0,3	21,5	24,4	-2,9	0,4	1,1	-0,7	1,4	1,3	+0,1	0,7	0,4	+0,3	1,7	1,0	+0,7	0,2	0,1	+0,1	7,0	3,8	+3,2	7,6	3,5	+4,1	8,1	7,7	+0,4	1,9	0,7	+1,2	0,2	0,4	-0,2	32,7	43,8	-11,1	224,8	244,2	-19,4			
48,1	57,8	-9,7	284,8	415,7	-130,9	17,4	14,0	+3,4	38,2	24,3	+13,9	22,3	12,5	+9,8	87,9	110,3	-22,4	11,9	19,1	-7,2	144,1	105,0	+39,1	77,1	68,5	+8,6	327,2	242,1	+85,1	63,5	25,3	+38,2	21,4	11,4	+10,0	612,1	528,0	+84,1	4.595,2	4.546,9	+48,3			
0,3	1,7	-1,4	2,7	2,3	+0,4	0,1	2,8	-2,7	0,1	0,2	-0,1	0,1	0,2	-0,1	0,0	0,5	-0,5	0,1	0,0	+0,1	1,0	1,4	-0,4	5,3	2,5	+2,8	2,8	6,2	-3,4	0,2	0,1	+0,1	0,0	0,1	-0,1	1,4	1,6	-0,2	31,4	41,4	-10,0			
0,0	0,1	-0,1	0,4	0,1	+0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,3	4,7	-4,4	0,1	3,8	-3,7	34,9	61,1	-26,2	0,0	4,8	-4,8	0,7	1,5	-0,8	40,6	81,5	-40,9			
0,3	1,8	-1,5	3,1	2,4	+0,7	0,1	2,8	-2,7	0,1	0,2	-0,1	0,1	0,2	-0,1	0,0	0,5	-0,5	0,1	0,0	+0,1	1,0	1,5	-0,5	5,6	7,2	-1,6	2,9	10,0	-7,1	35,1	61,2	-26,1	0,0	4,9	-4,9	2,1	3,1	-1,0	72,0	122,9	-50,9			
48,4	59,6	-11,2	287,9	418,1	-130,2	17,5	16,8	+0,7	38,3	24,5	+13,8	22,4	12,7	+9,7	87,9	110,8	-22,9	12,0	19,1	-7,1	145,1	106,5	+38,6	82,7	75,7	+7,0	330,1	252,1	+78,0	98,6	86,5	+12,1	21,4	16,3	+5,1	614,2	531,1	+83,1	4.667,2	4.669,8	-2,6			
0,0	0,0	0,0	15,0	1,5	+13,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	8,3	1,4	+6,9	0,0	0,0	0,0	1,3	0,0	+1,3	0,7	4,1	-3,4	24,5	40,7	-16,2	5,7	2,9	+2,8	257,7	169,6	+88,1			
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	-0,3	0,1	0,3	-0,2	0,0	1,1	-1,1	0,0	0,0	0,0	0,0	3,8	-3,8	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,1	0,2	-0,1	0,1	6,8	-6,7
0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	+0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,4	0,0	+0,4	1,9	0,2	+1,7			
0,0	0,0	0,0	15,0	1,5	+13,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	-0,3	8,4	1,7	+6,7	0,0	1,1	-1,1	1,4	1,0	+0,4	0,7	4,1	-3,4	24,5	44,5	-20,0	6,1	2,9	+3,2	259,7	176,6	+83,1			
—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	1,9	-1,9	—	1,9	-1,9			
0,0	0,0	0,0	0,4	0,2	+0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	+0,2	0,4	0,0	+0,4	0,0	0,0	0,0	3,0	2,7	+0,3	1,5	0,0	+1,5	11,9	4,9	+7,0			
0,0	0,0	0,0	0,3	0,1	+0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,1	-0,1	0,2	0,0	+0,2	0,0	0,3	-0,3	0,5	0,0	+0,5	1,2	1,1	+0,1	3,7	1,8	+1,9			
0,2	—	+0,2	—	20,3	-20,3	0,0	—	0,0	—	2,8	-2,8	—	2,9	-2,9	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	—	0,3	-0,3	—	2,8	-2,8	—	27,4	-27,4	—	13,0	-13,0	2,1	—	+2,1	—	110,5	-110,5			
0,4	0,3	+0,1	0,5	3,3	-2,8	0,0	0,0	0,0	0,5	0,1	+0,4	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	+0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	1,7	-1,7	5,3	0,3	+5,0	1,7	2,4	-0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	2,8	-2,3	28,8	45,1	-16,3			
0,1	0,6	-0,5	0,2	0,4	-0,2	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,7	4,5	-0,8			
—	0,9	-0,9	—	1,4	-1,4	0,0	—	0,0	—	0,4	-0,4	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,5	—	+0,5	1,4	—	+1,4	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	2,4	—	+2,4	—	5,8	-5,8			
0,5	—	+0,5	—	2,3	-2,3	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,3	—	+0,3	—	0,2	-0,2	1,2	—	+1,2	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,2	-0,2	—	1,2	-1,2			
0,1	0,0	+0,1	6,9	7,3	-0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	-0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	-0,2	0,0	0,0	0,0	0,3	5,5	-5,2	1,1	0,2	+0,9	5,3	0,1	+5,2	0,0	0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	2,0	2,2	-0,2	59,6	38,8	+20,8			
0,0	0,1	-0,1	0,4	0,3	+0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	+0,2	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	+0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,2	2,2	+3,0			
—	0,0	0,0	—	0,5	-0,5	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,9	—	+0,9	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0	0,1	—	+0,1	0,0	—	0,0	5,8	—	+5,8	—	0,0	0,0	8,3	—	+8,3	18,8	—	+18,8			
1,3	1,9	-0,6	8,7	36,1	-27,4	0,0	0,1	-0,1	0,5	3,8	-3,3	0,0	2,9	-2,9	1,0	0,2	+0,8	0,0	0,0	0,0	0,8	7,3	-6,5	7,5	1,4	+6,1	10,6	5,4	+5,2	5,8	27,8	-22,0	3,5	15,7	-12,2	18,0	8,2	+9,8	131,7	216,7	-85,0			

STATISTIQUES

LEGISLATION ECONOMIQUE

BIBLIOGRAPHIE RELATIVE AUX PROBLEMES
ECONOMIQUES ET FINANCIERS
INTERESSANT LA BELGIQUE

STATISTIQUES

TABLE DES MATIERES

Numéros
des tableaux

Numéros
des tableaux

I. — Comptes nationaux et enquêtes sur la conjoncture.		4. a) Valeurs unitaires moyennes	VIII - 4a
1. Répartition du produit national entre les facteurs de production		b) Volume	VIII - 4b
2. Valeur ajoutée brute, aux prix du marché, par branche d'activité		5. Orientation géographique	VIII - 5
3. Affectation du produit national :		IX. — Balance des paiements de l'U.E.B.L.	
a) Estimations à prix courants		1-2-3. Balance sur base des transactions :	
b) Estimations aux prix de 1980		— Chiffres annuels	IX - 1
4. Enquêtes sur la conjoncture :		— Soldes trimestriels	IX - 2
a) Valeur chiffrée des courbes synthétiques		— Recettes et dépenses trimestrielles	IX - 3
b) Industrie manufacturière :		4. Balance sur base de caisse	IX - 4
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes		5. Opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les banques belges et luxembourgeoises et opérations de change à terme	IX - 5
— résultats bruts par secteur		6. Monnaies utilisées pour les règlements d'importations et d'exportations	IX - 6
— valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes		X. — Marché des changes.	
— résultats bruts par région		1. Cours officiels arrêtés par les banquiers réunis en Chambre de Compensation à Bruxelles :	
c) Industrie de la construction :		a) Chiffres annuels	X - 1a
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes		b) Chiffres trimestriels et mensuels	X - 1b
— résultats bruts par secteur		2. Droit de tirage spécial	X - 2
d) Commerce :		3. Marché du dollar U.S. à Bruxelles	X - 3
— valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes		4. Système Monétaire Européen :	
5. Investissements en biens de capital fixe dans l'industrie manufacturière		a) Cours-pivots de l'Ecu, cours-pivots bilatéraux et cours d'intervention obligatoire	X - 4a
		b) Cours de change de l'Ecu, prime ou décote des diverses monnaies vis-à-vis du franc belge et indicateurs de divergence	X - 4b
		c) Composition et poids relatifs de l'Ecu ; écarts de divergence	X - 4c
		5. Cours de change effectifs	X - 5
II. — Population, emploi, chômage		XI. — Finances publiques.	
1. Population, demande et offre d'emplois		1. Recettes et dépenses de trésorerie résultant des opérations budgétaires	XI - 1
2. Chômage et emplois vacants		2. Résultat de caisse du Trésor et son financement	XI - 2
		3. Besoins nets de financement du Trésor et leur couverture	XI - 3
III. — Agriculture et pêche.		4. Recettes fiscales (par année civile)	XI - 4
1. Agriculture		5. Détail des recettes fiscales	XI - 5
2. Pêche maritime		XII. — Créances et dettes dans l'économie belge.	
		1. Encours :	
IV. — Industrie.		a) au 31 décembre 1984	XII - 1a
1. Production industrielle		b) au 31 décembre 1985	XII - 1b
2. Production manufacturière - Ventilation par secteur		2. Mouvements en 1985	XII - 2
3. Energie		3. Encours (totaux sectoriels) :	
4. Métallurgie		a) au 31 décembre 1984	XII - 3a
5. Construction		b) au 31 décembre 1985	XII - 3b
6. Production industrielle des pays de la C.E.E.		4. Mouvements en 1985 (totaux sectoriels)	XII - 4
V. — Services.		XIII. — Organismes principalement monétaires.	
1. Transports :		1. Bilans intégrés des organismes principalement monétaires	XIII - 1
a) Activités de la S.N.C.B. et de la Sabena		2. Bilans :	
b) Navigation maritime		a) Banque Nationale de Belgique	XIII - 2a
c) Navigation intérieure		b) Organismes publics monétaires	XIII - 2b
2. Tourisme — Nuits passées par les touristes en Belgique		c) Banques de dépôts	XIII - 2c
3. Commerce intérieur :		d) Ensemble des organismes principalement monétaires	XIII - 2d
a) Ventes du commerce de détail		3. Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
b) Ventes à tempérament		4. Stock monétaire :	
4. Chambres de compensation :		a) Auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 4a
a) Nombre d'opérations		b) Total	XIII - 4b
b) Montant des opérations		5. a) Avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires	XIII - 5a
		b) Réserves de change nettes au comptant et à terme de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 5b
VI. — Revenus.			
1. Rémunérations des travailleurs			
2. Rémunérations moyennes brutes des travailleurs dans l'industrie			
VII. — Indices de prix.			
1. Matières premières			
2. Prix de gros en Belgique			
3. Prix à la consommation en Belgique :			
a) Ventilation en 4 groupes			
b) Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes			
VIII. — Commerce extérieur de l'U.E.B.L.			
1. Tableau général			
2. Exportations selon la nature des produits			
3. Importations selon l'usage des produits			

6-7. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers et à l'étranger :	
— Destination économique apparente	XIII - 6
— Forme et localisation	XIII - 7
8. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger et logés à la Banque Nationale de Belgique	XIII - 8
9. Encours utilisés des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires aux entreprises et particuliers et à l'étranger	XIII - 9
10. Bilans de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
Situations hebdomadaires de la Banque Nationale de Belgique	XIII - 10
11. Comptes de chèques postaux	XIII - 11
12. Situation globale des banques	XIII - 12
13. Montants globaux des paiements effectués au moyen des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13

XIV. — Intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

4. Principaux actifs et passifs du Fonds des Rentes	XIV - 4
5. Caisse Générale d'Épargne et de Retraite :	
a) Caisse d'épargne - Opérations des ménages	XIV - 5a
b) Bilans de la CGER - Entité I	XIV - 5b
c) Bilans de la CGER - Entité II	XIV - 5c
6. Société Nationale de Crédit à l'Industrie	XIV - 6
7. Situation globale des banques d'épargne	XIV - 7
8. Crédit Communal de Belgique	XIV - 8
9. Compagnies d'assurances sur la vie	XIV - 9

XV. — Actifs financiers.

1. Actifs financiers détenus par les pouvoirs publics et par les entreprises et particuliers	XV - 1
2. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers	XV - 2
3. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. — Actifs non monétaires à un an au plus :	
a) Variations	XV - 3a
b) Encours auprès des intermédiaires financiers nationaux	XV - 3b
4. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs à plus d'un an	XV - 4
5. Actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers. Actifs en francs belges et monnaies étrangères auprès des intermédiaires financiers nationaux :	
a) Variations	XV - 5a
b) Encours	XV - 5b

XVI. — Emissions et dettes du secteur public.

1. Emissions en francs belges à plus d'un an	XVI - 1
2. Emissions à plus d'un an du secteur public	XVI - 2
3. Dette du Trésor :	
a) Situation officielle de la dette publique	XVI - 3a
b) Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds	XVI - 3b
4. Dettes en francs belges à plus d'un an du secteur public :	
a) Ventilation par débiteurs	XVI - 4a
b) Ventilation par détenteurs	XVI - 4b

XVII. — Valeurs mobilières du secteur privé et crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger.

1. Activité boursière : capitaux traités, niveau des cours et taux de rendement	XVII - 1
2. Rendement des sociétés par actions	XVII - 2
4. Emissions des sociétés — données I.N.S.	XVII - 4
5. Emissions des sociétés — données B.N.B.	XVII - 5
6. Engagements des entreprises et particuliers envers les intermédiaires financiers belges	XVII - 6
7. Inscriptions hypothécaires	XVII - 7

8. Demandes de crédits hypothécaires introduites auprès des principaux intermédiaires financiers belges pour le financement du logement	XVII - 8
9. Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation accordés à leur origine par les banques de dépôts, la CGER, la S.N.C.I. et la C.N.C.P. aux entreprises et particuliers et à l'étranger. — Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire est :	
a) un résident belge (Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient)	XVII - 9a
b) un non-résident (Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence)	XVII - 9b

XVIII. — Marché monétaire.

1. Marché de l'argent au jour le jour	XVIII - 1
2. Localisation des effets commerciaux escomptés par les banques de dépôts et des acceptations bancaires	XVIII - 2
3. Plafonds de réescompte et quotas mensuels d'avances en compte courant à la Banque Nationale de Belgique	XVIII - 3

XIX. — Taux d'escompte, d'intérêt et de rendement.

1. Banque Nationale de Belgique :	
a) Barème officiel des taux d'escompte et d'avances	XIX - 1a
b) Taux spéciaux	XIX - 1b
c) Taux moyen pondéré	XIX - 1c
2. Taux de l'Institut de Réescompte et de Garantie	XIX - 2
3. Taux de l'argent au jour le jour	XIX - 3
4. Taux des certificats de trésorerie et des certificats du Fonds des Rentes	XIX - 4
5. Taux de dépôts en francs belges dans les banques	XIX - 5
6. Taux d'intérêt appliqués sur livrets ordinaires à la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite	XIX - 6
7. Taux de rendement de titres à revenu fixe, cotés à la Bourse de Bruxelles	XIX - 7
8. Taux des bons de caisse et obligations émis par les institutions publiques de crédit	XIX - 8

XX. — Banques d'émission étrangères.

1. Taux d'escompte	XX - 1
2. Banque de France	XX - 2
3. Bank of England	XX - 3
4. Federal Reserve Banks	XX - 4
5. Nederlandsche Bank	XX - 5
6. Banca d'Italia	XX - 6
7. Deutsche Bundesbank	XX - 7
8. Banque Nationale Suisse	XX - 8
9. Banque des Règlements Internationaux	XX - 9

GRAPHIQUES.

P.N.B. calculé par l'analyse des dépenses	I - 3
Enquêtes sur la conjoncture	I - 4
Production industrielle	IV - 1
Production industrielle des pays de la Communauté Economique Européenne	IV - 6
Rémunérations des travailleurs — Gain moyen brut par heure prestée	VI - 1
Prix de gros en Belgique	VII - 2
Prix à la consommation en Belgique	VII-3a-b
Commerce extérieur de l'U.E.B.L.	VIII
Recettes fiscales par année civile	XI - 4
Origines des variations du stock monétaire auprès des organismes principalement monétaires	XIII - 3
Fréquence d'utilisation des dépôts bancaires à vue en francs belges et des avoirs en comptes de chèques postaux	XIII - 13
CGER — Dépôts : excédents ou déficits des versements sur les remboursements	XIV - 5a
Cours des valeurs belges au comptant	XVII - 1

PRINCIPALES ABREVIATIONS UTILISEES

	B.N.B	Banque Nationale de Belgique.
C.E.E.		Communauté Economique Européenne.
	CGER	Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
	C.N.C.P.	Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
F.E.C.O.M.		Fonds Européen de Coopération Monétaire.
F.M.I.		Fonds Monétaire International.
	I.N.C.A.	Institut National de Crédit Agricole.
	I.N.S.	Institut National de Statistique.
	IRES	Université Catholique de Louvain — Institut de Recherches Economiques.
	I.R.G.	Institut de Réescompte et de Garantie.
	M.A.E.	Ministère des Affaires Economiques.
	O.C.C.H.	Office Central de Crédit Hypothécaire.
	O.C.P.	Office des Chèques Postaux.
OCDE		Organisation de Coopération et de Développement Economiques.
	ONEM	Office National de l'Emploi.
O.N.U.		Organisation des Nations Unies.
	R.T.T.	Régie des Télégraphes et des Téléphones.
	SABENA	Société Anonyme Belge d'Exploitation de la Navigation Aérienne.
	S.N.C.B.	Société Nationale des Chemins de fer belges.
	S.N.C.I.	Société Nationale de Crédit à l'Industrie.
	S.N.L.	Société Nationale du Logement.
U.E.B.L.		Union Economique Belgo-Luxembourgeoise.

SIGNES CONVENTIONNELS

—	la donnée n'existe pas ou ne s'applique pas.
.	donnée non disponible.
%	pour cent.
*	provisoire ou estimation.
!	rectifié.
0 } 0,0 }	néant ou inférieur à la moitié de la dernière unité retenue.
p.m.	pour mémoire.

COMMUNICATION RAPIDE DES DONNEES

Les abonnés qui le désirent, peuvent obtenir la communication de la « Courbe synthétique des principaux résultats de l'enquête mensuelle de la Banque Nationale » et des données figurant aux tableaux I-4a, VI-1, IX-2 et 4, X-1b et 5, XIII-3, 4a et b, 5a et 13, XV-1 à 5, XVII-6, XVIII-1, 2, 3 et XIX-1a, b, c et 3 dès qu'elles sont établies. Les demandes sont à adresser à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles. Ces demandes préciseront quels sont, parmi les tableaux énumérés ci-dessus, ceux que l'abonné désire recevoir.

STATISTIQUES ECONOMIQUES BELGES

La Banque a publié des recueils de séries statistiques afférentes à l'économie belge pour les périodes 1919 à 1928, 1929 à 1940, 1941 à 1950, 1950 à 1960, 1960 à 1970 et 1970 à 1980. Par ces publications, elle a voulu venir en aide à tous ceux qui portent un intérêt aux études économiques à moyen et long terme. Elle s'est efforcée de publier des séries statistiques comparables sur une longue période. Des notices à caractère technique précisent la portée des chiffres.

Les recueils peuvent s'obtenir par virement ou versement au compte 100-0123913-78 - « V.A.P. - Fournitures à facturer » - Publications du Service de Documentation » du montant indiqué ci-dessous (à majorer éventuellement de 6 p.c. de T.V.A. pour la Belgique) en indiquant le recueil désiré.

	Belgique et Grand-Duché de Luxembourg	Etranger (voie normale)
1919-1928 (disponible en français seulement)	FB 100	FB 100
1929-1940	FB 250	FB 250
1941-1950	FB 400	FB 450
1950-1960	FB 500	FB 600
1960-1970	FB 1.000	FB 1.100
1970-1980	FB 2.000	FB 2.600*

* Voie aérienne FB 3.000.

Les demandes de renseignements peuvent être adressées à la Banque Nationale de Belgique, Service de Documentation, boulevard de Berlaimont 5, B - 1000 Bruxelles.

I. — COMPTES NATIONAUX ET ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

1. — REPARTITION DU PRODUIT NATIONAL ENTRE LES FACTEURS DE PRODUCTION

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
A. Rémunération des salariés¹ :								
1. Salaires et traitements des travailleurs assujettis à la sécurité sociale	986,7	1.060,6	1.145,0	1.191,0	1.242,0	1.265,4	1.333,8	1.388,4
2. Rémunération des travailleurs assujettis à certaines dispositions spéciales en matière de sécurité sociale	46,4	49,9	53,9	55,8	59,0	61,0	62,9	64,5
3. Contribution des employeurs à la sécurité sociale	246,5	264,5	286,2	289,1	292,2	319,2	353,5	379,4
4. Rémunération des travailleurs non assujettis à la sécurité sociale	426,3	464,9	513,4	566,7	605,7	617,8	658,9	691,8
5. Corrections et compléments	64,4	69,7	74,4	79,2	94,1	109,0	118,3	127,8
Ajustement statistique	7,5	- 9,5	0,1	- 25,9	4,7	30,2	8,2	12,9
Total ...	1.777,8	1.900,1	2.073,0	2.155,9	2.297,7	2.402,6	2.535,6	2.664,8
B. Revenu des entrepreneurs individuels et des sociétés de personnes :								
1. Agriculture, horticulture et sylviculture ¹	50,7	46,4	48,8	57,2	64,1	74,5	74,1	72,2
2. Professions libérales ¹	95,1	101,7	104,2	112,9	118,5	127,7	138,3	148,0
3. Commerçants et artisans indépendants ¹	222,8	228,7	228,1	228,9	233,7	236,6	256,6	277,6
4. Revenu des sociétés de personnes ²	14,6	15,5	14,9	14,2	17,3	20,8	25,5	31,6
Ajustement statistique	1,6	- 1,9	...	- 4,9	0,8	5,8	1,6	2,5
Total ...	384,8	390,4	396,0	408,3	434,4	465,4	496,1	531,9
C. Revenu de la propriété échéant aux particuliers¹ :								
1. Intérêts	201,9	240,5	285,9	327,3	374,8	404,1	462,6	508,2
2. Loyers (réellement perçus ou imputés)	73,8	78,5	85,0	98,9	108,7	125,4	143,0	156,9
3. Dividendes, tantièmes, dons	60,5	58,7	64,3	77,2	102,6	124,9	151,8	171,7
Total ...	336,2	377,7	435,2	503,4	586,1	654,4	757,4	836,8
D. Bénéfices non distribués des sociétés²	27,1	28,9	24,4	13,2	34,7	52,5	88,5	129,9
E. Impôts directs des sociétés de toutes formes juridiques	81,7	91,9	89,7	87,5	112,9	114,2	135,2	148,6
F. Revenu de la propriété et de l'entreprise échéant à l'Etat :								
1. Loyers imputés	22,1	24,6	27,7	29,9	30,3	31,5	33,2	36,0
2. Intérêts, dividendes, bénéfices	- 23,9	- 21,2	- 7,3	0,9	15,5	- 4,6	3,3	11,2
Total ...	- 1,8	3,4	20,4	30,8	45,8	26,9	36,5	47,2
G. Intérêts de la dette publique	- 136,7	- 164,6	- 211,5	- 289,1	- 367,2	- 395,4	- 448,7	- 509,3
Revenu national net au coût des facteurs	2.469,1	2.627,8	2.827,2	2.910,0	3.144,4	3.320,6	3.600,6	3.849,9
H. Amortissements	281,4	302,5	312,1	332,1	367,3	401,7	420,7	440,5
Revenu national brut au coût des facteurs	2.750,5	2.930,3	3.139,3	3.242,1	3.511,7	3.722,3	4.021,3	4.290,4
I. Impôts indirects	363,9	387,7	412,1	435,8	476,0	509,7	529,5	557,4
J. Subventions	- 46,8	- 55,8	- 50,3	- 55,4	- 53,6	- 59,3	- 67,7	- 71,0
Produit national brut aux prix du marché	3.067,6	3.262,2	3.501,1	3.622,5	3.934,1	4.172,7	4.483,1	4.776,8

¹ Avant taxation.

² Après taxation.

I - 2. — VALEUR AJOUTEE BRUTE, AUX PRIX DU MARCHE, PAR BRANCHE D'ACTIVITE

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

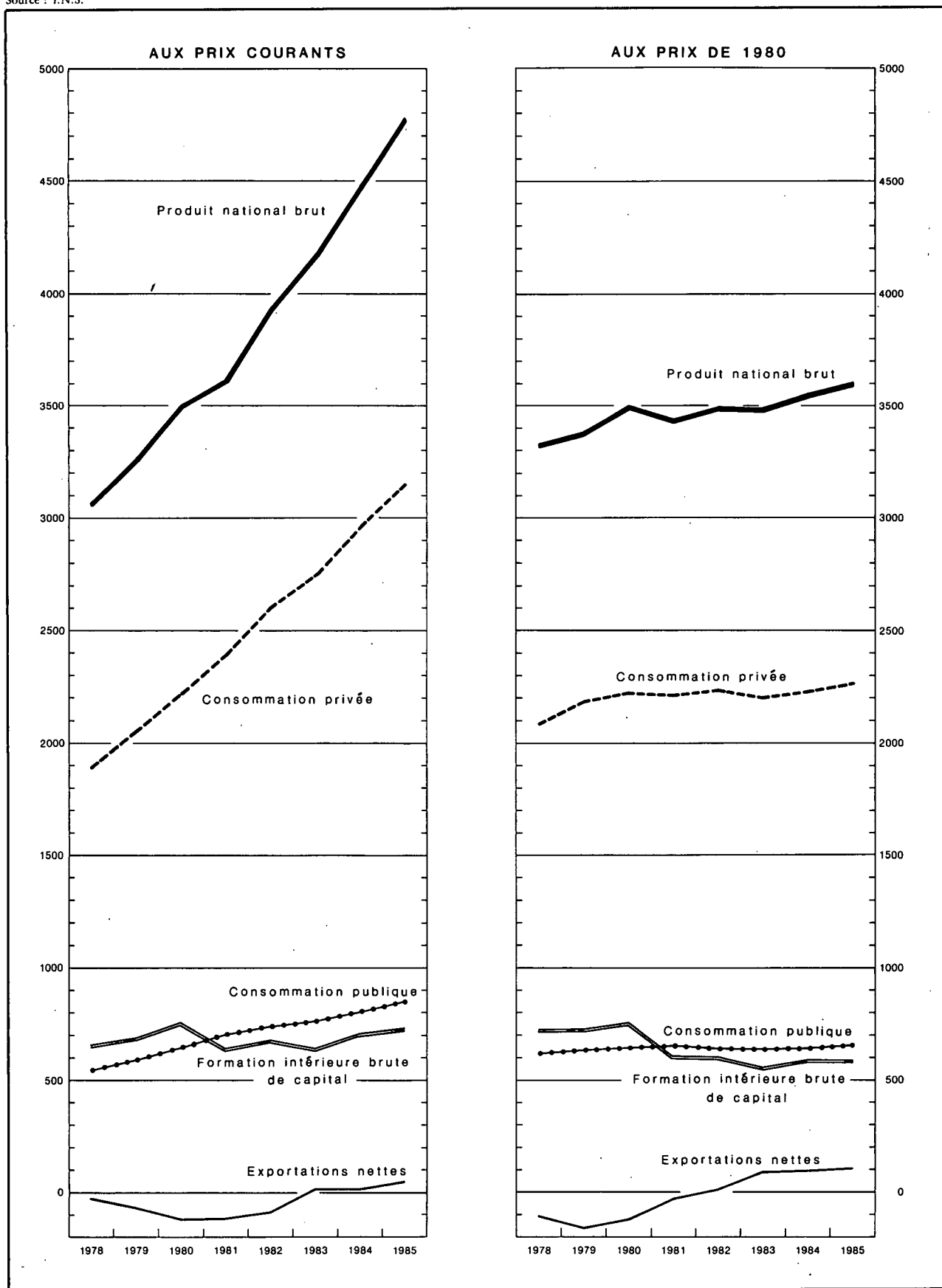
Source : I.N.S.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
1. Agriculture, sylviculture et pêche	78,6	75,6	79,4	88,6	97,7	110,6	113,1	115,4
2. Industries extractives	17,1	15,9	18,6	20,1	25,1	24,8	26,6	25,9
3. Industries manufacturières :								
a) Denrées alimentaires, boissons et tabac	147,0	151,1	157,4	164,6	188,7	201,4	215,6	229,5
b) Textiles	37,1	37,7	40,5	39,2	42,0	45,8	51,1	50,8
c) Vêtements et chaussures	23,1	23,4	22,7	22,9	25,7	23,8	24,2	25,4
d) Bois et meubles	36,7	37,8	41,1	39,9	41,2	39,2	40,1	41,7
e) Papier, impression, édition	39,9	44,8	45,0	44,3	50,4	52,2	56,4	55,0
f) Industrie chimique et activités connexes	82,6	101,5	100,0	90,0	112,1	120,8	133,0	139,0
g) Terre cuite, céramique, verre et ciment	36,5	36,7	39,1	33,4	36,3	37,6	41,4	38,0
h) Fer, acier et métaux non ferreux	51,4	59,4	54,7	54,4	58,4	62,8	74,1	68,7
i) Fabrications métalliques et constructions navales	243,5	241,3	247,6	229,2	255,7	269,2	274,2	288,1
j) Industries non dénommées ailleurs ...	108,0	116,0	122,6	121,6	132,8	146,2	158,6	166,9
<i>Total de la rubrique 3 ..</i>	<i>805,8</i>	<i>849,7</i>	<i>870,7</i>	<i>839,5</i>	<i>943,3</i>	<i>999,0</i>	<i>1.068,7</i>	<i>1.103,1</i>
4. Construction	228,5	233,7	263,0	229,8	238,0	234,6	236,1	248,1
5. Electricité, gaz et eau	93,5	105,8	109,6	120,7	121,2	147,9	163,0	188,7
6. Commerce, banques, assurances, immeu- bles d'habitation :								
a) Commerce	571,5	612,8	669,7	701,2	782,0	855,9	888,1	969,4
b) Services financiers et assurances	135,2	150,7	160,7	194,5	221,2	213,4	249,5	278,9
c) Immeubles d'habitation	136,1	150,2	168,4	193,3	212,5	234,2	257,9	277,9
<i>Total de la rubrique 6 ..</i>	<i>842,8</i>	<i>913,7</i>	<i>998,8</i>	<i>1.089,0</i>	<i>1.215,7</i>	<i>1.303,5</i>	<i>1.395,5</i>	<i>1.526,2</i>
7. Transports et communications	234,8	255,5	279,6	285,1	304,1	318,7	359,5	384,3
8. Services	838,4	903,7	983,7	1.062,2	1.139,0	1.200,1	1.274,3	1.349,7
9. Correction pour investissements par moy- ens propres	4,0	4,3	5,1	4,8	5,5	5,5	6,1	6,6
10. Consommation intermédiaire d'intérêts im- putés correspondant aux services gratuits rendus par les intermédiaires financiers ..	- 45,1	- 48,6	- 45,1	- 53,3	- 61,7	- 62,7	- 72,1	- 78,1
11. T.V.A. déductible sur la formation de capi- tal	- 32,0	- 34,8	- 47,2	- 53,6	- 66,7	- 69,4	- 77,6	- 85,9
Ajustement statistique	- 8,9	- 8,8	3,2	12,7	11,2	- 3,2	17,7	28,1
Produit intérieur brut aux prix du marché ..	3.057,5	3.265,7	3.519,4	3.645,6	3.972,4	4.209,4	4.510,9	4.812,1
12. Paiements nets de revenus aux facteurs de production dus par le reste du monde ..	10,1	- 3,5	- 18,3	- 23,1	- 38,3	- 36,7	- 27,8	- 35,3
Produit national brut aux prix du marché ..	3.067,6	3.262,2	3.501,1	3.622,5	3.934,1	4.172,7	4.483,1	4.776,8

I - 3. — P.N.B. CALCULE PAR L'ANALYSE DES DEPENSES

(milliards de francs)

Source : I.N.S.



I - 3a. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations à prix courants)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	365,4	379,8	399,7	411,4	469,5	514,1	557,9	585,1
2. Boissons	84,3	89,3	97,6	103,4	114,0	121,5	123,4	129,3
3. Tabac	31,9	34,4	35,4	37,6	45,1	49,2	53,4	54,4
4. Vêtements et effets personnels	147,5	160,7	183,2	186,2	209,9	215,8	220,5	232,9
5. Loyers, taxes, eau	187,2	205,4	228,1	258,8	285,3	313,5	341,1	366,1
6. Chauffage et éclairage	99,5	116,8	136,2	161,4	179,3	184,5	202,8	231,5
7. Articles ménagers durables	187,8	194,1	218,2	222,0	231,7	234,8	245,8	259,9
8. Entretien de la maison	82,1	88,2	94,8	100,2	107,8	115,3	122,1	127,8
9. Soins personnels et hygiène	202,7	215,6	229,7	252,0	278,4	304,9	325,2	345,4
10. Transports	212,1	233,4	254,7	274,5	300,7	327,0	350,9	372,5
11. Communications : P.T.T.	16,1	17,4	18,6	19,9	22,0	23,9	26,6	28,8
12. Loisirs	164,6	178,2	195,7	208,9	231,7	250,8	270,7	286,6
13. Enseignement et recherches	4,0	4,2	4,5	4,9	5,4	6,0	6,6	7,1
14. Services financiers	71,8	81,7	87,1	103,3	118,3	115,9	136,7	153,0
15. Services divers	17,3	19,2	19,3	20,4	21,5	22,7	24,9	28,1
16. Dépenses personnelles à l'étranger	61,8	71,6	78,5	88,2	82,6	88,5	93,3	100,7
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	- 43,4	- 50,6	- 55,8	- 69,7	- 87,5	- 112,3	- 121,0	- 124,8
Ajustement statistique	- 0,1	15,2	- 2,5	14,3	- 13,2	- 26,6	- 22,2	- 35,3
<i>Total ...</i>	<i>1.892,6</i>	<i>2.054,6</i>	<i>2.223,0</i>	<i>2.397,7</i>	<i>2.602,5</i>	<i>2.749,5</i>	<i>2.958,7</i>	<i>3.149,1</i>
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	391,8	426,5	471,3	517,8	549,3	559,1	589,0	622,3
2. Achats courants de biens et services	117,7	123,4	129,2	139,2	144,1	153,1	159,4	171,5
3. Intérêt imputé des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	22,1	24,6	27,7	29,9	30,3	31,5	33,2	36,0
4. Loyer payé	3,8	4,1	4,9	4,6	5,3	5,5	6,1	6,7
5. Amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics	5,7	6,4	7,2	7,8	7,9	8,2	8,6	9,3
6. Amortissement mobilier et matériel	2,8	3,1	3,3	3,5	3,7	3,9	4,2	4,5
<i>Total ...</i>	<i>543,9</i>	<i>588,1</i>	<i>643,6</i>	<i>702,8</i>	<i>740,6</i>	<i>761,3</i>	<i>800,5</i>	<i>850,3</i>
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	17,2	16,0	15,3	14,1	15,3	16,1	17,4	18,1
2. Industries extractives	2,5	3,0	3,0	2,9	3,3	4,7	5,0	5,0
3. Industries manufacturières	79,4	83,6	109,2	101,0	122,4	126,7	139,4	151,0
4. Construction	12,5	13,5	12,2	13,8	11,3	8,8	11,3	13,0
5. Electricité, gaz et eau	39,8	41,9	39,6	39,0	42,2	40,9	45,5	50,4
6. Commerce, banques, assurances	65,3	75,0	77,5	72,3	82,1	89,1	101,7	114,3
7. Immeubles d'habitation	228,0	209,6	224,7	139,0	131,4	132,7	138,2	153,1
8. Transports et communications	73,6	75,2	86,3	101,2	103,1	96,6	101,8	96,8
9. Pouvoirs publics et enseignement	99,6	107,6	122,9	123,2	122,9	114,7	105,7	96,5
10. Autres services	29,0	36,1	37,6	37,7	37,3	39,7	43,5	46,3
11. Variations de stocks	8,4	19,9	29,2	- 6,1	7,7	- 21,3	1,1	- 7,7
Ajustement statistique .....	...	5,1	- 0,8	3,8	- 3,4	- 6,2	- 5,3	- 8,2
<i>Total ...</i>	<i>655,3</i>	<i>686,5</i>	<i>756,7</i>	<i>641,9</i>	<i>675,6</i>	<i>642,5</i>	<i>705,3</i>	<i>728,6</i>
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	114,1	134,4	211,9	350,7	405,2	326,5	387,1	465,6
2. Exportations de biens et services	1.550,9	1.825,8	2.082,0	2.352,5	2.715,0	3.003,5	3.384,8	3.556,9
Exportations totales ...	1.665,0	1.960,2	2.293,9	2.703,2	3.120,2	3.330,0	3.771,9	4.022,5
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	104,0	137,9	230,2	373,8	443,5	363,2	414,9	500,9
4. Importations de biens et services	1.585,2	1.889,3	2.185,9	2.449,3	2.761,3	2.947,4	3.338,4	3.472,8
Importations totales ...	1.689,2	2.027,2	2.416,1	2.823,1	3.204,8	3.310,6	3.753,3	3.973,7
Exportations nettes ...	- 24,2	- 67,0	- 122,2	- 119,9	- 84,6	19,4	18,6	48,8
Produit national brut aux prix du marché	3.067,6	3.262,2	3.501,1	3.622,5	3.934,1	4.172,7	4.483,1	4.776,8

I - 3b. — AFFECTATION DU PRODUIT NATIONAL

(Estimations aux prix de 1980 — Indices 1980 = 100)

Source : I.N.S.

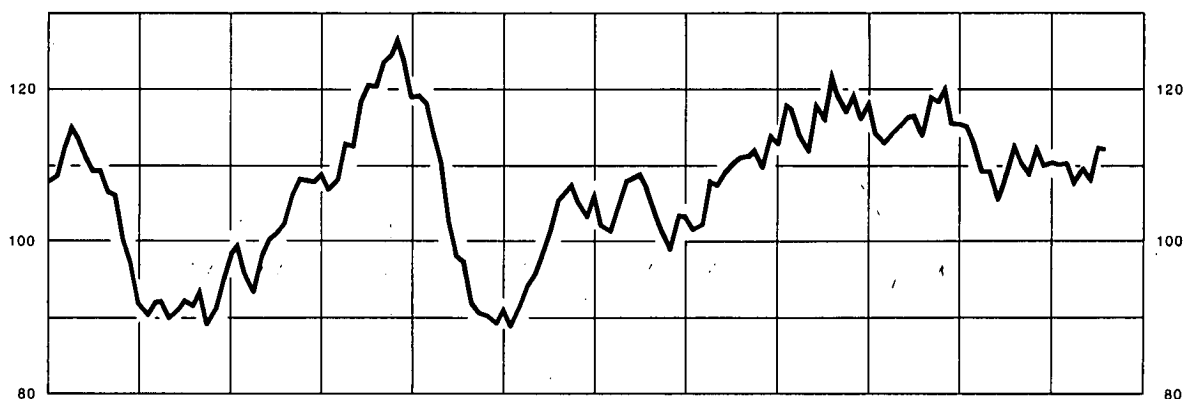
	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
A. Consommation privée :								
1. Produits alimentaires	96	99	100	98	102	101	103	105
2. Boissons	91	94	100	96	98	97	95	95
3. Tabac	96	100	100	98	105	102	103	97
4. Vêtements et effets personnels	88	91	100	98	104	100	97	96
5. Loyers, taxes, eau	93	97	100	104	106	108	110	113
6. Chauffage et éclairage	102	105	100	97	95	92	95	103
7. Articles ménagers durables	88	90	100	99	99	94	94	96
8. Entretien de la maison	97	99	100	100	102	101	101	100
9. Soins personnels et hygiène	96	98	100	104	106	108	108	109
10. Transports	98	102	100	98	98	98	100	101
11. Communications : P.T.T.	89	96	100	107	107	108	110	116
12. Loisirs	92	96	100	101	107	107	108	107
13. Enseignement et recherches	96	98	100	102	104	106	108	111
14. Services financiers	85	94	100	110	115	108	115	122
15. Services divers	99	105	100	98	97	97	102	106
16. Dépenses personnelles à l'étranger	84	95	100	105	93	92	93	94
17. Moins : dépenses des non-résidents en Belgique	83	94	100	116	139	164	169	164
<i>Total ...</i>	94	98	100	100	101	99	100	102
B. Consommation publique :								
1. Rémunérations et pensions	95	98	100	102	101	101	103	103
2. Achats courants de biens et services	103	102	100	101	96	96	95	98
3. Intérêt imputé et amortissement des bâtiments administratifs et des établissements d'enseignement des pouvoirs publics ; loyer payé ; amortissement sur mobilier et matériel du pouvoir central	91	95	100	97	92	89	88	91
<i>Total ...</i>	96	98	100	101	100	100	100	102
C. Formation intérieure brute de capital :								
1. Agriculture, sylviculture et pêche	119	107	100	88	90	89	92	92
2. Industries extractives	86	103	100	93	101	136	140	137
3. Industries manufacturières	77	78	100	90	103	102	109	115
4. Construction	108	113	100	110	84	62	77	86
5. Electricité, gaz et eau	110	110	100	93	94	89	95	101
6. Commerce, banques, assurances	91	100	100	89	94	97	106	114
7. Immeubles d'habitation	117	101	100	59	55	54	53	56
8. Transports et communications	90	90	100	111	104	93	95	88
9. Pouvoirs publics (à l'exclusion de l'enseignement)	89	92	100	88	80	69	63	53
10. Enseignement	94	95	100	98	90	88	74	69
11. Autres services	85	101	100	94	87	88	94	95
<i>Total ...</i>	96	96	100	80	80	73	77	77
D. Exportations nettes de biens et services :								
1. Revenus des facteurs reçus du reste du monde	59	66	100	158	170	129	145	166
2. Exportations de biens et services	89	96	100	103	105	109	114	116
Exportations totales ...	86	93	100	108	111	111	116	121
3. Revenus des facteurs versés au reste du monde	49	62	100	155	171	132	143	165
4. Importations de biens et services	90	98	100	99	98	98	103	105
Importations totales ...	86	95	100	104	105	101	107	110
Produit national brut aux prix du marché	95	97	100	99	100	100	102	103

I - 4. ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

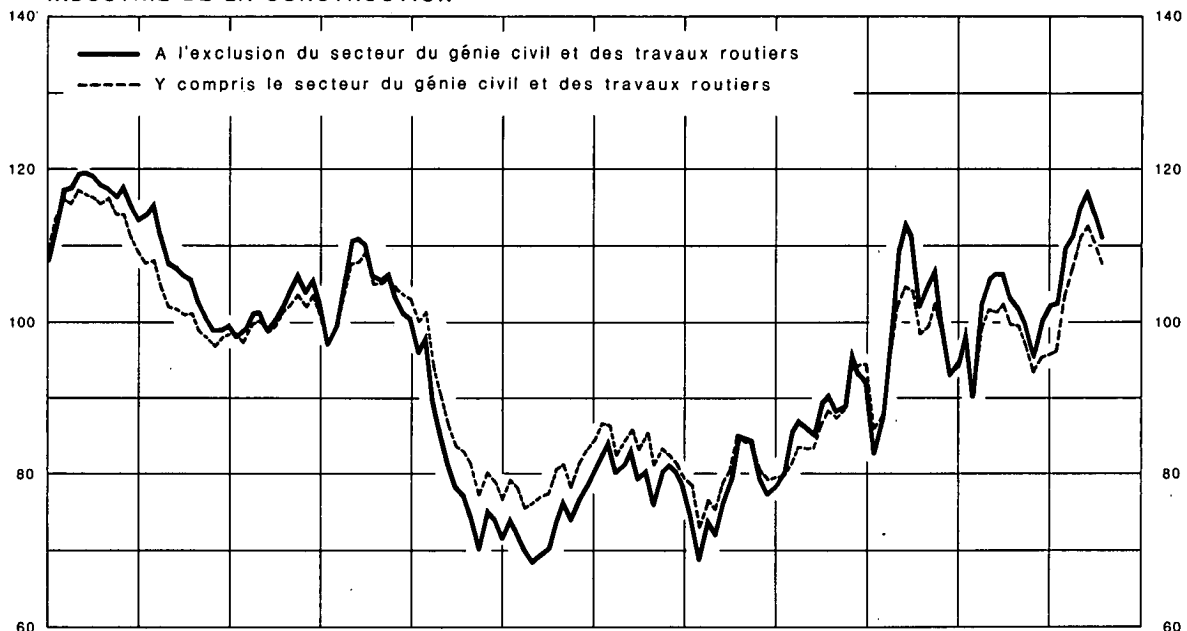
Courbes synthétiques par branche d'activité.

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

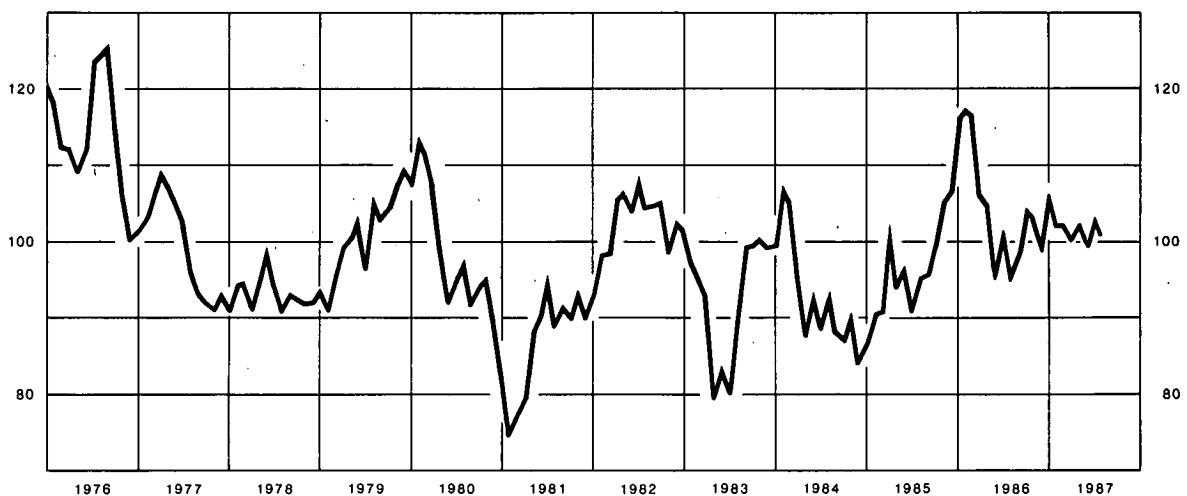
INDUSTRIE MANUFACTURIERE



INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION



COMMERCE



I - 4a. — ENQUETES SUR LA CONJONCTURE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Industrie manufacturière	Industrie de la construction à l'exclusion du génie civil et des travaux routiers	Commerce ¹	Courbe globale	Industrie de la construction y compris le génie civil et les travaux routiers
Coefficient de pondération	70	15	15	100	p.m.
1984 Juillet	122,60	90,66	93,25	113,41	88,53
Août	119,64	88,52	88,27	110,27	87,74
Septembre	117,87	88,99	87,52	108,99	88,32
Octobre	119,92	96,54	90,62	112,02	93,92
Novembre	116,67	93,47	84,64	108,39	94,23
Décembre	118,70	92,32	86,76	109,95	94,46
1985 Janvier	114,16	83,36	90,56	106,00	86,28
Février	113,16	87,51	90,85	105,97	87,52
Mars	114,30	98,74	102,03	110,13	95,34
Avril	115,34	109,87	94,56	111,40	102,29
Mai	116,42	113,12	96,88	112,99	104,76
Juin	116,82	111,50	91,59	112,24	104,13
Juillet	114,82	102,97	95,10	110,08	98,78
Août	119,01	105,15	95,80	113,45	99,52
Septembre	118,70	107,26	99,84	114,15	102,84
Octobre	120,49	99,94	105,03	115,09	98,31
Novembre	115,75	93,32	106,72	111,03	93,04
Décembre	115,71	94,93	116,12	112,65	94,01
1986 Janvier	115,17	99,27	117,53	113,14	97,66
Février	112,99	90,95	116,79	110,25	90,87
Mars	109,43	102,71	106,28	107,95	98,95
Avril	109,46	105,84	104,97	108,24	101,80
Mai	106,19	106,46	96,19	104,73	101,66
Juin	109,32	106,42	101,56	107,72	102,55
Juillet	113,00	103,14	95,83	108,95	99,88
Août	110,82	102,03	98,70	107,68	99,53
Septembre	109,46	100,23	104,21	107,29	96,99
Octobre	112,84	95,70	103,14	108,81	93,60
Novembre	110,37	100,38	100,02	107,32	95,42
Décembre	110,57	102,44	106,28	108,71	95,85
1987 Janvier	110,36	102,68	102,26	107,99	96,24
Février	110,47	109,95	102,39	109,18	103,68
Mars	107,91	111,40	100,17	107,27	107,26
Avril	109,81	115,44	102,19	109,51	111,04
Mai	108,55	117,19	99,97	108,56	112,58
Juin	112,71	114,26	103,34	111,54	110,25
Juillet	112,55	111,03	100,86	110,57	107,67

¹ Synthèse du commerce de gros en appareils électro-ménagers, textile, voitures automobiles, chaussures, alimentation et produits d'entretien.

I - 4b.1 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,5	15,1	14,7	9,8	8,3	18,4	12,2	100
1984 Juillet	112,14	116,04	126,11	136,46	145,11	117,38	126,47	122,60
Août	109,61	119,08	118,61	133,37	139,52	113,85	123,51	119,64
Septembre	112,41	115,54	113,49	123,90	137,50	111,18	127,66	117,87
Octobre	109,61	121,26	123,46	127,49	140,35	111,25	125,39	119,92
Novembre	108,38	113,27	114,04	129,20	139,28	110,29	122,92	116,67
Décembre	110,10	115,30	113,88	131,08	137,94	111,12	132,39	118,70
1985 Janvier	103,33	109,63	115,65	132,63	131,66	109,29	117,75	114,16
Février	104,92	111,18	112,47	119,35	134,05	108,89	118,29	113,16
Mars	101,88	120,02	117,08	131,37	134,36	105,19	112,32	114,30
Avril	109,08	120,64	120,21	123,62	139,04	103,48	109,25	115,34
Mai	106,99	116,76	121,50	122,79	131,66	109,18	121,98	116,42
Juin	110,13	119,97	115,42	127,01	133,00	108,88	119,29	116,82
Juillet	110,11	115,57	111,03	126,77	133,54	105,62	118,46	114,82
Août	112,35	117,94	113,25	134,72	135,43	111,65	126,47	119,01
Septembre	111,17	122,46	114,37	131,15	128,76	112,54	125,10	118,70
Octobre	110,74	120,35	117,99	145,73	137,13	113,64	119,74	120,49
Novembre	107,99	105,88	112,60	136,32	131,86	112,30	123,18	115,75
Décembre	107,07	106,36	109,49	137,30	137,08	110,83	125,57	115,71
1986 Janvier	104,41	118,64	109,09	139,52	135,19	107,50	115,77	115,17
Février	100,73	118,05	102,78	126,77	131,13	109,82	122,11	112,99
Mars	100,21	111,52	101,63	120,34	119,41	107,36	120,11	109,43
Avril	100,92	119,85	99,71	116,14	116,62	106,52	117,66	109,46
Mai	98,09	105,48	94,81	118,36	120,17	105,04	117,53	106,19
Juin	101,15	109,94	107,55	125,97	123,64	103,74	110,52	109,32
Juillet	104,76	114,21	98,22	134,46	140,57	104,87	120,25	113,00
Août	105,61	104,64	103,51	130,10	136,75	97,03	124,25	110,82
Septembre	106,17	109,84	102,15	123,95	125,90	99,43	116,00	109,46
Octobre	106,47	111,37	109,49	133,64	130,10	102,76	116,83	112,84
Novembre	104,21	105,28	112,24	125,90	131,88	99,45	114,79	110,37
Décembre	105,34	105,64	111,85	125,04	133,99	99,53	113,57	110,57
1987 Janvier	98,49	106,68	108,74	119,76	137,58	106,71	117,29	110,36
Février	101,78	111,98	106,66	128,34	136,31	103,62	107,10	110,47
Mars	100,53	110,11	103,82	117,01	115,79	102,61	118,50	107,91
Avril	102,06	111,99	103,20	123,59	122,83	102,01	120,68	109,81
Mai	103,86	110,12	98,54	117,37	119,14	105,67	117,09	108,55
Juin	104,67	115,76	114,60	123,61	124,74	103,49	117,87	112,71
Juillet	106,94	113,45	117,72	115,09	126,74	104,76	115,19	112,55

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du carnet de commandes étrangères ¹					C. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1986		1987			1986		1987			1986		1987		
	Juillet	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juillet	Juillet	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juillet	Juillet	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juillet
Ensemble des industries	- 21	- 26	- 28	- 29	- 29	- 24	- 28	- 28	- 34	- 30	+ 5	+ 6	+ 9	+ 9	+ 3
I. Biens de consommation	- 7	- 12	- 20	- 31	- 33	- 5	- 5	- 11	- 24	- 23	+ 6	+ 8	+ 9	+ 11	+ 8
II. Biens d'investissement	- 31	- 34	- 43	- 35	- 26	- 44	- 43	- 54	- 51	- 36	+ 6	+ 3	+ 12	+ 8	- 1
III. Biens intermédiaires	- 26	- 35	- 24	- 30	- 26	- 33	- 41	- 24	- 37	- 29	+ 6	+ 6	+ 7	+ 8	+ 5
Industrie textile	- 37	- 36	- 32	- 38	- 32	- 40	- 38	- 33	- 43	- 33	+ 18	+ 21	+ 22	+ 20	+ 23
dont : Laine	- 46	- 61	- 52	- 58	- 58	- 58	- 59	- 48	- 50	- 42	+ 19	+ 17	+ 6	+ 5	+ 7
Coton	- 58	- 41	- 32	- 45	- 31	- 68	- 48	- 40	- 64	- 48	+ 28	+ 32	+ 36	+ 32	+ 35
Bonneterie	- 18	- 32	- 23	- 16	- 17	+ 32	- 50	- 9	- 21	- 3	+ 16	+ 20	+ 12	+ 34	+ 29
Industrie des chaussures et de l'habillement	- 14	- 29	- 32	- 37	- 32	- 20	- 29	- 18	- 21	- 19	+ 6	+ 2	+ 2	+ 3	+ 1
dont : Chaussures	- 62	- 43	- 75	- 55	- 87	- 90	- 71	- 94	- 98	- 96	- 31	0	- 42	- 4	+ 1
Habillement	- 4	- 26	- 24	- 33	- 21	- 15	- 25	- 13	- 15	- 13	+ 14	+ 2	+ 12	+ 5	+ 1
Industrie du bois et du meuble en bois	- 17	- 17	- 17	- 16	- 19	- 41	- 23	- 23	- 27	- 19	+ 7	+ 15	+ 16	+ 7	+ 1
dont : Bois	- 4	- 17	- 8	+ 5	- 6	- 30	- 22	- 9	- 1	- 4	+ 2	0	0	- 2	+ 8
Meubles en bois	- 25	- 18	- 24	- 31	- 28	- 46	- 24	- 31	- 41	- 28	+ 11	+ 25	+ 25	+ 14	+ 8
Papiers et cartons	+ 7	- 22	- 22	- 30	- 10	- 14	- 21	- 12	- 46	+ 2	- 9	+ 20	+ 3	+ 14	+ 11
dont : Production de papier et carton	+ 6	- 26	- 6	- 33	+ 8	- 19	- 24	- 5	- 54	+ 11	+ 4	+ 28	- 1	+ 33	+ 26
Transformation de papier et carton	+ 8	- 20	- 34	- 28	- 24	- 2	- 13	- 32	- 24	- 25	- 18	+ 14	+ 5	+ 1	0
Industrie du cuir	- 80	- 74	- 74	- 67	- 63	- 86	- 82	- 80	- 77	- 67	+ 63	+ 2	+ 2	+ 16	+ 44
Transformation de matières plastiques	- 11	- 15	- 6	- 11	+ 22	+ 9	- 12	- 7	- 3	+ 49	- 19	- 25	- 15	+ 6	- 5
Raffinage de pétrole	+ 46	0	+ 13	+ 13	0	+ 46	- 15	+ 13	+ 2	0	0	0	0	0	0
Production et première transformation des métaux	- 37	- 48	- 28	- 41	- 33	- 39	- 52	- 30	- 48	- 37	+ 8	- 3	- 4	- 1	- 3
dont : Métaux ferreux	- 34	- 49	- 26	- 44	- 37	- 41	- 60	- 34	- 53	- 45	+ 3	- 9	- 14	- 7	- 6
Métaux non ferreux	- 45	- 40	- 40	- 27	- 12	- 21	- 14	- 13	- 22	+ 9	+ 19	+ 10	+ 20	+ 15	+ 4
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 3	+ 4	- 12	- 9	+ 15	- 24	- 1	- 20	- 34	+ 8	+ 6	+ 1	+ 9	+ 7	- 6
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 2	+ 6	- 12	- 8	+ 19	- 25	+ 3	- 23	- 33	+ 16	+ 2	- 4	+ 7	+ 3	- 8
Industrie chimique	- 10	- 1	+ 5	+ 9	- 9	- 3	+ 1	+ 7	+ 9	- 20	+ 4	+ 2	+ 1	- 2	- 4
Production de fibres artificielles et synthétiques	- 29	- 83	- 65	- 90	- 90	- 59	- 89	- 57	- 89	- 94	+ 29	+ 52	+ 83	+ 90	+ 90
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 21	- 42	- 56	- 46	- 50	- 11	- 41	- 51	- 37	- 37	- 12	+ 5	+ 15	+ 19	+ 8
Construction de machines et de matériel mécanique	- 39	- 46	- 50	- 38	- 32	- 38	- 41	- 49	- 40	- 31	- 5	- 11	+ 5	- 3	- 18
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 52	- 83	- 99	- 82	- 50	- 52	- 99	- 99	- 83	- 51	+ 49	0	+ 1	0	0
Machines-outils	0	0	0	0	0	0	+ 26	0	0	0	- 100	- 100	- 100	- 33	- 100
Machines textiles	- 26	+ 10	- 13	- 24	- 24	- 25	+ 15	- 21	- 23	- 24	-	-	-	-	-
Moteurs, compresseurs, pompes	- 33	- 38	- 41	- 39	- 44	- 25	- 16	- 23	- 33	- 36	+ 12	+ 9	+ 16	+ 7	+ 6
Construction électrique et électronique	- 49	- 46	- 55	- 67	- 65	- 66	- 56	- 66	- 88	- 87	+ 20	+ 21	+ 25	+ 21	+ 21
dont : Construction électrique d'équipement	- 52	- 59	- 61	- 52	- 49	- 78	- 86	- 85	- 81	- 79	+ 27	+ 29	+ 32	+ 29	+ 28
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 50	- 11	- 40	- 99	- 99	- 57	- 5	- 37	- 100	- 100	+ 10	+ 11	+ 11	+ 11	+ 11
Construction d'automobiles et pièces détachées	+ 38	+ 39	+ 13	0	0	+ 38	+ 40	+ 14	0	+ 1	0	0	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	- 69	- 72	- 69	- 82	- 91	- 77	- 86	- 79	- 88	- 95	- 17	- 5	+ 25	+ 8	+ 34
dont : Construction navale	- 90	- 93	- 91	- 92	- 93	- 100	- 100	- 98	- 97	- 98	-	-	-	-	-
Construction de cycles et motocycles	+ 36	+ 31	+ 36	- 33	- 78	- 12	- 12	+ 44	- 52	- 100	- 17	- 5	+ 25	+ 8	+ 34

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 1)

	D. Entraves à la production ¹																			
	Aucune entrave					Production entravée par insuffisance de														
						demande					main-d'œuvre					équipement				
	1986		1987			1986		1987			1986		1987			1986		1987		
	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin
Ensemble des industries	17	16	13	20	23	70	69	71	69	70	5	6	4	3	2	5	5	3	5	2
I. Biens de consommation	17	16	12	24	27	64	58	62	67	65	12	12	12	4	5	7	8	1	6	1
II. Biens d'investissement	15	18	11	12	21	74	75	80	75	70	3	3	2	4	2	4	4	5	7	5
III. Biens intermédiaires	14	15	14	16	15	72	71	71	70	74	2	1	2	1	1	3	3	3	2	1
Industrie textile	20	21	16	12	17	72	68	71	79	70	4	4	6	4	4	4	2	4	3	4
dont : Laine	20	34	19	11	17	66	62	61	77	72	3	1	11	1	1	13	3	3	5	5
Coton	7	12	10	10	10	92	82	84	88	87	1	1	2	1	1	1	2	4	1	1
Bonneterie	34	24	5	5	16	46	46	78	70	49	11	14	6	11	10	3	3	7	9	14
Industrie des chaussures et de l'habillement	22	21	14	16	19	54	57	76	74	70	15	12	9	8	12	1	0	0	0	0
dont : Chaussures	14	16	9	9	20	86	61	91	91	80	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Habillement	23	22	15	18	18	48	56	73	70	68	18	14	11	10	15	2	0	0	0	0
Industrie du bois et du meuble en bois	11	28	32	23	34	82	63	57	67	59	2	5	5	4	3	2	4	4	4	0
dont : Bois	18	24	37	25	35	72	63	47	56	57	1	0	1	2	1	4	9	6	10	0
Meubles en bois	7	31	28	21	33	89	64	64	75	60	2	8	8	6	5	0	1	2	0	1
Papiers et cartons	14	31	22	26	23	70	57	59	68	67	11	4	4	4	4	5	6	5	3	2
dont : Production de papier et carton	17	51	25	39	30	63	49	43	58	68	20	0	0	3	0	5	0	0	0	0
Transformation de papier et carton	13	15	20	16	17	75	64	71	76	67	4	7	7	6	7	5	11	8	6	4
Industrie du cuir	8	28	28	78	28	84	64	64	14	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Transformation de matières plastiques	45	13	29	73	54	46	84	68	27	46	1	0	0	0	0	0	3	3	0	0
Raffinage de pétrole	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Production et première transformation des métaux	4	4	4	4	3	74	68	71	70	77	0	0	0	0	0	0	1	2	0	1
dont : Métaux ferreux	6	5	6	4	4	73	71	69	73	74	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Métaux non ferreux	0	1	0	0	0	74	56	77	56	94	0	0	0	0	0	0	5	8	0	3
Industrie des produits minéraux non métalliques	25	35	18	19	33	61	50	63	61	48	1	0	3	4	4	14	13	16	17	16
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	23	26	15	15	33	61	58	64	64	47	1	0	3	5	4	16	15	18	19	18
Industrie chimique	0	0	0	0	0	96	95	97	96	96	0	0	0	0	0	2	2	2	2	1
Production de fibres artificielles et synthétiques	69	96	96	96	90	0	0	0	0	6	0	0	0	0	0	31	4	4	4	4
Fabrication d'ouvrages en métaux	18	15	12	11	15	71	82	86	85	79	3	2	1	4	2	3	2	3	18	1
Construction de machines et de matériel mécanique	22	19	20	18	30	72	76	78	67	67	3	5	2	5	1	0	0	0	6	2
dont : Machines et tracteurs agricoles	0	0	0	0	0	100	100	100	100	100	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Machines-outils	100	82	82	0	100	0	0	0	0	0	0	18	18	0	0	0	0	0	0	0
Machines textiles	74	76	76	76	76	26	24	24	24	24	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Moteurs, compresseurs, pompes	1	4	4	22	30	78	96	96	78	70	9	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction électrique et électronique	8	6	0	15	10	71	77	67	72	90	4	4	0	2	0	1	1	1	0	0
dont : Construction électrique d'équipement	6	11	0	18	10	88	86	91	82	90	6	6	0	4	0	1	1	1	0	0
Appareils électroménagers, radio, télévision	12	0	0	10	11	49	56	20	53	89	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	25	0	0	70	70	37	29	29	30	30	38	41	41	0	0	38	41	0	0	0
Construction d'autre matériel de transport	12	12	12	7	6	88	88	88	92	94	0	1	1	1	1	0	0	0	0	0
dont : Construction navale	0	0	0	0	0	100	100	100	98	100	0	2	2	2	2	0	0	0	0	0
Construction de cycles et motocycles	69	70	70	36	36	31	30	30	64	64	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

¹ En pourcentage du total des entreprises.

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 2)

	E. Appréciation de la capacité de production installée ¹					F. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					G. Durée moyenne de production assurée (en mois)				
	1986			1987		1986			1987		1986		1987		
	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Juillet	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juillet
Ensemble des industries	+ 26	+ 29	+ 23	+ 29	+ 26	79,0	79,2	78,1	78,1	79,0	3,23	3,15	3,22	3,11	3,17
I. Biens de consommation	+ 14	+ 16	+ 13	+ 26	+ 22	83,1	84,6	83,7	82,8	83,7	2,44	2,73	2,64	2,65	2,64
II. Biens d'investissement	+ 39	+ 44	+ 35	+ 43	+ 29	73,6	74,4	71,6	73,0	74,1	4,57	4,33	4,43	4,15	4,21
III. Biens intermédiaires	+ 39	+ 38	+ 36	+ 43	+ 41	76,7	75,0	71,8	73,9	75,1	3,43	3,22	3,35	3,34	3,38
Industrie textile	+ 41	+ 41	+ 37	+ 38	+ 41	73,3	74,8	71,9	72,1	74,5	1,85	2,05	1,93	1,95	1,93
dont : Laine	+ 39	+ 44	+ 54	+ 41	+ 49	71,9	74,6	67,2	73,5	72,8	1,53	1,59	1,70	1,55	1,79
Coton	+ 55	+ 45	+ 39	+ 44	+ 48	70,7	74,0	71,3	70,0	71,6	1,91	2,03	2,08	2,07	2,02
Bonneterie	+ 22	+ 28	+ 22	+ 33	+ 22	73,0	74,6	68,9	70,5	72,8	1,88	1,92	2,07	2,38	2,14
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 36	+ 35	+ 29	+ 39	+ 26	82,1	82,5	79,1	79,8	78,3	2,10	2,00	1,80	2,00	1,90
dont : Chaussures	+ 55	+ 50	+ 36	+ 40	+ 42	73,2	74,0	70,7	68,4	68,0	1,56	1,82	1,42	1,72	1,39
Habillement	+ 32	+ 32	+ 28	+ 39	+ 22	83,9	84,3	80,8	82,3	80,5	2,22	2,05	1,88	2,06	2,01
Industrie du bois et du meuble en bois	+ 40	+ 33	+ 29	+ 22	+ 27	82,5	83,7	84,7	80,9	84,4	1,71	1,49	1,62	1,59	1,67
dont : Bois	+ 27	+ 30	+ 4	+ 7	+ 9	83,5	83,3	85,5	79,8	84,8	2,22	1,74	1,91	1,91	2,07
Meubles en bois	+ 49	+ 35	+ 46	+ 32	+ 40	81,7	83,9	84,2	81,6	84,0	1,34	1,32	1,42	1,37	1,38
Papiers et cartons	+ 5	+ 28	+ 22	+ 32	+ 33	82,9	83,0	81,8	85,5	84,4	1,64	1,32	1,48	1,59	1,61
dont : Production de papier et carton	+ 6	+ 35	+ 25	+ 42	+ 23	89,2	89,8	83,9	91,5	87,5	1,79	1,48	1,85	1,77	1,79
Transformation de papier et carton	+ 5	+ 23	+ 20	+ 23	+ 40	78,1	77,8	80,3	81,0	82,0	1,53	1,20	1,19	1,45	1,48
Industrie du cuir	+ 22	+ 14	+ 14	+ 72	+ 92	88,2	78,1	81,2	73,3	78,0	2,04	2,14	2,14	2,15	2,16
Transformation de matières plastiques	+ 23	+ 37	+ 18	+ 11	+ 3	82,7	80,0	83,6	80,9	82,8	3,23	3,27	3,31	3,21	3,31
Production et première transformation des métaux	+ 58	+ 54	+ 56	+ 67	+ 64	71,8	70,8	60,9	67,0	68,7	1,92	1,70	1,95	1,92	2,13
dont : Métaux ferreux	+ 68	+ 65	+ 68	+ 79	+ 74	69,4	68,4	56,7	63,9	66,1	1,83	1,57	1,85	1,82	2,05
Métaux non ferreux	+ 5	+ 2	+ 3	+ 7	+ 16	83,7	82,6	81,9	82,9	81,4	2,38	2,38	2,46	2,42	2,51
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 21	+ 10	+ 16	+ 7	- 11	83,0	84,4	80,0	82,4	85,8	1,87	1,52	1,81	1,96	2,05
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 15	+ 9	+ 14	+ 8	- 14	82,6	83,8	78,7	81,4	85,4	1,79	1,45	1,75	1,92	2,04
Industrie chimique	+ 18	+ 13	+ 4	+ 6	+ 5	79,0	78,3	81,0	81,1	81,5	—	—	—	—	—
Production de fibres artificielles et synthétiques	0	0	+ 64	0	0	100,0	99,6	100,0	100,0	99,3	2,68	2,30	2,20	2,14	2,37
Fabrication d'ouvrages en métaux	+ 39	+ 30	+ 39	+ 70	+ 60	73,9	73,1	72,6	74,0	74,1	4,23	3,55	3,64	3,90	3,83
Construction de machines et de matériel mécanique	+ 26	+ 45	+ 26	+ 38	+ 26	73,6	74,8	69,3	71,5	72,3	4,81	4,66	4,82	4,60	4,49
dont : Machines et tracteurs agricoles	+ 51	+ 99	+ 51	+ 99	+ 99	61,1	70,6	43,4	61,5	64,1	6,57	6,99	7,08	7,09	6,99
Machines-outils	0	0	0	0	- 82	93,8	98,1	98,1	94,0	98,1	5,87	6,09	6,37	6,80	5,91
Machines textiles	0	+ 24	+ 24	+ 20	+ 24	92,1	87,4	87,7	86,6	85,2	5,05	5,36	5,12	5,29	5,25
Moteurs, compresseurs, pompes	+ 10	+ 62	+ 13	+ 42	+ 38	74,7	65,2	66,1	65,5	65,0	5,38	4,24	3,98	3,42	3,26
Construction électrique et électronique	+ 20	+ 50	+ 25	+ 38	+ 29	81,0	81,9	82,5	78,1	77,4	5,89	6,36	6,26	5,76	5,60
dont : Construction électrique d'équipement	+ 54	+ 80	+ 42	+ 63	+ 46	75,4	76,2	76,6	71,5	71,8	5,62	5,27	5,12	4,59	4,46
Appareils électroménagers, radio, télévision	- 39	0	0	0	0	89,4	91,3	92,4	88,7	86,2	6,85	9,45	9,46	8,94	8,71
Construction d'automobiles et pièces détachées	- 38	- 41	- 41	0	0	94,3	96,4	96,7	98,5	98,5	2,59	2,56	2,54	2,34	2,50
Construction d'autre matériel de transport	+ 82	+ 82	+ 82	+ 80	+ 82	57,3	57,1	54,8	50,8	48,4	5,85	7,22	6,84	5,13	6,28
dont : Construction navale	+ 94	+ 95	+ 95	+ 95	+ 95	46,2	43,5	41,9	39,2	36,1	0,87	0,61	0,48	0,18	1,77
Construction de cycles et motocycles	+ 15	+ 13	+ 13	0	+ 13	86,4	86,6	86,1	78,6	87,1	2,48	2,37	2,54	2,57	2,09

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

I - 4b.2 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR SECTEUR (suite 3)

	H. Prévision de la demande au cours des trois prochains mois ¹					I. Prévision de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					J. Prévision des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1986		1987			1986		1987			1986		1987		
	Juillet	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juillet	Juillet	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juillet	Juillet	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juillet
Ensemble des industries	- 5	- 12	- 7	- 9	- 8	- 11	- 19	- 12	- 13	- 10	+ 2	- 3	+ 3	+ 6	+ 8
I. Biens de consommation	+ 7	+ 2	0	- 9	- 9	+ 5	- 7	- 12	- 18	- 9	+ 12	+ 7	+ 12	+ 7	+ 15
II. Biens d'investissement	- 17	- 19	- 15	- 16	- 14	- 14	- 24	- 18	- 15	- 18	+ 8	+ 7	+ 1	+ 5	+ 5
III. Biens intermédiaires	- 1	- 21	- 8	- 6	- 3	- 26	- 29	- 7	- 8	- 3	- 13	- 25	- 1	+ 10	+ 8
Industrie textile	- 1	- 10	- 14	- 20	- 8	- 13	- 14	- 10	- 15	- 3	- 17	+ 4	- 9	+ 3	+ 23
dont : Laine	- 4	- 27	- 30	- 43	- 21	- 4	- 27	- 23	- 29	- 18	- 43	- 11	- 35	- 16	+ 17
Coton	- 13	- 18	- 25	- 25	- 5	- 32	- 19	- 6	- 20	- 1	- 27	+ 8	- 9	0	+ 27
Bonneterie	+ 5	- 3	- 6	- 14	- 32	- 6	- 6	- 15	- 7	- 5	0	+ 3	+ 1	+ 9	+ 16
Industrie des chaussures et de l'habillement	+ 1	- 16	- 15	- 12	- 3	+ 10	- 10	- 11	- 6	0	+ 4	+ 14	+ 14	+ 12	+ 20
dont : Chaussures	+ 46	- 22	- 19	- 28	+ 15	+ 22	- 12	+ 3	- 7	- 2	+ 9	+ 5	+ 2	0	+ 27
Habillement	- 9	- 15	- 14	- 9	- 6	+ 7	- 9	- 13	- 5	+ 1	+ 3	+ 16	+ 16	+ 16	+ 19
Industrie du bois et du meuble en bois	- 5	- 1	+ 2	- 6	- 3	- 2	- 12	- 3	- 5	- 1	+ 8	+ 17	+ 24	+ 12	+ 14
dont : Bois	- 5	- 8	+ 14	+ 8	+ 5	+ 2	- 12	+ 4	+ 6	0	+ 2	+ 16	+ 32	+ 18	+ 27
Meubles en bois	- 3	+ 3	- 6	- 16	- 9	- 3	- 12	- 8	- 13	- 1	+ 11	+ 17	+ 18	+ 7	+ 4
Papiers et cartons	+ 22	+ 7	0	- 5	+ 9	+ 8	0	+ 7	0	+ 3	+ 14	- 5	0	+ 4	+ 7
dont : Production de papier et carton	+ 26	+ 15	+ 16	- 6	+ 14	+ 13	+ 16	+ 33	- 6	0	+ 47	+ 24	+ 34	+ 21	+ 3
Transformation de papier et carton	+ 18	0	- 11	- 3	+ 5	+ 4	- 12	- 12	+ 4	+ 6	- 10	- 26	- 26	- 9	+ 10
Industrie du cuir	+ 8	+ 2	- 9	- 3	0	- 61	- 6	- 50	- 44	- 64	+ 8	0	+ 8	+ 5	+ 8
Transformation de matières plastiques	- 25	+ 10	+ 2	- 8	- 13	- 30	+ 13	+ 15	- 13	+ 38	- 11	- 2	- 5	+ 7	- 23
Raffinage de pétrole	+ 40	+ 22	+ 4	+ 13	0	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Production et première transformation des métaux	+ 4	- 45	- 12	- 2	+ 2	- 51	- 57	- 13	- 7	- 8	- 20	- 57	+ 1	+ 22	+ 15
dont : Métaux ferreux	+ 7	- 54	- 13	0	+ 2	- 60	- 68	- 15	- 8	- 10	- 15	- 68	+ 1	+ 24	+ 8
Métaux non ferreux	- 12	+ 2	- 10	- 9	+ 1	- 2	- 6	- 4	- 5	0	- 41	- 4	+ 3	+ 9	+ 46
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 16	+ 5	+ 19	+ 12	+ 7	- 6	- 16	- 1	- 6	- 4	+ 19	+ 12	+ 3	+ 3	+ 7
dont : Matériaux de construction, céramique pour le bâtiment et l'industrie, verre plat	+ 11	+ 4	+ 20	+ 10	+ 1	- 7	- 18	- 1	- 4	- 3	+ 22	+ 11	+ 3	+ 1	+ 5
Industrie chimique	- 2	+ 2	+ 8	+ 4	- 2	0	0	0	+ 1	0	- 4	0	+ 1	+ 2	+ 3
Production de fibres artificielles et synthétiques	- 19	- 16	- 18	+ 1	0	0	- 9	0	0	0	0	- 53	- 21	- 21	0
Fabrication d'ouvrages en métaux	- 6	- 33	- 20	- 18	- 10	- 6	- 34	- 27	- 20	+ 8	+ 18	- 3	- 12	- 13	- 18
Construction de machines et de matériel mécanique	- 40	- 33	- 28	- 26	- 17	- 9	- 17	- 15	- 12	- 14	+ 7	+ 15	+ 4	- 3	+ 4
dont : Machines et tracteurs agricoles	- 98	- 99	- 48	- 83	- 50	- 48	- 14	+ 3	- 49	- 98	0	+ 16	- 17	- 17	0
Machines-outils	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	+ 14	0	+ 6	0
Machines textiles	- 86	- 21	- 17	- 8	0	0	+ 20	- 22	- 5	0	0	0	+ 2	0	0
Moteurs, compresseurs, pompes	- 8	- 17	- 32	- 25	- 30	0	- 15	- 16	- 16	- 23	0	+ 17	- 1	- 3	+ 2
Construction électrique et électronique	0	+ 2	- 10	- 22	- 29	- 18	- 17	- 20	- 28	- 51	+ 7	- 3	+ 4	+ 18	+ 14
dont : Construction électrique d'équipement	- 25	- 18	- 13	- 26	- 22	- 15	- 25	- 22	- 23	- 41	+ 6	+ 2	+ 1	+ 26	+ 19
Appareils électroménagers, radio, télévision	+ 49	+ 50	- 7	- 23	- 47	- 38	0	- 18	- 41	- 80	+ 11	- 20	+ 7	0	0
Construction d'automobiles et pièces détachées	0	+ 26	+ 22	0	0	+ 38	+ 13	- 15	- 33	- 29	+ 25	0	+ 28	+ 10	+ 29
Construction d'autre matériel de transport	- 64	- 51	- 62	- 56	- 80	- 60	- 72	- 70	- 53	- 60	- 22	- 5	0	+ 7	+ 6
dont : Construction navale	- 76	- 57	- 93	- 64	- 76	- 62	- 87	- 85	- 52	- 49	- 76	- 64	- 32	- 7	0
Construction de cycles et motocycles	+ 21	+ 37	+ 81	+ 27	- 70	0	+ 14	+ 16	+ 10	- 34	0	+ 64	0	+ 11	+ 34

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes

Région flamande

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	24,69	12,47	13,16	11,32	9,66	17,55	11,15	100,0
1984 Juillet	109,56	108,07	116,79	131,72	132,78	122,01	126,40	119,14
Août	106,27	113,00	107,83	130,38	129,17	111,73	120,98	114,85
Septembre	106,85	118,72	107,49	123,58	123,45	111,63	127,42	115,04
Octobre	108,44	115,03	116,70	121,58	120,83	110,51	124,76	115,22
Novembre	104,34	111,42	114,80	128,51	126,12	110,42	128,42	115,19
Décembre	110,05	115,97	114,18	130,84	123,95	104,10	132,71	116,51
1985 Janvier	105,01	112,22	110,50	128,07	122,69	115,07	127,55	115,23
Février	102,22	107,92	105,91	119,66	117,68	111,44	123,07	110,83
Mars	101,87	113,65	101,87	125,10	116,37	110,10	119,10	110,73
Avril	104,50	115,48	102,52	121,56	114,44	110,71	121,92	111,53
Mai	105,06	102,60	101,66	114,33	112,66	113,96	121,38	109,47
Juin	105,66	103,63	105,19	121,09	112,13	108,24	120,19	109,79
Juillet	111,19	111,16	107,00	120,99	114,57	106,42	119,75	112,19
Août	107,34	113,32	109,23	126,37	115,88	111,08	122,24	113,63
Septembre	104,73	107,65	108,03	124,92	111,39	109,37	126,75	111,73
Octobre	105,65	107,59	111,20	133,10	112,27	116,06	119,47	113,74
Novembre	106,21	105,31	109,33	131,79	124,34	115,67	124,96	114,91
Décembre	106,23	99,73	107,73	129,51	122,44	114,76	128,58	113,81
1986 Janvier	106,94	111,01	105,59	128,99	125,77	103,93	130,81	113,72
Février	104,03	119,73	97,57	128,15	123,46	107,80	125,60	112,81
Mars	101,35	113,53	96,36	115,18	109,15	107,09	127,42	108,45
Avril	102,13	120,08	96,93	118,88	113,07	103,61	125,38	109,49
Mai	96,37	100,63	97,75	119,04	112,12	110,79	117,19	106,02
Juin	102,02	101,03	101,79	122,70	110,26	105,77	119,76	107,64
Juillet	100,95	105,93	94,80	126,57	118,26	108,48	122,31	109,04
Août	101,58	107,94	99,68	128,08	112,54	98,18	122,64	107,93
Septembre	103,52	113,54	99,36	122,99	103,41	95,46	119,24	106,75
Octobre	104,54	114,70	111,85	132,90	116,14	103,32	123,99	113,05
Novembre	103,05	112,61	110,34	134,82	115,76	100,46	120,34	111,50
Décembre	100,22	102,43	110,89	128,54	115,63	105,26	121,49	109,85
1987 Janvier	96,47	110,74	104,90	117,48	118,05	101,22	116,61	106,90
Février	97,09	108,92	101,19	125,58	119,83	96,26	112,50	106,10
Mars	96,35	107,95	101,09	116,90	110,25	97,66	123,39	105,33
Avril	101,03	112,73	102,05	121,42	109,99	99,58	121,49	107,82
Mai	97,28	108,75	103,53	124,94	116,08	101,01	121,17	107,80
Juin	101,77	117,70	116,03	127,08	111,09	96,62	110,24	109,44
Juillet	101,41	116,59	111,79	120,23	110,85	98,08	116,14	108,77

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 1)

Région wallonne

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	21,36	14,34	13,05	11,43	11,40	19,08	9,34	100,0
1984 Juillet	111,31	112,05	111,88	153,04	124,12	102,25	130,68	117,80
Août	111,15	128,21	121,17	138,44	123,32	112,22	134,72	121,82
Septembre	113,33	109,05	101,93	124,69	128,54	99,28	148,08	114,83
Octobre	103,31	121,03	122,34	135,13	138,53	108,64	125,40	119,07
Novembre	102,23	96,31	97,97	136,36	132,75	106,28	121,53	110,78
Décembre	100,20	106,74	102,92	126,61	130,65	108,71	137,61	113,10
1985 Janvier	87,40	109,67	95,35	112,85	107,37	107,53	114,73	103,21
Février	105,56	109,99	102,89	110,07	100,69	102,83	110,75	105,77
Mars	99,02	114,89	112,97	123,84	101,15	98,81	115,55	107,70
Avril	117,26	121,78	122,26	108,23	101,53	98,59	97,36	110,31
Mai	111,25	126,62	113,37	102,47	109,25	104,42	140,02	115,03
Juin	115,40	134,53	111,06	106,77	113,88	103,72	109,06	113,60
Juillet	109,34	115,99	103,37	116,43	110,12	104,00	117,90	110,19
Août	105,89	110,86	105,60	121,39	114,94	101,68	118,57	109,75
Septembre	110,52	128,51	104,02	115,55	120,70	108,73	140,92	116,48
Octobre	106,74	120,80	103,72	136,54	113,31	104,68	115,81	112,97
Novembre	95,53	95,00	95,70	102,35	93,13	105,93	115,13	99,80
Décembre	91,92	101,45	91,28	108,87	98,30	96,74	112,20	98,68
1986 Janvier	87,85	117,50	89,61	107,70	108,43	105,56	99,50	101,41
Février	84,99	116,54	92,90	101,64	100,27	103,00	101,26	99,15
Mars	94,95	106,57	87,16	90,60	88,21	104,28	98,01	96,40
Avril	94,65	116,73	93,22	97,97	102,33	105,51	103,09	101,75
Mai	93,20	106,74	82,55	109,82	110,15	88,86	115,59	98,85
Juin	99,48	112,73	115,42	111,53	107,17	87,13	95,63	103,00
Juillet	105,46	106,01	102,92	104,58	106,57	93,53	126,18	104,89
Août	109,80	95,63	91,76	99,09	103,23	95,40	123,17	101,94
Septembre	104,14	103,14	83,80	108,05	98,47	108,18	123,16	103,69
Octobre	104,52	113,43	88,58	118,53	88,52	92,54	108,78	101,61
Novembre	97,39	101,53	97,23	96,09	88,53	86,10	109,09	95,74
Décembre	104,16	103,03	90,97	96,29	85,62	82,55	77,58	92,66
1987 Janvier	90,97	107,91	86,87	100,88	103,37	113,30	103,09	100,80
Février	100,58	122,78	88,60	133,47	119,81	117,92	114,08	112,72
Mars	99,57	118,56	91,02	114,18	98,76	118,27	115,86	107,84
Avril	101,01	99,66	90,72	115,42	95,60	117,91	140,87	107,45
Mai	106,71	93,99	86,87	106,97	90,33	120,40	118,53	104,18
Juin	101,65	99,69	113,73	100,31	88,30	116,16	130,10	106,70
Juillet	103,26	112,66	114,68	109,53	104,26	116,42	122,05	111,19

I - 4b.3 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE

Valeur chiffrée des courbes synthétiques régionales et de leurs composantes (suite 2)

Bruxelles (19 communes)

(avril 1980 - mars 1983 = 100)

	Evolution			Appréciation		Prévisions		Ensemble
	rythme de production	commandes du marché intérieur	commandes à l'exportation	carnet de commandes total	carnet de commandes à l'exportation	emploi	demande	
Coefficient de pondération	26,42	13,08	17,52	7,31	8,85	14,47	12,35	100
1984 Février	125,55	154,90	127,16	124,09	87,44	138,58	136,38	129,41
Mars	131,37	127,94	121,62	106,94	79,47	106,08	132,28	119,29
Avril	109,80	118,79	91,34	91,43	76,21	94,84	131,15	103,90
Mai	105,79	125,37	90,45	122,47	86,02	106,59	151,51	110,90
Juin	84,48	116,80	97,89	115,24	74,18	127,59	149,08	106,61
Juillet	90,24	107,32	103,71	116,03	87,18	112,43	165,64	108,97
Août	100,51	118,07	106,63	106,03	67,61	138,91	160,59	114,35
Septembre	109,28	124,86	114,19	131,42	74,57	144,07	163,31	122,43
Octobre	103,38	125,46	107,96	99,72	78,70	131,88	172,49	117,28
Novembre	107,63	118,11	106,87	129,39	126,32	140,36	150,26	122,11
Décembre	103,83	118,89	108,31	132,01	116,43	119,26	154,36	118,23
1985 Janvier	111,16	127,61	112,50	157,82	132,07	136,81	162,96	128,92
Février	113,22	112,13	93,23	90,20	121,23	117,69	136,51	112,12
Mars	101,68	115,28	88,19	115,00	97,79	63,51	115,69	97,93
Avril	102,88	137,58	75,68	114,76	95,46	80,79	119,36	101,70
Mai	96,00	154,81	112,08	127,60	119,25	114,97	160,61	121,60
Juin	86,29	169,55	127,82	145,12	119,94	110,32	161,05	124,44
Juillet	99,34	157,02	117,37	122,10	90,69	156,35	150,43	125,50
Août	99,09	153,09	116,32	110,33	77,43	112,96	148,71	116,21
Septembre	104,65	162,79	97,04	126,43	81,46	102,11	140,43	114,51
Octobre	92,22	160,01	93,34	112,89	84,51	151,24	146,25	117,32
Novembre	112,60	142,45	95,72	163,32	101,18	143,06	136,57	123,61
Décembre	123,33	130,46	107,50	130,91	54,78	134,36	122,19	117,43
1986 Janvier	121,51	128,59	97,08	166,63	89,14	119,89	163,55	123,55
Février	118,04	129,22	103,38	172,05	114,44	152,36	155,76	130,19
Mars	95,93	114,74	69,17	113,88	71,32	102,83	154,02	101,01
Avril	93,22	120,72	69,89	115,59	59,26	130,30	150,14	103,75
Mai	89,47	111,49	67,05	82,91	34,75	118,94	107,43	89,58
Juin	103,27	96,65	71,06	110,21	57,36	122,24	136,59	100,07
Juillet	113,28	112,12	82,07	65,46	60,11	114,17	87,45	96,40
Août	110,60	125,84	92,25	148,59	56,60	103,65	103,54	105,50
Septembre	90,95	114,31	98,70	125,86	73,07	108,80	92,49	99,11
Octobre	84,25	114,18	74,69	79,14	53,73	71,70	71,14	79,98
Novembre	68,50	121,23	59,51	97,48	33,31	70,81	67,17	73,00
Décembre	81,13	125,76	47,96	64,36	11,60	81,89	112,30	77,74
1987 Janvier ¹	*	*	*	*	*	*	*	*

¹ La publication de la valeur chiffrée de la courbe synthétique des principaux résultats des enquêtes mensuelles sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière concernant la région de Bruxelles, est suspendue jusqu'à nouvel ordre, car l'échantillon des

firmes industrielles situées dans les 19 communes est actuellement trop réduit pour assurer la représentativité des résultats.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION

	A. Appréciation du carnet de commandes total ¹					B. Appréciation du niveau des stocks de produits finis ¹				
	1986		1987			1986		1987		
	Juillet	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juillet	Juillet	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juillet
REGION FLAMANDE										
Ensemble des industries	- 18	- 19	- 23	- 23	- 22	+ 5	+ 4	+ 11	+ 9	+ 4
I. Biens de consommation	- 11	- 7	- 13	- 29	- 28	+ 3	+ 5	+ 8	+ 6	+ 8
II. Biens d'investissement	- 39	- 39	- 53	- 38	- 31	+ 7	+ 3	+ 21	+ 20	+ 4
III. Biens intermédiaires	- 7	- 15	- 9	- 5	- 10	+ 3	+ 5	+ 8	+ 4	0
dont :										
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 23	- 30	- 30	- 38	- 31	+ 21	+ 18	+ 26	+ 22	+ 24
Industrie de la transformation du bois	- 16	- 15	- 19	- 19	- 24	+ 10	+ 19	+ 24	+ 13	+ 6
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 11	- 7	- 13	- 16	- 17	- 7	+ 15	- 1	- 7	0
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 8	- 4	+ 5	+ 8	- 5	0	- 5	- 4	- 4	- 7
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 1	- 1	- 25	- 6	- 1	- 8	- 6	+ 4	- 1	- 11
Industrie des fabrications métalliques	- 30	- 30	- 39	- 40	- 36	+ 2	+ 1	+ 12	+ 12	+ 4
REGION WALLONNE										
Ensemble des industries	- 39	- 45	- 36	- 41	- 35	+ 3	+ 1	+ 5	+ 5	+ 6
I. Biens de consommation	- 18	- 43	- 23	- 15	- 31	+ 15	- 2	+ 13	+ 16	+ 19
II. Biens d'investissement	- 28	- 33	- 36	- 28	- 20	+ 7	+ 4	+ 9	- 3	+ 2
III. Biens intermédiaires	- 48	- 49	- 34	- 51	- 47	- 2	+ 2	- 4	+ 5	+ 8
dont :										
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 62	- 66	- 63	- 67	- 66	+ 3	- 7	- 15	- 5	- 4
Industrie de la transformation du bois	- 68	- 84	- 55	- 47	- 74	+ 15	+ 16	- 4	+ 12	+ 22
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 4	- 32	- 23	- 61	- 43	- 23	+ 25	+ 8	+ 40	+ 39
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 18	+ 2	+ 3	+ 15	- 1	- 7	+ 1	+ 1	- 1	+ 4
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 10	+ 15	+ 2	- 6	+ 28	+ 18	- 1	+ 12	+ 13	+ 8
Industrie des fabrications métalliques	- 45	- 50	- 48	- 38	- 41	+ 4	+ 13	+ 19	+ 10	+ 8
BRUXELLES² (19 communes)										
Ensemble des industries	- 62	- 61	*	*	*	+ 53	+ 44	*	*	*
I. Biens de consommation			*	*	*			*	*	*
II. Biens d'investissement	- 75	- 69	*	*	*	+ 59	+ 54	*	*	*
III. Biens intermédiaires	- 3	- 25	*	*	*			*	*	*
dont :										
Industrie du papier et carton (transformation)		- 27	*	*	*		- 40	*	*	*
Industrie des fabrications métalliques	- 64	- 65	*	*	*	+ 59	+ 58	*	*	*

¹ Solde net des pourcentages des réponses « supérieur à la normale » et « inférieur à la normale ».

² La publication des résultats bruts des enquêtes mensuelles et trimestrielles sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière concernant la région de Bruxelles, est suspendue jusqu'à nouvel ordre, car l'échantillon des firmes industrielles situées dans les 19 communes est actuellement trop réduit pour assurer la représentativité des résultats.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 1)

	C. Appréciation de la capacité de production installée ¹					D. Degré d'utilisation de la capacité de production installée (%)					E. Durée moyenne de production assurée (mois)				
	1986			1987		1986			1987		1986		1987		
	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Juin	Septembre	Décembre	Mars	Juin	Juillet	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juillet
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries ²	+ 28	+ 33	+ 32	+ 30	+ 27	80,9	80,6	79,5	78,7	80,3	3,20	3,24	3,27	3,21	3,21
I. Biens de consommation	+ 12	+ 16	+ 19	+ 16	+ 15	86,7	88,2	87,4	86,2	86,9	2,87	3,27	3,21	3,09	3,09
II. Biens d'investissement	+ 46	+ 50	+ 47	+ 51	+ 36	74,4	73,8	70,6	69,1	72,2	4,33	4,33	4,39	4,30	4,25
III. Biens intermédiaires	+ 37	+ 42	+ 34	+ 18	+ 23	81,9	79,5	81,3	81,3	81,9	4,36	4,06	4,17	4,22	4,12
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	+ 35	+ 32	+ 38	+ 37	+ 34	80,1	79,8	76,1	76,7	76,9	2,15	2,21	2,04	2,09	2,09
Industrie de la transformation du bois	+ 40	+ 33	+ 34	+ 27	+ 32	83,0	84,1	85,2	81,5	84,8	1,88	1,59	1,74	1,73	1,81
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	- 2	+ 18	+ 8	+ 13	+ 29	82,5	82,5	85,6	86,7	85,3	1,79	1,42	1,66	1,87	1,86
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 25	+ 31	+ 38	+ 15	+ 12	84,8	82,1	76,6	77,4	83,0	2,62	2,21	2,50	2,75	2,84
Industrie des fabrications métalliques	+ 26	+ 33	+ 31	+ 35	+ 26	80,1	80,1	79,2	77,9	79,7	4,14	4,39	4,40	4,25	4,17
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries ²	+ 37	+ 41	+ 44	+ 43	+ 48	76,7	75,0	71,7	72,2	72,5	3,11	2,73	2,84	2,47	2,70
I. Biens de consommation	+ 40	+ 73	+ 50	+ 16	+ 34	77,6	73,4	72,6	78,4	78,9	1,41	1,31	1,51	1,63	1,56
II. Biens d'investissement	+ 33	+ 22	+ 30	+ 33	+ 37	78,8	77,3	77,3	74,0	74,0	5,06	4,47	4,38	3,72	4,02
III. Biens intermédiaires	+ 64	.	.	+ 71	+ 71	67,9	67,2	59,8	65,1	66,0	1,57	1,40	1,58	1,49	1,74
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	+ 37	+ 55	+ 62	+ 60	+ 59	60,2	61,5	54,7	59,8	56,2	1,48	1,23	1,13	1,33	1,24
Industrie de la transformation du bois	+ 31	+ 88	+ 90	+ 23	+ 89	69,5	68,6	66,5	66,2	68,5	1,32	1,09	1,18	0,93	0,83
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 41	+ 38	+ 35	+ 36	+ 53	83,7	83,6	73,6	81,8	79,1	1,44	1,30	1,37	1,17	1,34
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 34	- 25	- 25	- 9	- 14	86,2	88,7	90,3	81,8	82,2	1,90	1,52	1,61	1,74	1,66
Industrie des fabrications métalliques	+ 41	+ 42	+ 50	+ 53	+ 55	76,3	74,3	70,8	70,2	70,8	5,29	4,66	4,59	3,95	4,28
BRUXELLES³ (19 communes)															
Ensemble des industries ²	+ 68	+ 65	+ 34	*	*	79,6	80,9	77,3	*	*	4,81	3,73	*	*	*
I. Biens de consommation				*	*				*	*			*	*	*
II. Biens d'investissement	+ 78	+ 78	+ 21	*	*	79,0	82,1	79,9	*	*	6,24	4,94	*	*	*
III. Biens intermédiaires	+ 40	+ 54	+ 58	*	*	81,8	76,3	68,6	*	*	1,70	1,37	*	*	*
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation) .	- 14	+ 12	+ 45	*	*	80,8	80,1	81,7	*	*	.	1,30	*	*	*
Industrie des fabrications métalliques	+ 81	+ 81	+ 33	*	*	79,1	81,0	76,8	*	*	5,55	4,41	*	*	*

¹ Solde net des pourcentages des réponses indiquant une capacité « plus que suffisante » ou « insuffisante ».

² A l'exclusion des industries de la chimie et du raffinage de pétrole.

³ La publication des résultats bruts des enquêtes mensuelles et trimestrielles sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière concernant la région de Bruxelles, est suspendue jusqu'à nouvel ordre, car l'échantillon des firmes industrielles situées dans les 19 communes est actuellement trop réduit pour assurer la représentativité des résultats.

I - 4b.4 — INDUSTRIE MANUFACTURIERE : RESULTATS BRUTS PAR REGION (suite 2)

	F. Prév. de la demande au cours des trois prochains mois ¹					G. Prév. de l'emploi au cours des trois prochains mois ²					H. Prév. des prix de vente au cours des trois prochains mois ²				
	1986		1987			1986		1987			1986		1987		
	Juillet	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juillet	Juillet	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juillet	Juillet	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	Juillet
REGION FLAMANDE															
Ensemble des industries	- 6	- 8	- 8	- 11	- 11	- 10	- 15	- 14	- 17	- 17	+ 2	+ 2	+ 7	+ 10	+ 11
I. Biens de consommation	+ 7	+ 7	+ 6	- 5	- 11	- 6	- 17	- 20	- 22	- 29	+ 15	+ 4	+ 20	+ 9	+ 22
II. Biens d'investissement	- 35	- 34	- 30	- 27	- 29	- 20	- 28	- 25	- 28	- 33	- 1	+ 5	+ 3	+ 10	0
III. Biens intermédiaires	+ 4	- 5	- 4	- 2	+ 1	- 5	- 5	- 2	- 4	+ 3	- 8	- 6	+ 3	+ 11	+ 10
dont :															
Industrie textile (y compris la confection et la bonneterie)	- 2	- 7	- 14	- 11	- 5	- 5	- 12	- 12	- 14	0	- 8	+ 7	- 1	+ 5	+ 18
Industrie de la transformation du bois	- 4	- 4	0	- 12	- 6	- 2	- 13	- 6	- 11	- 5	+ 9	+ 17	+ 24	+ 11	+ 9
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 11	- 6	+ 3	- 1	+ 10	+ 17	- 2	+ 4	+ 7	+ 9	+ 2	0	- 2	- 2	- 1
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 1	+ 5	+ 7	+ 5	- 5	- 5	+ 4	+ 4	- 2	+ 9	- 5	0	0	+ 4	- 1
Industrie des produits minéraux non métalliques	- 2	- 24	+ 6	- 7	- 26	- 1	- 35	+ 9	+ 9	- 6	+ 9	+ 17	+ 6	+ 2	+ 6
Industrie des fabrications métalliques	- 19	- 15	- 16	- 22	- 24	- 18	- 26	- 30	- 34	- 45	+ 7	- 1	+ 11	+ 12	+ 10
REGION WALLONNE															
Ensemble des industries	- 4	- 29	- 12	- 7	- 6	- 25	- 36	- 10	- 7	- 8	0	- 22	- 1	+ 7	+ 7
I. Biens de consommation	+ 32	- 9	+ 5	+ 4	+ 10	+ 4	- 9	- 4	- 11	+ 20	+ 5	+ 27	+ 8	+ 9	+ 1
II. Biens d'investissement	0	- 12	- 14	- 7	- 2	- 2	- 23	- 16	- 8	- 16	+ 12	- 2	- 5	- 1	+ 12
III. Biens intermédiaires	- 9	- 46	- 7	- 3	- 11	- 49	- 54	- 6	- 6	- 7	- 8	- 50	+ 2	+ 16	+ 4
dont :															
Industrie textile (y compris la bonneterie)	- 46	- 48	- 41	- 46	- 49	- 13	- 27	- 18	- 24	- 22	- 47	- 26	- 29	- 23	- 9
Industrie de la transformation du bois	+ 53	- 4	+ 9	- 5	+ 2	- 1	- 7	+ 9	+ 2	+ 61	+ 1	+ 41	+ 17	+ 7	+ 5
Industrie du papier et carton (fabrication et transformation)	+ 20	+ 19	+ 17	- 2	- 16	- 4	+ 12	+ 19	- 10	- 1	+ 69	+ 8	+ 15	+ 3	- 3
Industries de la chimie, de la transformation de matières plastiques et du raffinage de pétrole	- 18	+ 2	+ 9	+ 5	- 3	- 15	0	0	0	0	- 8	0	+ 1	+ 2	+ 1
Industrie des produits minéraux non métalliques	+ 29	+ 19	+ 33	+ 26	+ 20	+ 11	- 9	- 4	- 10	- 11	+ 35	+ 18	+ 3	+ 7	+ 6
Industrie des fabrications métalliques	- 4	- 25	- 27	- 16	- 5	- 8	- 30	- 21	- 9	- 14	+ 3	- 7	- 5	- 1	+ 8
BRUXELLES³ (19 communes)															
Ensemble des industries	- 27	- 37	*	*	*	- 6	- 43	*	*	*	+ 8	+ 5	*	*	*
I. Biens de consommation			*	*	*			*	*	*			*	*	*
II. Biens d'investissement	- 21	- 33	*	*	*	- 4	- 36	*	*	*	+ 7	+ 6	*	*	*
III. Biens intermédiaires	- 29	- 41	*	*	*	- 1	- 73	*	*	*	- 14	- 1	*	*	*
dont :															
Industrie du papier et carton (transformation)		- 53	*	*	*		- 65	*	*	*		- 31	*	*	*
Industrie des fabrications métalliques	- 18	- 37	*	*	*	- 3	- 45	*	*	*	+ 6	+ 6	*	*	*

¹ Solde net des pourcentages des réponses « plus ferme » et « plus faible ».

² Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

³ La publication des résultats bruts des enquêtes mensuelles et trimestrielles sur la conjoncture dans l'industrie manufacturière concernant la région de Bruxelles, est suspendue jusqu'à nouvel ordre, car l'échantillon des firmes industrielles situées dans les 19 communes est actuellement trop réduit pour assurer la représentativité des résultats.

I - 4c.1 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Gros œuvre de bâtiments							Travaux de génie civil et travaux routiers					Ensemble de l'industrie de la construction ¹
	Evolution		Appréciation		Prévisions		Total	Evolution			Prévisions	Total	
	rythme d'activité	emploi	carnet de commandes	durée d'activité assurée	emploi	demande		montant des travaux exécutés	montant des nouveaux contrats	nombre de nouveaux contrats	emploi		
Coefficient de pondération	21,3	22,8	13,9	10,4	13,0	18,6	100	26,0	23,7	34,3	16,0	100	2
1984 Juillet	91,89	91,71	103,28	66,26	90,67	92,35	90,66	89,89	81,89	90,32	61,09	83,57	88,53
Août	104,02	92,80	93,15	51,92	80,94	87,98	88,52	96,72	82,89	88,18	67,77	85,92	87,74
Septembre	97,96	97,49	85,43	61,13	85,33	89,16	88,99	89,05	84,70	91,91	74,92	86,75	88,32
Octobre	107,52	105,28	93,27	67,46	91,36	95,67	96,54	94,13	85,38	90,65	74,83	87,80	93,92
Novembre	103,63	109,46	89,97	65,02	74,24	94,36	93,47	102,07	101,22	96,66	76,86	96,01	94,23
Décembre	105,05	103,87	85,13	65,93	80,72	91,89	92,32	102,81	111,09	100,43	74,64	99,47	94,46
1985 Janvier	89,79	99,07	78,32	50,53	77,78	82,89	83,36	93,75	102,05	96,82	70,60	93,08	86,28
Février	90,80	96,20	99,15	58,45	82,55	84,26	87,51	84,20	98,38	93,13	64,86	87,53	87,52
Mars	109,85	103,40	104,82	74,63	92,17	93,93	98,74	86,27	99,18	90,98	64,14	87,41	95,34
Avril	124,29	119,29	110,44	86,93	102,18	99,63	109,87	89,61	88,54	86,23	67,10	84,62	102,29
Mai	133,03	111,05	118,05	95,94	103,58	105,50	113,12	99,44	81,73	84,92	67,91	85,27	104,76
Juin	120,19	117,51	114,89	97,04	106,31	103,42	111,50	99,24	86,37	87,30	66,71	86,94	104,13
Juillet	112,37	109,23	105,02	76,35	95,47	103,23	102,97	98,58	92,91	89,07	67,40	89,02	98,78
Août	113,33	112,84	109,20	82,68	93,54	104,12	105,15	95,77	86,65	86,08	71,16	86,38	99,52
Septembre	122,01	107,09	114,68	86,80	98,21	102,93	107,26	103,22	95,79	92,11	70,85	92,51	102,84
Octobre	122,94	94,79	99,76	74,57	100,53	93,85	99,94	106,15	94,41	93,84	76,97	94,52	98,31
Novembre	102,10	97,18	96,00	75,63	87,92	90,26	93,32	105,66	93,20	86,87	81,12	92,38	93,04
Décembre	103,90	101,04	99,77	72,75	87,66	91,15	94,93	105,85	92,02	85,67	81,85	91,85	94,01
1986 Janvier	102,16	101,57	101,42	85,35	95,84	101,77	99,27	112,06	97,27	83,55	81,15	93,89	97,66
Février	81,62	99,00	100,40	66,84	92,20	97,49	90,95	101,49	92,35	83,11	86,72	90,69	90,87
Mars	102,88	106,79	118,01	77,48	110,54	94,87	102,71	97,52	95,02	82,78	86,82	90,18	98,95
Avril	109,03	112,28	126,61	99,82	100,03	86,29	105,84	94,94	96,66	89,82	87,29	92,38	101,80
Mai	114,31	118,77	117,38	109,24	92,66	82,31	106,46	96,97	90,07	87,30	87,15	90,47	101,66
Juin	110,61	113,03	113,31	111,94	96,32	92,36	106,42	96,27	100,15	91,21	84,19	93,53	102,55
Juillet	102,66	110,35	115,82	108,78	91,37	90,52	103,14	97,00	100,43	90,77	75,60	92,27	99,88
Août	109,28	106,57	117,13	107,46	93,83	79,59	102,03	96,76	106,98	93,54	69,34	93,71	99,53
Septembre	114,03	106,34	95,67	94,57	100,47	83,26	100,23	97,51	99,45	87,42	65,58	89,43	96,99
Octobre	96,43	108,35	94,29	100,75	86,53	83,98	95,70	94,92	96,23	89,07	66,43	88,69	93,60
Novembre	100,72	110,37	96,95	103,67	101,58	87,54	100,38	90,58	87,46	83,32	68,53	83,85	95,42
Décembre	98,46	111,87	108,56	96,72	101,90	94,46	102,44	92,01	78,79	77,46	70,39	80,47	95,85
1987 Janvier	93,62	112,00	116,86	99,01	93,96	99,29	102,68	84,26	80,80	83,73	71,49	81,23	96,24
Février	104,82	113,80	124,72	102,18	110,67	104,01	109,95	98,89	90,25	88,59	72,04	89,05	103,68
Mars	106,10	112,89	124,37	96,05	120,54	108,24	111,40	105,62	104,77	98,71	71,33	97,60	107,26
Avril	124,28	120,08	127,49	104,16	109,03	101,47	115,44	104,80	111,88	102,66	73,53	100,76	111,04
Mai	121,38	120,43	135,73	111,47	108,84	103,69	117,19	105,73	113,47	104,22	72,83	101,81	112,58
Juin	121,92	116,54	126,93	99,95	111,95	102,95	114,26	102,88	118,71	100,63	71,81	100,90	110,25
Juillet	112,70	116,28	113,51	115,14	108,49	100,28	111,03	96,59	122,43	100,34	70,49	99,82	107,67

¹ Bien que le secteur des travaux de génie civil et des travaux routiers ne soit pas pris en considération pour le calcul de la courbe synthétique globale, son évolution n'étant pas normalement parallèle à celle de la conjoncture, il a été jugé opportun de calculer une courbe synthétique pour la construction l'incorporant, ceci afin de

disposer d'un indicateur qui s'étend à l'ensemble de l'industrie de la construction par analogie à la plupart des statistiques.

² Moyenne pondérée de la courbe du gros œuvre de bâtiments (70%) et de la courbe des travaux de génie civil et des travaux routiers (30%).

I - 4c.2 — INDUSTRIE DE LA CONSTRUCTION
Résultats bruts par secteur

	1986		1987		
	Juillet	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	Juillet
A. Evolution du rythme d'activité ¹					
Gros œuvre de bâtiments	- 27	- 35	- 19	+ 25	- 26
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 30	- 36	- 20	+ 28	- 35
Bâtiments non-résidentiels	- 19	- 31	- 18	+ 19	- 10
Génie civil et travaux routiers	—	—	—	—	—
B. Evolution du montant des travaux exécutés ¹					
Gros œuvre de bâtiments	—	—	—	—	—
dont :					
Bâtiments résidentiels	—	—	—	—	—
Bâtiments non-résidentiels	—	—	—	—	—
Génie civil et travaux routiers	- 30	- 30	- 9	+ 19	- 33
C. Appréciation de la durée d'activité assurée ²					
Gros œuvre de bâtiments	- 26	- 41	- 44	- 28	- 19
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 19	- 34	- 43	- 31	- 19
Bâtiments non-résidentiels	- 40	- 52	- 47	- 25	- 19
Génie civil et travaux routiers	- 56	- 64	- 67	- 58	- 53
D. Prévisions de l'emploi au cours des trois prochains mois ³					
Gros œuvre de bâtiments	- 16	- 24	- 2	0	- 1
dont :					
Bâtiments résidentiels	- 21	- 28	0	- 1	- 8
Bâtiments non-résidentiels	- 6	- 14	- 7	+ 2	+ 13
Génie civil et travaux routiers	- 37	- 39	- 33	- 24	- 34
E. Prévisions des prix au cours des trois prochains mois ¹					
Gros œuvre de bâtiments	+ 19	+ 7	+ 17	+ 13	+ 9
dont :					
Bâtiments résidentiels	+ 20	+ 7	+ 20	+ 13	+ 6
Bâtiments non-résidentiels	+ 17	+ 6	+ 13	+ 13	+ 16
Génie civil et travaux routiers	- 13	- 19	- 17	- 16	- 5

¹ Solde net des pourcentages des réponses « en augmentation » et « en diminution ».

² Solde net des pourcentages des réponses « plus que suffisante » et « insuffisante ».

³ Solde net des pourcentages des réponses « accru » et « réduit ».

I - 4d. — COMMERCE

Valeur chiffrée de la courbe synthétique et de ses composantes

(juillet 1974 - juin 1981 = 100)

	Evolution des ventes	Appréciation de l'évolution des ventes	Prévisions		Ensemble
			commandes aux fournisseurs belges	commandes aux fournisseurs étrangers	
Coefficient de pondération	23,1	20,9	30,6	25,4	100
1984 Juillet	97,83	85,00	95,74	92,86	93,25
Août	90,10	84,71	89,56	87,98	88,27
Septembre	87,06	82,45	89,85	89,28	87,52
Octobre	96,03	92,93	90,80	83,58	90,62
Novembre	81,81	84,71	88,88	82,05	84,64
Décembre	83,76	91,80	88,94	82,72	86,76
1985 Janvier	97,11	92,08	88,76	85,51	90,56
Février	93,45	91,51	86,94	92,67	90,85
Mars	98,06	106,24	96,20	109,20	102,03
Avril	89,22	101,14	87,66	102,34	94,56
Mai	91,98	105,68	86,16	107,03	96,88
Juin	90,78	98,31	82,82	97,38	91,59
Juillet	99,42	96,04	88,47	98,41	95,10
Août	95,28	100,01	91,32	98,24	95,80
Septembre	100,82	106,24	95,08	99,43	99,84
Octobre	106,62	114,74	101,23	100,21	105,03
Novembre	108,63	117,86	100,67	103,12	106,72
Décembre	117,28	120,98	108,72	119,99	116,12
1986 Janvier	112,31	126,08	107,97	126,77	117,53
Février	110,67	124,09	105,39	130,11	116,79
Mars	90,45	115,31	104,84	115,01	106,28
Avril	97,03	113,04	103,06	107,86	104,97
Mai	83,50	100,29	98,43	101,67	96,19
Juin	108,37	103,98	99,29	96,11	101,56
Juillet	94,14	103,41	94,18	93,13	95,83
Août	100,25	103,92	99,57	91,94	98,70
Septembre	105,69	112,33	103,33	97,27	104,21
Octobre	99,01	116,02	99,08	101,22	103,14
Novembre	88,60	108,70	96,72	107,26	100,02
Décembre	97,84	113,03	94,64	122,46	106,28
1987 Janvier	89,31	102,54	96,70	120,53	102,26
Février	93,79	102,91	91,02	123,49	102,39
Mars	86,23	101,87	94,79	117,92	100,17
Avril	91,53	102,98	92,00	123,52	102,19
Mai	89,79	105,09	93,90	112,33	99,97
Juin	102,94	104,56	95,93	111,63	103,34
Juillet	101,56	109,24	91,75	104,34	100,86

Références bibliographiques :
Bulletin d'Information et de Documentation, XLIV^e année, tome II, n^o 4, octobre 1969, p. 348-363; *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LVIII^e année, tome II, n^o 3, septembre 1983, p. 3-31.

I - 5 — INVESTISSEMENTS EN BIENS DE CAPITAL FIXE DANS L'INDUSTRIE MANUFACTURIERE

(Pourcentages de variation par rapport à l'année précédente des données à prix courants)

	Prévisions successives de l'enquête-investissements de la B.N.B.			Réalizations		
	A l'automne de l'année précédente	Au printemps de l'année en cours	A l'automne de l'année en cours	Enquête-investissements de la B.N.B. ¹	Statistique établie à partir des données provenant des déclarations à la taxe sur la valeur ajoutée ²	Statistique annuelle des investissements industriels ²
1978	+ 3,0	+ 2,6	- 2,7	- 2,6	+ 3,5	- 1,2
1979	- 12,8	+ 10,6	+ 8,0	+ 11,8	+ 12,1	+ 10,7
1980	+ 19,1	+ 31,1	+ 22,1	+ 28,9	+ 14,6	+ 23,4
1981	+ 4,3	+ 1,8	- 2,3	- 3,1	- 9,4	- 3,1
1982	- 5,8	+ 4,5	+ 9,1	+ 18,1	+ 18,1	+ 16,8
1983	- 6,9	- 7,2	+ 1,0	+ 3,8	0	+ 5,3
1984	+ 1,9	+ 11,5	+ 10,4	+ 10,6	+ 17,5	+ 7,3
1985	+ 2,8	+ 12,3	+ 5,0	+ 13,0	+ 8,0	
1986	+ 11,9	+ 21,0	+ 12,2		+ 11,5	
1987	+ 13,9	* + 12,6				

¹ Résultats de l'enquête du printemps de l'année suivante.

² Source : I.N.S.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, tome I, n° 6, juin 1986 : « Formation brute de capital fixe dans l'industrie manufacturière en Belgique : tour d'horizon des sources statistiques disponibles et apport spécifique de l'enquête semestrielle de la Banque Nationale de Belgique ».

II. — POPULATION, EMPLOI, CHOMAGE

1. — POPULATION, DEMANDE ET OFFRE D'EMPLOIS

Sources : Ministère de l'Emploi et du Travail, I.N.S., O.N.S.S., ONEM.

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
<i>Population (milliers d'unités) :</i>								
population totale ¹	9.831 ³	9.843 ³	9.855	9.858	9.853	9.858	9.859	
population active ²	4.140	4.156	4.173	4.197	4.213	4.214	4.202	*4.212
<i>Emploi et chômage (variations en milliers d'unités)⁴ :</i>								
1. Demande d'emplois (population active) :								
Total	+ 59	+ 16	+ 17	+ 25	+ 16	+ 1	- 12	- 3
Hommes	+ 15	- 11	- 11	- 6	- 9	- 18	- 30	- 19
Femmes	+ 44	+ 27	+ 28	+ 30	+ 25	+ 19	+ 18	+ 16
Variations suite à des modifications :								
1.1 de la population en âge de travailler ⁵ :								
Total	+ 32	+ 17	+ 12	+ 23	+ 19	+ 13	+ 5	- 4
Hommes	+ 16	+ 12	+ 14	+ 22	+ 19	+ 13	+ 6	- 2
Femmes	+ 16	+ 5	- 1	+ 1	0	- 1	- 1	- 2
1.2 du taux d'activité :								
Total	+ 26	- 1	+ 5	+ 1	- 3	- 12	- 17	+ 1
Hommes	- 1	- 23	- 25	- 28	- 28	- 31	- 36	- 17
Femmes	+ 27	+ 22	+ 30	+ 29	+ 25	+ 20	+ 18	+ 18
2. Offre d'emplois (emploi)								
par :	+ 45	- 2	- 76	- 50	- 39	0	+ 28	+ 25
2.1 les entreprises								
+ 12	- 11	- 78	- 55	- 33	- 6	+ 21	+ 17	
— agriculture, sylviculture et pêche ..	0	- 6	- 3	- 3	- 1	0	- 1	0
— industrie ⁶	- 27	- 20	- 48	- 32	- 20	- 9	- 13	- 9
— construction	+ 2	- 9	- 30	- 23	- 19	- 14	0	+ 2
— services	+ 37	+ 24	+ 2	+ 2	+ 6	+ 16	+ 36	+ 24
2.2 les services non-marchands ⁷								
+ 33	+ 10	+ 3	+ 6	- 6	+ 8	+ 7	+ 8	
2.3 l'étranger ⁸								
- 1	- 1	- 1	- 1	0	- 1	0	0	
3. Chômage (1 - 2) ⁹ :								
Total	+ 14	+ 18	+ 93	+ 74	+ 55	+ 1	- 40	- 28
Hommes	- 1	+ 5	+ 60	+ 44	+ 31	- 3	- 31	- 21
Femmes	+ 15	+ 13	+ 33	+ 31	+ 24	+ 4	- 8	- 7

¹ A la fin de l'année.

² Estimations à fin juin. Y compris les forces armées.

³ Données adaptées par la Banque, compte tenu des résultats du recensement de 1981.

⁴ Variation, au 30 juin de chaque année, par rapport à la même date de l'année précédente. Du fait que les montants ont été arrondis, les totaux ne sont pas nécessairement égaux à la somme des parties composantes.

⁵ Hommes de 15 à 64 ans; femmes de 15 à 59 ans.

⁶ Industries extractive et manufacturière; électricité, gaz et eau.

⁷ Administration, enseignement, forces armées, troisième circuit de travail, cadre spécial temporaire et chômeurs occupés par les pouvoirs publics.

⁸ Emplois offerts à l'étranger à des personnes résidant en Belgique, diminués des emplois offerts en Belgique à des non-résidents.

⁹ Chômeurs complets indemnisés, demandeurs d'emploi libres inoccupés, autres chômeurs inscrits obligatoirement, à l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé et des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage.

II - 2. — CHOMAGE ET EMPLOIS VACANTS

Source : ONEM.

	Chômeurs demandeurs d'emploi ¹						Taux de chômage ⁵	Pour mémoire : chômeurs complets indemnisés, non demandeurs d'emploi ²	Emplois vacants notifiés à l'ONEM ³			
	Chômeurs complets indemnisés			Autres chômeurs inscrits obligatoirement ⁴	Demandeurs d'emploi libres inoccupés	Total					Notifications reçues durant le mois ⁶	Emplois encore vacants ¹
	à aptitude normale		à aptitude partielle ou très réduite									
	ayant moins de 25 ans	ayant 25 ans ou plus		milliers d'unités					milliers d'unités			
		(a)	(b)	(c)	(d)	(e)			(f) = (a) à (e)	(g)	(h)	(i)	(j)
1979	93,4	153,9	47,1	27,3	18,9	340,6	8,3	—	15,0	5,7		
1980	102,7	172,6	46,6	27,3	19,6	368,8	8,9	—	14,6	5,9		
1981	126,3	218,5	47,0	39,9	22,6	454,3	10,9	—	11,6	4,4		
1982	146,1	263,0	47,5	51,2	27,3	535,1	12,8	—	10,4	4,0		
1983	156,4	299,4	49,2	56,3	28,2	589,5	14,0	—	10,3	6,2		
1984	149,0	313,7	49,7	57,5	25,9	595,8	14,1	—	10,8	8,0		
1985 Janvier - Mars	137,1	325,0	50,8	59,4	21,4	598,5	14,3	—	13,0	18,4		
Avril - Décembre		292,0	36,5			544,8	12,9	42,1				
1986	124,2	285,4	32,8	57,1	17,3	516,8	12,3	58,6	13,8	17,7		
1985 2 ^e trimestre	140,8	297,4	38,9	28,7	21,1	526,9	13,2	32,8	14,2	18,7		
3 ^e trimestre	129,8	291,5	36,2	84,0	20,7	562,2	12,9	44,3	12,7	20,7		
4 ^e trimestre	123,8	287,0	34,6	79,3	20,8	545,5	12,6	49,2	14,4	20,5		
1986 1 ^{er} trimestre	137,3	289,2	33,8	42,8	19,0	522,1	12,5	53,7	16,0	19,2		
2 ^e trimestre	123,5	281,7	32,8	28,8	16,6	483,4	12,2	58,1	15,0	19,3		
3 ^e trimestre	117,6	282,3	32,5	79,5	16,9	528,8	12,1	61,0	13,2	19,2		
4 ^e trimestre	118,4	288,3	31,9	77,3	16,8	532,7	12,3	61,5	11,0	13,2		
1987 1 ^{er} trimestre	131,0	292,8	31,5	41,6	14,5	511,4	12,3	64,1	13,5	12,6		
2 ^e trimestre	116,4	285,2	31,3	27,5	12,5	472,9	11,9	65,4	17,3	14,2		
1986 Juillet	120,5	283,5	32,8	68,7	17,1	522,6	12,1	60,3	14,4	21,7		
Août	116,9	282,4	32,8	83,0	16,3	531,4	12,1	61,0	10,3	19,1		
Septembre	115,5	281,1	31,9	86,7	17,2	532,4	12,1	61,8	15,0	16,9		
Octobre	119,4	287,9	31,9	83,4	17,4	540,0	12,3	62,3	13,7	14,8		
Novembre	114,7	284,8	31,7	76,9	16,9	525,0	12,3	60,6	10,1	12,9		
Décembre	121,1	292,2	32,1	71,6	16,3	533,3	12,4	61,6	9,2	11,9		
1987 Janvier	133,1	296,9	32,0	53,3	15,2	530,5	12,3	64,1	11,2	11,9		
Février	130,8	291,4	31,2	40,5	14,5	508,4	12,3	63,3	14,1	12,8		
Mars	129,1	290,0	31,2	31,1	13,8	495,2	12,2	64,9	15,2	13,2		
Avril	123,4	287,5	31,3	27,1	12,9	482,2	12,0	65,6	17,7	14,0		
Mai	116,0	284,9	31,3	25,8	12,5	470,5	11,9	64,9	16,6	14,0		
Juin	109,8	283,3	31,3	29,5	12,2	466,1	11,9	65,8	17,7	14,6		
Juillet	113,8	292,1	32,0	64,5	12,6	515,0	11,9	66,4	15,4	15,7		

¹ Données annuelles ou trimestrielles : moyenne des données à fin de moi ; données mensuelles : fin de mois.

² Chômeurs indemnisés qui, en vertu de l'Arrêté Royal du 29 décembre 1984, ont opté pour le statut de non-demandeur d'emploi. Jusqu'en mars 1985 inclus, ces chômeurs, qui continuent à bénéficier des allocations de chômage, étaient inclus dans les colonnes (b) et (c) et donc dans le total (f) ; leur élimination des demandeurs d'emploi a donc pour effet de rompre la continuité des séries statistiques. Cette continuité peut être rétablie en ce qui concerne la colonne (f) en ajoutant aux chiffres de celle-ci ceux de la colonne (h). De même, les données du tableau permettent de calculer, à partir d'avril 1985, un taux de chômage (dessaisonnalisé) qui, jusqu'à un certain point, soit comparable à celui des périodes précédentes : il suffit de recalculer le taux de chômage pour le mois d'avril 1985 et chacun des mois ultérieurs suivant la formule :

$$\frac{\text{colonne (f) + colonne (h)}}{\text{colonne (f)}} = \text{taux de chômage.}$$

³ Y compris les emplois vacants parmi les stages des jeunes et dans le cadre spécial temporaire et, à partir de septembre 1982, ceux relatifs au troisième circuit de travail.

⁴ A l'exclusion des chômeurs occupés dans un atelier protégé, des chômeurs qui ont accepté un emploi à temps réduit en vue d'échapper au chômage et, à partir de janvier 1985, des demandeurs d'emploi occupés à temps réduit pendant la période d'attente.

⁵ Total des demandeurs d'emploi [colonne (f)] en pourcentage de la population active (chiffres dessaisonnalisés).

⁶ Données annuelles ou trimestrielles : moyennes par an ou par trimestre des données mensuelles.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1985, p. 29.

III. — AGRICULTURE ET PECHE

1. — AGRICULTURE

Sources : I.N.S. : Statistiques agricoles, et Institut Economique Agricole.

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
Superficie agricole utilisée¹ (milliers d'hectares)								
Froment	182	179	166	170	187	177	180	181
Autres céréales panifiables	21	19	15	14	16	16	16	17
Céréales non panifiables	195	193	191	177	170	168	149	152
Betteraves sucrières	116	117	130	124	109	117	118	113
Autres plantes industrielles	10	10	9	12	14	17	16	13
Pommes de terre	36	38	34	37	34	36	41	40
Autres plantes et racines tuberculifères	19	18	16	17	15	15	15	14
Prés et prairies	710	702	697	691	686	678	669	661
Cultures maraîchères	19	18	23	28	25	25	27	23
Cultures fruitières	12	12	11	11	11	11	11	11
Divers	112	112	117	123	133	136	148	158
Total ...	1.432	1.418	1.409	1.404	1.400	1.396	1.390	1.383
Production végétale² (milliers de tonnes)								
Froment	953	853	875	1.010	1.003	1.249	1.150	1.257
Avoine	119	109	109	153	80	92	94	59
Orge	767	807	752	745	670	873	685	793
Autres céréales	140	124	120	138	123	155	137	148
Betteraves sucrières	5.867	5.315	6.936	7.430	5.120	5.763	5.952	5.886
Pommes de terre	1.426	1.416	1.459	1.582	978	1.332	1.522	1.401
Animaux¹ (milliers)								
Vaches laitières	981	976	969	968	984	994	973	947
Autres bovidés	2.077	2.078	2.045	2.057	2.102	2.129	2.119	2.113
Porcs	5.125	5.173	5.112	5.040	5.314	5.230	5.365	5.585
Production animale								
Livraisons de lait aux laiteries (millions de litres)	2.888	2.904	2.948	2.963	3.091	2.961	3.037	3.197
Abattages (poids net de la viande - milliers de tonnes)	919	952	974	941	979	1.036	1.033	1.053

¹ Recensement au 15 mai.

² Estimations sur base des rendements à l'hectare.

III - 2. — PECHE MARITIME

Poissons débarqués dans les ports belges — Pêche belge

(milliers de tonnes)

Source : Ministère de l'Agriculture : Revue de l'Agriculture.

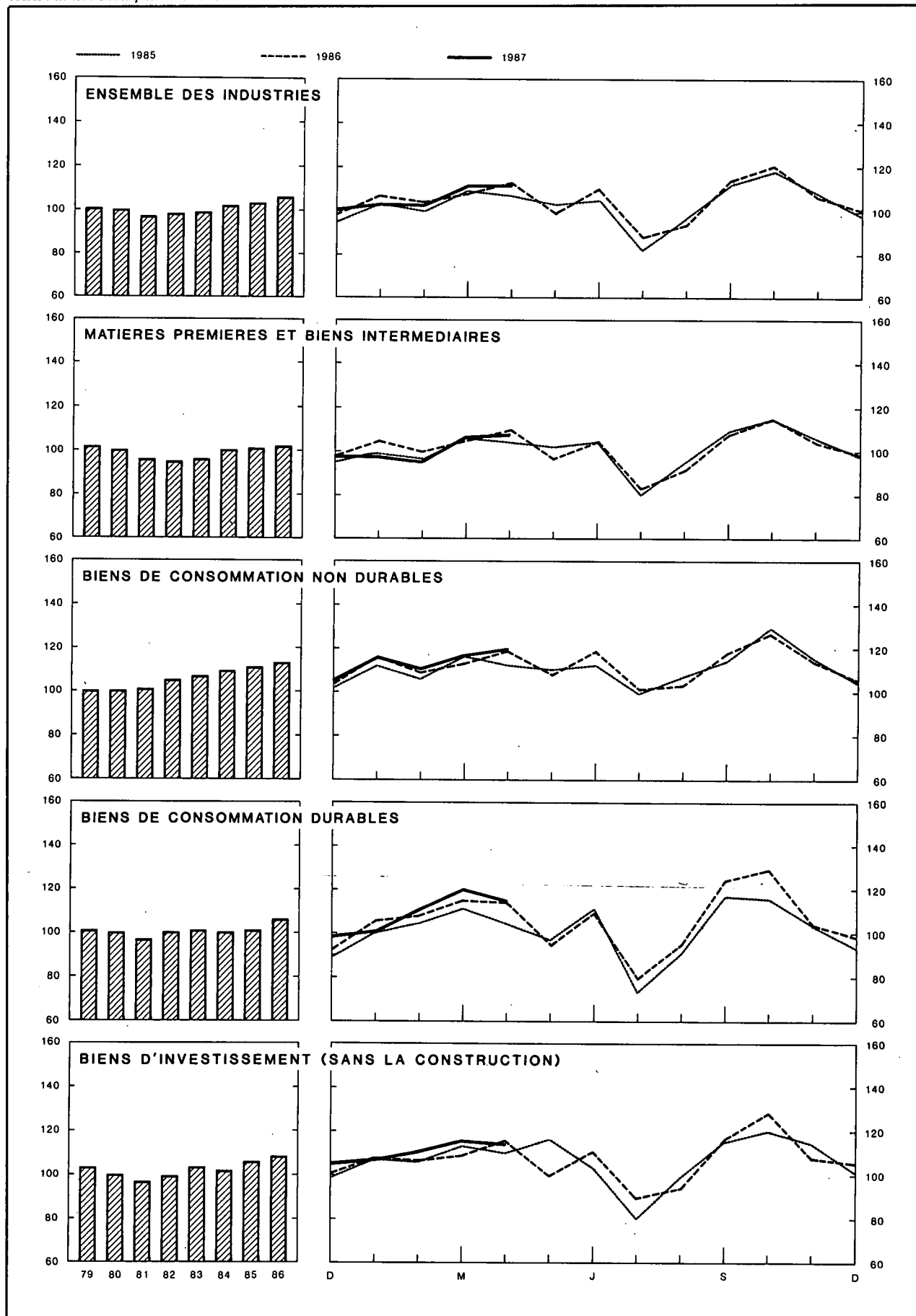
	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
Poissons de fond	35,3	29,8	25,7	26,0	24,9	27,8	27,7	28,0
Poissons pélagiques	0,0	0,0	2,5	7,6	9,3	5,4	4,1	3,1
Crustacés et mollusques	2,5	2,3	2,4	2,3	3,0	2,9	2,7	2,6
Total ...	37,8	32,1	30,6	35,9	37,2	36,1	34,5	33,7

IV — INDUSTRIE

IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles



IV - 1. — PRODUCTION INDUSTRIELLE

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles

Moyennes mensuelles ou mois	Indices I.N.S., 1980 = 100							Indice général ² 1980 = 100	
	Indice général ¹	Dont :		Dont :				Indice I.N.S.	Indice INDEBA ³
		Industries manu- facturières	Industries extractives	Matières premières et biens inter-médiaires	Biens de consommation non durables	Biens de consommation durables	Biens d'investissement		
Pondération par rapport à l'ensemble de la production industrielle en 1986 et 1987	100,0	97,3	2,7	56,3	18,4	13,1	12,2	—	—
1979	101	102	97	102	100	101	103	100	98
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	97	98	94	96	101	97	97	94	94
1982	98	98	95	95	105	100	99	93	94
1983	99	100	89	96	107	101	103	91	91
1984	102	102	90	100	109	100	102	90	91
1985	104	104	84	101	111	101	106	90	93
1986	105	106	76	101	113	105	107	92	100
1985 1 ^{er} trimestre	104	105	79	100	111	105	108	85	89
2 ^e trimestre	105	105	92	103	112	101	107	95	98
3 ^e trimestre	97	97	80	94	107	93	98	86	86
4 ^e trimestre	108	109	85	106	116	104	111	95	100
1986 1 ^{er} trimestre	107	107	76	104	113	108	108	87	95
2 ^e trimestre	106	107	72	103	115	105	107	96	104
3 ^e trimestre	98	99	72	94	109	99	99	88	93
4 ^e trimestre	109	109	82	104	115	109	113	96	107
1987 1 ^{er} trimestre	106	107	61	100	114	111	111	86	98
1986 Avril	112	114	64	109	119	113	113	101	107
Mai	99	100	64	96	108	95	101	88	97
Juin	108	109	87	105	118	108	107	99	108
Juillet	85	86	58	81	103	78	83	71	80
Août	96	97	68	93	107	95	98	87	91
Septembre	113	114	90	108	118	123	117	104	108
Octobre	120	119	96	113	127	126	124	108	115
Novembre	105	106	81	102	113	101	108	93	103
Décembre	101	102	70	98	106	99	106	87	102
1987 Janvier	103	104	65	98	116	101	107	81	93
Février	103	104	71	96	111	111	111	84	96
Mars	112	114	46	107	116	120	116	95	106
Avril	112	113	75	108	120	115	114	100	111

¹ Non compris la construction.

² Y compris la construction.

³ Source : L'Echo de la Bourse.

IV - 2 — PRODUCTION MANUFACTURIERE

Ventilation par secteur industriel

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Industrie des fabrications métalliques	Industrie chimique et industrie du caoutchouc	Métallurgie de base			Industries alimentaires et fabrication des boissons	Electricité	Industrie des produits minéraux non métalliques	Industrie textile	Industrie du bois	Fabrication d'articles d'habillement et de chaussures	Industrie du papier et du carton	Distribution d'eau	Raffineries de pétrole
			Sidérurgie	Acieries de moulage, fonderies, tréfileries, étrépage et laminage	Métaux non ferreux									
Pondération par rapport à l'ensemble des industries manufacturières en 1986 et 1987 ¹	31,1	15,4	5,5	2,4	2,6	9,9	8,3	4,9	5,1	4,7	3,0	2,6	2,2	1,0
1979	103	106	107	102	102	98	97	100	97	93	103	101	98	103
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	97	101	98	96	89	104	94	87	97	98	97	101	100	87
1982	99	103	79	96	95	110	94	82	96	99	99	102	103	74
1983	101	107	82	96	93	111	98	78	103	97	98	105	103	62
1984	101	113	92	99	96	114	102	81	104	95	94	111	104	59
1985	105	117	89	99	100	116	106	74	104	96	92	113	110	51
1986	106	120	82	93	98	119	109	72	105	100	99	115	108	73
1985 1 ^{er} trimestre	108	121	89	102	104	105	110	60	111	93	104	114	110	54
2 ^e trimestre	105	120	95	100	104	115	99	83	108	102	85	120	109	37
3 ^e trimestre	98	108	84	90	89	113	97	77	88	84	93	108	115	55
4 ^e trimestre	111	119	89	104	102	130	119	76	109	104	88	109	106	58
1986 1 ^{er} trimestre	109	123	88	104	105	108	123	57	114	97	108	113	107	67
2 ^e trimestre	106	124	81	97	103	119	106	80	111	104	92	122	110	74
3 ^e trimestre	100	110	80	83	85	118	96	75	90	90	101	108	113	78
4 ^e trimestre	110	122	79	89	99	130	111	77	106	109	94	116	102	72
1987 1 ^{er} trimestre	111	120	75	94	104	112	125	59	107	102	107	119	107	75
1986 Avril	113	130	89	108	112	122	117	81	120	108	103	127	107	75
Mai	100	118	69	90	88	112	98	79	101	89	78	108	114	75
Juin	106	125	84	92	110	123	102	80	114	117	95	132	108	71
Juillet	82	98	73	70	66	113	92	65	67	76	74	92	113	82
Août	99	108	77	82	81	115	94	79	84	81	101	105	112	79
Septembre	119	123	88	98	108	124	102	81	119	115	129	126	113	72
Octobre	120	134	81	100	103	147	109	86	122	126	120	132	98	62
Novembre	105	122	79	85	98	129	108	78	103	97	83	109	106	76
Décembre	104	111	77	83	96	112	115	68	94	103	78	108	101	79
1987 Janvier	107	115	78	95	101	115	133	49	101	90	90	114	99	85
Février	110	116	59	90	102	108	116	56	106	104	111	117	109	68
Mars	117	128	87	99	110	113	127	73	115	111	119	126	113	71
Avril	114	129	85	.	109	124	111	88	113	117	99	129	108	75

¹ L'industrie du tabac, les cokeries et l'industrie du cuir dont les indices de production ne sont pas repris dans le tableau, interviennent respectivement pour 0,8 %, 0,4 % et 0,1 % dans l'ensemble de la production manufacturière industrielle.

IV - 3. — ENERGIE

Sources : coke et houille : M.A.E., Administration des Mines; autres données : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Pétrole (milliers de tonnes)					Gaz (millions de m ³)	Coke (milliers de tonnes)		Houille (milliers de tonnes)		Electricité (millions kWh)		
	Mise en œuvre de pétrole brut	Consommation intérieure					Importations de gaz naturel en U.E.B.L.	Production	Consommation intérieure	Production		Consommation intérieure	Production nette
		Total ¹	Dont :										
		Essence autos	Gas-oil et fuel-oil léger	Fuel-oil résiduel									
1979	2.747	1.865	264	823	539	1.057	537	580	510	1.266	4.137		
1980	2.663	1.642	246	702	470	976	504	545	527	1.297	4.251		
1981	2.316	1.450	227	645	383	914	500	523	511	1.255	4.015		
1982	1.966	1.389	222	593	385	726	435	436	545	1.285	3.995		
1983	1.652	1.200	215	562	236	766	426	416	508	1.036	4.159		
1984	1.560	1.142	216	573	170	769	494	492	525	1.201	4.321		
1985	1.356	1.197	208	637	186	779	497	478	518	1.192	4.515		
1986	1.935	1.326	227	714	229	695	428	421	466	1.047	4.626		
1985 1 ^{er} trimestre	1.435	1.481	198	829	262	1.240	487	470	599	1.281	4.697		
2 ^e trimestre	982	1.169	217	570	210	618	498	491	525	1.201	4.208		
3 ^e trimestre	1.467	1.141	217	583	161	390	498	459	444	1.050	4.105		
4 ^e trimestre	1.540	1.252	216	677	216	869	505	491	503	1.237	5.052		
1986 1 ^{er} trimestre	1.785	1.593	210	946	283	1.026	484	451	548	1.246	5.230		
2 ^e trimestre	1.963	1.496	236	772	306	519	414	417	385	1.033	4.491		
3 ^e trimestre	2.071	1.271	231	665	199	463	417	409	416	842	4.084		
4 ^e trimestre	1.923	1.346	248	682	263	773	395	406	515	1.065	4.698		
1987 1 ^{er} trimestre	2.024	1.394	217	823	205	1.114	418	390	408	955	5.329		
1986 Mai	2.006	1.468	244	775	276	389	406	373	351	923	4.166		
Juin	1.896	1.290	228	584	279	384	373	406	495	1.197	4.344		
Juillet	2.190	1.154	232	597	168	370	408	396	363	807	3.922		
Août	2.095	1.456	234	836	205	438	425	416	367	608	3.981		
Septembre	1.927	1.202	227	563	225	587	417	415	518	1.111	4.348		
Octobre	1.656	1.273	256	571	269	625	412	420	584	1.051	4.613		
Novembre	2.020	1.185	223	573	241	759	384	383	521	818	4.588		
Décembre	2.094	1.580	265	901	278	951	390	416	440	1.327	4.893		
1987 Janvier	2.323	1.473	225	841	248	1.140	410	*357	504	*1.262	5.651		
Février	1.852	1.261	198	782	154	996	396	*396	514	* 784	4.948		
Mars	1.898	1.449	229	846	214	1.095	449	*418	206	* 818	5.388		
Avril						642	431	*426	398	*1.133	4.723		
Mai							430	*404	366	* 811	4.709		

¹ Essence autos, gas-oil, fuel-oil résiduel, essences aviation et carburacteur (type essence), essences spéciales et white spirit, pétrole et carburacteur (type pétrole),

huiles de graissage et autres produits lubrifiants, brai de pétrole résiduel, bitumes asphaltiques, gaz de pétrole énergétiques et chimiques.

IV - 4. — METALLURGIE

Source : Sidérurgie : Eurostat ; Fabrications métalliques : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Sidérurgie (milliers de tonnes)		Fabrications métalliques (milliards de francs)			Expéditions
	Production d'acier brut	Production d'acier fini	Commandes inscrites			
			pour le marché intérieur	pour les exportations	Total	
1979	1.120	855	18,0	36,9	54,9	50,0
1980	1.027	784	17,5	35,6	53,1	52,3
1981	1.024	735	17,7	37,9	55,6	54,4
1982	833	608	17,9	43,3	61,2	62,5
1983	846	583	19,0	47,3	66,3	67,7
1984	942	674	20,3	52,7	73,0	71,0
1985	890	666	21,7	58,3	80,1	80,1
1986	809	614	* 22,2	* 61,7	* 83,9	* 84,6
1985 1 ^{er} trimestre	891	659	21,4	59,8	81,1	78,5
2 ^e trimestre	940	731	21,8	61,5	83,3	82,8
3 ^e trimestre	840	616	19,3	49,2	68,5	68,8
4 ^e trimestre	891	658	24,5	62,9	87,3	90,1
1986 1 ^{er} trimestre	864	676	* 23,6	* 63,4	* 87,0	* 84,5
2 ^e trimestre	786	613	* 21,7	* 63,1	* 84,8	* 88,9
3 ^e trimestre	807	574	* 20,3	* 53,5	* 73,8	* 72,9
4 ^e trimestre	780	586	* 23,4	* 66,6	* 90,0	* 91,9
1987 1 ^{er} trimestre	736	580	* 21,0	* 64,7	* 85,7	* 84,9
1986 Avril	878	679	* 21,6	* 66,0	* 87,6	* 91,9
Mai	692	508	* 20,5	* 57,2	* 77,7	* 78,0
Juin	789	653	* 23,0	* 66,0	* 89,0	* 96,9
Juillet	741	496	* 18,2	* 44,9	* 63,1	* 59,1
Août	849	524	* 19,3	* 48,0	* 67,3	* 65,8
Septembre	831	716	* 23,3	* 67,6	* 90,9	* 93,8
Octobre	802	669	* 23,1	* 72,3	* 95,4	* 100,3
Novembre	776	568	* 22,5	* 62,9	* 85,4	* 85,8
Décembre	762	520	* 24,6	* 64,7	* 89,3	* 89,6
1987 Janvier	764	561	* 19,2	* 58,8	* 78,0	* 74,8
Février	593	475	* 22,2	* 65,1	* 87,3	* 86,4
Mars	852	704	* 21,6	* 70,2	* 91,8	* 93,6
Avril	839	697				

IV - 5. — CONSTRUCTION

Sources : avis favorables : Ministère des Travaux Publics, Administration de l'Urbanisme (par région); autres données : I.N.S. : Statistiques industrielles.

Moyennes mensuelles ou mois	Logements					Autres bâtiments					Production Indice 1980 = 100 ¹
	Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		Avis favorables	Autorisations de bâtir		Bâtiments commencés		
	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	Nombre	Nombre	Volume	Nombre	Volume	
	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers)	(milliers de m ³)	(milliers)	(milliers de m ³)	
1979	4,7	5,2	2.920	5,7	3.111	0,7	0,6	2.370	0,6	2.005	96
1980	4,0	4,2	2.358	3,9	2.191	0,7	0,6	1.866	0,5	1.654	100
1981	2,8	2,9	1.672	2,7	1.608	0,6	0,4	1.800	0,4	1.444	83
1982	2,1	2,3	1.341	2,4	1.398	0,7	0,5	1.915	0,4	1.428	79
1983	1,8	1,9	1.182	2,3	1.393	0,7	0,5	1.748	0,5	1.848	64
1984	1,9	2,3	1.422	2,0	1.248	0,4	0,6	1.839	0,5	1.514	57
1985	2,2	2,5	1.571	2,4	1.481	0,4	0,6	2.168	0,5	1.859	55
1986 .....	.	2,5	1.536	2,0	1.275	.	0,6	2.115	0,5	1.673	* 55
1985 1 ^{er} trimestre	2,2	2,5	1.565	1,8	1.109	0,3	0,4	1.655	0,4	1.982	—
2 ^e trimestre	2,5	2,9	1.894	3,0	1.873	0,4	0,6	2.346	0,5	1.682	—
3 ^e trimestre	2,2	2,4	1.506	2,4	1.556	0,5	0,6	2.331	0,5	1.888	—
4 ^e trimestre	1,9	2,2	1.319	2,4	1.386	0,4	0,6	2.399	0,6	1.882	—
1986 1 ^{er} trimestre	1,8	2,3	1.417	1,6	980	0,3	0,5	1.917	0,3	1.431	—
2 ^e trimestre	2,1	2,9	1.746	2,7	1.760	0,4	0,6	2.313	0,6	2.384	—
3 ^e trimestre .....	.	2,4	1.567	2,1	1.311	.	0,7	2.157	0,5	1.414	—
4 ^e trimestre .....	.	2,3	1.413	1,8	1.050	.	0,6	2.072	0,4	1.464	—
1987 1 ^{er} trimestre .....	.	2,9	1.807	2,0	1.201	.	0,6	2.386	0,5	1.922	—
1986 Mars	1,9	2,2	1.422	2,6	1.578	0,3	0,6	2.003	0,5	1.878	54
Avril	2,3	2,7	1.636	2,8	1.825	0,4	0,6	2.845	0,6	2.352	* 54
Mai	1,7	2,1	1.410	2,6	1.710	0,4	0,5	1.554	0,5	1.952	* 54
Juin	2,3	3,8	2.191	2,7	1.745	0,4	0,8	2.540	0,6	2.849	* 54
Juillet	2,1	2,7	1.760	2,0	1.285	0,5	0,7	2.145	0,4	1.540	* 55
Août .....	.	2,0	1.460	2,1	1.316	.	0,6	1.919	0,5	1.304	* 55
Septembre .....	.	2,5	1.482	2,1	1.333	.	0,7	2.407	0,5	1.398	* 55
Octobre .....	.	2,2	1.434	1,8	1.130	.	0,6	2.046	0,4	1.449	* 55
Novembre .....	.	2,1	1.267	1,5	880	.	0,6	1.992	0,3	1.044	* 56
Décembre .....	.	2,6	1.537	2,0	1.140	.	0,6	2.177	0,5	1.898	* 56
1987 Janvier .....	.	2,5	1.460	2,2	1.321	.	0,6	2.169	0,7	2.683	* 55
Février .....	.	2,7	1.729	1,6	930	.	0,6	2.150	0,5	1.423	* 56
Mars .....	.	3,6	2.233	2,1	1.351	.	0,6	2.839	0,3	1.661	* 55

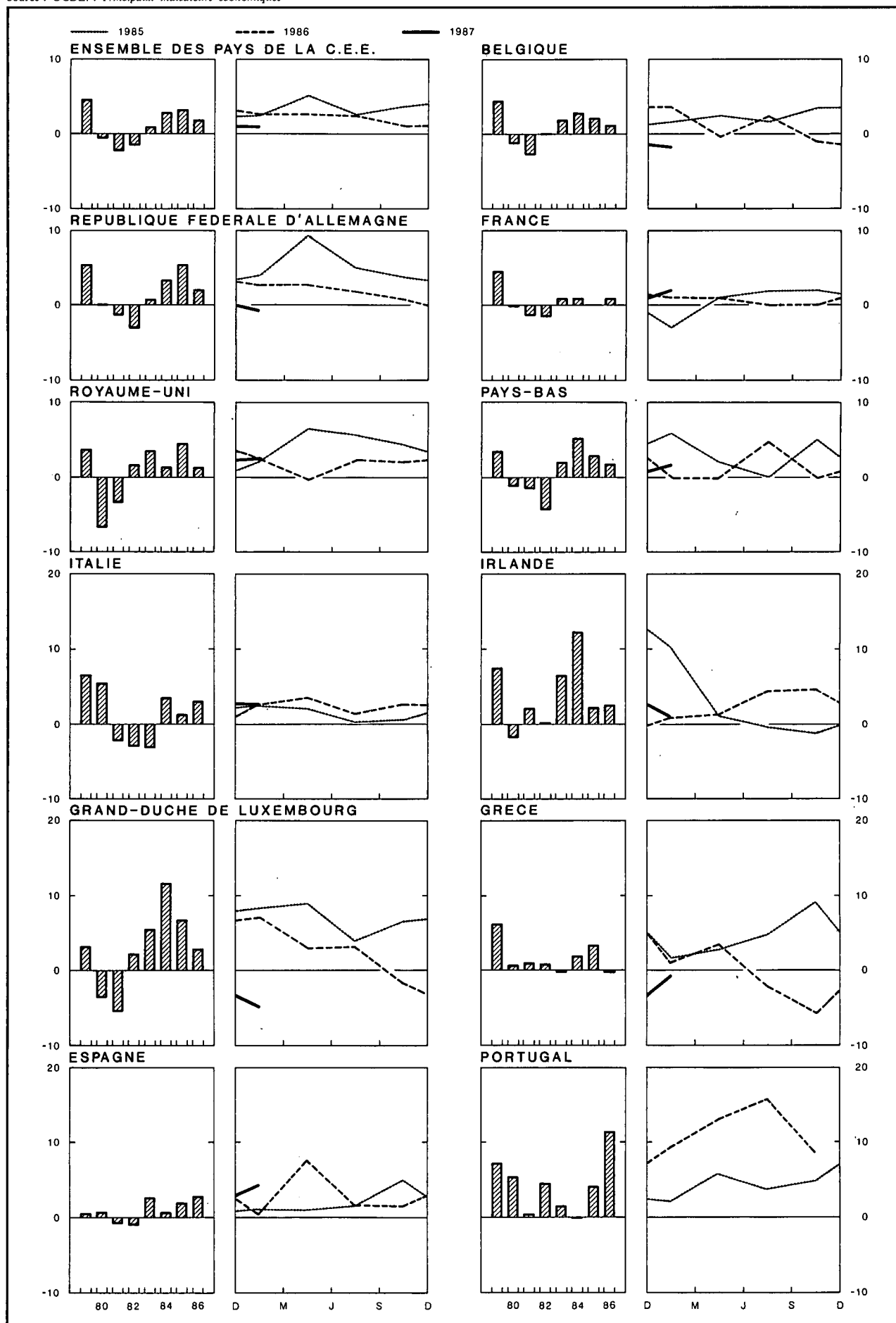
¹ Travaux publics et privés. Indices mensuels : moyennes mobiles des douze derniers mois de l'indice de la production non désaisonné corrigé pour la composition inégale des mois. Indices annuels : moyenne de l'indice de la production non

désaisonné, corrigé pour la composition inégale des mois, des douze mois de l'année et non la moyenne des indices mensuels.

IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Pourcentage de variation par rapport à l'indice de l'année précédente, ou le trimestre correspondant de l'année précédente.

Source : OCDE. : Principaux indicateurs économiques



IV - 6. — PRODUCTION INDUSTRIELLE DES PAYS DE LA COMMUNAUTE ECONOMIQUE EUROPEENNE

Indices 1980 = 100

(ajustés pour variations saisonnières)

Source : OCDE : Principaux indicateurs économiques.

	Ensemble des pays C.E.E. (11 pays ¹)	Belgique	Répu- blique Fédérale d'Alle- magne ²	France	Royaume- Uni	Pays-Bas	Italie	Irlande	Grand- Duché de Luxem- bourg	Grèce	Espagne	Portugal
1979	101	102	100	100	107	101	95	102	103	99	99	95
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	98	97	99	99	97	98	98	102	94	101	99	100
1982	96	97	96	97	98	94	95	105	96	102	98	105
1983	97	99	96	98	102	96	92	111	102	101	101	107
1984	100	102	100	99	103	101	96	125	114	104	101	107
1985	103	104	105	99	108	104	97	128	121	107	104	111
1986	106	105	107	100	110	106	100	132	125	107	107	124
1985 1 ^{er} trimestre	102	102	103	98	106	107	97	131	118	104	102	108
2 ^e trimestre	103	104	104	99	109	104	97	128	122	106	102	111
3 ^e trimestre	104	105	106	101	108	102	97	124	121	110	104	111
4 ^e trimestre	104	106	106	100	108	105	96	129	125	112	106	115
1986 1 ^{er} trimestre	104	106	106	99	109	107	99	132	127	105	103	118
2 ^e trimestre	106	104	107	100	109	104	100	130	125	109	110	125
3 ^e trimestre	106	107	108	101	111	107	98	130	125	108	106	129
4 ^e trimestre	106	105	107	100	111	105	99	135	123	106	108	124
1987 1 ^{er} trimestre	106	104	105	101	112	109	102	134	121	106	107	.
1986 Mai	103	104	105	99	109	100	97	124	128	105	104	122
Juin	106	104	108	102	108	104	101	130	125	110	109	129
Juillet	107	110	109	103	111	106	99	123	125	119	110	129
Août	105	107	108	103	111	106	98	133	127	100	100	127
Septembre	106	104	107	103	111	109	98	134	123	105	108	130
Octobre	106	106	108	103	111	105	99	137	123	105	109	125
Novembre	106	105	107	101	111	107	100	136	129	106	107	123
Décembre	105	105	105	101	110	104	99	132	116	106	107	125
1987 Janvier	104	105	104	99	111	109	99	131	125	102	104	120
Février	106	105	106	102	113	107	102	136	119	110	109	122
Mars	107	102	105	103	112	110	104	134	118	105	108	.
Avril	108	108	108	102	113	104	103	143	.	.	.	.
Mai	108	.	108	103	113	106	106	.	.	.	.	.

¹ Le Danemark n'établit pas d'indice de la production industrielle.

² Y compris Berlin-Ouest.

V. — SERVICES

1. — TRANSPORTS

a. — Activités de la S.N.C.B. et de la SABENA

Sources : S.N.C.B. et SABENA.

Moyennes mensuelles ou mois	S.N.C.B.					SABENA	
	Trafic voyageurs	Trafic marchandises (wagons complets)			Trafic payant aérien régulier		
	Voyageurs-km	Tonnes-km productives ¹	Tonnage total	dont :		Passagers-km	Tonnes-km
				combustibles et huiles minérales ²	minerais ²		
(millions)			(milliers de tonnes)			(millions)	
1979	580	711	6.157	1.597	1.327	402	70
1980	580	667	5.922	1.607	1.230	404	70
1981	590	628	5.803	1.617	1.190	433	77
1982	573	566	5.200	1.541	949	440	81
1983	553	572	5.275	1.485	877	440	82
1984	537	659	5.903	1.647	1.001	457	86
1985	548	688	6.035	1.600	1.084	472	91
1986	506	618	5.260	1.399	980	463	91
1985 2 ^e trimestre	558	705	6.264	1.629	1.182	497	97
3 ^e trimestre	530	638	5.642	1.473	1.110	584	99
4 ^e trimestre	564	739	6.322	1.562	1.125	424	86
1986 1 ^{er} trimestre	541	654	5.688	1.596	1.058	393	82
2 ^e trimestre	456	583	4.945	1.292	830	456	91
3 ^e trimestre	499	621	5.152	1.293	1.054	581	102
4 ^e trimestre	527	616	5.254	1.415	976	424	90
1987 1 ^{er} trimestre	519	578	5.018	1.281	921	401	79
2 ^e trimestre		637	5.488	1.425	1.099	514	90
1986 Juin	514	674	5.790	1.490	985	515	97
Juillet	504	628	5.019	1.103	1.058	588	104
Août	467	567	4.669	1.303	942	619	105
Septembre	526	667	5.768	1.474	1.161	535	97
Octobre	562	686	5.828	1.493	1.032	455	93
Novembre	523	603	5.092	1.396	966	393	88
Décembre	496	559	4.843	1.357	931	423	89
1987 Janvier	508	495	4.370	1.244	751	450	82
Février	512	569	5.027	1.291	967	367	78
Mars	538	669	5.657	1.309	1.045	385	77
Avril	* 528	575	4.817	1.267	699	509	90
Mai	* 526	669	5.827	1.434	1.436	506	92
Juin		666	5.819	1.573	1.162	526	88

¹ Les tonnes-km productives sont relatives aux transports commerciaux (à l'exclusion des transports en service) : c'est la somme des produits du poids de chaque expédition par le parcours pour lequel elle a été taxée.

² Nouvelle série à partir de janvier 1986.

V - 1b. — Navigation maritime

V - 1c. —
Navigation
intérieure

Sources : *Stad Antwerpen - Havenbedrijf* (col. (1)), I.N.S. (autres colonnes).

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois	Port d'Anvers			Port de Gand			Ports de Bruges et Zeebrugge			Ensemble des trafics ¹	
	Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		Capacité des navires entrés (milliers de tonnes de jauge brutes)	Marchandises (milliers de tonnes métriques)		(milliers de tonnes métriques)	(millions de tonnes-km)
		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		Entrées	Sorties		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)		
1979	8.628	3.440	2.663	1.273	1.184	297	3.764	745	149	8.450	492
1980	8.558	3.603	3.033	1.310	1.205	282	4.017	815	164	8.411	488
1981	8.718	3.479	3.024	1.392	1.234	274	3.781	635	174	8.100	454
1982	9.390	4.015	2.815	1.578	1.513	283	3.405	356	156	7.549	417
1983	9.083	3.748	2.720	1.659	1.283	263	3.384	332	161	7.602	414
1984	9.736	4.022	3.191	1.800	1.566	415	3.458	345	212	8.224	437
1985	9.969	3.851	3.188	1.883	1.786	583	3.583	380	252	7.803	422
1986	10.582	4.274	3.039	1.728	1.512	408	3.478	416	272	* 7.943	* 434
1985 1 ^{er} trimestre ..	9.575	3.924	3.521	1.745	1.893	635	3.619	255	184	6.468	359
2 ^e trimestre ..	10.083	3.708	3.121	1.884	1.716	573	3.577	429	255	8.600	448
3 ^e trimestre ..	10.125	3.765	3.015	1.903	1.552	499	3.642	385	256	8.027	411
4 ^e trimestre ..	10.095	3.925	3.052	1.997	1.976	621	3.434	437	312	8.131	470
1986 1 ^{er} trimestre ..	10.189	3.789	3.095	1.791	1.612	346	3.471	325	272	7.019	383
2 ^e trimestre ..	10.819	4.468	2.952	1.767	1.570	444	3.373	504	252	8.789	481
3 ^e trimestre ..	10.783	4.536	2.624	1.611	1.265	338	3.512	434	282	7.578	422
4 ^e trimestre ..	10.537	4.302	3.485	1.741	1.599	504	3.553	402	280	* 8.387	* 449
1987 1 ^{er} trimestre ..	10.671	4.464	2.890		1.686	572		444	304		
1986 Mai	10.851	5.437	3.174	1.747	1.294	276	3.326	417	269	8.353	475
Juin	10.857	3.914	2.717	1.721	1.762	400	3.468	506	190	8.785	479
Juillet	10.796	4.346	2.939	1.559	1.158	429	3.515	451	299	6.727	361
Août	10.897	3.982	2.150	1.540	886	184	3.272	316	244	7.515	426
Septembre	10.655	5.281	2.784	1.735	1.750	400	3.750	535	302	8.493	479
Octobre	10.901	4.192	4.221	1.978	2.288	780	3.885	459	305	8.900	485
Novembre	10.341	4.413	3.087	1.424	1.452	272	3.671	442	256	8.169	427
Décembre	10.368	4.302	3.147	1.821	1.058	460	3.104	306	280	* 8.093	* 435
1987 Janvier	10.663	4.186	2.741	1.620	1.295	753	3.278	344	324	* 5.927	* 318
Février	10.101	4.278	2.918		1.953	307		506	271		
Mars	11.249	4.929	3.011		1.810	657		483	317		
Avril	11.618	4.438	3.223		1.349	391		468	389		
Mai	10.703	3.268	2.335		1.602	410		470	266		

¹ Trafic intérieur, importations, exportations et transit.

V - 2. — TOURISME

Nuits passées par les touristes en Belgique¹

(milliers)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles ou mois ²	Total	dont pays de résidence habituelle					
		Belgique	France	Pays-Bas	Royaume-Uni	République Fédérale d'Allemagne	Etats-Unis d'Amérique
1979	2.114	1.545	57	164	82	93	43
1980	2.158	1.560	73	159	93	99	41
1981	2.235	1.635	74	160	93	97	41
1982	2.498	1.785	84	232	97	110	47
1983	2.528	1.783	75	256	105	110	50
1984	2.557	1.778	80	257	105	117	62
1985	2.595	1.775	79	264	103	126	74
1986	2.214	1.477	64	259	91	99	66
1985 1 ^{er} trimestre	663	296	37	79	46	42	40
2 ^e trimestre	2.172	1.381	76	207	131	123	82
3 ^e trimestre	5.182	3.863	93	536	161	179	101
4 ^e trimestre	926	430	43	135	64	48	68
1986 1 ^{er} trimestre	724	312	38	113	46	46	57
2 ^e trimestre	2.186	1.422	79	214	106	124	71
3 ^e trimestre	4.995	3.721	88	567	148	172	75
4 ^e trimestre	951	451	51	142	62	55	59
1987 1 ^{er} trimestre	708	320	41	110	43	42	48
1986 Avril	1.244	733	59	107	71	64	64
Mai	2.821	1.869	113	283	126	173	72
Juin	2.493	1.665	65	252	121	135	77
Juillet	7.196	5.521	94	929	146	193	75
Août	5.894	4.533	110	553	168	215	68
Septembre	1.895	1.108	60	219	130	107	82
Octobre	1.140	499	67	179	92	80	73
Novembre	840	384	51	105	57	49	57
Décembre	873	471	34	143	38	36	47
1987 Janvier	628	277	33	109	29	36	46
Février	632	265	41	106	39	38	45
Mars	865	419	48	115	60	51	53
Avril	1.793	1.217	75	126	77	102	52

¹ Y compris les nuitées de camping.

² L'I.N.S. publie uniquement des chiffres définitifs pour les données annuelles.

V - 3. — COMMERCE INTERIEUR

a. — Ventes du commerce de détail

Indices 1980 = 100

Source : I.N.S. : *Statistiques du commerce.*

Moyennes mensuelles ou mois	Par formes de distribution				Par catégories de produits				Ensemble	
	Petit commerce de détail ¹	Grands magasins et entreprises à succursales ²	Super-marchés ³	Coopératives de consommation	Alimentation ⁴	Textiles et habillement ⁵	Articles d'ameublement et de ménage	Autres articles	Valeur	Quantité ⁶
Coefficient de pondération en % de l'indice général depuis 1981	—	—	—	—	37,5	14,9	16,6	31,0	100,0	—
1979	92	93	93	102	98	87	87	92	92	99
1980	100	100	100	100	100	100	100	100	100	100
1981	102	108	105	86	98	103	105	109	103	95
1982	115	117	112	79	112	118	110	120	115	97
1983	120	125	117	57	122	128	116	121	121	95
1984	127	130	124	52	132	132	123	128	129	95
1985	136	136	125	50	138	140	135	138	138	97
1986	* 134	140	125	32	* 140	* 141	* 135	* 135	* 138	* 97
1985 1 ^{er} trimestre	125	128	119	49	129	117	115	136	127	90
2 ^e trimestre	141	137	123	51	141	148	135	143	142	99
3 ^e trimestre	131	129	125	50	134	127	135	131	132	93
4 ^e trimestre	148	149	134	49	148	169	155	142	150	105
1986 1 ^{er} trimestre	* 129	134	120	36	* 136	* 122	* 119	* 141	* 133	* 93
2 ^e trimestre	* 138	140	125	34	* 142	* 146	* 134	* 142	* 141	* 100
3 ^e trimestre	* 126	134	125	29	* 135	* 135	* 131	* 123	* 130	* 92
4 ^e trimestre	* 143	152	129	27	* 148	* 163	* 156	* 133	* 147	* 104
1987 1 ^{er} trimestre	* 124	135	118	22	* 126	* 134	* 128	* 131	* 129	* 91
1986 Avril	* 138	141	122	36	* 138	* 151	* 128	* 147	* 141	* 99
Mai	* 138	142	130	35	* 146	* 149	* 130	* 139	* 141	* 100
Juin	* 139	137	122	31	* 143	* 138	* 142	* 139	* 141	* 100
Juillet	* 123	138	127	32	* 132	* 135	* 136	* 119	* 129	* 92
Août	* 120	130	126	31	* 135	* 116	* 118	* 121	* 125	* 88
Septembre	* 135	135	121	25	* 139	* 153	* 137	* 128	* 137	* 97
Octobre	* 140	149	127	29	* 145	* 163	* 141	* 135	* 144	* 102
Novembre	* 123	135	116	26	* 133	* 137	* 129	* 118	* 128	* 91
Décembre	* 167	173	145	27	* 167	* 188	* 198	* 146	* 169	* 119
1987 Janvier	* 121	144	125	23	* 129	* 147	* 123	* 122	* 129	* 91
Février	* 113	125	111	21	* 121	* 106	* 121	* 120	* 119	* 84
Mars	* 138	136	118	22	* 128	* 150	* 139	* 150	* 140	* 99
Avril	* 144	150	124	24	* 133	* 190	* 138	* 139	* 144	* 101

¹ Indices calculés sur base des données d'un sondage.

² Entreprises de commerce de détail à départements multiples (grands magasins) et entreprises de détail possédant au moins cinq établissements de commerce de détail.

³ Petites et moyennes entreprises de supermarchés, à libre service complet ou partiel.

⁴ Y compris le tabac, mais uniquement pour le petit commerce de détail.

⁵ Y compris les textiles d'ameublement.

⁶ Indice de valeur déflaté par l'indice général des prix à la consommation dont on a éliminé les services et les loyers.

V - 3b. — Ventes à tempérament

1° — Résultats généraux

Source : I.N.S. : Statistiques du commerce

	Contrats en cours à fin de semestre (milliers)				Crédits en cours à fin de semestre (milliards de francs)				Crédits accordés au cours du semestre (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1983 2 ^e semestre	1.398	800	320	278	72,6	6,3	39,4	26,9	21,2	2,9	10,8	7,5
1984 1 ^{er} semestre	1.322	715	337	270	80,3	6,0	43,7	30,6	27,9	3,1	14,3	10,5
2 ^e semestre	1.406	812	322	272	79,8	6,2	42,8	30,8	22,8	3,2	11,8	7,8
1985 1 ^{er} semestre	1.388	722	385	281	90,0	5,6	50,5	33,9	31,3	3,3	16,1	11,9
2 ^e semestre	1.369	679	410	280	95,3	5,6	53,1	36,6	29,1	2,9	15,4	10,8
1986 1 ^{er} semestre	1.468	712	433	323	108,2	5,9	59,4	42,9	41,1	3,7	19,8	17,6

2° — Retards de paiement

	Débiteurs en retard de payer 3 termes échus et plus au cours du semestre (milliers)				Créances dues par les débiteurs visés dans les colonnes précédentes (milliards de francs)			
	Total	Financement par			Total	Financement par		
		vendeurs	banques	autres ¹		vendeurs	banques	autres ¹
1983 2 ^e semestre	77	66	6	5	1,2	0,3	0,5	0,4
1984 1 ^{er} semestre	69	59	5	5	1,0	0,3	0,4	0,3
2 ^e semestre	75	66	5	4	1,1	0,3	0,4	0,4
1985 1 ^{er} semestre	70	60	6	4	1,2	0,2	0,5	0,5
2 ^e semestre	65	55	6	4	1,0	0,2	0,4	0,4
1986 1 ^{er} semestre	71	58	7	6	1,3	0,2	0,7	0,4

3° — Répartition des crédits accordés au cours du semestre, par nature des marchandises

	Total	Camions, camionnettes, autobus, matériel de transport lourd		Matériel et tracteurs agricoles, bétail	Autos pour transport de personnes, exceptés autobus		Motos, scooters, vélo-moteurs, bicyclettes	Textiles, fourrures, vêtements	Livres	Autre équipement professionnel	Autres articles à usage personnel	Divers ²
		neufs	usagés		neuves	usagées						
		Contrats (milliers)										
1983 2 ^e semestre	698	3	1	1	55	13	7	126	129	4	345	14
1984 1 ^{er} semestre	732	3	1	1	77	16	6	152	134	6	322	14
2 ^e semestre	728	3	1	0	54	14	6	132	135	5	364	14
1985 1 ^{er} semestre	759	3	1	1	80	18	6	161	131	7	335	16
2 ^e semestre	684	4	1	0	65	18	5	147	97	6	324	17
1986 1 ^{er} semestre	762	4	1	0	105	22	6	176	101	8	318	21
Crédits accordés (milliards de francs)												
1983 2 ^e semestre	21,2	1,3	0,3	0,3	11,4	1,5	0,2	0,3	0,8	1,2	3,2	0,7
1984 1 ^{er} semestre	27,9	1,7	0,4	0,3	16,4	1,9	0,2	0,3	0,8	1,7	3,1	1,1
2 ^e semestre	22,8	1,6	0,4	0,1	11,7	1,7	0,2	0,3	0,9	1,7	3,3	0,9
1985 1 ^{er} semestre	31,3	2,2	0,4	0,1	18,1	2,2	0,2	0,3	0,8	2,2	3,7	1,1
2 ^e semestre	29,1	2,3	0,5	0,2	15,3	2,3	0,2	0,3	0,8	2,2	3,9	1,1
1986 1 ^{er} semestre	41,1	2,4	0,5	0,2	25,8	3,1	0,2	0,3	0,8	2,7	3,8	1,3

¹ Organismes de financement et particuliers.

² Y compris les services (voyages, réparations de véhicules à moteur, chauffage central, etc.).

V - 4. — CHAMBRES DE COMPENSATION¹

a) Nombre d'opérations

(milliers de pièces)

Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1983	2	389	9	12.360	13.764	8	26.532	1.408	27.940
1984	2	343	10	13.791	16.149	7	30.302	1.285	31.587
1985	2	329	7	15.432	16.986	2	32.758	1.212	33.970
1986	2	319	8	17.164	18.512	4	36.009	981	36.990
1985 2 ^e trimestre	2	337	7	15.669	17.079	2	33.096	1.276	34.372
3 ^e trimestre	2	317	7	15.527	16.355	2	32.210	1.161	33.371
4 ^e trimestre	2	310	7	16.705	18.213	1	35.238	1.193	36.431
1986 1 ^{er} trimestre	2	329	8	15.609	17.968	1	33.917	1.056	34.973
2 ^e trimestre	1	323	8	17.458	18.006	2	35.798	1.012	36.810
3 ^e trimestre	2	328	7	17.367	18.006	3	35.713	924	36.637
4 ^e trimestre	2	296	8	18.222	20.068	12	38.608	931	39.539
1987 1 ^{er} trimestre	2	324	8	17.354	20.575	5	38.268	916	39.184
2 ^e trimestre	2	300	8	19.113	20.514	2	39.939	915	40.854
1986 Juillet	2	414	7	18.201	19.352	2	37.978	1.058	39.036
Août	1	261	6	15.546	16.014	6	31.834	814	32.648
Septembre	2	310	7	18.354	18.652	2	37.327	900	38.227
Octobre	2	338	7	18.381	20.024	29	38.781	987	39.768
Novembre	2	244	11	16.213	17.837	2	34.309	777	35.086
Décembre	2	306	7	20.073	22.342	3	42.733	1.030	43.763
1987 Janvier	1	341	9	17.316	20.531	3	38.201	921	39.122
Février	2	291	7	16.042	19.763	9	36.114	850	36.964
Mars	2	341	7	18.704	21.431	2	40.487	978	41.465
Avril	1	316	7	19.239	20.350	1	39.914	936	40.850
Mai	2	271	8	17.225	18.324	4	35.834	781	36.615
Juin	2	313	8	20.876	22.866	2	44.067	1.029	45.096
Juillet	2	385	6	20.115	21.061	2	41.571	964	42.535

b) Montant des opérations

(milliards de francs)

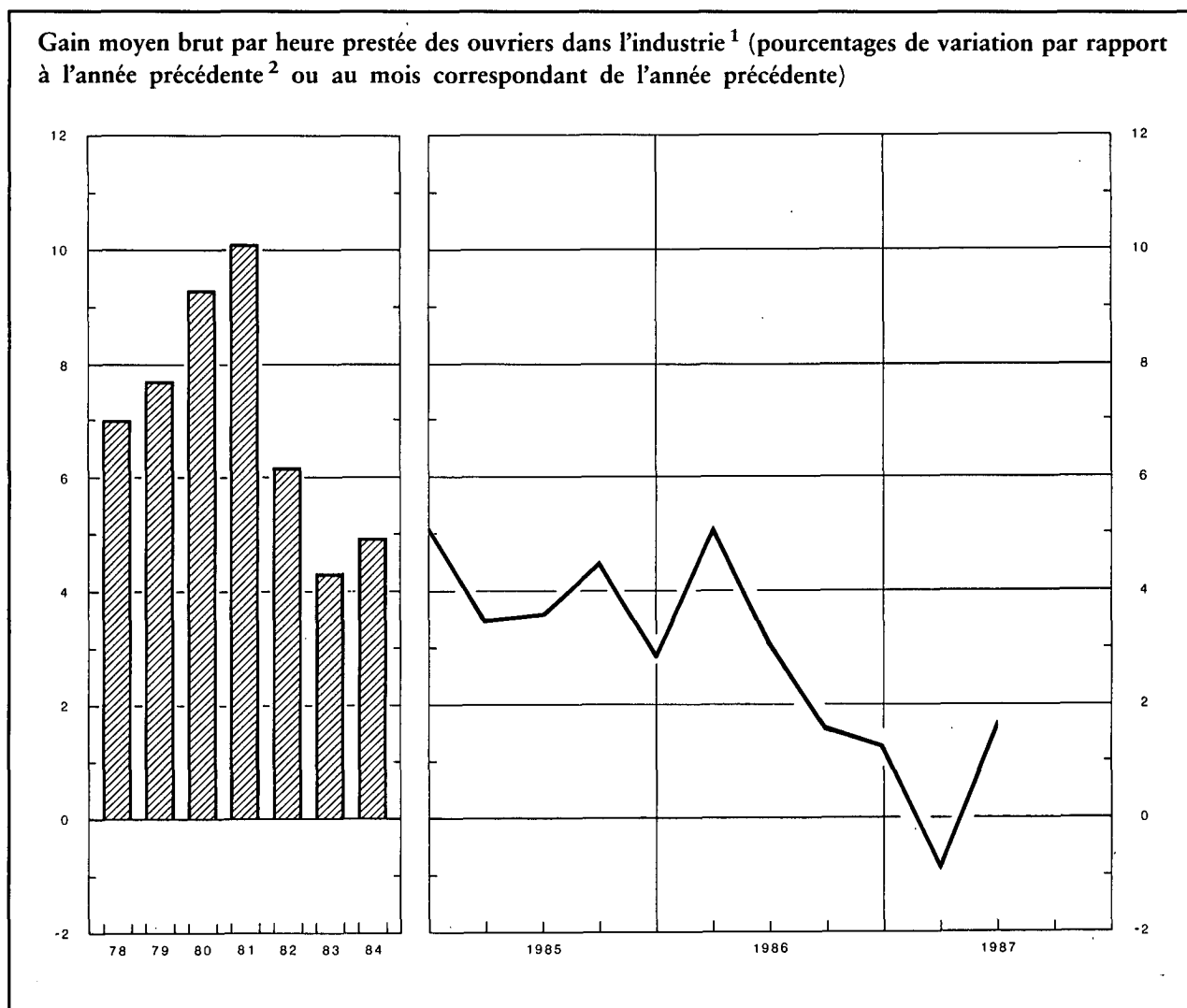
Moyennes mensuelles ou mois	Bruxelles							Province	Total général
	Argent au jour le jour	Assignations et mandats postaux	Change	Chèques	Virements	Autres opérations	Total	Toutes opérations	
1983	338	6	730	633	4.220	2.089	8.016	610	8.626
1984	337	6	951	698	4.991	2.172	9.155	649	9.804
1985	320	6	957	744	5.547	997	8.571	681	9.252
1986	286	6	1.108	769	6.435	1.068	9.672	680	10.352
1985 2 ^e trimestre	323	7	1.005	783	5.346	1.023	8.487	701	9.188
3 ^e trimestre	332	5	967	707	5.688	906	8.605	658	9.263
4 ^e trimestre	294	5	860	735	5.768	981	8.643	681	9.324
1986 1 ^{er} trimestre	286	6	1.196	823	6.560	1.041	9.912	708	10.620
2 ^e trimestre	302	6	1.153	876	6.611	1.097	10.045	709	10.754
3 ^e trimestre	284	6	1.022	737	6.035	1.004	9.088	639	9.727
4 ^e trimestre	273	5	1.060	639	6.535	1.131	9.643	662	10.305
1987 1 ^{er} trimestre	296	5	1.318	831	6.988	1.056	10.494	667	11.161
2 ^e trimestre	280	6	1.128	855	7.194	1.139	10.602	688	11.290
1986 Juillet	290	7	985	896	6.275	1.171	9.624	686	10.310
Août	252	5	991	585	5.326	874	8.033	590	8.623
Septembre	310	6	1.091	729	6.504	967	9.607	642	10.249
Octobre	269	5	1.070	613	6.883	1.282	10.122	672	10.794
Novembre	206	4	785	565	5.770	1.027	8.357	552	8.909
Décembre	345	5	1.326	739	6.951	1.085	10.451	762	11.213
1987 Janvier	270	5	1.780	860	7.517	1.175	11.607	693	12.300
Février	282	5	1.056	760	6.351	1.030	9.484	648	10.132
Mars	337	6	1.118	872	7.095	963	10.391	661	11.052
Avril	278	5	1.184	710	7.236	1.371	10.784	710	11.494
Mai	259	6	864	910	6.342	845	9.226	591	9.817
Juin	302	6	1.335	946	8.005	1.200	11.794	764	12.558
Juillet	272	7	1.114	801	7.754	1.131	11.079	668	11.747

¹ Nombre de chambres en activité : depuis mai 1982 jusqu'octobre 1984 : 24 ; depuis novembre 1984 jusqu'avril 1985 : 22 ; depuis mai 1985 : 21.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LX^e année, tome I, n° 3, mars 1985, p. 19.

VI. — REVENUS

1. — REMUNERATIONS DES TRAVAILLEURS (hommes et femmes)



Indices 1975 = 100

	Rémunérations des ouvriers dans l'industrie ^{1 2}				Salaires conventionnels ⁵			
	Gain moyen brut par heure prestée	Salaire horaire type ³		Salaire-coût horaire ⁴	Ouvriers		Employés	
		ouvrier qualifié	ouvrier non qualifié		Indice général	dont : Industries manufacturières	Indice général	dont : Industries manufacturières
Sources :	B.N.B.			IRES	Ministère de l'Emploi et du Travail			
1979	140	139	140	140	141,6	138,4	136,5	132,6
1980	153	152	153	153	153,8	150,6	146,9	142,8
1981	168	164	168	165	167,5	163,8	158,3	153,3
1982	179	175	180	171	179,6	176,1	168,9	164,4
1983	186	183	189	186	190,1	186,6	178,2	174,0
1984	195	191	198	200	200,0	196,4	186,4	182,4
1985	203	197	202	213	205,7	202,0	191,5	187,6
1986	208	199	205	218	208,5	204,5	193,5	189,5
1985 Juin	201	195	201	211	204,1	200,5	190,0	186,3
Septembre	202	198	203	212	207,3	203,7	193,1	189,3
Décembre	209	199	205	219	208,4	204,4	193,5	189,5
1986 Mars	209	199	205	219	208,4	204,5	193,5	189,5
Juin	206	199	205	217	208,4	204,5	193,5	189,5
Septembre	205	198	204	215	208,6	204,6	193,5	189,5
Décembre	212	199	204	223	208,7	204,6	193,5	189,5
1987 Mars	* 207	* 200	* 206	* 220	209,6	205,8	193,8	189,8
Juin	* 210	* 200	* 207		210,0	206,1	194,4	191,5

¹ Y compris les ouvriers du transport.

² Données annuelles : moyenne des mois de mars, juin, septembre et décembre.

³ Non compris les ouvriers du transport.

⁴ Cet indice, qui n'englobe pas les charbonnages, donne le salaire-coût horaire de la main-d'œuvre, y compris les charges sociales légales supportées par l'employeur et non pas le coût par unité produite.

⁵ Données trimestrielles : fin de période; données annuelles : moyenne des données à fin de trimestre. Le salaire conventionnel des ouvriers est horaire et celui des employés est mensuel.

VI - 2. — REMUNERATIONS MOYENNES BRUTES DES TRAVAILLEURS DANS L'INDUSTRIE

(Hommes et femmes)

Source : I.N.S.

Groupes et branches d'industrie	1984	1985	1985	1986	1986	1984	1985	1985	1986	1986
	octobre	avril	octobre	avril	octobre	octobre	avril	octobre	avril	octobre
	Gains horaires des ouvriers (francs)					Traitements mensuels des employés (milliers de francs)				
Ensemble de l'industrie	283	290	295	297	296	69,5	71,3	72,6	73,1	73,1
Industrie extractive	320	328	333	333	333	72,1	74,2	72,6	69,1	70,1
Bâtiment et génie civil	281	286	291	291	290	65,7	67,1	68,2	68,5	68,5
Industrie manufacturière	282	289	294	296	295	69,6	71,4	72,9	73,7	73,7
dont :										
Fabrication d'ouvrages en métaux (à l'exclusion des machines et du matériel de transport)	288	297	301	299	300	66,6	68,3	70,0	70,7	70,9
Construction de machines et de matériel mécanique	293	300	305	309	310	70,0	71,6	73,2	74,1	75,1
Construction électrique et électronique	286	294	298	296	294	72,0	73,2	75,2	75,9	75,9
Construction d'automobiles et pièces détachées	299	305	307	308	310	68,4	71,0	72,9	72,8	73,1
Construction d'autre matériel de transport .	297	307	313	313	313	70,8	73,1	75,4	76,1	77,1
Fabrication d'instruments de précision, d'optique et similaires	269	276	277	281	275	64,0	65,5	67,6	70,6	70,2
Métallurgie de base	343	359	363	362	361	83,3	86,0	87,1	87,8	87,8
Industrie chimique	331	338	345	347	347	79,6	80,5	82,0	83,6	83,2
Industrie des produits alimentaires, des boissons et du tabac	268	273	278	280	281	65,3	66,2	67,9	68,4	68,7
Industrie textile	239	246	251	252	251	61,6	63,3	64,8	65,8	65,6
Industrie des produits minéraux non métalliques	294	301	306	308	309	71,8	73,7	75,2	75,0	74,7
Industrie du bois	258	261	262	269	268	56,7	58,1	59,1	59,4	59,8
Industrie des chaussures et de l'habillement .	215	219	222	223	221	50,4	51,3	52,5	52,7	52,9
Industrie du papier, imprimerie et édition .	302	311	317	321	322	67,1	68,9	70,4	71,3	70,4
Raffineries de pétrole	446	460	486	485	481	102,6	107,9	107,0	111,6	110,2
Production et distribution d'énergie électrique, de gaz, de vapeur et d'eau chaude	—	—	—	—	—	84,9	85,7	88,1	89,0	88,6

VII. — INDICES DE PRIX

1. — MATIERES PREMIERES¹

Indices 1975 = 100

Source : Institut für Wirtschaftsforschung, Hamburg.

Moyennes journalières	Indice général	Indice général à l'exception des matières énergétiques	Matières alimentaires				Matières industrielles				Matières énergétiques		
			Total	Céréales	Graines oléagineuses, huile	Produits alimentaires et sucre	Total	Matières végétales	Métaux non-ferreux	Minerai de fer, ferraille	Total	Charbon	Pétrole brut
Coefficient de pondération	100,0	36,8	15,9	4,7	2,9	8,3	20,9	10,1	6,1	4,7	63,2	5,5	57,7
1979	152,7	138,5	130,3	97,3	138,9	145,6	144,7	142,8	169,6	116,2	161,1	121,0	164,9
1980	226,0	157,5	150,4	111,6	130,4	179,2	162,9	164,3	185,5	130,4	265,9	139,4	277,9
1981	240,7	135,6	126,1	112,1	129,2	132,5	142,7	146,4	156,3	117,0	302,1	145,5	316,9
1982	228,6	117,6	106,1	90,7	106,0	114,7	126,4	127,1	134,9	113,9	293,4	142,2	307,7
1983	209,3	122,8	116,8	102,0	122,5	123,1	127,4	125,5	145,0	108,3	259,8	124,9	272,5
1984	205,0	125,1	122,7	102,5	138,6	128,3	126,9	128,6	135,8	111,5	251,7	124,0	263,8
1985	197,3	112,5	106,9	89,6	103,2	117,8	116,8	112,4	131,5	107,0	246,7	120,2	258,8
1986	*143,2	116,1	107,1	75,2	85,2	132,7	122,9	131,0	124,3	103,8	*159,1	136,1	*161,3
1985 2 ^e trimestre	197,5	113,4	108,0	94,3	112,3	114,0	117,6	110,3	136,5	108,3	246,6	118,5	258,8
3 ^e trimestre	196,1	110,4	100,8	83,8	95,9	111,9	117,8	113,6	131,5	108,8	246,2	120,7	258,1
4 ^e trimestre	196,9	112,6	106,9	85,9	90,4	124,5	117,0	115,6	127,0	106,9	246,2	124,9	257,7
1986 1 ^{er} trimestre	*182,7	120,1	119,0	86,1	89,0	147,9	120,9	123,6	126,9	107,4	*219,3	132,7	*227,5
2 ^e trimestre	*136,1	117,6	110,4	82,4	86,2	134,6	123,1	130,4	126,4	102,9	*146,8	133,2	*148,1
3 ^e trimestre	*124,5	113,0	101,2	66,7	81,2	127,6	122,0	131,7	121,9	101,3	*131,2	138,0	*130,6
4 ^e trimestre	*129,7	113,8	97,9	65,7	84,3	120,8	125,8	138,4	122,0	103,6	*139,0	140,4	*138,8
1987 1 ^{er} trimestre	*146,1	115,8	90,7	64,6	85,3	107,1	134,9	151,9	127,6	107,9	*163,8	147,7	*165,4
2 ^e trimestre	*148,4	121,1	91,1	68,8	92,7	103,1	144,4	166,3	138,3	103,3	*164,3	150,5	*165,6
1986 Juillet	*115,1	111,7	100,3	72,4	84,6	121,4	120,4	130,0	121,1	99,0	*117,1	136,7	*115,2
Août	*125,1	111,8	99,0	64,1	80,5	125,1	121,6	131,2	120,5	102,6	*132,8	138,1	*132,3
Septembre	*133,4	115,5	104,3	63,6	78,5	136,2	124,0	133,9	124,1	102,4	*143,8	139,2	*144,3
Octobre	*129,7	114,9	101,2	65,4	81,9	128,0	125,4	137,4	122,1	103,8	*138,3	140,9	*138,0
Novembre	*129,1	113,7	98,9	66,4	86,2	121,5	125,0	137,6	120,9	103,3	*138,2	139,9	*138,0
Décembre	*130,2	112,7	93,8	65,3	84,7	113,0	127,0	140,3	123,0	103,6	*140,4	140,4	*140,4
1987 Janvier	*145,1	114,0	91,9	64,6	86,7	108,9	130,8	146,9	124,1	105,1	*163,3	146,6	*164,9
Février	*146,4	116,1	91,2	63,5	85,4	108,7	135,1	152,3	126,9	108,6	*164,1	148,4	*165,6
Mars	*146,8	117,2	88,9	65,7	83,7	103,6	138,8	156,4	131,9	110,1	*164,1	148,0	*165,6
Avril	*147,8	119,5	89,6	66,4	88,3	103,1	142,3	163,3	133,4	108,8	*164,3	150,2	*165,6
Mai	*148,9	122,4	93,6	71,0	94,4	105,9	144,3	167,2	139,5	101,2	*164,4	151,7	*165,6
Juin	*148,5	121,5	90,2	68,9	95,5	100,2	145,3	168,4	142,1	99,9	*164,2	149,7	*165,6
Juillet	*148,5	121,8	87,6	64,0	92,6	99,0	147,9	170,6	148,5	98,5	*164,1	148,6	*165,6

¹ Indices calculés sur base des prix exprimés en dollars des Etats-Unis.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE ¹

Indices 1975 = 100

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits agricoles			Produits industriels										
		Indice général	Ani- maux	Végé- taux	Indice général	Matières premiè- res	Demi- produits	Produits finis	Indigè- nes	Importés	Miné- raux	Métaux et prod. métall.	Textiles	Chimi- ques	Maté- riaux de con- struction
Coefficient de pondé- ration ²	100,0	20,0	9,6	10,4	80,0	21,5	23,7	34,8	56,5	20,0	14,1	19,3	15,5	8,1	9,6
1979	114,4	118,6	111,5	125,6	113,3	115,6	112,0	112,8	112,4	115,3	112,7	110,3	113,5	107,1	124,6
1980	121,0	120,7	113,7	127,6	121,0	123,5	122,2	118,8	120,0	125,8	128,6	112,6	119,3	121,1	129,6
1981	130,9	133,5	125,1	141,9	130,2	135,8	130,4	126,7	128,6	139,6	150,3	116,8	129,7	134,1	137,1
1982	141,0	143,0	139,6	146,4	140,5	146,9	142,2	135,5	138,9	150,5	163,7	126,4	138,4	152,6	148,1
1983	148,4	154,0	146,3	161,7	147,0	158,4	147,6	139,9	144,3	160,6	168,3	132,1	147,2	161,9	150,9
1984	159,3	165,8	147,9	184,4	157,7	176,7	161,3	144,9	152,5	178,7	180,5	138,1	166,0	169,5	154,8
1985	159,3	157,1	151,8	162,2	159,9	174,3	164,7	148,5	156,0	177,0	185,0	139,0	165,0	175,7	160,6
1986	149,0	142,1	144,3	140,2	150,7	158,6	153,5	144,3	151,5	149,9	162,5	134,9	149,3	171,6	162,9
1985 2 ^e trimestre ..	161,1	158,2	151,8	164,2	161,8	178,7	166,7	149,2	157,1	182,7	186,6	140,5	168,5	177,8	161,1
3 ^e trimestre ..	158,5	153,1	151,7	154,4	159,8	173,6	165,0	148,6	156,3	175,6	185,7	138,8	163,6	176,1	161,7
4 ^e trimestre ..	156,2	154,0	150,4	157,3	156,7	166,4	161,2	148,1	154,8	166,6	181,2	136,6	157,7	173,9	162,0
1986 1 ^{er} trimestre ..	152,8	148,4	148,0	148,6	153,8	161,3	157,9	146,8	153,2	158,2	172,5	135,5	152,9	174,7	162,5
2 ^e trimestre ..	149,2	141,8	142,9	140,8	151,1	158,6	154,3	144,5	151,5	151,0	162,7	135,1	149,3	172,4	163,1
3 ^e trimestre ..	147,2	141,3	144,2	138,6	148,7	155,9	151,0	143,0	150,8	143,5	156,9	134,6	145,7	169,6	163,0
4 ^e trimestre ..	146,8	137,1	142,1	132,6	149,3	158,5	150,8	143,0	150,4	146,7	157,8	134,2	149,5	169,7	163,0
1987 1 ^{er} trimestre ..	145,8	144,1	135,5	127,8	148,5	156,5	149,0	143,3	149,5	145,4	156,6	132,5	150,4	166,7	163,0
2 ^e trimestre ..	144,7	132,7	139,4	126,7	147,8	154,5	149,2	143,0	149,6	144,1	158,5	130,7	153,6	164,1	163,0
1986 Juillet	148,3	142,8	143,7	142,0	149,7	159,0	151,5	143,0	151,0	147,1	156,6	134,7	148,8	170,3	163,1
Août	147,0	142,8	144,2	141,5	148,1	154,1	150,6	142,8	150,6	141,0	156,6	134,3	143,5	168,9	163,0
Septembre	146,3	138,2	144,7	132,4	148,4	154,7	150,8	143,0	150,7	142,3	157,5	134,7	144,9	169,7	163,0
Octobre	146,6	137,3	141,1	133,8	149,0	157,6	150,5	142,8	150,5	145,5	157,3	134,2	148,1	169,6	163,0
Novembre	147,1	137,8	143,0	133,1	149,4	158,5	150,8	143,2	150,6	146,6	158,0	134,3	149,3	170,1	163,0
Décembre	146,9	136,3	142,2	130,9	149,6	159,5	150,9	143,0	150,1	148,0	158,1	134,2	151,1	169,4	163,0
1987 Janvier	146,3	135,9	144,0	128,7	149,0	157,5	149,6	143,6	149,9	146,7	157,8	132,4	149,8	169,4	163,0
Février	145,4	135,3	143,4	128,1	148,0	155,7	148,6	143,0	149,3	143,9	155,7	132,4	150,1	165,4	163,0
Mars	145,7	135,2	145,0	126,6	148,4	156,4	148,9	143,2	149,3	145,5	156,4	132,7	151,2	165,4	163,0
Avril	144,3	133,1	140,8	126,2	147,2	152,7	148,4	143,2	149,3	142,4	157,3	129,6	152,4	165,9	163,0
Mai	144,6	132,2	138,3	126,7	147,9	154,8	149,4	142,8	149,6	144,2	159,2	130,8	153,6	162,8	163,0
Juin	145,2	132,8	139,1	127,1	148,4	156,1	149,8	143,0	149,8	145,9	159,1	131,7	154,9	163,5	163,0
Juillet	144,6	130,9	136,4	125,8	148,2	155,8	149,7	142,8	149,9	145,9	157,9	132,2	156,5	163,4	163,3

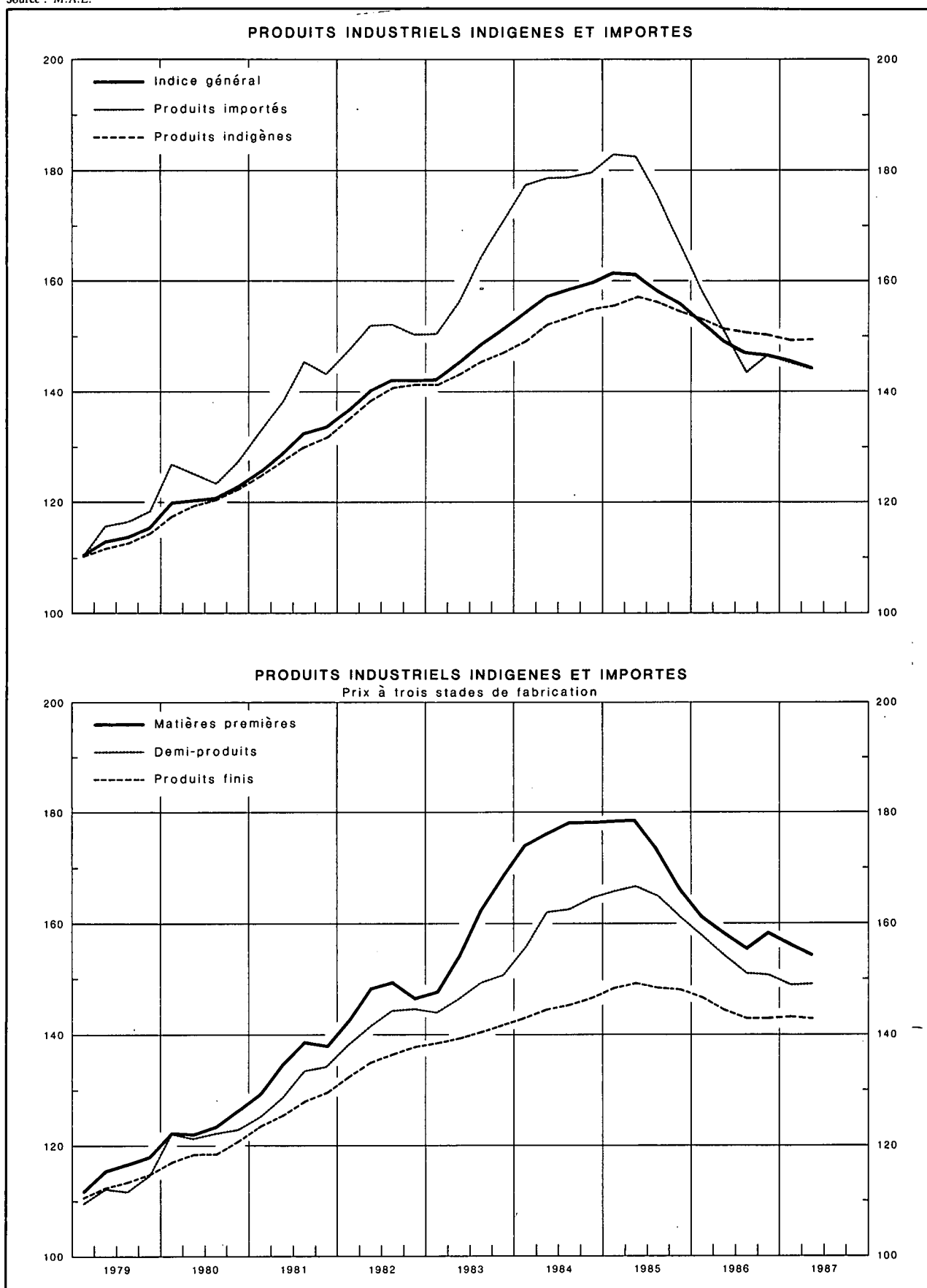
¹ Prix nets de la taxe sur la valeur ajoutée.

² Pondération indirecte établie par le nombre d'articles choisis pour chaque groupe.

VII - 2. — PRIX DE GROS EN BELGIQUE

Indices 1975 = 100

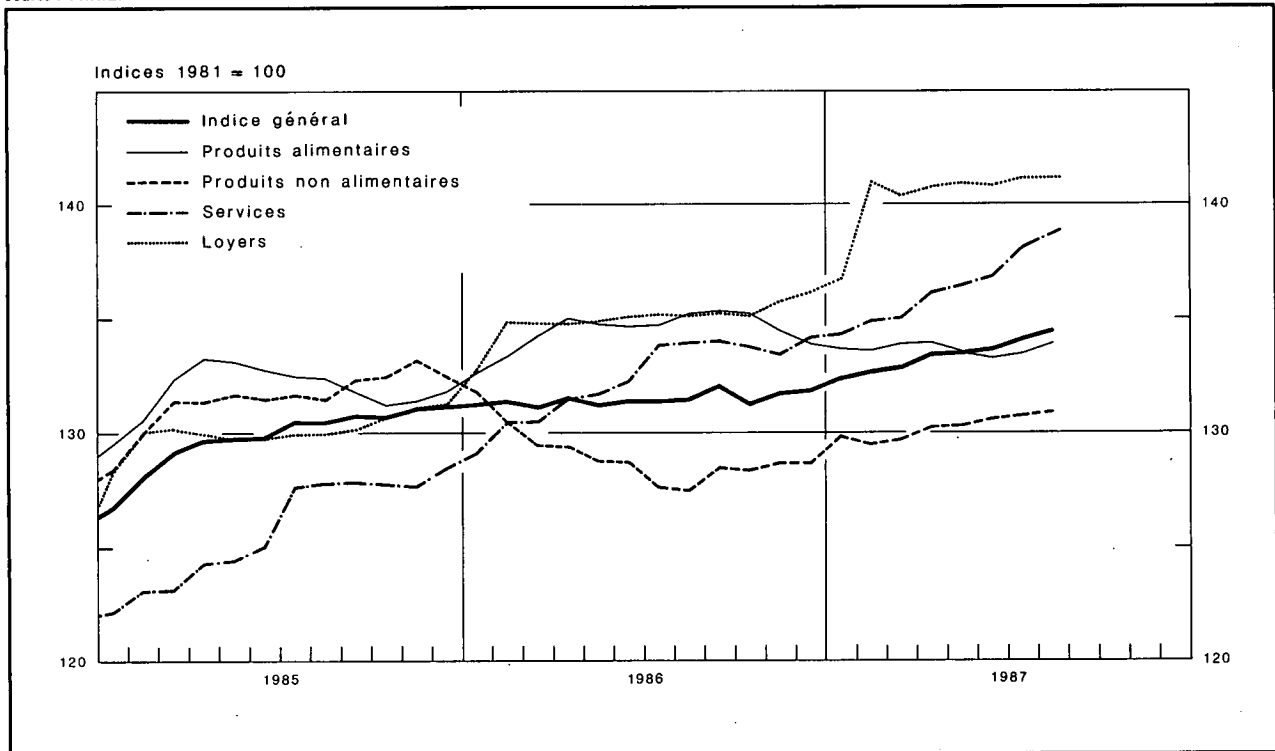
Source : M.A.E.



VII - 3a. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation en 4 groupes)

Source : M.A.E.



Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires	Produits non alimentaires	Services	Loyers
Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100					
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,00	25,15	42,79	27,06	5,00
1979	133,48	127,90	127,04	148,52	135,14
1980	142,35	132,53	138,51	157,01	145,36
1981	153,21	140,54	151,66	166,24	160,21
1982	166,58	153,94	166,01	178,01	173,24
1983	179,35	166,93	177,47	192,09	188,85
Indices 1981 = 100¹					
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	22,145	42,795	28,660	6,400
1984	123,84	127,50	124,39	120,19	123,95
1985	129,87	131,88	131,52	125,82	130,09
1986	131,56	134,44	129,00	132,38	134,96
1986 1 ^{er} trimestre	131,27	133,40	130,58	130,01	134,11
2 ^e trimestre	131,44	134,79	128,96	131,78	134,85
3 ^e trimestre	131,67	135,07	127,88	133,93	135,19
4 ^e trimestre	131,84	134,48	128,59	133,79	135,71
1987 1 ^{er} trimestre	132,65	133,69	129,69	134,75	139,35
2 ^e trimestre	133,53	133,56	130,41	136,52	140,87
1986 Août	131,56	135,20	127,51	133,98	135,18
Septembre	132,02	135,32	128,49	134,01	135,26
Octobre	131,87	135,20	128,37	133,77	135,23
Novembre	131,77	134,41	128,69	133,44	135,73
Décembre	131,88	133,84	128,70	134,17	136,16
1987 Janvier	132,43	133,63	129,90	134,31	136,73
Février	132,69	133,57	129,51	134,91	140,92
Mars	132,83	133,88	129,67	135,03	140,40
Avril	133,44	133,92	130,25	136,19	140,77
Mai	133,50	133,51	130,37	136,49	140,95
Juin	133,65	133,25	130,62	136,88	140,88
Juillet	134,12	133,47	130,74	138,10	141,18
Août	134,54	133,90	130,96	138,89	141,20

¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : l'indice général

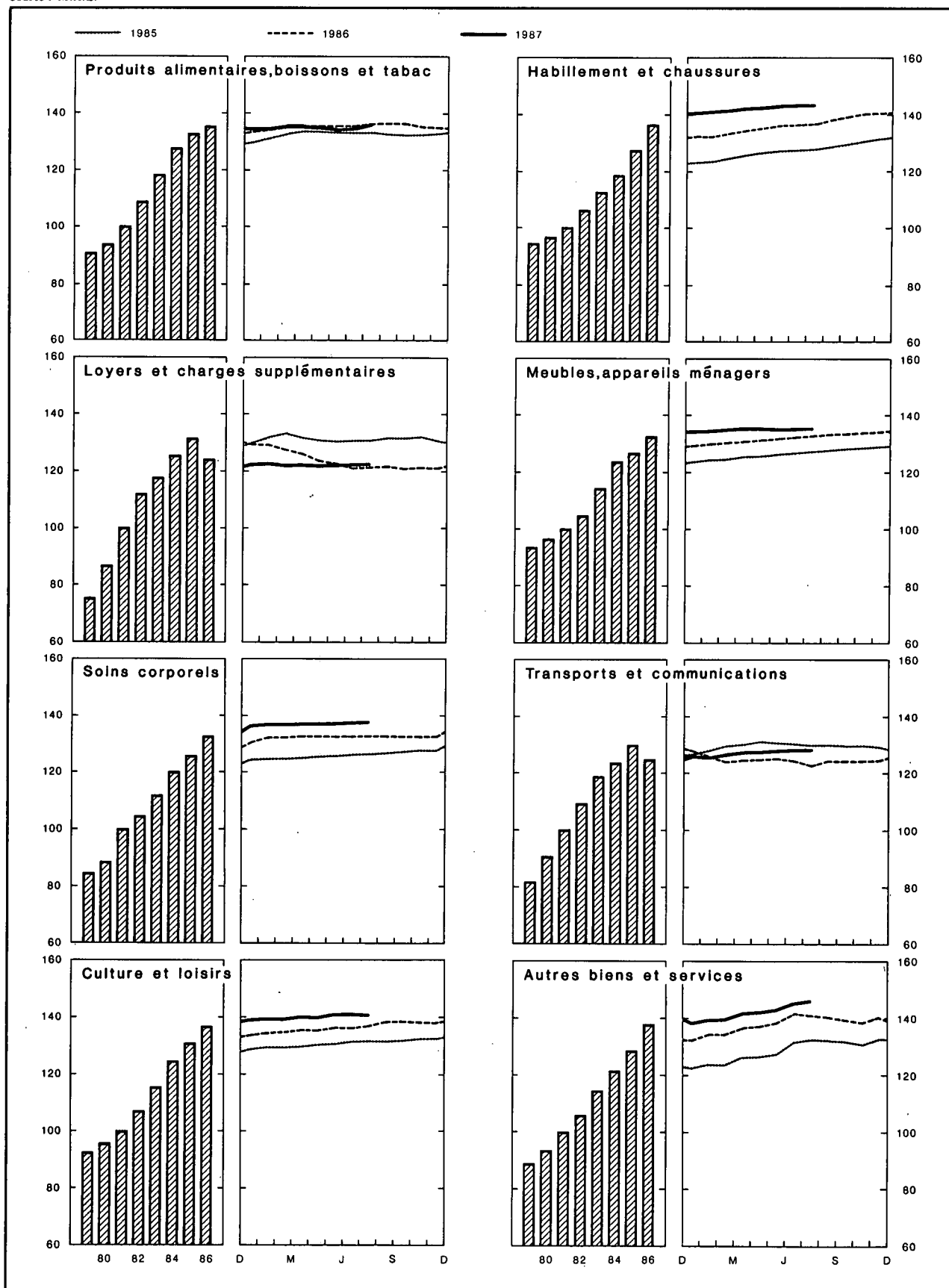
à 1,54012; les produits alimentaires à 1,41248; les produits non alimentaires à 1,51287; les services à 1,68324; les loyers à 1,63501.

VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE¹

Indices 1981 = 100

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.



VII - 3b. — PRIX A LA CONSOMMATION EN BELGIQUE

(Ventilation d'après le classement de l'Office Statistique des Communautés européennes)

Source : M.A.E.

Moyennes mensuelles ou mois	Indice général	Produits alimentaires, boissons et tabac	Habillement et chaussures	Loyers et charges supplémentaires	Meubles, appareils ménagers	Soins corporels	Transports et communications	Culture et loisirs	Autres biens et services
Indices 2^e semestre 1974 - 1^{er} semestre 1975 = 100									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,00	26,42	9,61	15,14	10,46	3,98	14,21	7,61	12,57
1979	133,48	129,36	130,57	143,13	122,28	137,08	136,04	125,76	142,65
1980	142,35	133,97	133,75	165,54	126,04	143,62	150,43	130,70	149,75
1981	153,21	142,08	139,36	190,02	131,10	151,70	164,16	137,17	159,08
1982	166,58	155,73	147,16	213,26	137,06	162,03	181,50	146,18	169,51
1983	179,35	169,24	156,06	224,46	149,42	173,93	197,43	157,90	183,20
Indices 1981 = 100¹									
Coefficient de pondération en pourcent de l'indice général	100,000	23,310	8,225	19,575	9,450	3,995	15,450	8,165	11,830
1984	123,84	127,78	118,69	125,63	120,38	119,99	123,15	124,53	121,21
1985	129,87	132,49	127,23	131,21	126,44	125,72	129,45	130,84	128,38
1986	131,56	135,49	136,30	123,99	132,13	132,46	124,64	136,48	137,88
1985 4 ^e trimestre	130,98	132,40	130,83	131,31	128,64	127,28	129,63	132,35	131,65
1986 1 ^{er} trimestre	131,27	134,38	132,60	128,80	130,05	131,73	125,92	134,46	133,90
2 ^e trimestre	131,44	135,79	135,33	124,28	131,52	132,55	124,63	135,84	137,39
3 ^e trimestre	131,67	136,17	137,04	121,62	132,90	132,64	123,75	137,31	140,89
4 ^e trimestre	131,84	135,64	140,24	121,26	134,05	132,91	124,25	138,29	139,36
1987 1 ^{er} trimestre	132,65	135,01	141,23	122,59	134,81	136,87	126,16	139,46	139,28
2 ^e trimestre	133,53	135,07	142,78	122,32	135,29	137,20	127,80	140,44	142,68
1986 Août	131,56	136,29	136,72	121,64	132,95	132,58	122,90	137,25	141,01
Septembre	132,02	136,42	138,16	121,95	133,28	132,76	124,19	138,38	140,32
Octobre	131,87	136,32	139,41	121,06	133,72	132,86	124,14	138,53	139,45
Novembre	131,77	135,57	140,45	121,46	134,09	132,89	124,19	138,26	138,50
Décembre	131,88	135,03	140,85	121,27	134,34	132,98	124,43	138,08	140,13
1987 Janvier	132,43	134,85	140,89	122,64	134,55	136,67	126,07	139,28	138,42
Février	132,69	134,89	141,10	122,94	134,84	136,94	125,85	139,58	139,64
Mars	132,83	135,30	141,71	122,19	135,04	136,99	126,55	139,51	139,77
Avril	133,44	135,39	142,31	122,43	135,18	137,04	127,58	140,15	142,04
Mai	133,50	135,04	142,88	122,29	135,35	137,23	127,81	140,08	142,62
Juin	133,65	134,79	143,15	122,24	135,33	137,32	128,00	141,08	143,38
Juillet	134,12	134,99	143,21	122,50	135,38	137,69	128,27	141,20	145,85
Août	134,54	136,16	143,37	122,79	135,45	137,76	128,42	141,15	146,29

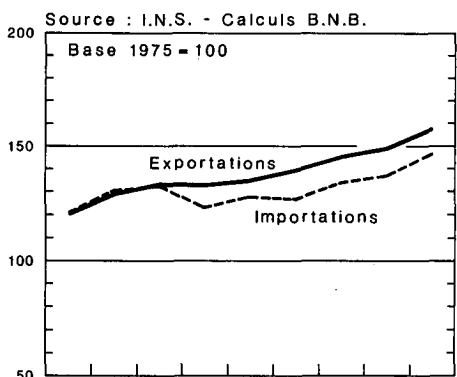
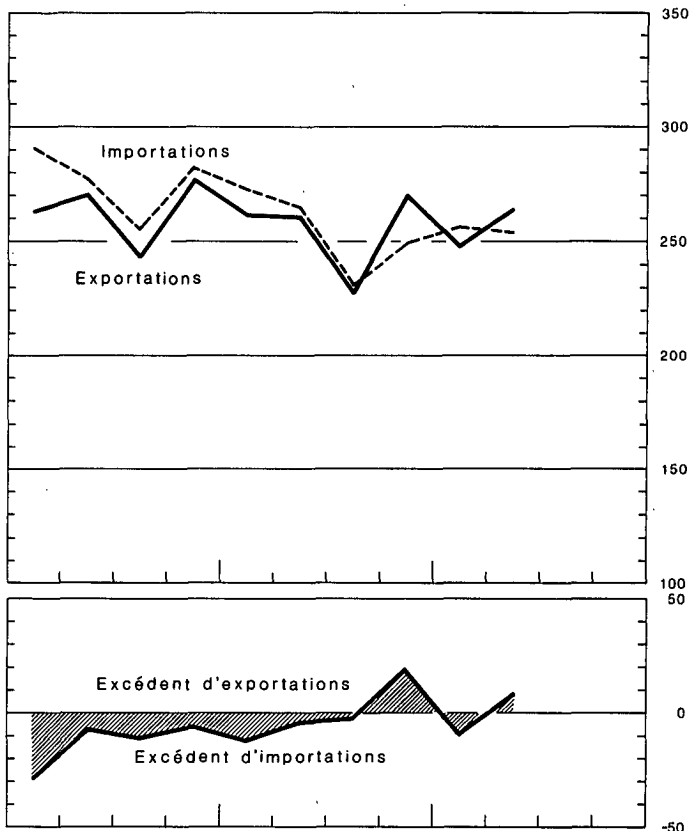
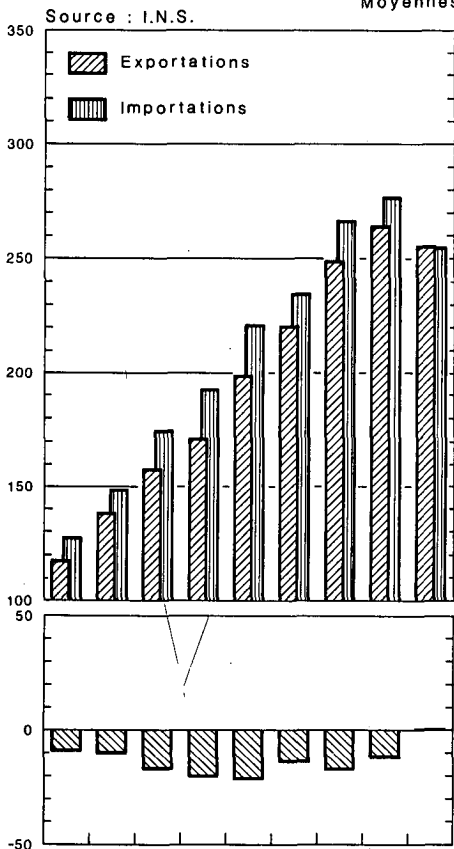
¹ Pour passer de ces indices aux indices en base 2^e semestre 1974-1^{er} semestre 1975, les coefficients de conversion ont été fixés comme suit : indice général à 1,54012; produits alimentaires, boissons et tabac à 1,42854; habillement et chaussures à

1,38578; loyers et charges supplémentaires à 1,90506; meubles, appareils ménagers à 1,30977; soins corporels à 1,55434; transports et communications à 1,66447; culture et loisirs à 1,36607; autres biens et services à 1,60540.

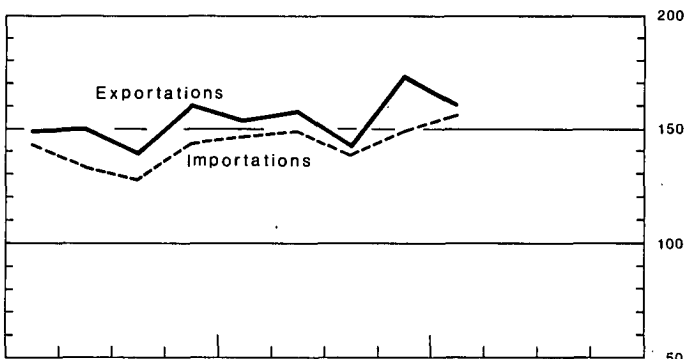
VIII. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

IMPORTATIONS, EXPORTATIONS ET BALANCE COMMERCIALE

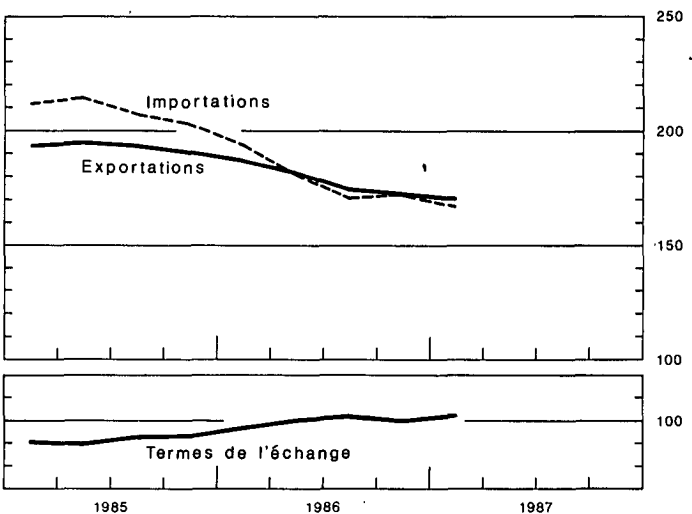
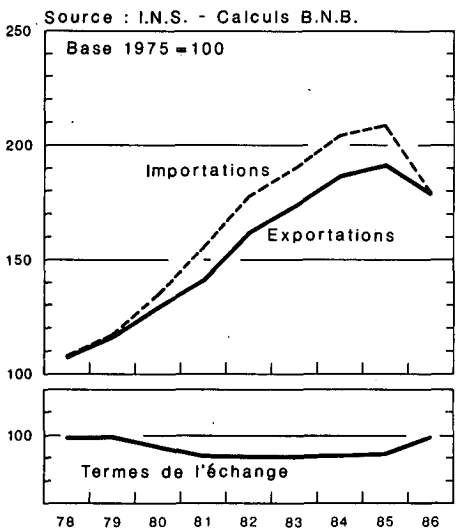
Moyennes mensuelles en milliards de francs



INDICES DU VOLUME



INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ET DES TERMES DE L'ÉCHANGE



78 79 80 81 82 83 84 85 86

1985 1986 1987

VIII - 1. — COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. — TABLEAU GENERAL

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Valeur (milliards de francs)			Rapport exportations importations (%)	Indices base 1975 = 100 ¹				
	Importations	Exportations	Balance commerciale		du volume		des prix à		des termes de l'échange ²
					importations	exportations	l'importation	l'exportation	
1979	148,7	138,4	- 10,3	93	130,4	129,1	117,9	117,7	99,8
1980	175,1	157,5	- 17,6	90	132,4	133,1	135,7	129,7	95,6
1981	192,5	171,9	- 20,6	89	126,8	133,2	155,9	142,2	91,2
1982	221,1	199,4	- 21,7	90	128,4	135,3	178,2	162,4	91,1
1983	235,1	220,9	- 14,2	94	127,1	139,6	190,1	173,8	91,4
1984	266,3	249,3	- 17,0	94	134,0	146,2	204,7	187,4	91,5
1985	276,5	264,0	- 12,5	95	137,2	149,9	209,2	193,2	92,4
1986	255,2	255,6	+ 0,4	100	146,8	158,1	178,9	178,7	99,9
1985 2 ^e trimestre	276,9	270,5	- 6,4	98	133,5	150,4	214,9	195,5	91,0
3 ^e trimestre	255,4	244,9	- 10,5	96	128,4	139,5	207,8	193,8	93,3
4 ^e trimestre	282,7	277,3	- 5,4	98	143,9	160,8	203,7	190,6	93,6
1986 1 ^{er} trimestre	273,1	262,0	- 11,1	96	146,8	154,7	193,7	187,8	97,0
2 ^e trimestre	265,9	261,7	- 4,2	98	149,7	158,7	181,2	181,6	100,2
3 ^e trimestre	231,6	228,4	- 3,2	99	138,4	143,0	170,9	175,0	102,4
4 ^e trimestre	250,1	270,5	+ 20,4	108	149,7	173,7	172,4	172,7	100,2
1987 1 ^{er} trimestre	258,2	248,5	- 9,7	96	156,0	161,3	167,5	171,4	102,3
2 ^e trimestre	254,7	264,1	+ 9,4	104					
1986 6 premiers mois	269,5	261,8	- 7,7	97	148,3	156,7	187,4	184,7	98,6
7 premiers mois	264,1	263,5	- 0,6	100					
8 premiers mois	256,4	251,1	- 5,3	98					
9 premiers mois	256,8	250,6	- 6,2	98	145,0	152,1	181,9	181,5	99,8
10 premiers mois	258,5	257,2	- 1,3	100					
11 premiers mois	256,2	255,5	- 0,7	100					
12 mois	255,2	255,6	+ 0,4	100	146,8	158,1	178,9	178,7	99,9
1987 1 ^{er} mois	229,7	220,6	- 9,1	96					
2 premiers mois	249,3	234,0	- 15,3	94					
3 premiers mois	258,2	248,5	- 9,7	96	156,0	161,3	167,5	171,4	102,3
4 premiers mois	258,6	253,2	- 5,4	98					
5 premiers mois	255,8	253,1	- 2,7	99					
6 premiers mois	256,4	256,3	- 0,1	100					

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois. Les indices calculés par la B.N.B. à partir de ces informations ne tiennent, toutefois, pas compte des corrections apportées tardivement.

¹ Calculs B.N.B. La moyenne arithmétique des chiffres trimestriels peut différer de l'indice annuel, parce que ce dernier comprend en plus des produits saisonniers et certains articles dont les mouvements sont sporadiques.

² Termes de l'échange = $\frac{\text{Indices des prix à l'exportation}}{\text{Indices des prix à l'importation}} \times 100$.

VIII - 2. — EXPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon la nature des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (classement B.N.B. d'après le Classement type pour le Commerce International de l'O.N.U.).

Moyennes mensuelles	Fabrications métalliques	Produits sidérurgiques	Textiles	Produits chimiques	Métaux non ferreux	Produits agricoles	Perles et pierres précieuses	Industrie pétrolière	Industries alimentaires	Papier et livres	Bois et meubles	Verres et glaces	Peaux, cuirs et chaussures	Caoutchouc	Carrières	Matér. de construction à base de ciment et de plâtre	Tabacs manufacturés	Industrie houillère	Céramiques	Ciments	Divers	Total
1979	38,16	13,31	10,92	21,08	6,43	7,52	8,23	8,29	4,90	2,94	2,36	1,56	0,73	1,56	0,47	0,47	0,46	0,42	0,41	0,27	6,85	137,34
1980	41,20	13,52	12,12	23,72	10,19	8,66	9,35	12,29	5,64	3,40	2,80	1,84	0,70	1,80	0,58	0,52	0,50	0,57	0,49	0,31	6,98	157,18
1981	45,22	13,18	12,87	26,23	8,45	10,19	10,39	14,32	7,73	3,84	2,90	1,90	0,71	2,13	0,60	0,47	0,60	0,81	0,51	0,36	8,25	171,66
1982	53,78	13,85	14,27	31,12	10,35	12,20	11,69	15,96	8,86	4,36	3,36	2,27	0,79	2,50	0,69	0,59	0,86	0,76	0,64	0,39	10,25	199,54
1983	59,44	14,77	16,23	35,01	10,81	12,18	13,63	17,32	9,49	4,72	3,84	2,52	0,90	2,79	0,81	0,68	0,87	0,83	0,69	0,41	12,96	220,90
1984	63,58	17,95	18,89	40,90	11,45	14,51	15,44	18,10	11,61	5,48	4,23	2,88	1,19	3,08	0,95	0,77	0,89	1,22	0,77	0,42	14,65	248,96
1985	73,07	18,79	19,85	44,16	11,86	14,19	16,17	15,53	11,86	5,81	4,33	2,87	1,24	3,46	0,96	0,70	1,00	1,35	0,74	0,38	15,32	263,64
1986	77,02	17,07	19,53	42,31	9,54	14,42	15,06	11,14	11,11	5,99	4,48	3,02	1,10	3,22	0,97	0,78	0,96	0,99	0,76	0,38	15,70	255,55
1985 2 ^e trimestre	76,36	20,10	20,33	45,46	12,40	14,11	17,73	11,16	12,34	5,79	4,48	2,92	1,32	3,55	1,03	0,80	1,03	1,35	0,79	0,46	15,60	269,11
3 ^e trimestre	63,24	16,71	17,73	42,21	10,96	14,56	15,13	16,94	11,36	5,55	3,85	2,75	1,13	3,27	1,00	0,77	0,83	1,38	0,75	0,42	13,71	244,25
4 ^e trimestre	79,51	19,32	21,54	44,85	11,03	15,08	16,42	17,06	12,34	6,13	4,91	3,01	1,17	3,66	1,03	0,73	1,10	1,33	0,81	0,42	15,09	276,54
1986 1 ^{er} trimestre	75,45	18,94	19,88	44,22	10,02	14,07	14,33	13,81	10,81	5,94	4,28	2,84	1,16	3,46	0,83	0,54	1,02	1,22	0,69	0,26	17,74	261,51
2 ^e trimestre	79,57	17,98	19,09	43,28	9,86	14,59	14,98	11,74	10,96	5,88	4,56	2,96	1,15	3,18	1,01	0,88	0,97	0,92	0,79	0,45	15,75	260,55
3 ^e trimestre	68,23	15,21	16,90	38,12	8,06	13,51	15,36	8,70	10,28	5,50	3,95	2,75	0,95	2,81	0,96	0,81	0,85	0,83	0,74	0,39	13,31	228,22
4 ^e trimestre	84,29	16,11	22,21	43,47	10,08	15,33	15,58	10,27	12,29	6,62	5,13	3,50	1,13	3,44	1,08	0,90	1,00	0,99	0,81	0,43	15,86	270,52
1987 1 ^{er} trimestre	77,37	15,65	19,46	41,61	7,84	14,68	14,71	8,37	9,93	6,27	4,34	3,11	1,03	2,85	0,78	0,49	0,93	0,72	0,66	0,23	17,21	248,24
2 ^e trimestre	85,87	16,99	19,66	43,39	8,78	15,68	14,81	7,71	10,79	6,41	4,78	3,37	1,11	3,15	1,04	0,89	0,95	0,82	0,84	0,43	16,87	264,34
1986 6 premiers mois	77,50	18,47	19,48	43,73	9,95	14,32	14,66	12,78	10,88	5,91	4,42	2,90	1,15	3,32	0,91	0,71	1,00	1,07	0,74	0,36	16,74	268,00
7 premiers mois	77,71	18,25	19,72	44,12	10,04	14,44	15,38	12,61	11,12	5,94	4,42	2,94	1,14	3,45	0,94	0,72	0,97	1,05	0,76	0,36	16,84	262,92
8 premiers mois	74,21	17,34	18,62	42,32	9,47	14,03	14,21	11,95	10,82	5,74	4,19	2,85	1,08	3,23	0,92	0,72	0,95	1,00	0,74	0,35	16,04	250,78
9 premiers mois	74,60	17,38	18,63	41,92	9,33	14,07	14,89	11,44	10,70	5,78	4,26	2,85	1,09	3,15	0,93	0,75	0,95	0,99	0,74	0,36	15,59	250,40
10 premiers mois	76,78	17,54	19,47	43,00	9,63	14,38	15,15	11,50	11,10	5,97	4,42	2,99	1,11	3,31	0,97	0,79	0,97	1,02	0,76	0,38	15,82	257,06
11 premiers mois	76,47	17,33	19,46	42,58	9,48	14,32	15,21	11,33	10,98	5,97	4,44	2,99	1,11	3,24	0,97	0,79	0,95	1,00	0,76	0,38	15,69	255,45
12 mois	77,02	17,07	19,53	42,31	9,54	14,42	15,06	11,14	11,11	5,99	4,48	3,02	1,10	3,22	0,97	0,78	0,96	0,99	0,76	0,38	15,70	255,55
1987 1 ^{er} mois	64,88	15,34	16,94	38,17	6,24	13,40	13,29	7,91	9,45	5,76	3,61	2,84	1,00	2,66	0,70	0,44	0,88	0,78	0,56	0,15	14,41	219,41
2 premiers mois	71,02	14,52	18,18	39,85	7,40	13,72	14,26	8,34	9,43	5,97	3,99	2,98	1,01	2,58	0,74	0,50	0,89	0,72	0,59	0,18	16,13	233,00
3 premiers mois	77,37	15,65	19,46	41,61	7,84	14,68	14,71	8,37	9,93	6,27	4,34	3,11	1,03	2,85	0,78	0,49	0,93	0,72	0,66	0,23	17,21	248,24
4 premiers mois	79,49	15,95	19,65	42,46	8,24	15,13	14,15	8,14	10,30	6,31	4,52	3,20	1,03	2,95	0,84	0,57	0,92	0,74	0,72	0,29	17,33	252,93
5 premiers mois	79,95	16,05	19,48	42,20	8,36	15,16	14,37	7,70	10,17	6,24	4,54	3,20	1,02	2,94	0,87	0,64	0,93	0,74	0,73	0,31	17,29	252,89
6 premiers mois	81,62	16,32	19,56	42,50	8,31	15,18	14,76	8,04	10,36	6,34	4,56	3,24	1,07	3,00	0,91	0,69	0,94	0,77	0,75	0,33	17,04	256,29

N.B. — Le contenu de chaque rubrique correspond à l'intitulé, même si les produits sont fabriqués par une branche d'industrie dont ils ne constituent pas l'activité principale.
Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 3. — IMPORTATIONS DE L'U.E.B.L. — Répartition selon l'usage des produits

(milliards de francs)

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

Moyennes mensuelles	Biens de production destinés															Biens de consommation					Biens d'équipement	Divers ¹	Total général		
	Total	aux industries métallurgiques et fabrications métalliques	aux industries textiles	à l'agriculture et aux industries alimentaires	à l'industrie diamantaire	à l'industrie du bois et du liège	à l'industrie du cuir	aux industries du papier et des arts graphiques	à l'industrie du tabac	aux industries de la construction	aux industries du caoutchouc	aux raffineries de pétrole	à divers secteurs de production					Total	non durables					dura- bles	
													combustibles		pro- duits chimi- ques	pro- duits métal- liques	autres pro- duits		alimentaires						autres
													liquides	autres					pro- duits ani- maux	pro- duits végé- taux					
1979	93,28	26,54	3,18	7,47	8,58	1,68	0,53	1,37	0,33	2,98	0,64	10,53	4,79	5,39	10,47	2,75	6,05	34,52	4,77	6,01	3,03	20,71	16,85	2,81	147,46
1980	112,60	30,84	3,43	8,14	9,53	1,68	0,52	1,57	0,36	3,31	0,80	16,07	7,22	6,63	11,68	3,27	7,55	37,46	5,18	6,61	3,21	22,46	19,54	5,08	174,68
1981	126,25	31,56	3,66	9,74	9,36	1,60	0,50	1,82	0,34	3,13	0,91	21,31	8,16	8,89	13,13	3,22	8,92	39,74	5,96	7,33	3,50	22,95	19,55	5,85	191,39
1982	147,73	36,22	4,13	11,62	11,02	1,70	0,57	2,12	0,49	3,45	1,04	21,87	12,71	10,29	16,04	3,79	10,67	45,73	7,64	8,27	4,44	25,38	22,24	4,49	220,19
1983	158,32	41,30	5,04	12,23	12,52	1,85	0,66	2,22	0,55	3,33	1,19	18,81	15,15	10,08	18,02	3,66	11,71	47,52	7,11	8,71	4,82	26,88	23,43	5,48	234,75
1984	180,31	44,65	6,01	14,65	15,31	2,05	0,87	2,75	0,61	3,68	1,48	18,02	18,75	12,17	21,90	4,19	13,22	52,64	7,37	10,53	5,60	29,14	27,73	5,36	266,04
1985	183,13	49,38	5,98	13,37	14,44	2,03	0,89	2,68	0,68	4,04	1,74	15,60	16,61	12,88	23,40	4,63	14,78	55,96	7,58	10,97	6,04	31,37	30,10	7,10	276,29
1986	155,87	46,34	5,30	11,10	14,63	2,05	0,71	2,63	0,65	4,37	1,39	9,39	8,27	8,85	21,55	4,59	14,05	59,80	7,51	11,08	6,02	35,19	34,05	5,44	255,15
1985 1 ^{er} trimestre ...	197,01	51,78	6,94	14,43	15,30	2,29	1,11	2,80	0,78	3,43	1,68	19,94	17,54	17,15	23,11	4,46	14,27	57,78	7,30	10,42	6,30	33,76	28,14	6,57	289,50
2 ^e trimestre ...	183,40	51,81	6,54	14,14	15,18	2,08	0,96	2,77	0,75	4,36	1,88	11,92	15,18	12,54	23,90	4,87	14,52	55,03	7,63	12,05	5,98	29,37	30,78	6,54	275,75
3 ^e trimestre ...	165,27	42,46	4,88	12,21	12,01	1,69	0,65	2,50	0,54	3,99	1,60	15,02	16,77	9,27	22,62	4,42	14,64	53,32	7,63	10,19	5,62	29,88	28,34	7,16	254,09
4 ^e trimestre ...	184,45	50,78	5,53	12,55	15,26	2,03	0,84	2,63	0,65	4,30	1,77	15,20	16,43	12,49	23,81	4,69	15,49	57,13	7,71	11,11	6,15	32,16	32,71	7,81	282,10
1986 1 ^{er} trimestre ...	173,40	48,95	5,96	12,08	13,75	2,03	0,88	2,66	0,69	3,81	1,66	14,44	9,76	13,15	23,76	4,61	15,21	61,06	6,85	10,94	6,04	37,23	31,37	6,11	271,94
2 ^e trimestre ...	162,04	49,38	5,71	12,07	15,33	2,14	0,75	2,75	0,69	4,74	1,51	8,83	8,42	8,09	21,68	4,93	15,02	59,48	7,53	11,43	6,12	34,40	36,49	6,58	264,59
3 ^e trimestre ...	136,02	40,25	4,31	9,72	14,09	1,90	0,53	2,37	0,54	4,31	1,11	6,68	7,15	6,58	19,54	4,33	12,61	58,07	7,26	10,54	5,72	34,55	32,13	4,32	230,54
4 ^e trimestre ...	149,42	46,49	5,23	10,47	15,36	2,11	0,70	2,72	0,64	4,58	1,25	6,70	7,06	7,53	20,90	4,43	13,25	60,16	8,41	11,36	6,08	34,31	35,78	4,71	250,07
1987 1 ^{er} trimestre ...	155,00	47,34	5,40	10,71	16,28	2,15	0,71	2,82	0,56	3,93	1,30	9,74	6,22	7,78	20,98	4,41	14,67	61,86	7,25	9,94	6,13	38,54	35,47	5,11	257,44

¹ Rubrique constituée, en ordre principal, par des positions tarifaires confidentielles.

N. B. — Les corrections apportées aux données globales du tableau VIII-1 n'ont pu être ventilées dans ce tableau.

VIII - 4a. — INDICES DES VALEURS UNITAIRES MOYENNES ¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1985				1986				1987
									1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	118,4	142,7	168,2	192,4	205,5	223,4	226,3	179,2	229,2	235,5	224,1	217,6	202,1	181,7	165,9	168,4	163,6
Biens de consommation	117,0	123,6	134,8	154,8	165,5	176,4	180,8	176,5	182,9	181,0	181,7	178,0	180,4	175,4	177,4	175,4	174,2
Biens d'équipement	109,4	117,2	132,8	153,9	164,5	171,4	174,3	171,3	175,0	174,5	174,7	173,8	173,8	169,8	172,0	174,6	164,6
Ensemble ...	117,9	135,7	155,9	178,2	190,1	204,7	209,2	178,9	211,5	214,9	207,8	203,7	193,7	181,2	170,9	172,4	167,5
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	108,0	115,2	120,2	148,1	153,0	162,8	169,8	161,6	168,5	171,4	170,9	168,8	168,3	166,7	160,3	153,2	143,7
Fabrications métalliques	117,6	124,4	137,2	158,3	172,1	182,3	192,9	196,4	189,0	194,3	193,2	194,5	195,8	197,9	197,5	198,1	196,2
Métaux non ferreux	123,8	171,5	162,8	175,0	208,6	225,3	216,7	175,1	221,5	228,9	215,6	201,6	186,4	177,0	172,3	162,5	155,5
Textiles	108,8	115,9	122,6	137,7	145,3	157,1	165,4	160,3	165,4	165,7	167,3	164,2	164,9	160,9	160,4	156,1	156,0
Produits chimiques	111,9	126,3	137,4	155,7	166,0	179,8	183,0	165,4	181,4	185,2	185,4	179,8	175,5	168,0	161,0	157,6	157,3
Industrie houillère	127,3	153,7	191,2	228,1	215,6	224,4	235,8	187,2	237,0	237,9	238,5	231,1	212,0	203,7	182,0	168,6	161,9
Industrie pétrolière	183,3	229,7	290,1	340,9	354,2	382,5	392,8	216,8	406,6	396,3	398,9	372,9	317,4	240,0	172,0	164,6	166,3
Verres et glaces	102,7	109,5	121,7	134,7	140,0	144,8	147,1	147,8	144,1	146,8	149,4	148,6	147,8	146,4	147,5	149,3	146,6
Produits agricoles	107,6	113,6	129,2	150,3	154,7	164,9	160,1	156,4	161,1	165,6	157,5	161,9	159,8	160,6	156,9	153,1	154,5
Ciments	118,4	128,5	148,8	179,9	195,0	192,5	188,3	181,1	197,3	189,0	186,1	184,8	178,7	184,3	177,9	181,1	175,7
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	131,9	145,6	160,6	185,3	195,3	206,4	210,7	215,1	208,5	204,3	211,6	216,3	217,2	212,8	212,0	217,9	224,6
Carrières	123,4	136,5	152,2	180,5	188,3	198,7	199,3	199,9	195,3	201,3	199,5	199,9	203,1	203,9	200,5	196,9	195,5
Céramiques	127,4	143,1	164,4	198,8	226,8	244,3	243,1	243,1	242,6	239,2	244,3	252,1	240,7	244,6	241,6	243,1	238,7
Bois et meubles	117,1	128,9	131,7	142,0	151,7	159,3	156,4	158,3	159,3	157,2	155,3	155,3	155,8	158,6	157,8	160,3	160,5
Peaux, cuirs et chaussures ..	147,6	138,9	145,4	173,2	190,0	236,0	243,8	214,5	245,7	255,6	249,7	227,3	225,8	213,3	216,3	210,2	204,0
Papier et livres	101,8	114,4	126,5	143,1	147,2	157,9	165,0	161,4	165,2	165,0	166,0	163,9	162,5	159,7	162,9	160,4	158,7
Tabacs manufacturés	111,9	123,3	142,4	200,8	198,2	209,3	224,8	215,6	222,3	224,6	224,6	227,7	220,8	212,0	212,7	216,9	210,4
Caoutchouc	113,1	126,7	147,5	169,3	179,0	186,9	195,1	182,6	190,5	196,8	199,6	193,6	190,4	186,5	178,9	174,4	169,6
Industries alimentaires	95,6	104,3	118,0	125,1	132,7	148,6	146,5	131,7	148,9	151,0	146,5	139,8	133,9	135,1	130,7	134,0	120,5
Divers	166,5	155,3	162,0	177,6	199,1	235,9	252,4	234,7	270,6	251,0	251,7	237,1	256,2	227,9	228,9	227,9	233,1
Ensemble ...	117,7	129,7	142,2	162,4	173,8	187,4	193,2	178,7	193,4	195,5	193,8	190,6	187,8	181,6	175,0	172,7	171,4
INDICES DES TERMES DE L'ECHANGE ²																	
Ensemble ...	99,8	95,6	91,2	91,1	91,4	91,5	92,4	99,9	91,4	91,0	93,3	93,6	97,0	100,2	102,4	100,2	102,3

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

² Indices des termes de l'échange = $\frac{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'exportation (f.o.b.)}}{\text{indice des valeurs unitaires moyennes à l'importation (c.i.f.)}} \times 100$

VIII - 4b. — INDICES DU VOLUME ¹

Base 1975 = 100

Source : I.N.S. — Calculs B.N.B.

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986	1985				1986				1987
									1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.	1 ^{er} trim.
IMPORTATIONS (C.I.F.) — Répartition selon l'usage des produits																	
Biens de production	127,7	127,4	122,6	125,2	124,4	129,9	131,1	138,4	139,6	125,6	121,1	136,7	139,2	141,7	128,9	140,1	148,8
Biens de consommation	139,6	143,5	139,8	139,8	136,0	141,6	146,0	160,2	150,5	144,1	139,9	152,8	162,6	161,0	155,5	164,4	169,0
Biens d'équipement	125,1	135,1	119,4	118,3	117,4	132,7	146,0	162,9	136,7	149,3	137,5	159,4	151,7	172,9	152,1	171,0	164,7
Ensemble ...	130,4	132,4	126,8	128,4	127,1	134,0	137,2	146,8	143,0	133,5	128,4	143,9	146,8	149,7	138,4	149,7	156,0
EXPORTATIONS (F.O.B.) — Répartition selon la nature des produits																	
Sidérurgie	119,9	114,3	106,5	90,8	93,9	107,3	107,6	102,8	110,6	115,0	95,9	112,2	109,6	104,8	92,3	102,3	106,3
Fabrications métalliques	126,5	127,3	127,4	132,5	134,9	136,8	147,3	157,3	146,5	151,6	129,1	161,3	153,3	161,3	138,0	170,9	160,0
Métaux non ferreux	134,3	150,7	131,7	150,4	130,1	128,9	139,5	137,7	150,2	138,8	129,9	139,6	136,4	139,5	116,9	156,8	129,6
Textiles	116,3	121,5	122,1	122,0	131,6	141,7	141,4	143,2	140,4	144,8	125,4	155,2	142,1	140,6	124,1	167,1	146,5
Produits chimiques	158,2	157,9	162,5	170,5	184,3	200,3	212,5	225,7	213,7	218,3	201,7	219,7	222,3	226,5	208,5	242,9	233,6
Industrie houillère	109,6	121,0	139,3	109,5	126,0	178,8	186,7	176,2	179,5	186,0	194,7	194,2	190,4	150,3	155,0	200,7	148,5
Industrie pétrolière	114,3	135,0	124,6	118,1	123,5	119,5	99,9	129,9	105,6	71,1	107,3	116,3	110,1	123,5	127,8	157,7	127,2
Verres et glaces	145,1	163,2	154,1	166,9	178,4	197,1	193,6	202,7	189,6	197,1	182,3	200,8	190,9	200,6	185,9	233,5	210,8
Produits agricoles	133,4	145,3	150,4	154,8	150,6	167,9	168,7	175,4	155,6	164,2	181,5	181,0	174,1	173,9	169,5	193,0	189,6
Ciments	250,1	259,9	262,5	237,8	226,9	237,8	220,9	226,9	136,5	260,6	245,6	240,4	156,0	264,9	233,9	255,8	143,4
Matériaux de construction à base de ciment et de plâtre	109,1	109,6	88,9	90,2	106,9	112,2	99,4	109,4	69,7	117,1	111,5	100,9	75,2	123,3	115,0	124,0	69,8
Carrières	101,4	111,6	103,2	100,0	111,5	124,4	124,6	128,2	100,4	132,1	130,0	135,3	107,0	130,8	128,1	144,5	106,9
Céramiques	146,2	152,2	138,8	144,6	136,1	142,0	137,5	140,0	117,6	147,3	137,6	144,0	128,8	144,7	137,5	149,1	124,9
Bois et meubles	119,3	127,4	129,3	139,1	148,7	156,0	163,6	167,2	150,5	169,6	146,2	186,4	162,1	170,0	147,7	189,0	160,0
Peaux, cuirs et chaussures ..	90,7	90,3	87,3	83,5	86,1	91,9	93,2	94,2	99,9	95,9	84,4	94,0	94,8	98,5	82,5	98,0	94,2
Papier et livres	145,2	150,3	153,8	154,7	161,5	174,3	176,9	185,4	175,7	176,4	167,2	189,6	184,7	184,0	169,6	206,3	197,8
Tabacs manufacturés	113,9	112,6	117,1	119,0	121,9	117,6	123,7	123,3	131,0	126,9	103,0	133,5	128,5	126,3	110,8	127,2	122,4
Caoutchouc	115,9	119,3	121,8	124,4	130,4	138,2	147,7	147,4	147,7	150,9	136,8	158,4	151,5	142,8	130,9	163,5	140,5
Industries alimentaires	151,2	159,2	193,1	208,9	216,0	237,4	245,0	256,0	230,3	248,3	235,7	269,7	245,5	246,7	239,1	288,9	249,9
Divers	107,6	109,8	128,6	125,9	135,0	126,0	122,7	124,4	128,3	125,7	108,7	127,6	129,1	127,6	109,7	129,6	137,5
Ensemble ...	129,1	133,1	133,2	135,3	139,6	146,2	149,9	158,1	149,7	150,4	139,5	160,8	154,7	158,7	143,0	173,7	161,3

¹ Voir N.B. au tableau VIII-3.

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L.

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	République Fédérale d'Allemagne			France			Pays-Bas		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1979	32,9	31,1	- 1,8	23,3	26,5	+ 3,2	24,8	22,4	- 2,4
1980	34,4	33,5	- 0,9	25,3	30,6	+ 5,3	28,7	23,9	- 4,8
1981	36,3	34,5	- 1,8	26,3	33,0	+ 6,7	32,9	25,5	- 7,4
1982	44,1	40,7	- 3,4	30,6	38,7	+ 8,1	39,3	28,3	-11,0
1983	48,5	46,7	- 1,8	33,0	40,2	+ 7,2	42,7	31,5	-11,2
1984	53,0	49,1	- 3,9	38,9	46,0	+ 7,1	50,0	34,7	-15,3
1985	57,9	49,0	- 8,9	41,6	50,1	+ 8,5	51,2	37,6	-13,6
1986	59,1	50,3	- 8,8	40,4	51,2	+10,8	45,6	38,4	- 7,2
1985 2 ^e trimestre	58,7	50,3	- 8,4	43,3	51,2	+ 7,9	50,5	36,8	-13,7
3 ^e trimestre	52,8	48,1	- 4,7	36,2	44,6	+ 8,4	47,8	36,6	-11,2
4 ^e trimestre	61,1	50,2	-10,9	44,7	55,6	+10,9	51,5	40,6	-10,9
1986 1 ^{er} trimestre	61,4	50,1	-11,3	42,5	54,0	+11,5	50,6	39,0	-11,6
2 ^e trimestre	60,4	54,3	- 6,1	41,5	52,8	+11,3	46,4	39,9	- 6,5
3 ^e trimestre	53,7	46,0	- 7,7	36,2	44,2	+ 8,0	41,4	35,0	- 6,4
4 ^e trimestre	60,7	51,2	- 9,5	41,5	53,9	+12,4	44,0	39,8	- 4,2
1987 1 ^{er} trimestre	62,4	50,2	-12,2	40,4	51,9	+11,5	43,9	37,2	- 6,7
2 ^e trimestre	62,7	53,5	- 9,2	40,5	55,2	+14,7	45,1	39,8	- 5,3
1986 6 premiers mois	60,9	52,2	- 8,7	42,0	53,4	+11,4	48,5	39,4	- 9,1
1987 6 premiers mois	62,5	51,8	-10,7	40,3	53,5	+13,2	44,4	38,4	- 6,0
Moyennes mensuelles	Italie			Royaume-Uni			C.E.E. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1979	6,0	7,3	+ 1,3	11,8	11,2	- 0,6	100,1	100,5	+ 0,4
1980	6,3	8,7	+ 2,4	14,1	13,4	- 0,7	110,3	112,4	+ 2,1
1981	6,5	8,7	+ 2,2	14,3	14,8	+ 0,5	118,0	120,2	+ 2,2
1982	7,9	10,1	+ 2,2	15,5	19,2	+ 3,7	139,6	140,6	+ 1,0
1983	8,6	10,3	+ 1,7	20,3	21,8	+ 1,5	155,8	154,6	- 1,2
1984	9,5	12,8	+ 3,3	23,3	24,7	+ 1,4	177,9	171,9	- 6,0
1985	9,8	14,4	+ 4,6	24,6	25,8	+ 1,2	188,6	182,2	- 6,4
1986	10,8	14,9	+ 4,1	21,3	22,2	+ 0,9	184,2	186,8	+ 2,6
1985 2 ^e trimestre	9,7	14,6	+ 4,9	22,4	25,6	+ 3,2	187,8	184,0	- 3,8
3 ^e trimestre	9,7	12,2	+ 2,5	23,3	23,4	+ 0,1	173,1	169,7	- 3,4
4 ^e trimestre	10,0	15,9	+ 5,9	26,8	26,7	- 0,1	197,8	194,7	- 3,1
1986 1 ^{er} trimestre	10,6	15,8	+ 5,2	23,1	23,1	0,0	196,1	191,4	- 4,7
2 ^e trimestre	11,0	15,2	+ 4,2	22,1	22,2	+ 0,1	188,5	193,9	+ 5,4
3 ^e trimestre	10,9	11,9	+ 1,0	19,5	20,7	+ 1,2	168,1	166,2	- 1,9
4 ^e trimestre	10,8	16,8	+ 6,0	20,6	23,0	+ 2,4	185,6	195,7	+10,1
1987 1 ^{er} trimestre	11,1	16,8	+ 5,7	22,3	19,2	- 3,1	187,9	185,3	- 2,6
2 ^e trimestre	10,8	18,0	+ 7,2	18,9	22,0	+ 3,1	185,6	199,6	+14,0
1986 6 premiers mois	10,8	15,5	+ 4,7	22,6	22,6	0,0	192,3	192,6	+ 0,3
1987 6 premiers mois	10,9	17,4	+ 6,5	20,5	20,6	+ 0,1	186,4	192,3	+ 5,9

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ République Fédérale d'Allemagne, France, Pays-Bas, Italie, Royaume-Uni, Irlande, Danemark, Grèce (depuis 1981), Espagne et Portugal (depuis 1986).

VIII - 5. — ORIENTATION GEOGRAPHIQUE DU COMMERCE EXTERIEUR DE L'U.E.B.L. (suite)

(milliards de francs)

Source : I.N.S.

Moyennes mensuelles	Etats-Unis d'Amérique			Japon			Membres de l'O.P.E.P. ¹		
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.
1979	9,9	5,2	- 4,7	2,5	0,8	- 1,7	11,0	5,7	- 5,3
1980	13,4	5,3	- 8,1	3,5	0,8	- 2,7	16,1	7,3	- 8,8
1981	13,8	7,3	- 6,5	4,5	1,0	- 3,5	19,1	9,1	- 10,0
1982	15,6	8,8	- 6,8	4,2	1,2	- 3,0	18,7	8,9	- 9,8
1983	15,1	11,4	- 3,7	4,9	1,6	- 3,3	12,4	8,9	- 3,5
1984	16,0	15,1	- 0,9	5,6	2,1	- 3,5	11,1	9,2	- 1,9
1985	15,7	16,7	+ 1,0	5,9	2,1	- 3,8	9,0	8,4	- 0,6
1986	12,8	13,5	+ 0,7	7,1	2,4	- 4,7	6,8	5,9	- 0,9
1985 2 ^e trimestre	15,8	18,3	+ 2,5	5,9	2,4	- 3,5	8,7	8,2	- 0,5
3 ^e trimestre	13,7	15,0	+ 1,3	5,2	2,0	- 3,2	6,7	7,4	+ 0,7
4 ^e trimestre	15,0	16,8	+ 1,8	5,8	2,0	- 3,8	9,3	7,2	- 2,1
1986 1 ^{er} trimestre	14,7	13,5	- 1,2	6,9	1,9	- 5,0	10,1	7,2	- 2,9
2 ^e trimestre	14,7	13,4	- 1,3	8,5	2,4	- 6,1	7,2	6,1	- 1,1
3 ^e trimestre	10,5	12,1	+ 1,6	7,0	2,3	- 4,7	4,7	5,0	+ 0,3
4 ^e trimestre	11,5	15,1	+ 3,6	5,9	2,8	- 3,1	5,3	5,5	+ 0,2
1987 1 ^{er} trimestre	15,0	12,2	- 2,8	6,0	2,1	- 3,9	6,9	4,4	- 2,5
2 ^e trimestre	11,9	12,9	+ 1,0	8,3	2,6	- 5,7	5,3	4,5	- 0,8
1986 6 premiers mois	14,7	13,5	- 1,2	7,7	2,2	- 5,5	8,6	6,6	- 2,0
1987 6 premiers mois	13,4	12,5	- 0,9	7,1	2,4	- 4,7	6,1	4,5	- 1,6
Moyennes mensuelles	Pays à économie de marché						Pays à économie centralement planifiée		
	Pays développés			Pays en voie de développement			importations	exportations	balance commerc.
	importations	exportations	balance commerc.	importations	exportations	balance commerc.			
1979	125,7	120,5	- 5,2	20,1	13,9	- 6,2	2,8	3,1	+ 0,3
1980	143,6	136,1	- 7,5	26,9	16,7	- 10,2	4,5	3,6	- 0,9
1981	156,2	146,2	- 10,0	31,1	19,9	- 11,2	5,1	3,9	- 1,2
1982	180,0	171,2	- 8,8	33,2	21,9	- 11,3	7,7	4,3	- 3,4
1983	199,7	189,9	- 9,8	27,1	23,1	- 4,0	8,1	5,6	- 2,5
1984	224,5	214,6	- 9,9	29,1	26,8	- 2,3	11,5	5,8	- 5,7
1985	238,4	228,8	- 9,6	28,0	26,3	- 1,7	8,9	6,7	- 2,2
1986	225,9	227,2	+ 1,3	22,1	21,1	- 1,0	6,6	5,3	- 1,3
1985 2 ^e trimestre	238,3	233,1	- 5,2	29,5	27,9	- 1,6	7,9	6,9	- 1,0
3 ^e trimestre	218,1	212,4	- 5,7	25,4	24,7	- 0,7	11,1	5,9	- 5,2
4 ^e trimestre	248,8	243,8	- 5,0	25,1	24,2	- 0,9	8,0	7,0	- 1,0
1986 1 ^{er} trimestre	240,6	230,8	- 9,8	25,3	22,6	- 2,7	6,5	6,3	- 0,2
2 ^e trimestre	235,1	234,3	- 0,8	23,6	19,6	- 4,0	6,5	5,6	- 0,9
3 ^e trimestre	204,5	203,7	- 0,8	20,0	18,9	- 1,1	6,8	4,4	- 2,4
4 ^e trimestre	223,8	240,1	+ 16,3	19,4	23,2	+ 3,8	6,6	4,8	- 1,8
1987 1 ^{er} trimestre	229,4	222,8	- 6,6	21,4	19,7	- 1,7	5,2	4,2	- 1,0
2 ^e trimestre	227,4	239,6	+ 12,2	21,5	18,9	- 2,6	7,0	4,3	- 2,7
1986 6 premiers mois	237,8	232,5	- 5,3	24,5	21,1	- 3,4	6,5	5,9	- 0,6
1987 6 premiers mois	228,4	231,2	+ 2,8	21,5	19,3	- 2,2	6,1	4,2	- 1,9

N.B. Les données statistiques du commerce extérieur provenant de l'I.N.S. sont sujettes à révision mensuelle durant 12 mois.

¹ Membres de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole : Venezuela, Equateur, Nigéria, Algérie, Gabon, Libye, Koweït, Qatar, Emirats Arabes Unis, Irak, Iran, Arabie Saoudite et Indonésie.

Références bibliographiques : *Bulletin mensuel du Commerce extérieur de l'U.E.B.L.* — *Annuaire statistique de la Belgique.* — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Bulletin commercial belge de l'Office belge du Commerce extérieur.* — *Statistiques Economiques belges 1970-1980.* — *Bulletins statistiques : Commerce extérieur (OCDE), Statistical Papers : Direction of International Trade (O.N.U.), Eurostatistiques (Office statistique des Communautés européennes).*

IX. — BALANCE DES PAIEMENTS DE L'UNION ECONOMIQUE BELGO-LUXEMBOURGEOISE

1. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Chiffres annuels - (milliards de francs)

	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985		
							Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 139,5	- 154,7	- 175,8	- 156,3	- 94,2	- 73,9	2.882,5	2.906,6	- 24,1
1.12 Travail à façon	+ 47,4	+ 37,7	+ 41,5	+ 54,2	+ 58,7	+ 58,9	108,1	52,0	+ 56,1
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	+ 18,5	+ 8,4	+ 25,0	+ 24,2	+ 31,6	+ 25,5	12,8	—	+ 12,8
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 10,8	+ 17,0	+ 18,6	+ 16,2	+ 16,2	+ 14,5	164,6	138,4	+ 26,2
1.3 Autres frais de transport	- 0,2	- 1,0	- 3,8	+ 6,8	+ 8,1	+ 3,0	76,1	81,2	- 5,1
1.4 Déplacements à l'étranger	- 39,2	- 42,7	- 46,9	- 28,0	- 19,5	- 16,8	98,7	121,7	- 23,0
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	+ 10,4	- 2,2	- 3,2	- 9,6	- 8,8	- 3,5	1.209,6	1.217,5	- 7,9
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 26,9	+ 32,1	+ 36,9	+ 43,1	+ 50,0	+ 54,6	78,8	16,8	+ 62,0
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 5,0	+ 3,7	+ 3,3	+ 2,2	+ 4,6	+ 5,4	25,4	20,5	+ 4,9
1.72 Autres	- 1,1	- 4,3	- 2,8	- 6,7	- 9,4	- 19,4	251,2	270,0	- 18,8
Total 1	- 61,0	- 106,0	- 107,2	- 53,9	+ 37,3	+ 48,3	4.907,8	4.824,7	+ 83,1
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 10,1	- 11,0	- 15,3	- 11,0	- 9,2	- 10,0	36,5	43,9	- 7,4
2.2 Transferts publics	- 18,3	- 27,4	- 33,0	- 45,3	- 50,2	- 40,9	49,8	84,2	- 34,4
Total 2	- 28,4	- 38,4	- 48,3	- 56,3	- 59,4	- 50,9	86,3	128,1	- 41,8
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 89,4	- 144,4	- 155,5	- 110,2	- 22,1	- 2,6	4.994,1	4.952,8	+ 41,3
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 8,7	+ 26,7	+ 106,1	+ 124,6	+ 36,6	+ 88,1	195,7	174,2	+ 21,5
3.12 Avoirs	- 4,4	- 3,0	- 4,4	- 5,7	- 7,2	- 6,7	0,3	5,6	- 5,3
3.2 Autres pouvoirs publics	0,0	+ 2,0	+ 5,6	+ 10,3	- 0,5	+ 1,7	7,8	10,5	- 2,7
Total 3	+ 4,3	+ 25,7	+ 107,3	+ 129,2	+ 28,9	+ 83,1	203,8	190,3	+ 13,5
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	- 7,0	- 18,2	- 47,0	- 5,5	- 18,0	- 1,9	—	28,1	- 28,1
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 7,2	+ 5,5	+ 18,5	+ 13,9	+ 2,4	+ 7,0	13,0	17,6	- 4,6
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	+ 24,8	+ 57,9	+ 12,9	+ 1,8	- 9,3	+ 1,9	2,5	15,3	- 12,8
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	- 13,7	- 23,4	- 41,2	- 57,6	- 90,4	- 110,5	—	122,1	- 122,1
4.2312 Investissements directs ..	- 32,8	- 1,8	- 1,1	+ 3,5	- 18,3	- 16,3	38,2	51,9	- 13,7
4.2313 Immeubles	- 6,1	- 4,8	- 3,6	- 0,9	- 0,4	- 0,8	3,9	4,8	- 0,9
4.2314 Autres (chiffres nets)	- 29,2	- 52,8	- 60,1	- 35,0	+ 12,5	- 5,8	4,0	—	+ 4,0
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	+ 1,8	- 0,9	- 2,0	+ 8,8	+ 4,7	- 1,2	20,5	—	+ 20,5
4.2322 Investissements directs ..	+ 29,5	+ 42,5	+ 50,2	+ 63,5	+ 65,0	+ 20,8	85,2	28,3	+ 56,9
4.2323 Immeubles	+ 3,5	+ 2,9	+ 1,1	+ 5,7	+ 3,0	+ 3,0	6,9	3,0	+ 3,9
4.2324 Autres (chiffres nets)	+ 2,7	+ 28,1	+ 58,6	- 6,6	+ 8,0	+ 18,8	—	7,2	- 7,2
Total 4	- 19,3	+ 35,0	- 13,7	- 8,4	- 40,8	- 85,0	174,2	278,3	- 104,1
5. Erreurs et omissions (nettes)	- 11,1	+ 10,3	- 27,7	- 11,9	- 20,9	- 9,5	—	7,4	- 7,4
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total 1 à 6	- 115,5	- 73,4	- 89,6	- 1,3	- 54,9	- 14,0	5.372,1	5.428,8	- 56,7
7. Financement du total :									
7.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 7,0	+ 10,1	- 3,4	+ 3,5	+ 5,0	+ 0,9	—	—	- 10,1
7.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
7.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
7.211 Crédits commerciaux ²	+ 15,0	+ 5,2	- 5,3	- 5,3	+ 3,6	+ 20,8	—	—	- 7,0
7.212 Autres :									
7.2121 Francs belges et luxem.	- 41,5	- 64,4	+ 51,9	- 16,1	+ 40,8	- 33,4	—	—	- 29,2
7.2122 Monnaies étrangères	- 60,5	- 38,5	- 59,8	+ 54,4	- 84,6	- 48,1	—	—	- 6,6
7.22 Organismes divers :									
7.221 Crédits commerciaux ²	- 0,4	+ 2,4	- 1,5	- 0,4	+ 4,3	- 2,7	—	—	+ 0,1
7.222 Autres	0,0	0,0	0,0	- 0,3	+ 0,1	+ 0,2	—	—	- 0,4
7.23 B.N.B. :									
7.231 Crédits commerciaux ²	- 3,6	- 15,2	+ 24,2	+ 0,4	- 2,0	- 18,9	—	—	+ 4,9
7.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	- 31,5	+ 27,0	- 95,7	- 37,5	- 22,1	+ 67,2	—	—	- 8,4
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	(+ 4,5)	(+ 4,5)	(+ 4,4)	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris les organismes principalement monétaires.

² Seuls les crédits commerciaux non mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises sont comptabilisés à la rubrique 4.1. Les autres crédits commerciaux, c.à.d. les traites

représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises, sont comptabilisés aux sous-rubriques 7.211, 7.221, 7.231 ou 7.1 selon que ces traites sont restées dans le portefeuille des banques ou ont été refinancées respectivement auprès des organismes monétaires divers, auprès de la B.N.B. ou auprès du secteur non monétaire résident.

IX - 2. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Soldes trimestriels

(milliards de francs)

	1984		1985				* 1986		
	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	2 ^e trimestre	3 ^e trimestre
1. Transactions sur biens et services :									
1.1 Transactions sur marchandises :									
1.11 Exportations et importations	- 12,0	- 36,7	+ 9,5	+ 0,5	- 6,1	- 28,0	- 4,1	+ 19,4	+ 7,7
1.12 Travail à façon	+ 6,3	+ 16,9	+ 12,1	+ 13,5	+ 12,0	+ 18,5	+ 16,0	+ 23,3	+ 19,6
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 1,8	+ 14,6	+ 3,5	+ 0,7	+ 8,8	- 0,2	+ 10,7	+ 3,4	+ 5,5
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 3,3	+ 4,3	+ 5,5	+ 5,6	+ 7,6	+ 7,5	+ 6,7	+ 7,1	+ 7,4
1.3 Autres frais de transport	+ 0,4	- 0,4	- 1,0	- 0,5	- 1,8	- 1,8	- 3,6	- 3,5	- 4,1
1.4 Déplacements à l'étranger	- 12,1	+ 2,6	- 4,3	- 2,5	- 15,6	- 0,6	- 4,3	- 5,5	- 19,3
1.5 Revenus de placements et d'investissements ..	+ 1,3	+ 11,0	- 9,9	- 5,7	+ 4,3	+ 3,4	+ 1,7	- 4,7	+ 4,6
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 13,9	+ 14,4	+ 14,7	+ 15,9	+ 14,5	+ 16,9	+ 15,8	+ 18,1	+ 19,1
1.7 Autres :									
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 1,1	+ 1,5	+ 1,2	+ 1,3	+ 1,5	+ 0,9	+ 1,7	+ 1,0	+ 1,5
1.72 Autres	- 2,3	- 7,0	- 5,5	- 7,4	- 3,0	- 2,9	- 3,4	- 1,1	- 5,2
Total 1	+ 1,7	+ 21,2	+ 25,8	+ 21,4	+ 22,2	+ 13,7	+ 37,2	+ 57,5	+ 36,8
2. Transferts :									
2.1 Transferts privés	- 3,4	- 0,8	- 0,6	- 2,1	- 2,2	- 2,5	- 2,1	- 1,2	- 0,5
2.2 Transferts publics	- 8,3	- 10,2	- 9,9	- 7,5	- 5,0	- 12,0	- 9,3	- 7,9	- 11,7
Total 2	- 11,7	- 11,0	- 10,5	- 9,6	- 7,2	- 14,5	- 11,4	- 9,1	- 12,2
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	- 10,0	+ 10,2	+ 15,3	+ 11,8	+ 15,0	- 0,8	+ 25,8	+ 48,4	+ 24,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :									
3.1 Etat :									
3.11 Engagements	+ 12,1	- 14,5	+ 22,6	- 22,0	- 3,5	+ 24,4	+ 41,6	- 15,8	+ 10,6
3.12 Avoirs	- 2,8	- 1,2	0,0	- 0,8	- 0,5	- 4,0	- 0,5	- 0,4	- 0,8
3.2 Autres pouvoirs publics	+ 1,2	+ 0,3	- 0,1	+ 0,3	- 1,5	- 1,4	- 0,8	- 1,7	- 1,5
Total 3	+ 10,5	- 15,4	+ 22,5	- 22,5	- 5,5	+ 19,0	+ 40,3	- 17,9	+ 8,3
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :									
4.1 Crédits commerciaux ²	+ 23,7	+ 11,8	- 18,1	- 22,6	+ 2,9	+ 9,7	- 7,8	- 16,3	+ 21,8
4.2 Autres :									
4.21 Organismes publics d'exploitation	+ 3,0	+ 4,2	- 0,2	- 3,5	- 1,4	+ 0,5	- 2,9	- 1,7	+ 3,1
4.22 Interméd. financiers du secteur public ..	+ 4,7	- 2,3	- 15,2	+ 5,5	- 1,1	- 2,0	- 0,6	- 7,2	- 8,5
4.23 Secteur privé :									
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :									
4.2311 Valeurs mob.	- 19,8	- 27,7	- 21,6	- 34,1	- 38,6	- 27,8	- 38,7	- 57,4	- 48,7
4.2312 Investissements directs ..	- 7,7	- 3,7	+ 9,0	+ 1,7	- 11,7	- 12,7	- 1,5	- 31,7	- 2,3
4.2313 Immeubles	- 0,2	- 0,3	+ 0,1	- 0,3	- 0,4	- 0,3	- 0,2	- 0,7	- 0,6
4.2314 Autres	- 9,0	+ 3,4	- 8,2	- 3,6	+ 4,9	+ 10,9	- 9,9	- 6,4	- 3,0
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :									
4.2321 Valeurs mob.	+ 0,2	+ 1,0	+ 3,2	+ 7,1	+ 1,7	+ 8,5	+ 11,3	+ 13,5	+ 9,2
4.2322 Investissements directs ..	+ 7,6	+ 16,5	+ 16,3	+ 9,3	+ 5,8	+ 25,5	- 0,3	+ 1,6	+ 3,5
4.2323 Immeubles	+ 0,2	+ 0,9	+ 0,9	+ 1,0	+ 1,6	+ 0,4	+ 0,8	+ 0,4	+ 0,3
4.2324 Autres	- 2,1	- 3,2	+ 7,0	+ 20,2	- 26,9	- 7,5	+ 4,0	+ 8,5	- 1,6
Total 4	+ 0,6	+ 0,6	- 26,8	- 19,3	- 63,2	+ 5,2	- 45,8	- 97,4	- 26,8
5. Erreurs et omissions	+ 2,2	+ 7,5	- 2,6	- 5,8	+ 14,6	- 13,6	+ 1,5	+ 7,0	+ 15,8
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total 1 à 6	+ 3,3	+ 2,9	+ 8,4	- 35,8	- 39,1	+ 9,8	+ 21,8	- 59,9	+ 21,9
7. Financement du total :									
7.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	+ 0,7	+ 4,7	+ 5,1	- 9,1	- 0,3	- 5,8	+ 3,8	- 5,8	- 2,2
7.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :									
7.21 Banques belges et luxembourgeoises :									
7.211 Crédits commerciaux ²	+ 12,4	+ 10,5	- 6,5	+ 0,1	- 3,5	+ 2,9	+ 0,2	+ 0,8	- 0,8
7.212 Autres :									
7.2121 Francs belges et luxem.	- 15,2	- 4,0	- 15,7	- 41,1	+ 24,2	+ 3,4	+ 39,8	- 58,9	+ 2,8
7.2122 Monnaies étrangères	- 27,3	- 6,0	+ 19,2	- 0,2	- 28,7	+ 3,1	- 15,3	- 24,0	+ 50,4
7.22 Organismes divers :									
7.221 Crédits commerciaux ²	+ 10,7	- 8,7	- 2,0	0,0	+ 1,4	+ 0,7	- 2,2	+ 0,1	+ 2,2
7.222 Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,4	+ 0,4	- 0,3	+ 0,1
7.23 B.N.B. :									
7.231 Crédits commerciaux ²	- 24,6	- 0,9	+ 0,5	+ 4,0	- 5,8	+ 6,2	- 7,3	+ 0,3	- 5,9
7.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	+ 46,6	+ 7,3	+ 7,8	+ 10,5	- 26,4	- 0,3	+ 2,4	+ 27,9	- 24,7
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	-	-	-	-	-	-	-	-	-

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note ¹.

² Voir tableau IX-1, note ².

IX - 3. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DES TRANSACTIONS

Recettes et dépenses trimestrielles

(milliards de francs)

	* 1986			* 1986		
	2 ^e trimestre			3 ^e trimestre		
	Recettes	Dépenses	Solde	Recettes	Dépenses	Solde
1. Transactions sur biens et services :						
1.1 Transactions sur marchandises :						
1.11 Exportations et importations	695,5	676,1	+ 19,4	650,9	643,2	+ 7,7
1.12 Travail à façon	36,8	13,5	+ 23,3	30,8	11,2	+ 19,6
1.13 Opérations d'arbitrage (nettes)	3,4	—	+ 3,4	5,5	—	+ 5,5
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	36,6	29,5	+ 7,1	37,0	29,6	+ 7,4
1.3 Autres frais de transport	15,7	19,2	- 3,5	15,1	19,2	- 4,1
1.4 Déplacements à l'étranger	26,2	31,7	- 5,5	32,4	51,7	- 19,3
1.5 Revenus de placements et d'investissements	271,1	275,8	- 4,7	234,1	229,5	+ 4,6
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	22,1	4,0	+ 18,1	21,8	2,7	+ 19,1
1.7 Autres :						
1.71 Travailleurs frontaliers	6,4	5,4	+ 1,0	6,6	5,1	+ 1,5
1.72 Autres	65,8	66,9	- 1,1	64,1	69,3	- 5,2
Total 1	1.179,6	1.122,1	+ 57,5	1.098,3	1.061,5	+ 36,8
2. Transferts :						
2.1 Transferts privés	8,1	9,3	- 1,2	8,1	8,6	- 0,5
2.2 Transferts publics	15,0	22,9	- 7,9	11,2	22,9	- 11,7
Total 2	23,1	32,2	- 9,1	19,3	31,5	- 12,2
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	1.202,7	1.154,3	+ 48,4	1.117,6	1.093,0	+ 24,6
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :						
3.1 Etat :						
3.11 Engagements	61,9	77,7	- 15,8	69,7	59,1	+ 10,6
3.12 Avoirs	0,0	0,4	- 0,4	0,0	0,8	- 0,8
3.2 Autres pouvoirs publics	0,5	2,2	- 1,7	0,0	1,5	- 1,5
Total 3	62,4	80,3	- 17,9	69,7	61,4	+ 8,3
4. Mouvement des capitaux des entreprises¹ et particuliers :						
4.1 Crédits commerciaux ² (chiffres nets)	—	16,3	- 16,3	21,8	—	+ 21,8
4.2 Autres :						
4.21 Organismes publics d'exploitation	2,2	3,9	- 1,7	13,1	10,0	+ 3,1
4.22 Interméd. financiers du secteur public	3,6	10,8	- 7,2	3,5	12,0	- 8,5
4.23 Secteur privé :						
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :						
4.2311 Valeurs mob. (chiff. nets)	—	57,4	- 57,4	—	48,7	- 48,7
4.2312 Investissements directs	3,5	35,2	- 31,7	17,6	19,9	- 2,3
4.2313 Immeubles	0,8	1,5	- 0,7	1,1	1,7	- 0,6
4.2314 Autres (chiffres nets)	—	6,4	- 6,4	—	3,0	- 3,0
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :						
4.2321 Valeurs mob. (chiff. nets)	13,5	—	+ 13,5	9,2	—	+ 9,2
4.2322 Investissements directs	13,2	11,6	+ 1,6	14,6	11,1	+ 3,5
4.2323 Immeubles	1,0	0,6	+ 0,4	1,1	0,8	+ 0,3
4.2324 Autres (chiffres nets)	8,5	—	+ 8,5	—	1,6	- 1,6
Total 4	46,3	143,7	- 97,4	82,0	108,8	- 26,8
5. Erreurs et omissions (nettes)	7,0	—	+ 7,0	15,8	—	+ 15,8
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total 1 à 6	1.318,4	1.378,3	- 59,9	1.285,1	1.263,2	+ 21,9
7. Financement du total :						
7.1 Crédits commerciaux ² refinancés auprès du secteur non monétaire résident	—	—	- 5,8	—	—	- 2,2
7.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :						
7.21 Banques belges et luxembourgeoises :						
7.211 Crédits commerciaux ²	—	—	+ 0,8	—	—	- 0,8
7.212 Autres :						
7.2121 Francs belges et luxem.	—	—	- 58,9	—	—	+ 2,8
7.2122 Monnaies étrangères	—	—	- 24,0	—	—	+ 50,4
7.22 Organismes divers :						
7.221 Crédits commerciaux ²	—	—	+ 0,1	—	—	+ 2,2
7.222 Autres	—	—	- 0,3	—	—	+ 0,1
7.23 B.N.B. :						
7.231 Crédits commerciaux ²	—	—	+ 0,3	—	—	- 5,9
7.232 Autres (réserv. de change nettes)	—	—	+ 27,9	—	—	- 24,7
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	—	—	—	—	—	—

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Voir tableau IX-1, note 1.
² Voir tableau IX-1, note 2.

IX - 4. — BALANCE GENERALE DES PAIEMENTS SUR BASE DE CAISSE ¹

(Soldes en milliards de francs)

	1985	* 1986	1985		* 1986			* 1987		
	Année		3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	Avril	3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	Avril
1. Transactions sur biens et services :										
1.1 Transactions sur marchandises :										
1.11 Exportations et importations	- 47,4	+ 25,4	- 3,7	- 12,6	- 9,4	- 7,2	+ 29,6	0,0	- 18,9	+ 3,1
1.12 Travail à façon	+ 56,1	+ 77,8	+ 12,0	+ 18,5	+ 16,0	+ 10,2	+ 19,6	+ 18,9	+ 15,2	+ 5,7
1.13 Opérations d'arbitrage	+ 12,8	+ 26,4	+ 8,8	- 0,2	+ 10,7	- 0,3	+ 5,5	+ 6,8	+ 1,6	+ 4,3
1.2 Frets et assurances pour le transport de marchandises	+ 26,2	+ 29,1	+ 7,6	+ 7,5	+ 6,7	+ 2,4	+ 7,4	+ 7,9	+ 7,6	+ 2,8
1.3 Autres frais de transport	- 5,1	- 16,5	- 1,8	- 1,8	- 3,6	- 1,8	- 4,1	- 5,3	+ 0,7	- 0,5
1.4 Déplacements à l'étranger	- 23,0	- 30,9	- 15,6	- 0,6	- 4,3	- 2,0	- 19,3	- 1,8	- 5,7	- 1,5
1.5 Revenus de placements et d'investissements	- 7,9	+ 4,9	+ 4,3	+ 3,4	+ 1,7	+ 1,7	+ 4,6	+ 3,3	- 3,5	- 2,3
1.6 Transactions des pouvoirs publics non comprises ailleurs	+ 62,0	+ 71,4	+ 14,5	+ 16,9	+ 15,8	+ 5,7	+ 19,1	+ 18,4	+ 17,6	+ 6,3
1.7 Autres :										
1.71 Travailleurs frontaliers	+ 4,9	+ 6,0	+ 1,5	+ 0,9	+ 1,7	+ 0,8	+ 1,5	+ 1,8	+ 1,4	+ 0,8
1.72 Autres	- 18,8	- 16,6	- 3,0	- 2,9	- 3,4	- 2,1	- 5,2	- 6,9	- 4,5	- 2,4
Total 1	+ 59,8	+ 177,0	+ 24,6	+ 29,1	+ 31,9	+ 7,4	+ 58,7	+ 43,1	+ 11,5	+ 16,3
2. Transferts :										
2.1 Transferts privés	- 7,4	- 5,6	- 2,2	- 2,5	- 2,1	- 0,3	- 0,5	- 1,8	- 1,7	- 0,8
2.2 Transferts publics	- 34,4	- 37,7	- 5,0	- 12,0	- 9,3	- 2,8	- 11,7	- 8,8	- 15,0	- 2,8
Total 2	- 41,8	- 43,3	- 7,2	- 14,5	- 11,4	- 3,1	- 12,2	- 10,6	- 16,7	- 3,6
Opérations courantes (Total 1. + 2.)	+ 18,0	+ 133,7	+ 17,4	+ 14,6	+ 20,5	+ 4,3	+ 46,5	+ 32,5	- 5,2	+ 12,7
3. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :										
3.1 Etat :										
3.11 Engagements	+ 21,5	+ 67,3	- 3,5	+ 24,4	+ 41,6	+ 12,9	+ 10,6	+ 30,9	- 15,4	- 1,3
3.12 Avoirs	- 5,3	- 6,1	- 0,5	- 4,0	- 0,5	- 0,2	- 0,8	- 4,4	- 0,7	- 0,3
3.2 Autres pouvoirs publics	- 2,7	- 13,6	- 1,5	- 1,4	- 0,8	- 1,5	- 1,5	- 9,6	- 2,2	+ 0,3
Total 3	+ 13,5	+ 47,6	- 5,5	+ 19,0	+ 40,3	+ 11,2	+ 8,3	+ 16,9	- 18,3	- 1,3
4. Mouvement des capitaux des entreprises² et particuliers :										
4.1 Crédits commerciaux ³	- 4,8	- 7,4	+ 0,5	- 5,7	- 2,5	- 0,8	- 0,1	- 2,7	+ 0,6	+ 0,2
4.2 Autres :										
4.21 Organismes publics d'exploitation	- 4,6	- 4,7	- 1,4	+ 0,5	- 2,9	+ 0,7	+ 3,1	- 3,2	- 3,3	- 0,1
4.22 Interméd. financiers du secteur public	- 12,8	- 23,4	- 1,1	- 2,0	- 0,6	- 4,2	- 8,5	- 7,1	- 6,1	+ 10,9
4.23 Secteur privé :										
4.231 Investissem. et placements belgo-luxembourgeois à l'étranger :										
4.2311 Valeurs mob.	- 122,1	- 166,7	- 38,6	- 27,8	- 38,7	- 19,4	- 48,7	- 21,9	- 31,7	- 24,1
4.2312 Investissements directs ..	- 13,7	- 72,7	- 11,7	- 12,7	- 1,5	- 3,3	- 2,3	- 37,2	- 10,6	+ 1,5
4.2313 Immeubles	- 0,9	- 2,4	- 0,4	- 0,3	- 0,2	- 0,1	- 0,6	- 0,9	- 0,4	- 0,1
4.2314 Autres	+ 4,0	- 23,8	+ 4,9	+ 10,9	- 9,9	- 5,3	- 3,0	- 4,5	- 15,4	- 2,8
4.232 Investissements et placements étrangers en U.E.B.L. :										
4.2321 Valeurs mob.	+ 20,5	+ 47,0	+ 1,7	+ 8,5	+ 11,3	+ 9,4	+ 9,2	+ 13,0	+ 12,5	+ 3,4
4.2322 Investissements directs ..	+ 56,9	+ 28,2	+ 5,8	+ 25,5	- 0,3	+ 2,9	+ 3,5	+ 23,4	+ 11,9	+ 4,9
4.2323 Immeubles	+ 3,9	+ 2,6	+ 1,6	+ 0,4	+ 0,8	0,0	+ 0,3	+ 1,1	+ 1,0	- 0,4
4.2324 Autres	- 7,2	+ 29,4	- 26,9	- 7,5	+ 4,0	+ 2,3	- 1,6	+ 18,5	+ 6,5	- 13,8
Total 4	- 80,8	- 193,9	- 65,6	- 10,2	- 40,5	- 17,8	- 48,7	- 21,5	- 35,0	- 20,4
5. Erreurs et omissions	- 7,4	+ 11,2	+ 14,6	- 13,6	+ 1,5	- 23,2	+ 15,8	- 13,1	+ 5,9	- 6,3
6. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,1	- 4,0
Total 1 à 6	- 56,7	- 1,4	- 39,1	+ 9,8	+ 21,8	- 25,5	+ 21,9	+ 14,8	- 53,7	- 19,3
7. Financement du total :										
7.1 Crédits commerciaux ³ refinancés auprès du secteur non monétaire résident	- 10,1	- 3,8	- 0,3	- 5,8	+ 3,8	- 5,0	- 2,2	+ 0,4	- 0,4	0,0
7.2 Mouvement des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires :										
7.21 Banques belges et luxembourgeoises :										
7.211 Crédits commerciaux ³	- 7,0	+ 7,4	- 3,5	+ 2,9	+ 0,2	- 3,0	- 0,8	+ 7,2	- 3,7	- 6,6
7.212 Autres :										
7.2121 Francs belges et luxem. ..	- 29,2	+ 0,4	+ 24,2	+ 3,4	+ 39,8	- 13,5	+ 2,8	+ 16,7	- 10,3	- 40,4
7.2122 Monnaies étrangères	- 6,6	+ 2,0	- 28,7	+ 3,1	- 15,3	- 8,5	+ 50,4	- 9,1	- 40,7	+ 0,1
7.22 Organismes divers :										
7.221 Crédits commerciaux ³	+ 0,1	- 1,3	+ 1,4	+ 0,7	- 2,2	+ 0,8	+ 2,2	- 1,4	- 0,8	+ 1,0
7.222 Autres	- 0,4	+ 0,2	0,0	- 0,4	+ 0,4	0,0	+ 0,1	0,0	+ 0,2	- 0,3
7.23 B.N.B. :										
7.231 Crédits commerciaux ³	+ 4,9	- 13,5	- 5,8	+ 6,2	- 7,3	+ 2,5	- 5,9	- 0,6	- 1,5	0,0
7.232 Autres (réserv. de change nettes) ..	- 8,4	+ 7,2	- 26,4	- 0,3	+ 2,4	+ 1,2	- 24,7	+ 1,6	+ 3,5	+ 26,9
p.m. Mouvement des droits de tirage spéciaux résultant d'allocations	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

N.B. Pour la méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Cette balance est en fait établie partiellement sur base des transactions, puisque les opérations courantes sont estimées en tenant compte, d'une part, des crédits commerciaux mobilisés

auprès des banques belges et luxembourgeoises et, d'autre part, jusqu'au quatrième trimestre 1986 des crédits commerciaux non mobilisés représentatifs de travail à façon et d'arbitrage.

² Voir tableau IX-1, note ¹.

³ Voir tableau IX-1, note ².

**IX - 5. — OPERATIONS AVEC L'ETRANGER, OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES
DES RESIDENTS AVEC LES BANQUES BELGES ET LUXEMBOURGEOISES
ET OPERATIONS DE CHANGE A TERME¹**

(milliards de francs)

	1983	1984	1985	* 1986	* 1986		* 1987	
					3 ^e trimestre	4 ^e trimestre	1 ^{er} trimestre	Avril
1. Opérations courantes (rubriques 1 et 2 des tableaux IX-1 à 3) ..	- 22,1	- 2,6	+ 41,3	.	+ 24,6	.	.	.
1bis. Opérations courantes sur base de caisse (rubriques 1 et 2 du tableau IX-4)	- 42,6	- 1,5	+ 18,0	+ 133,7	+ 46,5	+ 32,5	- 5,2	+ 12,7
2. Mouvement des capitaux des pouvoirs publics :								
2.1 Rubrique 3 de la balance générale des paiements	+ 28,9	+ 83,1	+ 13,5	+ 47,6	+ 8,3	+ 16,9	- 18,3	- 1,3
2.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de la dette en monnaies étrangères envers les banques belges et luxembourgeoises	+ 92,4	+ 68,1	+ 26,1	+ 10,4	- 11,5	+ 19,0	- 10,0	- 9,7
2.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme de la B.N.B.	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 27,1	0,0	- 2,8	+ 0,5
3. Mouvement des crédits commerciaux :								
3.1 Augmentation (-) ou diminution (+) des traites représentatives de ventes de biens et de services à l'étranger qui ont été mobilisées auprès des banques belges et luxembourgeoises	- 10,9	- 0,1	+ 12,1	+ 11,2	+ 6,7	- 5,6	+ 6,4	+ 5,6
3.2 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des crédits consentis à des importateurs non-résidents sur les crédits reçus par des importateurs résidents, et qui n'ont pas été mobilisés auprès des banques belges et luxembourgeoises	- 20,5	+ 1,1	- 23,3	.	+ 21,9	.	.	.
3.3 Augmentation (-) ou diminution (+) de l'excédent des autres crédits consentis à des non-résidents sur les autres crédits reçus par des résidents	+ 2,5	- 3,0	- 4,8	- 7,4	- 0,1	- 2,7	+ 0,6	+ 0,2
4. Mouvement des autres capitaux des entreprises ² et particuliers :								
4.1 Rubrique 4.2 de la balance générale des paiements	- 22,8	- 83,1	- 76,0	- 186,5	- 48,6	- 18,8	- 35,6	- 20,6
4.2 Mouvement des avoirs et engagements en monnaies étrangères des résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises :								
4.21 Augmentation (-) ou diminution (+) d'avoirs :								
4.211 Créances en monnaies étrangères	- 74,2	- 280,0	- 16,7	- 245,5	- 58,9	- 64,0	+ 95,0	- 13,7
4.212 Encours des monnaies étrangères à recevoir à terme	- 79,3	- 7,8	- 210,6	- 160,8	- 29,1	- 99,7	- 38,6	+ 15,9
4.22 Augmentation (+) ou diminution (-) d'engagements :								
4.221 Endettement en monnaies étrangères	+ 93,6	+ 279,2	+ 28,0	+ 281,0	+ 49,1	+ 71,9	- 100,2	+ 26,4
4.222 Encours des monnaies étrangères à livrer à terme	+ 98,9	+ 27,1	+ 238,4	+ 193,2	+ 25,5	+ 97,5	+ 70,4	- 4,1
5. Mouvement des avoirs et engagements en francs belges et luxembourgeois des non-résidents vis-à-vis des banques belges et luxembourgeoises et des autres organismes principalement monétaires :								
5.1 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent des avoirs sur les engagements au comptant	- 40,9	+ 33,2	+ 29,6	- 0,6	- 2,9	- 16,7	+ 10,1	+ 40,7
5.2 Augmentation (+) ou diminution (-) de l'excédent de l'encours des francs belges et luxembourgeois à recevoir à terme sur l'encours des francs belges et luxembourg. à livrer à terme ..	- 2,0	+ 12,2	- 25,5	- 14,2	- 4,9	- 0,9	+ 34,0	- 11,7
6. Position de change ³ des banques belges et luxembourgeoises :								
6.1 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position au comptant ..	- 19,8	- 32,9	- 39,8	- 40,4	- 23,1	- 15,6	+ 53,6	- 2,3
6.2 Augment. (-) ou diminut. (+) de la position à terme	- 17,6	- 31,5	- 2,3	- 18,2	+ 8,5	+ 3,1	- 65,8	- 0,1
7. Erreurs et omissions :								
7.1 Rubrique 5 de la balance générale des paiements	- 20,9	- 9,5	- 7,4	+ 11,2	+ 15,8	- 13,1	+ 5,9	- 6,3
7.2 Discordances dans les statistiques des opérations au comptant en monnaies étrangères avec les résidents	- 7,4	+ 13,7	+ 9,0	- 7,5	- 6,0	- 2,2	+ 2,3	- 0,8
8. Contrepartie de monétisation / démonétisation d'or monétaire ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,1	- 4,0
Total 1 à 8⁴ ...	- 22,1	+ 67,2	- 8,4	+ 7,2	+ 2,4	+ 1,6	+ 0,7	+ 27,4
9. Contreparties du total dans la situation de la B.N.B. [Augmentation (+) ; diminution (-)] :								
9.1 Encaisse en or	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 1,1	- 4,0
9.2 Avoirs détenus auprès du F.M.I.	- 4,6	+ 3,1	- 8,3	+ 0,6	- 4,6	+ 3,3	- 1,4	- 0,2
9.3 Avoirs nets sur le F.E.C.O.M. :								
9.31 Ecus	+ 34,2	+ 26,1	+ 32,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9.32 Autres	- 32,6	+ 48,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
9.4 Avoirs nets en monnaies étrangères :								
9.41 Avoirs nets au comptant	- 19,2	- 11,3	- 31,6	+ 4,7	- 20,4	- 0,4	+ 6,1	+ 30,4
9.42 Excédent de l'encours des monnaies étrangères à recevoir à terme sur l'encours des monnaies étrangères à livrer à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 27,1	0,0	- 3,1	+ 0,5
9.5 Avoirs nets en francs belges sur les non-résidents :								
9.51 Avoirs au comptant	+ 0,1	+ 0,6	- 0,7	+ 1,9	+ 0,3	- 1,3	- 0,1	+ 0,7
9.52 Excédent de l'encours des francs belges à recevoir à terme sur l'encours des francs belges à livrer à terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,3	0,0

N.B. Pour la méthodologie de la Balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise : voir « Références bibliographiques ».

¹ Non compris, en ce qui concerne les opérations de change à terme, les achats et ventes, par les résidents et les non-résidents, de monnaies étrangères contre monnaies étrangères.

² Non compris les organismes principalement monétaires.

³ Excédent des avoirs en monnaies étrangères sur les engagements en monnaies étrangères.

⁴ Pour les périodes où seule la balance des paiements « sur base de caisse » a pu être établie (voir tableau IX-4) : total des rubriques 1bis à 8.

IX - 6. — MONNAIES UTILISEES POUR LES REGLEMENTS D'IMPORTATIONS ET D'EXPORTATIONS¹

(pourcentage du total)

	Monnaies des pays de la C.E.E.								Dollar des Etats-Unis	Autres
	Franc belge et luxem- bourgeois	Mark allemand	Franc français	Florin des Pays-Bas	Livre sterling	Lire italienne	Autres	Total		
Paiements d'importations										
1979	28,4	18,3	10,5	8,2	4,9	1,9	0,4	72,6	23,4	4,0
1980	27,5	16,9	10,6	8,3	4,4	1,9	0,3	69,9	26,1	4,0
1981	26,6	16,3	9,5	8,3	2,9	1,6	0,3	65,5	30,2	4,3
1982	23,9	17,3	10,0	8,7	3,5	1,8	0,3	65,5	29,9	4,6
1983	25,1	17,9	10,1	8,4	3,8	2,0	0,3	67,6	27,1	5,3
1984	26,3	18,0	10,3	8,7	3,9	1,9	0,3	69,4	25,6	5,0
1985	28,2	18,4	10,5	8,7	3,5	2,0	0,3	71,6	23,4	5,0
1986	29,2	21,4	11,2	9,5	3,3	2,5	0,4	77,5	16,6	5,9
1985 3 premiers mois	26,6	16,4	9,3	8,4	3,5	1,8	0,3	66,3	28,5	5,2
6 premiers mois	27,8	17,4	9,9	8,6	3,3	1,9	0,3	69,2	25,9	4,9
9 premiers mois	28,0	18,0	10,2	8,7	3,3	2,0	0,3	70,5	24,6	4,9
1986 3 premiers mois	30,0	20,2	10,7	9,4	3,6	2,0	0,3	76,2	18,2	5,6
6 premiers mois	29,6	20,5	11,0	9,6	3,5	2,2	0,4	76,8	17,6	5,6
9 premiers mois	29,6	21,0	11,2	9,4	3,4	2,4	0,4	77,4	16,7	5,9
1987 3 premiers mois	28,7	22,5	11,0	9,4	2,8	2,7	0,9	78,0	16,8	5,2
Recettes d'exportations										
1979	42,2	17,9	13,0	7,2	2,6	2,1	0,3	85,3	12,5	2,2
1980	41,2	17,0	13,6	7,3	2,9	2,5	0,3	84,8	12,9	2,3
1981	39,0	16,8	13,2	6,8	3,0	2,0	0,3	81,1	16,2	2,7
1982	35,4	17,5	14,3	7,0	3,5	2,4	0,4	80,5	16,7	2,8
1983	34,8	18,2	14,1	7,4	3,8	2,3	0,4	81,0	16,0	3,0
1984	34,9	17,7	13,2	7,4	4,0	2,5	0,5	80,2	16,6	3,2
1985	35,0	18,0	14,5	7,6	4,4	2,6	0,5	82,6	13,9	3,5
1986	36,0	19,2	15,4	7,9	4,0	2,8	0,6	85,9	10,0	4,1
1985 3 premiers mois	33,7	16,6	14,0	7,2	4,0	2,8	0,5	78,8	17,9	3,3
6 premiers mois	34,3	17,4	14,0	7,4	4,3	2,7	0,5	80,6	16,0	3,4
9 premiers mois	34,6	17,7	14,3	7,5	4,4	2,7	0,5	81,7	14,8	3,5
1986 3 premiers mois	36,4	18,4	16,5	7,4	4,1	3,0	0,6	86,4	9,9	3,7
6 premiers mois	36,3	18,9	15,7	7,6	4,2	2,9	0,6	86,2	9,8	4,0
9 premiers mois	36,3	19,0	15,5	7,7	4,1	2,8	0,6	86,0	9,9	4,1
1987 3 premiers mois	35,7	18,2	15,4	8,3	4,0	3,2	0,9	85,7	10,8	3,5

¹ A l'exclusion des paiements de faible importance, des opérations d'arbitrage et des transactions sur diamants.

Références bibliographiques : *Statistiques Economiques belges 1970-1980. Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVIII^e année, tome I, n° 1 janvier 1973 : « Une nouvelle statistique : opérations avec l'étranger, opérations en monnaies étrangères des résidents avec les organismes monétaires belges et luxembourgeois et opérations de change à terme » ; LIII^e année, tome I, n° 6 juin 1978 : « La méthodologie de la

balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise » ; LIV^e année, tome I, n° 1 janvier 1979 : « Réforme des données publiées au chapitre IX » ; LVIII^e année, tome I, n° 3, mars 1983 : « Modifications apportées au chapitre IX » ; LXII^e année, tome II, n° 3, septembre 1987 : « La balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise en 1985 sur la base des transactions ». *Rapports de la B.N.B. La méthodologie de la balance des paiements de l'Union Economique Belgo-Luxembourgeoise*, Eurostat, 1984.

X. — MARCHÉ DES CHANGES

1a. — COURS OFFICIELS ARRÊTES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres annuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières ¹	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 livres italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaïre	1 punt irlandais ²	1 Ecu ³
1978	31,49	15,68	15,08	6,99	60,39	3,71	27,66	14,55	6,97	17,69	41,14	5,71	216,97	6,03	7,65	71,43	38,20	—	—
1979	29,31	16,00	13,46	6,89	62,19	3,53	25,03	14,62	6,84	17,63	43,70	5,58	219,50	5,79	7,54	60,16	17,36	60,36	—
1980	29,22	16,09	12,97	6,92	68,01	3,42	25,01	14,71	6,91	17,45	40,83	5,19	226,10	5,92	7,85	58,68	10,63	60,09	—
1981	37,13	16,43	16,85	6,84	74,84	3,27	30,98	14,89	7,35	18,94	40,26	5,21	233,25	6,47	8,61	60,65	8,99	59,75	—
1982	45,76	18,83	18,38	6,96	79,80	3,38	37,08	17,11	7,31	22,52	41,63	5,48	267,88	7,09	9,50	57,99	7,94	64,84	—
1983	51,18	20,01	21,55	6,72	77,50	3,37	41,52	17,91	6,66	24,34	35,68	5,59	284,50	7,00	9,18	46,77	6,36	63,58	—
1984	57,79	20,31	24,32	6,61	76,98	3,29	44,63	18,01	6,98	24,61	35,93	5,58	288,81	7,08	9,61	39,62	1,61	62,60	45,06
1985	59,36	20,18	24,91	6,61	76,33	3,11	43,50	17,89	6,89	24,21	34,87	5,60	287,18	6,90	9,56	34,58	1,21	62,80	44,91
1986 Année	44,66	20,58	26,57	6,44	65,48	3,00	32,13	18,25	6,26	24,89	31,88	5,52	292,79	6,04	8,80	29,88	0,76	59,80	43,79
du 1-1 au 3-4	48,12	20,46	25,64	6,66	69,29	3,00	34,26	18,13	6,49	24,31	32,58	5,56	291,27	6,56	9,13	31,47	0,87	62,01	44,35
du 7-4 au 1-8	45,33	20,46	27,26	6,40	68,41	2,98	32,79	18,16	6,33	24,82	32,12	5,51	291,16	6,11	8,86	30,37	0,81	61,90	43,89
du 4-8 au 31-12 ..	41,99	20,75	26,61	6,34	60,83	3,00	30,30	18,38	6,07	25,30	31,26	5,50	295,00	5,66	8,55	28,51	0,66	56,80	43,37

¹ Pour les périodes composant les années 1978 à 1985, veuillez consulter les publications antérieures.

² Le punt irlandais est coté en Bourse à partir du 13 mars 1979.

³ L'Ecu est coté en Bourse à partir du 3 septembre 1984.

X - 1b. — COURS OFFICIELS ARRETES PAR LES BANQUIERS REUNIS EN CHAMBRE DE COMPENSATION A BRUXELLES

Chiffres trimestriels et mensuels

(francs belges)

Source : Cote de la Bourse de Fonds Publics et de Change de Bruxelles.

Moyennes journalières	1 dollar U.S.	1 mark allemand	100 yens	1 franc français	1 livre sterling	100 liras italiennes	1 dollar canadien	1 florin des Pays-Bas	1 couronne suédoise	1 franc suisse	100 pesetas	1 couronne danoise	100 schillings autrichiens	1 couronne norvégienne	1 mark finlandais	100 escudos	1 zaire	1 punt irlandais	1 Ecu
1985 2 ^e trimestre	62,16	20,14	24,81	6,60	78,07	3,16	45,38	17,84	6,95	23,99	35,74	5,61	286,60	6,99	9,67	35,51	1,28	63,04	45,12
3 ^e trimestre	57,58	20,20	24,15	6,62	79,15	3,04	42,34	17,96	6,85	24,51	34,49	5,59	287,56	6,90	9,57	34,06	1,12	63,00	45,13
4 ^e trimestre	52,47	20,30	25,31	6,65	75,32	3,00	38,06	18,02	6,71	24,58	32,98	5,60	288,85	6,74	9,40	32,28	0,98	62,69	44,75
1986 1 ^{er} trimestre	48,12	20,46	25,58	6,66	69,22	3,00	34,24	18,13	6,48	24,30	32,58	5,56	291,26	6,56	9,13	31,46	0,87	62,02	44,35
2 ^e trimestre	45,88	20,41	26,99	6,42	69,13	2,98	33,15	18,12	6,37	24,58	32,10	5,52	290,53	6,20	8,93	30,62	0,82	62,00	43,92
3 ^e trimestre	43,12	20,67	27,66	6,36	64,24	3,00	31,14	18,33	6,19	25,56	31,88	5,49	293,87	5,84	8,67	29,35	0,72	58,73	43,65
4 ^e trimestre	41,67	20,78	26,02	6,34	59,53	3,00	30,10	18,39	6,03	25,07	30,98	5,51	295,35	5,58	8,49	28,14	0,63	56,60	43,28
1987 1 ^{er} trimestre	38,13	20,73	24,91	6,22	58,81	2,92	28,49	18,36	5,86	24,67	29,57	5,49	294,73	5,42	8,36	26,92	0,45	55,33	42,85
2 ^e trimestre	37,43	20,73	26,25	6,21	61,49	2,88	28,11	18,39	5,94	25,12	29,68	5,51	294,90	5,58	8,52	26,68	0,34	55,46	43,04
1986 Août	42,73	20,71	27,73	6,35	63,47	3,01	30,76	18,37	6,16	25,71	31,84	5,50	294,39	5,81	8,66	29,31	0,71	57,51	43,61
au 1 ^{er} août	43,12	20,71	28,11	6,37	64,33	3,01	31,24	18,38	6,20	25,92	32,00	5,48	294,60	5,84	8,67	29,55	0,75	61,21	43,74
du 4 au 29	42,71	20,71	27,71	6,35	64,43	3,01	30,74	18,37	6,16	25,70	31,83	5,50	294,38	5,81	8,66	29,29	0,71	57,32	43,60
Septembre	42,26	20,72	27,33	6,33	62,23	3,00	30,48	18,35	6,12	25,59	31,55	5,48	294,54	5,76	8,61	28,85	0,69	56,91	43,45
Octobre	41,60	20,76	26,64	6,34	59,34	3,00	29,96	18,37	6,04	25,36	31,22	5,51	295,13	5,66	8,51	28,33	0,64	56,57	43,25
Novembre	42,04	20,78	25,82	6,35	59,82	3,00	30,35	18,39	6,04	24,96	30,92	5,51	295,27	5,58	8,49	28,16	0,64	56,62	43,32
Décembre	41,42	20,81	25,52	6,34	59,50	3,00	30,03	18,41	6,00	24,86	30,78	5,50	295,68	5,51	8,46	27,91	0,61	56,61	43,27
1987 Janvier	38,59	20,77	24,95	6,23	58,13	2,93	28,33	18,41	5,84	24,76	29,80	5,48	295,12	5,38	8,32	27,11	0,50	55,52	42,86
du 1 ^{er} au 9	40,07	20,83	25,30	6,27	59,20	2,97	29,16	18,45	5,93	24,80	30,50	5,50	295,83	5,44	8,42	27,59	0,57	56,36	43,14
du 12 au 31	37,99	20,74	24,82	6,21	57,70	2,92	28,00	18,40	5,80	24,74	29,52	5,47	294,84	5,36	8,28	26,92	0,47	55,19	42,74
Février	37,82	20,71	24,64	6,22	57,71	2,91	28,34	18,34	5,81	24,53	29,38	5,48	294,38	5,40	8,30	26,71	0,44	55,12	42,71
Mars	37,99	20,71	25,10	6,22	60,47	2,91	28,79	18,34	5,92	24,72	29,52	5,50	294,68	5,49	8,44	26,94	0,42	55,34	42,98
Avril	37,53	20,72	26,28	6,22	61,16	2,90	28,48	18,37	5,94	25,10	29,55	5,50	294,76	5,54	8,50	26,79	0,37	55,37	43,04
Mai	37,00	20,74	26,41	6,20	61,89	2,87	27,62	18,40	5,93	25,26	29,61	5,51	294,99	5,57	8,52	26,72	0,34	55,48	43,06
Juin	37,72	20,73	26,09	6,21	61,48	2,86	28,18	18,41	5,95	25,01	29,86	5,51	294,97	5,62	8,53	26,55	0,32	55,53	43,01
Juillet	38,30	20,74	25,50	6,23	61,64	2,86	28,89	18,42	5,95	24,94	30,18	5,47	294,95	5,67	8,55	26,53	0,31	55,57	43,05
Août	38,57	20,77	26,16	6,22	61,60	2,87	29,12	18,44	5,95	25,08	30,70	5,42	295,40	5,68	8,57	26,52	0,32	55,56	43,06

**X - 2. — DROIT DE TIRAGE
SPECIAL**

**X - 3. — MARCHÉ DU DOLLAR U.S.
A BRUXELLES**

Moyennes journalières	Cours en francs belges	Marché au comptant			Marché à terme à 3 mois	
		Marché réglementé	Marché libre		Marché réglementé	Marché libre (transferts)
			Transferts	Billets		
(Cours en francs belges)				Report (+) ou Déport (-) (% par an des cours du marché au comptant ¹)		
1979	37,86	29,31	30,14	30,20	- 1,26	- 1,24
1980	38,04	29,22	29,64	29,68	- 0,06	- 0,02
1981	43,71	37,13	39,37	39,36	+ 1,29	- 1,77
1982	50,43	45,76	49,12	49,12	+ 2,41	+ 0,68
1983	54,64	51,18	52,06	52,06	+ 1,54	+ 0,75
1984	59,18	57,79	58,65	58,63	+ 0,60	+ 0,37
1985	60,12	59,36	59,66	59,73	+ 1,14	+ 1,06
1986	52,33	44,66	45,05	45,11	+ 1,52	+ 1,18
1985 2 ^e trimestre	61,69	62,16	62,47	62,48	+ 0,97	+ 0,97
3 ^e trimestre	59,11	57,58	58,09	58,14	+ 1,27	+ 1,01
4 ^e trimestre	56,55	52,47	52,81	52,79	+ 0,69	+ 0,64
1986 1 ^{er} trimestre	54,05	48,12	48,70	48,72	+ 2,75	+ 1,77
2 ^e trimestre	53,23	45,88	46,19	46,25	+ 0,90	+ 0,81
3 ^e trimestre	51,85	43,12	43,55	43,58	+ 1,00	+ 0,93
4 ^e trimestre	50,27	41,67	42,00	42,01	+ 1,46	+ 1,24
1987 1 ^{er} trimestre	48,08	38,13	38,55	38,62	+ 1,55	+ 1,23
2 ^e trimestre	48,44	37,43	37,59	37,63	- 0,13	- 0,13
1986 Août	51,63	42,73	43,14	43,17	+ 1,19	+ 1,09
Septembre	51,16	42,26	42,72	42,77	+ 1,36	+ 1,23
Octobre	50,41	41,60	41,90	41,95	+ 1,50	+ 1,34
Novembre	50,47	42,04	42,37	42,33	+ 1,37	+ 1,28
Décembre	49,99	41,42	41,77	41,81	+ 1,48	+ 1,10
1987 Janvier	48,26	38,59	39,19	39,28	+ 2,23	+ 1,50
Février	47,73	37,82	38,27	38,36	+ 1,49	+ 1,27
Mars	48,22	37,99	38,20	38,23	+ 0,96	+ 0,95
Avril	48,47	37,53	37,70	37,73	+ 0,31	+ 0,31
Mai	48,33	37,00	37,22	37,27	- 0,25	- 0,25
Juin	48,51	37,72	37,80	37,84	- 0,45	- 0,45
Juillet	48,62	38,30	38,45	38,44	- 0,45	- 0,45
Août	48,97	38,57	38,81	38,79	- 0,43	- 0,47

¹ Formule = $\frac{(\text{Cours du marché à terme} - \text{Cours du marché au comptant}) \times 100 \times 4}{\text{Cours du marché au comptant}}$

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DU 4 AOUT 1986 au 9 JANVIER 1987**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	43,1139	2,37833	7,81701	2,11083	1476,95	6,87316	0,764976
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,64200	18,5430	5,00700	3637,40	16,3045	1,81470
		5,51640	18,1312	4,89590	3425,70	15,9419	1,77431
		5,39350	17,7270	4,78700	3226,30	15,5870	1,73480
100 florins Pays-Bas	1854,05		336,160	90,7700	65941,0	295,570	32,8940
	1812,78	—	328,676	88,7526	62100,2	288,991	32,1644
	1772,45		321,360	86,7800	58480,0	282,560	31,4465
100 couronnes danoises	564,100	31,1175		27,6150	20062,0	89,9250	10,0087
	551,536	30,4251	—	27,0028	18894,0	87,9257	9,78604
	539,300	29,7475		26,4000	17794,0	85,9700	9,56830
100 marks allemands	2089,00	115,235	378,760		74295,0	333,030	37,0644
	2042,52	112,673	370,332	—	69970,6	325,617	36,2405
	1997,20	110,168	362,090		65898,0	318,370	35,4358
100 liras italiennes	3,10000	0,171000	0,562000	0,151750		0,494100	0,0549952
	2,91912	0,161030	0,529268	0,142917	—	0,465362	0,0517943
	2,74900	0,151650	0,498500	0,134600		0,438300	0,0487799
100 francs français	641,550	35,3900	116,320	31,4100	22817,0		11,3830
	627,278	34,6032	113,732	30,7109	21488,6	—	11,1299
	613,350	33,8325	111,200	30,0300	20238,0		10,8825
100 punds irlandais	5764,20	318,000	1045,11	282,200	205003,0	918,900	
	5635,98	310,903	1021,86	275,934	193071,0	898,480	—
	5510,60	304,000	999,130	269,800	181834,0	878,500	

**X - 4a. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS-PIVOTS DE L'ECU,
COURS-PIVOTS BILATERAUX ET COURS D'INTERVENTION OBLIGATOIRE
DEPUIS LE 12 JANVIER 1987**

(unités de monnaie nationale)

	BRUXELLES	AMSTERDAM	COPENHAGUE	FRANCFORT	ROME/MILAN	PARIS	DUBLIN
Cours-pivot de l'ECU	42,4582	2,31943	7,85212	2,05853	1483,58	6,90403	0,768411
Les valeurs centrales sont les cours-pivots bilatéraux ; les valeurs extrêmes sont les cours d'intervention obligatoire							
100 francs belges	—	5,58700	18,9143	4,95900	3710,20	16,6310	1,85100
		5,46286	18,4938	4,84837	3494,21	16,2608	1,80981
		5,34150	18,0831	4,74000	3290,90	15,8990	1,76950
100 florins Pays-Bas	1872,15		346,240	90,7700	67912,0	304,440	33,8868
	1830,54	—	338,537	88,7526	63963,1	297,661	33,1293
	1789,85		331,020	86,7800	60241,0	291,040	32,3939
100 couronnes danoises	553,000	30,2100		26,8100	20062,0	89,9250	10,0087
	540,723	29,5389	—	26,2162	18894,0	87,9257	9,78604
	528,700	28,8825		25,6300	17794,0	85,9700	9,56830
100 marks allemands	2109,50	115,235	390,160		76540,0	343,050	38,1825
	2062,55	112,673	381,443	—	72069,9	335,386	37,3281
	2016,55	110,1675	373,000		67865,0	327,920	36,4964
100 liras italiennes	3,03870	0,166000	0,562000	0,147350		0,494100	0,0549952
	2,86187	0,156340	0,529268	0,138754	—	0,465362	0,0517943
	2,69530	0,147250	0,498500	0,130650		0,438300	0,0487799
100 francs français	628,970	34,3600	116,320	30,4950	22817,0		11,3830
	614,977	33,5953	113,732	29,8164	21488,6	—	11,1299
	601,295	32,8475	111,200	29,1500	20238,0		10,8825
100 punts irlandais	5651,15	308,700	1045,11	274,000	205003,0	918,900	
	5525,45	301,848	1021,86	267,894	193071,0	898,480	—
	5402,50	295,100	999,130	261,900	181834,0	878,500	

X - 4b. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN : COURS DE CHANGE DE L'ECU, PRIME OU DECOTE DES DIVERSES MONNAIES
VIS-A-VIS DU FRANC BELGE ET INDICATEURS DE DIVERGENCE

Moyennes journalières	Cours de change de l'Ecu en francs belges	Prime (+) ou décote (-) vis-à-vis du franc belge ¹						Indicateurs de divergence ²						
		Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais	Franc belge	Florin des Pays-Bas	Couronne danoise	Mark allemand	Lire italienne	Franc français	Punt irlandais
1980	40,60	+ 1,41	+ 0,68	+ 0,33	- 0,64	+ 1,66	+ 0,86	+ 44	- 26	+ 10	+ 38	+ 34	- 42	+ 2
1981	41,29	+ 1,29	+ 1,17	+ 1,16	+ 0,60	+ 1,23	+ 0,35	+ 52	- 12	- 6	- 6	+ 10	- 10	+ 32
1982	44,71	+ 1,03	+ 1,14	+ 0,63	+ 1,39	+ 0,71	+ 0,81	+ 38	- 16	- 16	+ 10	- 9	- 5	- 1
1983	45,43	+ 1,16	+ 1,52	+ 0,75	+ 4,31	+ 1,87	+ 1,61	+ 56	0	- 17	+ 29	- 48	- 38	- 21
1984	45,44	+ 1,32	+ 1,14	+ 1,38	+ 2,85	+ 1,25	+ 1,17	+ 56	- 8	0	- 15	- 29	- 5	- 1
1985	44,91	+ 0,62	+ 1,56	+ 0,78	+ 0,69	+ 1,21	+ 1,51	+ 33	+ 3	- 39	- 2	- 7	- 27	- 36
1986	43,80	+ 1,15	+ 0,07	+ 1,27	+ 2,38	+ 1,63	+ 0,72	+ 48	- 7	+ 43	- 17	- 30	- 33	+ 12
1985 2 ^e trimestre	45,12	+ 0,33	+ 1,64	+ 0,54	- 1,35	+ 1,07	+ 1,87	+ 32	+ 16	- 44	+ 8	+ 35	- 23	- 53
3 ^e trimestre	45,13	+ 1,00	+ 1,37	+ 0,87	+ 1,35	+ 1,47	+ 1,86	+ 43	- 6	- 22	+ 2	- 12	- 31	- 42
4 ^e trimestre	44,75	+ 1,32	+ 1,50	+ 1,32	+ 1,61	+ 1,80	+ 1,31	+ 48	- 15	- 21	- 20	- 23	- 42	- 13
1986 1 ^{er} trimestre	44,35	+ 1,99	+ 0,77	+ 2,15	+ 1,92	+ 2,00	+ 0,25	+ 68	- 26	+ 30	- 44	- 21	- 30	+ 52
2 ^e trimestre	43,93	+ 0,05	+ 0,07	+ 0,02	+ 1,92	+ 2,08	+ 1,16	+ 30	+ 28	+ 25	+ 40	- 25	- 79	- 24
3 ^e trimestre	43,65	+ 1,09	- 0,38	+ 1,18	+ 2,83	+ 1,36	+ 1,05	+ 44	- 9	+ 59	- 19	- 36	- 25	- 7
4 ^e trimestre	43,29	+ 1,45	- 0,15	+ 1,73	+ 2,79	+ 1,13	+ 0,43	+ 53	- 17	+ 56	- 44	- 36	- 2	+ 29
1987 1 ^{er} trimestre	42,87	+ 0,41	+ 1,30	+ 0,59	+ 1,76	+ 1,01	- 0,05	+ 37	+ 18	- 27	+ 12	- 17	- 13	+ 37
2 ^e trimestre	43,04	+ 0,46	+ 1,81	+ 0,51	+ 0,64	+ 1,01	+ 0,37	+ 39	+ 16	- 45	+ 20	+ 12	- 12	+ 19
1986 Août	43,61	+ 1,31	- 0,25	+ 1,37	+ 3,00	+ 1,24	+ 1,63	+ 51	- 13	+ 59	- 22	- 34	- 11	- 26
Septembre	43,45	+ 1,22	- 0,68	+ 1,42	+ 2,79	+ 0,85	+ 0,98	+ 41	- 19	+ 70	- 39	- 36	- 1	- 7
Octobre	43,25	+ 1,34	- 0,10	+ 1,64	+ 2,78	+ 1,11	+ 0,37	+ 50	- 15	+ 51	- 41	- 37	- 4	+ 29
Novembre	43,33	+ 1,46	- 0,13	+ 1,73	+ 2,85	+ 1,29	+ 0,47	+ 54	- 17	+ 56	- 41	- 36	- 10	+ 29
Décembre	43,29	+ 1,55	- 0,21	+ 1,82	+ 2,75	+ 1,00	+ 0,46	+ 54	- 21	+ 60	- 49	- 35	+ 7	+ 30
1987 Janvier	42,87	+ 0,85	+ 0,69	+ 0,96	+ 1,82	+ 0,73	- 0,08	+ 38	- 3	- 4	- 12	- 22	+ 2	+ 38
Février	42,73	+ 0,20	+ 1,42	+ 0,39	+ 1,70	+ 1,08	- 0,24	+ 31	+ 21	- 36	+ 16	- 19	- 25	+ 39
Mars	42,99	+ 0,19	+ 1,77	+ 0,42	+ 1,75	+ 1,20	+ 0,14	+ 43	+ 34	- 40	+ 31	- 9	- 18	+ 33
Avril	43,05	+ 0,33	+ 1,66	+ 0,46	+ 1,49	+ 1,17	+ 0,21	+ 43	+ 27	- 35	+ 28	- 2	- 16	+ 30
Mai	43,06	+ 0,52	+ 1,95	+ 0,54	+ 0,33	+ 0,90	+ 0,40	+ 38	+ 12	- 53	+ 15	+ 17	- 8	+ 16
Juin	43,01	+ 0,54	+ 1,82	+ 0,52	+ 0,11	+ 0,95	+ 0,50	+ 37	+ 10	- 48	+ 16	+ 20	- 11	+ 11
Juillet	43,05	+ 0,60	+ 1,07	+ 0,54	+ 0,11	+ 1,27	+ 0,56	+ 39	+ 10	- 13	+ 18	+ 21	- 26	+ 11
Août	43,06	+ 0,71	+ 0,17	+ 0,69	+ 0,18	+ 1,16	+ 0,54	+ 40	+ 5	+ 29	+ 8	+ 20	- 19	+ 12

¹ Formule = $\frac{\text{Cours de change de la monnaie étrangère en francs belges (concertation de 14 h. 30)} - \text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}}{\text{Cours-pivot de cette monnaie en francs belges}} \times 100$

² Le signe - indique que la monnaie en cause diverge dans le sens de l'appréciation. Le signe + indique évidemment une situation inverse (Pour la méthode de calcul de l'indicateur de divergence, cf. *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIV^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1979, « Le Système Monétaire Européen », Annexe I).

X - 4c. — SYSTEME MONETAIRE EUROPEEN

Monnaies	Composition, cours pivot en francs belges et poids relatifs de l'Ecu				Ecart maximal de divergence des différentes monnaies ¹
	Paquets ² de monnaies compris dans le panier ou Ecu	Cours-pivots bilatéraux en francs belges	Contre-valeur en francs belges de chaque paquet ² de monnaies	Parts proportionnelles ou poids relatifs de chaque paquet de monnaies dans le panier ou Ecu	
	(1)	(2)	(3) = (1) × (2)	(4)	
du 4 août 1986 au 9 janvier 1987					
Mark allemand	0,719	20,4252	14,6857	34,06	1,48
Franc français	1,31	6,27278	8,2173	19,06	1,82
Livre sterling	0,0878	63,4722 ³	5,5728	12,93	—
Lire italienne	140	0,0291912	4,0868	9,48	5,43
Florin des Pays-Bas	0,256	18,1278	4,6407	10,76	2,01
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	8,93	2,05
Couronne danoise	0,219	5,51536	1,2079	2,80	2,19
Punt irlandais	0,00871	56,3598	0,4909	1,14	2,22
Drachme grecque	1,15	0,314587 ³	0,3618	0,84	—
Total ...			43,1139	100,00	
depuis le 12 janvier 1987					
Mark allemand	0,719	20,6255	14,8297	34,93	1,46
Franc français	1,31	6,14977	8,0562	18,97	1,82
Livre sterling	0,0878	57,4058 ³	5,0402	11,87	—
Lire italienne	140	0,0286187	4,0066	9,44	5,43
Florin des Pays-Bas	0,256	18,3054	4,6862	11,04	2,00
Franc belge et franc luxembourgeois	3,85	1	3,85	9,07	2,05
Couronne danoise	0,219	5,40723	1,1842	2,79	2,19
Punt irlandais	0,00871	55,2545	0,4813	1,13	2,22
Drachme grecque	1,15	0,281568 ³	0,3238	0,76	—
Total ...			42,4582	100,00	

¹ Différence entre le cours de change le plus favorable ou le plus défavorable de l'Ecu dans une monnaie et le cours-pivot de l'Ecu dans cette même monnaie, exprimée en pourcentage du cours-pivot de l'Ecu.

² Nombre d'unités ou de fractions d'unité de chaque monnaie.

³ Cours-pivot bilatéral fictif résultant du cours-pivot fictif de l'Ecu en livres sterling ou drachmes grecques et du cours-pivot de l'Ecu en francs belges.

X - 5. — COURS DE CHANGE EFFECTIFS

Indices 1975 = 100

Sources : B.N.B., F.M.I. : *Statistiques financières internationales.*

Moyennes journalières	Indices B.N.B. pondérés par les		Indices du Fonds Monétaire International											
	exportations de l'U.E.B.L.	importations de l'U.E.B.L.	Franc belge	Dollar des Etats-Unis	Mark allemand	Yen	Franc français	Livre sterling	Lire italienne	Florin des Pays-Bas	Couronne suédoise	Franc suisse	Couronne danoise	Couronne norvégienne
	Franc belge													
1979	114,5	115,2	113,7	93,6	127,4	131,5	93,4	87,2	69,4	118,3	91,1	144,4	105,3	97,0
1980	113,7	114,9	114,0	93,9	128,8	126,5	94,4	96,0	67,2	119,6	92,2	144,2	97,9	99,2
1981	108,5	106,8	106,3	105,7	119,3	142,9	84,4	94,9	58,3	111,4	87,3	139,1	88,1	95,8
1982	98,1	95,9	95,9	118,1	124,3	134,8	76,7	90,5	53,9	115,9	77,5	147,9	83,3	94,1
1983	96,3	92,7	92,0	124,9	127,2	148,4	70,0	83,2	51,2	117,0	67,2	151,0	81,6	88,3
1984	96,4	92,4	89,1	134,8	123,7	156,9	65,8	78,6	47,8	113,3	67,0	144,5	77,6	84,8
1985	98,3	94,6	89,7	140,8	123,5	160,7	66,4	78,3	45,1	113,9	66,6	142,8	78,7	82,7
1986	106,6	102,4	95,3	114,9	136,9	203,5	70,4	72,7	46,7	126,4	67,3	160,5	86,9	80,6
1985 2 ^e trimestre	95,5	92,6	88,8	146,0	121,4	155,3	65,3	78,9	45,2	111,9	66,0	139,1	77,4	82,3
3 ^e trimestre	97,0	94,3	90,4	138,4	125,0	157,8	67,3	82,1	44,4	115,5	67,0	147,0	79,4	83,6
4 ^e trimestre	99,3	96,9	91,9	128,9	128,3	175,2	69,4	79,9	44,7	118,7	67,6	150,9	82,2	84,2
1986 1 ^{er} trimestre	102,0	99,5	93,7	121,3	132,8	186,6	71,4	74,8	45,4	122,4	67,4	153,2	84,6	85,0
2 ^e trimestre	103,8	101,2	94,7	116,2	134,3	202,7	69,4	76,0	46,1	124,2	67,4	157,1	85,5	81,4
3 ^e trimestre	105,9	102,9	95,8	111,5	138,4	216,6	69,9	71,9	47,2	128,2	67,3	166,6	87,6	78,7
4 ^e trimestre	107,8	104,7	97,1	110,6	142,2	208,3	71,1	68,2	48,1	130,6	67,2	166,7	89,9	77,3
1987 1 ^{er} trimestre	110,9	107,8	99,9	104,3	147,3	210,3	72,3	69,9	48,3	134,9	67,9	170,9	93,3	78,1
2 ^e trimestre	110,7	107,9	99,7	101,1	146,6	223,0	72,0	72,8	47,4	134,8	68,4	173,4	93,1	79,8
1986 Août	106,4	102,7	95,9	110,9	138,9	218,4	70,0	71,3	47,4	128,8	67,4	168,0	88,1	78,7
Septembre	107,1	103,3	96,4	110,5	140,0	216,7	70,1	70,4	47,6	129,4	67,3	168,2	88,3	78,7
Octobre	108,1	104,2	96,9	109,9	141,6	213,8	71,1	67,7	48,0	130,4	67,2	168,0	89,8	78,2
Novembre	107,8	104,0	97,0	111,5	141,9	206,0	71,1	68,4	48,0	130,3	67,2	165,6	89,7	77,1
Décembre	108,3	104,4	97,4	110,4	143,1	205,1	71,3	68,4	48,3	131,2	67,1	166,4	90,3	76,5
1987 Janvier	110,9	106,8	99,6	105,6	147,1	209,8	72,1	68,8	48,5	134,8	67,5	171,0	92,8	77,3
Février	111,8	107,9	100,3	104,1	147,9	209,4	72,6	69,0	48,5	135,4	67,7	170,8	93,9	78,3
Mars	110,9	107,2	99,8	103,3	146,8	211,7	72,2	71,8	48,0	134,4	68,4	171,0	93,2	78,7
Avril	110,8	107,2	99,6	101,1	146,3	222,8	72,0	72,3	47,8	134,3	68,4	172,8	92,8	79,2
Mai	111,0	107,6	100,0	100,4	146,9	225,4	72,1	73,3	47,3	135,3	68,5	174,9	93,6	80,0
Juin	110,9	107,6	99,6	101,9	146,5	220,9	71,9	72,7	47,2	134,8	68,3	172,4	92,9	80,3
Juillet	*110,5	*107,4	99,4	103,4	146,2	213,8	71,9	72,8	47,0	134,4	68,1	171,6	91,9	80,8
Août	*110,3	*107,2												

Références bibliographiques : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LII^e année, tome 1, n^o 5, mai 1977 : « Les indices du cours moyen pondéré ou cours de change effectif du franc belge », LIV^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1979 : « Le

système monétaire européen », LIV^e année, tome II, n^o 3, septembre 1979 : « Aménagements apportés au chapitre X : « Marché des Changes » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

XI. — FINANCES PUBLIQUES¹

1. — RECETTES ET DEPENSES DE TRESORERIE RESULTANT DES OPERATIONS BUDGETAIRES²

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Opérations courantes ³					Opérations en capital			Solde budgétaire total (9) = (5) + (8)
	Recettes		Dépenses		Solde (5) = (1) - (3) ou (2) - (4)	Recettes	Dépenses ⁴	Solde (8) = (6) - (7)	
	non compris	y compris	non compris	y compris					
	les recettes cédées aux Communautés Européennes								
(1)	(2)	(3)	(4)		(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)	
1979	945,5	973,3	1.036,7	1.064,5	- 91,2	12,7	126,3	- 113,6	- 204,8
1980	999,7	1.030,8	1.147,1	1.178,2	- 147,4	12,7	157,3	- 144,6	- 292,0
1981	1.045,4	1.081,0	1.309,9	1.345,5	- 264,5	13,9	184,4	- 170,5	- 435,0
1982	1.180,1	1.216,9	1.487,9	1.524,7	- 307,8	13,6	192,6	- 179,0	- 486,8
1983	1.230,7	1.269,0	1.565,5	1.603,8	- 334,8	14,5	189,7	- 175,2	- 510,0
1984	1.333,6	1.377,7	1.643,9	1.688,0	- 310,3	13,6	194,7	- 181,1	- 491,4
1985 ⁵ 6 premiers mois	684,2	707,0	1.062,0	1.084,8	- 377,8	6,4	82,4	- 76,0	- 453,8
9 premiers mois	1.038,8	1.072,3	1.440,0	1.473,5	- 401,2	10,8	125,1	- 114,3	- 515,5
12 mois	1.414,9	1.459,9	1.760,2	1.805,2	- 345,3	15,4	180,0	- 164,6	- 509,9
1986 3 premiers mois	319,4	332,0	567,3	579,9	- 247,9	3,0	39,2	- 36,2	- 284,1
6 premiers mois	686,5	711,9	1.067,8	1.093,2	- 381,3	7,0	79,7	- 72,7	- 454,0
7 premiers mois	870,1	899,7	1.241,9	1.271,5	- 371,8	8,5	93,8	- 85,3	- 457,1
8 premiers mois	970,2	1.003,9	1.352,0	1.385,7	- 381,8	9,8	105,0	- 95,2	- 477,0
9 premiers mois	1.056,7	1.094,5	1.470,4	1.508,2	- 413,7	11,0	117,9	- 106,9	- 520,6
10 premiers mois	1.205,7	1.248,9	1.587,3	1.630,5	- 381,6	12,3	139,4	- 127,1	- 508,7
11 premiers mois	1.287,7	1.336,1	1.689,0	1.737,4	- 401,3	13,5	149,2	- 135,7	- 537,0
12 mois	1.440,6	1.494,3	1.809,9	1.863,6	- 369,3	14,9	195,7	- 180,8	- 550,1
1987 1 ^{er} mois	122,2	126,6	217,7	222,1	- 95,5	1,4	16,1	- 14,7	- 110,2
2 premiers mois	219,0	227,9	373,1	382,0	- 154,1	2,7	32,0	- 29,3	- 183,4
3 premiers mois	319,0	332,7	566,9	580,6	- 247,9	4,1	47,1	- 43,0	- 290,9
4 premiers mois	498,9	517,5	723,3	741,9	- 224,4	5,3	59,3	- 54,0	- 278,4
5 premiers mois	594,2	617,7	866,7	890,2	- 272,5	6,4	69,7	- 63,3	- 335,8
6 premiers mois	712,2	740,5	1.045,5	1.073,8	- 333,3	7,5	83,0	- 75,5	- 408,8

¹ Les statistiques concernant la dette publique figurent au chapitre XVI.

² Recettes et dépenses effectivement réalisées durant chaque période, quel que soit l'exercice budgétaire auquel elles sont rattachées, abstraction faite des virements internes.

³ Les chiffres de la colonne (1) comprennent certaines recettes qui sont affectées directement, hors budget, à des dépenses spécifiques d'un même montant, lesquelles sont reprises dans les chiffres de la colonne (3). Les droits de douane et la partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédées comme moyens propres aux Communautés

Européennes ne sont pas compris dans ces colonnes. Ils sont par contre inclus dans les colonnes (2) et (4).

⁴ Les dépenses extraordinaires ou en capital, telles qu'elles sont publiées par le Ministère des Finances, comprennent les dépenses d'investissement du Fonds des Routes.

⁵ Depuis janvier 1985, les données sont élaborées selon la nouvelle méthodologie de la Trésorerie. Certains concepts ayant été modifiés, les données ne sont plus entièrement comparables à celles de 1984 et des années antérieures.

XI - 2. — RESULTAT DE CAISSE DU TRESOR ET SON FINANCEMENT

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Fonds de tiers et opérations de trésorerie	Amortissement des charges du passé ²	Amortissement de la dette ³	Résultat de caisse = Total à financer (5) = (1) à (4) ou - [(6) + (13)]	Financement							
						Produit net d'emprunts consolidés ⁴	Variations de la dette flottante ⁵			Comptes de chèques postaux des particuliers	En monnaies étrangères	Divers ⁷	Total (13) = (7) à (12)
							Prélèvement sur la marge auprès de la B.N.B.	Fonds des Rentes	Autres ⁶				
(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)		
1978	-178,7	+ 1,8	—	- 56,9	- 233,8	+ 194,0	0,0	- 7,5	+ 29,2	+ 3,8	+ 12,2	+ 2,1	+ 39,8
1979	-204,8	- 0,7	—	- 79,3	- 284,8	+ 209,0	0,0	+ 36,5	+ 8,9	- 2,7	+ 32,3	+ 0,8	+ 75,8
1980	-292,0	+ 1,0	—	- 80,4	- 371,4	+ 212,0	0,0	+ 24,7	+ 106,9	+ 3,5	+ 24,6	- 0,3	+ 159,4
1981	-435,0	- 2,1	—	- 89,6	- 526,7	+ 177,2	0,0	+ 74,8	+ 134,8	+ 3,0	+ 135,6	+ 1,3	+ 349,5
1982	-486,8	- 8,8	—	- 110,1	- 605,7	+ 277,4	0,0	+ 40,5	+ 183,6	- 1,0	+ 104,3	+ 0,9	+ 328,3
1983	-510,0	+ 4,8	—	- 96,0	- 601,2	+ 409,3	0,0	- 4,0	+ 122,8	- 2,7	+ 75,7	+ 0,1	+ 191,9
1984 6 premiers mois	-419,3	+ 9,9	—	- 48,5	- 457,9	+ 243,2	0,0	+ 44,3	+ 133,8	+ 8,3	+ 28,5	- 0,2	+ 214,7
9 premiers mois	-506,1	+ 2,4	—	- 71,8	- 575,5	+ 282,0	0,0	+ 47,1	+ 242,6	+ 0,2	+ 2,6	+ 1,0	+ 293,5
12 mois	-491,4	+ 14,5	—	- 94,2	- 571,1	+ 389,8	0,0	+ 30,9	+ 169,0	- 13,9	- 5,8	+ 1,1	+ 181,3
1985 3 premiers mois	-264,5 ⁸	+ 3,0 ⁸	- 12,8	- 21,3	- 295,6	+ 203,4	0,0	- 53,2	+ 138,2	+ 19,8	- 12,1	- 0,5	+ 92,2
6 premiers mois	-453,8	- 1,7	- 17,2	- 42,2	- 514,9	+ 328,8	0,0	- 37,7	.	+ 25,8	- 10,0	.	+ 186,1
8 premiers mois	-473,3	+ 6,7	- 17,4	- 63,0	- 547,0	+ 316,2	0,0	- 33,5	.	+ 20,3	+ 4,8	.	+ 230,8
9 premiers mois	-515,5	+ 5,9	- 17,5	- 74,0	- 601,1	+ 427,0	0,0	- 28,4	.	+ 11,9	+ 12,0	.	+ 174,1
10 premiers mois	-525,1	+ 13,9	- 17,8	- 84,6	- 613,6	+ 430,4	0,0	- 16,8	.	+ 23,9	+ 13,5	.	+ 183,2
11 premiers mois	-550,1	- 4,2	- 17,8	- 89,8	- 661,9	+ 445,8	0,0	- 5,6	.	+ 14,3	+ 14,7	.	+ 216,1
12 mois	-509,9	- 13,5	- 17,7	- 95,8	- 636,9	+ 492,9	0,0	- 20,3	.	+ 13,6	+ 37,3	.	+ 144,0
1986 1 ^{er} mois	-109,1	+ 17,8	0,0	- 9,6	- 100,9	- 1,7	0,0	- 22,9	.	+ 32,7	+ 44,4	.	+ 102,6
2 premiers mois	-184,4	+ 4,1	- 1,4	- 14,6	- 196,3	+ 92,1	0,0	- 12,3	.	- 0,4	+ 93,6	.	+ 104,2
3 premiers mois	-284,1	+ 8,7	- 1,4	- 16,3	- 293,1	+ 123,0	0,0	+ 9,6	.	+ 11,5	+ 113,7	.	+ 170,1
4 premiers mois	-297,2	+ 19,7	- 2,0	- 17,9	- 297,4	+ 164,9	0,0	- 2,9	.	+ 26,3	+ 100,9	.	+ 132,5
5 premiers mois	-383,3	+ 9,1	- 2,0	- 20,0	- 396,2	+ 164,6	0,0	- 50,6	.	+ 32,9	+ 65,2	.	+ 231,6
6 premiers mois	-454,0	+ 12,6	- 11,6	- 21,5	- 474,5	+ 163,2	0,0	- 23,4	.	+ 13,5	+ 39,2	.	+ 311,3
7 premiers mois	-457,1	+ 3,6	- 14,3	- 29,1	- 496,9	+ 171,2	0,0	- 24,1	.	+ 16,6	+ 29,2	.	+ 325,7
8 premiers mois	-477,0	+ 3,1	- 14,8	- 30,8	- 519,5	+ 150,2	0,0	- 1,7	.	+ 13,8	+ 48,1	.	+ 369,3

¹ Cf. tableau XI-1.

² Paiements du Trésor à la Société Nationale du Logement et à la Société Nationale Terrienne résultant des modalités d'intervention du Trésor dans le service financier des emprunts émis par ces deux sociétés.

³ Amortissements contractuels (c'est-à-dire effectués par tirage au sort ou par rachat en bourse pendant la durée de vie des emprunts) à charge du Trésor et du Fonds des Routes.

⁴ Montant nominal des emprunts émis moins les frais et primes d'émission afférents à ces emprunts et moins les remboursements à une échéance intercalaire ou à l'échéance finale d'emprunts émis antérieurement.

⁵ Dette à moyen et court terme, non compris les variations du portefeuille de certificats de trésorerie du F.M.I. qui n'ont pas d'incidence sur le volume des ressources disponibles pour le financement.

⁶ Y compris, à partir de mai 1983, les emprunts spéciaux de Trésorerie et les emprunts de stabilisation.

⁷ Ce poste comprend entre autres les variations des portefeuilles de certificats de trésorerie des organismes non financiers du secteur public.

⁸ Cf. tableau XI-1, note 5.

XI - 3. — BESOINS NETS DE FINANCEMENT DU TRESOR ET LEUR COUVERTURE

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Périodes	Solde budgétaire total ¹	Solde des opérations extra-budgétaires ²	Besoins nets de financement du Trésor ^{3 4}	Couverture ⁵						
				Variations de l'encours en francs belges			Variations du recours direct et indirect à la B.N.B.			
				des emprunts consolidés	de la dette flottante ⁶	Total	Certificats de trésorerie détenus par la B.N.B. (marge)	Certificats de trésorerie détenus par le Fonds des Rentes et financés par des avances de la B.N.B.	Dette en monnaies étrangères ⁷	Total
(1)	(2)	(3) = (1) + (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) + (8) + (9)	
1978	-178,7	- 4,2	-182,9	+143,7	+ 14,4	+158,1	0,0	+13,2	+ 11,6	+ 24,8
1979	-204,8	- 7,0	-211,8	+126,1	+ 6,9	+133,0	0,0	+36,5	+ 42,3	+ 78,8
1980	-292,0	- 4,7	-296,7	+ 69,6	+110,1	+179,7	0,0	+24,7	+ 92,3	+117,0
1981	-435,0	-19,6	-454,6	+ 26,6	+141,5	+168,1	0,0	+72,4	+214,1	+286,5
1982	-486,8	-22,0	-508,8	+ 65,0	+192,5	+257,5	0,0	+31,5	+219,8	+251,3
1983	-510,0	-14,4	-524,4	+274,4	+108,9	+383,3	0,0	+ 7,3	+133,8	+141,1
1984 6 premiers mois	-419,3	+ 0,8	-418,5	+ 92,8	+188,7	+281,5	0,0	- 2,6	+139,6	+137,0
9 premiers mois	-506,1	-20,6	-526,7	+ 79,2	+287,9	+367,1	0,0	+ 3,1	+156,5	+159,6
12 mois	-491,4	-12,7	-504,1	+161,0	+175,0	+336,0	0,0	+12,2	+155,9	+168,1
1985 3 premiers mois	-264,5 ⁸	-17,8 ⁸	-282,3	+167,1	+139,9	+307,0	0,0	-35,5	+ 10,8	- 24,7
6 premiers mois	-453,8	-33,7	-487,5	+278,4	+227,0	+505,4	0,0	-30,8	+ 12,9	- 17,9
8 premiers mois	-473,3	-28,3	-501,6	+262,5	+240,8	+503,3	0,0	-14,7	+ 13,0	- 1,7
9 premiers mois	-515,5	-35,4	-550,9	+375,1	+174,7	+549,8	0,0	-12,6	+ 13,7	+ 1,1
10 premiers mois	-525,1	-29,8	-554,9	+371,5	+183,1	+554,6	0,0	-13,4	+ 13,7	+ 0,3
11 premiers mois	-550,1	-49,0	-599,1	+386,2	+216,6	+602,8	0,0	-15,3	+ 11,6	- 3,7
12 mois	-509,9	-61,2	-571,1	+429,6	+125,2	+554,8	0,0	-18,4	+ 34,7	+ 16,3
1986 1 ^{er} mois	-109,1	+16,3	- 92,8	- 6,8	+ 79,7	+ 72,9	0,0	-21,5	+ 41,4	+ 19,9
2 premiers mois	-184,4	+ 0,5	-183,9	+112,7	+ 24,0	+136,7	0,0	-13,4	+ 60,6	+ 47,2
3 premiers mois	-284,1	+14,9	-269,2	+112,0	+ 70,0	+182,0	0,0	-13,6	+100,8	+ 87,2
4 premiers mois	-297,2	+ 4,0	-293,2	+169,0	+ 47,7	+216,7	0,0	-16,1	+ 92,6	+ 76,5
5 premiers mois	-383,3	- 6,6	-389,9	+166,9	+210,4	+377,3	0,0	-44,0	+ 56,6	+ 12,6
6 premiers mois	-454,0	-13,2	-467,2	+167,0	+278,7	+445,7	0,0	- 6,6	+ 28,1	+ 21,5
7 premiers mois	-457,1	-25,3	-482,4	+163,3	+303,8	+467,1	0,0	- 7,3	+ 22,6	+ 15,3
8 premiers mois	-477,0	-27,2	-504,2	+162,5	+312,4	+474,9	0,0	+ 8,8	+ 20,5	+ 29,3

¹ Cf. tableau XI-1.

² Le solde des opérations extra-budgétaires comprend non seulement les fonds de tiers, les opérations de trésorerie et, à partir de février 1985, l'amortissement des charges du passé (colonnes (2) et (3) du tableau XI-2), mais aussi les dépenses d'organismes paraétatiques, autres que le Fonds des Routes, financées par l'émission d'emprunts qui sont repris à la rubrique « Dette indirecte » de la situation officielle de la dette publique (tableau XVI-3a). Il est en outre influencé par des différences à l'émission et à l'amortissement.

³ L'écart entre cette colonne et la colonne (4) « Résultat de caisse » du tableau XI-2 s'explique par le fait que, d'une part, les besoins nets de financement tiennent compte d'un certain nombre d'opérations qui ne sont pas prises en considération

pour le calcul du « Résultat de caisse » (les opérations en question sont énumérées dans la note ² et, d'autre part, que ces besoins nets ne comprennent pas les amortissements contractuels.

⁴ Cf. tableau XVI-3b.

⁵ Y compris les variations de la dette indirecte

⁶ Dette à moyen et à court terme à l'exclusion du recours direct et indirect à la B.N.B.

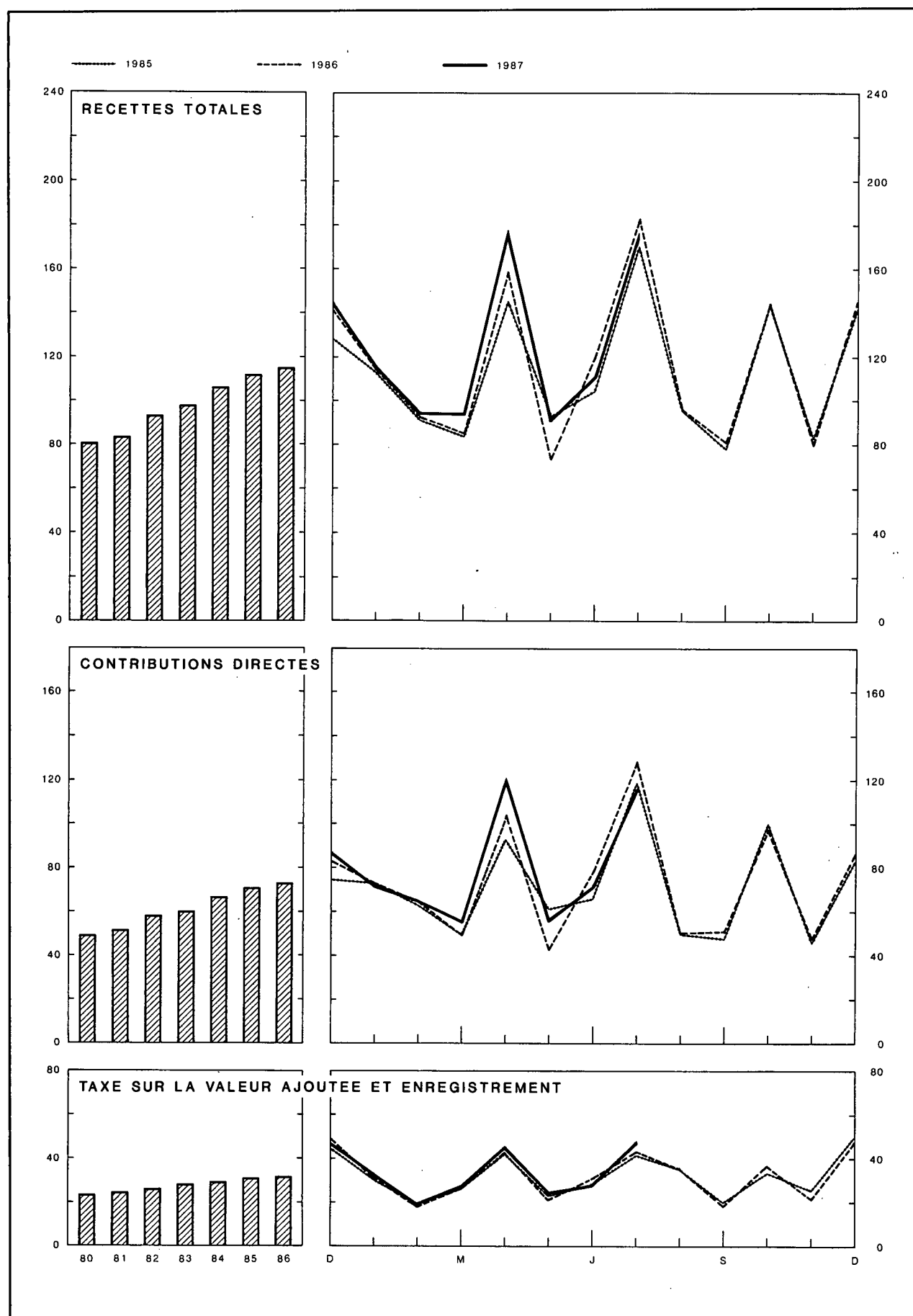
⁷ Etant donné que son produit est vendu par le Trésor contre francs belges cette dette en monnaies étrangères est également considérée comme un recours indirect à la B.N.B.

⁸ Cf. tableau XI-1, note ⁵.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Moyennes mensuelles ou mois



¹ Y compris les droits de douane et une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres aux Communautés Européennes.

XI - 4. — RECETTES FISCALES (par année civile)¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

Périodes	Recettes courantes ³					Recettes en capital ⁴	Total des recettes fiscales (7) = (5) + (6)	Recettes courantes y compris celles cédées aux Communautés Européennes			Total des recettes fiscales y compris celles cédées aux Communautés Européennes (11) = (6) + (10)
	Contributions directes ²	dont : versements anticipés	Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total (5) = (1) + (3) + (4)			Douanes et accises	T.V.A. et enregistrement	Total (10) = (1) + (8) + (9)	
1979	563,9	129,6	78,8	266,7	909,4	11,7	921,1	92,6	280,7	937,2	948,9
1980	593,0	123,0	81,2	279,9	954,1	11,3	965,4	97,3	294,9	985,2	996,5
1981	609,4	114,8	80,1	297,0	986,5	12,2	998,7	97,0	315,7	1.022,1	1.034,3
1982	696,7	133,5	92,7	314,9	1.104,3	11,5	1.115,8	111,1	333,4	1.141,2	1.152,7
1983	720,0	143,4	102,1	338,5	1.160,6	11,6	1.172,2	121,7	357,2	1.198,9	1.210,5
1984	801,4	146,8	103,9	352,6	1.257,9	12,4	1.270,3	125,3	375,3	1.302,0	1.314,4
1985	851,0	156,4	107,1	375,0	1.333,1	12,3	1.345,4	129,1	398,0	1.378,1	1.390,4
1986	874,6	179,6	109,9	378,1	1.362,6	13,3	1.375,9	131,4	410,3	1.416,3	1.429,6
1985 2 ^e trimestre	220,9	39,2	27,0	93,2	341,1	2,9	344,0	32,9	98,9	352,7	355,6
3 ^e trimestre	216,3	42,7	27,5	97,3	341,1	3,3	344,4	32,6	103,0	351,9	355,2
4 ^e trimestre	228,9	72,9	26,4	109,5	364,8	3,2	368,0	31,9	115,4	376,2	379,4
1986 1 ^{er} trimestre	187,0	3,0	26,5	76,0	289,5	2,9	292,4	31,8	83,2	302,0	304,9
2 ^e trimestre	225,4	51,9	28,3	96,1	349,8	2,9	352,7	34,0	103,3	362,7	365,6
3 ^e trimestre	231,1	46,9	27,8	98,7	357,6	3,7	361,3	33,0	105,9	370,0	373,7
4 ^e trimestre	231,1	77,8	27,3	107,3	365,7	3,8	369,5	32,6	117,9	381,6	385,4
1987 1 ^{er} trimestre	193,1	4,6	28,4	80,0	301,5	3,5	305,0	33,7	88,4	315,2	318,7
2 ^e trimestre	249,5	66,8	28,0	99,4	376,9	3,3	380,2	34,2	107,8	391,5	394,8
1986 Juillet	128,5	44,2	9,6	43,3	181,4	1,4	182,8	11,4	45,7	185,6	187,0
Août	50,8	0,4	8,7	36,1	95,6	1,1	96,7	10,4	38,5	99,7	100,8
Septembre	51,8	2,3	9,5	19,3	80,6	1,2	81,8	11,2	21,7	84,7	85,9
Octobre	97,2	41,9	9,0	37,0	143,2	1,3	144,5	10,9	40,5	148,6	149,9
Novembre	47,0	0,8	8,8	23,2	79,0	1,1	80,1	10,5	26,7	84,2	85,3
Décembre	86,9	35,1	9,5	47,1	143,5	1,4	144,9	11,2	50,7	148,8	150,2
1987 Janvier	71,9	2,9	9,7	32,9	114,5	1,1	115,6	11,3	35,7	118,9	120,0
Février	65,2	0,1	8,8	19,7	93,7	1,2	94,9	10,4	22,5	98,1	99,3
Mars	56,0	1,6	9,9	27,4	93,3	1,2	94,5	12,0	30,2	98,2	99,4
Avril	120,9	65,2	9,2	45,6	175,7	1,2	176,9	11,3	48,4	180,6	181,8
Mai	57,1	0,1	8,9	25,0	91,0	1,0	92,0	11,0	27,8	95,9	96,9
Juin	71,5	1,5	9,9	28,8	110,2	1,1	111,3	11,9	31,6	115,0	116,1
Juillet	117,0	41,4	10,0	47,9	174,9	1,6	176,5	12,1	50,7	179,8	181,4

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes et l'agglomération bruxelloise.

² Y compris le produit des versements anticipés.

³ Y compris les recettes fiscales affectées hors budget ; non compris les droits de douane et, une partie de la taxe sur la valeur ajoutée, cédés comme moyens propres

aux Communautés Européennes. Ces recettes sont comprises dans les montants figurant dans les colonnes (8) à (11).

⁴ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

XI - 5. — DETAIL DES RECETTES FISCALES¹

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances.

	1986			Recettes effectuées					
	Recettes effectuées	Evaluations	Différence	1986			1987		
				Mai	Juin	Juillet	Mai	Juin	Juillet
A. Recettes courantes² :									
I. Contributions directes	874,6	.	.	43,0	77,6	128,5	57,1	71,5	117,0
précompte immobilier	1,9	.	.	0,0	0,1	0,2	0,0	0,1	0,2
précompte mobilier	134,2	136,1	- 1,9	11,1	19,4	19,9	11,8	17,9	17,7
versements anticipés	179,6	191,9	- 12,3	0,4	1,3	44,2	0,1	1,5	41,4
impôts de sociétés (rôles)	- 13,7	- 9,3	- 4,4	- 7,6	- 0,5	2,2	0,3	- 5,8	- 1,4
impôts de personnes physiques (rôles)	14,9	16,2	- 1,3	- 1,9	0,5	0,7	- 1,0	- 0,4	0,3
précompte professionnel	534,6	535,5	- 0,9	39,4	56,3	58,6	44,1	55,3	56,5
divers	23,1	.	.	1,6	0,5	2,7	1,8	2,9	2,3
II. Douanes et accises	109,9	.	.	8,6	10,0	9,6	8,9	9,9	10,0
III. T.V.A. et enregistrement	378,1	.	.	21,5	31,3	43,3	25,0	28,8	47,9
B. Recettes en capital³	13,3	.	.	0,8	1,0	1,4	1,0	1,1	1,6
Total ² ...	1.375,9	.	.	73,9	119,9	182,8	92,0	111,3	176,5
C. Recettes totales y compris celles cédées aux Communautés Européennes	1.429,6	.	.	78,1	124,3	187,0	96,9	116,1	181,4

¹ Non compris les additionnels en faveur des provinces, communes et l'agglomération bruxelloise.

² Y compris les recettes fiscales affectées hors budget ; non compris les recettes cédées comme moyens propres aux Communautés Européennes. Ces recettes cédées sont comprises dans les montants figurant à la ligne C.

³ Y compris les droits de succession transférés aux régions.

N.B. — Le détail complet des recettes fiscales est publié mensuellement au *Moniteur belge*.

Références bibliographiques : *Bulletin de Documentation* (Ministère des Finances). — *Annuaire statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Moniteur belge*. — *Bulletin d'Information et de Documentation* : XLII^e année, tome I, n^o 3, mars 1967 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique - Révision de certaines données ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, XLIX^e année, tome I, n^o 5, mai 1974, L^e année, tome I, n^o 4, avril 1975 et LV^e année, tome II, n^o 7-8, juillet-août 1980 : « Chapitre XI "Finances publiques" de la partie statistique. — Modification de certaines données ».

XII. — CREANCES ET DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE

XII - 1a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1984 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particuliers</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,5	—	0,0	0,0	0,2	213,5	—	44,5	12,9	1,6	0,2	273,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	19,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	858,2	—	15,9	22,7	0,0	0,0	916,3
Obligations	31,7	0,0	0,0	0,0	0,0	8,3	14,1	—	31,2	0,2	58,5	0,0	144,0
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,3	0,0	0,0	3,1	0,0	0,0	—	583,4	772,5	185,8	0,0	1.545,1
Divers	0,0	9,4	125,3	0,0	260,3	0,0	0,0	—	2,8	0,6	4,9	0,0	403,3
(Actions et parts)	(1.203,2)	(11,2)	(56,1)	(0,0)	(0,2)	(0,0)	(4,6)	(—)	(7,2)	(0,3)	(33,6)	(0,0)	(1.316,4)
Total ...	51,2	10,2	125,3	0,0	263,4	8,5	1.085,8	—	677,8	808,9	250,8	0,2	3.282,1
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,4	0,0	0,0	0,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	4,5	2,3	—	0,0	6,8	0,0	0,0	13,9
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	34,5	1,1	0,0	0,2	0,4	0,0	23,6	1,9	19,3	6,4	11,4	0,0	98,8
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,0	0,0	67,1	41,9	0,0	21,0	26,4	7,9	14,9	179,3
Autres emprunts à plus d'un an	5,6	0,0	0,0	0,0	0,0	14,6	7,0	—	2,2	93,9	0,7	0,0	124,0
Divers	32,8	0,6	16,2	1,7	2,1	6,6	0,0	—	0,0	0,0	0,0	21,9	81,9
(Actions et parts)	(0,0)	(0,8)	(44,4)	(27,3)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(2,4)	(0,9)	(2,5)	(0,7)	(79,4)
Total ...	73,2	1,8	16,2	1,9	2,5	92,8	74,8	1,9	42,5	133,9	20,0	36,8	498,3
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	19,0	0,0	—	0,4	0,0	1,9	70,6	0,0	0,0	0,0	0,0	68,2	160,1
Certificats à un an au plus	—	6,7	—	6,0	0,9	362,2	518,5	219,3	177,5	180,2	0,0	0,0	1.471,3
Obligations accessibles à tout placeur	618,2	13,3	—	12,3	16,7	3,4	524,9	20,0	331,3	139,7	172,3	0,0	1.852,1
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	471,4	283,1	0,0	78,1	33,2	5,1	0,0	870,9
Divers	0,0	14,9	—	0,0	23,0	0,4	4,1	0,0	17,5	9,1	2,1	0,0	71,1
Total ...	637,2	34,9	—	18,7	40,6	839,3	1.401,2	239,3	604,4	362,2	179,5	68,2	4.425,5
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	73,5	—	0,0	12,9	0,0	0,0	86,4
Obligations accessibles à tout placeur	29,9	0,0	0,0	0,4	0,8	0,0	19,8	1,5	17,3	18,6	9,9	0,0	98,2
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	26,7	81,5	0,0	33,2	14,6	4,3	4,1	164,4
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	11,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	66,0	458,7	0,0	0,0	536,6
Divers	12,9	2,4	28,9	0,0	0,0	0,0	4,0	—	0,0	20,3	0,0	0,0	68,5
(Actions et parts)	(—)	(—)	(0,8)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(0,8)
Total ...	42,8	14,3	28,9	0,4	0,8	26,7	178,8	1,5	116,5	525,1	14,2	4,1	954,1
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	4,0	—	0,0	0,0	—	0,0	4,0
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	3,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	14,9	0,0	22,6	6,0	6,9	0,0	53,8
Réserves de sécurité sociale	28,0	—	—	—	—	19,4	—	—	—	—	—	—	47,4
Divers	162,5	0,6	14,7	0,0	0,0	0,0	0,4	—	1,0	2,5	5,2	54,3	241,2
Total ...	193,5	0,6	14,7	0,0	0,2	19,6	19,3	0,0	23,6	8,5	12,1	54,3	346,4
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	2,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	2,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,2	—	0,0	0,0	2,7	127,8	—	16,8	30,0	0,0	2,6	180,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	920,9	—	6,8	0,0	0,0	0,0	927,7
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	3.505,4	—	—	—	—	—	3.505,4
Obligations	28,0	0,0	0,0	0,1	0,0	—	245,1	0,0	33,2	6,7	10,5	0,0	323,6
Eng. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	125,5	—	—	—	25,0	—	—	—	—	—	150,5
Divers	0,0	15,5	32,8	0,0	2,4	—	16,6	—	55,3	0,7	0,0	0,0	123,3
(Actions et parts)	(0,0)	(0,3)	(3,9)	(0,0)	(0,0)	(—)	(35,2)	(—)	(0,6)	(—)	(9,1)	(0,0)	(49,1)
Total ...	28,0	15,7	158,3	0,1	2,4	2,7	4.842,8	0,0	112,1	37,4	10,5	2,6	5.212,6

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	821,6	11,7	2,0	30,1	6,4	—	—	0,0	30,8	4,9	5,8	0,0	913,3
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	21,7	10,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	31,9
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	5.433,4	—	—	—	0,0	—	—	5.433,4
Autres dépôts en devises à un an au plus	137,9	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	0,0	0,0	—	137,9
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	462,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	462,7
Autres dépôts à un an au plus	439,3	0,1	—	0,0	6,4	—	—	—	2,5	6,2	0,0	0,0	454,5
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	455,6	0,0	0,0	0,0	—	—	455,6
Dépôts à plus d'un an	30,8	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	1,7	0,0	0,0	—	32,5
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	389,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,8	—	1,6	1,0	1,8	—	394,3
Divers	0,4	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	20,4	10,2	0,0	546,2	577,7
(Actions et parts)	(56,5)	(0,0)	(0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(7,9)	(0,0)	(2,7)	(0,0)	(1,5)	(0,0)	(68,8)
Total	2.281,8	11,8	2,5	30,1	12,8	5.455,1	466,6	0,0	57,0	22,3	7,6	546,2	8.893,8
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	3,6	1,5	—	0,3	0,0	—	—	5,4
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	200,6	—	0,0	0,0	—	—	200,6
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	5,0	19,6	—	16,9	0,0	—	—	41,5
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	1,0	3,8
Total	—	—	2,8	0,0	—	8,6	221,7	—	17,2	0,0	—	1,0	251,3
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	77,0	0,0	0,0	0,2	7,2	0,2	0,1	—	0,1	0,8	12,4	0,0	98,0
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	—	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	—	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	6,4	—	0,0	0,0	0,0	—	6,4
Autres dépôts en devises à un an au plus	1,3	0,0	—	0,0	0,0	19,8	—	—	0,0	0,0	0,0	—	21,1
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	696,3	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	696,3
Autres dépôts à un an au plus	80,2	1,7	0,4	0,3	12,6	11,0	0,0	—	0,0	0,2	24,1	0,0	130,5
Dépôts à plus d'un an	97,9	0,0	—	0,0	0,0	1,4	0,0	—	0,2	0,0	0,0	—	99,5
Bons de caisse à un an au plus	34,7	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	—	34,7
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	545,3	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,9	—	1,1	0,5	0,3	—	548,1
Réserves mathématiques	0,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,5
Divers	61,2	0,0	1,1	24,4	0,0	33,1	57,9	0,0	2,6	2,3	0,0	62,2	244,8
(Actions et parts)	(10,5)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(3,2)	(0,0)	(2,5)	(0,0)	(16,2)
Total	1.594,4	1,7	1,5	24,9	19,8	65,5	65,3	0,0	4,0	3,8	36,8	62,2	1.879,9
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	15,9	0,0	—	1,0	0,1	—	0,1	—	0,1	0,0	0,5	0,0	17,7
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	0,3	0,7	0,0	2,9	1,0	—	—	5,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,6	—	0,0	16,8	0,0	—	17,7
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	186,5	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	186,5
Autres dépôts à un an au plus	48,0	11,3	0,0	34,7	7,2	3,3	0,2	—	0,8	0,0	2,2	0,0	107,7
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	52,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,3	0,0	—	53,1
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	1,9	17,0	—	0,2	0,0	0,0	—	19,1
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	783,3	0,6	0,0	0,7	3,9	1,3	66,7	3,2	73,2	40,9	40,1	—	1.013,9
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,4	140,8	49,4	—	76,2	3,9	17,9	13,8	302,4
Divers	2,4	0,2	96,8	0,9	2,4	26,1	46,0	—	3,5	19,1	0,0	150,8	348,2
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(1,9)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(0,5)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,3)
Total	1.089,1	12,1	96,8	37,3	14,0	174,0	180,7	3,2	156,9	82,0	60,7	164,6	2.071,4
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0
Réserves de sécurité sociale	77,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	77,2
Réserves mathématiques	609,7	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	609,7
Divers	7,8	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	0,0	—	1,6	0,0	0,0	3,8	13,5
(Actions et parts)	(4,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(0,3)	(—)	(0,2)	(0,0)	(4,6)
Total	694,7	0,0	0,1	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	1,6	0,0	0,0	3,8	700,4
Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	21,3	0,0	0,0	11,3	0,0	435,9	5,5	84,8	94,9	32,9	—	686,6
Total des créances	6.685,9	124,4	447,1	113,4	368,0	6.692,8	8.972,9	251,4	1.898,4	2.079,0	625,1	944,0	29.202,4

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 1b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1985 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	Entreprises privées et particulières	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principaux monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹		
DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE													
Secteurs nationaux non financiers													
<i>Entreprises privées et particulières</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,2	213,1	—	48,1	15,6	0,1	4,7	281,8
Engagements en comptes courants ou d'avances	18,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	923,3	—	24,2	21,4	0,0	0,0	987,8
Obligations	20,3	0,0	0,0	0,0	0,8	10,4	12,8	—	31,8	0,6	64,0	0,0	140,7
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,3	0,0	0,0	3,5	0,0	0,0	—	592,4	700,7	192,5	0,0	1.489,4
Divers	0,0	13,1	14,9	0,0	279,7	0,0	0,0	—	3,4	0,9	5,3	0,0	317,3
(Actions et parts)	(1.313,5)	(11,5)	(58,2)	(0,0)	(0,2)	(0,0)	(5,1)	(—)	(8,5)	(0,3)	(45,4)	(0,0)	(1.442,7)
Total ...	39,2	13,4	14,9	0,0	284,0	10,6	1.149,2	—	699,9	739,2	261,9	4,7	3.217,0
<i>Organismes publics d'exploitation</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,3	0,0	0,0	0,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,3	0,0	0,0	—	0,0	0,8	6,0	—	0,0	8,3	0,0	0,0	15,4
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,3	—	0,0	0,0	0,0	—	0,3
Obligations accessibles à tout placeur	34,5	0,4	0,0	0,1	0,6	0,0	18,8	1,5	18,0	9,3	9,0	0,0	92,2
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,1	0,0	0,1	0,0	64,3	37,3	0,0	20,5	23,8	7,5	14,5	168,1
Autres emprunts à plus d'un an	5,7	0,0	0,0	0,0	0,0	16,8	7,0	—	0,9	90,8	1,2	0,2	122,6
Divers	33,7	0,4	20,9	2,5	2,0	6,9	0,0	—	0,0	0,0	0,0	21,6	88,0
(Actions et parts)	(0,0)	(0,8)	(45,6)	(28,0)	(0,0)	(.)	(0,4)	(—)	(1,8)	(1,1)	(2,5)	(0,7)	(80,9)
Total ...	74,2	0,9	20,9	2,7	2,6	88,8	69,4	1,5	39,4	132,5	17,7	36,3	486,9
<i>Etat (Trésor)</i>													
Fonds de tiers	21,4	0,0	—	1,3	0,0	1,5	83,6	0,0	0,0	0,0	0,0	54,1	161,9
Certificats à un an au plus	—	0,1	—	0,7	0,8	431,1	594,1	199,0	192,7	148,2	0,0	0,0	1.566,7
Obligations accessibles à tout placeur	664,1	13,6	—	13,9	19,8	27,5	642,5	21,2	410,2	243,1	200,1	0,0	2.256,0
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	431,5	302,6	0,0	117,9	148,8	6,9	0,0	1.007,7
Divers	0,0	17,2	—	0,0	40,3	0,3	3,5	0,0	18,0	8,8	2,8	0,0	90,9
Total ...	685,5	30,9	—	15,9	60,9	891,9	1.626,3	220,2	738,8	548,9	209,8	54,1	5.083,2
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,1	—	0,0	0,0	—	0,0	0,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	79,5	—	0,0	0,0	0,0	0,0	79,5
Obligations accessibles à tout placeur	36,9	0,1	0,0	0,4	0,8	0,0	24,0	1,3	24,8	31,6	11,6	0,0	131,5
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	20,2	59,5	0,0	58,7	19,0	5,2	7,4	170,0
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	11,9	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	64,0	484,6	0,0	0,0	560,5
Divers	14,5	2,0	34,1	0,0	0,0	0,0	7,5	—	0,0	23,4	0,0	0,0	81,5
(Actions et parts)	(—)	(—)	(1,3)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(1,3)
Total ...	51,4	14,0	34,1	0,4	0,8	20,2	170,6	1,3	147,5	558,6	16,8	7,4	1.023,1
<i>Sécurité sociale</i>													
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	4,5	—	0,0	0,0	—	0,0	4,5
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Obligations non accessibles à tout placeur	2,2	0,0	0,0	0,0	1,3	0,0	12,9	0,0	22,5	6,7	6,8	0,0	52,4
Réserves de sécurité sociale	50,8	—	—	—	—	20,0	—	—	—	—	—	—	70,8
Divers	161,7	0,7	17,7	0,0	0,0	0,0	1,5	—	1,7	8,2	1,8	56,9	250,2
Total ...	214,7	0,7	17,7	0,0	1,3	20,0	18,9	0,0	24,2	14,9	8,6	56,9	377,9
Etranger													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	4,9	0,0	0,0	0,0	—	0,0	4,9
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,4	—	0,0	0,0	1,8	120,7	—	15,1	23,0	0,0	1,1	162,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	815,9	—	13,7	0,0	0,0	0,0	829,6
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princ. monétaires ²	—	—	—	—	—	—	3.653,9	—	—	—	—	—	3.653,9
Obligations	53,9	0,0	0,0	0,1	0,1	—	335,3	0,0	54,3	8,7	12,7	0,0	465,1
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	123,5	—	—	—	22,8	—	—	—	—	—	146,3
Divers	0,0	15,1	34,4	0,0	3,0	—	17,3	—	79,5	2,6	0,0	0,0	151,9
(Actions et parts)	(0,0)	(0,3)	(3,3)	(0,0)	(0,0)	(—)	(21,0)	(—)	(0,7)	(—)	(12,5)	(0,0)	(37,8)
Total ...	53,9	15,5	157,9	0,1	3,1	1,8	4.970,8	0,0	162,6	34,3	12,7	1,1	5.413,8

Intermédiaires financiers													
<i>Organismes principalement monétaires</i>													
Monnaie	871,8	11,9	2,1	34,7	6,7	—	—	0,0	29,8	4,3	3,4	0,0	964,7
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	28,2	9,2	0,0	0,2	0,1	—	0,0	37,7
Autres engagements bruts envers l'étranger	—	—	—	—	—	5.665,7	—	—	—	—	—	—	5.665,7
Autres dépôts en devises à un an au plus	123,7	0,0	—	0,0	0,0	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	123,7
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	532,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	532,2
Autres dépôts à un an au plus	456,3	0,1	—	0,0	6,2	—	—	—	1,7	8,2	0,0	0,0	472,5
Engagements non rangés ailleurs	—	—	0,0	—	—	—	535,7	0,0	0,0	0,0	—	0,0	535,7
Dépôts à plus d'un an	35,7	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	—	1,4	0,0	0,0	0,0	37,1
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	440,4	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,7	—	1,3	1,1	1,6	0,0	445,2
Divers	0,4	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	24,9	7,3	0,0	549,2	582,3
(Actions et parts)	(64,9)	(0,0)	(0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(7,9)	(0,0)	(3,0)	(0,0)	(2,0)	(0,0)	(78,0)
Total	2.460,5	12,0	2,6	34,7	13,0	5.693,9	545,6	0,0	59,3	21,0	5,0	549,2	9.396,8
<i>Fonds des Rentes</i>													
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,3	—	0,0	0,0	—	0,0	0,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	182,2	—	0,0	0,0	—	—	182,2
Certificats à un an au plus	—	—	—	0,0	—	11,5	16,8	—	14,1	0,1	—	—	42,5
Divers	—	—	2,8	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	1,3	4,1
Total	—	—	2,8	0,0	—	11,5	199,3	—	14,1	0,1	—	1,3	229,1
<i>Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation</i>													
Monnaie	79,8	0,0	0,0	0,2	11,3	0,2	0,0	—	0,1	1,5	10,2	0,0	103,3
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	—	—	—	0,2	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	—	—	—	—	—	4,2	—	0,0	0,0	0,0	0,0	4,2
Autres dépôts en devises à un an au plus	0,8	0,0	—	0,0	0,0	29,5	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	30,3
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	751,8	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	751,8
Autres dépôts à un an au plus	79,2	0,9	0,4	0,3	18,3	10,5	0,0	—	1,7	1,1	35,9	0,0	148,3
Dépôts à plus d'un an	99,5	0,0	—	0,0	0,0	2,4	0,0	—	0,2	0,0	0,0	0,0	102,1
Bons de caisse à un an au plus	40,1	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,3	0,0	0,0	40,4
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	608,0	0,0	—	0,1	0,0	0,0	0,8	—	1,8	0,6	0,4	0,0	611,7
Réserves mathématiques	0,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,2
Divers	69,2	0,0	1,1	25,3	0,0	53,0	84,7	0,0	2,0	2,3	0,0	73,2	310,8
(Actions et parts)	(13,9)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(3,1)	(0,0)	(2,5)	(0,0)	(19,5)
Total	1.728,6	0,9	1,5	25,9	29,6	95,6	89,9	0,0	5,8	5,8	46,5	73,2	2.103,3
<i>Intermédiaires financiers publics de crédit</i>													
Monnaie	20,7	0,0	—	1,8	0,1	—	0,1	—	0,1	0,0	0,5	0,0	23,3
Argent à très court terme (francs belges)	0,2	—	—	0,0	—	0,3	0,0	0,0	2,4	0,9	—	0,0	3,8
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,4	—	0,0	12,4	0,0	0,0	13,1
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	221,3	—	—	—	—	—	—	—	0,0	—	—	—	221,3
Autres dépôts à un an au plus	51,3	10,1	0,0	43,6	9,2	2,5	0,1	—	0,8	0,0	2,3	0,0	119,9
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	62,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	1,1	—	1,6	1,5	0,0	0,0	66,6
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	6,6	23,6	—	0,8	0,0	0,0	0,0	31,0
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	842,2	0,5	0,0	3,6	3,9	0,2	74,2	2,0	65,3	47,9	38,1	0,0	1.077,9
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,4	126,4	51,8	—	72,5	9,9	17,7	8,1	286,8
Divers	2,6	0,1	131,7	2,1	8,2	32,3	48,3	—	0,9	22,3	0,0	154,6	403,1
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(2,1)	(3,5)	(0,0)	(0,0)	(0,4)	(—)	(0,5)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(6,5)
Total	1.200,7	10,7	131,7	51,1	21,8	168,6	199,6	2,0	144,4	94,9	58,6	162,7	2.246,8
<i>Autres institutions¹</i>													
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	86,9	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	86,9
Réserves mathématiques	659,5	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	659,5
Divers	8,2	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	—	0,7	0,0	0,0	3,0	12,1
(Actions et parts)	(5,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(0,3)	(—)	(0,2)	(0,0)	(5,7)
Total	754,6	0,0	0,0	0,0	0,2	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0	3,0	758,5
Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	22,5	0,0	0,0	15,1	0,0	458,2	4,2	91,9	123,4	36,5	—	751,8
Total des créances	7.263,3	121,5	384,1	130,8	432,4	7.002,9	9.497,8	229,2	2.128,6	2.273,6	674,1	949,9	31.088,2

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

XII - 2. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES DANS L'ECONOMIE BELGE EN 1985 (milliards de francs)

CREANCES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE CREANCE DETTES PAR SECTEUR ET PAR TYPE DE DETTE	Secteurs nationaux non financiers					Etranger	Intermédiaires financiers					Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes	
	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale		Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capital.	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹			
Secteurs nationaux non financiers														
<i>Entreprises privées et particuliers</i>														
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	- 0,5	—	0,0	0,0	0,0	- 0,4	—	+ 3,6	+ 2,7	- 1,5	+ 4,5	+ 8,4	
Engagements en comptes courants ou d'avances	- 0,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 98,3	—	+ 8,3	- 1,3	0,0	0,0	+ 104,7	
Obligations	- 11,4	0,0	0,0	0,0	+ 0,8	+ 2,1	- 1,3	—	+ 0,6	+ 0,4	+ 5,5	0,0	- 3,3	
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 0,4	0,0	0,0	—	+ 15,7	+ 44,1	+ 6,7	0,0	+ 66,9	
Divers	0,0	+ 3,7	+ 0,4	0,0	+ 19,4	+ 64,5	0,0	—	+ 0,6	+ 0,3	+ 0,4	0,0	+ 89,3	
(Actions et parts)	(+ 80,7)	(+ 0,3)	(+ 2,1)	(0,0)	(0,0)	(+ 10,4)	(+ 0,5)	(—)	(+ 1,3)	(0,0)	(+ 11,8)	(0,0)	(+ 107,1)	
Total ...	- 12,0	+ 3,2	+ 0,4	0,0	+ 20,6	+ 66,6	+ 96,6	—	+ 28,8	+ 46,2	+ 11,1	+ 4,5	+ 266,0	
<i>Organismes publics d'exploitation</i>														
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	- 0,1	0,0	0,0	- 0,1	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 3,7	+ 3,7	—	0,0	+ 1,5	0,0	0,0	+ 1,5	
Certificats à un an au plus	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	+ 0,3	—	0,0	0,0	0,0	—	+ 0,3	
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	- 0,7	0,0	- 0,1	+ 0,2	0,0	- 4,8	- 0,4	- 1,3	+ 2,9	- 2,4	0,0	- 6,6	
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	+ 0,1	0,0	- 2,8	- 4,6	0,0	- 0,5	- 2,6	- 0,4	- 0,4	- 11,2	
Autres emprunts à plus d'un an	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 2,2	0,0	—	- 1,3	- 3,1	+ 0,5	+ 0,2	- 1,4	
Divers	+ 0,9	- 0,2	+ 4,7	+ 0,8	- 0,1	+ 0,3	0,0	—	0,0	0,0	0,0	+ 0,3	+ 6,1	
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(+ 1,2)	(+ 0,7)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(—)	(- 0,6)	(+ 0,2)	(0,0)	(0,0)	(+ 1,5)	
Total ...	+ 1,0	- 0,9	+ 4,7	+ 0,8	+ 0,1	- 4,0	- 5,4	- 0,4	- 3,1	- 1,4	- 2,3	- 0,5	- 11,4	
<i>Etat (Trésor)</i>														
Fonds de tiers	+ 2,4	0,0	—	+ 0,9	0,0	- 0,4	+ 13,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 14,1	+ 1,8	
Certificats à un an au plus	—	- 6,6	—	- 5,3	- 0,1	+ 60,2	+ 75,6	- 20,3	+ 15,2	- 32,0	0,0	0,0	+ 86,7	
Obligations accessibles à tout placeur	+ 45,9	+ 0,3	—	+ 1,6	+ 3,1	+ 24,1	+ 117,6	+ 1,2	+ 78,9	+ 103,4	+ 27,8	0,0	+ 403,9	
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	—	0,0	0,0	+ 6,5	+ 11,4	0,0	+ 29,0	+ 19,9	+ 1,8	0,0	+ 68,6	
Divers	0,0	+ 2,3	—	0,0	+ 17,3	- 0,1	- 0,6	0,0	+ 0,5	- 0,3	+ 0,7	0,0	+ 19,8	
Total ...	+ 48,3	- 4,0	—	- 2,8	+ 20,3	+ 90,3	+ 217,0	- 19,1	+ 123,6	+ 91,0	+ 30,3	- 14,1	+ 580,8	
<i>Secteur public non compris ailleurs (dont pouvoirs subordonnés)</i>														
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	0,0	0,0	
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	+ 0,1	—	0,0	0,0	—	0,0	+ 0,1	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 6,0	—	0,0	- 12,9	0,0	0,0	- 6,9	
Obligations accessibles à tout placeur	+ 7,0	+ 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 4,2	- 0,2	+ 7,5	+ 13,0	+ 1,7	0,0	+ 33,3	
Obligations non accessibles à tout placeur	—	0,0	0,0	0,0	0,0	- 6,5	+ 2,7	0,0	+ 25,5	+ 4,4	+ 0,9	+ 3,3	+ 30,3	
Autres emprunts à plus d'un an	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	+ 2,1	+ 5,7	0,0	0,0	+ 7,8	
Divers	+ 1,6	- 0,4	- 0,4	0,0	0,0	0,0	+ 3,5	—	0,0	+ 3,1	0,0	0,0	+ 7,4	
(Actions et parts)	(—)	(—)	(+ 0,5)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(—)	(+ 0,5)	
Total ...	+ 8,6	- 0,3	- 0,4	0,0	0,0	- 6,5	+ 16,5	- 0,2	+ 35,1	+ 13,3	+ 2,6	+ 3,3	+ 72,0	
<i>Sécurité sociale</i>														
Acceptations, effets commerciaux et promesses	—	—	—	—	—	—	0,0	—	0,0	0,0	—	0,0	0,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	—	—	—	—	—	—	+ 0,5	—	0,0	0,0	—	0,0	+ 0,5	
Certificats à un an au plus	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Obligations non accessibles à tout placeur	- 0,8	0,0	0,0	0,0	+ 1,1	- 0,2	- 2,0	0,0	- 0,1	+ 0,7	- 0,1	0,0	- 1,4	
Réserves de sécurité sociale	+ 22,8	—	—	—	—	+ 0,6 ²	—	—	—	—	—	—	+ 23,4	
Divers	- 0,8	+ 0,1	+ 3,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,1	—	+ 0,7	+ 5,7	- 3,4	+ 2,6	+ 9,0	
Total ...	+ 21,2	+ 0,1	+ 3,0	0,0	+ 1,1	+ 0,4	- 0,4	0,0	+ 0,6	+ 6,4	- 3,5	+ 2,6	+ 31,5	
Etranger														
Argent à très court terme (francs belges)	—	—	—	0,0	—	—	+ 2,9	0,0	0,0	0,0	—	0,0	+ 2,9	
Acceptations, effets commerciaux et promesses	0,0	+ 0,2	—	0,0	0,0	- 0,9	- 7,1	—	- 1,7	- 7,0	0,0	- 1,5	- 18,0	
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	—	- 108,8	—	+ 6,9	0,0	0,0	0,0	- 101,9	
Autres engag. à un an au plus envers des organismes princip. monétaires ³	—	—	—	—	—	—	+ 165,6	—	—	—	—	—	+ 165,6	
Autres dépôts en devises à un an au plus	- 1,1	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	- 1,1	
Autres dépôts en francs belges à un an au plus	+ 29,8	0,0	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	+ 29,8	
Obligations	+ 114,7 ⁴	0,0	0,0	0,0	+ 0,1	—	+ 90,2	0,0	+ 21,1	+ 2,0	+ 2,2 ⁴	0,0	+ 230,3	
Engag. des organ. internat. de crédit au titre de la souscript. de la Belgique	—	—	- 10,7	—	—	—	- 2,2	—	—	—	—	+ 8,7	- 4,2	
Divers	+ 34,4	- 0,4	+ 1,6	0,0	+ 0,6	—	+ 0,7	—	+ 24,2	+ 1,9	0,0	+ 85,6	+ 148,6	
(Actions et parts)	(+ 1,8) ⁴	(0,0)	(- 0,6)	(0,0)	(0,0)	(—)	(- 14,2)	(—)	(+ 0,1)	(—)	(+ 3,4) ⁴	(0,0)	(- 9,5)	
Total ...	+ 177,8	- 0,2	- 9,1	0,0	+ 0,7	- 0,9	+ 141,3	0,0	+ 50,5	- 3,1	+ 2,2	+ 92,8	+ 452,0	

Intermédiaires financiers													
Organismes principalement monétaires													
Monnaie	+ 50,2	+ 0,2	+ 0,1	+ 4,6	+ 0,3	-	-	0,0	- 1,0	- 0,6	- 2,4	0,0	+ 51,4
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	0,0	-	+ 6,5	- 1,0	0,0	+ 0,2	+ 0,1	-	0,0	+ 5,8
Autres engagements bruts envers l'étranger	-	-	-	-	-	+ 272,8	-	-	-	-	-	-	+272,8
Autres dépôts en devises à un an au plus	- 2,4	0,0	-	0,0	0,0	-	-	-	0,0	0,0	0,0	- 11,8	- 14,2
Autres dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 69,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 69,5
Autres dépôts à un an au plus	+ 17,0	0,0	-	0,0	- 0,2	-	-	-	- 0,8	+ 2,0	0,0	0,0	+ 18,0
Engagements non rangés ailleurs	-	-	0,0	-	-	-	+ 80,1	0,0	0,0	0,0	-	0,0	+ 80,1
Dépôts à plus d'un an	+ 4,9	0,0	-	0,0	0,0	-	-	-	- 0,3	0,0	0,0	0,0	+ 4,6
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 51,3	0,0	0,0	0,0	+ 0,1	0,0	- 0,1	-	- 0,3	+ 0,1	- 0,2	0,0	+ 50,9
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 4,5	- 2,9	0,0	+ 3,8	+ 5,4
(Actions et parts)	(+ 8,4)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,3)	(0,0)	(+ 0,5)	(0,0)	(+ 9,2)
Total ...	+190,5	+ 0,2	+ 0,1	+ 4,6	+ 0,2	+ 279,3	+ 79,0	0,0	+ 2,3	- 1,3	- 2,6	- 8,0	+544,3
Fonds des Rentes													
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	0,0	-	- 3,6	- 1,2	-	- 0,3	0,0	-	0,0	- 5,1
Engagements en comptes courants ou d'avances	-	-	-	-	-	-	18,4	-	0,0	0,0	-	-	- 18,4
Certificats à un an au plus	-	-	-	0,0	-	+ 6,5	- 2,8	-	- 2,8	+ 0,1	-	-	+ 1,0
Divers	-	-	0,0	-	-	-	- 0,8	-	0,0	0,0	-	+ 0,3	+ 0,3
Total ...	-	-	0,0	0,0	-	+ 2,9	- 22,4	-	- 3,1	+ 0,1	-	+ 0,3	- 22,2
Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation													
Monnaie	+ 2,8	0,0	0,0	0,0	+ 4,1	0,0	- 0,1	-	0,0	+ 0,7	- 2,2	0,0	+ 5,3
Argent à très court terme (francs belges)	-	-	-	-	-	-	+ 0,2	0,0	0,0	0,0	-	0,0	+ 0,2
Acceptations, effets commerciaux et promesses	-	-	-	-	-	-	0,0	-	0,0	0,0	-	0,0	0,0
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	-	-	-	-	-	- 2,2	-	0,0	0,0	0,0	0,0	- 2,2
Autres dépôts en devises à un an au plus	- 0,5	0,0	-	0,0	0,0	+ 9,7	-	-	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 9,2
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 55,5	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 55,5
Autres dépôts à un an au plus	- 1,0	- 0,8	0,0	0,0	+ 5,7	- 0,5	0,0	-	+ 1,7	+ 0,9	+ 11,8	0,0	+ 17,8
Dépôts à plus d'un an	+ 1,6	0,0	-	0,0	0,0	+ 1,0	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 2,6
Bons de caisse à un an au plus	+ 5,4	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	-	0,0	+ 0,3	0,0	0,0	+ 5,7
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an	+ 62,7	0,0	-	+ 0,1	0,0	0,0	- 0,1	-	+ 0,7	+ 0,1	+ 0,1	0,0	+ 63,6
Réserves mathématiques	- 0,3	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	- 0,3
Divers	+ 8,0	0,0	0,0	+ 0,9	0,0	+ 19,9	+ 26,8	0,0	- 0,6	0,0	0,0	+ 11,0	+ 66,0
(Actions et parts)	(+ 3,4)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(-)	(- 0,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 3,3)
Total ...	+134,2	- 0,8	0,0	+ 1,0	+ 9,8	+ 30,1	+ 24,6	0,0	+ 1,8	+ 2,0	+ 9,7	+ 11,0	+223,4
Intermédiaires financiers publics de crédit													
Monnaie	+ 4,8	0,0	-	+ 0,8	0,0	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 5,6
Argent à très court terme (francs belges)	0,0	-	-	0,0	-	0,0	- 0,7	0,0	- 0,5	- 0,1	-	0,0	- 1,3
Engagements en comptes courants ou d'avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,2	-	0,0	- 4,4	0,0	0,0	- 4,6
Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	+ 34,8	-	-	-	-	-	-	-	0,0	-	-	-	+ 34,8
Autres dépôts à un an au plus	+ 3,3	- 1,2	0,0	+ 8,9	+ 2,0	- 0,8	- 0,1	-	0,0	0,0	+ 0,1	0,0	+ 12,2
Bons de caisse à un an au plus, accessibles à tout placeur	+ 9,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 1,1	-	+ 1,6	+ 1,2	0,0	0,0	+ 13,5
Bons de caisse à un an au plus, non accessibles à tout placeur	-	0,0	0,0	0,0	0,0	+ 4,7	+ 6,6	-	+ 0,6	0,0	0,0	0,0	+ 11,9
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, accessibles à tout placeur	+ 58,9	- 0,1	0,0	+ 2,9	0,0	- 1,1	+ 7,5	- 1,2	- 7,9	+ 7,0	- 2,0	0,0	+ 64,0
Bons de caisse et obligations, à plus d'un an, non acces. à tout placeur	-	0,0	0,0	0,0	0,0	- 14,4	+ 2,4	-	- 3,7	+ 6,0	- 0,2	- 5,7	- 15,6
Divers	+ 0,2	- 0,1	+ 34,9	+ 1,2	+ 5,8	+ 6,2	+ 2,3	-	- 2,6	+ 3,2	0,0	+ 3,8	+ 54,9
(Actions et parts)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,2)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(-)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(+ 0,2)
Total ...	+111,6	- 1,4	+34,9	+13,8	+ 7,8	- 5,4	+ 18,9	- 1,2	- 12,5	+ 12,9	- 2,1	- 1,9	+175,4
Autres institutions¹													
Obligations non accessibles à tout placeur	-	0,0	-	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserves de sécurité sociale	+ 9,7	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 9,7
Réserves mathématiques	+ 49,8	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	+ 49,8
Divers	+ 0,4	0,0	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	-	- 0,9	0,0	0,0	- 0,8	- 1,4
(Actions et parts)	(+ 1,1)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(0,0)	(-)	(0,0)	(-)	(0,0)	(0,0)	(+ 1,1)
Total ...	+ 59,9	0,0	- 0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	- 0,9	0,0	0,0	- 0,8	+ 58,1
Secteurs indéterminés et ajustements													
	0,0	+ 1,2	0,0	0,0	+ 3,8	+ 8,7	+ 0,7	- 1,3	+ 7,1	+ 28,5	+ 3,6	-	+ 52,3
Total des créances	+741,1	- 2,9	+33,5	+17,4	+64,4	+ 461,5	+ 566,4	-22,2	+230,2	+194,6	+ 49,0	+ 89,2	+2.422,2

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

² Dans la balance des paiements, ce mouvement n'est pas enregistré dans les opérations en capital.

³ Y compris l'encaisse-or de la B.N.B.

⁴ Cf. rubrique 4.2311 du tableau IX-1.

XII - 3a. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1984

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
Dettes par secteur	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	51,2	10,2	125,3	0,0	263,4	450,1	8,5	1.085,8	—	677,8	808,9	250,8	2.823,3	0,2	3.282,1
2. Organismes publics d'exploitation	73,2	1,8	16,2	1,9	2,5	95,6	92,8	74,8	1,9	42,5	133,9	20,0	273,1	36,8	498,3
3. Etat (Trésor)	637,2	34,9	—	18,7	40,6	731,4	839,3	1.401,2	239,3	604,4	362,2	179,5	2.786,6	68,2	4.425,5
4. Secteur public non compris ailleurs	42,8	14,3	28,9	0,4	0,8	87,2	26,7	178,8	1,5	116,5	525,1	14,2	836,1	4,1	954,1
5. Sécurité sociale	193,5	0,6	14,7	0,0	0,2	209,0	19,6	19,3	0,0	23,6	8,5	12,1	63,5	54,3	346,4
6. Total des secteurs nationaux non financiers	997,9	61,8	185,1	21,0	307,5	1.573,3	986,9	2.759,9	242,7	1.464,8	1.838,6	476,6	6.782,6	163,6	9.506,4
7. Etranger	28,0	15,7	158,3	0,1	2,4	204,5	2,7	4.842,8	0,0	112,1	37,4	10,5	5.002,8	2,6	5.212,6
8. Organismes principalement monétaires	2.281,8	11,8	2,5	30,1	12,8	2.339,0	5.455,1	466,6	0,0	57,0	22,3	7,6	553,5	546,2	8.893,8
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	8,6	221,7	—	17,2	0,0	—	238,9	1,0	251,3
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.594,4	1,7	1,5	24,9	19,8	1.642,3	65,5	65,3	0,0	4,0	3,8	36,8	109,9	62,2	1.879,9
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	1.089,1	12,1	96,8	37,3	14,0	1.249,3	174,0	180,7	3,2	156,9	82,0	60,7	483,5	164,6	2.071,4
12. Autres institutions ¹	694,7	0,0	0,1	0,0	0,2	695,0	0,0	0,0	0,0	1,6	0,0	0,0	1,6	3,8	700,4
13. Total des intermédiaires financiers	5.660,0	25,6	103,7	92,3	46,8	5.928,4	5.703,2	934,3	3,2	236,7	108,1	105,1	1.387,4	777,8	13.796,8
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	21,3	0,0	0,0	11,3	32,6	0,0	435,9	5,5	84,8	94,9	32,9	654,0	—	686,6
15. Total des créances	6.685,9	124,4	447,1	113,4	368,0	7.738,8	6.692,8	8.972,9	251,4	1.898,4	2.079,0	625,1	13.826,8	944,0	29.202,4
Solde des créances et des dettes...	3.403,8	-373,9	-3.978,4	-840,7	21,6	-1.767,6	1.480,2	79,1	0,1	18,5	7,6	-75,3	30,0	257,4	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

XII - 3b. — ENCOURS DES CREANCES ET DES DETTES AU 31 DECEMBRE 1985

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploitation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes principalement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Intermédiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des intermédiaires financiers	Secteurs indéterminés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	39,2	13,4	14,9	0,0	284,0	351,5	10,6	1.149,2	—	699,9	739,2	261,9	2.850,2	4,7	3.217,0
2. Organismes publics d'exploitation	74,2	0,9	20,9	2,7	2,6	101,3	88,8	69,4	1,5	39,4	132,5	17,7	260,5	36,3	486,9
3. Etat (Trésor)	685,5	30,9	—	15,9	60,9	793,2	891,9	1.626,3	220,2	738,8	548,9	209,8	3.344,0	54,1	5.083,2
4. Secteur public non compris ailleurs	51,4	14,0	34,1	0,4	0,8	100,7	20,2	170,6	1,3	147,5	558,6	16,8	894,8	7,4	1.023,1
5. Sécurité sociale	214,7	0,7	17,7	0,0	1,3	234,4	20,0	18,9	0,0	24,2	14,9	8,6	66,6	56,9	377,9
6. Total des secteurs nationaux non financiers	1.065,0	59,9	87,6	19,0	349,6	1.581,1	1.031,5	3.034,4	223,0	1.649,8	1.994,1	514,8	7.416,1	159,4	10.188,1
7. Etranger	53,9	15,5	157,9	0,1	3,1	230,5	1,8	4.970,8	0,0	162,6	34,3	12,7	5.180,4	1,1	5.413,8
8. Organismes principalement monétaires	2.460,5	12,0	2,6	34,7	13,0	2.522,8	5.693,9	545,6	0,0	59,3	21,0	5,0	630,9	549,2	9.396,8
9. Fonds des Rentes	—	—	2,8	0,0	—	2,8	11,5	199,3	—	14,1	0,1	—	213,5	1,3	229,1
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	1.728,6	0,9	1,5	25,9	29,6	1.786,5	95,6	89,9	0,0	5,8	5,8	46,5	148,0	73,2	2.103,3
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	1.200,7	10,7	131,7	51,1	21,8	1.416,0	168,6	199,6	2,0	144,4	94,9	58,6	499,5	162,7	2.246,8
12. Autres institutions ¹	754,6	0,0	0,0	0,0	0,2	754,8	0,0	0,0	0,0	0,7	0,0	0,0	0,7	3,0	758,5
13. Total des intermédiaires financiers	6.144,4	23,6	138,6	111,7	64,6	6.482,9	5.969,6	1.034,4	2,0	224,3	121,8	110,1	1.492,6	789,4	14.734,5
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	22,5	0,0	0,0	15,1	37,6	0,0	458,2	4,2	91,9	123,4	36,5	714,2	—	751,8
15. Total des créances	7.263,3	121,5	384,1	130,8	432,4	8.332,1	7.002,9	9.497,8	229,2	2.128,6	2.273,6	674,1	14.803,3	949,9	31.088,2
Solde des créances et des dettes ..	4.046,3	-365,4	-4.699,1	-892,3	54,5	-1.856,0	1.589,1	101,0	0,1	25,3	26,8	-84,4	68,8	198,1	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents de travail, fonds de pension.

XII - 4. — MOUVEMENTS DES CREANCES ET DES DETTES EN 1985

Totaux sectoriels

(milliards de francs)

Créances par secteur	Entreprises privées et particuliers	Organismes publics d'exploit- ation	Etat (Trésor)	Secteur public non compris ailleurs	Sécurité sociale	Total des secteurs nationaux non financiers	Etranger	Organismes princi- palement monétaires	Fonds des Rentes	Banques d'épargne, sociétés hypothé- caires et de capita- lisation	Inter- médiaires financiers publics de crédit	Autres institutions ¹	Total des inter- médiaires financiers	Secteurs indéter- minés et ajustements	Total des dettes
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13) = (8) à (12)	(14)	(15) = (6) + (7) + (13) + (14)
1. Entreprises privées et particuliers	- 12,0	+ 3,2	+ 0,4	0,0	+ 20,6	+ 12,2	+ 66,6	+ 96,6	—	+ 28,8	+ 46,2	+ 11,1	+ 182,7	+ 4,5	+ 266,0
2. Organismes publics d'exploitation	+ 1,0	- 0,9	+ 4,7	+ 0,8	+ 0,1	+ 5,7	- 4,0	- 5,4	- 0,4	- 3,1	- 1,4	- 2,3	- 12,6	- 0,5	- 11,4
3. Etat (Trésor)	+ 48,3	- 4,0	—	- 2,8	+ 20,3	+ 61,8	+ 90,3	+ 217,0	- 19,1	+ 123,6	+ 91,0	+ 30,3	+ 442,8	- 14,1	+ 580,8
4. Secteur public non compris ailleurs	+ 8,6	- 0,3	- 0,4	0,0	0,0	+ 7,9	- 6,5	+ 16,5	- 0,2	+ 35,1	+ 13,3	+ 2,6	+ 67,3	+ 3,3	+ 72,0
5. Sécurité sociale	+ 21,2	+ 0,1	+ 3,0	0,0	+ 1,1	+ 25,4	+ 0,4	- 0,4	0,0	+ 0,6	+ 6,4	- 3,5	+ 3,1	+ 2,6	+ 31,5
6. Total des secteurs nationaux non financiers	+ 67,1	- 1,9	+ 7,7	- 2,0	+ 42,1	+ 113,0	+ 146,8	+ 324,3	- 19,7	+ 185,0	+ 155,5	+ 38,2	+ 683,3	- 4,2	+ 938,9
7. Etranger	+ 177,8	- 0,2	- 9,1	0,0	+ 0,7	+ 169,2	- 0,9	+ 141,3	0,0	+ 50,5	- 3,1	+ 2,2	+ 190,9	+ 92,8	+ 452,0
8. Organismes principalement monétaires	+ 190,5	+ 0,2	+ 0,1	+ 4,6	+ 0,2	+ 195,6	+ 279,3	+ 79,0	0,0	+ 2,3	- 1,3	- 2,6	+ 77,4	- 8,0	+ 544,3
9. Fonds des Rentes	—	—	0,0	0,0	—	0,0	+ 2,9	- 22,4	—	- 3,1	+ 0,1	—	- 25,4	+ 0,3	- 22,2
10. Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	+ 134,2	- 0,8	0,0	+ 1,0	+ 9,8	+ 144,2	+ 30,1	+ 24,6	0,0	+ 1,8	+ 2,0	+ 9,7	+ 38,1	+ 11,0	+ 223,4
11. Intermédiaires financiers publics de crédit	+ 111,6	- 1,4	+ 34,9	+ 13,8	+ 7,8	+ 166,7	- 5,4	+ 18,9	- 1,2	- 12,5	+ 12,9	- 2,1	+ 16,0	- 1,9	+ 175,4
12. Autres institutions ¹	+ 59,9	0,0	- 0,1	0,0	0,0	+ 59,8	0,0	0,0	0,0	- 0,9	0,0	0,0	- 0,9	- 0,8	+ 58,1
13. Total des intermédiaires financiers	+ 496,2	- 2,0	+ 34,9	+ 19,4	+ 17,8	+ 566,3	+ 306,9	+ 100,1	- 1,2	- 12,4	+ 13,7	+ 5,0	+ 105,2	+ 0,6	+ 979,0
14. Secteurs indéterminés et ajustements	0,0	+ 1,2	0,0	0,0	+ 3,8	+ 5,0	+ 8,7	+ 0,7	- 1,3	+ 7,1	+ 28,5	+ 3,6	+ 38,6	—	+ 52,3
15. Total des créances	+ 741,1	- 2,9	+ 33,5	+ 17,4	+ 64,4	+ 853,5	+ 461,5	+ 566,4	- 22,2	+ 230,2	+ 194,6	+ 49,0	+ 1.018,0	+ 89,2	+ 2.422,2
Solde des créances et des dettes ..	+ 475,1	+ 8,5	- 547,3	- 54,6	+ 32,9	- 85,4	+ 9,5	+ 22,1	0,0	+ 6,8	+ 19,2	- 9,1	+ 39,0	+ 36,9	—

¹ Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1960-1970 et 1970-1980* — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LIX^e année, tome I, février 1984, LX^e année, tome I, février 1985, LX^e année, tome II, octobre 1985, LXI^e année, tome II, décembre 1986. — *Statistiques financières de l'OCDE*.

XIII. — ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

1. — BILANS INTEGRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Stock monétaire ¹	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ²			Total (5) = (1) à (4) + (6) à (9) + (11) à (15)	Avoirs extérieurs nets (6)	Créances sur les pouvoirs publics		Créances sur les entreprises ⁵ et particuliers			Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ⁸			Divers ¹¹ (15)
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus) (4)			Etat ³ (7)	Autres pouvoirs publics ⁴ (8)	Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation		Obligations ⁷ (11)	Fonds des rentes		Autres intermédiaires financiers ¹⁰ (14)	
		A un an au plus (dépôts) (2)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations) (3)						Financés par les organismes principalement monétaires (9)	Pour mémoire : accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires ⁶ (10)		Avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie (12)	Autres ⁹ (13)		
1978	784,9	594,3	154,6	29,8	1.563,6	75,8	532,8	111,6	736,2	742,1	61,6	16,0	14,8	94,1	- 79,3
1979	804,7	657,1	180,3	37,7	1.679,8	- 33,5	595,6	139,3	877,8	884,7	58,2	52,5	24,6	92,8	- 127,5
1980	806,7	691,2	226,3	54,1	1.778,3	- 51,9	721,3	141,4	948,3	959,1	62,9	77,1	12,3	93,5	- 226,6
1981	824,9	725,3	268,1	103,8	1.922,1	- 231,0	843,9	138,8	1.023,3	1.031,3	56,1	149,5	7,7	158,5	- 224,7
1982	856,7	789,0	325,7	125,8	2.097,2	- 354,2	1.027,5	146,4	1.052,4	1.055,5	51,8	181,1	10,0	177,9	- 195,7
1983	931,0	855,1	388,4	128,7	2.303,2	- 507,7	1.302,8	149,9	1.098,0	1.102,2	58,3	188,4	16,2	197,5	- 200,2
1984 Décembre	934,2	929,9	425,9	137,8	2.427,8	- 612,3	1.401,3	203,7	1.124,5	1.132,9	57,6	200,6	21,1	204,4	- 173,1
1985 Mars	915,7	981,3	441,4	143,9	2.482,3	- 608,1	1.555,4	159,9	1.108,9	1.116,6	56,5	165,1	4,2	222,3	- 181,9
Juin	1.009,5	951,0	463,4	133,1	2.557,0	- 671,0	1.615,6	190,9	1.146,7	1.154,5	52,7	169,8	12,5	224,5	- 184,7
Septembre	939,6	972,5	467,7	129,2	2.509,0	- 656,9	1.620,9	177,2	1.112,3	1.122,6	49,8	188,0	13,9	241,4	- 237,6
Décembre	964,7	1.016,8	481,6	123,6	2.586,7	- 723,1	1.620,5	182,6	1.185,9	1.195,1	49,3	182,2	17,2	242,9	- 170,8
1986 Mars	976,1	1.056,1	495,3	138,9	2.666,4	- 727,2	* 1.710,2	* 195,6	1.200,0	1.210,0	* 50,1	168,5	11,2	* 228,7	* - 170,7
Juin	1.057,1	1.043,9	493,5	120,1	2.714,6	- 806,1	* 1.764,8	* 190,2	1.240,3	1.249,3	* 48,4	175,6	20,3	* 280,4	* - 199,3
Septembre	1.001,8	1.095,0	489,1	128,4	2.714,3	- 843,7	* 1.767,3	* 193,8	1.226,4	1.233,7	* 49,6	191,4	15,9	* 277,5	* - 163,9
Décembre	1.040,5	1.173,1	* 489,4	113,3	* 2.816,3	- 814,3	* 1.756,2	* 200,9	1.292,4	1.298,5	* 49,9	209,4	18,8	* 289,1	* - 186,1
1987 Mars	1.042,8	1.219,2	* 491,9	119,5	* 2.873,4	- 863,5	* 1.899,6	* 201,1	1.323,4	1.332,9	* 46,0	184,4	27,6	* 307,2	* - 252,4

¹ Voir tableau XIII-4a, colonne (10).

² Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires.

³ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁴ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

⁵ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁶ Voir tableau XIII-9, colonne (4).

⁷ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁸ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁹ Sous déduction du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B.

¹⁰ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation et intermédiaires financiers publics de crédit.

¹¹ Principalement le solde des actifs et passifs non rangés ailleurs du Fonds Monétaire, le solde des créances et engagements non rangés ailleurs sur et envers des nationaux, les comptes pour balance, les écarts entre les immobilisations et participations d'une part et les fonds propres de l'autre et la contrepartie de l'allocation cumulative nette à la Belgique de droits de tirage spéciaux sur le F.M.I.

N.B. — Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXIV^e année, tome II, n° 6, décembre 1949 ; XXX^e année, tome II, n° 5, novembre 1955 ; XXXIII^e année, tome II, n° 5, novembre 1958 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, tome II, n° 3, septembre 1967 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976 ; LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1977.

— Pour le détail du « Stock monétaire », voir les tableaux XIII-4a. et XIII-4b.

— Pour le détail des « Avoirs extérieurs nets », voir les tableaux XIII-5a et XIII-5b.

XIII - 2. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE,
DES ORGANISMES PUBLICS MONETAIRES ET DES BANQUES DE DEPOTS

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-3-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87	30-6-87
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,1	57,7
2. F.M.I. : — Participation	18,1	18,1	15,3	14,6	23,7	25,0	23,9	23,0	22,8	22,5	22,3	22,1	22,4	20,9	20,4
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	23,2	24,2	30,6	32,7	19,4	22,1	22,3	17,7	16,0	14,8	14,7	10,7	13,6	13,7	12,5
— Autres	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	0,8	1,8	2,6	2,5	6,0	6,0	6,0	5,9	5,9	5,4
3. Ecus	61,1	110,7	33,6	73,0	139,2	165,4	184,1	175,7	157,9	145,4	143,4	134,8	138,9	136,5	139,1
4. Accords internationaux	0,0	0,8	1,0	1,1	1,3	1,6	1,7	1,7	1,4	2,6	2,5	2,7	2,4	2,7	2,4
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	22,1	6,9	31,1	31,6	29,6	10,7	11,2	9,3	15,5	8,2	8,5	2,6	2,0	0,5	7,6
9. Autres : a) en monnaies étrangères	75,5	114,8	112,0	49,4	47,5	40,0	30,5	24,0	29,4	30,1	58,9	35,7	34,7	45,5	108,4
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	265,7	339,4	286,3	262,9	321,3	323,8	333,7	312,2	303,7	287,8	314,5	272,8	278,1	283,8	353,5
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9	0,7	0,8	1,5	1,0	1,1	1,0	1,2	1,0	1,4	1,3
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6	4,4	3,4	4,1	4,4	4,1	3,5	3,7	4,4	4,3	3,9
c) sur les banques de dépôts	0,2	0,0	0,5	0,0	0,0	2,2	0,1	0,0	0,7	1,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	4,9	5,5	6,3	8,0	9,7	10,8	12,3	12,4	12,4	14,3	14,3	14,3	14,3	17,4	17,4
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,4
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	1,1	1,2	1,3	0,9	0,6	0,7	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	12,0	5,7	13,2	10,5	7,3	0,0	0,0	0,0	1,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) effets commerciaux	46,4	34,4	41,2	42,3	46,2	0,0	0,0	0,0	7,8	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) avances	0,3	0,5	0,1	0,4	0,4	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,4	0,4	0,4	0,2	0,2	0,2	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	52,5	77,1	149,5	181,1	188,4	200,6	165,1	188,0	182,2	168,5	175,6	191,4	209,4	184,4	136,3
b) autres	23,2	9,9	0,0	0,0	13,6	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	5,9	1,3	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	2,8	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	93,1	83,5	63,1	76,5	63,0	80,1	68,3	78,4	64,5	85,9	71,0	54,1	41,7	43,4	56,7
TOTAL DE L'ACTIF ...	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	659,5	672,1	653,9	642,1	661,4	614,4	624,5	610,3	644,6

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-3-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87	30-6-87
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en francs belges ¹	6,0	7,0	9,3	6,5	6,6	6,2	5,2	5,9	6,7	5,4	4,8	4,9	5,8	6,2	6,4
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	33,5	7,1	12,2	24,8	55,1	6,5	5,5	6,2	7,0	5,7	5,1	5,2	6,1	6,5	6,7
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	12,8	11,9	12,1	12,7	12,6	16,3	12,1	14,0	14,8	12,8	15,1	12,8	14,6	12,7	* 12,7
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,5	0,1	0,0	0,4	0,1	0,1	0,0	* 0,2	0,1	* 0,0
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	359,0	364,2	370,1	369,5	383,3	381,9	373,0	375,8	379,9	375,1	402,1	387,8	400,5	388,4	*415,8
— monnaie scripturale ⁵	0,7	0,4	0,9	0,4	0,2	0,4	0,2	0,2	0,2	0,3	0,3	0,2	0,2	0,4	0,3
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,0	0,0	0,0	0,6	0,8	0,7	0,8	0,7	0,8	0,0	0,2	0,2	0,1	0,1	0,5
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	172,0	253,2	246,0	254,6	278,8	292,1	267,8	275,2	250,8	248,1	238,5	208,2	202,8	202,1	*208,6
TOTAL DU PASSIF ...	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	659,5	672,1	653,9	642,1	661,4	614,4	624,5	610,3	644,6

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

a) Banque Nationale de Belgique — Actif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-8-86	30-9-86	31-10-86	30-11-86	31-12-86	31-1-87	28-2-87	31-3-87	30-4-87	31-5-87	30-6-87	31-7-87	31-8-87
A. Créances sur l'étranger :													
1. Or	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,1	57,7	57,7	57,7	57,5	57,7
2. F.M.I. : — Participation	22,2	22,1	22,1	22,2	22,4	22,4	21,1	20,9	21,1	20,0	20,4	20,4	19,7
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Droits de tirage spéciaux	10,1	10,7	12,2	13,6	13,6	12,6	12,6	13,7	13,6	12,6	12,5	10,6	9,6
— Autres	6,0	6,0	5,9	5,9	5,9	5,9	5,9	5,9	5,7	5,7	5,4	5,4	5,4
3. Ecus	134,8	134,8	138,9	138,9	138,9	136,5	136,5	136,5	139,1	139,1	139,1	143,8	143,8
4. Accords internationaux	2,6	2,7	2,7	2,7	2,4	2,4	2,7	2,7	2,7	2,8	2,4	2,9	2,9
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	3,1	2,6	4,2	2,2	2,0	2,8	3,1	0,5	0,5	0,6	7,6	0,5	0,5
9. Autres : a) en monnaies étrangères	40,3	35,7	35,3	34,0	34,7	37,7	38,4	45,5	66,8	72,0	108,4	118,2	120,5
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total des créances sur l'étranger	277,3	272,8	279,5	277,7	278,1	278,5	278,5	283,8	307,2	310,5	353,5	359,5	360,1
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets	1,1	1,2	1,2	1,2	1,0	1,3	1,4	1,4	1,2	1,2	1,3	1,5	1,6
2. Autres : a) sur la B.N.B. :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) sur les organismes publics	3,2	3,7	3,6	3,6	4,4	4,7	4,6	4,3	4,1	4,0	3,9	3,9	3,8
c) sur les banques de dépôts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	3,1	0,0
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :													
1. Sur l'Etat ¹ :													
a) à un an au plus	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	14,3	14,3	14,3	14,3	14,3	16,8	17,3	17,4	17,3	17,4	17,4	17,4	17,4
— autres	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,5	37,4	37,4	37,4	37,4
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :													
a) à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :													
a) acceptations bancaires	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) effets commerciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) avances	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :													
— obligations accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :													
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	191,0	191,4	191,7	194,1	209,4	186,1	185,2	184,4	164,7	184,4	136,3	121,8	122,7
b) autres	0,0	1,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :													
a) à un an au plus :													
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) à plus d'un an :													
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	49,4	54,1	47,9	46,4	41,7	41,9	40,6	43,4	47,7	54,8	56,7	51,3	52,6
TOTAL DE L'ACTIF ...	611,9	614,4	613,9	612,9	624,5	605,4	605,8	610,3	617,8	647,8	644,6	634,0	633,7

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.² Y compris les organismes de sécurité sociale.³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

a) Banque Nationale de Belgique — Passif — Chiffres mensuels

(milliards de francs)

	31-8-86	30-9-86	31-10-86	30-11-86	31-12-86	31-1-87	28-2-87	31-3-87	30-4-87	31-5-87	30-6-87	31-7-87	31-8-87
A. Engagements envers l'étranger :													
1. Envers le F.M.I.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :													
a) en monnaies étrangères	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) en francs belges ¹	4,4	4,9	4,8	4,8	5,8	7,2	5,4	6,2	5,5	5,3	6,4	4,9	5,6
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg ...	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	4,7	5,2	5,1	5,1	6,1	7,5	5,7	6,5	5,8	5,6	6,7	5,2	5,9
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :													
1. Pièces et billets ²	11,6	12,8	12,3	12,0	14,6	11,8	12,3	12,7	12,9	14,4	14,1	* 12,9	* 12,9
2. Autres :													
a) envers la B.N.B.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les organismes publics	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0
c) envers les banques de dépôts :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,4	0,0	0,1	0,1	0,2	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	* 0,0	* 0,0
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :													
1. Stock monétaire :													
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :													
— monnaie fiduciaire ⁴	391,2	387,8	391,1	392,2	400,5	386,4	389,8	*388,4	396,9	413,9	414,4	*406,9	*404,8
— monnaie scripturale ⁵	0,3	0,2	0,3	0,2	0,2	0,3	0,5	0,4	0,3	0,2	0,3	0,1	0,4
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,1	0,2	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2	0,4	0,5	0,5	0,3
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :													
a) en francs belges :													
— à un an au plus :													
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :													
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :													
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :													
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :													
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
D. Autres	203,6	208,2	205,0	203,3	202,8	199,2	197,4	202,1	201,7	213,2	208,6	*208,4	*209,4
TOTAL DU PASSIF ...	611,9	614,4	613,9	612,9	624,5	605,4	605,8	610,3	617,8	647,8	644,6	634,0	633,7

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I.

² Y compris les pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sous-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

⁵ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

b) Organismes publics monétaires — Actif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	0,0	2,4	1,0	0,4	4,7	2,0	0,0	0,0	1,4	2,1	0,0	0,1	2,4	0,8	0,0
9. Autres : a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,0	0,3	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,2	0,1	0,0	0,0	0,7	0,4	0,0
Total des créances sur l'étranger	0,0	2,7	1,0	0,4	4,8	2,0	0,0	0,0	1,6	2,2	0,0	0,1	3,1	1,2	0,0
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	1,4	1,5	1,6	1,8	1,6	1,9	1,6	1,7	1,5	2,0	2,1	2,0	1,8	2,2	2,1
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) sur les organismes publics	2,5	2,9	4,8	2,2	3,0	1,3	2,3	3,1	0,4	1,5	3,2	2,1	1,6	4,9	1,2
c) sur les banques de dépôts	6,7	1,0	1,8	4,1	0,2	3,4	4,3	2,7	4,8	1,1	3,6	6,1	3,7	6,8	3,1
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ² :															
a) à un an au plus	81,1	86,0	89,0	86,8	84,3	70,6	91,0	96,2	82,3	83,6	96,8	99,8	87,8	94,6	*99,2
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	11,3	12,5	13,3	14,5	15,0	14,9	15,0	15,0	15,0	15,0	* 14,0	* 13,8	* 14,8	* 14,8	*13,8
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Sur les autres pouvoirs publics ³ :															
a) à un an au plus	44,7	44,5	34,7	39,2	42,4	62,0	34,4	58,1	42,4	47,1	46,5	45,9	51,3	45,7	49,9
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,1	0,1	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	* 0,0	* 0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Sur les entreprises ⁴ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	0,0	0,4	0,8	0,1	0,0	0,3	0,0	0,0	0,3	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
b) effets commerciaux	0,0	1,0	1,9	0,8	0,6	0,3	0,0	0,0	0,8	2,7	0,0	0,1	1,1	0,3	0,0
c) avances	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
d) autres créances à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	0,6	0,6	0,5	0,5	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	* 0,2	* 0,2	* 0,2	* 0,2	* 0,2
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,3	0,4	1,3	0,0	0,3	2,7	4,9
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁵ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,5	0,3	0,0	0,7	0,5	0,0	1,0	0,2	0,5	3,9	1,9	0,0	0,0
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
D. Autres	13,2	10,9	11,5	13,3	13,9	11,8	15,9	13,9	14,6	11,3	15,2	14,5	* 16,1	* 15,3	*16,0
TOTAL DE L'ACTIF ...	161,6	164,2	161,7	164,1	166,1	169,4	165,2	190,9	167,2	167,7	183,4	188,5	183,7	188,7	190,4

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (actif à court terme et obligations), Crédit Communal de Belgique (actifs formant la contrepartie des passifs à vue), I.R.G. (uniquement les actifs financés par un recours aux organismes principalement monétaires). En ce qui concerne le Fonds Monétaire, la contrepartie de l'excédent des passifs recensés sur les actifs recensés est reprise sous la rubrique D. « Autres ».

² Y compris la dette indirecte de l'Etat.

³ Y compris les organismes de sécurité sociale.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

b) Organismes publics monétaires — Passif¹ — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en francs belges	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,3	0,2	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets ²	0,5	0,6	0,7	0,8	0,9	0,7	0,8	0,8	1,5	1,0	1,1	1,0	1,2	1,0	1,4
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6	4,3	3,4	3,8	4,1	4,5	4,1	3,5	3,7	4,4	4,3
b) envers les organismes publics	2,5	2,8	4,8	2,2	3,0	1,4	2,3	3,1	2,3	1,5	3,2	2,1	1,6	4,9	1,2
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	7,6	8,7	6,2	5,8	5,6	6,8	4,7	3,1	11,6	6,7	6,5	10,0	10,2	10,7	7,5
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ³ et particuliers :															
— monnaie fiduciaire ⁴	12,7	14,7	15,7	15,4	15,5	15,6	15,5	15,1	14,3	14,4	14,3	14,7	14,9	15,1	14,5
— monnaie scripturale	91,3	91,8	95,2	97,3	96,2	86,8	102,5	109,5	95,6	102,2	*107,0	*120,5	*106,3	*112,8	*121,1
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	43,6	41,3	34,7	37,9	40,1	53,8	36,0	55,5	37,8	37,4	* 46,9	* 36,7	* 45,8	* 39,8	* 40,4
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— à plus d'un an :															
— dépôts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	0,3	—	—	—	—
D. Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TOTAL DU PASSIF ...	161,6	164,2	161,7	164,1	166,1	169,4	165,2	190,9	167,2	167,7	183,4	188,5	183,7	188,7	190,4

¹ O.C.P., Fonds Monétaire (pièces et billets), Crédit Communal de Belgique (passifs à vue), I.R.G. (uniquement les passifs envers les organismes principalement monétaires).

² Uniquement les pièces et billets du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

⁴ Les chiffres sont sur-évalués à concurrence du montant des pièces et billets du Trésor détenus par les organismes principalement monétaires autres que la B.N.B.

c) Banques de dépôts — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87
A. Créances sur l'étranger :															
1. Or	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. F.M.I. : — Participation	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Prêts	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Droits de tirage spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— Autres	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Ecus	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
4. Accords internationaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
5. F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
7. Obligations	40,9	46,2	69,8	75,0	139,3	245,1	278,3	320,3	327,4	335,3	378,3	394,8	420,5	436,2	445,1
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation	18,8	17,9	18,9	17,8	16,4	30,5	29,2	27,9	23,2	19,2	23,5	21,7	19,8	21,3	19,5
9. Autres : a) en monnaies étrangères	1.236,1	1.748,5	2.485,2	2.852,1	3.360,3	4.049,9	4.392,8	4.524,3	4.381,5	4.090,2	4.158,2	3.840,2	3.896,3	4.056,3	3.959,4
b) en francs belges	83,1	100,2	116,1	140,0	167,5	191,5	182,2	191,6	204,0	220,2	227,1	231,6	233,9	251,6	240,4
Total des créances sur l'étranger	1.378,9	1.912,8	2.690,0	3.084,9	3.683,5	4.517,0	4.882,5	5.064,1	4.936,1	4.664,9	4.787,1	4.488,3	4.570,5	4.765,4	4.664,4
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	11,4	10,4	10,5	10,8	11,0	14,4	10,5	11,8	12,5	12,8	10,7	13,1	11,0	12,4	10,6
2. Autres : a) sur la B.N.B. :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,5	0,1	0,1	0,1	0,4	0,1	0,1	0,0	0,2	0,1
b) sur les organismes publics	7,6	8,7	6,2	5,8	5,6	6,8	4,6	3,1	11,5	6,8	6,5	10,0	10,2	10,7	7,5
c) sur les banques de dépôts	195,5	239,6	309,5	399,5	469,5	437,1	500,4	498,1	529,2	519,8	* 526,5	* 499,7	* 489,4	* 470,6	* 422,3
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :															
1. Sur l'Etat ¹ :															
a) à un an au plus	62,3	135,9	239,3	337,4	481,1	482,2	516,1	547,9	561,7	553,3	634,2	730,5	744,9	745,1	842,2
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	341,2	355,4	335,6	392,5	482,3	499,2	550,2	585,2	609,4	615,1	642,1	638,0	* 657,9	* 644,1	* 689,8
— autres	20,4	51,5	85,9	113,8	155,9	249,1	296,4	284,5	265,6	266,7	234,4	194,0	* 173,2	* 168,8	* 162,8
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :															
a) à un an au plus	18,4	21,1	20,7	24,1	23,3	25,6	35,4	33,5	35,5	39,4	49,3	45,4	* 45,8	* 51,3	* 50,7
b) à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	45,1	44,0	45,8	20,0	9,9	14,7	14,1	21,0	19,3	18,6	18,0	17,7	* 17,7	* 17,2	* 17,4
— autres	30,1	30,7	36,2	62,4	74,0	101,0	75,5	77,8	79,6	77,1	81,3	80,7	* 78,4	* 86,2	* 82,6
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :															
a) acceptations bancaires	14,1	16,2	15,5	16,6	13,5	17,8	19,8	19,0	16,0	15,5	15,2	14,7	15,2	14,0	11,7
b) effets commerciaux	162,4	172,0	160,6	160,6	167,0	201,1	211,4	208,0	190,3	191,2	203,3	209,0	220,9	220,3	* 169,0
c) avances	642,5	718,1	790,0	821,1	863,0	904,9	877,6	919,7	904,9	966,6	981,2	1.016,5	1.007,2	1.057,7	* 1.142,6
d) autres créances à un an au plus	0,7	8,9	1,3	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0
e) autres créances à plus d'un an :															
— obligations accessibles à tout placeur	16,8	14,4	15,5	17,0	23,3	23,2	21,9	21,0	19,5	18,6	18,8	20,7	* 19,6	* 19,3	* 18,1
— autres	39,7	38,6	38,4	31,7	34,5	34,0	34,2	31,4	30,2	30,1	30,8	27,4	* 29,8	* 30,5	* 27,6
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :															
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) autres	1,4	2,4	7,7	10,0	2,6	21,1	4,2	12,5	11,6	16,8	9,9	14,4	14,2	16,1	22,7
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :															
a) à un an au plus :															
— bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— autres	9,6	17,8	62,8	73,9	96,4	98,6	125,1	124,9	138,2	132,1	113,3	166,4	* 171,4	* 175,0	* 194,3
b) à plus d'un an :															
— bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	65,5	68,2	70,9	75,4	64,8	56,3	53,2	53,0	55,1	65,9	69,0	61,8	* 60,9	* 59,4	* 60,5
— autres	18,7	20,0	37,5	40,9	51,8	60,1	59,4	62,2	61,5	61,6	60,7	61,6	* 63,6	* 73,0	* 74,9
D. Autres	212,3	218,9	311,2	377,4	438,5	544,0	529,5	549,1	533,6	583,4	581,4	* 536,7	* 575,5	* 609,3	* 579,8
TOTAL DE L'ACTIF ...	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.078,5	7.151,8	8.308,7	8.822,1	9.128,0	9.021,4	8.857,0	9.074,0	8.846,7	8.959,3	9.246,6	9.251,6

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

c) Banques de dépôts — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87
A. Engagements envers l'étranger :															
1. Envers le F.M.I.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Envers le F.E.C.O.M.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
3. Autres :															
a) en monnaies étrangères	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.316,8	4.093,4	4.989,5	5.327,1	5.545,3	5.395,2	5.155,9	5.288,6	5.034,2	5.101,8	5.297,0	5.215,2
b) en francs belges ¹	297,9	353,8	348,7	360,5	368,7	459,1	491,7	531,4	505,3	531,0	507,8	569,7	583,0	555,9	590,0
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Total des engagements envers l'étranger	1.644,6	2.299,7	3.196,1	3.677,3	4.462,1	5.448,6	5.818,8	6.076,7	5.900,5	5.686,9	5.796,4	5.603,9	5.684,8	5.852,9	5.805,2
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :															
1. Pièces et billets	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
2. Autres :															
a) envers la B.N.B.	0,2	0,0	0,5	0,0	0,0	2,2	0,1	0,9	0,0	0,7	1,8	0,0	0,0	0,0	0,0
b) envers les organismes publics	6,7	1,0	1,8	4,1	0,2	3,4	4,3	2,7	2,9	1,1	3,6	6,1	3,7	6,8	3,1
c) envers les banques de dépôts :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— bons de caisse et obligations	0,3	0,3	0,3	0,4	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	0,7	0,7	0,7	* 0,7	* 0,8	* 0,8
— autres	195,2	239,3	309,2	399,1	468,8	436,3	499,5	497,2	528,3	519,1	* 525,7	* 498,9	* 488,6	* 469,8	* 421,5
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :															
1. Stock monétaire :															
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :															
— monnaie fiduciaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— monnaie scripturale	296,8	293,7	306,9	334,6	393,7	393,3	386,1	431,1	413,3	427,9	* 431,4	* 481,5	* 444,9	* 470,0	* 475,8
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	0,5	0,6	1,4	1,1	1,2	1,7	1,6	1,5	2,0	1,9	* 1,1	* 1,1	* 1,7	* 2,1	* 2,1
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ³ :															
a) en francs belges :															
— à un an au plus :															
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	361,2	362,9	377,5	384,5	423,7	462,7	475,8	489,0	500,9	532,2	541,3	553,5	570,5	607,3	626,1
— autres dépôts	295,9	328,3	347,8	404,5	431,5	467,2	505,5	462,0	471,6	484,6	* 514,9	* 490,4	* 524,6	* 565,8	* 593,1
— à plus d'un an :															
— dépôts	27,4	25,3	23,0	25,4	31,6	32,5	33,1	35,2	36,0	37,0	38,0	37,2	38,5	38,4	39,0
— bons de caisse et obligations	153,0	201,0	245,0	300,2	356,8	393,5	408,3	428,2	431,7	444,5	457,3	456,4	450,6	* 451,0	* 452,9
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus	37,7	54,1	103,8	125,8	128,6	137,8	143,9	133,1	129,2	123,6	138,9	120,1	128,4	113,3	119,5
3. Autres engagements :															
a) envers le Trésor	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	* 0,3	* 0,3	* 0,3	* 0,3	* 0,3
c) envers les intermédiaires financiers :															
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monét.	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— les autres intermédiaires financiers :															
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—
— autres ⁴	1,1	12,9	13,4	13,0	15,8	11,6	16,3	16,2	14,8	17,2	17,6	13,6	20,6	18,6	22,8
D. Autres	274,1	286,7	364,5	408,2	436,8	516,8	527,7	553,0	589,0	579,3	* 605,0	* 583,0	* 601,4	* 649,5	* 689,4
TOTAL DU PASSIF ...	3.294,9	4.106,0	5.291,5	6.078,5	7.151,8	8.308,7	8.822,1	9.128,0	9.021,4	8.857,0	9.074,0	8.846,7	8.959,3	9.246,6	9.251,6

¹ Y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.³ Y compris les « autres engagements » sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.⁴ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations et de réserve monétaire (cf. note ³).

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Actif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87	Colonne du tableau XIII-1 * Bilans intégrés des organismes principalement monétaires * dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Créances sur l'étranger :																
1. Or	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,1	
2. F.M.I. : — Participation	18,1	18,1	15,3	14,6	23,7	25,0	23,9	23,9	23,0	22,8	22,5	22,3	22,1	22,4	20,9	
— Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
— Droits de tirage spéciaux	23,2	24,2	30,6	32,7	19,4	22,1	22,3	18,8	17,7	16,0	14,8	14,7	10,7	13,6	13,7	
— Autres	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	0,8	1,8	1,7	2,6	2,5	6,0	6,0	6,0	5,9	5,9	
3. Ecus	61,1	110,7	33,6	73,0	139,2	165,4	184,1	182,4	175,7	157,9	145,4	143,4	134,8	138,9	136,5	
4. Accords internationaux	0,0	0,8	1,0	1,1	1,3	1,6	1,7	1,2	1,7	1,4	2,6	2,5	2,7	2,4	2,7	
5. F.E.C.O.M.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
6. C.E.E. : concours financier à moyen terme	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
7. Obligations	40,9	46,2	69,8	75,0	139,3	245,1	278,3	320,3	327,4	335,3	378,3	394,8	420,5	436,2	445,1	
8. Acceptations en francs belges représent. d'exportation ..	40,9	27,2	51,0	49,8	50,7	43,2	40,4	43,0	33,9	36,8	31,7	30,3	24,8	24,1	20,0	
9. Autres : a) en monnaies étrangères	1.311,6	1.863,3	2.597,2	2.901,5	3.407,8	4.089,9	4.423,3	4.570,2	4.405,5	4.119,6	4.188,3	3.899,1	3.932,0	4.091,0	4.004,9	
b) en francs belges	83,1	100,5	116,1	140,0	167,6	191,5	182,2	191,6	204,2	220,3	227,1	231,6	234,6	252,0	240,4	
Total des créances sur l'étranger	1.644,6	2.254,9	2.977,3	3.348,2	4.009,6	4.842,8	5.216,2	5.411,3	5.249,9	4.970,8	5.074,9	4.802,9	4.846,4	5.044,7	4.948,2	(6)
B. Créances sur les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	13,2	12,5	12,8	13,5	13,5	17,0	12,9	14,3	15,5	15,8	13,9	16,1	14,0	15,6	14,1	(1)
2. Autres : a) sur la B.N.B. : — réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— autres	0,3	0,4	0,4	0,4	0,3	0,5	0,1	0,1	0,1	0,4	0,1	0,1	0,0	0,2	0,1	
b) sur les organismes publics	13,5	15,9	15,4	12,4	13,2	12,5	10,3	10,0	16,0	12,7	13,8	15,6	15,5	20,0	13,0	
c) sur les banques de dépôts	202,4	240,6	311,8	403,6	469,7	442,7	504,8	501,7	534,0	521,6	* 531,8	* 505,8	* 493,1	* 477,4	* 425,4	
C. Créances sur les autres secteurs nationaux :																
1. Sur l'Etat ¹ :																
a) à un an au plus	180,4	258,9	365,3	461,2	602,4	589,8	644,1	681,1	681,0	673,9	768,0	867,3	869,7	876,7	* 978,4	(7)
b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	357,4	373,4	355,2	415,0	507,0	524,9	577,5	612,6	636,8	642,5	* 670,4	* 666,1	* 687,0	* 673,2	* 721,0	(7)
— autres	57,9	89,0	123,4	151,3	193,4	286,6	333,9	322,0	303,1	304,2	271,9	231,5	* 210,7	* 206,3	* 200,3	(7)
2. Sur les autres pouvoirs publics ² :																
a) à un an au plus	63,1	65,6	55,4	63,3	65,7	87,6	69,8	91,6	77,9	86,5	95,8	91,3	* 97,1	* 97,0	* 100,6	(8)
b) à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	46,3	45,3	47,4	21,0	10,5	15,4	14,8	21,7	20,0	19,3	18,8	* 18,5	* 18,5	* 18,0	* 18,2	(8)
— autres	30,1	30,7	36,2	62,4	74,0	101,0	75,5	77,8	79,6	77,1	81,3	* 80,7	* 78,4	* 86,2	* 82,6	(8)
3. Sur les entreprises ³ et particuliers :																
a) acceptations bancaires	26,1	22,3	29,5	27,2	20,8	18,1	19,8	19,0	16,3	17,6	15,2	14,7	15,2	14,0	11,7	(9)
b) effets commerciaux	208,8	207,4	203,7	203,7	213,8	201,4	211,4	208,0	191,1	201,7	203,5	209,1	204,0	220,6	* 169,0	(9)
c) avances	642,8	718,6	790,1	821,5	863,4	905,0	877,7	919,7	904,9	966,6	981,2	1.016,5	1.007,2	1.057,7	* 1.142,6	(9)
d) autres créances à un an au plus	0,7	8,9	1,3	2,3	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,3	0,3	0,0	0,0	0,0	0,0	(11)
e) autres créances à plus d'un an : — obligations accessibles à tout placeur	17,8	15,4	16,4	17,7	23,8	23,6	22,3	21,3	19,7	18,8	* 19,0	* 20,9	* 19,8	* 19,5	* 18,3	(11)
— autres	39,7	38,6	38,4	31,7	34,5	34,0	34,2	32,8	30,2	30,1	30,8	27,4	* 29,8	30,5	* 27,6	(11)
4. Sur le Fonds des Rentes : à un an au plus :																
a) avances de la B.N.B. pour le financement de certificats de trésorerie	52,5	77,1	149,5	181,1	188,4	200,6	165,1	169,8	188,0	182,2	168,5	175,6	191,4	209,4	184,4	(12)
b) autres	24,6	12,3	7,7	10,0	16,2	21,1	4,2	12,5	13,9	17,2	11,2	20,3	15,8	18,8	27,6	(13)
5. Sur les autres intermédiaires financiers ⁴ :																
a) à un an au plus : — bons de caisse accessibles à tout placeur	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	2,8	0,0	0,0	0,0	0,0	(14)
— autres	9,6	17,9	63,3	74,3	96,5	99,3	125,6	125,0	139,2	132,3	113,8	170,3	* 173,3	* 175,0	* 194,3	(14)
b) à plus d'un an : — bons de caisse et oblig. accessibl. à tout placeur	65,7	68,4	71,1	75,7	65,1	56,6	53,5	53,3	55,4	66,2	69,3	62,1	61,2	* 59,7	* 60,8	(14)
— autres	18,7	20,0	37,5	40,9	51,8	60,1	59,4	62,2	61,5	61,6	60,7	61,6	63,6	* 73,0	* 74,9	(14)
D. Autres	318,6	313,3	385,8	467,2	515,4	635,9	613,7	631,1	626,6	659,2	682,5	622,2	645,7	* 666,3	* 639,2	(15)
TOTAL DE L'ACTIF ...	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.905,6	8.049,0	9.176,5	9.646,8	9.999,0	9.860,7	9.678,6	9.899,5	9.696,6	9.757,4	10.059,8	10.052,3	

¹ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

² Y compris les organismes de sécurité sociale.

³ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Banques d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation, intermédiaires financiers publics de crédit.

d) Ensemble des organismes principalement monétaires — Passif — Chiffres annuels et trimestriels

(milliards de francs)

	31-12-79	31-12-80	31-12-81	31-12-82	31-12-83	31-12-84	31-3-85	30-6-85	30-9-85	31-12-85	31-3-86	30-6-86	30-9-86	31-12-86	31-3-87	Colonne du tableau XIII-1 « Bilans intégrés des organismes principalement monétaires » dans laquelle la rubrique est comprise.
A. Engagements envers l'étranger :																
1. Envers le F.M.I.	0,1	0,1	0,1	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	
2. Envers le F.E.C.O.M.	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
3. Autres :																
a) en monnaies étrangères	1.346,7	1.945,9	2.847,4	3.316,8	4.093,4	4.989,5	5.327,1	5.545,3	5.395,2	5.155,9	5.288,6	5.034,2	5.101,8	5.297,0	5.215,2	
b) en francs belges ¹	303,9	360,8	358,0	367,3	375,5	465,3	496,9	536,7	511,2	537,7	513,2	574,5	587,9	561,7	596,2	
c) réserve monétaire : Grand-Duché de Luxembourg	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
Total des engagements envers l'étranger	1.678,1	2.306,8	3.208,3	3.702,4	4.517,4	5.455,1	5.824,3	6.082,3	5.906,7	5.693,9	5.802,1	5.609,0	5.690,0	5.859,0	5.811,7	(6)
B. Engagements envers les organismes nationaux principalement monétaires :																
1. Pièces et billets	13,3	12,5	12,8	13,5	13,5	17,0	12,9	14,3	15,5	15,8	13,9	16,1	14,0	15,6	* 14,1	(1)
2. Autres :																
a) envers la B.N.B.	3,6	4,3	4,9	4,4	4,6	6,5	3,5	4,7	4,1	5,2	5,9	3,5	3,7	4,4	4,3	
b) envers les organismes publics	9,2	3,8	6,6	6,3	3,2	4,8	6,6	5,8	5,2	2,6	6,8	8,2	5,3	11,7	4,3	
c) envers les banques de dépôts :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	
— bons de caisse et obligations	0,3	0,3	0,3	0,4	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	0,7	0,7	* 0,7	* 0,8	* 0,8	
— autres	203,1	248,4	315,8	405,3	474,7	443,6	504,3	500,3	539,9	526,2	* 532,3	* 509,0	* 498,8	* 480,7	* 429,1	
C. Engagements envers les autres secteurs nationaux :																
1. Stock monétaire :																
a) encaisses monétaires détenues par les entreprises ² et particuliers :																
— monnaie fiduciaire	371,7	378,9	385,8	384,9	398,8	397,5	388,5	410,8	390,1	394,3	389,4	416,8	402,7	415,6	402,9	(1)
— monnaie scripturale ³	388,8	385,9	403,0	432,3	490,1	480,5	488,8	540,9	509,1	530,3	* 538,7	* 602,3	* 551,4	* 583,0	* 597,3	(1)
b) monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics	44,1	41,9	36,1	39,6	42,1	56,2	38,4	57,8	40,5	40,1	* 48,0	* 38,0	* 47,7	* 42,0	* 42,6	(1)
2. Autres engagements envers les entreprises et particuliers ⁴ :																
a) en francs belges :																
— à un an au plus :																
— dépôts en carnets ou livrets ordinaires	361,2	362,9	377,5	384,5	423,7	462,7	475,8	489,0	500,9	532,2	541,3	553,5	570,5	607,3	626,1	(2)
— autres dépôts	295,9	328,3	347,8	404,5	431,5	467,2	505,5	462,0	471,6	484,6	* 514,9	* 490,4	* 524,6	* 565,8	* 593,1	(2)
— à plus d'un an :																
— dépôts	27,4	25,3	23,0	25,4	31,6	32,5	33,1	35,2	36,0	37,0	38,0	37,2	38,5	38,4	39,0	(3)
— bons de caisse et obligations	153,0	201,0	245,0	300,2	356,8	393,5	408,3	428,2	431,7	444,3	457,3	456,4	450,6	* 451,0	* 452,9	(3)
b) en monnaies étrangères : dépôts à un an au plus ..	37,7	54,1	103,8	125,8	128,6	137,8	143,9	133,1	129,2	123,6	138,9	120,1	128,4	113,3	119,5	(4)
3. Autres engagements :																
a) envers le Trésor	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(7)
b) envers les autres pouvoirs publics : à un an au plus (dépôts à terme)	0,2	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	* 0,3	* 0,3	* 0,3	* 0,3	* 0,3	(8)
c) envers les intermédiaires financiers :																
— le Fonds des Rentes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	(13)
— organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension : réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(15)
— les autres intermédiaires financiers :																
— réserve monétaire	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	—	(14)
— autres ⁵	1,1	12,9	13,4	13,0	15,8	11,6	16,3	16,2	14,8	17,2	17,9	13,6	20,6	18,6	22,8	(14)
D. Autres	446,1	539,9	610,5	662,8	715,6	808,9	795,5	817,2	864,2	830,1	* 853,1	* 821,5	* 809,6	* 852,3	* 891,5	(15)
TOTAL DU PASSIF ...	4.034,8	4.907,4	6.094,9	6.905,6	8.049,0	9.176,5	9.646,8	9.999,0	9.860,7	9.678,6	9.899,5	9.696,6	9.757,4	10.059,8	10.052,3	

¹ Pour la B.N.B., y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux autres que le F.M.I. ; pour les autres organismes principalement monétaires, y compris les engagements en francs belges envers les organismes internationaux établis en U.E.B.L.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

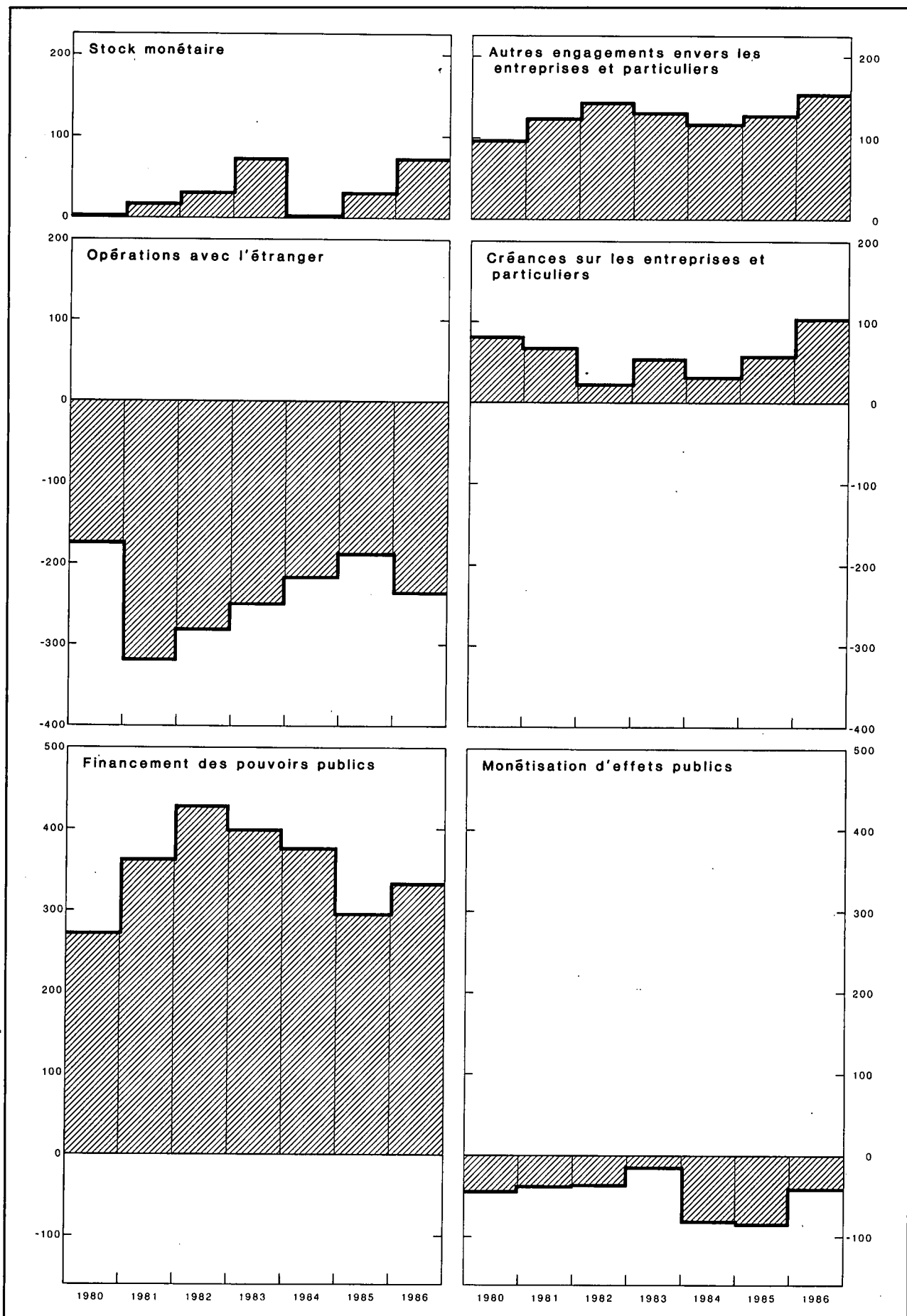
³ A l'exclusion du solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B., lequel est repris sous C. 3. c).

⁴ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

⁵ Des engagements autres que sous forme de dépôts, de bons de caisse et obligations, et de réserve monétaire (cf. note ⁴).

XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONÉTAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONÉTAIRES

(Variations en milliards de francs)



XIII - 3. — ORIGINES DES VARIATIONS DU STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Stock monétaire	Autres engagements envers les entreprises et particuliers ¹			Total (5) = (1) à (4) = (6) à (16)	Opérations avec l'étranger (solde courant + opérations en capital des entreprises ² et particuliers) ³	Créances sur les entreprises ⁴ et particuliers		Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires (augmentation : -) ⁷		Financement des pouvoirs publics		Monétisation d'effets publics		Créances sur des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires ¹⁰	Divers ¹¹
		En francs belges		En monnaies étrangères (dépôts à un an au plus)			Crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation ⁵	Obligations ⁶	de crédits commerciaux à l'étranger mobilisés auprès des banques belges	de crédits d'escompte et d'acceptation aux entreprises et particuliers	Etat ⁸	Autres pouvoirs publics ⁹	achats sur le marché par les organismes principalement monétaires	par l'intermédiaire du Fonds des Rentes		
		A un an au plus (dépôts)	A plus d'un an (dépôts, bons de caisse et obligations)													
	(1)	(2)	(3)	(4)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	
1979	+ 19,8	+ 62,8	+ 25,7	+ 8,0	+ 116,3	- 162,6	+ 142,6	- 0,2	- 7,8	- 1,0	+ 153,7	+ 31,8	- 44,5	+ 5,8	+ 0,9	- 2,4
1980	+ 2,0	+ 34,1	+ 45,9	+ 16,4	+ 98,4	- 175,5	+ 74,4	+ 6,8	- 13,4	- 3,9	+ 263,0	+ 6,2	- 29,9	- 14,8	+ 1,1	- 15,6
1981	+ 18,2	+ 34,1	+ 41,8	+ 49,8	+ 143,9	- 319,8	+ 72,2	- 5,0	+ 6,5	+ 2,8	+ 357,5	+ 5,4	- 29,4	- 9,7	+ 66,0	- 2,6
1982	+ 31,8	+ 63,7	+ 57,6	+ 22,0	+ 175,1	- 282,8	+ 24,3	- 2,0	- 2,9	+ 4,9	+ 408,1	+ 20,5	- 29,1	- 9,2	+ 43,3	0,0
1983	+ 74,3	+ 66,1	+ 62,7	+ 2,9	+ 206,0	- 250,0	+ 46,5	+ 9,3	- 5,1	- 1,0	+ 397,3	+ 2,7	- 26,7	+ 10,9	+ 25,9	- 3,8
1984	+ 3,2	+ 74,8	+ 37,5	+ 9,1	+ 124,6	- 216,5	+ 30,8	+ 2,0	- 1,4	- 4,3	+ 331,5	+ 61,3	- 78,0	- 19,1	+ 18,4	- 0,1
1985	+ 30,6	+ 86,9	+ 55,6	- 14,2	+ 158,9	- 188,2	+ 62,2	- 3,8	+ 10,8	- 0,8	+ 311,8	- 15,8	- 77,6	- 6,5	+ 41,1	+ 25,7
1986	+ 75,8	+ 156,3	+ 7,9	* - 10,3	* + 229,7	* - 235,3	+ 103,4	* + 1,9	+ 3,1	+ 3,1	* + 326,4	* + 8,3	* - 48,6	+ 7,1	* + 50,9	* + 9,4
1985 1 ^{er} trimestre	- 18,5	+ 51,4	+ 15,5	+ 6,1	+ 54,5	- 36,3	- 16,4	+ 0,0	- 5,2	+ 0,8	+ 130,3	- 38,6	- 12,7	- 2,4	+ 18,1	+ 16,9
2 ^e trimestre	+ 93,8	- 30,3	+ 21,9	- 10,8	+ 74,6	- 67,5	+ 37,9	- 2,9	+ 9,2	0,0	+ 116,8	+ 27,9	- 20,9	- 2,8	+ 4,3	- 27,4
3 ^e trimestre	- 69,8	+ 21,4	+ 4,4	- 3,9	- 47,9	- 54,2	- 31,9	- 0,9	+ 0,7	- 2,6	+ 52,0	- 11,5	- 25,6	+ 10,3	+ 17,2	- 1,4
4 ^e trimestre	+ 25,1	+ 44,4	+ 13,8	- 5,6	+ 77,7	- 30,2	+ 72,6	0,0	+ 6,1	+ 1,0	+ 12,7	+ 6,4	- 18,4	- 11,6	+ 1,5	+ 37,6
1986 1 ^{er} trimestre	+ 11,4	+ 39,3	+ 13,8	+ 15,3	+ 79,8	- 52,3	+ 14,9	+ 0,7	- 4,1	- 0,8	* + 127,4	* + 12,2	* - 18,3	- 2,1	- 11,4	* + 13,6
2 ^e trimestre	+ 81,0	- 12,2	- 1,8	- 18,8	+ 48,2	- 114,7	+ 39,3	- 0,6	+ 5,7	+ 1,0	* + 84,2	* - 6,2	* - 10,9	+ 19,2	+ 52,4	* - 21,2
3 ^e trimestre	- 55,3	+ 51,1	- 4,5	+ 8,3	- 0,4	- 39,2	- 15,6	+ 1,1	+ 2,1	+ 1,7	* + 21,8	* + 3,4	* - 6,3	- 6,0	* - 2,9	* + 39,5
4 ^e trimestre	+ 38,7	+ 78,1	+ 0,4	* - 15,1	* + 102,1	* - 29,1	+ 64,8	* + 0,7	- 0,6	+ 1,2	* + 93,0	* - 1,1	* - 13,1	- 4,0	* + 12,8	* - 22,5
1987 1 ^{er} trimestre	+ 2,3	+ 46,1	+ 2,5	* + 6,2	* + 57,1	* - 44,6	+ 34,4	* - 2,7	+ 1,7	- 3,4	* + 120,8	* - 0,7	* - 8,8	- 12,9	* + 19,5	* - 46,2

N.B. — Pour la méthode d'élaboration, voir note sub tableau XIII-1.

¹ Y compris les « autres engagements » — sous forme de dépôts, bons de caisse et obligations — envers les intermédiaires financiers autres que principalement monétaires et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

² Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

³ Ces chiffres ont été calculés sur base du mouvement des avoirs extérieurs nets en monnaies étrangères, lequel a été converti en francs belges au cours de change de la période; ils ne comprennent pas les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

⁴ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail et fonds de pension.

⁵ Variation de l'encours utilisé des crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation (à l'exclusion des effets qui servent à la mobilisation de créances commerciales sur l'étranger) accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires.

⁶ Y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁷ Il s'agit d'un refinancement net : crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires et refinancés par eux auprès d'autres intermédiaires financiers *moins* crédits accordés à leur origine par ces derniers et refinancés par eux auprès des organismes principalement monétaires.

⁸ Y compris la dette indirecte de l'Etat.

⁹ Y compris les organismes de sécurité sociale et sous déduction des engagements non monétaires envers les autres pouvoirs publics.

¹⁰ Sous déduction des engagements envers des intermédiaires financiers autres que principalement monétaires sous une forme autre que des dépôts ou des bons de caisse et obligations et les « passifs subordonnés » sous forme d'obligations et d'emprunts.

¹¹ Y compris les variations comptables que la contrevaletur en francs belges des encours en monnaies étrangères existant au début de la période peut avoir subies par suite de modifications dans les cours de change durant la période.

XIII - 4a. — STOCK MONETAIRE AUPRES DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers							Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics ⁶	Total général (10) = (8) + (9)	
	Monnaie fiduciaire			Monnaie scripturale						
	Billets et pièces du Trésor ²	Billets de la B.N.B.	Stock de monnaie fiduciaire ³	Auprès de la B.N.B. ⁴	Auprès des organismes publics ⁵	Auprès des banques	Total (7) = (4) à (6)			Total (8) = (3) + (7)
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)		
1977	11,7	335,4	339,2	0,5	86,0	278,6	365,1	704,3	37,2	741,5
1978	12,2	359,9	360,9	0,8	91,3	291,7	383,8	744,7	40,2	784,9
1979	12,7	371,8	371,8	0,7	91,3	296,8	388,8	760,6	44,1	804,7
1980	14,7	376,1	378,9	0,4	91,8	293,7	385,9	764,8	41,9	806,7
1981	15,7	382,2	385,8	0,9	95,2	306,9	403,0	788,8	36,1	824,9
1982	15,4	382,2	384,9	0,4	97,3	334,5	432,2	817,1	39,6	856,7
1983	15,4	395,9	398,8	0,2	96,2	393,7	490,1	888,9	42,1	931,0
1984 Décembre	15,6	398,2	397,5	0,3	86,8	393,4	480,5	878,0	56,2	934,2
1985 Mars	15,5	385,1	388,5	0,2	102,5	386,1	488,8	877,3	38,4	915,7
Juin	15,1	409,2	410,8	0,3	109,5	431,1	540,9	951,7	57,8	1.009,5
Septembre	14,3	389,7	390,1	0,2	95,6	413,2	509,0	899,1	40,5	939,6
Décembre	14,4	394,7	394,3	0,2	102,2	*427,8	*530,2	*924,5	*40,2	964,7
1986 Mars	14,3	387,8	389,4	0,3	107,0	*431,4	*538,7	*928,1	*48,0	976,1
Avril	14,4	387,5	389,7	0,3	123,6	*432,4	*556,3	*946,0	*43,9	989,9
Mai	14,6	404,3	406,1	0,4	132,3	*441,4	*574,1	*980,2	*46,4	1.026,6
Juin	14,8	417,2	416,8	0,3	120,4	*481,5	*602,2	*1.019,0	*38,1	1.057,1
Juillet	14,9	403,3	405,8	0,2	116,0	*446,4	*562,6	*968,4	*44,8	1.013,2
Août	14,9	402,8	406,1	0,3	*116,4	*427,1	*543,8	*949,9	*45,9	995,8
Septembre	14,9	400,6	402,7	0,2	*106,4	*444,9	*551,5	*954,2	*47,6	1.001,8
Octobre	14,9	403,4	406,0	0,3	*117,2	*440,9	*558,4	*964,4	*51,9	1.016,3
Novembre	14,9	404,2	407,1	0,2	*113,7	*445,9	*559,8	*966,9	*52,9	1.019,8
Décembre	15,1	415,1	415,6	0,2	*112,9	*469,9	*583,0	*998,6	*41,9	1.040,5
1987 Janvier	14,9	398,3	401,4	0,3	*140,1	*466,9	*607,3	*1.008,7	*40,9	1.049,6
Février	14,5	402,1	404,3	0,5	*114,3	*448,0	*562,8	*967,1	*39,6	1.006,7
Mars	14,5	401,1	402,9	0,3	*118,2	*476,3	*594,8	*997,7	*45,1	1.042,8

¹ Entreprises privées autres que principalement monétaires, intermédiaires financiers publics qui ne sont pas des organismes principalement monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Sous déduction des billets et pièces du Trésor détenus par la B.N.B.

³ Total des colonnes (1) et (2), sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les organismes publics monétaires et les banques.

⁴ Le solde créditeur du Fonds des Rentes à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

⁵ O.C.P. et Crédit Communal de Belgique.

⁶ Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant de la monnaie scripturale.

XIII - 4b. — STOCK MONETAIRE TOTAL

(milliards de francs)

Fin de période	Encaisses monétaires détenues par les entreprises ¹ et particuliers				Monnaie scripturale détenue par les pouvoirs publics			Total général	
	Monnaie fiduciaire ²	Monnaie scripturale			Total	Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers		Total
		Auprès des organismes principalement monétaires	Auprès des autres intermédiaires financiers	Total						(8) = (6) + (7)
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5) = (1) + (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)	
1977	333,7	361,2	47,0	408,2	741,9	37,2	5,2	42,4	784,3
1978	354,9	380,3	55,0	435,3	790,2	40,2	6,0	46,2	836,4
1979	364,4	384,4	67,2	451,6	816,0	44,1	8,6	52,7	868,7
1980	370,8	381,6	67,8	449,4	820,2	41,9	6,6	48,5	868,7
1981	375,2	397,5	80,4	477,9	853,1	36,1	6,9	43,0	896,1
1982	374,2	425,2	88,6	513,8	888,0	39,6	8,8	48,4	936,4
1983	390,2	477,2	96,5	573,7	963,9	42,1	12,3	54,4	1.018,3
1984 Décembre	385,4	459,3	104,1	563,4	948,8	56,1	8,0	64,1	1.012,9
1985 Mars	376,6	465,5	106,5	572,0	948,6	38,4	15,3	53,7	1.002,3
Juin	400,2	519,5	124,2	643,7	1.043,9	57,8	15,7	73,5	1.117,4
Septembre	382,3	489,2	118,4	607,6	989,9	40,5	13,7	54,2	1.044,1
Décembre	383,5	508,6	107,4	616,0	999,5	40,1	15,4	55,5	1.055,0
1986 Mars	379,2	515,3	103,3	618,6	997,8	48,0	12,8	60,8	1.058,6
Juin	405,8	580,0	121,6	701,6	1.107,4	38,0	18,9	56,9	1.164,3
Septembre	394,1	532,0	120,7	652,7	1.046,8	47,8	20,8	68,6	1.115,4
Décembre	404,1	562,7	116,8	679,5	1.083,6	42,0	14,8	56,8	1.140,4
1987 Mars	393,3	574,7	127,7	702,4	1.095,7	41,2	9,1	50,3	1.146,0

¹ Entreprises privées qui n'ont pas d'engagements monétaires, intermédiaires financiers publics qui n'ont pas d'engagements monétaires, et organismes publics d'exploitation.

² Colonne (3) du tableau XIII-4a, sous déduction des billets et pièces du Trésor et des billets de la B.N.B. détenus par les intermédiaires financiers qui, sans être des organismes principalement monétaires, ont des engagements monétaires.

XIII - 5a — AVOIRS EXTERIEURS NETS DES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période ¹			Variations ²						Variations	
	B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total (3) = (1) + (2)	Avoirs extérieurs nets après ajustement statistique			Opérations en capital des pouvoirs publics avec l'étranger ³	Refinancement en dehors des organismes principalement monétaires de crédits commerciaux sur l'étranger ⁴ (augmentation: -)	Opérations avec l'étranger ⁵ (solde courant + opérations en capital des entreprises et particuliers) (9) = (6) - (7) - (8)	Différence entre les données de la balance des paiements [col. (11)] et celles des organismes principalement monétaires [col. (6)] ⁶	Avoirs extérieurs nets suivant la balance des paiements de l'U.E.B.L. ⁷
				B.N.B.	Autres organismes principalement monétaires	Total						(4)	(5)	(6)	(10)	(11)
1979	232,2	- 265,7	- 33,5	- 35,1	-120,0	-155,1	+ 15,3	- 7,8	-162,6	+ 32,6	-122,5
1980	332,3	- 384,2	- 51,9	+ 11,8	-113,7	-101,9	+ 87,0	- 13,4	-175,5	+ 18,4	- 83,5
1981	274,1	- 505,1	-231,0	- 71,5	-103,2	-174,7	+138,7	+ 6,4	-319,8	+ 88,5	- 86,2
1982	238,1	- 592,3	-354,2	- 37,1	- 57,1	- 94,2	+191,5	- 2,9	-282,8	+ 89,4	- 4,8
1983	266,2	- 773,9	-507,7	- 24,2	-130,1	-154,3	+100,8	- 5,1	-250,0	+ 94,4	- 59,9
1984	317,3	- 929,6	-612,3	+ 48,3	-125,6	- 77,3	+140,6	- 1,4	-216,5	+ 62,4	- 14,9
1985	296,7	-1.019,8	-723,1	- 3,5	-130,6	-134,1	+ 43,3	+ 10,8	-188,2	+ 87,5	- 46,6
1986	272,0	-1.086,3	-814,3	- 6,3	-109,6	-115,9	+ 16,3	+ 3,1	-235,3	+118,3	+ 2,4
1985 1 ^{er} trimestre .	328,2	- 936,3	-608,1	+ 8,3	- 29,7	- 21,4	+ 20,1	- 5,2	- 36,3	+ 24,7	+ 3,3
2 ^e trimestre .	341,6	-1.012,6	-671,0	+ 14,5	- 52,9	- 38,4	+ 19,9	+ 9,2	- 67,5	+ 11,7	- 26,7
3 ^e trimestre .	306,0	- 962,9	-656,9	- 32,2	- 5,1	- 37,3	+ 16,2	+ 0,7	- 54,2	- 1,5	- 38,8
4 ^e trimestre .	296,7	-1.019,8	-723,1	+ 5,9	- 42,9	- 37,0	- 12,9	+ 6,1	- 30,2	+ 52,6	+ 15,6
1986 1 ^{er} trimestre .	282,1	-1.009,3	-727,2	- 4,9	- 12,7	- 17,6	+ 38,8	- 4,1	- 52,3	+ 35,6	+ 18,0
2 ^e trimestre .	309,3	-1.115,4	-806,1	+ 28,2	-114,7	- 86,5	+ 22,5	+ 5,7	-114,7	+ 32,4	- 54,1
3 ^e trimestre .	267,6	-1.111,3	-843,7	- 30,6	- 11,0	- 41,6	- 4,5	+ 2,1	- 39,2	+ 65,7	+ 24,1
4 ^e trimestre .	272,0	-1.086,3	-814,3	+ 1,0	+ 28,8	+ 29,8	+ 59,5	- 0,6	* - 29,1	- 15,4	+ 14,4
1987 1 ^{er} trimestre .	277,4	-1.140,9	-863,5	+ 2,1	- 71,4	- 69,3	* - 26,4	+ 1,7	* - 44,6	+ 16,0	- 53,3

¹ Une ventilation des avoirs extérieurs nets par principaux types de créances et d'engagements est donnée au tableau XIII-2.

² Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeurs en francs belges des encours en monnaies étrangères.

³ Ces montants comprennent notamment les emprunts à l'étranger de l'Etat, du Fonds des Routes, des pouvoirs publics subordonnés et des paraétatiques administratifs.

⁴ Crédits mobilisés auprès des banques belges.

⁵ Ce sont les chiffres de cette colonne, calculés comme le montre le présent tableau, qui sont repris à la colonne (6) du tableau XIII-3.

⁶ Cette différence est égale à :

— variations des avoirs extérieurs nets des organismes principalement monétaires de l'U.E.B.L. résultant des variations des avoirs ou engagements nets des banques luxembourgeoises vis-à-vis des pays autres que la Belgique et des institutions internationales établies en U.E.B.L. [ces variations sont comprises dans la colonne (11), mais non dans la colonne (6)].

— moins, a) variations des avoirs nets des banques belges vis-à-vis des résidents luxembourgeois; b) variations des effets publics luxembourgeois détenus par la B.N.B. (ces variations sont comprises dans la colonne (6) mais non dans la colonne (11)).

⁷ Cf. tableaux IX-1, 2, 3 et 4, rubrique 7.2.

XIII - 5b. — RESERVES DE CHANGE NETTES AU COMPTANT ET A TERME DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE ¹

(milliards de francs)

Périodes	Montants à fin de période											Variations aux cours de change des transactions ⁸	
	Avoirs bruts au comptant						Engagements bruts au comptant				Avoirs ou engagements (-) nets à terme ⁷		Total des réserves de change nettes
	Encaisse en or	Avoirs détenus auprès du F.M.I. ²	C.E.E. ³	Monnaies étrangères	Accords inter- nationaux ⁴	Total	A vue ⁵	A échéance déterminée ⁶	A échéance indéterminée : D.T.S., allocation cumulative nette	Total			
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (1) à (5)	(7)	(8)	(9)	(10) = (7) à (9)	(11)		(12) = (6) - (10) + (11)
1979	58,3	48,7	61,1	75,5	0,0	243,6	6,1	27,4	14,7	48,2	- 76,4	119,0	- 39,2
1980	58,2	48,0	110,7	114,8	0,8	332,5	7,1	0,0	19,2	26,3	- 125,4	180,8	+ 44,2
1981	58,2	50,4	33,6	112,0	1,0	255,2	9,5	2,8	23,6	35,9	- 123,9	95,4	- 93,3
1982	58,2	49,6	73,0	49,4	1,1	231,3	6,7	18,1	23,6	48,4	- 130,9	52,0	- 37,5
1983	58,2	45,5	139,2	47,5	1,3	291,7	6,9	48,2	23,6	78,7	- 171,9	41,1	- 22,1
1984	58,2	47,9	165,4	40,0	1,6	313,1	6,5	0,0	23,6	30,1	- 167,7	115,3	+ 67,2
1985	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	0,0	23,6	30,6	- 138,5	119,1	- 8,4
1986	58,2	41,9	138,9	34,7	2,4	276,1	6,1	0,0	23,6	29,7	- 120,5	125,9	+ 7,2
1985 2 ^e trimestre	58,2	44,4	182,4	45,9	1,2	332,1	5,6	0,0	23,6	29,2	- 161,4	141,5	+ 10,7
3 ^e trimestre	58,2	43,3	175,7	24,0	1,7	302,9	6,2	0,0	23,6	29,8	- 162,3	110,8	- 32,3
4 ^e trimestre	58,2	41,3	157,9	29,4	1,4	288,2	7,0	0,0	23,6	30,6	- 138,5	119,1	+ 5,6
1986 1 ^{er} trimestre	58,2	43,3	145,4	30,1	2,6	279,6	5,7	0,0	23,6	29,3	- 127,2	123,1	+ 2,4
2 ^e trimestre	58,2	43,0	143,4	58,9	2,5	306,0	5,1	0,0	23,6	28,7	- 152,4	124,9	+ 0,8
3 ^e trimestre	58,2	38,8	134,8	35,7	2,7	270,2	5,1	0,0	23,6	28,7	- 116,5	125,0	+ 2,4
4 ^e trimestre	58,2	41,9	138,9	34,7	2,4	276,1	6,1	0,0	23,6	29,7	- 120,5	125,9	+ 1,6
1987 1 ^{er} trimestre	58,1	40,5	136,5	45,5	2,7	283,3	6,4	0,0	23,6	30,0	- 121,3	132,0	+ 0,7
2 ^e trimestre	57,7	38,3	139,1	108,4	2,4	345,9	6,7	0,0	23,6	30,3	- 119,1	196,5	+ 70,9
1986 Juillet	58,2	38,2	136,5	57,2	2,5	292,6	5,2	0,0	23,6	28,8	- 140,2	123,6	+ 1,1
Août	58,2	38,2	134,8	40,3	2,7	274,2	4,7	0,0	23,6	28,3	- 121,7	124,2	+ 2,4
Septembre	58,2	38,8	134,8	35,7	2,7	270,2	5,1	0,0	23,6	28,7	- 116,5	125,0	- 1,1
Octobre	58,2	40,2	138,9	35,3	2,7	275,3	5,1	0,0	23,6	28,7	- 120,7	125,9	+ 1,0
Novembre	58,2	41,7	138,9	34,0	2,7	275,5	5,1	0,0	23,6	28,7	- 120,7	126,1	+ 0,5
Décembre	58,2	41,9	138,9	34,7	2,4	276,1	6,1	0,0	23,6	29,7	- 120,5	125,9	+ 0,1
1987 Janvier	58,2	41,0	136,5	37,6	2,4	275,7	7,5	0,0	23,6	31,1	- 120,4	124,2	- 3,7
Février	58,2	39,5	136,5	38,4	2,7	275,3	5,7	0,0	23,6	29,3	- 118,3	127,7	+ 5,3
Mars	58,1	40,5	136,5	45,5	2,7	283,3	6,4	0,0	23,6	30,0	- 121,3	132,0	- 0,9
Avril	57,7	40,4	139,0	66,8	2,7	306,6	5,8	0,0	23,6	29,4	- 119,8	157,4	+ 27,4
Mai	57,7	38,3	139,1	72,0	2,8	309,9	5,6	0,0	23,6	29,2	- 119,4	161,3	+ 12,5
Juin	57,7	38,3	139,1	108,4	2,4	345,9	6,7	0,0	23,6	30,3	- 119,1	196,5	+ 31,0
Juillet	57,7	36,4	143,8	118,2	2,9	359,0	5,2	0,0	23,6	28,8	- 121,1	209,1	+ 8,5

¹ Evaluées aux cours comptables utilisés dans le bilan officiel de la B.N.B. Non compris les avoirs et engagements éventuels vis-à-vis du Grand-Duché de Luxembourg.

² Comprendent a) les droits que possède l'Etat belge comme membre du F.M.I. et que la B.N.B. a été autorisée, par la loi du 9 juin 1969, à comptabiliser dans ses écritures comme avoirs propres, moyennant la prise en charge par elle des obligations incombant à l'Etat belge dans ce domaine, et b) les avances octroyées par la B.N.B. pour son compte propre au Fonds, au titre du « mécanisme pétrolier », de la « facilité de financement supplémentaire » et de la « politique d'accès élargi », en vertu d'accords conclus avec le Fonds et approuvés par le Gouvernement.

³ Comprendent les Ecus, ainsi que éventuellement la créance sur le F.E.C.O.M. au titre du financement à très court terme d'interventions intracommunautaires et le concours financier à moyen terme accordé par l'Etat belge et financé pour le compte de celui-ci par la B.N.B.

⁴ Comprendent les avances en francs belges consenties en vertu d'accords de paiement conclus par la Belgique avec des pays en dehors de la C.E.E. et dont l'exécution est régie par la convention du 15 juin 1972 entre l'Etat et la B.N.B.

⁵ Comprendent les montants inscrits aux comptes des banques centrales ou des gouvernements des pays qui bénéficient d'une aide financière dans le cadre des accords bilatéraux de prêt conclus par l'Etat, les autres engagements de la B.N.B. en francs belges envers l'étranger, en particulier envers les banques centrales et les institutions européennes, ainsi que les engagements à vue en monnaies étrangères.

⁶ Comprendent les engagements de la B.N.B. envers le F.E.C.O.M. découlant du financement à très court terme des interventions de soutien du franc belge.

⁷ Comprendent 20 p.c. de l'encaisse en or et des avoirs bruts en dollars, dont la Banque a fait apport au F.E.C.O.M. sous la forme de crédits croisés contre Ecus, et les Ecus revendus à terme au F.E.C.O.M. dans le cadre de ces mêmes crédits, ainsi que les monnaies étrangères à recevoir de résidents et à leur livrer.

⁸ Non compris les variations comptables que des modifications de cours de change peuvent avoir provoquées dans la contre-valeur en francs belges des encours en monnaies étrangères. Compte tenu, de plus, d'un ajustement qui vise à attribuer à la période suivante les transactions intervenues pendant une période, mais n'ayant pas encore été liquidées pendant cette dernière. Les chiffres de cette colonne correspondent à ceux de la rubrique « Total 1 à 8 » du tableau IX-5.

XIII - 6. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Destination économique apparente

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits aux entreprises et particuliers						Crédits à l'étranger				Total général (11) = (6) + (10)
	Financements spécifiques				Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée (5)	Total (6) = (1) à (5)	Financement spécifique de délais de paiement à l'exportation (7)	Crédits dont la destination économique n'a pu être identifiée		Total (10) = (7) à (9)	
	d'investissements industriels, agricoles et artisanaux ¹ (1)	de la construction et de transactions immobilières ² (2)	de ventes et prêts à tempérament ³ (3)	d'importations (4)				Crédits de caisse ⁴ (8)	Autres (9)		
1978 ⁵	61,7	114,0	102,0	32,9	430,9	741,5	102,5	210,3	13,8	326,6	1.068,1
1979	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	253,0	16,3	388,3	1.272,5
1979 ⁶	78,2	152,7	114,9	39,4	499,0	884,2	119,0	247,4	16,3	382,7	1.266,9
1980	91,6	168,4	115,6	31,4	551,6	958,6	126,0	381,5	11,7	519,2	1.477,8
1981	101,8	173,0	107,0	37,5	611,9	1.031,2	142,7	572,2	14,0	728,9	1.760,1
1982	112,3	170,5	105,1	32,2	634,9	1.055,0	153,2	685,5	11,8	850,5	1.905,5
1983 ⁵	122,8	170,7	105,3	28,3	674,7	1.101,8	157,8	781,1	16,2	955,1	2.056,9
1984	139,4	173,2	111,4	23,4	685,4	1.132,8	160,2	922,3	18,4	1.100,9	2.233,7
1985 Mars ⁵	144,1	172,1	111,5	25,0	663,8	1.116,5	161,1	906,1	13,9	1.081,1	2.197,6
Juin ⁵	146,0	175,4	118,5	24,0	690,5	1.154,5	154,4	936,4	15,7	1.106,5	2.261,0
Septembre ..	149,8	175,4	117,9	21,9	657,6	1.122,6	147,1	890,0	13,6	1.050,7	2.173,3
Décembre ...	154,2	180,9	128,3	21,9	709,8	1.195,1	146,6	817,2	14,0	977,8	2.172,9
1986 Mars	156,8	184,0	124,4	19,9	724,9	1.210,0	144,0	806,9	13,2	964,1	2.174,1
Juin	164,6	189,4	143,6	19,1	732,6	1.249,3	139,3	794,2	13,4	946,9	2.196,2
Septembre *	183,8	188,0	141,8	19,3	700,8	1.233,7	.	771,5	.	916,0	2.149,7
Décembre . *	194,0	198,4	146,6	17,5	742,0	1.298,5	.	764,4	.	910,1	2.208,6
1987 Mars	215,4	211,8	140,7	17,0	748,6	1.333,5	.	747,4	.	886,3	2.219,8

¹ Crédits octroyés dans le cadre des lois des 24 mai 1959, 17 juillet 1959, 18 juillet 1959, 15 février 1961, 14 juillet 1966 et 30 décembre 1970 (crédits subsidiés et/ou garantis), ainsi que crédits non « subsidiés et/ou garantis » dont une partie au moins a une durée initiale de 2 ans ou plus à condition toutefois qu'il ne s'agisse ni de crédits purement commerciaux, ni de crédits finançant principalement la construction ou l'achat d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.
² Crédits à des entreprises ayant pour objet social la construction immobilière et/ou la réalisation de travaux de génie civil, crédits à des sociétés immobilières et crédits qui ont pour destination principale le financement de l'achat ou de la construction d'immeubles d'habitation, de bureaux, d'écoles, de cliniques, etc.
³ Crédits aux acheteurs et vendeurs à tempérament (que les banques soient intervenues

ou non dans le contrat de vente), prêts personnels consentis directement par les banques et crédits octroyés par les banques aux sociétés de financement.
⁴ Y compris les promesses sur l'étranger, qui au tableau XIII-7 sont comprises dans la colonne (2) « Effets commerciaux ».
⁵ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.
⁶ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.
N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLIII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 7. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

Forme et localisation

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts				Crédits logés en dehors des banques de dépôts ¹			Crédits logés dans les banques de dépôts				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les banques ²
	Acceptations bancaires (1)	Effets commerciaux (2)	Avances (3)	Total (4) = (1) à (3) = (7) + (11)	Acceptations bancaires (5)	Effets commerciaux (6)	Total (7) = (5) + (6)	Acceptations bancaires (8)	Effets commerciaux (9)	Avances (10)	Total (11) = (8) à (10)		(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1978 ³	30,3	193,9	517,3	741,5	17,3	45,0	62,3	13,0	148,9	517,3	679,2	0,3
1979	34,7	207,0	642,5	884,2	20,7	44,7	65,4	14,0	162,3	642,5	818,8	0,2
1980	29,1	211,4	718,1	958,6	12,9	39,4	52,3	16,2	172,0	718,1	906,3	0,0
1981	37,0	204,2	790,0	1.031,2	21,5	43,6	65,1	15,5	160,6	790,0	966,1	0,0
1982	32,2	201,8	821,0	1.055,0	15,6	41,6	57,2	16,6	160,2	821,0	997,8	0,5
1983 ³	28,3	210,5	863,0	1.101,8	14,9	43,9	58,8	13,4	166,6	863,0	1.043,0	0,5
1984 Décembre	23,4	204,5	904,9	1.132,8	5,6	3,7	9,3	17,8	200,8	904,9	1.123,5	0,3
1985 Mars ³	25,0	213,8	877,7	1.116,5	5,2	2,7	7,9	19,8	211,1	877,7	1.108,6	0,2
Juin ³	24,0	210,8	919,7	1.154,5	4,9	3,1	8,0	19,1	207,7	919,7	1.146,5	0,2
Septembre	21,9	195,8	904,9	1.122,6	5,9	5,8	11,7	16,0	190,0	904,9	1.110,9	0,2
Décembre	21,8	206,7	966,6	1.195,1	6,4	15,6	22,0	15,4	191,1	966,6	1.173,1	0,2
1986 Mars	19,9	208,9	981,2	1.210,0	4,6	5,8	10,4	15,3	203,1	981,2	1.199,6	0,2
Juin	19,2	213,7	1.016,4	1.249,3	4,5	4,8	9,3	14,7	208,9	1.016,4	1.240,0	0,2
Septembre	19,3	207,2	1.007,2	1.233,7	4,2	4,4	8,6	15,1	202,8	1.007,2	1.225,1	0,1
Décembre	17,5	223,3	1.057,7	1.298,5	3,5	3,1	6,6	14,0	220,2	1.057,7	1.291,9	0,1
1987 Mars ⁵	17,1	173,2	1.143,2	1.333,5	5,4	4,3	9,7	11,7	168,9	1.143,2	1.323,8	0,1
B. Crédits à l'étranger												
1978 ³	34,4	80,5	211,7	326,6	17,9	36,3	54,2	16,5	44,2	211,7	272,4	2,4
1979	37,0	97,7	253,6	388,3	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	253,6	330,4	4,6
1979 ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	18,1	39,8	57,9	18,9	57,9	248,0	324,8	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	12,3	46,3	58,6	18,2	69,8	372,6	460,6	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	20,7	54,0	74,7	19,3	66,4	568,5	654,2	8,7
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	18,5	59,0	77,5	18,2	67,2	687,6	773,0	8,4
1983 ³	41,2	133,2	780,7	955,1	24,4	59,5	83,9	16,8	73,7	780,7	871,2	6,4
1984 Décembre	37,4	142,6	920,9	1.100,9	6,7	58,2	64,9	30,7	84,4	920,9	1.036,0	3,5
1985 Mars ³	41,4	131,0	908,7	1.081,1	11,9	56,7	68,6	29,5	74,3	908,7	1.012,5	4,3
Juin ³	37,0	135,1	934,4	1.106,5	8,7	54,6	63,3	28,3	80,5	934,4	1.043,2	4,6
Septembre	32,5	130,1	888,1	1.050,7	8,8	49,4	58,2	23,7	80,7	888,1	992,5	9,1
Décembre	32,9	129,0	815,9	977,8	13,2	45,7	58,9	19,7	83,3	815,9	918,9	1,5
1986 Mars	33,5	125,8	804,8	964,1	9,7	43,8	53,5	23,8	82,0	804,8	910,6	0,9
Juin	30,8	128,3	787,7	946,8	8,0	40,3	48,3	22,8	88,0	787,7	898,5	0,5
Septembre	26,8	130,2	759,0	916,0	5,6	37,1	42,7	21,2	93,1	759,0	873,3	0,3
Décembre	28,5	131,9	749,7	910,1	5,8	35,3	41,1	22,7	96,6	749,7	869,0	2,1
1987 Mars	26,6	109,3	750,4	886,3	5,6	31,5	37,1	21,0	77,8	750,4	849,2	1,2
C. Total												
1978 ³	64,7	274,4	729,0	1.068,1	35,2	81,3	116,5	29,5	193,1	729,0	951,6	2,7
1979	71,7	304,7	896,1	1.272,5	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	896,1	1.149,2	4,8
1979 ⁴	71,7	304,7	890,5	1.266,9	38,8	84,5	123,3	32,9	220,2	890,5	1.143,6	4,8
1980	59,6	327,5	1.090,7	1.477,8	25,2	85,7	110,9	34,4	241,8	1.090,7	1.366,9	9,2
1981	77,0	324,6	1.358,5	1.760,1	42,2	97,6	139,8	34,8	227,0	1.358,5	1.620,3	8,7
1982	68,9	328,0	1.508,6	1.905,5	34,1	100,6	134,7	34,8	227,4	1.508,6	1.770,8	8,9
1983 ³	69,5	343,7	1.643,7	2.056,9	39,3	103,4	142,7	30,2	240,3	1.643,7	1.914,2	6,9
1984 Décembre	60,8	347,1	1.825,8	2.233,7	12,3	61,9	74,2	48,5	285,2	1.825,8	2.159,5	3,8
1985 Mars ³	66,4	344,8	1.786,4	2.197,6	17,1	59,4	76,5	49,3	285,4	1.786,4	2.121,1	4,5
Juin ³	61,0	345,9	1.854,1	2.261,0	13,6	57,7	71,3	47,4	288,2	1.854,1	2.189,7	4,8
Septembre	54,4	325,9	1.793,0	2.173,3	14,7	55,2	69,9	39,7	270,7	1.793,0	2.103,4	9,3
Décembre	54,7	335,7	1.782,5	2.172,9	19,6	61,3	80,9	35,1	274,4	1.782,5	2.092,0	1,7
1986 Mars	53,4	334,7	1.786,0	2.174,1	14,3	49,6	63,9	39,1	285,1	1.786,0	2.110,2	1,1
Juin	50,0	342,0	1.804,1	2.196,1	12,5	45,1	57,6	37,5	296,9	1.804,1	2.138,5	0,7
Septembre	46,1	337,4	1.766,2	2.149,7	9,8	41,5	51,3	36,3	295,9	1.766,2	2.098,4	0,4
Décembre	46,0	355,2	1.807,4	2.208,6	9,3	38,4	47,7	36,7	316,8	1.807,4	2.160,9	2,2
1987 Mars ⁵	43,7	282,5	1.893,6	2.219,8	11,0	35,8	46,8	32,7	246,7	1.893,6	2.173,0	1,3

¹ Ces crédits sont localisés essentiellement à la B.N.B., à l'I.R.G., auprès d'autres intermédiaires financiers belges et à l'étranger.

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

⁵ Un transfert de 57,0 milliards a eu lieu des effets commerciaux vers les avances. Il résulte d'une modification dans la manière de comptabiliser les avances et prêts personnels par une importante institution financière.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 8. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER ET LOGES A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par la B.N.B. (crédits directs)			Effets réescomptés			Total général				Pour mémoire : Autres crédits logés à la B.N.B. ²
	Effets commerciaux (1)	Avances (2)	Total (3) = (1) + (2)	Acceptations bancaires (4)	Effets commerciaux (5)	Total (6) = (4) + (5)	Acceptations bancaires (7)	Effets commerciaux (8)	Avances (9)	Total (10) = (7) + (8) + (9) (3) + (6)		(11)
A. Crédits aux entreprises et particuliers											
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	12,1	34,9	47,0	12,1	35,4	0,1	47,6	5,7
1979	0,2	0,3	0,5	12,0	38,7	50,7	12,0	38,9	0,3	51,2	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	5,7	31,9	37,6	5,7	31,9	0,5	38,1	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	11,3	36,9	48,2	11,3	36,9	0,1	48,3	6,3
1982	0,0	0,5	0,5	9,7	34,8	44,5	9,7	34,8	0,5	45,0	8,3
1983 ¹	0,0	0,4	0,4	7,3	39,3	46,6	7,3	39,3	0,4	47,0	7,0
1984 Décembre ...	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
1985 Mars ¹	0,0	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,0
Juin ¹	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	1,7	7,7	9,4	1,7	7,7	0,0	9,4	0,1
1986 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,2	0,2	0,0	0,2	0,0	0,2	0,0
Juin	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
1987 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
B. Crédits à l'étranger											
1978 ¹	0,0	0,0	0,0	15,5	10,3	25,8	15,5	10,3	0,0	25,8	0,0
1979	0,0	0,0	0,0	14,2	7,9	22,1	14,2	7,9	0,0	22,1	0,0
1980	0,0	0,0	0,0	6,3	0,6	6,9	6,3	0,6	0,0	6,9	0,0
1981	0,0	0,0	0,0	16,4	14,6	31,0	16,4	14,6	0,0	31,0	0,1
1982	0,0	0,0	0,0	14,5	16,9	31,4	14,5	16,9	0,0	31,4	0,2
1983 ¹	0,0	0,0	0,0	12,8	15,5	28,3	12,8	15,5	0,0	28,3	1,3
1984 Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,0	10,7	0,0
1985 Mars ¹	0,0	0,0	0,0	0,5	10,7	11,2	0,5	10,7	0,0	11,2	0,0
Juin ¹	0,0	0,0	0,0	3,2	11,9	15,1	3,2	11,9	0,0	15,1	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,4	8,9	9,3	0,4	8,9	0,0	9,3	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	7,5	7,8	15,3	7,5	7,8	0,0	15,3	0,2
1986 Mars	0,0	0,0	0,0	1,7	6,3	8,0	1,7	6,3	0,0	8,0	0,3
Juin	0,0	0,0	0,0	3,7	4,7	8,4	3,7	4,7	0,0	8,4	0,1
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,1	2,5	2,6	0,1	2,5	0,0	2,6	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	2,0	0,0	2,0	0,0
1987 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0
C. Total											
1978 ¹	0,5	0,1	0,6	27,6	45,2	72,8	27,6	45,7	0,1	73,4	5,7
1979	0,2	0,3	0,5	26,2	46,6	72,8	26,2	46,8	0,3	73,3	7,6
1980	0,0	0,5	0,5	12,0	32,5	44,5	12,0	32,5	0,5	45,0	2,6
1981	0,0	0,1	0,1	27,7	51,5	79,2	27,7	51,5	0,1	79,3	6,4
1982	0,0	0,5	0,5	24,2	51,7	75,9	24,2	51,7	0,5	76,4	8,5
1983 ¹	0,0	0,4	0,4	20,1	54,8	74,9	20,1	54,8	0,4	75,3	8,3
1984 Décembre ...	0,0	0,1	0,1	0,5	10,2	10,7	0,5	10,2	0,1	10,8	0,0
1985 Mars ¹	0,0	0,1	0,1	0,5	10,7	11,2	0,5	10,7	0,1	11,3	0,0
Juin ¹	0,0	0,0	0,0	3,2	11,9	15,1	3,2	11,9	0,0	15,1	0,0
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,4	8,9	9,3	0,4	8,9	0,0	9,3	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	9,2	15,5	24,7	9,2	15,5	0,0	24,7	0,3
1986 Mars	0,0	0,0	0,0	1,7	6,5	8,2	1,7	6,5	0,0	8,2	0,3
Juin	0,0	0,0	0,0	3,7	4,7	8,4	3,7	4,7	0,0	8,4	0,1
Septembre ..	0,0	0,0	0,0	0,1	2,5	2,6	0,1	2,5	0,0	2,6	0,0
Décembre ...	0,0	0,0	0,0	0,0	2,0	2,0	0,0	2,0	0,0	2,0	0,0
1987 Mars	0,0	0,0	0,0	0,0	0,5	0,5	0,0	0,5	0,0	0,5	0,0

¹ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

² Effets commerciaux

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 9. — ENCOURS UTILISES DES CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES ORGANISMES PRINCIPALEMENT MONETAIRES AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

(milliards de francs)

Fin de période	Crédits accordés à leur origine par les organismes principalement monétaires				Crédits logés en dehors des organismes principalement monétaires			Crédits logés dans les organismes principalement monétaires				Pour mémoire : Autres crédits logés dans les organismes principalement monétaires ²
	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Total	Acceptations bancaires	Effets commerciaux	Avances	Total	
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3) = (7) + (11)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8)	(9)	(10)	(11) = (8) à (10)	(12)
A. Crédits aux entreprises et particuliers												
1978 ³	30,3	194,4	517,4	742,1	4,6	7,3	11,9	25,7	187,1	517,4	730,2	6,0
1979	34,7	207,2	642,8	884,7	8,7	6,0	14,7	26,0	201,2	642,8	870,0	7,8
1980	29,1	211,4	718,6	959,1	6,8	6,5	13,3	22,3	204,9	718,6	945,8	2,6
1981	37,0	204,2	790,1	1.031,3	9,4	4,9	14,3	27,6	199,3	790,1	1.017,0	6,3
1982	32,2	201,8	821,5	1.055,5	5,9	6,0	11,9	26,3	195,8	821,5	1.043,6	8,8
1983 ³	28,3	210,5	863,4	1.102,2	7,6	4,0	11,6	20,7	206,5	863,4	1.090,6	7,5
1984 Décembre	23,4	204,5	905,0	1.132,9	5,3	3,5	8,8	18,1	201,0	905,0	1.124,1	0,3
1985 Mars ³	25,0	213,8	877,8	1.116,6	5,2	2,7	7,9	19,8	211,1	877,8	1.108,7	0,2
Juin ³	24,0	210,8	919,7	1.154,5	4,9	3,1	8,0	19,1	207,7	919,7	1.146,5	0,2
Septembre	21,9	195,8	904,9	1.122,6	5,6	5,0	10,6	16,3	190,8	904,9	1.112,0	0,2
Décembre	21,8	206,7	966,6	1.195,1	4,2	5,3	9,5	17,6	201,4	966,6	1.185,6	0,3
1986 Mars	19,9	208,9	981,2	1.210,0	4,6	5,6	10,2	15,3	203,3	981,2	1.199,8	0,2
Juin	19,2	213,7	1.016,4	1.249,3	4,5	4,8	9,3	14,7	208,9	1.016,4	1.240,0	0,2
Septembre	19,3	207,2	1.007,2	1.233,7	4,2	3,3	7,5	15,1	203,9	1.007,2	1.226,2	0,1
Décembre	17,5	223,3	1.057,7	1.298,5	3,5	2,8	6,3	14,0	220,5	1.057,7	1.292,2	0,1
1987 Mars ⁵	17,1	173,2	1.143,2	1.333,5	5,4	4,3	9,7	11,7	168,9	1.143,2	1.323,8	0,1
B. Crédits à l'étranger												
1978 ³	34,4	80,5	211,7	326,6	2,1	26,0	28,1	32,3	54,5	211,7	298,5	2,4
1979	37,0	97,7	253,6	388,3	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	253,6	352,5	4,6
1979 ⁴	37,0	97,7	248,0	382,7	3,9	31,9	35,8	33,1	65,8	248,0	346,9	4,6
1980	30,5	116,1	372,6	519,2	4,8	44,5	49,3	25,7	71,6	372,6	469,9	9,2
1981	40,0	120,4	568,5	728,9	4,0	38,7	42,7	36,0	81,7	568,5	686,2	8,8
1982	36,7	126,2	687,6	850,5	3,8	41,8	45,6	32,9	84,4	687,6	804,9	8,6
1983 ³	41,2	133,2	780,7	955,1	8,7	42,0	50,7	32,5	91,2	780,7	904,4	7,7
1984 Décembre	37,4	142,6	920,9	1.100,9	5,8	46,4	52,2	31,6	96,2	920,9	1.048,7	3,5
1985 Mars ³	41,4	131,0	908,7	1.081,1	11,4	46,0	57,4	30,0	85,0	908,7	1.023,7	4,3
Juin ³	37,0	135,1	934,4	1.106,5	5,5	42,7	48,2	31,5	92,4	934,4	1.058,3	4,6
Septembre	32,5	130,1	888,1	1.050,7	7,5	40,0	47,5	25,0	90,1	888,1	1.003,2	9,1
Décembre	32,9	129,0	815,9	977,8	4,7	36,7	41,4	28,2	92,3	815,9	936,4	1,7
1986 Mars	33,5	125,8	804,8	964,1	8,0	37,5	45,5	25,5	88,3	804,8	918,6	1,2
Juin	30,8	128,3	787,7	946,8	4,3	35,6	39,9	26,5	92,7	787,7	906,9	0,6
Septembre	26,8	130,2	759,0	916,0	4,2	33,5	37,7	22,6	96,7	759,0	878,3	0,3
Décembre	28,5	131,9	749,7	910,1	5,2	33,1	38,3	23,3	98,8	749,7	871,8	2,1
1987 Mars	26,6	109,3	750,4	886,3	5,6	31,0	36,6	21,0	78,3	750,4	849,7	1,2
C. Total												
1978 ³	64,7	274,9	729,1	1.068,7	6,7	33,3	40,0	58,0	241,6	729,1	1.028,7	8,4
1979	71,7	304,9	896,4	1.273,0	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	896,4	1.222,5	12,4
1979 ⁴	71,7	304,9	890,8	1.267,4	12,6	37,9	50,5	59,1	267,0	890,8	1.216,9	12,4
1980	59,6	327,5	1.091,2	1.478,3	11,6	51,0	62,6	48,0	276,5	1.091,2	1.415,7	11,8
1981	77,0	324,6	1.358,6	1.760,2	13,4	43,6	57,0	63,6	281,0	1.358,6	1.703,2	15,1
1982	68,9	328,0	1.509,1	1.906,0	9,7	47,8	57,5	59,2	280,2	1.509,1	1.848,5	17,4
1983 ³	69,5	343,7	1.644,1	2.057,3	16,3	46,0	62,3	53,2	297,7	1.644,1	1.995,0	15,2
1984 Décembre	60,8	347,1	1.825,9	2.233,8	11,1	49,9	61,0	49,7	297,2	1.825,9	2.172,8	3,8
1985 Mars ³	66,4	344,8	1.786,5	2.197,7	16,6	48,7	65,3	49,8	296,1	1.786,5	2.132,4	4,5
Juin ³	61,0	345,9	1.854,1	2.261,0	10,4	45,8	56,2	50,6	300,1	1.854,1	2.204,8	4,8
Septembre	54,4	325,9	1.793,0	2.173,3	13,1	45,0	58,1	41,3	280,9	1.793,0	2.115,2	9,3
Décembre	54,7	335,7	1.782,5	2.172,9	8,9	42,0	50,9	45,8	293,7	1.782,5	2.122,0	2,0
1986 Mars	53,4	334,7	1.786,0	2.174,1	12,6	43,1	55,7	40,8	291,6	1.786,0	2.118,4	1,4
Juin	50,0	342,0	1.804,1	2.196,1	8,8	40,4	49,2	41,2	301,6	1.804,1	2.146,9	0,8
Septembre	46,1	337,4	1.766,2	2.149,7	8,4	36,8	45,2	37,7	300,6	1.766,2	2.104,5	0,4
Décembre	46,0	355,2	1.807,4	2.208,6	8,7	35,9	44,6	37,3	319,3	1.807,4	2.164,0	2,2
1987 Mars ⁵	43,7	282,5	1.893,6	2.219,8	11,0	35,3	46,3	32,7	247,2	1.893,6	2.173,5	1,3

¹ Crédits logés à la B.N.B., dans les banques de dépôts et dans les organismes publics monétaires (y compris les crédits que l'I.R.G. finance par un recours aux organismes principalement monétaires).

² Effets commerciaux.

³ Y compris les effets venus à échéance au dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

⁴ Nouvelle série : l'écart par rapport à l'ancienne série résulte de l'élimination des crédits aux Etats membres des Communautés Européennes.

⁵ Un transfert de 57,0 milliard a eu lieu des effets commerciaux vers les avances. Il résulte d'une modification dans la manière de comptabiliser les avances et prêts personnels par une importante institution financière.

N.B. Pour la méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'information et de Documentation*, XLII^e année, tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 et *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LI^e année, tome I, n° 1, janvier 1976.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.
Encaisse en or	72,5	58,3	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2	58,2
Fonds Monétaire International :									
Participation	19,4	18,1	18,1	15,3	14,6	23,7	25,0	22,8	22,5
Prêts	0,7	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	20,1	23,2	24,2	30,6	32,7	19,4	22,1	16,0	13,6
Écus	—	61,1	110,7	33,6	73,0	139,2	165,4	157,9	138,9
Monnaies étrangères	106,1	75,5	114,8	112,0	49,4	47,5	40,0	29,4	34,7
Monnaies étrangères et or à recevoir :									
Fonds Européen de Coopération Monétaire	0,0	35,7	40,1	39,6	35,7	26,7	30,2	18,1	18,4
Autres	0,0	2,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	2,4	0,0
Accords internationaux	0,4	0,0	0,8	1,0	1,1	1,3	1,6	1,4	2,4
Avances au F.M.I.	9,4	7,4	5,7	4,5	2,3	2,4	0,8	2,5	5,9
Fonds Européen de Coopération Moné- taire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. : Concours financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or à terme .	11,9	19,6	3,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effets de commerce	79,0	80,6	47,1	85,6	84,4	83,2	10,7	25,0	2,0
Avances sur nantissement :									
Organismes régis par une loi spéciale	14,2	23,5	10,3	0,1	—	—	—	—	—
Banques	2,0	0,2	0,1	0,5	—	—	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,6	0,0	0,0	0,0	—	—	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	0,1	0,0	2,2	0,7	0,0
Intermédiaires financiers du secteur public et Fonds des Rentes	—	—	—	—	0,0	13,7	0,0	0,0	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	0,5	0,4	0,1	0,0	0,0
Effets publics :									
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes	16,0	52,5	77,1	149,5	181,1	188,4	200,6	182,2	209,4
Monnaies divisionnaires et d'appoint ..	0,4	0,4	0,6	0,7	0,9	0,9	0,7	1,0	1,0
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :									
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	2,0	3,4	4,3	4,4	4,4	4,6	4,4	4,4	4,4
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Bons du Trésor spéciaux	—	—	—	—	—	—	—	—	—
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4	3,4
Valeurs à recevoir	9,2	18,8	22,3	3,4	9,0	1,6	8,6	2,9	2,3
Fonds publics	6,5	7,2	8,0	8,9	10,1	11,6	12,9	14,3	16,2
Immeubles, matériel et mobilier	2,2	2,2	2,2	2,3	2,4	2,9	3,4	4,4	5,4
Valeurs de la Caisse de Pensions du Per- sonnel	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0	19,7	—
Comptes transitoires	1,5	2,0	2,1	2,9	13,4	14,3	19,1	16,2	14,8
Total de l'actif	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — BILANS DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1978 31 déc.	1979 31 déc.	1980 31 déc.	1981 31 déc.	1982 31 déc.	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.
Billets en circulation	359,9	371,8	376,1	382,2	382,2	395,9	398,2	394,7	415,1
Comptes courants et divers :									
Trésor public, compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Organismes régis par une loi spéciale	2,9	1,5	1,8	4,1	—	—	—	—	—
Banques de Belgique	0,4	0,3	0,4	0,4	—	—	—	—	—
Entreprises et particuliers	0,7	0,9	0,6	0,8	—	—	—	—	—
Banques à l'étranger, comptes ordin.	1,1	1,4	1,2	1,5	—	—	—	—	—
Valeurs à payer	3,3	3,8	4,8	4,1	—	—	—	—	—
Intermédiaires financiers du secteur privé	—	—	—	—	0,4	0,3	0,4	0,2	0,2
Intermédiaires financiers du secteur public	—	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres institutions du secteur public	—	—	—	—	0,9	0,8	0,8	0,8	0,1
Entreprises privées et publiques, et particuliers	—	—	—	—	0,1	0,2	0,3	0,2	0,2
Banques à l'étranger et institutions in- ternationales, comptes ordinaires .	—	—	—	—	2,3	2,3	2,1	2,5	1,7
Valeurs à payer	—	—	—	—	28,0	16,4	26,9	21,1	9,2
Accords internationaux :									
Accords d'aide financière	2,0	3,4	4,3	4,5	4,4	4,6	4,3	4,5	4,4
Autres accords	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Fonds Monétaire International :									
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	10,2	14,7	19,2	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Moné- taire	26,7	27,4	0,0	2,8	18,1	48,2	0,0	0,0	0,0
Ecus à livrer au Fonds Européen de Coopération Monétaire	—	86,3	162,4	163,5	166,6	198,6	197,9	156,5	138,9
Réserve monétaire :									
Belgique	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or à livrer	16,2	28,1	3,1	0,0	0,0	0,0	0,0	2,5	0,0
Caisse de Pensions du Personnel	10,3	11,8	13,1	14,2	15,3	16,7	18,0	19,7	—
Comptes transitoires	16,5	18,2	40,6	29,1	8,7	9,8	10,7	10,4	10,9
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Fonds de Réserve :									
Réserve statutaire	1,3	1,4	1,4	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9	2,0
Réserve extraordinaire	3,4	4,1	4,9	6,1	7,3	8,1	9,0	9,9	11,9
Compte d'amortissement des immeu- bles, matériel et mobilier	2,0	2,1	2,1	2,1	2,2	2,6	3,0	3,9	4,8
Bénéfice net à répartir	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0	1,0	1,1
Total du passif	458,8	578,3	637,2	641,7	663,0	731,1	698,4	653,9	624,5

N.B. Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

ACTIF

Rubriques	1986 5 mai	1987 4 mai	1986 9 juin	1987 5 juin	1986 7 juillet	1987 6 juillet	1986 4 août	1987 10 août
Encaisse en or	58,2	57,7	58,2	57,7	58,2	57,7	58,2	57,8
Fonds Monétaire International :								
Participation	22,5	20,0	22,3	20,0	22,3	20,4	22,2	19,3
Prêts	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Droits de tirage spéciaux	14,5	13,0	14,7	12,5	14,7	10,5	10,0	10,6
Ecus	143,4	139,1	143,4	139,1	136,5	139,1	134,8	143,7
Monnaies étrangères	33,8	70,3	78,5	78,3	55,8	115,7	57,3	125,5
Monnaies étrangères et or¹ à recevoir:								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	18,0	20,7	18,0	20,7	18,4	20,7	18,4	23,4
Autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à recevoir :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Accords internationaux	2,7	2,7	2,4	2,8	2,5	2,4	2,6	2,9
Avances au F.M.I.	6,0	5,7	5,9	5,7	5,9	5,4	5,9	5,4
Fonds Européen de Coopération Monétaire :								
Financement à très court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
C.E.E. :								
Concours financier à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Débiteurs pour change et or, à terme	2,8	—	46,9	—	24,5	—	22,4	—
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	2,8	1,0	46,9	0,6	24,5	0,8	22,4	6,0
Effets de commerce	7,0	0,5	8,2	3,9	12,0	1,1	4,2	0,5
Avances sur nantissement	0,1	0,0	0,0	0,0	15,5	0,0	5,7	0,0
Effets publics^a :								
Effets publics belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
Effets publics luxembourgeois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Concours spécial au Fonds des Rentes ^b	182,5	167,5	150,6	172,7	169,3	150,1	172,9	116,4
Monnaies divisionnaires et d'appoint	1,0	1,2	1,0	1,1	1,0	1,3	1,1	1,5
Avoirs à l'Office des Chèques Postaux :								
Compte A	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Compte B	3,8	4,0	3,7	4,0	3,3	3,9	3,5	3,8
Créance consolidée sur l'Etat	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0	34,0
Ajustement provisoire résultant de la loi du 3 juillet 1972	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Fonds publics	16,2	19,2	16,2	19,2	16,2	19,2	16,2	19,2
Immeubles, matériel et mobilier	4,4	5,4	4,4	5,4	4,4	5,4	4,4	5,4
Valeurs de la Caisse de Pensions du Personnel ..	21,5	—	—	—	—	—	—	—
Divers	19,4	20,6	30,6	21,2	17,1	19,8	20,7	27,2
	632,3	623,1	679,5	639,4	652,1	648,0	635,0	643,1
COMPTE D'ORDRE :								
Office des Chèques Postaux²	19,9	15,2	19,2	15,1	18,8	13,8	18,0	12,9
^a Montant maximum du portefeuille d'effets publics :								
— belges	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0	37,0
— luxembourgeois	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2
(Convention du 15 juillet 1977 entre l'Etat et la Banque).								
^b Montant cumulé maximum du concours ³	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0	210,0

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Du 6 janvier 1986 au 23 juin 1986 : Monnaies étrangères, Ecus et or.

² Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

³ Le « Concours spécial au Fonds des Rentes » peut prendre la forme d'une avance spéciale ou d'une souscription aux certificats émis par le Fonds des Rentes. (Protocole du 15 juillet 1977 entre le Ministre des Finances, le Fonds des Rentes et la Banque).

XIII - 10. — SITUATIONS HEBDOMADAIRES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

PASSIF

Rubriques	1986 5 mai	1987 4 mai	1986 9 juin	1987 5 juin	1986 7 juillet	1987 6 juillet	1986 4 août	1987 10 août
Billets en circulation	394,4	411,6	408,1	426,6	420,2	434,7	406,6	417,6
Comptes courants :								
Trésor public : Compte ordinaire	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Banques à l'étranger et institutions internationales, comptes ordinaires	1,5	1,7	1,5	1,6	2,0	3,4	2,3	1,4
Comptes courants divers et valeurs à payer ..	16,7	12,7	27,3	13,2	11,4	6,4	11,8	10,9
Accords internationaux :								
Accords d'aide financière	3,8	4,0	3,7	4,0	3,3	3,9	3,4	3,8
Autres accords	0,0	—	0,0	—	0,0	—	0,0	0,0
Fonds Monétaire International :								
Droits de tirage spéciaux, allocation cumulative nette	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6	23,6
Fonds Européen de Coopération Monétaire :								
Financement à très court terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ecus à livrer :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	143,4	139,1	143,4	139,1	136,5	139,1	134,8	143,7
Autres	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Réserve monétaire :								
Belgique	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Grand-Duché de Luxembourg	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies étrangères et or¹ à livrer :								
Fonds Européen de Coopération Monétaire ..	—	0,0	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	2,8	0,7	46,9	0,7	24,5	0,9	22,1	6,0
Caisse de Pensions du Personnel	21,5	—	—	—	—	—	—	—
Divers	8,4	10,4	8,8	11,3	14,4	16,8	14,2	16,9
Capital	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Réserves et comptes d'amortissement	15,8	18,9	15,8	18,9	15,8	18,8	15,8	18,8
	632,3	623,1	679,5	639,4	652,1	648,0	635,0	643,1
COMPTE D'ORDRE :								
Ministres de l'Education nationale ²	19,9	15,2	19,2	15,1	18,8	13,8	18,0	12,9

N.B. — Le Rapport annuel de la B.N.B. donne en annexe, toutes les situations hebdomadaires de l'année à laquelle il se rapporte. Il comporte également un commentaire succinct des principaux postes du bilan.

¹ Du 6 janvier 1986 au 23 juin 1986 : Monnaies étrangères, Ecus et or.

² Avoirs pour compte des Ministres de l'Education nationale à l'Office des Chèques Postaux (loi du 11 juillet 1973 - législation de l'enseignement).

XIII - 11. — COMPTES DE CHEQUES POSTAUX

Source : O.C.P.

	Nombre de comptes	Avoir global ¹	Avoirs des particuliers ²	Crédit		Débit		Mouvement général	Capitaux traités sans emploi d'espèces
				Versements et divers	Virements	Chèques et divers	Virements		
	(fin de période)	(moyennes journalières) ³	(moyennes mensuelles ou mois)						(%)
	(milliers)	(milliards de francs)						(%)	
1979	1.116	212,2	80,8	348,0	645,9	348,4	645,9	1.988,1	96
1980	1.120	214,7	81,3	374,0	690,1	373,0	690,1	2.127,2	96
1981	1.190	219,0	83,4	399,2	754,6	400,9	754,6	2.309,3	96
1982	1.271	239,3	86,8	431,5	823,5	430,9	823,5	2.509,5	96
1983	1.268	266,2	87,0	447,1	855,2	447,9	855,2	2.605,4	97
1984	1.261	247,0	85,2	477,2	894,2	473,9	894,2	2.739,5	97
1985	1.257	256,2	88,0	498,1	941,0	498,8	941,0	2.878,9	97
1986	1.232	286,6	95,4	500,1	966,4	495,7	966,3	2.928,5	97
1985 1 ^{er} trimestre	1.261	272,9	89,4	504,1	1.029,1	518,9	1.029,1	3.081,2	97
2 ^e trimestre	1.252	258,7	90,8	533,1	997,9	525,9	997,9	3.054,8	97
3 ^e trimestre	1.259	244,7	85,4	461,6	851,2	474,4	851,2	2.638,4	97
4 ^e trimestre	1.257	248,4	86,3	493,7	885,6	476,2	885,6	2.741,1	97
1986 1 ^{er} trimestre	1.243	278,0	94,0	505,4	1.034,5	508,9	1.034,5	3.083,3	97
2 ^e trimestre	1.237	314,5	103,5	535,2	1.023,8	519,6	1.023,8	3.102,4	97
3 ^e trimestre	1.235	286,4	92,6	472,1	922,2	497,1	922,2	2.813,6	97
4 ^e trimestre	1.232	267,5	91,6	487,8	884,9	457,0	884,9	2.714,6	97
1987 1 ^{er} trimestre	1.209	305,8	99,8	523,0	1.097,7	539,1	1.097,7	3.257,5	97
1986 Mai	1.239	304,0	115,7	529,1	988,8	474,1	988,8	2.980,8	96
Juin	1.237	348,3	105,6	539,7	1.078,4	567,4	1.078,4	3.263,9	97
Juillet	1.237	331,5	92,0	551,3	1.052,6	575,9	1.052,6	3.232,4	98
Août	1.236	257,5	94,7	433,8	845,5	441,0	845,5	2.565,8	97
Septembre	1.235	270,1	91,0	431,2	868,5	474,3	868,5	2.642,5	97
Octobre	1.234	276,4	88,6	507,0	914,9	485,1	914,9	2.821,9	97
Novembre	1.233	243,7	93,6	446,2	882,9	425,6	882,9	2.637,6	97
Décembre	1.232	282,5	92,7	510,3	856,9	460,3	856,9	2.684,4	97
1987 Janvier	1.214	337,0	98,9	529,4	1.128,1	548,6	1.128,1	3.334,2	98
Février	1.211	287,1	104,0	532,8	1.100,2	557,6	1.100,2	3.290,8	97
Mars	1.209	293,2	96,5	507,0	1.064,6	511,2	1.064,6	3.147,4	97
Avril	1.208	311,5	98,1	550,4	1.013,1	537,7	1.013,1	3.114,3	98
Mai	1.207	281,0	104,8	544,3	1.032,3	541,6	1.032,3	3.150,5	97

¹ Y compris l'avoir des particuliers et celui des comptables de l'Etat.

² Les chiffres des avoirs des particuliers à fin de période sont publiés à la situation de la dette publique (cf. tableau XVI-3a).

³ Moyenne des avoirs à la fin de chaque jour, ouvrable ou non, du mois. Quand il s'agit d'un jour non ouvrable, l'avoir repris est celui du jour ouvrable précédent.

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1986 31 mai	1987 31 mai	1986 30 juin	1987 30 juin
Caisse, Banque Nationale, Chèques Postaux, C.N.C.P.	14,2	18,5	16,2	15,9	14,1	15,1	17,6	16,0
Prêts au jour le jour	90,4	146,6	175,0	206,9	210,1	286,2	157,1	294,5
Banquiers	2.119,0	2.462,2	2.520,2	2.366,2	2.448,5	2.317,7	2.331,8	2.389,0
Maison-mère, succursales et filiales	949,9	1.133,1	1.338,9	1.509,1	1.315,8	1.601,2	1.307,9	1.627,3
Autres valeurs à recevoir à court terme	49,4	64,2	68,4	70,7	83,2	92,0	90,4	97,8
Portefeuille-effets	823,5	885,9	938,1	1.185,0	1.104,2	1.210,9	1.151,4	1.215,3
a) Effets publics	562,9	569,7	644,5	843,6	783,3	937,0	832,5	942,0
b) Effets commerciaux ^a	260,6	316,2	293,6	341,4	320,9	273,9	318,9	273,3
Reports et avances sur titres	2,1	2,8	4,3	6,8	6,8	5,0	5,0	5,3
Débiteurs par acceptations	69,5	60,8	54,8	46,0	50,2	42,7	50,0	42,5
Débiteurs divers	1.844,4	2.059,5	1.974,1	1.930,7	1.949,3	2.096,8	1.945,0	2.134,1
Valeurs mobilières	914,7	1.122,7	1.423,1	1.567,6	1.509,0	1.605,0	1.486,0	1.628,6
a) Fonds publics belges	735,6	828,8	985,5	1.027,0	997,1	1.046,7	987,1	1.085,2
b) Autres titres d'emprunt	177,2	289,7	419,0	523,2	493,5	538,8	481,1	523,6
c) Actions et parts de sociétés	1,6	2,5	2,2	2,4	1,6	2,9	1,4	2,9
d) Autres valeurs mobilières	0,3	1,7	16,4	15,0	16,8	16,6	16,4	16,9
Valeurs de la réserve légale	3,3	3,7	3,8	4,7	4,5	5,1	4,5	5,2
Participations	43,3	47,2	33,4	36,9	34,2	42,8	34,7	45,9
a) Filiales	28,8	31,9	17,3	21,4	18,9	26,2	19,2	28,6
b) Autres participations	14,5	15,3	16,1	15,5	15,3	16,6	15,5	17,3
Frais de constitution et de premier établissement	1,6	1,9	2,2	2,4	2,3	2,6	2,3	2,7
Immeubles	24,4	24,6	25,7	26,9	26,7	27,5	26,8	27,6
Participations dans les filiales immobilières	1,9	1,9	1,8	1,8	1,8	2,0	1,8	2,1
Créances sur les filiales immobilières	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Matériel et mobilier	6,9	8,4	10,0	10,7	10,5	11,4	10,7	11,6
Divers	193,2	264,6	266,8	258,2	229,5	233,3	223,6	222,2
Total de l'actif	7.151,8	8.308,7	8.856,9	9.246,6	9.000,8	9.597,4	8.846,7	9.767,8
^a La rubrique « Effets commerciaux » ne comprend pas les :								
— effets réescomptés auprès de la B.N.B. et des autres institutions publiques de crédit	123,9	83,7	82,3	57,3	63,9	53,9	63,1	58,0
— effets « en pension » auprès des institutions publiques de crédit	0,1	0,5	1,4	0,5	0,7	0,6	0,5	0,0

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments d'actif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 12. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES¹

(milliards de francs)

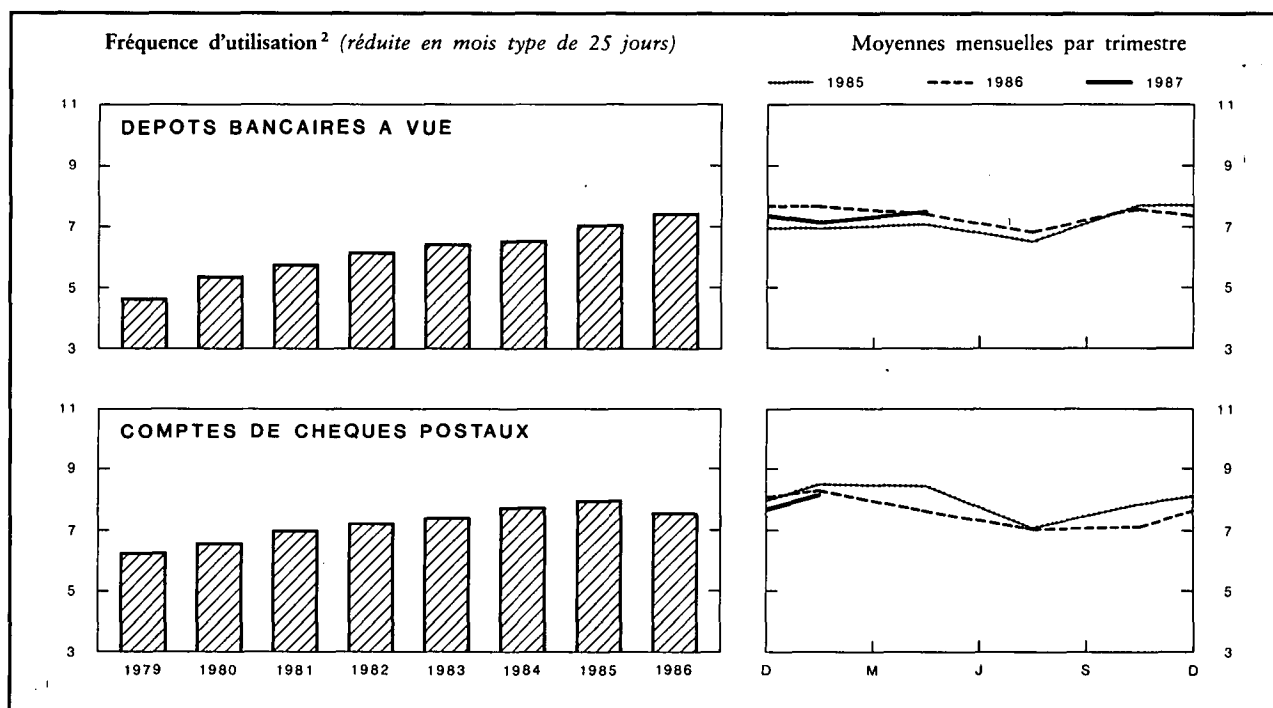
Passif

Rubriques	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1986 31 mai	1987 31 mai	1986 30 juin	1987 30 juin
<i>Exigible :</i>								
Créanciers couverts par des sûretés réelles	7,5	10,9	8,9	29,1	7,4	8,8	7,7	9,4
a) Créanciers garantis par des privilèges ...	7,3	8,4	8,2	8,2	7,4	8,3	7,4	8,7
b) Créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	0,2	2,5	0,7	20,9	0,0	0,5	0,3	0,7
Emprunts au jour le jour	168,1	257,7	330,6	422,3	386,6	365,9	349,3	405,5
a) Couverts par des sûretés réelles	8,1	5,5	8,5	6,7	2,6	2,4	8,7	4,4
b) Non couverts par des sûretés réelles	160,0	252,2	322,1	415,6	384,0	363,5	340,6	401,1
Banquiers	3.595,4	4.142,7	4.354,7	4.433,3	4.429,7	4.504,8	4.288,4	4.603,0
Maison-mère, succursales et filiales	701,7	921,4	931,8	853,9	855,2	1.048,6	805,9	1.004,1
Acceptations	69,5	61,1	54,8	46,0	50,1	42,7	50,0	42,6
Autres valeurs à payer à court terme	39,3	51,5	61,9	81,7	69,9	82,0	79,4	93,5
Créditeurs pour effets à l'encaissement	6,2	8,1	7,4	5,6	6,9	5,8	6,5	5,1
Dépôts et comptes courants	1.845,5	2.015,9	2.164,3	2.399,2	2.230,8	2.549,1	2.280,1	2.611,9
a) A vue	489,6	504,5	557,8	618,5	600,8	673,5	624,6	727,3
b) A un mois au plus	403,1	485,1	495,0	580,2	524,4	608,4	524,7	634,5
c) A plus d'un mois	469,5	505,0	507,6	512,3	480,9	550,3	496,1	522,2
d) A plus d'un an	10,6	10,7	15,2	13,8	14,7	16,7	14,6	18,9
e) A plus de deux ans	44,4	42,7	49,8	58,0	59,8	58,2	59,0	58,7
f) Carnets de dépôts	426,8	466,4	536,9	613,2	548,0	638,4	558,8	646,5
g) Autres dépôts reçus en carnets ou livrets	1,5	1,5	2,0	3,2	2,2	3,6	2,3	3,8
Obligations et bons de caisse	352,3	390,8	444,0	450,3	456,0	453,2	456,5	456,9
Montants à libérer sur titres et participations	1,5	1,7	1,4	1,3	1,7	1,3	1,6	1,4
Divers	201,1	259,1	304,1	289,9	290,6	288,0	299,7	280,2
<i>Total de l'exigible</i>	<i>6.988,1</i>	<i>8.120,9</i>	<i>8.663,9</i>	<i>9.012,6</i>	<i>8.784,9</i>	<i>9.350,2</i>	<i>8.625,1</i>	<i>9.513,6</i>
<i>Exigible spécial :</i>								
Passifs subordonnés	40,7	58,2	49,3	58,9	56,0	64,7	58,9	69,7
<i>Non exigible :</i>								
Capital	65,8	68,4	77,6	85,9	81,5	88,7	82,4	88,7
Fonds indisponible par prime d'émission	5,1	5,5	5,3	12,4	6,8	12,7	6,8	12,7
Réserve légale (art. 13, A.R. 185)	3,3	3,7	3,8	4,6	4,5	5,1	4,6	5,2
Réserve disponible	29,5	31,5	35,0	39,9	38,1	41,6	39,3	43,2
Autres réserves	11,3	11,7	11,5	20,4	17,9	21,7	18,3	21,7
Provisions	8,0	8,8	10,5	11,9	11,1	12,7	11,3	13,0
<i>Total du non exigible</i>	<i>123,0</i>	<i>129,6</i>	<i>143,7</i>	<i>175,1</i>	<i>159,9</i>	<i>182,5</i>	<i>162,7</i>	<i>184,5</i>
<i>Total du passif</i>	<i>7.151,8</i>	<i>8.308,7</i>	<i>8.856,9</i>	<i>9.246,6</i>	<i>9.000,8</i>	<i>9.597,4</i>	<i>8.846,7</i>	<i>9.767,8</i>

¹ La situation globale ne contient, en ce qui concerne les banques exerçant principalement leur activité à l'étranger, que les éléments de passif des sièges belges. Les soldes

des comptes ouverts par ceux-ci au nom des sièges situés à l'étranger apparaissent sous la rubrique « Maison-mère, succursales et filiales ».

XIII - 13. — MONTANTS GLOBAUX DES PAIEMENTS EFFECTUES AU MOYEN DES DEPOTS BANCAIRES A VUE EN FRANCS BELGES ET DES AVOIRS EN COMPTES DE CHEQUES POSTAUX¹



Moyennes mensuelles ou mois	Montants globaux des paiements réduits en mois type de 25 jours, effectués au moyen des			Fréquence d'utilisation ²		
	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴	Total	brute	réduite en mois type de 25 jours	
	(milliards de francs)			dépôts bancaires à vue ³	dépôts bancaires à vue ³	avoirs à l'O.C.P. ⁴
1979	1.150,7	567,4	1.718,1	4,71	4,67	6,25
1980	1.312,1	602,7	1.914,8	5,44	5,37	6,57
1981	1.440,4	652,9	2.093,3	5,82	5,76	7,00
1982	1.625,8	706,9	2.332,7	6,22	6,15	7,25
1983	1.844,9	730,5	2.575,4	6,54	6,45	7,42
1984	1.973,3	759,7	2.733,0	6,63	6,52	7,77
1985	2.241,4	803,1	3.044,5	7,15	7,06	8,01
1986	2.565,1	818,2	3.383,3	7,45	7,37	7,56
1985 2 ^e trimestre	2.279,3	882,4	3.161,7	6,99	7,09	8,47
1985 3 ^e trimestre	2.117,1	690,0	2.807,1	6,77	6,51	7,10
1985 4 ^e trimestre	2.495,8	772,4	3.268,2	7,79	7,70	7,88
1986 1 ^{er} trimestre	2.514,8	889,6	3.404,4	7,69	7,69	8,35
1986 2 ^e trimestre	2.592,2	896,4	3.488,6	7,42	7,42	7,66
1986 3 ^e trimestre	2.451,4	741,0	3.192,4	7,07	6,88	7,08
1986 4 ^e trimestre	2.701,8	745,8	3.447,6	7,63	7,52	7,14
1987 1 ^{er} trimestre	2.607,8	933,3	3.541,1	7,18	7,10	8,21
1987 2 ^e trimestre	2.943,8			7,43	7,52	
1986 Juin	2.751,7	939,5	3.691,2	7,52	7,52	7,90
1986 Juillet	2.576,0	781,8	3.357,8	7,28	7,00	7,53
1986 Août	2.275,2	723,2	2.998,4	6,52	6,52	6,78
1986 Septembre	2.503,1	718,0	3.221,1	7,40	7,11	6,92
1986 Octobre	2.567,7	686,1	3.253,8	8,07	7,47	6,83
1986 Novembre	2.532,3	844,7	3.377,0	6,61	7,18	7,93
1986 Décembre	3.005,3	706,7	3.712,0	8,19	7,87	6,66
1987 Janvier	2.563,8	887,2	3.451,0	7,20	6,92	7,91
1987 Février	2.695,8	1.034,6	3.730,4	7,03	7,32	8,72
1987 Mars	2.563,8	878,1	3.441,9	7,33	7,05	7,97
1987 Avril	2.920,4	825,8	3.746,2	7,80	7,80	7,30
1987 Mai	2.696,8	995,8	3.692,6	6,72	7,00	8,29
1987 Juin	3.214,2			7,77	7,77	

¹ Approximations données par le total des débits portés en compte (y compris les comptes appartenant à des étrangers ainsi que les débits correspondant à des paiements à l'étranger).

² La fréquence d'utilisation est obtenue en divisant le montant des inscriptions au débit des comptes de dépôts bancaires à vue en francs belges ou des comptes de chèques postaux des particuliers et des comptables extraordinaires de l'Etat par les avoirs moyens de ces comptes au cours de la période envisagée.

³ Les banques participant à l'élaboration de la statistique représentent, mesuré d'après l'importance des dépôts à vue en francs belges de leur clientèle non-bancaire, environ 85 % de l'ensemble des banques.

⁴ Les données brutes ont été rectifiées pour éliminer les virements qui constituent double emploi du fait de l'organisation comptable de l'Etat et qu'il a été possible de recenser.

N.B. — Méthode d'élaboration : voir *Bulletin d'Information et de Documentation*, XXV^e année, tome II, n° 4, octobre 1950, p. 222.

Références bibliographiques : *Rapports annuels de la B.N.B. — Moniteur belge : Situation globale des banques. — Annuaire statistique de la Belgique. — Bulletin de Statistique de l'I.N.S. — Statistiques économiques belges 1970-1980. — Bulletin d'Information et de Documentation : XL^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, p. 21 ; XLII^e année, tome I, n° 1, janvier 1967, p. 19 ; tome II, n° 3, septembre 1967, p. 241 ; LX^e année, tome I, n° 5, mai 1985, p. 31. — *Rapports annuels de la Commission bancaire.**

XIV. — INTERMEDIAIRES FINANCIERS AUTRES QUE PRINCIPALEMENT MONETAIRES

4. — PRINCIPAUX ACTIFS ET PASSIFS DU FONDS DES RENTES

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels du Fonds des Rentes.

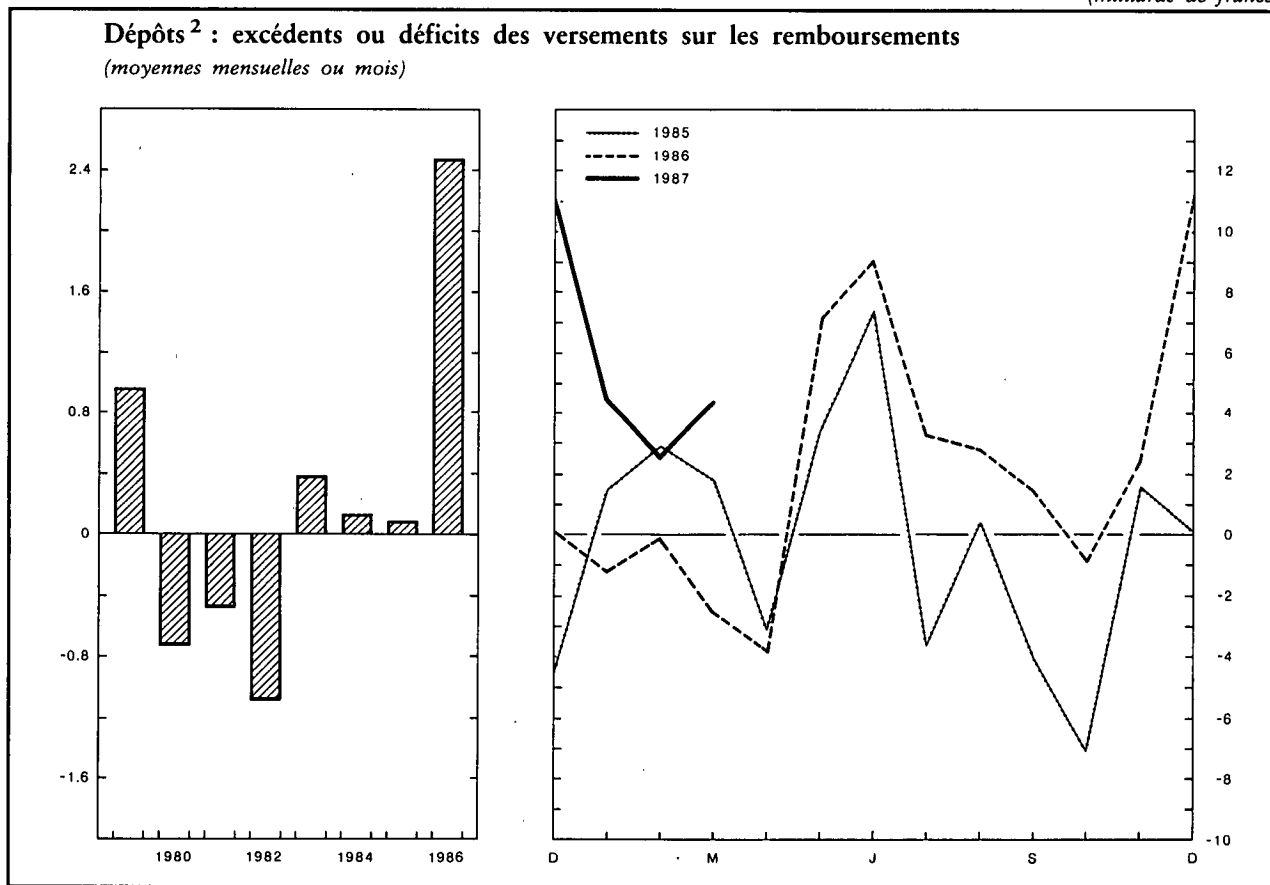
Fin de période	ACTIFS				PASSIFS			
	Portefeuille		Solde créditeur à la B.N.B.	Prêts d'argent à très court terme	Certificats du Fonds des Rentes	Emprunts d'argent à très court terme	Solde débiteur à la B.N.B.	
	Valeurs cotées	Certificats de trésorerie					Avances ordinaires	Avances spéciales
	valeur nominale							
1978	22,3	16,0	0,0	0,0	5,2	0,0	13,9	16,0
1979	33,1	52,5	0,0	0,0	7,1	0,0	23,2	52,5
1980	29,7	77,1	0,0	0,0	18,3	0,0	9,9	77,1
1981	25,2	151,9	0,0	0,0	28,0	0,0	0,0	149,5
1982	16,6	192,4	0,0	0,0	28,9	0,0	0,0	181,1
1983	27,3	188,4	0,0	0,0	15,2	0,0	13,6	188,4
1984 Septembre	28,1	235,5	0,0	0,0	66,9	0,0	0,0	191,5
Décembre	26,6	219,3	0,0	0,0	41,5	5,4	0,0	200,6
1985 Mars	28,4	166,1	0,0	0,0	25,5	0,1	0,0	165,1
Juin	24,6	181,7	0,0	0,0	27,8	0,0	0,0	169,8
Septembre	27,6	191,0	0,0	0,0	24,1	3,2	0,0	188,0
Décembre	26,1	199,0	0,0	0,0	42,5	0,4	0,0	182,2
1986 Janvier	26,6	176,1	0,0	0,0	40,0	0,0	0,0	160,6
Février	27,6	186,7	0,0	0,0	42,6	0,0	0,0	168,8
Mars	21,8	208,6	0,0	0,0	50,6	6,6	0,0	168,5
Avril	27,5	196,1	0,0	0,0	48,4	0,0	0,0	166,1
Mai	41,1	148,4	0,0	0,0	43,6	1,9	0,0	138,2
Juin	42,4	175,6	0,0	0,0	37,9	0,0	5,9	175,6
Juillet	38,1	174,9	0,0	0,0	36,2	0,7	1,1	174,9
Août	35,6	197,3	0,0	0,0	36,3	3,1	0,0	191,0
Septembre	42,0	191,4	0,0	0,0	35,7	1,6	1,3	191,4
Octobre	42,4	191,7	0,0	0,0	39,1	0,0	0,1	191,7
Novembre	43,7	197,5	0,0	0,0	41,6	0,3	0,0	194,1
Décembre	47,6	216,3	0,0	0,0	44,2	13,1	0,0	209,4

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5a. — Caisse d'épargne — Opérations des ménages¹

Source : CGER.

(milliards de francs)



Périodes	Dépôts ²			Bons d'épargne ³		Total
	Versements ⁴	Remboursements	Excédents ou déficits	Solde ⁵		
				(fin de période)		
	(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)
1979	638,8	627,3	11,5	408,6	95,4	504,0
1980	848,5	857,4	- 8,9	419,1	123,5	542,6
1981	989,9	995,6	- 5,7	433,0	149,0	582,0
1982	1.130,8	1.144,0	- 13,2	439,8	180,8	620,6
1983	1.172,5	1.167,9	4,6	465,0	211,5	676,5
1984	1.545,9	1.544,3	1,6	489,8	230,8	720,6
1985	1.602,2	1.601,1	1,1	515,0	254,4	769,4
1986	1.780,1	1.751,0	29,1	565,3	263,6	828,9
1985 1 ^{er} trimestre	396,7	390,5	6,2	496,0	236,6	732,6
2 ^e trimestre	413,3	405,7	7,6	503,6	248,1	751,7
3 ^e trimestre	367,8	375,1	- 7,3	496,3	253,1	749,4
4 ^e trimestre	424,4	429,8	- 5,4	515,0	254,4	769,4
1986 1 ^{er} trimestre	431,6	435,4	- 3,8	511,1	262,8	773,9
2 ^e trimestre	450,3	437,8	12,5	523,5	265,3	788,8
3 ^e trimestre	432,2	424,6	7,6	531,1	265,4	796,5
4 ^e trimestre	466,0	453,2	12,8	565,3	263,6	828,9
1987 1 ^{er} trimestre	505,6	494,1	11,5	576,8	267,8	844,6
1986 Mars	142,8	145,3	- 2,5	511,1	262,8	773,9
Avril	153,8	157,6	- 3,8	507,2	264,4	771,6
Mai	142,4	135,2	7,2	514,4	265,7	780,1
Juin	154,1	145,0	9,1	523,5	265,3	788,8
Juillet	152,6	149,3	3,3	526,8	265,2	792,0
Août	130,2	127,4	2,8	529,6	265,3	794,9
Septembre	149,4	147,9	1,5	531,1	265,4	796,5
Octobre	159,6	160,4	- 0,8	530,3	265,2	795,5
Novembre	138,9	136,5	2,4	532,7	265,2	797,9
Décembre	167,5	156,3	11,2	565,3	263,6	828,9
1987 Janvier	171,5	167,0	4,5	569,8	265,1	834,9
Février	166,4	163,8	2,6	572,4	267,0	839,4
Mars	167,7	163,3	4,4	576,8	267,8	844,6

¹ Les données mensuelles et trimestrielles ne sont pas revues; et seuls les chiffres annuels font l'objet d'un ajustement. Dès lors, la concordance entre le chiffre annuel et la somme des chiffres mensuels (ou trimestriels) n'est pas assurée et il faut utiliser ces derniers avec prudence.

² Dépôts ordinaires, y compris les dépôts sur livrets d'épargne-logement, dépôts à terme, dépôts à court terme et à préavis, livrets de dotation et dépôts à vue.

³ Y compris les bons de croissance et de capitalisation.

⁴ Y compris les intérêts échus des dépôts à terme.

⁵ Y compris les intérêts capitalisés des dépôts ordinaires et à vue de l'exercice. Pour l'année 1986 les intérêts capitalisés s'élèvent à 21,3 milliards.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5b. — Bilans de la CGER au 31 décembre — Entité I¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1984	1985	1986
ACTIF			
Caisse, Banque Nationale, Chèques postaux	5,4	5,0	6,3
Prêts au jour le jour	1,2	6,1	2,7
Banquiers	57,2	71,9	119,3
Autres valeurs à recevoir à court terme	2,8	2,3	2,2
Portefeuille-effets	139,4	148,0	179,0
a) effets publics	(124,0)	(135,8)	(168,9)
b) effets commerciaux	(15,4)	(12,2)	(10,1)
Reports et avances sur titres	0,6	0,6	0,7
Débiteurs par acceptation	0,1	0,0	0,2
Débiteurs divers	370,4	386,2	396,8
Valeurs mobilières	293,4	352,6	381,2
a) fonds publics belges	(281,2)	(333,1)	(354,1)
b) autres titres d'emprunts	(12,2)	(19,5)	(27,1)
c) autres valeurs mobilières	(—)	(—)	(0,0)
Participations	1,6	1,6	1,7
a) filiales	(0,7)	(0,7)	(0,9)
b) autres participations	(0,9)	(0,9)	(0,8)
Immeubles	9,4	11,4	12,1
Matériel et mobilier	0,8	1,0	1,5
Divers	42,8	46,1	45,8
Compte de résultats :			
perte de l'exercice	—	—	—
Total de l'actif ...	925,1	1.032,8	1.149,5
PASSIF			
EXIGIBLE			
Créanciers couverts par des sûretés	1,1	1,1	1,1
a) créanciers garantis par des privilèges	(1,1)	(1,1)	(1,1)
b) créanciers garantis par des sûretés réelles conventionnelles	(0,0)	(—)	(—)
Emprunts au jour le jour	—	1,3	3,3
Banquiers	69,8	99,7	133,6
Acceptations	0,1	0,0	0,2
Autres valeurs à payer à court terme	1,6	1,7	1,8
Dépôts et comptes courants	552,1	598,5	657,5
a) à vue et à un mois au plus	(469,0)	(505,8)	(561,0)
b) à plus d'un mois	(83,1)	(92,7)	(96,5)
Obligations et bons de caisse	230,8	255,0	265,3
Divers	50,4	55,7	65,7
Total de l'exigible ...	905,9	1.013,0	1.128,5
NON EXIGIBLE			
Fonds de réserve	18,2	19,2	19,8
Comptes de résultats :			
bénéfice de l'exercice	1,0	0,6	1,2
Total du passif ...	925,1	1.032,8	1.149,5

¹ L'entité I comprend la Caisse d'épargne.

XIV - 5. — CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

5c. — Bilans de la CGER au 31 décembre — Entité II¹

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la CGER.

	1984	1985	1986
ACTIF			
Frais d'établissement	0,0	—	—
Immobilisations financières	1,5	1,5	1,5
Immeubles et titres de placement :			
Valeurs mobilières : — Actions et parts	0,2	0,4	0,6
— Titres à revenu fixe	33,7	33,7	59,2
Part des réassureurs dans les provisions techniques :			
Provisions mathématiques	0,0	0,1	0,1
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,0	0,0	0,0
Provisions pour prestations à régler	0,0	0,0	0,0
Dépôts auprès des compagnies cédantes	—	0,0	0,0
Créances :			
Crédits : — Prêts hypothécaires	22,7	24,8	28,2
— Avances sur contrats	0,1	0,1	0,1
— Autres prêts : — prêts sociaux	1,4	1,2	1,1
— autres	1,0	1,6	3,0
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,2	0,2	0,2
Autres créances : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0	0,1
— Annuités, intérêts, loyers, revenus à recouvrer	0,1	0,1	0,1
— Créances diverses	1,3	1,3	0,8
Valeurs disponibles	0,1	0,1	0,1
Comptes de régularisation :			
Produits financiers acquis et non échus	2,3	2,5	4,6
Total de l'actif ...	64,6	67,6	99,7
PASSIF			
Réserves :			
Réserves indisponibles	0,0	0,0	0,0
Réserves immunisées	—	0,0	0,2
Réserves disponibles	12,7	13,8	14,3
Fonds de réserve de la Caisse de retraite	0,7	0,8	0,8
Bénéfice reporté	0,1	—	—
Provisions techniques :			
Provisions mathématiques	34,6	37,6	69,4
Provisions pour risques en cours et risques suspendus	0,1	0,2	0,2
Provisions pour prestations à régler	0,2	0,2	0,3
Provisions techniques de la gestion « Pension légale »	13,2	12,9	12,5
Autres provisions techniques	—	0,0	0,0
Provisions pour risques et charges	0,2	0,3	0,3
Dépôts des réassureurs	0,1	0,1	0,1
Dettes :			
Dettes et provisions fiscales, sociales et salariales	0,4	0,4	0,7
Intermédiaires et preneurs d'assurances	0,0	0,0	0,0
Autres dettes : — Comptes courants des compagnies d'assurances et réassurances	0,0	0,0	0,0
— O.N.P.T.S. : Résultat - Versements obligatoires	0,3	0,2	0,3
Compte courant	0,0	0,0	0,0
Rentes à transférer	0,1	0,1	—
— Capitaux, non liquidés sur prêts consentis	—	—	0,0
— Autres créditeurs : recherche médicale scientifique	0,1	0,1	0,1
autres	1,8	0,9	0,5
Comptes de régularisation	0,0	0,0	0,0
Total du passif ...	64,6	67,6	99,7

¹ L'entité II regroupe les caisses d'assurance, de retraite et de rentes-accidents du travail.

XIV - 6. — SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE

Principales rubriques des bilans au 31 décembre

(milliards de francs)

Source : Rapports annuels de la S.N.C.I.

	1978	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985	1986
ACTIF									
IMMOBILISE	1,6	1,8	2,1	1,9	1,6	1,4	1,2	1,1	1,1
DISPONIBLE ET REALISABLE :									
Placements provisoires	26,6	13,1	24,0	29,2	47,7	38,3	57,7	73,3	92,6
Encours des crédits :									
A. Crédits financés par l'Institution pour compte propre :									
Crédits d'investissement à long et moyen terme :									
1. garantis par l'Etat belge	75,7	82,9	98,1	87,9	97,7	91,0	82,3	87,1	88,0
2. garantis par banques et organismes financiers ..	50,3	51,5	50,9	43,9	36,2	24,8	17,1	12,3	8,6
3. dont le risque est à charge de l'Institution	68,0	69,5	71,6	71,6	68,2	64,1	68,0	77,3	81,1
Crédits commerciaux	4,7	7,0	5,1	5,1	9,4	10,8	10,7	8,9	12,6
Crédits d'exportation payables à moyen et à long terme	12,9	17,4	22,4	20,5	22,5	22,4	22,8	20,6	17,1
Financement des engagements pris par l'Etat belge pour les secteurs nationaux	—	10,3	19,8	51,9	55,2	81,5	93,6	96,6	95,0
Autres ¹	0,3	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,7	0,7	0,8
B. Crédits gérés pour compte de l'Etat belge :									
1. opérations du Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4	43,0	45,2	46,3
2. autres ²	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8	0,8	0,7	0,8	0,7
Banquiers	—	—	—	—	—	—	—	0,1	1,4
Débiteurs divers	3,4	5,3	9,2	7,9	11,5	10,1	14,4	11,1	8,5
Fonds publics et participations	3,0	3,0	3,9	4,2	7,4	14,5	7,3	7,6	13,8
Divers	1,9	5,3	5,8	8,9	10,3	11,2	16,8	18,7	20,1
Total de l'actif ...	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3	461,4	487,7
PASSIF									
NON EXIGIBLE	1,6	3,5	3,4	3,9	4,7	5,8	6,8	8,1	9,4
EXIGIBLE :									
Obligations	163,4	181,3	208,0	215,9	229,7	229,9	230,8	220,2	214,6
Bons de caisse	32,4	30,4	36,7	47,0	57,4	58,5	68,1	94,5	111,0
Dépôts et emprunts divers	28,3	28,4	38,6	37,9	42,7	40,5	49,0	53,9	61,0
Effets réescomptés	5,7	6,5	5,6	4,6	4,1	3,5	1,2	1,0	0,7
Banquiers	—	—	—	—	—	—	—	0,1	1,3
Créditeurs divers	5,4	6,4	7,0	7,4	9,8	10,8	12,8	11,8	15,4
Provisions pour charge et risques divers	2,8	1,2	2,0	3,2	4,4	5,7	7,1	8,4	8,6
Amortissement sur agios portefeuilles-titres	—	—	—	—	—	—	—	0,4	1,2
Etat belge :									
1. Fonds de l'Armement et des Constructions maritimes	18,3	22,0	27,0	31,5	35,6	39,4	43,1	45,4	46,4
2. Autres ³	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8	0,8
Divers	9,1	9,9	12,0	13,5	15,3	15,9	16,6	16,8	17,3
Total du passif ...	267,9	290,5	341,2	365,7	404,5	410,8	436,3	461,4	487,7

¹ Crédits de restauration (Dommages de guerre et Inondations) et crédits sous forme de location-financement.

² Crédits d'aide aux entreprises en difficulté et à la presse, crédits financés par le Fonds d'Aide Marshall, par le Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et du Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

³ Fonds d'Aide Marshall, Fonds d'Aide à l'Industrie charbonnière et Fonds d'Aide aux ex-colons belges rentrés d'Afrique.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'EPARGNE

(milliards de francs)

Actif

Rubriques	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1986 31 mai	1987 31 mai	1986 30 juin	1987 30 juin
Caisse, B.N.B. Chèques Postaux	2,5	3,0	3,1	3,0	2,9	2,9	3,2	3,4
Prêts au jour le jour	2,3	5,7	2,5	3,7	0,6	4,5	1,0	3,0
Avoirs auprès d'intermédiaires financiers	36,3	42,5	41,8	64,8	44,9	65,1	52,6	58,6
Créances et valeurs à court terme (maximum un mois)	4,6	8,2	7,4	7,3	4,8	5,0	6,2	5,5
Effets de commerce et factures	7,7	6,5	5,0	4,5	4,9	4,5	4,9	4,4
Débiteurs par acceptations	1,4	1,6	0,2	0,6	0,1	0,2	0,0	0,2
Avances, ouvertures de crédit et prêts non hypothécaires	87,1	99,9	120,0	147,8	135,0	165,9	137,9	174,6
Portefeuille-titres et participations	442,8	518,3	608,4	683,6	647,4	717,8	655,8	721,7
a) Certificats du Trésor et du Fonds des Rentes émis à un an au plus	(48,3)	(71,2)	(66,6)	(71,6)	(63,4)	(65,6)	(72,9)	(62,1)
b) Fonds publics belges et valeurs assimilées visés à l'article 12, § 1 ^{er} , 4 ^o , des dispositions coordonnées :								
1. Dettes directe et indirecte de l'Etat belge	(187,1)	(220,6)	(281,0)	(321,7)	(312,0)	(356,4)	(314,0)	(372,5)
2. Autres fonds publics et valeurs assimilées	(155,9)	(168,0)	(180,5)	(192,5)	(189,9)	(187,2)	(185,6)	(189,4)
c) Obligations de sociétés belges	(23,2)	(24,0)	(24,5)	(22,5)	(23,8)	(20,8)	(23,5)	(20,6)
d) Actions, parts ou participations de sociétés belges	(12,6)	(12,1)	(12,9)	(14,2)	(13,6)	(14,9)	(13,9)	(14,9)
e) Autres valeurs	(15,7)	(22,4)	(42,9)	(61,1)	(44,7)	(72,9)	(45,9)	(62,2)
Prêts et ouvertures de crédit hypothécaires	262,3	258,9	265,7	290,1	275,9	290,5	278,9	294,4
Actionnaires ou sociétaires	3,1	2,9	2,7	2,6	2,7	2,6	2,7	2,5
Débiteurs divers	5,2	7,4	6,9	6,3	5,9	7,1	6,6	10,7
Divers	0,4	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Total du disponible et réalisable	855,7	955,3	1.064,0	1.214,6	1.125,4	1.266,4	1.150,1	1.279,3
Frais d'établissement et autres immobilisations incorporelles	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Immeubles et terrains	7,9	8,5	9,2	9,0	9,6	9,1	9,4	9,1
Leasing immobilier	0,5	0,4	0,5	0,6	0,5	1,0	0,6	1,3
Matériel et mobilier	1,2	1,6	1,9	2,4	2,0	2,5	2,0	2,6
Leasing mobilier	1,4	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Cautionnements imposés par la loi	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Total de l'immobilisé	11,1	10,7	11,8	12,2	12,3	12,8	12,2	13,2
Comptes transitoires ¹	33,0	38,9	49,5	53,7	48,5	50,6	41,6	43,0
Total de l'actif	899,8	1.004,9	1.125,3	1.280,5	1.186,2	1.329,8	1.203,9	1.335,5
dont : affectés par privilège à la garantie du remboursement des fonds visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées	825,7	927,9	1.040,4	1.189,2	1.100,6	1.234,2	1.123,3	1.243,0
valeur utile d'affectation après déduction des passifs concernant ces placements	812,1	913,9	1.023,8	1.167,7	1.080,1	1.214,4	1.104,0	1.224,8

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 7. — SITUATION GLOBALE DES BANQUES D'ÉPARGNE

(milliards de francs)

Passif

Rubriques	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1986 31 mai	1987 31 mai	1986 30 juin	1987 30 juin
Fonds d'épargne visés à l'article 1 ^{er} des dispositions coordonnées, remboursables dans des délais :								
a) n'excédant pas deux ans	475,3	544,9	506,2	605,0	529,4	646,3	544,5	660,1
b) excédant deux ans mais inférieurs à cinq ans	112,6	127,7	142,1	149,1	151,3	155,8	150,8	157,7
c) de cinq ans ou plus	216,8	228,8	250,4	251,2	261,6	241,4	259,6	240,6
Réserves techniques	0,3	0,3	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Fonds de reconstitution	6,5	6,4	6,7	8,4	8,5	6,5	8,5	6,4
Créanciers couverts par des sûretés réelles	1,9	2,4	2,8	2,9	2,5	2,2	3,4	2,8
Emprunts :								
a) au jour le jour	0,0	0,0	0,2	0,0	0,1	0,2	0,6	0,1
b) auprès de la B.N.B.	0,1	0,0	0,0	0,0	0,5	0,0	0,0	0,0
c) auprès d'autres intermédiaires financiers	2,3	2,0	107,2	130,7	106,3	126,0	108,2	116,4
Acceptations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Réescpteurs	5,0	0,0	0,6	0,2	0,0	0,2	0,0	0,2
Mobilisation d'actifs	0,2	0,1	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,1
Autres engagements à un mois maximum	2,9	3,3	3,4	3,2	2,2	2,2	2,9	2,4
Créditeurs divers	1,7	2,0	2,3	2,9	3,3	3,9	3,6	4,0
Provisions pour charges	5,3	6,0	4,9	4,8	4,4	5,0	4,4	5,0
Divers	0,4	0,3	2,4	10,5	6,7	11,5	6,7	11,9
Total de l'exigible	831,3	924,2	1.029,4	1.169,0	1.077,1	1.201,3	1.093,4	1.207,8
Fonds propres :								
a) capital	14,1	16,7	20,9	22,8	21,7	23,6	21,9	23,8
b) réserve légale	1,0	1,2	1,3	1,5	1,5	1,6	1,4	1,6
c) autres réserves	13,9	15,6	18,8	24,7	19,8	26,2	19,9	26,5
Comptes de redressements d'actifs	6,6	8,0	9,9	12,2	9,9	12,3	9,9	12,3
Comptes transitoires ¹	32,9	39,2	45,0	50,3	56,2	64,8	57,4	63,5
Total du passif	899,8	1.004,9	1.125,3	1.280,5	1.186,2	1.329,8	1.203,9	1.335,5

¹ Y compris les comptes de résultats.

XIV - 8. — CREDIT COMMUNAL DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Source : *Crédit Communal de Belgique*

Périodes	Financement des dépenses d'investissement des administrations publiques							Opérations en comptes courants des administrations publiques (dépenses ordinaires)		
	Versements		Subventions versées en capital par l'Etat et les provinces	Prélèvements pour paiement de dépenses extra-ordinaires	Solde disponible	Dette à court, moyen et long terme envers le Crédit Communal de Belgique ¹	Engagements de crédits du Crédit Communal de Belgique	Moyenne des soldes globaux journaliers		Total des paiements effectués par le débit des comptes
	Fonds d'emprunts mis à la disposition des emprunteurs Emprunts dont les charges sont :							Créditeurs	Débiteurs	
	supportées par les emprunteurs	remboursées aux emprunteurs par l'Etat	à fin de période							
1985	33,0	5,4	16,7	48,3	19,7	579,7	16,3	21,9	57,4	698,9
1986	28,6	5,2	17,6	46,6	21,6	560,5	15,4	22,8	51,8	791,7
1985 3 ^e trimestre ...	8,2	1,2	3,8	11,0	21,2	576,7	18,0	22,0	52,3	198,4
4 ^e trimestre ...	8,6	1,1	3,6	12,8	19,7	579,7	16,3	23,5	52,5	143,3
1986 1 ^{er} trimestre ...	6,7	1,7	4,0	11,9	19,6	570,7	14,3	21,6	50,0	193,2
2 ^e trimestre ...	6,3	1,0	3,9	9,3	21,4	567,2	14,4	22,5	51,6	150,7
3 ^e trimestre ...	6,5	1,1	4,7	13,5	20,2	561,7	14,0	24,6	53,2	208,7
4 ^e trimestre ...	9,1	1,4	5,0	11,9	21,6	560,5	15,4	22,6	52,6	239,1
1987 1 ^{er} trimestre ...	10,1	1,9	4,1	15,5	22,7	557,4	15,7	22,7	52,5	211,0
1986 Mai	1,8	0,1	1,1	2,5	21,3	565,4	15,2	23,1	52,2	42,3
Juin	2,7	0,4	1,3	4,1	21,4	567,2	14,4	24,7	49,9	49,6
Juillet	2,5	0,3	1,2	4,3	21,3	560,4	13,5	24,8	55,8	81,5
Août	1,3	0,4	1,3	3,9	20,4	562,0	14,2	21,6	50,9	53,4
Septembre	2,7	0,4	2,2	5,3	20,2	561,7	14,0	27,5	53,0	73,8
Octobre	2,9	0,6	1,8	5,0	20,6	556,6	15,7	20,1	62,3	79,8
Novembre	2,6	0,3	1,4	3,7	21,1	558,2	15,4	24,1	48,4	66,9
Décembre	3,6	0,5	1,8	3,2	21,6	560,5	15,4	23,6	47,3	92,4
1987 Janvier	3,3	0,5	2,0	5,8	21,5	550,3	14,5	28,0	54,7	100,8
Février	2,7	0,8	1,3	4,4	22,2	553,0	16,4	18,9	54,1	52,4
Mars	4,1	0,6	0,8	5,3	22,7	557,4	15,7	21,3	48,6	57,8
Avril	3,1	0,4	0,5	2,5	24,5	551,5	18,0	20,0	48,0	56,2
Mai	2,3	0,6	0,9	3,7	24,8	553,1	20,6	21,8	46,0	59,6

¹ Y compris la dette en monnaies étrangères.

XIV - 9. — COMPAGNIES D'ASSURANCES SUR LA VIE

Etat récapitulatif des valeurs représentatifs des réserves ou provisions technique en fin d'année
(milliards de francs)

Source : M.A.E., Office de Contrôle des Assurances

Nature des valeurs	Valeur d'affectation						
	1979	1980	1981	1982	1983	1984	1985
A. Actifs réglementaires ¹ :							
Valeurs Etat belge et titres assimilés	68,0	73,8	80,9	96,5	110,9	129,4	156,2
Obligations organisations internationales	1,0	1,0	1,3	2,5	3,5	4,0	5,2
Obligations bons de caisse sociétés belges (+ 5 ans)	32,1	37,1	40,0	46,3	52,3	52,2	49,7
Obligations bons de caisse sociétés belges (- 5 ans)	2,4	1,0	0,0	0,1	0,1	0,3	0,1
Certificats immobiliers sociétés belges	0,1	0,2	0,1	0,1	0,2	0,1	0,1
Actions sociétés belges	16,0	15,2	18,3	23,4	36,3	40,0	52,4
Immeubles	28,0	31,8	33,3	36,5	37,6	37,9	38,6
Prêts hypothécaires et ouvertures de crédit	89,9	101,9	112,0	118,7	124,4	133,1	137,8
Valeurs Etats étrangers et titres assimilés	0,2	0,1	0,3	0,6	0,5	0,9	0,7
Obligations sociétés étrangères (bourse belge)	0,2	0,2	0,4	0,5	0,3	0,1	0,1
Actions sociétés étrangères (bourse belge)	2,2	3,0	2,9	3,8	4,0	4,3	4,8
Obligations sociétés étrangères (bourse étrangère)	0,1	0,6	0,5	0,8	1,5	1,7	1,7
Actions sociétés étrangères (bourse étrangère)	1,6	1,8	2,9	3,5	5,0	4,8	7,8
Certificats fonds communs de placement	0,3	0,3	0,3	0,4	0,5	0,5	0,8
Prêts autres qu'hypothécaires, billets à ordre, promesses .	5,0	5,6	6,8	7,4	8,2	8,5	8,5
Numéraire	3,0	3,2	5,8	5,2	4,5	4,8	2,6
Avances sur polices	7,4	8,8	9,7	10,6	11,2	11,1	11,3
Intérêts courus et non échus sur valeurs affectées	4,8	6,2	7,5	9,0	10,7	12,8	15,4
Primes restant à encaisser	0,6	0,7	1,1	1,3	1,3	1,4	1,6
Créances sur intermédiaires	1,0	1,2	0,9	1,1	1,0	1,0	0,9
Total A	263,9	293,7	325,0	368,3	414,0	448,9	496,3
B. Autres valeurs :							
Créances sur réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dispense part des réassureurs	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres	3,1	2,9	2,6	3,1	2,7	2,2	1,9
Total B	3,1	2,9	2,6	3,1	2,7	2,2	1,9
TOTAL GENERAL (A + B)	267,0	296,6	327,6	371,4	416,7	451,1	498,2
Encaissement affaires directes	40,4	38,7	44,8	49,5	50,5	54,6	59,2
Provisions techniques affaires directes	263,7	291,9	322,2	357,2	395,0	430,7	470,5

¹ Article 17, § 1, 1° à 12° de l'arrêté royal du 12 mars 1976.

XV. — ACTIFS FINANCIERS

XV - 1. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES POUVOIRS PUBLICS ET PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Détenus par les pouvoirs publics ²				Actifs à plus d'un an ⁵	Total	Détenus par les entreprises et particuliers ³	Total général
	Monnaie scripturale ⁴	Autres actifs à un an au plus ⁵						
		Auprès des intermédiaires financiers nationaux ⁶	Auprès des secteurs nationaux non financiers	Total				
(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)	(5)	(6) = (1) + (4) + (5)	(7)	(8) = (6) + (7)	
1979	+ 6,5	+ 5,9	+ 0,2	+ 6,1	+ 2,6	+ 15,2	+ 489,0	+ 504,2
1980	- 4,2	- 5,7	+ 0,5	- 5,2	+ 1,0	- 8,4	+ 486,3	+ 477,9
1981	- 5,5	- 2,2	+ 0,1	- 2,1	+ 1,0	- 6,6	+ 598,9	+ 592,3
1982	+ 5,4	- 4,3	0,0	- 4,3	+ 5,0	+ 6,1	+ 587,6	+ 593,7
1983	+ 6,0	+ 1,1	+ 0,2	+ 1,3	- 1,2	+ 6,1	+ 696,6	+ 702,7
1984	+ 9,7	+ 17,0	+ 5,3	+ 22,3	+ 3,3	+ 35,3	+ 552,0	+ 587,3
1985	- 8,6	+ 16,8	- 4,9	+ 11,9	+ 2,3	+ 5,6	+ 734,9	+ 740,5
1986	+ 1,3	+ 6,4	- 0,3	+ 6,1	+ 2,8	+ 10,2	+ 1.000,2	+ 1.010,4
1985 1 ^{er} trimestre ...	- 10,4	+ 21,7	- 0,3	+ 21,4	+ 0,8	+ 11,8	+ 246,0	+ 257,8
2 ^e trimestre ...	+ 19,9	- 4,6	+ 16,8	+ 12,2	+ 0,2	+ 32,3	+ 274,8	+ 307,1
3 ^e trimestre ...	- 19,4	+ 1,4	- 14,4	- 13,0	+ 0,6	- 31,8	+ 85,9	+ 54,1
4 ^e trimestre ...	+ 1,3	- 1,7	- 7,0	- 8,7	+ 0,7	- 6,7	+ 128,2	+ 121,5
1986 1 ^{er} trimestre ...	+ 5,3	+ 23,2	+ 3,0	+ 26,2	+ 0,0	+ 31,5	+ 316,6	+ 348,1
2 ^e trimestre ...	- 3,9	- 4,1	- 2,7	- 6,8	+ 0,1	- 10,6	+ 358,6	+ 348,0
3 ^e trimestre ...	+ 11,7	- 5,8	+ 0,2	- 5,6	+ 1,6	+ 7,7	+ 103,4	+ 111,1
4 ^e trimestre ...	- 11,8	- 6,9	- 0,8	- 7,7	+ 1,1	- 18,4	+ 221,6	+ 203,2
1987 1 ^{er} trimestre ...	- 6,5	+ 27,1	+ 0,4	+ 27,5	+ 0,0	+ 21,0	+ 293,6	+ 314,6

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Le compte ordinaire du Trésor à la B.N.B. n'est pas considéré comme étant un actif financier détenu par les pouvoirs publics.

³ Voir tableau XV-2.

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (8) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

XV - 2. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Actifs en francs belges				Actifs en monnaies étrangères ²			Autres actifs ^{2, 3}	Total général
	Encaisses monétaires ⁴	Autres actifs à un an ^{5, 6} au plus	Actifs à plus d'un an ^{5, 7}	Total	A un an au plus ⁵ (Dépôts) ⁸	A plus d'un an ⁶ (Valeurs mobilières) ⁹	Total		
	(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7) = (5) + (6)			(8)	(9) = (4) + (7) + (8)
1979	+ 25,8	+152,3	+209,4	+387,5	+ 16,5	+ 11,0	+ 27,5	+ 74,0	+ 489,0
1980	+ 4,2	+111,8	+259,7	+375,7	+ 46,4	+ 23,6	+ 70,0	+ 40,6	+ 486,3
1981	+ 32,9	+108,1	+211,4	+352,4	+115,3	+ 39,7	+155,0	+ 91,5	+ 598,9
1982	+ 34,9	+138,5	+297,4	+470,8	+ 30,7	+ 51,3	+ 82,0	+ 34,8	+ 587,6
1983	+ 75,9	+146,3	+347,1	+569,3	- 13,8	+ 84,0	+ 70,2	+ 57,1	+ 696,6
1984	- 15,1	+233,4	+207,1	+425,4	- 9,4	+104,0	+ 94,6	+ 32,0	+ 552,0
1985	+ 50,7	+225,7	+292,3	+568,7	- 2,4	+ 89,0	+ 86,6	+ 79,6	+ 734,9
1986	+ 84,1	+368,5	+123,8	+576,4	+ 32,6	+128,5	+161,1	+262,7 ¹⁰	+1.000,2
1985 1 ^{er} trimestre	- 0,2	+110,0	+ 77,3	+187,1	+ 6,6	+ 13,9	+ 20,5	+ 38,4	+ 246,0
2 ^e trimestre	+ 95,3	- 13,0	+ 99,9	+182,2	- 12,6	+ 28,3	+ 15,7	+ 76,9	+ 274,8
3 ^e trimestre	- 54,0	+ 49,5	+ 59,3	+ 54,8	+ 8,8	+ 22,3	+ 31,1	+ 0,0	+ 85,9
4 ^e trimestre	+ 9,6	+ 79,2	+ 55,8	+144,6	- 5,2	+ 24,5	+ 19,3	- 35,7	+ 128,2
1986 1 ^{er} trimestre	- 1,7	+ 84,6	+ 73,3	+156,2	+ 24,5	+ 27,3	+ 51,8	+108,6	+ 316,6
2 ^e trimestre	+109,6	+ 24,4	+ 46,0	+180,0	- 4,4	+ 44,3	+ 39,9	+138,7	+ 358,6
3 ^e trimestre	- 60,6	+109,8	+ 23,3	+ 72,5	+ 4,5	+ 35,3	+ 39,8	- 8,9 ¹¹	+ 103,4
4 ^e trimestre	+ 36,8	+149,7	- 18,8	+167,7	+ 8,0	+ 21,6	+ 29,6	+ 24,3 ¹¹	+ 221,6
1987 1 ^{er} trimestre	+ 12,1	+143,9	+ 34,0	+190,0	+ 24,8	+ 19,7	+ 44,5	+ 59,1 ¹¹	+ 293,6

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Actifs pour lesquels la ventilation en francs belges et en monnaies étrangères n'est pas connue ou n'a pas de sens. Essentiellement des créances commerciales nettes sur l'étranger détenues par les entreprises et des investissements directs à l'étranger, ainsi que le montant obtenu en déduisant des créances des intermédiaires financiers les dettes de ceux-ci qui sont recensées comme actifs financiers dans les colonnes (1) à (7).

⁴ Variations des encours qui figurent à la colonne (5) du tableau XIII-4b.

⁵ Durée à l'origine.

⁶ Voir tableau XV-3a, colonne (8).

⁷ Voir tableau XV-4, colonne (4).

⁸ Voir tableau XV-3a, colonne (11).

⁹ Voir tableau XV-4, colonne (7).

¹⁰ Pour les six derniers mois non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger nées à l'occasion d'exportations et d'importations de la Belgique, non mobilisées auprès des banques.

¹¹ Non compris les créances commerciales nettes sur l'étranger, nées à l'occasion d'exportations et d'importations de la Belgique, non mobilisées auprès des banques.

XV - 3a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS²

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges							En monnaies étrangères ³			Total général	
	Auprès des intermédiaires financiers nationaux ^{4 5}						Auprès des secteurs nationaux non financiers et à l'étranger	Total	Auprès des intermédiaires financiers nationaux ^{4 6}	A l'étranger		Total
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Auprès de organismes principalement monétaires ⁷						
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (5) + (7)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12) = (8) + (11)	
1979	+ 72,6	+ 38,4	- 4,0	+ 0,5	+ 107,5	+ 59,2	+ 44,8	+ 152,3	+ 8,4	+ 8,1	+ 16,5	+ 168,8
1980	+ 1,9	+ 51,2	- 10,9	- 0,6	+ 41,6	+ 33,3	+ 70,2	+ 111,8	+ 12,9	+ 33,5	+ 46,4	+ 158,2
1981	+ 45,9	+ 11,9	- 4,9	+ 1,7	+ 54,6	+ 33,4	+ 53,5	+ 108,1	+ 41,1	+ 74,2	+ 115,3	+ 223,4
1982	+ 21,3	+ 71,8	- 3,6	+ 2,0	+ 91,5	+ 56,2	+ 47,0	+ 138,5	+ 6,1	+ 24,6	+ 30,7	+ 169,2
1983	+ 111,6	+ 35,3	+ 11,1	+ 1,3	+ 159,3	+ 76,1	- 13,0	+ 146,3	- 8,6	- 5,2	- 13,8	+ 132,5
1984	+ 115,3	+ 58,7	+ 5,7	+ 0,9	+ 180,6	+ 69,7	+ 52,8	+ 233,4	+ 4,6	- 14,0	- 9,4	+ 224,0
1985	+ 163,0	+ 20,4	+ 16,7	+ 2,2	+ 202,3	+ 88,8	+ 23,4	+ 225,7	- 1,3	- 1,1	- 2,4	+ 223,3
1986	+ 209,6	+ 81,5	+ 19,8	+ 6,5	+ 317,4	+ 132,4	+ 51,1	+ 368,5	- 0,5	+ 33,1	+ 32,6	+ 401,1
1985 1 ^{er} trimestre .	+ 24,2	+ 61,2	+ 1,9	+ 4,0	+ 91,3	+ 44,6	+ 18,7	+ 110,0	+ 7,4	- 0,8	+ 6,6	+ 116,6
2 ^e trimestre .	+ 28,1	- 58,6	+ 1,8	+ 3,1	- 25,6	- 23,9	+ 12,6	- 13,0	- 10,0	- 2,6	- 12,6	- 25,6
3 ^e trimestre .	+ 21,6	+ 20,5	+ 5,5	0,0	+ 47,6	+ 28,2	+ 1,9	+ 49,5	+ 3,1	+ 5,7	+ 8,8	+ 58,3
4 ^e trimestre .	+ 89,1	- 2,7	+ 7,5	- 4,9	+ 89,0	+ 39,9	- 9,8	+ 79,2	- 1,8	- 3,4	- 5,2	+ 74,0
1986 1 ^{er} trimestre .	+ 17,3	+ 45,3	+ 6,2	+ 4,9	+ 73,7	+ 35,9	+ 10,9	+ 84,6	+ 17,4	+ 7,1	+ 24,5	+ 109,1
2 ^e trimestre .	+ 34,2	- 37,1	+ 4,8	+ 4,0	+ 5,9	- 14,6	+ 18,5	+ 24,4	- 16,6	+ 12,2	- 4,4	+ 20,0
3 ^e trimestre .	+ 37,8	+ 47,0	+ 4,9	- 0,6	+ 89,1	+ 57,2	+ 20,7	+ 109,8	+ 12,3	- 7,8	+ 4,5	+ 114,3
4 ^e trimestre .	+ 120,3	+ 26,3	+ 3,9	- 1,8	+ 148,7	+ 53,9	+ 1,0	+ 149,7	- 13,6	+ 21,6	+ 8,0	+ 157,7
1987 1 ^{er} trimestre .	+ 40,2	+ 78,7	- 2,2	+ 1,1	+ 117,8	+ 64,2	+ 26,1	+ 143,9	+ 9,7	+ 15,1	+ 24,8	+ 168,7

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁴ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁵ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonnes (1) à (6).

⁶ Pour les encours, voir tableau XV-3b, colonne (7).

⁷ Colonne (2) du tableau XIII-3, sous déduction des avoirs des banques d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

**XV - 3b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS NON MONETAIRES A UN AN AU PLUS² AUPRES DES INTERMEDIAIRES
FINANCIERS NATIONAUX³**

(milliards de francs)

Fin de période	En francs belges						En monnaies étrangères	Total général
	Dépôts en carnets ou livrets ordinaires	Dépôts à terme	Bons de caisse et d'épargne	Divers	Total	dont : Auprès des organismes principalement monétaires ⁴		
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5)=(1) à (4)	(6)	(7)	(8)=(5)+(7)
1977	887,5	304,8	79,6	4,7	1.276,6	516,6	35,8	1.312,4
1978	993,4	339,6	94,1	6,0	1.433,1	581,7	29,7	1.462,8
1979	1.066,0	378,0	90,1	6,5	1.540,6	640,9	37,7	1.578,3
1980	1.067,9	429,2	79,2	5,9	1.582,2	674,2	54,0	1.636,2
1981	1.113,8	441,1	74,3	7,6	1.636,8	707,6	103,8	1.740,6
1982	1.135,1	512,9	70,7	9,6	1.728,3	763,8	127,5	1.855,8
1983	1.246,7	548,2	81,8	10,9	1.887,6	839,9	129,7	2.017,3
1984	1.362,0	606,9	87,5	11,8	2.068,2	909,6	139,2	2.207,4
1985 Mars	1.386,2	668,1	89,4	15,8	2.159,5	954,2	145,6	2.305,1
Juin	1.414,3	609,5	91,2	18,9	2.133,9	930,3	135,9	2.269,8
Septembre	1.435,9	630,0	96,7	18,9	2.181,5	958,5	131,8	2.313,3
Décembre	1.525,0	627,3	104,2	14,0	2.270,5	998,4	126,1	2.396,6
1986 Mars	1.542,3	672,6	110,4	18,9	2.344,2	1.034,3	141,6	2.485,8
Juin	1.576,5	635,5	115,2	22,9	2.350,1	1.019,7	122,8	2.472,9
Septembre	1.614,3	682,5	120,1	22,3	2.439,2	1.076,9	131,9	2.571,1
Décembre	1.734,6	708,8	124,0	20,5	2.587,9	1.130,8	116,0	2.703,9
1987 Mars	1.774,8	787,5	121,8	21,6	2.705,7	1.195,0	122,8	2.828,5

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Autres que les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Colonne (2) du tableau XIII-1, sous déduction des avoirs des banques d'épargne, des sociétés hypothécaires et de capitalisation et des intermédiaires financiers publics de crédit.

**XV - 4. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS A PLUS D'UN AN²**

(Variations en milliards de francs)

Périodes	En francs belges				En monnaies étrangères ^{3 4}			Total général (8)=(4)+(7)
	Bons de caisse et obligations (1)	Actions ⁵ (2)	Divers ⁶ (3)	Total (4)= (1)+(2)+(3)	Obligations (5)	Actions ⁷ (6)	Total (7)=(5)+(6)	
1979	+ 204,7	+ 3,8	+ 0,9	+ 209,4	+ 14,9	- 3,9	+ 11,0	+ 220,4
1980	+ 256,9	+ 1,8	+ 1,0	+ 259,7	+ 30,5	- 6,9	+ 23,6	+ 283,3
1981	+ 207,8	+ 1,2	+ 2,4	+ 211,4	+ 44,2	- 4,5	+ 39,7	+ 251,1
1982	+ 280,4	+ 18,2	- 1,2	+ 297,4	+ 59,7	- 8,4	+ 51,3	+ 348,7
1983	+ 286,8	+ 47,4	+ 12,9	+ 347,1	+ 84,8	- 0,8	+ 84,0	+ 431,1
1984	+ 186,9	+ 21,3	- 1,1	+ 207,1	+ 111,2	- 7,2	+ 104,0	+ 311,1
1985	+ 283,4	+ 12,3	- 3,4	+ 292,3	+ 87,4	+ 1,6	+ 89,0	+ 381,3
1986	+ 118,5	+ 16,2	- 10,9	+ 123,8	+ 107,5	+ 21,0	+ 128,5	+ 252,3
1985 1 ^{er} trimestre ...	+ 76,2	+ 2,7	- 1,6	+ 77,3	+ 20,8	- 6,9	+ 13,9	+ 91,2
2 ^e trimestre ...	+ 93,5	+ 8,0	- 1,6	+ 99,9	+ 26,6	+ 1,7	+ 28,3	+ 128,2
3 ^e trimestre ...	+ 56,9	+ 0,8	+ 1,6	+ 59,3	+ 18,8	+ 3,5	+ 22,3	+ 81,6
4 ^e trimestre ...	+ 56,8	+ 0,8	- 1,8	+ 55,8	+ 21,2	+ 3,3	+ 24,5	+ 80,3
1986 1 ^{er} trimestre ...	+ 79,1	- 7,1	+ 1,3	+ 73,3	+ 16,8	+ 10,5	+ 27,3	+ 100,6
2 ^e trimestre ...	+ 28,9	+ 23,3	- 6,2	+ 46,0	+ 35,1	+ 9,2	+ 44,3	+ 90,3
3 ^e trimestre ...	+ 24,8	0,0	- 1,5	+ 23,3	+ 34,5	+ 0,8	+ 35,3	+ 58,6
4 ^e trimestre ...	- 14,3	0,0	- 4,5	- 18,8	+ 21,1	+ 0,5	+ 21,6	+ 2,8
1987 1 ^{er} trimestre ...	+ 39,1	- 3,3	- 1,8	+ 34,0	+ 19,4	+ 0,3	+ 19,7	+ 53,7

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

² Durée à l'origine.

³ Achats nets de titres par des résidents de l'U.E.B.L. ; la part de l'épargne luxembourgeoise dans ces achats nets est peu importante.

⁴ Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

⁵ Emissions publiques uniquement.

⁶ Comprend principalement les dépôts à plus d'un an formés auprès d'intermédiaires financiers nationaux.

⁷ Y compris les achats nets de parts dans des fonds communs de placement.

XV - 5a. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES² AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX³

(Variations en milliards de francs)

Périodes	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général (12) = (10) + (11)
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)	
1979	+ 8,6	+ 0,2	+ 72,5	+ 25,7	+ 33,9	+ 71,1	+ 26,6	+ 20,7	+ 5,2	+ 141,8	+ 122,7	+ 264,5
1980	+ 4,5	+ 2,2	+ 43,1	+ 44,8	+ 11,2	+ 100,9	- 2,4	+ 39,6	+ 6,0	+ 58,6	+ 191,3	+ 249,9
1981	+ 3,8	+ 5,0	+ 85,9	+ 42,0	+ 12,3	+ 89,6	+ 21,6	+ 31,2	+ 4,5	+ 128,6	+ 167,3	+ 295,9
1982	- 1,3	+ 1,0	+ 89,2	+ 56,9	+ 31,4	+ 144,6	+ 13,8	+ 44,5	+ 5,1	+ 134,1	+ 251,1	+ 385,2
1983	+ 15,8	- 1,3	+ 120,1	+ 61,4	+ 52,0	+ 108,7	+ 38,4	+ 71,4 ⁴	- 25,1 ⁴	+ 225,0	+ 216,4	+ 441,4
1984	- 4,9	- 8,3	+ 64,4	+ 37,4	+ 73,6	+ 70,4	+ 45,3	+ 27,8	+ 1,4	+ 170,1	+ 137,0	+ 307,1
1985	- 0,7	+ 13,9	+ 120,8	+ 53,6	+ 82,3	+ 74,7	+ 35,4	+ 35,2	+ 0,4	+ 251,7	+ 163,9	+ 415,6
1986	+ 19,9	+ 10,9	+ 175,4	+ 8,7	+ 100,3	+ 35,7	+ 94,4	+ 8,8	- 4,6	+ 400,9	+ 48,6	+ 449,5
1985 1 ^{er} trimestre	- 8,7	+ 12,9	+ 45,0	+ 13,0	+ 43,0	+ 10,9	+ 6,3	+ 8,8	+ 1,2	+ 98,5	+ 33,9	+ 132,4
2 ^e trimestre	+ 24,2	+ 8,5	+ 9,9	+ 22,4	+ 5,9	+ 34,4	+ 11,2	+ 11,1	- 0,7	+ 59,7	+ 67,2	+ 126,9
3 ^e trimestre	- 17,3	- 13,4	+ 14,0	+ 4,6	+ 12,5	+ 5,4	+ 0,9	+ 5,8	- 0,2	- 3,3	+ 15,6	+ 12,3
4 ^e trimestre	+ 1,1	+ 5,9	+ 51,9	+ 13,6	+ 20,9	+ 24,0	+ 17,0	+ 9,5	+ 0,1	+ 96,8	+ 47,2	+ 144,0
1986 1 ^{er} trimestre	- 4,1	+ 4,0	+ 55,5	+ 14,1	+ 24,3	+ 43,0	+ 9,7	+ 18,3	- 3,9	+ 89,4	+ 71,5	+ 160,9
2 ^e trimestre	+ 26,1	+ 12,3	+ 21,6	- 2,6	+ 12,7	+ 2,0	+ 26,5	- 0,1	- 0,4	+ 99,2	- 1,1	+ 98,1
3 ^e trimestre	- 11,8	- 11,5	+ 32,5	- 6,1	+ 19,4	- 5,0	+ 12,0	- 4,4	+ 0,2	+ 40,6	- 15,3	+ 25,3
4 ^e trimestre	+ 9,7	+ 6,1	+ 65,8	+ 3,3	+ 43,9	- 4,3	+ 46,2	- 5,0	- 0,5	+ 171,7	- 6,5	+ 165,2
1987 1 ^{er} trimestre	- 10,1	+ 8,8	+ 75,8	+ 2,6	+ 36,1	+ 29,7	+ 29,1	- 3,9	- 0,7	+ 139,7	+ 27,7	+ 167,4

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension

² Après élimination des effets purement comptables des modifications de cours de change.

³ Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

⁴ Une société hypothécaire importante ayant été agréée comme banque d'épargne au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

XV - 5b. — ACTIFS FINANCIERS DETENUS PAR LES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS
ACTIFS EN FRANCS BELGES ET MONNAIES ETRANGERES AUPRES DES INTERMEDIAIRES FINANCIERS NATIONAUX²

(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers					Total		
	B.N.B.	Organismes publics	Banques		Intermédiaires financiers publics		Caisses d'épargne privées		Sociétés hypothécaires et de capitalisation	Actifs à un an au plus	Actifs à plus d'un an	Total général
	Actifs à un an au plus (1)	Actifs à un an au plus (2)	Actifs à un an au plus (3)	Actifs à plus d'un an (4)	Actifs à un an au plus (5)	Actifs à plus d'un an (6)	Actifs à un an au plus (7)	Actifs à plus d'un an (8)	Actifs à plus d'un an (9)	(10) = (1) + (2) + (3) + (5) + (7)	(11) = (4) + (6) + (8) + (9)		(12) = (10) + (11)
1977	322,5	95,0	829,8	134,8	540,2	486,0	266,8	124,2	18,9	2.054,3	763,9	2.818,2
1978	343,5	101,1	902,0	153,5	603,7	521,8	302,7	135,6	22,2	2.253,0	833,1	3.086,1
1979	352,1	101,3	974,1	179,2	637,6	592,9	329,3	156,3	27,4	2.394,4	955,8	3.350,2
1980	356,6	103,5	1.020,6	224,0	648,8	693,8	326,9	195,9	33,4	2.456,4	1.147,1	3.603,5
1981	360,4	108,5	1.115,2	266,0	661,1	783,4	348,5	227,1	37,9	2.593,7	1.314,4	3.908,1
1982	359,1	109,5	1.220,4	322,9	692,5	928,0	362,3	271,6	43,0	2.743,8	1.565,5	4.309,3
1983	374,9	108,2	1.352,9	384,3	744,5	1.036,7	400,7	343,0 ³	17,9 ³	2.981,2	1.781,9	4.763,1
1984	370,0	99,9	1.422,2	421,7	818,1	1.107,1	446,0	370,8	19,3	3.156,2	1.918,9	5.075,1
1985 Mars	361,3	112,8	1.466,2	434,7	861,1	1.118,0	452,3	379,6	20,5	3.253,7	1.952,8	5.206,5
Juin	385,5	121,3	1.476,4	457,1	867,0	1.152,4	463,5	390,7	19,8	3.313,7	2.020,0	5.333,7
Septembre	368,2	107,9	1.483,2	461,7	879,5	1.157,8	464,4	396,5	19,6	3.303,2	2.035,6	5.338,8
Décembre	369,3	113,8	1.531,2	475,3	900,4	1.181,8	481,4	406,0	19,7	3.396,1	2.082,8	5.478,9
1986 Mars	365,2	117,8	1.584,8	489,4	924,7	1.224,8	491,1	424,3	15,8	3.483,6	2.154,3	5.637,9
Juin	391,3	130,1	1.604,2	486,8	937,4	1.226,8	517,6	424,2	15,4	3.580,6	2.153,2	5.733,8
Septembre	379,5	118,6	1.633,5	480,7	956,8	1.221,8	529,6	419,8	15,6	3.618,0	2.137,9	5.755,9
Décembre	389,2	124,7	1.697,0	484,0	1.000,7	1.217,5	575,8	414,8	15,1	3.787,4	2.131,4	5.918,8
1987 Mars	379,1	133,5	1.769,9	486,6	1.036,8	1.247,2	604,9	410,9	14,4	3.924,2	2.159,1	6.083,3

¹ Entreprises privées qui ne sont pas des intermédiaires financiers, organismes publics d'exploitation, organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension

² Non compris les organismes d'assurance-vie et accidents du travail, et fonds de pension.

³ Une société hypothécaire importante ayant été agréée comme banque d'épargne au mois de décembre 1983, un transfert de 33,4 milliards de francs a eu lieu de la colonne (9) à la colonne (8).

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : LII^e année, tome I, n° 1, janvier 1977 : « Stock monétaire et autres actifs financiers détenus par les entreprises et particuliers et par les pouvoirs publics ».

XVI. — EMISSIONS ET DETTES DU SECTEUR PUBLIC

1. — EMISSIONS EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN¹

(milliards de francs)

Emetteurs	Années	Titres accessibles à tout placeur ²					Titres non accessibles à tout placeur ³			Total émissions nettes à plus d'un an (9) = (5) + (8)	P.M. Emissions nettes à un an au plus ⁴
		Emissions par grosses tranches			Emissions nettes au robinet (4)	Emissions nettes totales (5) = (3) + (4)	Emissions brutes (6)	Amortissements (7)	Emissions nettes (8) = (6) - (7)		
		Emissions brutes (1)	Amortissements (2)	Emissions nettes (3) = (1) - (2)							
					(1)	(2)	(3) = (1) - (2)	(4)	(5) = (3) + (4)			(6)	(7)	(8) = (6) - (7)	(9) = (5) + (8)	(10)
1. Etat (dette directe unique-ment)	1979	196,0	106,6	89,4	—	89,4	0,0	1,3	- 1,3	88,1	43,9
	1980	154,8	105,6	49,2	—	49,2	4,4	1,2	3,2	52,4	152,1
	1981	144,0	136,0	8,0	—	8,0	3,3	1,2	2,1	10,1	220,9
	1982	176,0	120,1	55,9	—	55,9	2,0	3,5	- 1,5	54,4	233,7
	1983	322,5	125,4	197,1	—	197,1	54,7	1,2	53,5	250,6	116,9
	1984	293,0	149,8	143,2	—	143,2	94,8	2,7	92,1	235,3	117,5
	* 1985	478,5	162,5	316,0	—	316,0	88,6	18,8	69,8	385,8	70,9
* 1986	289,5	107,0	182,5	—	182,5	18,6	63,1	- 44,5	138,0	289,0	
2. Fonds autonomes et organismes de sécurité sociale	1979	49,8	13,2	36,6	—	36,6	18,5	6,4	12,1	48,7	5,0
	1980	31,0	13,1	17,9	—	17,9	4,9	7,5	- 2,6	15,3	3,3
	1981	35,1	20,7	14,4	—	14,4	9,4	7,8	1,6	16,0	4,0
	1982	38,1	27,5	10,6	—	10,6	39,1	7,7	31,4	42,0	- 5,5
	1983	125,9	76,3	49,6	—	49,6	42,7	6,2	36,5	86,1	- 3,6
	1984	61,0	51,4	9,6	—	9,6	47,8	6,1	41,7	51,3	- 3,6
	* 1985	157,0	62,2	94,8	—	94,8	41,3	9,2	32,1	126,9	- 1,4
* 1986	85,2	36,4	48,8	—	48,8	26,6	16,0	10,6	59,4	0,0	
3. Intermédiaires financiers publics (y compris la CGER)	1979	10,0	6,6	3,4	23,5	26,9	13,6	5,2	8,4	35,3	0,3
	1980	15,0	12,3	2,7	46,7	49,4	7,7	9,0	- 1,3	48,1	- 0,9
	1981	0,0	9,6	- 9,6	29,9	20,3	14,5	10,9	3,6	23,9	- 0,8
	1982	35,0	3,8	31,2	43,2	74,4	36,4	16,8	19,6	94,0	- 0,9
	1983	16,0	4,1	11,9	35,9	47,8	17,8	4,5	13,3	61,1	3,1
	1984	0,0	4,0	- 4,0	41,9	37,9	11,1	6,1	5,0	42,9	1,3
	* 1985	0,0	16,8	- 16,8	48,8	32,0	8,9	13,0	- 4,1	27,9	12,1
* 1986	0,0	12,7	- 12,7	12,8	0,1	30,7	13,1	17,6	17,7	12,2	
4. Pouvoirs subordonnés, Intercommunales pour la construction des Autoroutes et Crédit Communal de Belgique	1979	22,0	9,7	12,3	40,1	52,4	1,2	0,6	0,6	53,0	- 0,6
	1980	23,0	13,1	9,9	55,4	65,3	0,0	0,6	- 0,6	64,7	- 7,8
	1981	42,0	20,2	21,8	41,7	63,5	0,0	0,5	- 0,5	63,0	- 2,3
	1982	25,1	10,7	14,4	57,7	72,1	0,0	0,5	- 0,5	71,6	- 2,1
	1983	0,0	7,1	- 7,1	56,2	49,1	0,4	0,1	0,3	49,4	3,8
	1984	40,0	20,7	19,3	43,4	62,7	5,0	0,2	4,8	67,5	1,7
	* 1985	30,0	4,7	25,3	54,0	79,3	10,0	0,2	9,8	89,1	6,6
* 1986	0,0	10,8	- 10,8	42,8	32,0	20,0	0,2	19,8	51,8	- 10,2	
5. Organismes paraétatiques d'exploitation	1979	0,0	6,3	- 6,3	—	- 6,3	7,3	2,6	4,7	- 1,6	—
	1980	0,0	8,7	- 8,7	—	- 8,7	7,3	4,3	3,0	- 5,7	—
	1981	21,5	18,8	2,7	—	2,7	4,0	2,8	1,2	3,9	—
	1982	12,0	8,5	3,5	—	3,5	20,9	13,1	7,8	11,3	—
	1983	25,0	10,5	14,5	—	14,5	15,0	11,5	3,5	18,0	—
	1984	15,0	25,1	- 10,1	—	- 10,1	15,9	7,7	8,2	- 1,9	—
	* 1985	0,0	6,6	- 6,6	—	- 6,6	2,0	8,6	- 6,6	- 13,2	—
* 1986	30,0	19,5	10,5	—	10,5	3,1	10,0	- 6,9	3,6	—	
Total 1 à 5 : Total des émissions en francs belges du secteur public belge	1979	277,8	142,4	135,4	63,6	199,0	40,6	16,1	24,5	223,5	—
	1980	223,8	152,8	71,0	102,1	173,1	24,3	22,6	1,7	174,8	—
	1981	242,6	205,3	37,3	71,6	108,9	31,2	23,2	8,0	116,9	—
	1982	286,2	170,6	115,6	100,9	216,5	98,4	41,6	56,8	273,3	—
	1983	489,4	223,4	266,0	92,1	358,1	130,6	23,5	107,1	465,2	—
	1984	409,0	251,0	158,0	85,3	243,3	174,6	22,8	151,8	395,1	—
	* 1985	665,5	252,8	412,7	102,8	515,5	150,8	49,8	101,0	616,5	—
* 1986	404,7	186,4	218,3	55,6	273,9	99,0	102,4	- 3,4	270,5	—	

¹ Les émissions par grosses tranches dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

² Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse, ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal

de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., l'O.C.C.H., la C.N.C.P., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

³ Par grosses tranches en principe, mais y compris les émissions continues des organismes paraétatiques de logement.

⁴ Mouvement net de la dette de l'Etat à un an au plus et montants des émissions nettes à un an des autres secteurs.

XVI - 2. — EMISSIONS A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

Emprunts en francs belges

Date d'ouverture de la souscription		Emetteurs	Taux nominal d'intérêt (%)	Cours d'émission (%)	Durée	Montant émis ² (milliards de francs)	Rendement pour le porteur ³ (%)		
Mois	Jour						à l'échéance intercalaire	à l'échéance finale	
1982	Janvier ..	20	Etat belge 1982-89	14,25	99,50	7 ans	55,0	—	14,37
	Mars	11	Fonds des Routes 1982-89	14,25	99,75	7 ans	38,0	—	14,31
	Avril	29	S.N.C.I. 1982-89	14,25	99,75	7 ans	15,0	—	14,31
	Juin	7	Etat belge 1982-90	14,00	98,75	8 ans	17,3	—	14,27
	Juin	7	Etat belge 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴	99,50	4 ou 8 ans	35,7	13,92	14,06
	Septembre	3	Crédit Communal de Belgique 1982-86-90	13,75 — 14,00 ⁴		4 ou 8 ans	25,0	13,75	13,96
	Octobre .	4	Etat belge 1982-91	13,75	100,00	8 ans 6 mois	25,7	—	13,79
	Octobre .	4	Etat belge 1982-87-91	13,50 — 13,75 ⁴	100,00	4 a. 6 m. ou 8 a. 6 m.	42,3	13,56	13,63
	Novembre	15	S.N.L. 1982-90	13,50	100,00	7 ans 6 mois	20,0	—	13,54
	Décembre	13	R.T.T. 1982-90	13,25	100,50	8 ans	12,0	—	13,15
							286,0		
1983	Janvier ..	10	Fonds des Routes 1983-91	13,00	100,00	8 ans	53,0	—	13,00
	Février ..	24	Etat belge 1983-91	12,75	100,00	8 ans	112,0	—	12,75
	Avril	25	S.N.L. 1983-91	12,50	100,50	8 ans	16,0	—	12,40
	Mai	30	Etat belge 1983-90-94	12,00 — 11,50 ⁴	100,00	7 ou 11 ans	140,0	12,00	11,88
	Septembre	1	Fonds des Routes 1983-91	11,50	100,50	7 ans 6 mois	72,8	—	11,43
	Octobre .	17	R.T.T. 1983-90	11,25	100,00	7 ans	25,0	—	11,25
	Novembre	23	Etat belge 1983-92	11,25	100,00	8 ans 6 mois	70,5	—	11,28
							489,3		
1984	Janvier ..	27	Etat belge 1984-92	11,75	99,00	8 ans	72,0	—	11,95
	Avril	9	Fonds des Routes 1984-91	12,00	99,50	7 ans	41,0	—	12,11
	Mai	24	Etat belge 1984-92	12,00	99,50	8 ans	124,0	—	12,10
	Septembre	5	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1984-91	12,00	100,25	7 ans	40,0	—	11,95
	Octobre .	8	Etat belge 1984-93	11,75	99,75	8 ans 3 mois	97,0	—	11,76
	Novembre	20	R.T.T. 1984-92	11,75	100,25	8 ans	15,0	—	11,70
							389,0		
1985	Janvier ..	15	Etat belge 1985-93	11,50	99,75	8 ans	120,0	—	11,55
	Mars	11	Fonds des Routes 1985-93	11,50	99,75	8 ans	65,0	—	11,55
	Avril	29	Etat belge 1985-93, 2 ^{ème} série	11,50	100,00	8 ans	153,5	—	11,50
	Avril	29	Etat belge 1985-89-94	11,00 — 11,25 ⁴	99,75	4 ou 9 ans	36,0	11,08	11,15
	Juin	17	Fonds d'aide au redressement financier des communes 1985-93	11,00	100,75	8 ans	30,0	—	10,86
	Septembre	2	Etat belge 1985-94	10,75	100,00	8 ans 6 mois	119,0	—	10,77
	Novembre	20	Fonds des Routes 1985-94	10,00	100,75	9 ans	85,0	—	9,87
							608,5		
1986	Janvier ..	31	Etat belge 1986-94	9,75	99,75	8 ans	161,5	—	9,80
	Mars	17	Fonds des Routes 1986-94	9,50	101,00	8 ans	85,2	—	9,32
	Avril	30	R.T.T. 1986-94	7,25	99,25	8 ans	30,0	—	7,38
	Septembre	15	Etat belge 1986-94	7,60	99,25	8 ans	126,0	—	7,73
	Décembre	15	Etat belge 1987-93-97	7,75	99,00	6 ou 10 ans	127,2	7,97	7,90
							529,9		
1987	Janvier ..	30	Fonds des Routes 1987-95	8,00	100,00	8 ans	89,3	—	8,00
	Mars	20	Etat belge 1987-95	8,00	100,00	8 ans	168,9	—	8,00
	Juin	1	Etat belge 1987-95, 2 ^{ème} série	8,00	100,00	8 ans	157,7	—	8,00

¹ Emprunts qui ont fait l'objet d'un arrêté au *Moniteur belge*, à l'exception des émissions continues.

² Les totaux annuels peuvent différer des chiffres repris à la colonne (1) du tableau précédent (émissions brutes par grosses tranches) parce qu'ils comprennent les émissions pour leur montant nominal, même si une partie seulement de l'emprunt a été effectivement couverte et parce que les émissions dont la période de souscription chevauche deux années, sont réparties au tableau précédent entre les deux années selon les montants effectivement souscrits au cours de chacune d'elles.

³ Rendements calculés avant retenues fiscales à la source.

⁴ Le premier taux indiqué est celui qui est appliqué jusqu'à l'échéance intercalaire; le second est celui qui est appliqué à partir de celle-ci.

XVI - 3. — DETTE DU TRESOR

XVI - 3a. — Situation officielle de la dette publique

(milliards de francs)

Source : Ministère des Finances

Fin de période	Dettes directes									Dettes indirectes			Dettes totales ¹	
	en francs belges					en monnaies étrangères				Total de la dette directe ¹	en francs belges	en monnaies étrangères		Total de la dette indirecte
	consolidée ²	à moyen terme	à court terme	Avoirs des particuliers à l'O.C.P.	totale	consolidée ¹	à moyen et court terme	totale ¹						
	(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (1) à (4)	(6)	(7)	(8) = (6) + (7)	(9) = (5) + (8)						(10)	(11)	(12) = (10) + (11)	(13) = (9) + (12)
1978	976,6	5,9	195,6	83,7	1.261,8	2,1	12,2	14,3	1.276,1	150,2	0,6	150,8	1.426,9	
1979	1.064,9	5,8	242,1	80,9	1.393,7	12,1	44,6	56,7	1.450,4	188,0	0,6	188,6	1.639,0	
1980	1.117,3	5,7	390,7	84,4	1.598,1	82,2	69,2	151,4	1.749,5	205,1	2,2	207,3	1.956,8	
1981	1.127,5	5,7	608,6	87,4	1.829,2	179,4	204,8	384,2	2.213,4	221,6	4,1	225,7	2.439,1	
1982	1.184,2	3,4	843,3	86,4	2.117,3	328,5	309,1	637,6	2.754,9	325,3	4,8	330,1	3.085,0	
1983	1.402,7	35,5	962,9	83,7	2.484,8	433,9	384,8	818,7	3.303,5	407,3	5,2	412,5	3.716,0	
1984	1.561,9	111,5	1.094,2	69,9	2.837,5	634,1	378,9	1.013,0	3.850,5	409,1	5,3	414,4	4.264,9	
1985 Juin	1.905,3	156,1	1.221,4	95,7	3.378,5	650,8	368,9	1.019,7	4.398,2	441,1	5,6	446,7	4.844,9	
Septembre ..	2.039,5	156,1	1.208,2	81,8	3.485,6	595,7	391,0	986,7	4.472,3	436,5	5,2	441,7	4.914,0	
Décembre ...	2.034,8	156,0	1.151,5	83,5	3.425,8	569,0	416,2	985,2	4.411,0	498,5	5,1	503,6	4.914,6	
1986 Mars	2.150,9	156,0	1.196,7	95,0	3.598,6	544,5	530,0	1.074,5	4.673,1	494,4	4,6	499,0	5.172,1	
Juin	2.149,2	102,5	1.449,4	97,0	3.798,1	539,8	455,4	995,2	4.793,3	551,0	4,7	555,7	5.349,0	
Juillet	2.146,8	101,2	1.472,1	100,1	3.820,2	540,3	445,4	985,7	4.805,9	550,2	4,7	554,9	5.360,8	
Août	2.146,0	101,3	1.499,6	97,3	3.844,2	513,7	464,3	978,0	4.822,2	550,3	4,3	554,6	5.376,8	
Septembre ..	2.239,8	100,0	1.467,7	87,4	3.894,9	498,3	477,6	975,9	4.870,8	549,9	4,3	554,2	5.425,0	
Octobre	2.235,0	98,8	1.442,7	98,2	3.874,7	516,8	475,7	992,5	4.867,2	549,0	2,2	551,2	5.418,4	
Novembre ..	2.229,8	98,8	1.460,5	93,5	3.882,6	509,9	483,5	993,4	4.876,0	548,2	2,2	550,4	5.426,4	
Décembre ...	2.228,0	98,8	1.430,0	94,0	3.850,8	502,4	515,8	1.018,2	4.869,0	547,1	2,2	549,3	5.418,3	
1987 Janvier	2.344,8	76,4	1.356,6	123,0	3.900,8	487,8	565,3	1.053,1	4.953,9	545,5	2,2	547,7	5.501,6	
Février	2.298,8	76,4	1.449,4	92,9	3.917,5	489,9	548,6	1.038,5	4.956,0	632,9	2,2	635,1	5.591,1	
Mars	2.276,2	86,4	1.595,4	97,7	4.055,7	490,2	503,0	993,2	5.048,9	629,8	2,2	632,0	5.680,9	
Avril	2.436,9	86,4	1.478,7	115,1	4.117,1	496,0	497,3	993,3	5.110,4	606,8	2,2	609,0	5.719,4	
Mai	2.406,3	65,1	1.576,2	100,9	4.148,5	495,2	494,6	989,8	5.138,3	605,4	2,2	607,6	5.745,9	
Juin	2.548,1	80,1	1.515,5	101,1	4.244,8	495,9	493,0	988,9	5.233,7	604,1	2,1	606,2	5.839,9	
Juillet	2.542,4	80,1	1.495,9	107,6	4.226,0	496,4	492,8	989,2	5.215,2	602,5	2,1	604,6	5.819,8	

¹ Non compris la dette intergouvernementale résultant de la guerre 1914-1918.

² A partir de septembre 1986 y compris la dette née des opérations de régularisation d'une partie des intérêts de la dette publique (arrêté royal n° 466 du 20 août 1986).

XVI - 3b. — Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds

(milliards de francs)

Périodes	Dettes totales	Variations comptables à éliminer				Variations de la dette publique ayant donné lieu à des mouvements de fonds ²
		Certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. ¹	Différences de change	Divers	Total	
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (2) à (4)	(6) = (1) - (5)	
1978	+ 198,2	+ 15,4	- 0,1	0,0	+ 15,3	+ 182,9
1979	+ 212,1	+ 0,3	0,0	0,0	+ 0,3	+ 211,8
1980	+ 317,8	+ 17,2	+ 3,9	0,0	+ 21,1	+ 296,7
1981	+ 482,3	+ 7,0	+ 20,7	0,0	+ 27,7	+ 454,6
1982	+ 645,9	+ 7,5	+ 34,1	+ 95,5 ³	+ 137,1 ³	+ 508,8
1983	+ 631,0	+ 32,8	+ 47,7	+ 26,1 ³	+ 106,6 ³	+ 524,4
1984	+ 548,9	+ 6,3	+ 38,5	0,0	+ 44,8	+ 504,1
1985	+ 649,7	+ 8,6	- 62,9	+ 132,9 ⁴	+ 78,6 ⁴	+ 571,1
1985 7 premiers mois	+ 547,8	+ 2,3	- 30,5	+ 97,2 ⁴	+ 69,0 ⁴	+ 478,8
1986 7 premiers mois	+ 446,2	- 14,1	- 22,6	+ 0,5 ⁴	- 36,2 ⁴	+ 482,4
1985 8 premiers mois	+ 571,8	+ 2,6	- 30,7	+ 98,3 ⁴	+ 70,2 ⁴	+ 501,6
1986 8 premiers mois	+ 462,2	- 14,1	- 28,4	+ 0,5 ⁴	- 42,0 ⁴	+ 504,2

¹ Les remboursements de certificats de trésorerie détenus par le F.M.I. sont, conformément aux dispositions légales et conventionnelles en vigueur, supportés par la B.N.B.; celle-ci reçoit, par ailleurs, le produit des souscriptions de certificats par le F.M.I.

² Cette colonne correspond (avec signe inversé) à la colonne (3) du tableau XI-3 : besoins nets de financement du Trésor.

³ Y compris la dette consolidée indirecte en francs belges reprise des Intercommunales Autoroutières par le Fonds des Routes en vertu de la loi du 2 juillet 1981.

⁴ Y compris les dettes des secteurs nationaux reprises par l'Etat en vertu de l'article 12 de la loi du 5 mars 1984.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC

a) Ventilation par débiteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers	Total
	Etat ¹	Paraétatiques d'exploitation	Sécurité sociale et fonds de pension	Secteur public non compris ailleurs ²		
Titres accessibles à tout placeur³						
1978	1.068,1	102,8	—	174,3	633,4	1.978,6
1979	1.195,1	96,5	—	186,1	699,9	2.177,6
1980	1.261,6	87,9	—	197,1	804,1	2.350,7
1981	1.286,6	90,7	—	186,8	895,6	2.459,7
1982	1.440,2	94,2	—	89,4	1.052,5	2.676,3
1983	1.717,9	108,9	—	55,9	1.151,7	3.034,4
1984	1.851,9	98,8	—	98,3	1.228,7	3.277,7
1985	2.256,0	92,2	—	131,5	1.313,5	3.793,2
Titres non accessibles à tout placeur						
1978	64,5	60,7	19,8	49,3	103,2	297,5
1979	63,4	65,4	31,7	49,9	111,6	322,0
1980	66,4	68,4	29,0	49,6	110,3	323,7
1981	68,0	69,6	26,1	54,1	113,8	331,6
1982	72,6	77,4	42,5	62,5	133,3	388,3
1983	127,5	80,8	55,8	84,7	146,6	495,4
1984	230,5	88,9	53,6	122,6	151,6	647,2
1985	433,2	82,3	52,3	139,9	147,4	855,1
Total						
1978	1.132,6	163,5	19,8	223,6	736,6	2.276,1
1979	1.258,5	161,9	31,7	236,0	811,5	2.499,6
1980	1.328,0	156,3	29,0	246,7	914,4	2.674,4
1981	1.354,6	160,3	26,1	240,9	1.009,4	2.791,3
1982	1.512,8	171,6	42,5	151,9	1.185,8	3.064,6
1983	1.845,4	189,7	55,8	140,6	1.298,3	3.529,8
1984	2.082,4	187,7	53,6	220,9	1.380,3	3.924,9
1985	2.689,2	174,5	52,3	271,4	1.460,9	4.648,3

¹ Dette publique belge, directe et indirecte, intérieure consolidée et à moyen terme.

² Y compris les titres admis ou admissibles à la souscription du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion, ainsi que les bonifications effectivement accordées à la fin de chaque année.

³ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par

souscription publique, ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVI - 4. — DETTES EN FRANCS BELGES A PLUS D'UN AN DU SECTEUR PUBLIC¹

b) Ventilation par détenteurs

(valeurs nominales à fin d'année, en milliards de francs)

	Secteurs non financiers				Intermédiaires financiers					Total
	Entreprises, particuliers, Etranger	Paraétatiques d'exploitation	Secteur public non compris ailleurs ²	Sécurité sociale	Organismes principalement monétaires ³	Fonds des Rentes	Caisses d'épargne, sociétés hypothécaires et de capitalisation	Organismes d'assurance-vie et accidents du travail, fonds de pension	Intermédiaires financiers publics de crédit	
Titres accessibles à tout placeur⁴										
1978	940,0	9,6	7,8	14,1	464,2	22,3	272,3	162,6	85,7	1.978,6
1979	1.072,2	11,9	8,5	16,3	485,8	33,1	288,8	169,2	91,8	2.177,6
1980	1.217,8	12,0	8,9	17,8	501,5	29,7	299,6	172,8	90,6	2.350,7
1981	1.329,8	13,1	9,0	18,8	499,9	25,1	307,3	175,3	81,4	2.459,7
1982	1.449,4	14,0	11,6	21,3	537,5	16,6	338,9	196,1	90,9	2.676,3
1983	1.587,5	15,0	12,0	20,2	617,4	27,3	401,9	206,5	146,6	3.034,4
1984	1.684,7	14,9	13,6	21,6	635,7	26,6	447,0	234,3	194,3	3.277,7
1985 *	1.872,4	14,3	17,9	24,8	761,5	26,1	519,4	246,2	310,6	3.793,2
Titres non accessibles à tout placeur										
1978	12,7	0,3	0,2	2,2	111,2	—	104,3	29,1	37,5	297,5
1979	13,0	0,2	0,2	2,0	122,8	—	110,3	31,4	42,1	322,0
1980	16,9	0,3	0,1	1,1	123,1	—	105,8	32,4	44,0	323,7
1981	20,2	0,3	0,1	0,8	130,6	—	105,0	32,1	42,5	331,6
1982	27,6	0,3	0,1	1,0	143,4	—	136,1	33,2	46,6	388,3
1983	40,6	0,3	0,1	0,7	177,6	—	166,5	38,2	71,4	495,4
1984	41,2	0,1	0,0	0,6	237,5	—	225,3	40,7	101,8	647,2
1985 *	54,1	0,1	0,1	1,7	266,3	—	282,4	43,6	206,8	855,1
Total										
1978	952,7	9,9	8,0	16,3	575,4	22,3	376,6	191,7	123,2	2.276,1
1979	1.085,2	12,1	8,7	18,3	608,6	33,1	399,1	200,6	133,9	2.499,6
1980	1.234,7	12,3	9,0	18,9	624,6	29,7	405,4	205,2	134,6	2.674,4
1981	1.350,0	13,4	9,1	19,6	630,5	25,1	412,3	207,4	123,9	2.791,3
1982	1.477,0	14,3	11,7	22,3	680,9	16,6	475,0	229,3	137,5	3.064,6
1983	1.630,4	15,3	12,1	20,9	795,0	27,3	568,4	244,7	218,0	3.529,8
1984	1.730,9	15,0	13,6	22,2	873,2	26,6	672,3	275,0	296,1	3.924,9
1985 *	1.926,5	14,4	18,0	26,5	1.027,8	26,1	801,8	289,8	517,4	4.648,3

¹ Y compris les titres du Fonds Belgo-Congolais d'Amortissement et de Gestion.

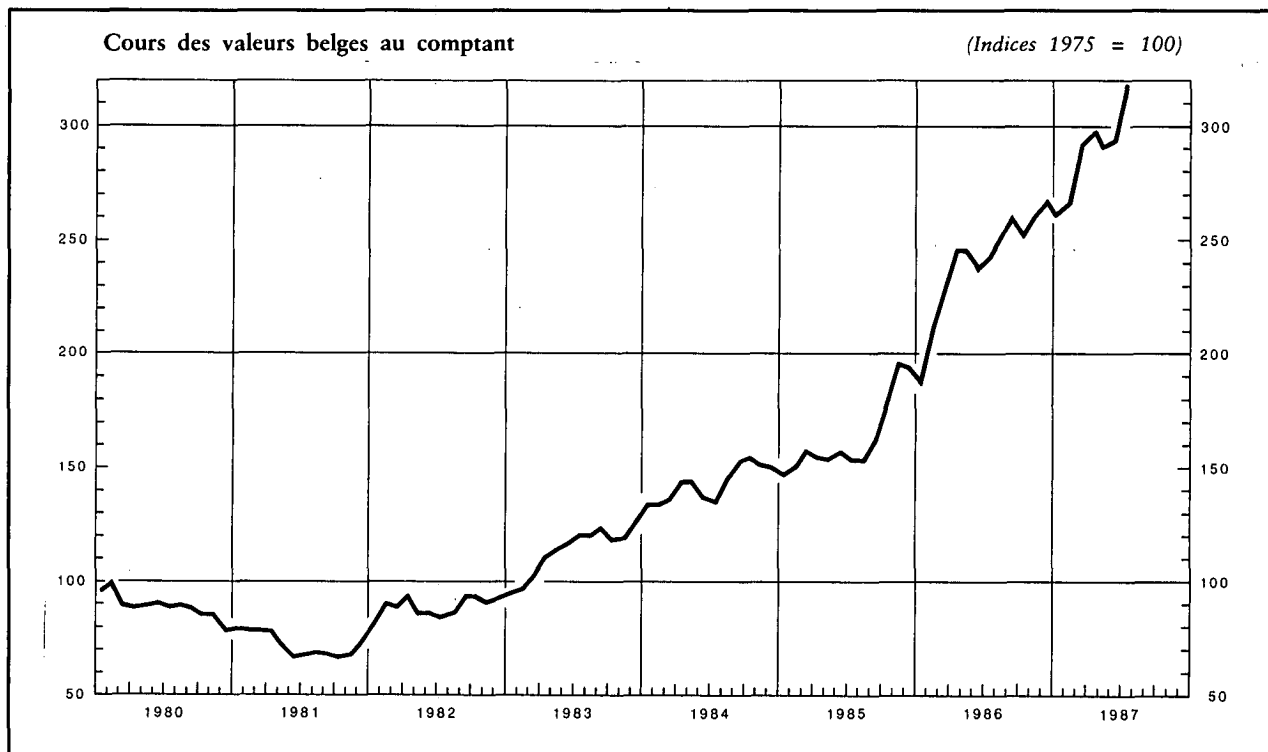
² A l'exclusion des fonds autonomes et organismes paraétatiques qui ont le caractère d'organismes monétaires ou d'organismes d'épargne, de sécurité sociale, d'assurances ou de capitalisation.

³ A l'exclusion des avoirs des caisses de pension gérées par ces organismes.

⁴ Sont considérés comme titres accessibles à tout placeur, ceux qui sont émis par souscription publique ceux qui sont cotés en Bourse ou dont l'admission à la Cote officielle est prévue, ceux faisant habituellement l'objet de négociations hors bourse ainsi que les obligations et bons de caisse émis au robinet par le Crédit Communal de Belgique, la S.N.C.I., l'I.N.C.A., la C.N.C.P., l'O.C.C.H., de même que les bons d'épargne émis par la CGER.

XVII. — VALEURS MOBILIERES DU SECTEUR PRIVE ET CREDITS AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

1. — ACTIVITE BOURSIERE : CAPITAUX TRAITES, NIVEAU DES COURS ET TAUX DE RENDEMENT



Moyennes mensuelles ou mois	Valeurs belges				Valeurs étrangères		
	Capitaux traités Moyennes par séance ^{1,2}	Cours des actions au comptant ³		Taux de rendement des actions ⁴		Capitaux traités Moyennes par séance ¹	Cours des actions au comptant ³
		Ensemble	Sociétés industrielles	Ensemble	Sociétés industrielles ⁵		
	(millions de francs)	(Indices 1975 = 100)		(%)		(millions de francs)	(Indice 1975 = 100)
1979	128	99	95	5,9	5,4	94	112
1980	106	89	93	7,3	6,2	156	142
1981	107	73	75	8,7	7,3	139	193
1982	204	89	89	7,1	5,6	156	202
1983	308	114	113	6,1	5,0	254	288
1984	367	144	144	5,2	3,9	272	349
1985	454	163	160	4,9	4,1	305	397
1986	792	241	231	3,6	3,4	413	428
1985 2 ^e trimestre	357	155	153	5,2	4,2	237	409
3 ^e trimestre	303	157	153	5,2	4,4	235	397
4 ^e trimestre	812	189	183	4,2	3,8	397	386
1986 1 ^{er} trimestre	770	210	204	3,8	3,6	516	423
2 ^e trimestre	890	244	233	3,6	3,4	482	441
3 ^e trimestre	663	252	240	3,6	3,4	367	426
4 ^e trimestre	844	261	246	3,4	3,2	287	424
1987 1 ^{er} trimestre	848	273	257	3,2	3,1	434	440
2 ^e trimestre	1.013	295	276	3,0	2,9	555	513
1986 Juillet	550	243	232	3,7	3,5	269	418
Août	658	253	241	3,5	3,3	376	419
Septembre	781	261	246	3,6	3,4	455	440
Octobre	723	253	238	3,5	3,3	296	419
Novembre	908	261	246	3,3	3,2	279	428
Décembre	902	268	254	3,3	3,1	287	425
1987 Janvier	601	261	247	3,4	3,2	343	426
Février	902	266	252	3,2	3,2	411	433
Mars	1.042	291	273	3,1	3,0	547	460
Avril	908	298	279	2,9	2,9	590	486
Mai	1.013	292	270	3,2	3,0	610	558
Juin	1.118	294	279	3,0	2,9	467	496
Juillet	1.701	319	305	2,7	2,4	666	529

¹ Source : Commission de la Bourse de Bruxelles. Transactions au comptant et à terme à la Bourse de Bruxelles.

² Obligations de sociétés et actions uniquement.

³ Source : I.N.S. Indices des actions aux Bourses de Bruxelles et d'Anvers. Moyennes des indices aux 10 et 25 de chaque mois.

⁴ Rapport au cours à la fin du mois à la Bourse de Bruxelles du dernier dividende net payé. Nouvelle série à partir de 1982. Source : Kredietbank.

⁵ Actions sans avantages fiscaux.

XVII - 2. — RENDEMENT DES SOCIÉTÉS PAR ACTIONS¹

Source : I.N.S.

Périodes ²	Nombre de sociétés recensées	Capital versé	Réserves	Résultats nets de l'année comptable		Dividendes bruts mis en paiement	Tantièmes payés	Emprunts obligataires	
				Bénéfices	Pertes			Dette obligataire en vie au 31/12	Montant brut des coupons payés ³
				(milliards de francs)					
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique⁴									
1970	15.567	343,9	191,4	47,4	9,1	21,2	1,7	104,1	5,3
1971	15.938	371,8	210,8	53,5	9,7	23,8	1,9	122,3	7,0
1972	16.640	395,4	239,8	53,9	12,6	24,2	1,8	151,0	8,5
1973	17.155	419,2	257,5	62,5	10,6	28,9	2,0	173,6	10,4
1974	18.137	440,2	282,7	78,4	11,7	36,4	2,4	199,3	12,1
1975	19.108	469,5	319,6	83,9	23,2	40,0	2,3	240,6	14,5
1976	19.993	497,3	348,5	65,8	47,3	32,2	1,3	281,8	18,2
1977	20.734	524,4	353,8	77,0	42,5	36,2	1,3	330,1	22,0
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1970	240	41,3	29,7	6,4	2,6	3,6	0,2	3,7	0,3
1971	234	43,0	29,0	7,1	0,3	3,9	0,2	2,3	0,2
1972	229	46,8	31,9	5,3	0,2	3,8	0,2	4,9	0,2
1973	211	43,9	32,0	5,5	0,4	3,7	0,2	4,8	0,3
1974	192	45,8	32,1	7,9	0,7	4,7	0,2	4,7	0,3
1975	186	45,5	34,5	11,1	0,8	5,5	0,2	6,5	0,3
1976	174	43,9	38,2	6,5	0,7	4,7	0,2	6,9	0,5
1977	169	44,1	37,1	5,1	0,9	4,8	0,2	6,9	0,6
C. — Total⁴									
1970	15.807	385,2	221,1	53,8	11,7	24,8	1,9	107,8	5,6
1971	16.172	414,8	239,8	60,6	10,0	27,7	2,1	124,6	7,2
1972	16.869	442,2	271,7	59,2	12,8	28,0	2,0	155,9	8,7
1973	17.366	463,1	289,5	68,0	11,0	32,6	2,2	178,4	10,7
1974	18.329	486,0	314,8	86,3	12,4	41,1	2,6	204,0	12,4
1975	19.294	515,0	354,1	95,0	24,0	45,5	2,5	247,1	14,8
1976	20.167	541,2	386,7	72,3	48,0	36,9	1,5	288,7	18,7
1977	20.903	568,5	390,9	82,1	43,4	41,0	1,5	336,7	22,6

¹ Sociétés anonymes et en commandite par actions de droit belge.

² Il s'agit de l'année de paiement du dividende pour les colonnes (1) à (7).

³ Il s'agit du montant des intérêts échus pendant l'année sous rubrique ; ce montant est en relation avec la dette obligataire en vie à la fin de l'année précédente.

⁴ Non compris la B.N.B., la S.N.C.I. et la SABENA.

XVII - 4. — EMISSIONS DES SOCIÉTÉS ¹

(milliards de francs)

Source : I.N.S. (données modifiées par la B.N.B. ²).

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)				Actions et obligations	Actions et obligations	
	émissions nominales	émissions nettes	émissions non continues			émissions continues nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes	Total des émissions nettes (I.N.S.)
			émissions brutes	amortis- sements	émissions nettes				
(1)	(2)	(3)	(4)	(5) = (3) - (4)	(6)	(7) = (5) + (6)	(8) = (2) + (7)	(9)	
A. — Sociétés ayant leur principale exploitation en Belgique									
1973	39,1	20,8	13,9	3,3	10,6	6,3	16,9	37,7	39,1
1974	49,5	23,4	13,4	4,2	9,2	9,6	18,8	42,2	43,2
1975	39,4	21,5	27,0	4,5	22,5	9,0	31,5	53,0	58,1
1976	50,1	* 25,2	18,4	3,9	14,5	11,7	26,2	* 51,4	* 63,3
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	4,8	8,6	14,5	23,1	* 78,4	* 99,4
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,1	2,2	12,5	14,7	* 55,9	* 72,9
1979	* 67,1	* 34,5	16,0	8,8	7,2	14,9	22,1	* 56,6	* 79,8
1980	* 87,1	43,7	16,9	9,6	7,3	24,6	31,9	75,6	120,0
B. — Sociétés ayant leur principale exploitation à l'étranger									
1973	9,4	0,3	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,2	0,2
1974	0,6	0,2	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	0,1	0,1
1975	0,2	0,0	1,9	0,1	1,8	0,0	1,8	1,8	1,8
1976 .....	.	.	0,6	0,2	0,4	0,0	0,4	0,4	0,4
1977 .....	.	.	0,0	0,3	- 0,3	0,0	- 0,3	- 0,3	- 0,3
1978 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1979 .....	.	.	0,0	0,4	- 0,4	0,0	- 0,4	- 0,4	- 0,4
1980	* .	.	0,0	0,1	- 0,1	0,0	- 0,1	- 0,1	- 0,1
C. — Total général									
1973	48,5	21,1	13,9	3,4	10,5	6,3	16,8	37,9	39,3
1974	50,1	23,6	13,4	4,3	9,1	9,6	18,7	42,3	43,3
1975	39,6	21,5	28,9	4,6	24,3	9,0	33,3	54,8	59,9
1976	50,1	* 25,2	19,0	4,1	14,9	11,7	26,6	* 51,8	* 63,7
1977	* 91,9	* 55,3	13,4	5,1	8,3	14,5	22,8	* 78,1	* 99,1
1978	* 64,4	* 41,2	10,3	8,5	1,8	12,5	14,3	* 55,5	* 72,5
1979	* 67,1	* 34,5	16,0	9,2	6,8	14,9	21,7	* 56,2	* 79,4
1980	* 87,1	43,7	16,9	9,7	7,2	24,6	31,8	75,5	119,9

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et de personnes à responsabilité limitée de droit belge.

² Ces modifications consistent d'une part à inclure les appels de fonds, d'autre part à éliminer les émissions continues et non continues d'obligations du secteur public (S.N.C.I., SABENA) et les émissions d'obligations et de bons de caisse des banques belges.

N.B. — Colonne (1) et (9) : montants repris sans modifications des statistiques de l'I.N.S.

— Colonne (2) à (8) : montants modifiés par la B.N.B. comme indiqué à la note ² ci-contre.

— Colonne (1) : constitutions de sociétés et augmentations de capital — colonne (2) : montants libérés sur souscriptions d'actions (déduction faite des libérations autres qu'en espèces), primes d'émission et appels de fonds — colonne (3) : nouvelles émissions (partie effectivement émise au cours de l'année) plus reliquats d'émissions antérieures, moins emprunts de conversion et d'émissions contre paiement en nature

XVII - 5. — EMISSIONS DES SOCIETES¹

(milliards de francs)

Périodes	Actions		Obligations (montant nominal)	Actions et obligations
	Emissions nominales	Emissions ² nettes	Emissions non continues brutes	Total
	(1)	(2)	(3)	(4) = (2) + (3)
1981 ³	115,9	48,3	47,9	96,2
1982	152,1	102,3	6,1	108,4
1983	330,4	239,2	27,4	266,6
1984	124,4	87,7	5,0	92,7
1985	169,0	103,5	7,8	111,3
1986	241,3	138,3	6,1	144,4
1984 4 ^e trimestre	62,4	51,4	0,4	51,8
1985 1 ^{er} trimestre	21,5	12,2	2,0	14,2
2 ^e trimestre	46,3	26,4	5,5	31,9
3 ^e trimestre	39,5	22,7	0,0	22,7
4 ^e trimestre	61,8	42,2	0,3	42,5
1986 1 ^{er} trimestre	60,5	30,8	0,0	30,8
2 ^e trimestre	61,2	35,1	1,1	36,2
3 ^e trimestre	51,5	31,7	0,1	31,8
4 ^e trimestre	68,1	40,7	4,9	45,6
1986 Février	16,1	7,8	0,0	7,8
Mars	17,9	8,6	0,0	8,6
Avril	13,2	6,3	0,5	6,8
Mai	19,4	16,2	0,6	16,8
Juin	28,6	12,6	0,0	12,6
Juillet	24,9	17,1	0,0	17,1
Août	12,6	5,8	0,0	5,8
Septembre	14,0	8,8	0,0	8,8
Octobre	17,3	13,0	0,6	13,6
Novembre	17,2	14,3	1,7	16,0
Décembre	33,6	13,4	2,6	16,0
1987 Janvier	11,0	6,0	0,0	6,0
Février	16,8	12,6	1,0	13,6

¹ Sociétés anonymes, en commandite par actions et privées à responsabilité limitée de droit belge. Les chiffres de ce tableau diffèrent des données reprises au tableau XVII-4 sur les points suivants : a) les émissions nettes d'actions ne comprennent pas les appels de fonds ; b) les émissions d'obligations sont brutes (amortissements non déduits) et ne comprennent pas les émissions continues.

² Y compris les primes d'émission.

³ Y compris les opérations résultant du plan d'assainissement de la sidérurgie.

XVII - 6. — ENGAGEMENTS DES ENTREPRISES¹ ET PARTICULIERS ENVERS LES INTERMÉDIAIRES FINANCIERS BELGES

Ventilation d'après les organismes auprès desquels ces engagements ont été contractés à leur origine²
(milliards de francs)

Fin de période	Organismes principalement monétaires				Autres intermédiaires financiers						Total général	dont emprunts obligataires émis par les organismes publics d'exploitation ⁴
	B.N.B.	Organismes publics	Banques	Total ³	Intermédiaires financiers publics de crédit spécialisés dans		CGER	Banques d'épargne	Divers	Total		
					les crédits professionnels	le crédit à l'habitation						
(1)	(2)	(3)	(4) = (1) à (3)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10) = (5) à (9)	(11) = (4) + (10)	(12)	
1977 ⁵	1,6	0,3	725,7	727,6	340,3	153,9	258,8	244,6	1,6	999,2	1.726,8	84,1
1978 ⁵	1,0	0,5	802,2	803,7	370,9	181,3	293,5	282,2	2,2	1.130,1	1.933,8	101,4
1979	1,0	0,5	941,0	942,5	407,2	208,8	326,0	314,5	2,8	1.259,3	2.201,8	101,4
1980	0,9	0,5	1.020,6	1.022,0	439,8	244,4	345,4	328,5	2,2	1.360,3	2.382,3	101,0
1981	0,5	0,5	1.087,0	1.088,0	456,9	273,4	349,5	336,0	1,9	1.417,7	2.505,7	105,3
1982	0,7	0,5	1.106,2	1.107,4	466,7	300,5	349,7	344,9	1,6	1.463,4	2.570,8	111,9
1983 ⁵	0,6	0,3	1.159,5	1.160,4	447,5	323,4	360,1	368,2	2,4	1.501,6	2.662,0	122,0
1984 Décembre *	0,3	0,2	1.189,5	1.190,0	432,0	344,0	371,5	374,6	1,9	1.524,0	2.714,0	120,3
1985 Mars ⁵ *	0,2	0,2	1.172,4	1.172,8	426,3	348,8	365,5	376,3	2,0	1.518,9	2.691,7	118,2
Juin ⁵ *	0,1	0,2	1.207,6	1.207,9	430,1	354,9	362,9	383,9	1,5	1.533,3	2.741,2	113,3
Septembre *	0,1	0,2	1.172,9	1.173,2	439,1	360,3	363,3	387,1	1,7	1.551,7	2.724,7	111,9
Décembre *	0,0	0,2	1.244,8	1.245,0	442,5	367,4	376,9	388,1	1,5	1.576,4	2.821,4	108,4
1986 Mars *	0,1	0,2	1.260,2	1.260,5	440,8	370,6	371,8	400,4	1,3	1.584,9	2.845,4	107,6
Juin *	0,1	0,2	1.298,0	1.298,3	445,5	375,7	378,5	414,6	2,8	1.617,1	2.915,4	112,2
Septembre *	.	0,2	1.283,9	1.284,1	447,4	382,1	375,8	421,2	2,8	1.629,3	2.913,4	110,2
Décembre *	.	0,2	1.347,2	1.347,4	454,1	385,5	383,4	433,0	3,2	1.669,1	3.016,5	109,9
1987 Mars *	.	0,2	1.378,5	1.378,7	459,2	405,7	384,9	438,0	2,7	1.690,5	3.069,2	108,3

¹ Les entreprises comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers. Les chiffres englobent les emprunts obligataires émis par les entreprises, y compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

² Les emprunts obligataires émis par les entreprises sont supposés contractés à l'origine auprès de l'organisme détenteur.

³ Cf. tableau XIII-1, colonne (10) + colonne (11), à l'exclusion des crédits pour compte de l'Etat.

⁴ Non compris les certificats à un an au plus émis par les organismes publics d'exploitation.

⁵ Y compris les effets venus à échéance le dernier jour du mois et n'ayant pu être encaissés parce que ce jour était un samedi ou un jour férié.

XVII - 7. — INSCRIPTIONS HYPOTHECAIRES

Source : *Moniteur belge*.

Moyennes mensuelles	milliards de francs ¹
1979	21,5
1980	17,3
1981	13,5
1982	11,9
1983	12,0
1984	14,1
1985	15,2
1986	21,1
1985 1 ^{er} trimestre	12,7
2 ^e trimestre	14,2
3 ^e trimestre	16,3
4 ^e trimestre	17,5
1986 1 ^{er} trimestre	15,8
2 ^e trimestre	16,0
3 ^e trimestre	23,8
4 ^e trimestre	28,7
1987 1 ^{er} trimestre	28,0

¹ Montants estimés d'après les droits d'inscription perçus. Y compris les renouvellements au bout de quinze ans qui se montent à environ 1 1/2 p.c. du total mais non compris les hypothèques légales.

Références bibliographiques : *Annuaire Statistique de la Belgique*. — *Bulletin de Statistique de l'I.N.S.* — *Statistiques économiques belges 1970-1980*. — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*. L'année, tome 1, n° 1, janvier 1976 et LIII^e année, tome II, n° 5, mai 1978. — *Indices et Statistiques* (Commission de la Bourse de Bruxelles). — *Bulletin hebdomadaire de la Kredietbank*. — *Moniteur Belge* : Ministère des Finances : Situation des opérations en matière d'impôts. Droits d'hypothèque.

XVII - 8. — DEMANDES DE CREDITS HYPOTHECAIRES INTRODUITES AUPRES DES PRINCIPAUX INTERMEDIARES FINANCIERS BELGES POUR LE FINANCEMENT DU LOGEMENT¹

Période	Nombre de demandes (milliers)			Montant des demandes (milliards de francs)						
	Achat	Construction ou transformation		Total	Achat	Construction ou transformation		Total		
1979	60,9	44,5		105,4	90,1	70,0		160,1		
1980	44,7	30,7		75,4	61,8	46,6		108,4		
1981	42,4	26,8		69,2	53,6	39,7		93,3		
1982	37,8	20,1		57,9	44,1	27,5		71,6		
	Achat	Crédit mixte ²	Transformation	Construction	Total	Achat	Crédit mixte ²	Transformation	Construction	Total
1983	41,8	5,5	6,6	15,5	69,4	51,0	7,9	4,3	27,4	90,6
1984	45,0	6,2	7,5	16,8	75,5	56,5	8,9	4,8	30,7	100,9
1985	50,8	5,4	8,4	19,9	84,5	67,1	8,9	6,1	36,3	118,4
1986	73,0	9,3	11,6	22,6	116,8	109,4	16,4	10,3	46,3	182,4
1985 1 ^{er} trimestre ...	11,3	1,3	2,1	4,5	19,2	14,3	2,2	1,4	8,3	26,2
2 ^e trimestre ...	13,2	1,5	2,3	5,8	22,8	17,3	2,4	1,6	10,1	31,4
3 ^e trimestre ...	12,8	1,2	2,1	5,1	21,2	16,9	2,0	1,6	9,8	30,3
4 ^e trimestre ...	13,5	1,4	1,9	4,5	21,3	18,6	2,3	1,5	8,1	30,5
1986 1 ^{er} trimestre ...	14,8	1,4	2,1	4,9	23,2	20,2	2,6	1,8	9,0	33,6
2 ^e trimestre ...	20,3	2,4	3,6	6,9	33,2	30,5	4,2	3,3	13,5	51,5
3 ^e trimestre ...	18,9	2,7	3,2	5,9	30,7	29,5	4,6	2,8	12,6	49,5
4 ^e trimestre ...	19,0	2,8	2,7	5,2	29,7	29,2	5,0	2,4	11,2	47,8
1987 1 ^{er} trimestre ...	17,4	2,7	2,8	6,9	29,8	27,4	4,7	2,4	15,5	50,0
1986 Mai	6,4	0,7	1,0	2,2	10,3	9,5	1,3	0,9	4,1	15,8
Juin	7,8	1,0	1,5	2,8	13,1	12,2	1,8	1,5	5,8	21,3
Juillet	6,8	1,0	1,2	2,3	11,3	10,8	1,7	1,1	5,1	18,7
Août	5,5	0,8	1,0	1,7	9,0	8,5	1,3	0,8	3,6	14,2
Septembre	6,6	0,9	1,0	1,9	10,4	10,2	1,6	0,9	3,9	16,6
Octobre	7,4	1,0	1,1	1,9	11,4	11,2	1,8	0,9	4,0	17,9
Novembre	5,7	0,9	0,8	1,5	8,9	8,9	1,5	0,7	3,0	14,1
Décembre	5,9	0,9	0,8	1,8	9,4	9,1	1,7	0,8	4,2	15,8
1987 Janvier	6,3	0,9	1,0	3,3	11,5	10,0	1,8	0,8	7,2	19,8
Février	5,2	0,8	0,8	1,8	8,6	8,0	1,3	0,7	3,9	13,9
Mars	5,9	1,0	1,0	1,8	9,7	9,4	1,6	0,9	4,4	16,3
Avril	5,8	1,0	0,9	1,9	9,6	9,4	1,6	0,8	4,2	16,0
Mai	5,3	0,8	0,8	1,7	8,6	8,4	1,4	0,7	3,6	14,1

¹ Selon une enquête auprès des institutions publiques de crédit, des principales banques, des banques d'épargne et d'un groupe important de compagnies d'assurance et de sociétés de crédit hypothécaire. Les données indiquent une tendance et ne reflètent ni la totalité des demandes de crédits hypothécaires, ni l'encours de ces crédits. Dans l'analyse des données sur une longue période, il y a lieu de tenir compte des modifications dans la répartition des rubriques entre les années 1982 et 1983 (cf. à ce sujet, l'article mentionné dans la référence bibliographique).

² Un crédit hypothécaire mixte est destiné au financement à la fois de l'achat d'un logement existant et des travaux de transformation de ce logement.

Référence bibliographique : *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique*, LXI^e année, Tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1986.

XVII - 9. — CREDITS¹ D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL² AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

a) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire³ est un résident belge

Ventilation d'après le secteur économique auquel le bénéficiaire appartient

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1982	1983	1984	1985 *	1982	1983	1984	1985 *
Agriculture et commerce de gros des produits agricoles	31,4	35,6	41,3	80,7	26,2	29,2	33,3	50,5
Industries extractives et commerce de gros des produits de ces industries	12,5	13,2	13,6	39,4	6,8	7,8	7,7	15,7
Industries manufacturières et commerce de gros des produits de ces industries :								
Alimentation, boissons et tabac	174,3	200,7	216,7	202,5	89,7	97,3	100,3	92,0
Textile, habillement et cuir	83,4	89,8	100,5	102,9	47,1	47,9	54,0	54,4
Industrie chimique ⁴	240,5	252,6	264,5	261,7	91,6	85,8	89,4	81,4
Métallurgie de base	186,9	158,6	134,2	123,4	123,3	101,1	69,5	54,7
Fabrications métalliques	349,5	362,4	392,6	413,0	174,5	173,4	169,7	177,6
Produits minéraux non métalliques et bois	96,6	102,7	103,3	107,4	56,1	60,4	60,1	57,2
Papier, carton et imprimerie	41,4	42,6	49,3	57,3	25,1	25,7	28,7	30,3
Pétrole	77,4	81,2	87,6	141,3	17,6	17,8	19,3	21,6
Diamant et orfèvrerie	65,0	70,1	69,2	55,3	45,3	49,9	46,8	33,5
Autres	1,9	1,9	3,3	2,7	1,2	1,2	1,5	1,2
Construction et affaires immobilières de génie civil	109,5	108,2	105,8	109,3	70,2	69,3	65,4	66,8
Production et distribution d'énergie et d'eau	122,8	115,1	125,5	126,5	53,6	45,0	43,2	43,3
Autres services :								
Commerce de gros non spécialisé	61,4	72,1	88,5	102,0	35,3	45,2	52,5	60,8
Commerce de détail	74,7	81,8	87,7	120,2	46,7	52,3	54,6	79,4
Transports, entrepôts et communications	150,5	158,0	167,1	196,2	106,1	105,4	114,7	131,4
Services financiers ⁵	128,4	149,3	181,4	209,7	44,8	55,6	60,7	79,3
Autres services aux entreprises ⁶	48,2	48,3	67,6	66,3	27,7	29,6	35,7	33,5
Autres services aux particuliers ⁷	153,4	174,5	171,0	147,7	129,8	148,9	143,7	128,2
Total	2.209,7	2.318,7	2.470,7	2.665,5	1.218,7	1.248,8	1.250,8	1.292,8

¹ Y compris ceux finançant spécifiquement des investissements en biens de capital fixe.

² Non compris les crédits que la C.N.C.P. accorde à l'intervention des entreprises de crédit agréées par elle.

³ Est considéré comme tel l'entreprise ou le particulier qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a, de la sorte, l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer soit en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier, soit en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers ; un corollaire de cette définition est que l'entreprise ou le particulier qui est le bénéficiaire du crédit n'est pas nécessairement le débiteur : ainsi, lorsqu'il y a remise à l'escompte d'une traite tirée sur un client, le débiteur est toujours le tiré, tandis que, selon les modalités de l'opération, le bénéficiaire peut être le tireur, le tiré ou un tiers ; contrairement au présent tableau, les autres tableaux de la partie statistique du *Bulletin* qui concernent les crédits aux entreprises et particuliers et à l'étranger (notamment les tableaux

XIII-6 à 9 et XVII-6) utilisent le débiteur comme critère de ventilation. Les entreprises bénéficiaires comprennent les organismes publics d'exploitation, mais non les intermédiaires financiers.

⁴ Y compris plasturgie, industrie du caoutchouc, cokeries et fabriques d'agglomérés.

⁵ Notamment crédits aux sociétés à portefeuille et aux sociétés de financement.

⁶ Notamment entreprises de factoring, de leasing, de publicité, bureaux d'études et d'organisation.

⁷ Notamment prêts et crédits aux institutions de soins de santé, de services récréatifs, aux membres des professions libérales, aux salariés et appointés, à l'exclusion cependant des prêts hypothécaires accordés par la CGER à ces derniers.

Note : les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

(*) Nouvelle série suite à la conversion à la nomenclature NACE.

XVII - 9. — CREDITS D'ESCOMPTE, D'AVANCES ET D'ACCEPTATION ACCORDES A LEUR ORIGINE PAR LES BANQUES DE DEPOTS, LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE, LA SOCIETE NATIONALE DE CREDIT A L'INDUSTRIE ET LA CAISSE NATIONALE DE CREDIT PROFESSIONNEL AUX ENTREPRISES ET PARTICULIERS ET A L'ETRANGER

b) Crédits de un million de francs ou plus dont le bénéficiaire¹ est un non-résident

Ventilation d'après la zone géographique où le bénéficiaire a sa résidence

(Encours à fin d'année, en milliards de francs)

	Encours ouverts				Encours utilisés			
	1982	1983	1984	1985	1982	1983	1984	1985
Communauté Economique Européenne ...	477,0	511,8	601,6	679,5	271,2	263,4	274,1	290,1
Royaume-Uni	97,7	127,7	210,3	286,7	36,5	29,3	74,3	104,8
République Fédérale d'Allemagne	181,3	137,8	132,9	119,2	105,1	78,1	46,0	41,7
France	73,0	90,5	95,7	91,1	42,1	60,6	65,7	52,3
Pays-Bas	42,6	48,4	52,8	77,2	18,4	18,7	20,3	29,2
Italie	43,1	55,3	65,9	61,1	35,8	41,9	45,1	33,8
Luxembourg	10,1	19,5	19,7	27,4	6,8	8,5	7,2	17,6
Danemark	17,5	18,7	12,3	6,1	15,5	14,4	6,7	2,9
Irlande	6,1	8,0	6,5	6,0	5,5	6,9	4,0	4,2
Grèce	5,6	5,9	5,5	4,7	5,5	5,0	4,8	3,6
Autre pays d'Europe	155,4	187,7	216,2	178,8	118,3	137,9	149,2	108,4
dont : Espagne	58,7	81,7	95,3	64,9	55,9	73,7	83,4	55,3
Suisse	38,3	40,4	50,6	48,4	12,4	11,1	13,3	11,9
Norvège	6,2	6,1	6,3	4,3	4,9	3,0	3,6	1,5
Suède	18,2	21,3	15,7	13,3	13,8	15,7	7,5	4,6
Etats-Unis et Canada	97,7	133,7	240,8	335,6	31,9	34,1	71,7	93,7
Pays exportateurs de pétrole	92,8	84,0	85,6	80,4	71,0	71,2	74,3	65,0
Autres pays de l'Hémisphère occidental ..	244,5	273,2	301,8	275,6	191,0	231,4	237,8	192,0
dont : Brésil	55,0	59,6	64,1	71,0	51,0	54,7	61,5	51,3
Mexique	64,6	78,4	79,5	58,7	59,4	72,7	76,9	54,3
Autres pays d'Afrique	50,0	58,9	65,4	54,5	37,7	41,8	50,0	39,0
dont : Afrique du Sud	6,6	6,1	6,3	4,1	3,1	4,3	4,8	3,6
République du Zaïre	8,7	8,5	13,2	15,9	8,7	6,3	11,2	11,5
Australie et Nouvelle Zélande	38,6	54,0	87,0	86,4	23,5	34,7	60,9	50,3
Autres pays d'Asie	58,5	78,9	137,2	154,6	35,1	43,5	59,2	49,9
dont : Japon	9,2	29,9	68,9	79,2	8,3	10,4	15,5	11,4
Total	1.214,5	1.382,2	1.735,6	1.845,4	779,7	858,0	977,2	888,4

¹ Est considéré comme tel celui qui a obtenu l'ouverture de crédit et qui a de la sorte l'initiative de son utilisation, initiative qu'il peut exercer en s'endettant lui-même envers l'intermédiaire financier ou en lui cédant des créances commerciales qu'il détient sur des tiers. Dès lors, l'encours des traites tracées sur les non-résidents et remises à l'escompte par un résident, ainsi que les encours ouverts sur lesquels

s'imputent ces remises sont inclus dans le tableau XVII-8 a) et non le présent tableau.

Note : Les totaux ne correspondent pas nécessairement à l'addition des postes en raison des forçages.

XVIII. — MARCHÉ MONÉTAIRE

1. — MARCHÉ DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR¹

(milliards de francs)

Moyennes journalières ²	Capitaux prêtés par			Capitaux empruntés par				Total (8) = (1) + (2) + (3) ou (4) + (5) + (6) + (7)
	Banques de dépôts (1)	Fonds des Rentes (2)	Autres organismes ³ (3)	Banques de dépôts (4)	Fonds des Rentes (5)	I.R.G. (6)	Autres organismes ³ (7)	
1979	8,2	0,1	3,4	5,2	0,2	4,7	1,6	11,7
1980	7,0	0,1	3,9	5,1	0,0	4,4	1,5	11,0
1981	7,0	0,0	4,2	5,4	0,1	4,0	1,7	11,2
1982	7,4	0,0	4,0	5,9	0,0	3,8	1,7	11,4
1983	7,5	0,0	3,8	5,7	0,1	4,1	1,4	11,3
1984	7,3	0,0	3,3	5,8	0,1	3,1	1,6	10,6
1985	7,2	0,0	2,9	5,2	0,6	2,9	1,4	10,1
1986	6,3	0,2	3,0	4,6	0,6	3,0	1,3	9,5
1985 2 ^e trimestre	7,1	0,0	2,8	5,8	0,5	2,2	1,4	9,9
3 ^e trimestre	7,8	0,0	2,4	4,8	1,1	3,0	1,3	10,2
4 ^e trimestre	6,6	0,0	3,0	4,9	0,1	3,0	1,6	9,6
1986 1 ^{er} trimestre	6,6	0,0	3,3	5,0	0,6	3,0	1,3	9,9
2 ^e trimestre	6,5	0,7	3,1	5,2	0,5	3,1	1,5	10,3
3 ^e trimestre	6,0	0,0	2,8	4,3	0,6	2,6	1,3	8,8
4 ^e trimestre	6,0	0,0	3,0	3,8	0,9	3,0	1,3	9,0
1987 1 ^{er} trimestre	6,1	0,1	2,8	4,8	0,9	2,0	1,3	9,0
2 ^e trimestre	6,5	0,0	3,1	4,3	1,2	2,8	1,3	9,6
1986 Août	5,3	0,0	3,1	4,6	0,5	2,2	1,1	8,4
Septembre	6,7	0,0	2,7	3,9	1,1	2,8	1,6	9,4
Octobre	5,1	0,0	2,9	3,9	0,3	2,5	1,3	8,0
Novembre	4,9	0,0	3,1	3,5	0,4	3,1	1,0	8,0
Décembre	7,7	0,0	3,1	3,8	2,0	3,3	1,7	10,8
1987 Janvier	5,4	0,3	2,8	5,2	1,0	1,4	0,9	8,5
Février	6,2	0,1	2,6	4,9	0,7	1,8	1,5	8,9
Mars	6,8	0,0	3,0	4,4	1,3	2,7	1,4	9,8
Avril	5,7	0,0	3,2	4,2	0,8	2,5	1,4	8,9
Mai	6,6	0,0	3,2	4,0	2,0	2,4	1,4	9,8
Juin	7,1	0,0	2,8	4,6	0,6	3,5	1,2	9,9
Juillet	5,2	0,0	3,1	4,1	0,2	2,8	1,2	8,3
Août	6,0	0,0	2,5	3,6	2,2	1,7	1,0	8,5

¹ La plus grande partie des capitaux traités au jour le jour est régie par le « protocole régissant le marché du call money garanti », intervenu entre le Fonds des Rentes, l'I.R.G. et les organismes financiers du secteur public et du secteur privé recevant des dépôts de fonds à vue, en carnets de dépôts ou d'épargne ou à des termes n'excédant pas 3 mois. Le présent tableau tient compte, en outre, de capitaux traités en dehors de ce protocole.

² Les moyennes sont calculées sur la base du nombre total de jours de la période ; cette méthode de calcul correspond à celle que l'I.R.G. adopte dans la présentation de ses données.

³ Les colonnes (3) et (7) comprennent notamment les institutions financières publiques de crédit et les banques d'épargne, auxquelles s'ajoutent dans la colonne (3) divers prêteurs « hors protocole ».

XVIII - 2. — LOCALISATION DES EFFETS COMMERCIAUX ESCOMPTEES PAR LES BANQUES DE DEPOTS ET DES ACCEPTATIONS BANCAIRES¹

(milliards de francs)

Moyennes des encours à fin de mois ²	Portefeuille logé				Total (5) = (1) à (4)
	dans les banques de dépôts (1)	à l'I.R.G. ³ (2)	dans les autres organismes du marché hors banque et à l'étranger (3)	à la B.N.B. ⁴ (4)	
1979	218,9	5,4	43,1	61,7	329,1
1980	245,2	6,1	49,2	53,9	354,4
1981	240,7	6,3	51,3	61,8	360,1
1982	249,4	3,6	47,2	68,5	368,7
1983	257,6	7,3	47,0	54,2	366,1
1984	260,9	7,6	46,8	54,0	369,3
1985	296,0	7,9	44,5	12,7	361,1
1986	298,4	5,8	38,4	7,7	350,3
1985 1 ^{er} trimestre	298,7	7,1	46,7	13,9	366,4
2 ^e trimestre	304,2	7,2	46,1	11,5	369,0
3 ^e trimestre	295,7	6,7	43,5	11,2	357,1
4 ^e trimestre	285,3	10,5	41,7	14,3	351,8
1986 1 ^{er} trimestre	290,0	7,5	40,3	14,9	352,7
2 ^e trimestre	300,8	5,4	39,4	9,2	354,8
3 ^e trimestre	300,1	5,1	37,9	4,0	347,1
4 ^e trimestre	302,7	5,2	36,1	2,7	346,7
1987 1 ^{er} trimestre	307,9	3,3	34,5	3,3	349,0

¹ Encours utilisés des crédits d'escompte et d'acceptations en francs belges accordés à leur origine par les banques de dépôts aux entreprises et particuliers (autres que les intermédiaires financiers, mais y compris les paraétatiques d'exploitation), et à l'étranger.

² Ces moyennes ont été calculées en prenant une fois les encours du début et de la fin de la période et deux fois les encours des fins de mois intercalaires

³ Encours du portefeuille, à l'exclusion de la partie financée par recours au réescompte de la B.N.B.

⁴ Comme le tableau porte uniquement sur les crédits accordés à leur origine par les banques de dépôts, les chiffres de cette colonne ne comprennent pas les crédits directs de la B.N.B.

XVIII - 3. — PLAFONDS DE REESCOMPTE ET QUOTAS MENSUELS D'AVANCES EN COMPTE COURANT A LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

(milliards de francs)

Plafonds : fin de mois Quotas : mois	Plafonds de réescompte ¹									Quotas mensuels d'avances en compte courant décomptés au taux ordinaire ²		
	Banques de dépôts			Institutions publiques de crédit			Banques d'épargne			Banques de dépôts	Institutions publiques de crédit	Banques d'épargne
	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles (3) = (1) - (2)	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles (6) = (4) - (5)	Ensemble des plafonds	Encours imputés	Marges disponibles (9) = (7) - (8)			
(1)	(2)	(3)	(4)	(5)	(6)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11)	(12)	
1978 Décembre ...	72,2	63,9	8,3	10,8	4,3	6,5	4,5	0,5	4,0	34,9	33,1	14,6
1979 Décembre ...	80,2	72,6	7,6	12,2	5,0	7,2	5,5	2,7	2,8	34,8	33,2	14,6
1980 Décembre ...	88,6	50,4	38,2	13,5	2,7	10,8	6,2	2,3	3,9	138,8	44,2	14,1
1981 Décembre ...	95,8	77,1	18,7	13,7	3,8	9,9	7,1	5,1	2,0	150,9	45,9	15,4
1982 Décembre ...	103,6	72,8	30,8	14,0	3,9	10,1	8,0	4,8	3,2	160,8	48,4	16,5
1983 Décembre ...	107,5	80,5	27,0	15,2	4,4	10,8	8,4	4,2	4,2	173,0	50,5	17,3
1984 Décembre ...	114,5	13,5	101,0	19,0	0,0	19,0	9,9	0,0	9,9	190,4	57,3	20,0
1985 Mars	116,7	17,2	99,5	19,3	0,1	19,2	10,0	0,0	10,0	195,7	58,9	20,5
Juin	118,8	12,8	106,0	19,7	0,0	19,7	10,2	0,0	10,2	201,7	60,4	21,0
Septembre ..	121,5	16,4	105,1	20,0	0,1	19,9	10,5	0,4	10,1	207,3	61,5	21,5
Décembre ...	123,5	32,4	91,1	20,3	1,0	19,3	10,7	0,6	10,1	212,7	62,4	22,0
1986 Mars	125,8	15,1	110,7	20,7	1,0	20,7	10,9	0,9	10,0	216,6	63,9	22,4
Juin	128,4	11,2	117,2	21,4	0,1	21,3	11,2	0,0	11,2	221,6	65,4	22,8
Août	128,4	8,3	120,1	21,4	0,3	21,1	11,2	0,0	11,2	221,6	65,4	22,8
Septembre ..	130,9	8,6	122,3	21,9	0,1	21,8	11,4	0,0	11,4	223,3	67,1	23,2
Octobre	130,9	8,0	122,9	21,9	0,7	21,2	11,4	0,2	11,2	223,3	67,1	23,2
Novembre ..	130,9	7,4	123,5	21,9	0,3	21,6	11,4	0,2	11,2	223,3	67,1	23,2
Décembre ...	134,7	9,3	125,4	22,4	0,2	22,2	11,7	0,2	11,5	229,0	69,4	23,9
1987 Janvier	134,7	5,2	129,5	22,4	0,0	22,4	11,7	0,0	11,7	229,0	69,4	23,9
Février	134,7	5,8	128,9	22,4	0,0	22,4	11,7	0,0	11,7	229,0	69,4	23,9
Mars	137,8	4,7	133,1	23,1	0,0	23,1	12,1	0,0	12,1	235,5	71,8	24,7
Avril	137,8	5,5	132,3	23,1	0,1	23,0	12,1	0,0	12,1	235,5	71,8	24,7
Mai	137,8	6,7	131,1	23,1	0,0	23,1	12,1	0,1	12,0	235,5	71,8	24,7
Juin	141,0	10,4	130,6	23,7	0,0	23,7	12,6	0,2	12,4	244,3	74,5	25,9
Juillet	141,0	6,2	134,8	23,7	0,0	23,7	12,6	0,2	12,4	244,3	74,5	25,9
Août	141,0	5,7	135,3	23,7	0,0	23,7	12,6	0,0	12,6	244,3	74,5	25,9

¹ Les plafonds individuels sont, en principe, adaptés au début des mois de mars, juin, septembre et décembre, sur la base des encours moyens de chaque intermédiaire financier pour la période de douze mois se terminant à la fin du trimestre civil

précédent. Les pourcentages appliqués aux éléments pris en considération des plafonds, sont les suivants :

Date d'entrée en vigueur	Dépôts en francs belges en carnets ordinaires	Autres dépôts de la clientèle libellés en francs belges à moins d'un an	Marges non utilisées des crédits à court terme ouverts aux entreprises et particuliers	Encours utilisés des crédits accordés à l'origine aux entreprises et particuliers	
	données mensuelles		données trimestrielles		à court terme
2 novembre 1977	1,3	2,5	3,3	5,3	0,6

² Jusque fin février 1980, les quotas d'avances étaient établis sur base des moyens d'action recensés pour la détermination des plafonds de réescompte tels que ceux-ci étaient calculés avant que n'intervienne, en novembre 1977, la réforme du système des plafonds de réescompte.

Depuis le 1^{er} mars 1980 le quota d'avances de chaque intermédiaire financier est égal au triple de la partie de son plafond de réescompte liée aux besoins de trésorerie.

En outre, chaque intermédiaire a la possibilité de se créer un quota supplémentaire par conversion de son plafond de réescompte, mais dans la mesure seulement où il ne dispose pas d'un portefeuille d'effets réescomptables suffisant pour épuiser ledit plafond. Le quota supplémentaire est égal au triple du montant du plafond de réescompte dont il est fait abandon.

Références bibliographiques : *Statistiques économiques belges 1970-1980. — Bulletin d'Information et de documentation* : XXVIII^e année, vol. 1, n° 5, mai 1953 : « Une nouvelle statistique : le marché de l'argent au jour le jour (call money) ». — XXXV^e année, tome I, n° 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique ». — XXXVII^e année, vol I, n° 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge ». — XLII^e année, tome II, n° 3

septembre 1967 : « Nouveaux tableaux concernant les crédits d'escompte, d'avances et d'acceptation aux entreprises et particuliers et à l'étranger ». — *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : XLVI^e année, tome I, n° 1, janvier 1971 : « Une nouvelle statistique : Plafonds de réescompte et de visa des banques à la Banque Nationale de Belgique ». — LII^e année, tome II, n° 3, septembre 1977 : « Réforme du système des plafonds de réescompte ».

XIX. — TAUX D'ESCOMPTE, D'INTERET ET DE RENDEMENT

(pour cent par an)

1a. — BAREME OFFICIEL DES TAUX D'ESCOMPTE ET D'AVANCES DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Escompte ¹	Avances en compte courant et prêts ²
1979 13 décembre	10,50	12,50
1980 28 février ...	12,00	13,50
20 mars	14,00	15,00
5 juin	14,00	14,50
26 juin	13,00	13,00
31 juillet ...	12,00	12,00
1981 5 mars	12,00	13,00
26 mars	13,00	15,00
31 mars	16,00	18,00
16 avril	15,00	17,00
30 avril	14,00	16,00
28 mai	13,00	15,00
11 décembre	15,00	17,00
1982 7 janvier ..	14,00	15,00
4 mars	13,00	13,50
8 avril	14,00	15,00
29 juillet ...	13,50	14,50
19 août	13,00	14,00
9 septembre	12,50	13,50
21 octobre ..	12,00	13,00
12 novembre	11,50	12,50
1983 9 mars	14,00	15,00
24 mars	11,00	12,00
14 avril	10,00	11,00
5 mai	9,50	10,50
23 juin	9,00	10,00
24 novembre	10,00	11,00
1984 16 février ...	11,00	12,00
1985 9 mai	9,75	10,25
20 mai	9,50	10,00
3 juin	9,25	9,75
9 juillet ...	9,50	10,00
1 ^{er} août ...	10,00	10,50
9 septembre	9,50	10,00
17 octobre ..	9,00	9,50
14 novembre	8,75	9,00
23 décembre	9,75	10,25
1986 8 avril	9,25	9,75
10 avril	8,75	9,00
12 mai	8,50	8,75
29 mai	8,00	8,25
1987 8 janvier ..	8,50	8,75
12 mars	8,00	8,25
21 mai	7,75	8,00
25 juin	7,50	7,75
23 juillet ...	7,25	7,50

1b. — TAUX SPECIAL DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE

Dates des changements	Avances au-delà du quota mensuel attribué aux banques, aux banques d'épargne et aux institutions publiques de crédit
Taux en vigueur au 31-12-1980	13,00
1981 5 mars	14,00
25 mars	16,00
31 mars	20,00
16 avril	19,00
30 avril	18,00
28 mai	17,00
12 juin	16,00
11 décembre ...	18,00
30 décembre ...	17,50
1982 7 janvier	16,00
4 mars	15,00
8 avril	15,50
29 juillet	15,00
19 août	14,50
3 septembre ..	14,00
9 septembre ..	13,50
21 octobre	13,00
12 novembre ...	12,50
1983 9 mars	15,00
24 mars	12,00
14 avril	11,00
5 mai	10,50
23 juin	10,00
24 novembre ...	11,00
1984 16 février	12,00
1985 9 mai	10,25
20 mai	10,00
3 juin	9,75
9 juillet	10,00
1 ^{er} août	10,50
9 septembre ..	10,00
17 octobre	9,50
14 novembre ...	9,00
23 décembre ...	10,25
1986 8 avril	9,75
10 avril	9,00
12 mai	8,75
29 mai	8,25
1987 8 janvier	8,75
12 mars	8,25
21 mai	8,00
25 juin	7,75
23 juillet	7,50

1c. — TAUX MOYEN PONDERE DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE³

Fin de période	Taux
1979	11,53
1980	12,00
1981	13,91
1982	11,35
1983	9,49
1984	9,20
1985	8,51
1986	8,01
1985 1 ^{er} trimestre ...	8,74
2 ^e trimestre ...	8,91
3 ^e trimestre ...	8,67
4 ^e trimestre ...	8,51
1986 1 ^{er} trimestre ...	9,06
2 ^e trimestre ...	7,61
3 ^e trimestre ...	8,04
4 ^e trimestre ...	8,01
1987 1 ^{er} trimestre ...	7,00
2 ^e trimestre ...	7,35
1986 Août	8,07
Septembre	8,04
Octobre	7,59
Novembre	8,02
Décembre	8,01
1987 Janvier	7,91
Février	8,23
Mars	7,00
Avril	6,93
Mai	6,93
Juin	7,35
Juillet	6,93
Août	6,93

¹ Du 29 juin 1979 au 25 juin 1980 pour les banques, les banques d'épargne et les institutions publiques de crédit : taux pour les effets imputés sur le sous-plafond de réescompte A.

² Pour les banques, les banques d'épargne et les institutions publiques de crédit : taux pour les avances à l'intérieur du quota mensuel que la B.N.B. leur a attribué. Quotité maximum : certificats de trésorerie, certificats du Fonds des Rentes et bons de caisse des organismes parastataux émis à maximum 374 jours : 95 % ; autres

effets publics : 80 %. Sont seuls acceptés en nantissement les titres et effets publics « au porteur » libellés en francs belges.

³ Coût moyen du recours à la B.N.B. pour les intermédiaires financiers qui financent directement ou indirectement des crédits aux entreprises et particuliers. Ce coût est calculé en faisant la moyenne des différents taux pondérés par l'encours des financements obtenus par ces intermédiaires à ces taux.

XIX - 2. — TAUX DE L'INSTITUT DE REESCOMPTE ET DE GARANTIE

Source : I.R.G.

Fin de période	Taux pratiqués à l'achat de papier bancable ¹			Fin de période	Taux de négociation d'effets non bancables ² à environ		
	Effets n'ayant plus que 120 jours à courir à imputer sur le		Effets « Credit-export » ayant un maximum de 1 an à courir		30 jours	60 jours	90 jours
	Sous-plafond A	Sous-plafond B					
1978	5,90	8,50	5,90	1978	9,50	9,50	9,50
1979	10,40	12,50	10,25	1979	13,20	13,75	13,75
1980	11,80	—	11,40	1980	11,55	12,00	12,20
1981	14,90	—	—	1981	15,20	15,45	—
				1982	11,65	11,75	11,85
				1983	9,80	—	—
				1984	10,15	—	—
				1985 Mars	—	—	—
				Juin	—	—	—
				Septembre	—	—	—
				Décembre	—	—	—
				1986 Mars	—	—	—
				Juin	—	—	—
				Août	—	—	—
				Septembre	—	—	—
				Octobre	—	—	—
				Novembre	—	—	—
				Décembre	—	—	—
				1987 Janvier	—	—	—
				Février	7,37	—	—
				Mars	6,94	—	—
				Avril	—	—	—
				Mai	—	—	—
				Juin	—	—	—
				Juillet	—	—	—
				Août	—	—	—
1982	10,15	11,40	11,00				
1983	8,65	9,90	9,75				
1984	9,90	10,90	10,50				
1985 Mars	9,90	10,90	10,50				
Juin	8,15	9,15	8,75				
Septembre	8,40	9,40	8,75				
Décembre	8,65	9,65	9,25				
1986 Mars	8,65	9,65	9,25				
Juin	6,90	7,90	7,25				
Août	6,90	7,90	7,25				
Septembre	6,90	7,90	7,25				
Octobre	6,90	7,90	7,25				
Novembre	6,90	7,90	7,25				
Décembre	6,90	7,90	7,25				
1987 Janvier	7,40	8,40	7,75				
Février	7,40	8,40	7,75				
Mars	6,90	7,90	7,25				
Avril	6,90	7,90	7,25				
Mai	6,65	7,65	7,00				
Juin	6,40	7,40	6,75				
Juillet	6,15	7,15	6,55				
Août	6,15	7,15	6,55				

¹ Ce papier répond aux critères d'éligibilité à l'escompte de la B.N.B. et est imputé sur les plafonds de réescompte alloués par celle-ci aux intermédiaires financiers (cf. tableau XVIII-3).

² Les négociations par l'I.R.G. comprennent tant les effets virtuellement bancables mais non imputés sur les plafonds de réescompte, que d'autres effets commerciaux.

XIX - 3. — TAUX DE L'ARGENT AU JOUR LE JOUR

Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹	Périodes	Moyennes ¹
1979	7,96	1985 2 ^e trimestre	8,73	1986 Août	6,37
1980	11,11	3 ^e trimestre	7,61	Septembre	5,76
1981	11,41	4 ^e trimestre	7,51	Octobre	6,26
1982	11,41	1986 1 ^{er} trimestre	7,86	Novembre	5,81
1983	8,07	2 ^e trimestre	6,66	Décembre	5,09
1984	9,45	3 ^e trimestre	6,15	1987 Janvier	6,82
1985	8,25	4 ^e trimestre	5,64	Février	6,90
1986	6,61	1987 1 ^{er} trimestre	6,46	Mars	5,83
		2 ^e trimestre	5,50	Avril	5,65
				Mai	5,41
				Juin	5,42
				Juillet	5,62
				Août	4,82

¹ Il s'agit de moyennes pondérées des taux journaliers. La pondération tient compte, non seulement des capitaux empruntés chaque jour dans le cadre du protocole dressé

en vue de la participation au marché du call-money, mais encore de capitaux empruntés en dehors de ce protocole.

XIX - 4. — TAUX DES CERTIFICATS DE TRESORERIE ET DES CERTIFICATS DU FONDS DES RENTES

	Certificats de trésorerie à très court terme ¹			Certificats du Fonds des Rentes ² (4 mois)		Dates	Certificats de trésorerie émis par adjudication ³		
	1 mois	2 mois	3 mois	3 5	4 5		6 mois	9 mois	12 mois
	(fin de période)								
1978	9,50	9,50	9,25	9,25	7,32	1978 12 décembre ...	6	6	6
1979	14,20	14,30	14,40	14,45	10,07	1979 11 décembre ...	14,10	13,75	6
1980	12,25	12,50	12,75	13,10	14,18	1980 9 décembre ...	6	6	6
1981	16,25	16,00	16,00	16,00	15,49	1981 8 décembre ...	14,75	14,75	14,75
1982	12,25	12,25	12,25	12,35	14,19	1982 14 décembre ...	12,35	12,35	6
1983	10,50	10,75	10,85	11,00	11,02	1983 13 décembre ...	11,00	6	6
1984	10,75	10,75	10,75	10,70	11,68	1984 11 décembre ...	10,75	6	6
1985	9,75	9,75	9,75	9,75	9,53	1985 12 mars	6	6	6
1986	7,25	7,35	7,40	7,50	8,17	11 juin	9,10	6	6
1985 1 ^{er} trimestre ...	10,45	10,45	10,45	10,70	10,70	10 septembre ..	9,50	9,60	6
2 ^e trimestre ...	8,75	8,90	8,90	8,90	9,79	10 décembre ...	8,65	6	6
3 ^e trimestre ...	8,85	9,00	9,15	9,35	9,45	1986 11 mars	9,00	8,90	6
4 ^e trimestre ...	9,75	9,75	9,75	9,75	9,00	10 juin	7,40	7,40	6
1986 1 ^{er} trimestre ...	9,75	9,75	9,75	9,25	9,62	12 août	7,20	7,15	6
2 ^e trimestre ...	7,35	7,35	7,35	7,30	7,84	9 septembre ..	7,15	7,15	6
3 ^e trimestre ...	7,35	7,35	7,35	7,25	7,30	14 octobre	7,25	7,25	6
4 ^e trimestre ...	7,25	7,35	7,40	7,50	7,43	13 novembre ...	7,40	6	6
1987 1 ^{er} trimestre ...	7,40	7,40	7,40	7,40	7,68	9 décembre ...	7,60	7,60	6
2 ^e trimestre ...	6,65	6,70	6,75	6,90	7,13	1987 13 janvier ...	7,60	7,60	6
1986 Août	7,35	7,35	7,35	7,30	7,30	10 février	7,60	7,60	6
Septembre	7,35	7,35	7,35	7,25	7,27	10 mars	7,60	7,60	7,60
Octobre	7,25	7,35	7,35	7,40	7,40	14 avril	7,40	7,45	6
Novembre	7,25	7,35	7,35	7,40	7,40	12 mai	7,40	7,45	7,50
Décembre	7,25	7,35	7,40	7,50	7,48	9 juin	7,20	7,25	7,30
1987 Janvier	8,00	8,00	7,75	7,75	7,75	14 juillet	6,85	7,00	7,15
Février	7,75	7,75	7,75	7,70	7,74	11 août	6,85	7,00	6
Mars	7,40	7,40	7,40	7,40	7,55				
Avril	7,15	7,20	7,25	7,30	7,30				
Mai	6,95	7,00	7,05	7,20	7,24				
Juin	6,65	6,70	6,75	6,90	7,00				
Juillet	6,50	6,50	6,65	6,70	6,70				
Août	6,50	6,50	6,65	6,70	6,70				

¹ Cf. arrêté ministériel du 9 novembre 1957 (*Moniteur belge* du 10 novembre 1957, p. 8028), modifié par l'arrêté ministériel du 25 mars 1964 (*Moniteur belge* du 28 mars 1964, p. 3233).

² Les certificats du Fonds des Rentes, créés lors de la réforme du marché monétaire de novembre 1957, peuvent être détenus par les banques belges et luxembourgeoises, les banques d'épargne, les institutions financières du secteur public et certains paraétatiques d'exploitation.

³ Taux de la dernière adjudication hebdomadaire de l'année, du trimestre ou du mois.

⁴ Moyenne pondérée des taux des adjudications hebdomadaires de l'année, du trimestre ou du mois.

⁵ Taux uniques valables pour tous les certificats adjugés (taux les plus élevés retenus).

⁶ Pas d'adjudication.

XIX - 5. — TAUX DE DEPOTS EN FRANCS BELGES DANS LES BANQUES¹

Dates des changements	Comptes de dépôts à					
	vue	terme ²				
		15 jours	1 mois	3 mois	6 mois	12 mois
Taux en vigueur au 31-12-1979	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	8,00
1980 17 mars	0,50	7,00	8,00	8,50	8,50	9,00
9 juin	0,50	6,75	7,75	8,25	8,50	9,00
2 juillet	0,50	6,25	7,25	8,00	8,25	9,00
5 août	0,50	5,75	6,75	7,50	8,00	9,00
1982 22 novembre	0,50	5,50	6,50	7,25	7,75	9,00
1983 20 avril	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
4 juillet	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	9,00
22 août	0,50	5,50	6,00	6,25	6,75	8,50
12 décembre	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	8,50
1984 15 février	0,50	5,50	6,25	6,75	7,25	9,00
23 février	0,50	6,25	7,00	7,50	7,75	9,00
1985 24 avril	0,50	5,75	6,50	7,00	7,25	9,00
1 ^{er} juin	0,50	5,50	6,00	6,50	7,00	9,00
9 juillet	0,50	5,25	5,75	6,25	6,75	9,00
23 septembre	0,50	5,25	5,75	6,25	6,75	8,75
4 décembre	0,50	4,75	5,25	6,00	6,50	8,50
1986 20 mars	0,50	4,75	5,25	6,00	6,50	8,00
14 avril	0,50	4,25	4,75	5,50	6,00	7,50
22 avril	0,50	4,25	4,75	5,50	6,00	6,50
9 juin	0,50	4,00	4,50	5,00	5,50	6,50

¹ Tarif appliqué par 25 banques environ, dont les principales, pour les dépôts ordinaires. D'autres banques, surtout régionales, appliquent en général un tarif supérieur.

² Les variations des taux des dépôts ordinaires à terme sont décidées en fonction des conditions du marché, de l'état de la balance des paiements et de l'évolution de la conjoncture et font l'objet d'un accord précédé de consultations entre la B.N.B. et l'Association Belge des Banques.

XIX - 6. — TAUX D'INTERET APPLIQUES SUR LIVRETS ORDINAIRES A LA CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

Dates des changements	1 ^{re} tranche ¹		2 ^e tranche ²	
	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³	Taux d'intérêt	Prime de fidélité ³
Taux en vigueur 31-12-1977	4,00	1,50	3,00	1,50
1978 1 ^{er} janvier	4,00	1,25	3,00	1,25
16 avril	3,75	1,25	2,75	1,25
1979 16 janvier	4,25	1,00	3,25	1,00
16 juin	4,75	1,00	3,75	1,00
16 septembre	5,00	1,00	4,00	1,00
1980 1 ^{er} janvier	5,25	1,00	4,25	1,00
	Taux d'intérêt		Prime de fidélité ³	
1 ^{er} avril ⁴	5,25		1,00	
1983 1 ^{er} septembre	5,25		0,75	
1986 1 ^{er} janvier	5,00		0,75	
16 mars	4,75		0,75	
16 avril	4,30		0,75	
16 mai	4,00		0,65	

¹ Dépôts (ou fraction des dépôts) jusqu'à 500.000 F.

² Fraction des dépôts dépassant 500.000 F.

³ Jusqu'au 15 janvier 1982, la prime de fidélité était accordée sur tout dépôt ou partie de dépôt qui restait inscrit au livret entre le 16 janvier et le 31 décembre d'une même année. A partir du 16 janvier 1982, la prime de fidélité est accordée au solde minimum qui reste, inscrit au livret pendant 12 mois. Elle n'est capitalisée, toutefois, qu'à la fin de l'année civile.

⁴ A partir du 1^{er} avril 1980, une prime de 1,50 % l'an a été accordée aux accroissements d'avoirs réalisés du 1^{er} janvier au 15 juillet 1980 s'ils restaient en compte jusqu'au 31 décembre 1980. La prime a été ramenée à 1 % l'an pour les accroissements réalisés du 16 juillet au 31 décembre 1980. Aucune prime n'a été allouée si au 31 décembre 1980 les avoirs étaient égaux ou inférieurs à ceux du 31 décembre 1979.

En 1981, une prime d'accroissement de 0,50 %, était attribuée à partir du 1^{er} juillet, pour les sommes versées entre le 16 janvier et le 15 juillet et qui restaient en dépôt jusqu'au 31 décembre.

**XIX - 7. — TAUX DE RENDEMENT DE TITRES A REVENU FIXE,
COTES A LA BOURSE DE BRUXELLES¹**

Début de période	Echéance de 2 à 5 ans		Echéance à plus de 5 ans		Taux moyen pondéré
	Etat	Paraétatiques et villes	Etat	Paraétatiques et villes	
1979	8,60	8,60	8,80	8,96	8,72 ²
1980	10,61	10,83	11,13	11,07	10,86 ²
1981	12,14	12,43	13,04	12,36	12,45
1982	13,53	13,48	13,99	13,45	13,63
1983	11,62	11,70	12,66	12,43	11,94
1984	11,18	11,22	11,89	11,95	11,46
1985	11,06	11,27	11,56	11,52	11,34
1986	9,23	9,38	9,60	9,50	9,45
1987	7,16	7,16	7,70	7,83	7,48
1985 Avril	11,03	11,24	11,50	11,53	11,26
Juillet	10,11	10,18	10,34	10,43	10,23
Octobre	10,01	10,00	10,42	10,52	10,21
1986 Janvier	9,23	9,38	9,60	9,50	9,45
Avril	8,33	8,44	8,41	8,51	8,40
Juillet	7,77	7,58	7,86	7,90	7,78
Août	7,30	7,30	7,47	7,57	7,40
Septembre	6,92	6,90	7,24	7,32	7,09
Octobre	7,02	7,15	7,36	7,53	7,24
Novembre	6,91	7,06	7,31	7,51	7,17
Décembre	6,91	7,05	7,41	7,61	7,21
1987 Janvier	7,16	7,16	7,70	7,83	7,48
Février	7,17	7,21	7,57	7,64	7,38
Mars	7,17	7,21	7,57	7,64	7,38
Avril	7,09	7,34	7,64	7,58	7,37
Mai	7,06	7,21	7,66	7,64	7,31
Juin	7,06	7,17	7,76	7,74	7,35
Juillet	7,16	7,16	7,82	7,82	7,43
Août	7,03	7,06	7,64	7,65	7,30
Septembre	6,98	6,95	7,76	7,70	7,33

¹ Taux de rendement moyen calculé avant retenues fiscales à la source. Le taux du rendement moyen est celui qui, appliqué au calcul de la valeur actuelle de l'ensemble des termes d'annuités (remboursement intérêts, lots et primes éventuels) encore à

recevoir, égalise cette valeur actuelle au prix d'achat du capital en vie, évalué au cours du jour majoré des courtages et éventuellement des intérêts courus.

² Compte tenu des taux de rendements des emprunts des sociétés privées d'une échéance à plus de 5 ans.

**XIX - 8. — TAUX NOMINAL DES BONS DE CAISSE ET OBLIGATIONS EMIS
PAR LES INSTITUTIONS PUBLIQUES DE CREDIT**

Dates des changements	1 an	3 ans	5 ans	10 ans
Taux en vigueur au 31-12-1978	6,25	7,25	8,00	8,50
1979 22 janvier	6,75	7,75	8,50	9,00
16 juin	7,25	8,25	9,00	9,25 ¹
10 septembre	7,75	8,75	9,50	10,00
29 novembre	8,00	9,25	10,00	10,50 ²
1980 28 janvier	8,00	9,50	10,25	11,00
14 mars	9,00	11,00	11,75	11,75
28 avril	9,00	12,25	12,50	12,50
1981 26 janvier	9,00	12,50	13,00	13,00
1 ^{er} octobre	9,00	13,00	13,75	13,75
1982 23 septembre	9,00	12,75	13,50	13,50
15 novembre	9,00	12,50	13,25	13,25
1983 1 ^{er} janvier	9,00	12,00	12,75	13,00
14 février	9,00	11,50	12,25	12,50
25 avril	9,00	11,00	11,75	12,00
1 ^{er} juin	9,00	10,50	11,25	11,25
22 août	8,50	10,00	10,75	10,75
1984 15 février	9,00	10,75	11,50	11,50
22 décembre	9,00	10,50	11,25	11,25
1985 28 mai	9,00	10,25	10,75	10,75
1 ^{er} juillet	9,00	10,00	10,50	10,50
29 octobre	9,00	9,75	10,00	10,00
1986 21 janvier	8,75	9,50	9,75	9,75
24 février	8,50	9,00	9,25	9,25
20 mars	8,00	8,50	8,75	8,75
14 avril	7,50	7,75	8,00	8,00
24 avril	6,50	6,75	7,00	7,00
1987 8 janvier	6,50	7,25	7,60	7,60

¹ Prix d'émission 99,00.

² Prix d'émission 97,75.

Références bibliographiques : *Moniteur belge* : situations hebdomadaires de la B.N.B. — *Bulletin d'Information et de Documentation* (B.N.B.) : XXXI^e année, tome I, n^o 2, février 1956 : « Statistique des rendements des principaux types d'obligations » ; XXXII^e année, tome II, n^o 5, novembre 1957 : « La réforme du marché monétaire » ; XXXV^e année, tome I, n^o 4, avril 1960 : « Le marché monétaire en Belgique. » ; XXXVII^e année, tome I, n^{os} 3 et 4, mars et avril 1962 : « La réforme du 1^{er} janvier 1962 et le marché monétaire belge. » ; LX^e année, tome II, n^{os} 1-2, juillet-août 1985 : « Le nouveau mode de fixation des taux officiels de la Banque. »

XX. — BANQUES D'EMISSION ETRANGERES

1. — TAUX OFFICIEL OU TAUX D'INTERVENTION SUR LE MARCHE MONETAIRE ¹

(pour cent par an)

Mois des changements	Etats-Unis ²		République Fédérale d'Allemagne ³		France		Italie ⁴		Pays-Bas ³		Suisse ³		Japon ³	
	Escompte		Escompte		Taux d'intervention		Escompte		Avances en comptes courants		Escompte		Escompte	
	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux	Dates	Taux
Taux en vigueur au 31-12-1983 ...		8,50		4,00		12,00		20,00		5,50		4,00		5,00
1984 Février							15	19,00						
Avril	9	9,00					7	18,50						
Mai			29	4,50	10	11,75								
Juin					21	11,50								
Juillet					5	11,25								
Septembre ...					7	11,00	4	19,50						
Novembre ...	21	8,50			28	10,75								
Décembre ...	24	8,00												
1985 Janvier					4	10,50	4	18,50						
Février									1	6,00				
Avril					26	10,25								
Mai	20	7,50			14	10,125								
Juillet					12	9,875								
Juillet					19	9,625								
Août			16	4,00					16	5,50				
Septembre ...					27	9,375								
Octobre					18	9,125								
Novembre ...					18	8,75	8	18,00						
1986 Janvier													30	4,50
Février					21	8,50								
Mars	7	7,00	7	3,50	7	8,25	22	17,00	7	5,00			10	4,00
Avril	21	6,50			15	7,75	25	13,00					21	3,50
Mai					2	7,50								
Mai					14	7,25	27	12,00						
Juin					16	7,00								
Juillet	11	6,00												
Août	21	5,50												
Novembre ...														1
Décembre ...														1
1987 Janvier			23	3,00	2	8,00					23	3,50		3,00
Février													23	2,50
Mars					10	7,75	13	11,50						
Juillet					3	7,50								
Août							28	12,00						

Fin de période	Royaume-Uni	Canada ³	Fin de mois	Royaume-Uni	Canada ³
	Taux d'intervention	Escompte		Taux d'intervention	Escompte
1983	9,00	9,96	1986 Août	9,81	8,58
1984	9,38	10,09	Septembre	9,81	8,60
1985	11,31	9,49	Octobre	10,81	8,55
1986	10,81	8,49	Novembre	10,81	8,49
			Décembre	10,81	8,49
1985 1 ^{er} trimestre	12,75	10,65	1987 Janvier	10,81	7,49
2 ^e trimestre	12,25	9,58	Février	10,81	7,53
3 ^e trimestre	11,31	9,00	Mars	9,81	7,05
4 ^e trimestre	11,31	9,49	Avril	9,31	8,33
1986 1 ^{er} trimestre	11,31	10,44	Mai	8,87	8,44
2 ^e trimestre	9,81	8,84	Juin	8,87	8,54
3 ^e trimestre	9,81	8,60	Juillet	8,87	9,22
4 ^e trimestre	10,81	8,49	Août	9,87	9,24
1987 1 ^{er} trimestre	9,81	7,05			
2 ^e trimestre	8,87	8,54			

¹ Taux officiel le plus significatif — taux d'escompte ou taux des avances — de la banque centrale, ou taux qui est jugé le plus représentatif du coût des concours apportés par la banque centrale aux intermédiaires financiers ou au marché monétaire. Il est à noter que les taux retenus ne sont pas parfaitement comparables entre eux, notamment parce que certains sont appliqués anticipativement (cf. le taux d'escompte en République Fédérale d'Allemagne) et que d'autres (cf. le taux des avances aux Pays-Bas) le sont à terme échu. Pour plus de détails, voir *Bulletin de la Banque Nationale de Belgique* : LX^e année, tome II, n^o 5, novembre 1985 : « Evolution de la valeur opérationnelle des taux officiels dans trois pays étrangers » et *ibidem* : « Modifications apportées au chapitre XX « Banques d'émission étrangères » de la partie « Statistiques » du Bulletin ».

² Federal Reserve Bank of New York.

³ Taux d'application pour le recours à l'intérieur des limites imposées par la banque centrale.

⁴ Jusqu'au 24 avril 1986, le taux indiqué comprend une pénalisation s'ajoutant au taux d'escompte; ce taux était applicable aux banques dont la moyenne mensuelle des effets réescomptés pendant six mois représentait plus de 1% de leur passif éligible.

XX - 2. — BANQUE DE FRANCE

(milliards de francs français)

	1983 31 déc.	1984 31 déc.	1985 31 déc.	1986 31 déc.	1986 10 juillet	1987 9 juillet	1986 7 août	1987 6 août
ACTIF								
Or et créances sur l'étranger	381,6	410,3	383,2	422,4	418,9	417,8	425,1	417,4
Or	259,0	256,9	210,2	218,3	200,1	221,3	200,1	221,3
Disponibilités à vue à l'étranger	27,4	62,3	87,0	108,3	132,4	114,9	134,0	113,9
Ecus	80,1	73,2	68,8	75,3	68,8	62,9	70,2	62,9
Avances au Fonds de Stabilisation des Changes ¹	15,1	17,9	17,2	20,5	17,6	18,7	20,8	19,3
Créances sur le Trésor	11,9	18,4	30,5	33,0	33,6	40,8	33,5	44,8
Monnaies divisionnaires	0,8	0,8	0,7	0,9	1,1	1,3	1,2	1,3
Comptes courants postaux	0,3	0,5	0,1	0,1	0,2	0,4	0,2	0,1
Concours au Trésor Public ²	5,8	11,5	23,6	25,3	25,6	31,8	25,3	36,5
Avances à l'Institut d'émission des D.O.M. et à l'Institut d'émission d'outre-mer ³	5,0	5,6	6,1	6,7	6,7	7,3	6,8	6,9
Créances provenant d'opérations de refinancement	253,7	259,5	242,7	182,4	140,8	166,6	109,9	173,1
Effets escomptés ⁴	86,1	87,8	83,6	72,5	77,3	69,2	75,7	66,9
Effets achetés sur le marché monétaire et obligations ⁴	119,3	117,9	115,0	72,3	42,1	73,5	12,6	83,5
Avances sur titres	0,3	0,3	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,1
Effets en cours de recouvrement	48,0	53,5	43,9	37,4	21,2	23,7	21,4	22,6
Or et autres actifs de réserve à recevoir du FECOM ..	77,6	74,4	63,2	73,5	67,4	77,5	67,4	77,5
Divers	7,5	8,8	9,7	11,9	9,7	11,6	9,8	10,7
Total ..	732,3	771,4	729,3	723,2	670,4	714,3	645,7	723,5
PASSIF								
Billets en circulation	195,8	204,9	212,3	218,4	216,8	222,3	219,8	224,3
Comptes créditeurs extérieurs	12,6	14,7	11,6	12,7	13,1	11,6	13,0	11,6
Comptes des banques, institutions et personnes étrangères	3,1	4,5	2,7	4,2	4,2	3,2	4,1	3,2
Compte spécial du Fonds de Stabilisation des Changes Contrepartie des allocations de droits de tirage spéciaux	9,5	10,2	8,9	8,5	8,9	8,4	8,9	8,4
Compte courant du Trésor public	46,8	64,8	78,9	60,7	34,7	36,3	11,0	32,0
Comptes créditeurs des agents économiques et financiers	77,3	95,4	103,6	88,9	95,4	94,2	89,9	107,4
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	21,0	27,4	42,3	45,8	50,2	52,6	36,1	64,8
Engagements résultant d'interventions sur le marché monétaire	27,6	36,7	42,1	37,7	40,1	36,8	50,5	35,4
Autres comptes; dispositions et autres engagements à vue	28,7	31,3	19,2	5,4	5,1	4,8	3,3	7,2
Ecus à livrer au FECOM	79,5	73,2	65,5	70,8	66,7	75,4	66,7	75,4
Réserve de réévaluation des avoirs publics en or	303,9	301,3	242,9	253,1	230,2	256,8	230,2	256,8
Capital et fonds de réserve	2,6	2,8	3,0	3,1	3,1	3,2	3,1	3,2
Divers	13,8	14,3	11,5	15,5	10,4	14,5	12,0	12,8
Total ..	732,3	771,4	729,3	723,2	670,4	714,3	645,7	723,5
¹ Convention du 27 juin 1949 approuvée par la loi du 22 juillet 1949.								
Concours au Fonds Monétaire	11,4	12,3	10,4	11,2	10,8	11,2	11,2	11,2
Acquisition de droits de tirage spéciaux	3,7	5,6	6,8	8,3	6,8	7,5	7,0	8,1
Autres opérations	0,0	0,0	0,0	1,0	0,0	0,0	2,6	0,0
² Convention du 17 septembre 1973 approuvée par la loi du 21 décembre 1973.								
Montant maximum des concours au Trésor public	5,8	11,5	23,6	25,3	25,6	31,8	25,3	36,5
³ Lois des 27 décembre 1974 et 11 juin 1985.								
⁴ Décomposition du total des postes « Effets escomptés » et « Effets achetés sur le marché monétaire et obligations » :								
Effets publics	56,7	62,9	25,0	32,5	9,6	48,1	5,2	44,9
Obligations	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons à moyen terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Crédits à moyen terme	87,4	88,7	85,1	74,4	78,8	71,7	77,1	69,4
— Prêts spéciaux à la construction	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
— Crédits à l'exportation	86,1	87,8	83,7	72,5	77,3	69,2	75,7	67,0
— Autres crédits	1,3	0,9	1,4	1,9	1,5	2,5	1,4	2,4
Crédits à court terme	61,3	54,1	88,5	37,9	31,0	22,9	6,0	36,1
— Crédits à l'exportation	6,4	13,9	30,2	—	11,3	—	2,1	—
— Autres crédits	54,9	40,2	58,3	—	19,7	—	3,9	—

XX - 3. — BANK OF ENGLAND

(billions of £)¹

	1984 February 29	1985 February 28	1986 February 28	1987 February 28	1986 July 9	1987 July 8	1986 August 6	1987 August 5
ISSUE DEPARTMENT								
Notes Issued :								
In Circulation	11.5	12.0	12.3	12.9	12.5	13.2	12.7	13.3
In Banking Department	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	11.5	12.0	12.3	12.9	12.5	13.2	12.7	13.3
Government Debt	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Other Government Securities	2.0	2.0	2.0	1.3	3.4	6.5	3.4	8.4
Other Securities	9.5	10.0	10.3	11.6	9.1	6.7	9.3	4.9
Total ...	11.5	12.0	12.3	12.9	12.5	13.2	12.7	13.3
BANKING DEPARTMENT								
Capital	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Public Deposits	0.2	4.2	3.9	1.9	0.1	0.1	0.1	0.1
(including Exchequer, National Loans Fund, National Debt Commissioners and Dividend Accounts)								
Special Deposits	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Bankers' Deposits	0.8	0.7	0.9	1.0	0.8	0.9	0.9	1.1
Reserves and Other Accounts	1.5	1.7	1.7	1.7	1.4	1.8	1.4	2.6
Total ...	2.5	6.6	6.5	4.6	2.3	2.8	2.4	3.8
Government Securities	0.4	0.5	0.5	0.5	0.5	0.7	0.6	1.2
Advances and Other Accounts	0.5	1.0	0.7	1.2	0.7	1.1	0.6	0.8
Premises, Equipment and Other Securities	1.6	5.1	5.3	2.9	1.1	1.0	1.2	1.8
Notes	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Coin	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Total ...	2.5	6.6	6.5	4.6	2.3	2.8	2.4	3.8

¹ 1 billion = 1,000,000,000.

XX - 4. — FEDERAL RESERVE BANKS¹

(billions of \$)²

	1982 December 31	1983 December 31	1984 December 31	1985 December 31	1986 July 9	1987 July 8	1986 August 6	1987 August 5
ASSETS								
Gold certificate account	11.2	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1	11.1
Special Drawing Rights certificate account	4.6	4.6	4.6	4.7	4.8	5.0	4.8	5.0
Coin	0.4	0.4	0.4	0.5	0.5	0.6	0.5	0.6
Loans and securities	151.0	162.2	173.2	194.3	193.1	218.4	192.8	215.2
<i>Loans</i>	0.7	0.9	3.6	3.1	0.5	0.6	0.7	0.5
<i>Acceptances</i>	1.5	0.4	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
<i>Federal agency obligations</i>	9.5	8.9	8.8	9.9	8.6	7.7	8.2	7.6
<i>U.S. Government securities</i>	139.3	152.0	160.8	181.3	184.0	210.1	183.9	207.1
Cash items in process of collection	13.0	11.6	6.8	11.7	7.8	7.3	7.2	7.7
Other assets	9.9	8.7	12.4	15.3	16.1	15.7	16.7	16.4
Total assets ...	190.1	198.6	208.5	237.6	233.4	258.1	233.1	256.0
LIABILITIES AND CAPITAL ACCOUNTS								
Federal Reserve notes	142.0	157.1	168.3	181.4	185.8	200.8	184.9	200.0
Deposits	34.3	26.1	28.3	39.5	35.0	45.0	35.3	43.2
<i>Depository institutions</i>	26.5	21.4	21.8	28.6	31.2	38.3	30.3	38.2
<i>U.S. Treasury-general account</i>	5.0	3.7	5.3	9.4	3.2	6.1	4.4	4.6
<i>Foreign-official accounts</i>	0.3	0.2	0.3	0.5	0.2	0.3	0.2	0.2
<i>Other</i>	2.5	0.8	0.9	1.0	0.4	0.3	0.4	0.2
Deferred availability cash items ³	8.8	10.0	6.0	10.7	6.5	5.9	6.4	6.5
Other liabilities and accrued dividends ...	2.3	2.5	2.7	2.4	2.1	2.2	2.1	2.2
Capital accounts	2.7	2.9	3.2	3.6	4.0	4.2	4.4	4.1
Total liabilities and capital accounts.....	190.1	198.6	208.5	237.6	233.4	258.1	233.1	256.0

¹ Consolidated statement of condition of the twelve Federal Reserve Banks

² 1 billion = 1,000,000,000.

³ Due to accounting corrections, figures at end of year do not match exactly the weekly data.

XX - 6. — BANCA D'ITALIA

(bilioni di lire)¹

	1985 dicembre	1986 dicembre	1986 febbraio	1987 febbraio !	1986 marzo	1987 marzo
ATTIVO						
Oro	28,7	25,5	28,7	25,6	26,5	25,6
Crediti in oro (FECOM)	9,9	8,8	9,1	9,1	9,1	9,1
Cassa	0,7	0,1	2,9	0,2	1,8	0,0
Risconti e anticipazioni :						
risconto di portafoglio : ordinario	0,2	0,3	0,3	0,3	0,4	0,3
ammassi	1,9	2,0	2,0	2,1	2,0	2,1
anticipazioni : in conto corrente	0,6	1,9	1,6	0,8	1,3	2,0
a scadenza fissa	6,2	1,5	3,0	0,0	0,0	0,3
di cui al D.M. Tesoro 27 settembre 1974	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
prorogati pagamenti presso le Stanze di compensazione	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Effetti all'incasso presso corrispondenti	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Attività verso l'estero in valuta : ECU	7,2	10,1	6,3	10,5	8,9	10,5
altre attività	6,0	1,9	5,6	1,8	3,8	1,9
Crediti in dollari (FECOM)	2,2	1,3	2,0	1,4	2,0	1,4
Ufficio Italiano Cambi :						
conto corrente ordinario (saldo debitore)	11,0	14,2	9,5	19,8	9,3	16,5
conti speciali	3,5	3,2	3,4	3,1	3,4	3,1
Anticipazioni straordinarie al Tesoro	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo debitore)	48,2	52,7	50,6	60,3	56,5	58,7
Crediti diversi verso lo Stato	0,8	0,8	0,8	0,6	0,9	0,6
Titoli di proprietà :						
titoli di stato o garantiti dallo Stato	62,9	71,4	64,8	64,8	64,0	70,6
altri titoli, azioni e partecipazioni	1,2	2,2	1,7	2,0	1,7	2,0
Fondo di dotazione UIC	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5
Immobili	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7	1,7
Altri conti e partite varie	2,4	1,5	16,1	2,3	8,7	2,3
Ratei e risconti	2,5	2,5	1,6	1,7	2,5	1,7
Spese dell'esercizio	0,0	0,0	0,3	2,4	2,6	2,9
Totale attivo	198,3	204,1	212,5	211,0	207,6	213,8
PASSIVO						
Circolazione	47,0	50,5	43,4	46,7	45,1	47,6
Vaglia cambiari	0,7	0,7	0,4	0,4	0,4	0,4
Altri debiti a vista	0,1	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0
Depositi in conto corrente liberi	3,4	0,7	0,5	0,5	0,7	0,6
Depositi in conto corrente vincolati a tempo	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi per servizi di cassa	0,2	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1
Conti speciali di cui alla legge (17.8.1974 n. 386)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Depositi costituiti per obblighi di legge	75,8	84,8	83,3	91,8	81,5	92,5
Depositi in valuta estera per conto UIC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conti dell'estero in lire per conto UIC	3,5	3,2	3,4	3,1	3,4	3,1
Passività verso l'estero	0,2	0,2	0,2	0,1	0,0	0,1
Debiti in ECU (FECOM)	12,0	10,1	11,2	10,5	11,2	10,5
Ufficio Italiano Cambi - c/c ordinario (saldo creditore) ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Conto corrente per il Servizio di Tesoreria (saldo creditore) ..	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Debiti diversi verso lo Stato	0,5	0,9	0,6	0,2	0,1	0,4
Accantonamenti diversi	49,8	46,8	49,0	47,1	46,9	47,1
Fondi ammortamento diversi	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6	0,6
Partite varie	0,5	1,3	16,6	3,0	10,9	3,5
Ratei e risconti	1,3	1,1	0,1	1,4	1,3	1,4
Capitale sociale	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fondo di riserva ordinario	0,5	0,7	0,5	0,7	0,5	0,7
Fondo di riserva straordinario	1,8	2,0	1,8	2,0	1,8	2,1
Utile netto da ripartire	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4	0,0
Rendite dell'esercizio	0,0	0,0	0,3	2,5	2,7	3,1
Totale passivo e patrimonio	198,3	204,1	212,5	211,0	207,6	213,8
Depositanti di titoli e altri valori	549,1	698,8	606,6	749,2	607,9	753,5

¹ 1 bilione = 1.000.000.000.000.

XX - 7. — DEUTSCHE BUNDESBANK

(Milliarden DM)

	1983 31. Dez.	1984 31. Dez.	1985 31. Dez.	1986 31. Dez.	1986 7. Juli	1987 7. Juli	1986 7. August	1987 7. August
AKTIVA								
Währungsreserven	81,5	81,6	83,6	91,6	82,1	108,7	84,1	106,7
Gold	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7	13,7
Reserveposition im Internationalen Währungs- fonds und Sonderziehungsrechte	14,6	16,1	13,2	11,4	12,9	11,1	12,8	10,8
Forderungen an den Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rah- men des Europäischen Währungssystems ...	15,4	14,3	17,2	16,3	13,8	23,4	13,8	23,4
Devisen und Sorten	37,8	37,5	39,5	50,2	41,7	60,5	43,8	58,8
Kredite und sonstige Forderungen an das Ausland	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5
Kredite an inländische Kreditinstitute	85,5	96,3	105,3	96,4	95,2	82,0	94,4	83,3
Inlandswechsel	46,6	47,8	44,1	40,5	41,7	34,9	42,1	34,7
Im Offenmarktgeschäft mit Rücknahmeverein- barung angekaufte Inlandswechsel und Wert- papiere	16,2	25,7	41,6	33,2	33,3	28,6	31,9	29,3
Auslandswechsel	9,4	14,8	17,3	20,3	20,1	18,5	20,4	19,3
Lombardforderungen	13,3	8,0	2,3	2,4	0,1	0,0	0,0	0,0
Kredite und Forderungen an öffentliche Haushalte	9,6	11,1	8,9	11,6	9,8	12,1	10,1	15,5
Kassenkredite (Buchkredite)	0,9	2,4	0,2	2,9	1,1	3,4	1,4	6,8
Schatzwechsel und unverzinsliche Schatzanwei- sungen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ausgleichsforderungen und unverzinsliche Schuldverschreibung	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7	8,7
Kredite an Bundesbahn und Bundespost	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1
Wertpapiere	7,8	4,3	4,1	5,2	5,0	4,7	5,0	4,8
Deutsche Scheidemünzen	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,7	0,9	0,7
Postgiroguthaben	0,2	0,1	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2	0,2
Sonstige Aktiva	9,0	11,3	11,3	12,5	4,4	7,1	5,1	5,9
Insgesamt ...	197,1	208,2	216,9	220,9	200,1	218,0	202,3	219,7
PASSIVA								
Banknotenumlauf	96,1	100,6	105,4	114,0	108,2	118,6	109,6	120,4
Einlagen von Kreditinstituten	52,7	54,3	55,8	55,9	42,1	52,9	45,1	53,8
auf Girokonten	52,7	54,3	55,8	55,9	42,1	52,9	45,1	53,8
sonstige	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Einlagen von öffentlichen Haushalten	2,1	1,0	2,3	1,1	2,3	2,7	1,7	1,5
Bund	1,5	0,4	1,2	0,4	0,2	0,2	0,3	0,1
Lastenausgleichsfonds und E.R.P.-Sondervermö- gen	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Länder	0,6	0,5	1,1	0,7	2,1	2,5	1,4	1,4
Andere öffentliche Einleger	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Einlagen von anderen inländischen Einlegern ...	3,2	2,8	1,6	3,3	3,7	3,5	2,0	2,7
Bundesbahn	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bundespost (einschl. Postgiro- und Postspar- kassenämter)	2,6	2,1	0,7	2,4	3,0	2,9	1,4	2,1
Sonstige Einleger	0,6	0,7	0,9	0,9	0,7	0,6	0,6	0,6
Verbindlichkeiten gegenüber Kreditinstituten ...	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten aus abgegebenen Mobilisierungs- und Liquiditätspapieren	6,3	6,5	8,8	4,8	6,3	5,1	6,0	5,2
Verbindlichkeiten aus dem Auslandsgeschäft	9,8	11,4	14,6	19,9	19,0	18,5	19,0	18,5
Einlagen ausländischer Einleger	9,8	11,4	14,6	19,9	18,9	18,5	19,0	18,5
Sonstige	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,0	0,0
Verbindlichkeiten gegenüber dem Europäischen Fonds für währungspolitische Zusammenarbeit im Rahmen des Europäischen Währungssystems	—	—	—	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Ausgleichsposten für zugeteilte Sonderziehungs- rechte	3,5	3,7	3,3	2,9	3,3	2,9	3,3	2,9
Sonstige Passiva	23,4	27,9	25,1	19,0	15,2	13,8	15,6	14,7
Insgesamt ...	197,1	208,2	216,9	220,9	200,1	218,0	202,3	219,7

XX - 8. — BANQUE NATIONALE SUISSE

(milliards de francs suisses)

	1983 31 décembre	1984 31 décembre	1985 31 décembre	1986 31 décembre	1986 10 juin	1987 10 juin	1986 10 juillet	1987 10 juillet
ACTIF								
Encaisse-or	12,1	12,1	12,1	12,1	11,9	11,9	11,9	11,9
Devises	32,7	38,9	38,1	36,3	35,2	33,4	35,9	34,2
Droits de tirage spéciaux	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Portefeuille suisse :								
valeurs escomptées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1
bons du Trésor de la Confédération ¹	2,7	2,7	2,8	2,7	0,0	0,0	0,0	0,0
Avances sur nantissement	2,4	2,7	3,0	3,2	0,0	0,0	0,0	0,0
Titres :								
pouvant servir de couverture	0,1	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1	0,2	0,1
autres	1,5	1,7	1,7	2,0	1,8	2,0	1,8	2,0
Correspondants en Suisse	0,3	0,5	0,5	0,5	0,1	0,1	0,1	0,1
Autres postes de l'actif	0,1	0,0	0,1	0,1	0,3	0,4	0,4	0,4
Total	51,9	58,7	58,5	57,0	49,6	48,0	50,4	48,8
PASSIF								
Capital social et fonds de réserve	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Billets en circulation	24,7	26,5	25,8	27,0	23,6	24,5	23,8	24,7
Engagements à vue :								
comptes de virements des banques et sociétés financières en Suisse	14,2	14,2	14,1	14,9	7,2	7,7	7,5	8,0
autres engagements à vue	1,0	1,2	2,6	1,1	2,1	1,3	2,2	1,5
Réserves minimales des banques sur :								
les engagements en Suisse	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
les engagements envers l'étranger	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Engagements à terme :								
bons émis par la Banque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres postes du passif	11,9	16,7	15,9	13,9	16,6	14,4	16,8	14,5
Total	51,9	58,7	58,5	57,0	49,6	48,0	50,4	48,8

¹ Y compris créances comptables à court terme.

XX - 9. — BANQUE DES REGLEMENTS INTERNATIONAUX

Situation en milliards de francs or¹ [unités de 0,29032258... gramme d'or fin (art. 4 des statuts)]

	1985 31 décembre	1986 31 décembre	1986 30 juin	1987 30 juin	1986 31 juillet	1987 31 juillet
ACTIF						
Or	5,1	5,1	5,0	5,1	5,0	5,1
Espèces en caisse et avoirs bancaires à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Bons du Trésor	1,2	0,9	0,4	0,5	0,4	0,4
Dépôts à terme et avances	18,0	16,8	18,7	20,4	17,6	20,1
Or :						
à 3 mois au maximum	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Monnaies						
à 3 mois au maximum	16,4	15,0	16,5	17,3	15,7	16,5
à plus de 3 mois	1,6	1,7	2,1	3,0	1,8	3,5
Titres du secteur public et autres titres à terme	3,5	2,6	2,6	3,6	2,9	3,5
à 3 mois au maximum	2,4	1,5	1,4	2,1	1,7	2,0
à plus de 3 mois	1,1	1,1	1,2	1,5	1,2	1,5
Divers	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
<i>Total de l'actif</i>	27,8	25,4	26,7	29,6	25,9	29,1
PASSIF						
Capital¹ :						
Actions libérées de 25 p.c.	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3
Réserves						
Fonds de réserve légale	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve générale	0,5	0,5	0,5	0,6	0,5	0,6
Fonds spécial de réserve de dividendes	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Fonds de réserve libre	0,3	0,4	0,4	0,4	0,4	0,4
Dépôts (or)	4,4	4,5	4,4	4,5	4,5	4,5
Banques centrales :						
à vue	4,4	4,5	4,4	4,5	4,5	4,5
à 3 mois au maximum	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres déposants :						
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts (monnaies)	21,6	18,7	20,3	22,8	19,4	22,4
Banques centrales :						
à vue	0,8	1,3	1,3	1,6	1,3	1,7
à 3 mois au maximum	19,5	15,9	17,5	18,1	16,7	18,3
à plus de 3 mois	0,6	0,6	0,7	2,0	0,5	1,4
Autres déposants :						
à vue	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
à 3 mois au maximum	0,7	0,9	0,8	1,1	0,9	1,0
à plus de 3 mois	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Système de prévoyance du personnel	—	—	—	0,1	—	0,1
Divers	0,6	1,0	0,8	0,9	0,8	0,8
Dividende payable le 1 ^{er} juillet 1987	—	—	—	0,0	—	—
<i>Total du passif</i>	27,8	25,4	26,7	29,6	25,9	29,1
¹ Capital autorisé	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5
Capital émis	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2	1,2

¹ Les éléments d'actif et de passif en dollars E.U. sont convertis au cours de \$ E.U. 208 l'once d'or fin (équivalent à 1 franc-or = \$ E.U. 1,94149...) et tous les autres éléments en monnaies sur la base des cours du marché par rapport au dollar E.U.

Références bibliographiques : Banque de France : « Compte rendu ». — Bank of England : « Report and accounts ». — Board of Governors of the Federal Reserve system : « Annual report ». — De Nederlandsche Bank : « Verslag over het boekjaar ». — Banca d'Italia : « Relazione Annuale ». — Geschäftsbericht der Deutschen Bundesbank. — Banque Nationale Suisse : « Rapports ». — Banque des règlements internationaux : « Rapports ».

LEGISLATION ECONOMIQUE

JUILLET 1987

Les informations données ont trait aux dispositions qui revêtent un intérêt particulier au point de vue de l'économie générale du pays et qui, en principe, ont fait l'objet d'une publication au Moniteur belge ou au Journal officiel des Communautés européennes au cours de la période indiquée.

Afin de faciliter leur consultation, les textes sont groupés comme suit :

- 1. Généralités ;*
- 2. Réglementation économique et financière ;*
- 3. Réglementation fiscale ;*
- 4. Budgets, dettes et comptes des pouvoirs publics ;*
 - 4.1. Communautés européennes ;*
 - 4.2. Etat belge ;*
 - 4.3. Communautés et Régions ;*
 - 4.4. Pouvoirs locaux ;*
- 5. Réglementation sociale ;*
 - 5.1. Travail ;*
 - 5.2. Sécurité et aide sociales ;*
- 6. Relations économiques et financières extérieures ;*
- 7. Divers.*

Les textes sont précédés de sous-rubriques classées par ordre alphabétique, et, à l'intérieur de celles-ci, ils sont classés par ordre chronologique.

Les textes les plus importants sont repris in extenso. Les autres font l'objet d'une simple mention, accompagnée au besoin d'une notice explicative, en italique.

Les abréviations suivantes sont utilisées :

A.R. pour arrêté royal, CE pour Communautés européennes, CEE pour Communauté économique européenne, CECA pour Communauté européenne du Charbon et de l'Acier, Euratom pour Communauté européenne de l'Energie atomique, IBLC pour Institut belgo-luxembourgeois du Change, TVA pour taxe sur la valeur ajoutée, UEBL pour Union économique belgo-luxembourgeoise.

1. — GENERALITES

COMMUNAUTES EUROPEENNES.

Compétences d'exécution de la Commission.

Décision 87/373/CEE du Conseil, du 13 juillet 1987, fixant les modalités de l'exercice des compétences d'exécution conférées à la Commission, *Journal officiel* n° L 197 du 18 juillet 1987, p. 33.

A l'exception des cas spécifiques où il se réserve d'exercer directement des compétences d'exécution, le Conseil confère à la Commission, dans les actes qu'il adopte, les compétences d'exécution des règles qu'il établit. Le Conseil précise les éléments essentiels de ces compétences et peut soumettre leur exercice à des modalités qui doivent être conformes aux procédures énumérées aux articles 2 et 3 (article 1).

Dans le cadre des trois procédures énumérées à l'article 2, la Commission est assistée par un comité composé de représentants des Etats membres et présidé par le représentant de la Commission. Celui-ci soumet au comité un projet des mesures à prendre. Le comité émet son avis sur ce projet dans un délai que le président peut fixer en fonction de l'urgence de la question en cause.

Dans le cadre de la procédure I, dite du « comité consultatif », la Commission tient le plus grand compte de l'avis émis par le comité; elle informe le comité de la façon dont elle a tenu compte de son avis.

Dans le cadre de la procédure II, dite du « comité de gestion », qui connaît deux variantes, la Commission arrête des mesures qui sont immédiatement applicables; toutefois, si ces mesures ne sont pas conformes à l'avis émis par le comité, ces mesures sont aussitôt communiquées au Conseil qui peut prendre, à la majorité qualifiée, une décision différente.

Dans le cadre de la procédure III, dite du « comité de réglementation », qui connaît également deux variantes, la Commission arrête les mesures envisagées lorsqu'elles sont conformes à l'avis du comité; lorsque ces mesures ne sont pas conformes, la Commission soumet au Conseil une proposition relative aux mesures à prendre et celui-ci statue à la majorité qualifiée.

L'article 3 fixe une procédure avec deux variantes à laquelle il peut être fait recours lorsque le Conseil confère à la Commission le pouvoir de décider sur des mesures de sauvegarde.

La présente décision n'affecte pas les modalités d'exercice des compétences conférées à la Commission dans des actes antérieurs à son entrée en vigueur (article 4).

Le Conseil procédera à un réexamen des procédures prévues par la présente décision sur base d'un rapport soumis par la Commission avant le 31 décembre 1990 (article 5).

Fondation européenne. Approbation par la Belgique.

Loi du 26 mars 1985 portant approbation de l'Accord instituant une Fondation européenne, fait à Bruxelles, le 29 mars 1982, *Moniteur*, 1^{er} juillet 1987, p. 10189.

Cet Accord n'est pas encore entré en vigueur.

CONSEIL DE L'EUROPE.

Coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales. Approbation par la Belgique.

Loi du 31 juillet 1986 portant approbation de la Convention cadre européenne sur la coopération transfrontalière des collectivités ou autorités territoriales, et de l'Annexe, faites à Madrid le 21 mai 1980, *Moniteur*, 18 juillet 1987, p. 11121.

Cette Convention est entrée en vigueur, vis-à-vis de la Belgique, le 7 juillet 1987.

ETRANGERS.

Accès au territoire, séjour, établissement et éloignement.

Loi du 15 juillet 1987 apportant des modifications, en ce qui concerne notamment les réfugiés, à la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, *Moniteur*, 18 juillet 1987, p. 11111.

2. — REGLEMENTATION ECONOMIQUE ET FINANCIERE

ASSURANCES.

Assurance-crédit.

Directive 87/343/CEE du Conseil, du 22 juin 1987, modifiant, en ce qui concerne l'assurance-crédit et l'assurance-caution, la première directive 73/239/CEE portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'accès à l'activité de l'assurance directe, autre que l'assurance sur la vie, et son exercice, *Journal officiel* n° L 185 du 4 juillet 1987, p. 72.

La première directive 73/239/CEE du Conseil du 24 juillet 1973 portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'accès à l'activité de l'assurance directe, autre que l'assurance-vie, et son exercice, modifiée par la directive 76/580/CEE a éliminé certaines divergences existant entre les législations nationales. Les nouvelles modifications visent à renforcer cette harmonisation.

En vertu de la nouvelle directive, les entreprises d'assurance dont les opérations d'assurance-crédit représentent plus qu'une faible part de leurs opérations totales doivent constituer une réserve d'équilibrage non imputable sur la marge de solvabilité. Cette réserve doit être calculée selon les méthodes fixées par la présente directive et reconnues comme équivalentes.

Les opérations d'assurance-crédit à l'exportation pour le compte ou avec la garantie de l'Etat sont exclues du champ d'application de ladite directive en attendant une coordination ultérieure.

Chaque Etat membre impose à toute entreprise établie sur son territoire couvrant des risques inclus dans la branche assurance-crédit, de constituer une réserve d'équilibrage qui servira à compenser la perte technique éventuelle ou le taux de sinistre supérieur à la moyenne apparaissant dans cette branche à la fin de l'exercice (article 1).

Les Etats membres prennent, avant le 1^{er} janvier 1990, les mesures nécessaires pour se conformer à la présente directive. Ils appliquent ces mesures au plus tard le 1^{er} juillet 1990 (article 2).

Assurance-protection juridique.

Directive 87/344/CEE du Conseil, du 22 juin 1987, portant coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'assurance-protection juridique, *Journal officiel* n° L 185 du 4 juillet 1987, p. 77.

Cette directive a pour objet la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives concernant l'assurance-protection juridique visée au point A sous le n° 17 de l'annexe de la directive 73/239/CEE. La présente directive vise à faciliter l'exercice effectif de la liberté d'établissement et à écarter le plus possible tout conflit d'intérêts qui pourrait surgir notamment du fait que l'assureur couvre également un autre assuré ou encore du fait qu'il couvre l'assuré à la fois en protection juridique et pour une autre branche visée à cette annexe. Elle vise aussi à rendre possible la solution de ces conflits s'ils apparaissent.

L'assurance-protection juridique consiste à souscrire, moyennant le paiement d'une prime, l'engagement de prendre en charge des frais de procédure judiciaire et de fournir d'autres services découlant de la couverture d'assurance, notamment en vue de récupérer le dommage subi par l'assuré à l'amiable ou dans une procédure ou en vue de défendre ou représenter l'assuré dans une procédure civile, pénale, administrative ou autre, ou contre une réclamation dont il est l'objet (article 2).

La garantie « protection juridique » doit faire l'objet d'un contrat distinct de celui établi pour les autres branches ou d'un chapitre distinct d'une police unique avec indication du contenu de la garantie « protection juridique » et, si l'Etat membre le requiert, de la prime correspondante (article 3).

Tout contrat de protection juridique reconnaît explicitement que l'assuré a la liberté de choisir un avocat (article 4). Les Etats membres ont la faculté d'exempter les entreprises de l'obligation d'accorder à l'assuré cette liberté de choix de l'avocat lorsque l'assurance-protection juridique est limitée à des affaires résultant de l'utilisation de véhicules routiers. Cependant, des dispositions sont prises afin que les conseils juridiques et la représentation de chacune des parties d'un litige soient assurées de manière indépendante (article 5).

Les Etats membres prennent toutes dispositions utiles pour que, sans préjudice de tout droit de recours à une instance juridictionnelle, soit prévue une procédure arbitrale ou une autre procédure présentant des garanties comparables. Le contrat d'assurance doit mentionner le droit de l'assuré d'avoir recours à une telle procédure (article 6).

Les Etats membres suppriment toute disposition interdisant de cumuler sur leur territoire l'assurance-protection juridique avec d'autres branches (article 8).

Les Etats membres prennent, avant le 1^{er} janvier 1990, les mesures nécessaires pour se conformer à la présente directive. Ils appliquent ces mesures au plus tard le 1^{er} juillet 1990 (article 10).

BOURSE.

Valeurs mobilières. Admission. Prospectus. Reconnaissance mutuelle.

Directive 87/345/CEE, du 22 juin 1987, modifiant la directive 80/390/CEE portant coordination des conditions d'établissement, de contrôle et de diffusion du prospectus à publier pour l'admission de valeurs mobilières à la cote officielle d'une bourse de valeurs, *Journal officiel* n° L 185 du 4 juillet 1987, p. 81.

Extraits.

considérant que la reconnaissance mutuelle représente un important progrès vers la réalisation du marché intérieur communautaire ;

considérant que la reconnaissance mutuelle n'opère que dans la mesure où la directive 80/390/CEE ainsi que les directives auxquelles elle se réfère ont été transposées dans la législation de l'Etat membre dont les autorités compétentes approuvent le prospectus ;

considérant que la reconnaissance mutuelle du prospectus n'emporte pas en soi un droit à l'admission ;

Article 1. — La section IV de la directive 80/390/CEE est remplacée par les sections suivantes et les sections V et VI deviennent les sections VIII et IX :

« Section IV.

Détermination de l'autorité compétente.

Article 24. — Lorsque, pour une même valeur mobilière, des demandes d'admission à la cote officielle de bourses situées ou opérant dans plusieurs Etats membres, y compris celui dans lequel l'émetteur a son siège statutaire, sont présentées simultanément ou à une date rapprochée, le prospectus doit être établi, conformément aux règles énoncées dans la présente directive, dans l'Etat membre où l'émetteur a son siège statutaire et être approuvé par les autorités compétentes de cet Etat ; si le siège statutaire de l'émetteur n'est pas situé dans l'un de ces Etats membres, l'émetteur doit choisir celui de ces Etats selon la législation duquel le prospectus sera établi et approuvé.

SECTION V.

Reconnaissance mutuelle.

Article 24 bis. — 1. Une fois approuvé conformément à l'article 24, le prospectus doit, sous réserve de sa traduction éventuelle, être reconnu par les autres Etats membres où l'admission à la cote officielle est demandée, sans qu'une approbation doive être obtenue des autorités compétentes de ces Etats et sans que celles-ci puissent exiger l'insertion, dans le prospectus, d'informations complémentaires. Les autorités compétentes peuvent toutefois exiger l'insertion dans le prospectus, de renseignements spécifiques au marché du pays d'admission relatifs en particulier au régime fiscal des revenus, aux organismes financiers qui assurent le service financier de l'émetteur dans ce pays, ainsi qu'au mode de publication des avis destinés aux investisseurs.

SECTION VI.

Coopération.

Article 24 quater. — 1. Les autorités compétentes assurent entre elles toute coopération nécessaire à l'accomplissement de leur mission et se communiquent à cette fin toutes les informations requises.

2. Lorsqu'une demande d'admission à la cote officielle portant sur des valeurs mobilières qui donnent accès au capital social, immédiatement ou à terme, est introduite dans un ou plusieurs Etats membres autres que celui où se trouve le siège statutaire de l'émetteur des actions auxquelles ces valeurs mobilières donnent droit, alors que les actions de cet émetteur sont déjà admises à la cote officielle dans ce dernier Etat, les autorités compétentes de l'Etat membre d'admission ne peuvent statuer qu'après avoir consulté celles de l'Etat membre du siège statutaire de l'émetteur des actions en question.

3. Lorsqu'une demande d'admission à la cote officielle est introduite pour une valeur mobilière déjà admise à la cote officielle dans un autre Etat membre depuis moins de six mois, les autorités compétentes à qui la demande est adressée prennent contact avec celles qui ont déjà admis la valeur mobilière à la cote officielle et dispensent, dans la mesure du possible, l'émetteur de cette valeur de la rédaction d'un nouveau prospectus, sous réserve de la nécessité éventuelle d'une mise à jour, d'une traduction, ou d'un complément correspondant aux exigences propres de l'Etat membre concerné.

SECTION VII.

Négociation avec les pays tiers.

Article 25 bis. — La Communauté peut, par des accords conclus avec un ou plusieurs pays tiers, en application du traité, reconnaître moyennant réciprocité, les prospectus d'admission établis et contrôlés conformément à la réglementation de ce ou de ces pays tiers, comme satisfaisant aux exigences de la présente directive, pour autant que la réglementation en question assure aux investisseurs une protection équivalente à celle que procure la présente directive, même si cette réglementation diffère des dispositions de la présente directive. »

Article 2. — 1. Les Etats membres prennent les mesures nécessaires pour se conformer à la présente directive au plus tard le 1^{er} janvier 1990. Ils en informent immédiatement la Commission. Toutefois, la date du 1^{er} janvier 1990 est remplacée, pour le royaume d'Espagne, par celle du 1^{er} janvier 1991 et, pour la République portugaise, par celle du 1^{er} janvier 1992.

INSTITUTIONS FINANCIERES D'INTERET PUBLIC.

Primes de garantie et montant annuel dus à l'Etat.

Arrêté royal du 9 juillet 1987 modifiant l'arrêté royal du 9 décembre 1986 portant les modalités d'exécution de l'article 91 de la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres, *Moniteur*, 29 juillet 1987, p. 11422.

Extrait.

Article 1. — L'article 2 de l'arrêté royal du 9 décembre 1986 portant les modalités d'exécution de l'article 91 de la loi du 1^{er} août 1985 portant des mesures fiscales et autres, est remplacé par la disposition suivante :

« Article 2. Lorsque le capital des institutions publiques de crédit est la propriété de plusieurs actionnaires, le montant du versement visé à l'article 91, § 3, de la même loi est établi en proportion de la part de l'Etat dans le capital.

Le montant versé à l'Etat sera, le cas échéant, imputé sur la part des bénéfices dont ces institutions sont redevables à l'Etat, en vertu de leur statut.

Par fonds propres, il faut entendre ceux qui sont ainsi définis en ce qui concerne les banques, dans les arrêtés de la Commission bancaire sur les fonds propres, pris en exécution de l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs. »

Article 2. — Dans l'article 3, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « celui de la rémunération de capital » sont remplacés par les mots « le montant du versement visé à l'article 2 ».

SOCIETES COMMERCIALES.

Société d'une personne.

Loi du 14 juillet 1987 relative à la société d'une personne à responsabilité limitée, *Moniteur*, 30 juillet 1987, p. 11461.

Dans les cas prévus par la loi, une société pourra être constituée par acte de volonté d'une seule personne qui affecte des biens à l'exercice d'une activité déterminée (article 1832 nouveau du Code civil).

La loi apporte aussi des modifications aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales (l. soc.).

Toute personne peut créer une société d'une personne sous la forme d'une société privée à responsabilité limitée (sprl). Une personne morale qui crée seule une société d'une personne reste tenue de tous les engagements tant que l'associé unique est une personne morale (article 123, alinéa 2, 8° l. soc.). Une personne physique peut créer seule une société, elle n'engage que son apport mais elle ne peut être l'associé unique que d'une seule sprl (article 123 bis, alinéa 1^{er} l. soc.).

Les possibilités de constituer une société d'une personne sont : l'acte de volonté unilatéral d'une personne physique ou morale, l'acte de transformation d'une société anonyme (s.a.) en sprl d'une personne lorsque toutes les parts de la s.a. sont réunies en une seule main (article 104 bis l. soc.) et le maintien d'une sprl en restant l'unique associé après la réunion de toutes les parts entre ses mains (article 140 bis l. soc.).

Des règles spéciales de fonctionnement de la société d'une personne sont prévues. Lorsque les intérêts du gérant associé unique sont en conflit avec ceux de la société, il peut conclure l'opération mais doit rendre compte de celle-ci dans un document à déposer en même temps que les comptes annuels (article 133, § 3 l. soc.). L'associé unique exerce l'ensemble des pouvoirs dévolus à l'assemblée générale, les décisions sont consignées dans un registre (article 136 bis l. soc.).

Le décès de l'associé unique ne dissout pas la société d'une personne, les parts sont transmises aux héritiers (article 140 ter l. soc.) et les droits attachés aux parts sociales sont exercés par l'usufruitier (article 140 quater l. soc.). Il est possible de déroger à ces dispositions dans les statuts.

Cette loi entre en vigueur le 1^{er} septembre 1987.

STATISTIQUES.

Voir sous 6. Importations - exportations - transit.

4. — BUDGETS, DETTES ET COMPTES DES POUVOIRS PUBLICS

4.2. ETAT BELGE.

DEPENSES DE L'ETAT.

Budget des Dotations aux Communautés et aux Régions. 1986. 1987.

Loi du 17 juillet 1987 contenant le budget des Dotations aux Communautés et aux Régions pour l'année budgétaire 1986, *Moniteur*, 28 juillet 1987, p. 11366.

Loi du 17 juillet 1987 contenant le budget des Dotations aux Communautés et aux Régions pour l'année budgétaire 1987, *Moniteur*, 28 juillet 1987, p. 11370.

Budget du Ministère de l'Emploi et du Travail. 1985. 1986. 1987.

Loi du 15 mai 1987 ajustant le budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'année budgétaire 1985, *Moniteur*, 1^{er} juillet 1987, p. 10200.

Loi du 15 mai 1987 contenant le budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'année budgétaire 1986, *Moniteur*, 3 juillet 1987, p. 10357.

Loi du 18 mai 1987 contenant le budget du Ministère de l'Emploi et du Travail pour l'année budgétaire 1987, *Moniteur*, 3 juillet 1987, p. 10368.

Budget du Ministère des Classes moyennes. 1986. 1987.

Lois du 27 mai 1987 contenant le budget du Ministère des Classes moyennes pour les années budgétaires 1986 et 1987, *Moniteur*, 1^{er} juillet 1987, p. 10206.

Budget du Ministère des Travaux publics. 1985. 1986. 1987.

Loi du 16 juin 1987 ajustant le budget du Ministère des Travaux publics de l'année budgétaire 1985, *Moniteur*, 9 juillet 1987, p. 10645.

Loi du 24 juin 1987 contenant le budget du Ministère des Travaux publics pour l'année budgétaire 1986, *Moniteur*, 30 juillet 1987, p. 11464.

Loi du 24 juin 1987 contenant le budget du Ministère des Travaux publics pour l'année budgétaire 1987, *Moniteur*, 31 juillet 1987, p. 11551.

Crédits provisoires.

Loi du 6 juillet 1987 ouvrant de nouveaux crédits provisoires à valoir sur les budgets de l'année budgétaire 1987 et destinés à assurer la marche des services publics durant les mois de juillet, août, septembre et octobre 1987 et autres dispositions, *Moniteur*, 7 juillet 1987, p. 10462.

DETTES DE L'ETAT.

Certificats de trésorerie à très court terme.

Arrêté ministériel du 29 juin 1987 modifiant l'arrêté ministériel du 9 novembre 1957 relatif à l'émission de certificats de trésorerie à très court terme, *Moniteur*, 4 juillet 1987, p. 10410.

Extrait.

Article 1. — L'article 2, second alinéa de l'arrêté ministériel du 9 novembre 1957, modifié par ceux des 25 mars 1964, 30 juin 1967 et 15 février 1982 relatif à l'émission des certificats de trésorerie à très court terme, est remplacé par la disposition suivante :

« Les certificats ainsi cédés par la Banque Nationale de Belgique pourront ensuite être négociés entre les organismes visés à l'article 1^{er}, § 1^{er} de la loi du 28 décembre 1973 relative aux propositions budgétaires 1973-1974. »

GARANTIE DE L'ETAT.

Emprunts de la Société nationale du Logement et de la Société nationale terrienne.

Arrêté royal du 18 juin 1987 autorisant la Société nationale du Logement et la Société nationale terrienne à contracter sous la garantie de l'Etat des emprunts à concurrence d'un montant effectif total de 21 milliards de francs, *Moniteur*, 7 juillet 1987, p. 10467.

Fonds de Développement des Universités libres.

Arrêté ministériel du 30 juin 1987 autorisant le Fonds de Développement des Universités libres à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de prorogation au capital nominal de un milliard de francs, *Moniteur*, 11 juillet 1987, p. 10864.

Arrêté ministériel du 30 juin 1987 autorisant le Fonds de Développement des Universités libres à émettre, sous la garantie de l'Etat, un emprunt de prorogation au capital nominal de trois cent soixante millions de francs, *Moniteur*, 11 juillet 1987, p. 10864.

4.3. COMMUNAUTES ET REGIONS.

COMMUNAUTE FRANÇAISE.

Budget. 1987.

Décret du 14 mai 1987 contenant le premier ajustement du budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1987, *Moniteur*, 10 juillet 1987, p. 10793.

REGION FLAMANDE.

Garantie de la Région.

Arrêté de l'Exécutif flamand du 6 mai 1987 autorisant la société coopérative « Fonds flamand du Logement des Familles nombreuses » à contracter, sous la garantie de la Région, un emprunt d'un montant effectif de 1.025 millions de francs, *Moniteur*, 17 juillet 1987, p. 11062.

5. — REGLEMENTATION SOCIALE

5.2. SECURITE ET AIDE SOCIALES.

5.2.2. REGIMES PARTICULIERS. PRESTATIONS.

ALLOCATIONS AUX HANDICAPES.

Arrêté royal du 6 juillet 1987 portant exécution de la loi du 27 février 1987 relative aux allocations aux handicapés, *Moniteur*, 8 juillet 1987, p. 10619.

ALLOCATIONS FAMILIALES.

Arrêté royal du 24 juin 1987 fixant les cas dans lesquels l'octroi des allocations familiales est suspendu lorsque l'enfant effectue son service militaire ou son service civil, *Moniteur*, 10 juillet 1987, p. 10777.

Arrêté royal du 24 juin 1987 modifiant l'arrêté royal du 18 décembre 1973 fixant le mode de constatation de l'incapacité de certaines personnes pour l'application des lois coordonnées relatives aux allocations familiales pour travailleurs salariés, *Moniteur*, 10 juillet 1987, p. 10779.

Arrêté royal du 24 juin 1987 modifiant l'arrêté royal du 6 mars 1979 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant lié par un contrat d'apprentissage, *Moniteur*, 10 juillet 1987, p. 10781.

Arrêté royal du 24 juin 1987 modifiant l'arrêté royal du 12 août 1985 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant soumis à l'obligation scolaire à temps partiel, *Moniteur*, 10 juillet 1987, p. 10784.

Arrêté royal du 26 juin 1987 modifiant l'arrêté royal du 30 décembre 1975 fixant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui suit des cours, *Moniteur*, 8 juillet 1987, p. 10616.

Arrêté royal du 26 juin 1987 modifiant l'arrêté royal du 16 février 1968 déterminant les conditions et la période durant laquelle les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui prépare un mémoire de fin d'études supérieures, *Moniteur*, 8 juillet 1987, p. 10616.

Arrêté royal du 26 juin 1987 modifiant l'arrêté royal du 19 août 1969 déterminant les conditions auxquelles les allocations familiales sont accordées en faveur de l'enfant qui effectue un stage pour pouvoir être nommé à une charge, *Moniteur*, 8 juillet 1987, p. 10617.

CHOMAGE.

Arrêté royal du 19 juin 1987 modifiant l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, *Moniteur*, 1^{er} juillet 1987, p. 10236.

Arrêté royal du 22 juin 1987 modifiant l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage, *Moniteur*, 2 juillet 1987, p. 10298.

6. — RELATIONS ECONOMIQUES ET FINANCIERES EXTERIEURES

ACCORDS COMMERCIAUX DES COMMUNAUTES EUROPEENNES.

Accords de la CECA. Approbation par la Belgique.

Loi du 2 septembre 1986 portant approbation du Protocole concernant la coopération commerciale et économique entre la Communauté européenne du charbon et de l'acier et la République fédérative du Brésil, fait à Bruxelles le 18 septembre 1980, *Moniteur*, 4 juillet 1987, p. 10406.

ACCORDS COMMERCIAUX DES ETATS MEMBRES DE LA CEE.

Prorogation ou reconduction tacite.

Décision 87/391/CEE du Conseil, du 20 juillet 1987, autorisant la prorogation ou la tacite reconduction de certains accords commerciaux conclus par des Etats membres avec des pays tiers, *Journal officiel* n° L 202 du 23 juillet 1987, p. 62.

COOPERATION AU DEVELOPPEMENT.

Aide alimentaire.

Règlement (CEE) n° 2200/87 de la Commission, du 8 juillet 1987, portant modalités générales de mobilisation dans la Communauté de produits à fournir au titre de l'aide alimentaire communautaire, *Journal officiel* n° L 204 du 25 juillet 1987, p. 1.

Fonds spécial d'aide à l'Afrique subsaharienne.

Loi du 29 juin 1987 relative à la contribution de la Belgique en faveur du « Fonds spécial d'aide à l'Afrique subsaharienne », *Moniteur*, 21 juillet 1987, p. 11222.

Extrait.

Article unique. — Le Roi est autorisé à consentir au nom de la Belgique une contribution d'un montant de 300.000.000 de francs belges en faveur du « Fonds spécial d'aide à l'Afrique subsaharienne » créé au sein de l'Association internationale de Développement par la résolution n° IDA 85 — 1 du 21 mai 1985 du Conseil d'administration de l'Association.

IMPORTATIONS — EXPORTATIONS — TRANSIT.

CEE-Chine. Régime d'importation.

Décision 87/392/CEE de la Commission, du 15 juin 1987, modifiant le régime d'importation prévu par la décision 87/60/CEE du Conseil et appliqué dans les Etats membres à l'égard de la république populaire de Chine en ce qui concerne divers produits agricoles et industriels, *Journal officiel* n° L 206 du 28 juillet 1987, p. 34.

Désignation et codification des marchandises.

Décision 87/369/CEE du Conseil, du 7 avril 1987, concernant la conclusion de la convention internationale sur le système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, ainsi que de son protocole d'amendement, *Journal officiel* n° L 198 du 20 juillet 1987, p. 1.

Convention internationale sur le système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, *Journal officiel* n° L 198 du 20 juillet 1987, p. 3.

Protocole d'amendement à la convention internationale sur le système harmonisé de désignation et de codification des marchandises, *Journal officiel* n° L 198 du 20 juillet 1987, p. 11.

Extrait des considérants.

considérant que le Conseil de coopération douanière, au cours de sa session plénière du mois de juin 1983, a adopté la convention internationale sur le système harmonisé de désignation et de codification des marchandises ;

considérant que cette convention a pour but de faciliter le commerce international ainsi que la collecte, la comparaison et l'analyse des statistiques y relatives ;

considérant que ladite convention est destinée à remplacer, comme base internationale pour les tarifs douaniers et les nomenclatures statistiques, la convention sur la nomenclature signée à Bruxelles le 15 décembre 1950, actuellement utilisée comme base du tarif douanier commun et de la Nimexe ;

considérant que la Communauté envisage d'appliquer le système harmonisé dès le 1^{er} janvier 1988 ;

considérant qu'il est d'un intérêt essentiel pour la Communauté d'être partie à cette convention avec les pays les plus importants dans le domaine du commerce international.

Produits en libre pratique. Surveillance communautaire.

Décision 87/376/CECA de la Commission, du 24 juin 1987, autorisant les Etats membres à instaurer une surveillance intracommunautaire des importations pour la mise à la consommation de certains produits sidérurgiques originaires de certains pays tiers relevant du traité instituant la Communauté européenne du charbon et de l'acier et mis en libre pratique dans un autre Etat membre, *Journal officiel* n° L 201 du 22 juillet 1987, p. 29.

7. — DIVERS.

BILLETS ET PIECES.

Monnaies libellées en écus.

Arrêté ministériel du 22 juin 1987 modifiant l'arrêté ministériel du 6 mars 1987 déterminant le prix d'émission des monnaies libellées en écus, *Moniteur*, 1^{er} juillet 1987, p. 10230.

Extrait.

Article 1. — L'article 5 de l'arrêté ministériel du 6 mars 1987 déterminant le prix d'émission des monnaies libellées en écus est remplacé par la disposition suivante :

« Article 5. Le rachat par les établissements financiers des pièces visées à l'article 1^{er}, s'effectue en fonction du cours quotidien calculé selon les modalités prévues à l'article 1^{er}, déduction faite d'une commission établie par lesdits établissements.

Toutefois, en aucun cas ce rachat ne pourra se faire pour une valeur inférieure à celle calculée sur base du cours de l'or et du cours du dollar en francs belges sur le marché réglementé à Bruxelles, existant au moment du rachat. »

FONDS DES RENTES.

Rapport annuel 1986.

Le Moniteur du 8 juillet 1987 publie, sous forme de supplément, le rapport annuel 1986 du Fonds des Rentes.

NOMS ET PRENOMS.

Loi du 15 mai 1987 relative aux noms et prénoms, *Moniteur*, 10 juillet 1987, p. 10774.

BIBLIOGRAPHIE
RELATIVE AUX QUESTIONS
ECONOMIQUES ET FINANCIERES
INTERESSANT LA BELGIQUE

Le lecteur trouvera ci-après une bibliographie qui fait suite à celle qui a été publiée dans le Bulletin précédent. Les ouvrages et articles retenus sont classés par ordre alphabétique respectivement des auteurs et des revues. En outre, ils portent un ou plusieurs numéros du plan de classification décimale en usage à la Banque Nationale. Une version abrégée de ce plan a été publiée dans le numéro de janvier 1974 et peut être obtenue sur simple demande au Service de la Documentation de la Banque Nationale de Belgique, boulevard de Berlaimont 5, 1000 Bruxelles. La version complète du plan, de même que les ouvrages et articles cités, peuvent être consultés à la Bibliothèque scientifique de la Banque.

Il est rappelé que cette bibliographie ne reprend pas les rapports annuels d'institutions ni les sources statistiques.

**

ARTUS, P.

Fixation de l'objectif monétaire et réputation de la Banque Centrale.

(In : *REVUE ECONOMIQUE*, Paris, 4, 1987 07, p. 807-835.)

FR 57

ASSOCIATION D'ECONOMETRIE APPLIQUEE.

Modèles monétaires et financiers. Mercenier, J. & Sekkat, K. : Stabilité du taux de change et règle d'intervention optimale : une étude du comportement des Banques Centrales européennes. (Etude présentée à la XXI^e conférence de l'AEA tenue à Genève, 22-23 janvier 1987.)

Genève, A.E.A., 1987, 26 p.

334.154.2 - 334.151.26

332.630. - 332.61 - 332.632.0
338.43

ASSOCIATION BELGE DES BANQUES.

Vers un marché européen bancaire et financier. (Aspects et Documents, 61.)

Bruxelles, A.B.B., 1987, 36 p.

ATLAS...

Atlas lokale werkgelegenheidsinitiatieven Vlaanderen 1985.

Brussel, Interuniversitaire Onderzoeksgroep Werkloosheidsvraagstukken, 1987, 189 p.

333.44 - 333.846.2

017.2 - 331.109.

ASSOCIATION D'ECONOMETRIE APPLIQUEE.

Modèles monétaires et financiers. Bailey, R.W. et al : Inertie des prix et politique monétaire ; un test sur les principaux pays européens. (Etude présentée à la XXI^e conférence de l'AEA tenue à Genève, 22-23 janvier 1987.)

Genève, A.E.A., 1986, 33 p.

BAIROCH, P. & ETEMAD, B.

La littérature périodique d'histoire économique contemporaine.

(In : *ANNALES - ECONOMIES-SOCIETES-CIVILISATIONS*, Paris, 2, 1987 03/04, p. 369-401.)

FR 3

333.44 - 331.31

654.

ASSOCIATION D'ECONOMETRIE APPLIQUEE.

Modèles monétaires et financiers/Monetary and financial models. Artus, P. : Asymmetries in the European economies and policy coordination. (Paper prepared for the XXIst AEA conference held at Geneva on January 22-23, 1987.)

Geneva, A.E.A., 1987, 35 p.

BARTHELEMY, J.

La loi du 8 août 1983 organisant un registre national des personnes physiques. (IV)

(In : *MOUVEMENT COMMUNAL*, Bruxelles, 616, 1987 02, p. 64-66.)

BE 107

BBL...

La dette publique belge en devises.

(In : BULLETIN FINANCIER - BBL, Bruxelles, 5, 1987 06 23, p. 1-8.)

BE 34A

BULLETIN...

Les fonds de pension en Belgique : principes de gestion pour un secteur en plein essor.

(In : BULLETIN DE LA GENERALE DE BANQUE, Bruxelles, 277, 1987 06, p. 1-7.)

BE 27CF

08 - 330.42 - 338.011.

331.30

BEUTELS, R.

Leonardus Lessius, 1554-1623 : portret van een Zuidnederlandse laat-scholastieke econoom. Een bio-bibliografisch essay.

Wommelgem, Uitg. Den Gulden Engel, 1987, 134 p.

BULLETIN...

L'économie belge en 1987 et 1988 : faiblesse de la croissance.

(In : BULLETIN DE LA GENERALE DE BANQUE, Bruxelles, 277, 1987 06, p. 12-24.)

BE 27CF

333.642. - 339.4

339.232. - 339.233.

BROQUET, C. & CAPIAU HUART, M.-C.

Analyse du risque systématique des valeurs belges du marché à terme de la Bourse de Bruxelles.

(In : CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES, Bruxelles, 114, 1987 04/06, p. 349-374.)

BE 44E

BULLETIN...

Les rentabilités des entreprises belges non financières de 1979 à 1985.

(In : BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK, Bruxelles, 26, 1987 06 26, p. 5-6.)

BE 33

330.548. - 338.43

333.106.

BULLETIN...

Privatisation. Services publics étranglés, région liégeoise menacée.

(In : BULLETIN DE LA FONDATION ANDRE RENARD, Liège, 164, 1987 03/04, p. 3-18.)

BE 17

BURGARD, J.-J.

Le coût des services bancaires.

(In : ANALYSE FINANCIERE, Paris, 69, 1987 04/06, p. 11-16.)

FR 1

CAEYMAEX, J.

De eenpersoonsonderneming met beperkte aansprakelijkheid. Standpunt van de bankier.

(In : *ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT, Antwerpen*, 3, 1987 06, p. 439-458.)

BE 64B

CLAEYS, U.

Recreatie, vakantie, toerisme... bedreigd?

(In : *DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED, Brussel*, 6-7, 1987 06/07, p. 529-541.)

BE 71

333.633.0 - 339.312.3 - 338.43
338.043.

331.30

CALLENS, J.

De innovatievenootschap : een onvoldoende gekende vennootschapsvorm.

(In : *WEST-VLAANDEREN WERKT, Brugge*, 3, 1987 05/06, p. 123-127.)

BE 188

CONSEIL CENTRAL DE L'ECONOMIE.

Notes mensuelles sur la situation économique.

(In : *NOTES MENSUELLES SUR LA SITUATION ECONOMIQUE - CONSEIL CENTRAL DE L'ECONOMIE, Bruxelles*, 6, 1987 06, p. 1-36.)

BE 36A

08

336.201. - 336.214. - 336.212.10

CARBONNELLE, C.

Jacques De Staercke : 15 ans de politique de Fabrimétal. (In : *Un combat pour l'entreprise.*)

Gembloux, Edit. Duculot, 1987, 137 p.

COUMANS, W.

La réforme fiscale de l'Oncle Sam en Belgique?

(In : *REVUE POLITIQUE - NOUVELLE SERIE, Bruxelles*, 2, 1987 03/04, p. 19-36.)

BE 149B

332.834.

347.720.0

CAUWELS, E.

In de marge van het pensioensparen.

(In : *BULLETIN DES ASSURANCES - DE VERZEKERING, Bruxelles/Brussel*, 1, 1987 06, p. 26-33.)

BE 532

DAERDEN, M.

Introduction à l'étude des sociétés ; aspects juridiques, comptables, financiers et fiscaux.

Bruxelles, Edit. Labor, 1987, 523 p.

DASSESE, M.

Le traitement fiscal des fluctuations de change.

(In : REVUE GENERALE DE FISCALITE, Bruxelles, 6-7, 1987 06, p. 137-145.)

BE 158FB

DENOEL, E.

Régime d'épargne du troisième âge ou d'épargne-pension (assurance-épargne).

(In : BULLETIN DES ASSURANCES - DE VERZEKERING, Bruxelles/Brussel, 1, 1987 06, p. 7-25.)

BE 532

334.154.1 - 334.151.26 - 382.242.0
334.151.25

de BOISSIEU, C.

L'Ecu et la libération des mouvements de capitaux.

(In : REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE, Bruxelles, 3-4, 1987 06, p. 259-272.)

BE 131A

334.150.0 - 334.150.7 - 334.151.0

DE RUYT, J.

L'Acte unique européen ; commentaire.
(Etudes Européennes.)*Bruxelles, Edit. de l'Université de Bruxelles, 1987, XIV + 355 p.*333.820. - 336.61 - 336.451.
336.311.1 - 333.605.

DEMOPOULOS, G.D. et al.

Monetary policy and central-bank financing of government budget deficits : a cross-country comparison.

(In : EUROPEAN ECONOMIC REVIEW, Amsterdam, 5, 1987 07, p. 1023-1050.)

NL 14

332.810. - 658.331. - 349.1

DESCHEPPER, M.

Loi du 17 mars 1987 : feu vert pour une plus grande flexibilité dans l'organisation du temps de travail.

(In : CHRONIQUES DE DROIT SOCIAL - SOCIAAL-RECHTELIJKE KRONIEKEN, Bruxelles/Brussel, 7, 1987 07, p. 201-209.)

BE 541

333.631. - 333.832.6

DENOEL, E.

Measuring a tax-specific term structure of interest rates in the market for Belgian government bonds.

(In : REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIERWEZEN, Bruxelles/Brussel, 6, 1987 06/07, p. 15-22.)

BE 134

339.115. - 338.341.1 - 382.256.
333.109.

DILLON, K.B. & OLIVEROS, G.

Recent experience with multilateral official debt rescheduling.

(World Economic and Financial Surveys.)

Washington, International Monetary Fund, 1987, V + 22 p.

336.208. - 343.35 - 335.5

334.3 - 333.451.1 - 333.451.6
333.432.8 - 333.825.

ECONOMIE...

L'économie informelle. Fraude fiscale, travail au noir et autres activités non déclarées. (Communications tenues au 7^e Congrès des Economistes belges de Langue française à Charleroi les 15 et 16 janvier 1987.)
(Economie 2000.)

Bruxelles, Edit. Labor, 1987, 188 p.

FRENKEL, J.A. & GOLDSTEIN, M.

A guide to target zones.
(National Bureau of Economic Research, Working Paper, 2113.)

Cambridge, Mass., N.B.E.R., 1986, 65 p.

382.51 - 338.013. - 338.722.7
338.750. - 306.114.

333.139.2 - 333.139.1 - 333.139.0
347.734.

EVANS, D.

The long-run determinants of North-South terms of trade and some recent empirical evidence.

(In : *WORLD DEVELOPMENT*, Oxford, 5(SPEC), 1987 05, p. 657-671.)

GB 62

FRIESEN, C.M.

International bank supervision.

London, Euromoney Publications, 1986, XI + 124 p.

333.846.0 - 333.846.5 - 331.062.

051.

FECHER, F.

Politique d'austérité et récession économique. Incidence sur la distribution du revenu des Belges de 1980 à 1984.

(In : *CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES*, Bruxelles, 114, 1987 04/06, p. 397-420.)

BE 44E

GEWESTELIJKE ONTWIKKELINGSMAATSCHAPPIJ WEST-VLAANDEREN.

Info-industrie West-Vlaanderen.

Koksijde-Oostduinkerke, Uitg. Dedaco, 1987, 172 p.

336.020. - 336.030. - 336.024.
368.40 - 336.00

368.45 - 336.200.

FRANK, M.

A la recherche des déterminants des dépenses et des recettes publiques en Belgique, ainsi que de leur déséquilibre (1955-1980).

(In : *BULLETIN DE DOCUMENTATION - MINISTERE DES FINANCES*, Bruxelles, 6, 1987 06, p. 5-113.)

BE 99

GOBLET, P. & VAN ROMPUY, H.

Sécurité sociale et fiscalité : à la recherche de l'unité perdue.

(In : *REVUE POLITIQUE - NOUVELLE SERIE*, Bruxelles, 2, 1987 03/04, p. 5-17.)

BE 149B

333.450. - 333.451.0 - 333.432.8
334.151.27 - 339.115.

368.40

HALLWOOD, P. & MacDONALD, R.

International money : theory, evidence and institutions.

Oxford, Basil Blackwell, 1986, VII + 279 p.

LAMBERT, P.

La sécurité sociale aux frais de la duchesse.

(In : BULLETIN DE LA FONDATION ANDRE RENARD, Liège, 164, 1987 03/04, p. 19-47.)

BE 17

339.4 - 336.311.2 - 336.311.1

313. - 339.325.1

HEYNDELS, B. & VUCHELEN, J.

De valutasamenstelling van de Belgische korte termijn buitenlandse schuld.

(In : CAHIERS ECONOMIQUES DE BRUXELLES, Bruxelles, 114, 1987 04/06, p. 375-395.)

BE 44E

LAMMERTYN, F.

De rechthebbenden op het bestaansminimum in België.

(In : DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED, Brussel, 6-7, 1987 06/07, p. 519-528.)

BE 71

336.201. - 336.212.0 - 336.212.11

659.

INSTITUT DE L'ENTREPRISE.

La fiscalité ; un problème pour 10.000.000 de Belges.

Bruxelles, Institut de l'Entreprise, 1987, 55 p.

LENTZEN, E.

La publicité.

(In : COURRIER HEBDOMADAIRE - C.R.I.S.P., Bruxelles, 1158/59, 1987, p. 3-52.)

BE 28E

333.450. - 334.151.25 - 334.151.27

333.402. - 334.151.25 - 334.151.27

JAGER, H. & DE JONG, E.

The exchange-rate mechanism of the EMS and the Ecu as a reserve asset : an impending incompatibility.

(In : EUROPEAN ECONOMIC REVIEW, Amsterdam, 5, 1987 07, p. 1071-1091.)

NL 14

MADDISON, C. & SCHOONJANS, M.

L'écu conduit-il à une création monétaire ?

(In : REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE, Bruxelles, 3-4, 1987 06, p. 225-234.)

BE 131A

MAROULAKIS, E.-A.

Perspectives et implications d'une utilisation accrue de l'Ecu.

(In : *REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE*, Bruxelles, 3-4, 1987 06, p. 217-223.)

BE 131A

MUELLER, D.C.

The growth of government : a public choice perspective.

(In : *STAFF PAPERS*, Washington, 1, 1987 03, p. 115-149.)

IMF 4

334.151.27 - 334.151.1

039.

MATTHES, H.

Toughest test for the EMS.

(In : *EUROPEAN AFFAIRS*, Amsterdam, 2, 1987 04/06, p. 52-63.)

NL 27

MURITH, J. & BOCABELLE, J.-M.

Dictionnaire des sigles scientifiques, techniques et économiques. Scientific, technical and commercial organisations : a dictionary of initials.

Paris, *Technique et Documentation - Lavoisier*, 1987, 471 p.

333.423. - 333.420.0 - 333.432.8
333.453.

336.834. - 336.830. - 338.43

MONTEYNE, A.

Goud en geld; een munt voor Europa.

Wommelgem, *Uitg. Den Gulden Engel*, 1987, X + 165 p.

OOGHE, H. et al.

Overheidsmaatregelen ter stimulering van risicokapitaal van startende en innovatieve ondernemingen.

(In : *ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT*, Antwerpen, 3, 1987 06, p. 327-359.)

BE 64B

470.

336.208. - 336.206. - 341.247.
343.35 - 333.107.

MOUVEMENT OUVRIER CHRETIEN.

Pour un nouveau contrat entre l'école et la société. (Semaines Sociales.)

Bruxelles, *Edit. Démocratie*, 1987, 268 p.

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

L'évasion et la fraude fiscales internationales. (Questions de Fiscalité Internationale, 1.)

Paris, *O.C.D.E.*, 1987, 126 p.

352. - 332.632.0 - 332.630.

331.30 - 339.115.

ORGANISATION DE COOPERATION ET DE
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUES.

De nouveaux rôles pour les autorités locales.

Paris, O.C.D.E., 1987, 75 p.

PEET, R.

Industrial devolution, underconsumption and the
Third World debt crisis.

(In : *WORLD DEVELOPMENT*, Oxford, 6, 1987 06,
p. 777-788.)

GB 62

339.235. - 339.234. - 349.1

332.87 - 331.20

ORIENTATIONS...

La rémunération en droit du travail.

(In : *ORIENTATIONS*, Bruxelles, 6-7, 1987 06, p. 157-
172.)

BE 772

POLET, D.

Elections sociales : le bilan d'un quart de siècle.

(In : *FABRIMETAL - REVUE MENSUELLE*, Bruxelles,
6, 1987 06, p. 11-15.)

BE 69

333.741.0 - 333.602.

339.231. - 339.232. - 339.233.

PARIBAS...

Le marché monétaire et le marché des capitaux en
Belgique de 1970 à 1987. L'expansion l'emporte
sur la modernisation.

(In : *PARIBAS - NOTES ECONOMIQUES*, Bruxelles, 74,
1987 07, p. 2-25.)

BE 64DF

PONCELET, A.-M.

Evolution économique et financière des sociétés
belges.

(In : *REVUE POLITIQUE - NOUVELLE SERIE*, Bruxel-
les, 2, 1987 03/04, p. 59-72.)

BE 149B

333.820. - 334.151.25 - 334.151.27
333.428.

338.43

PATAT, J.-P.

Opérations en Ecus et politique monétaire.

(In : *REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONO-
MIQUE*, Bruxelles, 3-4, 1987 06, p. 235-250.)

BE 131A

QUEVIT, M.

Economic competition, regional development and
redistributions of power in the Belgian political
system (1830-1974). (In : *Polarized development
and regional policies.*)

(United Nations Research Institute for Social De-
velopment, Regional Planning, 11.)

The Hague, Mouton Publishers, 1981, 357-377 p.

RALET, O.

Les conventions d'actionnaires.

Bruxelles, L. Dewincklear, 1987, 29 p.

ROMUS, P.

Europe - Wallonie : trente ans d'intégration de la Région wallonne à l'économie européenne.

(In : WALLONIE 87, Namur, 81, 1987 05/08, p. 181-196.)

BE 186

333.631. - 333.632.0 - 333.634. - 333.661.
336.32 - 336.33 - 336.311.0
336.311.1 - 333.604. - 336.212.2

333.103.

REMY...

Remy Frères & Fils S.N.C. : Agents de change.
(Annual review of the Belgian bond market.)

Bruxelles, Remy Frères & Fils, 1987, 23 p.

SARRAZIN, B.

L'évolution des concepts d'architecture informatique dans les grands réseaux bancaires.

(In : ANALYSE FINANCIERE, Paris, 69, 1987 04/06, p. 25-28.)

FR 1

349.1 - 332.71

332.10

REVUE...

Cent ans de droit social en Belgique. Le travail des femmes.

(In : REVUE DU TRAVAIL, Bruxelles, 1-2, 1987 01/02, p. 1-32.)

BE 153

SERROYEN, C.

De sectoriële onderhandelingen voor 1987-1988 : een voorlopige balans.

(In : DE GIDS OP MAATSCHAPPELIJK GEBIED, Brussel, 6-7, 1987 06/07, p. 499-517.)

BE 71

333.111.8 - 333.451.6 - 333.453.

333.600. - 334.151.25 - 334.151.27

ROLLEY, D.

Why the central banks cannot prevent a dollar slump.

(In : EUROPEAN AFFAIRS, Amsterdam, 2, 1987 04/06, p. 101-108.)

NL 27

STEINHERR, A.

L'avenir potentiel de l'Ecu au sein du SME.

(In : REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE, Bruxelles, 3-4, 1987 06, p. 251-258.)

BE 131A

TOLLET, R. & VANDEWALLE, J.

L'emploi à temps partiel de 1973 à 1985.
(Planning Papers.)

Bruxelles, Bureau du Plan, 1987, 44 p.

VANHOVE, N.

Prognoses voor de Belgische economie : een vergelijkende studie en evaluatie.

(In : BULLETIN DE L'I.R.E.S., Louvain-la-Neuve, 117, 1987 06, p. 1-34.)

BE 33Z

333.432.8 - 333.400. - 334.151.25
334.151.27

338.8 - 331.04

TRIFFIN, R.

Le SMI (Système... Scandale? Monétaire International) et le SME (Système Monétaire Européen).

(In : REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE, Bruxelles, 3-4, 1987 06, p. 273-298.)

BE 131A

VAN ROMPUY, P.

Voorwaarden voor een nieuwe groeidynamiek in België.

(In : ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT, Antwerpen, 3, 1987 06, p. 423-437.)

BE 64B

330.00 - 333.820. - 336.61
333.825. - 332.630.

338.753.3 - 338.753.2

VANDEWALLE, G.

Vijftig jaar theorie over economisch beleid.

(In : SOCIALISTISCHE STANDPUNTEN, Brussel, 2, 1987 03/04, p. 41-48.)

BE 155D

VERBRUGGEN, A. & VANLOMMEL, G.

Een scenario van uittreding uit de nucleaire elektriciteitsproductie in België.

(Studiecentrum voor Economisch en Sociaal Onderzoek, Rapport, 87/207.)

Antwerpen, SESO van de Universitaire Faculteiten St.-Ignatius, 1987, III + 67 p.

333.137. - 333.745. - 333.605.
333.102. - 333.139.2

332.244. - 332.814.

VANDOORNE, M.

Financiële innovatie en het internationaal banksysteem : enkele vragen waarmee de monetaire autoriteiten zich geconfronteerd zien.

(In : REVUE DE LA BANQUE - BANK- EN FINANCIËWEZEN, Bruxelles/Brussel, 6, 1987 06/07, p. 5-14.)

BE 134

VERHEYDEN, L.R.A.

50 jaar betaalde vakantie.

(In : WEST-VLAANDEREN WERKT, Brugge, 3, 1987 05/06, p. 118-121.)

BE 188

VINCENT, A. & LENTZEN, E.

Les investissements belges aux Etats-Unis.

(In : *COURRIER HEBDOMADAIRE - C.R.I.S.P.*, Bruxelles, 1160, 1987, p. 3-47.)

BE 28E

WAUTERS, L.

De moeilijke dialoog tussen de VSA en Europa. Implicaties voor België.

(In : *ECONOMISCH EN SOCIAAL TIJDSCHRIFT*, Antwerpen, 3, 1987 06, p. 461-476.)

BE 64B

331.150. - 334.151.25 - 334.151.27

VISSOL, T.

De l'Ecu soleil à l'Ecu européen : histoire et technique.

(In : *REFLETS ET PERSPECTIVES DE LA VIE ECONOMIQUE*, Bruxelles, 3-4, 1987 06, p. 153-173.)

BE 131A

339.115. - 338.340. - 338.341.0

336.311.2 - 333.109. - 382.254.

382.256.

WELLONS, P.A.

Passing the buck : banks, governments and Third World debt.

Boston, Mass., *Harvard Business School Press*, 1987, XIV + 342 p.

334.150.0 - 334.151.0

VLERICK, A.

Priorités pour une intégration européenne.

(In : *BULLETIN HEBDOMADAIRE - KREDIETBANK*, Bruxelles, 26, 1987 06 26, p. 1-4.)

BE 33

336.201. - 332.691.

WIBAUT, S.

Réforme fiscale et chômage : leçons tirées d'un modèle économétrique pour la Belgique.

(In : *RECHERCHES ECONOMIQUES DE LOUVAIN*, Louvain-la-Neuve, 2, 1987 04/06, p. 147-155.)

BE 34

336.212.0

VUCHELEN, J.

De druk van de personenbelasting.

Brussel, *Ludwig von Mises-Instituut*, 1987, 22 p.

Prix de l'abonnement annuel

{ Belgique et Luxembourg : FB 400,— (à majorer de 6 p.c. de
T.V.A. pour la Belgique).
Autres pays européens : FB 650,—.
Autres pays : voie normale : FB 650,—
voie aérienne : FB 1.450,—

Prix du numéro séparé

{ Belgique et Luxembourg : FB 40,— (à majorer de 6 p.c. de
T.V.A. pour la Belgique).
Autres pays européens : FB 65,—.
Autres pays : voie normale : FB 65,—
voie aérienne : FB 145,—

Paiement par virement ou versement au compte 100-0123913-78 « V.A.P. - Recettes à ventiler - Service Documentation », ouvert dans nos livres, en précisant si l'on désire recevoir l'édition française ou néerlandaise.



IMPRIMERIE
DE LA BANQUE NATIONALE DE BELGIQUE
BOULEVARD DE BERLAIMONT 5 - 1000 BRUXELLES
LE CHEF DU DEPARTEMENT
J. VAN DROOGENBROECK